Eugène Revert

Docteur Ès — Lettres

(1949)

LA MARTINIQUE

Étude géographique et humaine

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.

Courriel : mailto:marcelle_bergeron@uqac.ca

EUGÈNE REVERT

La Martinique, Étude géographique et humaine. Paris : Nouvelles Éditions latines, 1949, 559 pp. Collection : Bibliothèque de l'Union française.

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 16 décembre 2009 à Chicoutimi, Saguenay, Québec.

Eugène Revert

(1949)

La Martinique, Étude géographique et humaine.

Paris: Nouvelles Éditions latines, 1949, 559 pp. Collection: Bibliothèque de l'Union française.

DU MÊME AUTEUR

LES COLONIES FRANÇAISES D'AMÉRIQUE.

(Éditions géographiques, maritimes et coloniales, 17, rue Jacob.)

En préparation :

FOLKLORE ET MAGIE ANTILLAISE.

TABLE DES MATIÈRES

[Table des illustrations dans le texte.](#)

[Table des planches hors texte.](#)

[AVANT-PROPOS](#)

PREMIÈRE PARTIE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

[CHAPITRE I.](#) — *Généralités*

Situation, superficie, forme et relief. Vue d'ensemble sur le pays martiniquais

[CHAPITRE II.](#) — *L'architecture du sol*

Vue d'ensemble. — La zone sédimentaire. — Théories actuelles sur la structure des Petites Antilles. — La zone volcanique.

[CHAPITRE III.](#) — *La dernière éruption de la Montagne Pelée (1929-1932)*

Rappel des faits antérieurs. — Les modifications topographiques après l'éruption de 1902. — Résumé de l'éruption de 1929-1932 et de ses diverses phases. — Trognon central ou nouveau dôme. — Les nuées. — Les effets des nuées, érosion et comblement. — Théorie et mécanisme des nuées. — Conséquences pratiques de la théorie des nuées : prévision des éruptions et protection des lieux habités.

[CHAPITRE IV.](#) — *Les terrains volcaniques*

Les dépôts de nuées. — Les anciens centres d'éruption. — Les coulées. — Ponces, cendres et lapilli.

[CHAPITRE V.](#) — *La destruction du relief*

Les processus de décomposition. — L'érosion.

[CHAPITRE VI.](#) — *Morphologie*

Les niveaux d'érosion. — Le compartimentage de l'île et son évolution morphologique. — Les mouvements récents et la plaine du Lamentin. — Les côtes et leur évolution. — La théorie de W.-M. Davis. — Critique de la théorie de W.-M. Davis. — L'évolution contemporaine : subsidence dans le Nord, exondation progressive dans le Sud-Est.

CHAPITRE VII. — *Le Climat*

La température. — Les. — Les pluies. — Les perturbations. — Les saisons à la Martinique.

CHAPITRE VIII. — *Les eaux*

Lacs et marais. — Les sources thermales. — Les sources ordinaires. — Les nappes souterraines. — Les rivières et leurs bassins. — Débits et crues. — L'érosion.

CHAPITRE IX. — *La végétation*

Puissance de la végétation. — Variété des espèces et noms vernaculaires. — Les grandes divisions botaniques. — Zone maritime et littorale. — La végétation du bas pays. — 500 mètres. — La zone des grands bois et la zone des sommets. — Affinités et endémisme de la flore martiniquaise. — L'acclimatation d'espèces nouvelles. — Le rôle de la forêt martiniquaise et la pérennité des sources. — La forêt, les inondations et les glissements de terrain. — La dégradation des sols, le défrichement et le problème du Sud. — Reboisement, exploitation rationnelle et colonisation.

DEUXIÈME PARTIE GÉOGRAPHIE HUMAINE

CHAPITRE 1. — *Le peuplement*

1. — Les Précolombiens : Les recherches archéologiques effectuées à la Martinique. — Le problème des « cupules ». — Les fouilles du Prêcheur. — Étude sommaire du matériel retrouvé à l'Anse Belleville. — Les fouilles de Sainte-Marie. — La poterie de Sainte-Marie, comparaison avec celle de Sainte-Anne. — La transmission par les femmes d'anciennes traditions Ignéri. — État actuel des recherches à la Martinique. — La civilisation précolombienne de la Martinique.

2. — Le peuplement depuis 1635. — Les Caraïbes et les premiers colons. — Les « engagés ». — Les femmes. — De l'origine des colons. — Noirs, mulâtres et esclaves. — Le mélange des races. — L'évolution démographique jusqu'en 1848. — La suppression de l'esclavage et l'immigration. — La situation actuelle. — L'onomastique.

CHAPITRE II. — *L'occupation et la possession du sol*

Les premiers colons et le régime des concessions. — Les cinquante pas géométriques. — Les progrès de l'occupation du sol et le « terrier » de 1671. — Petite et grande propriété. Le développement des « habitations » jusqu'en 1848. — Les tendances au morcellement et à la concentration depuis 1848. — La question du cadastre. — La répartition actuelle des biens fonds. — La toponymie.

CHAPITRE III. — *L'habitat*

L'évolution historique. — La limite d'altitude. — Indépendance de l'habitat martiniquais vis-à-vis de nombreux facteurs géographiques : exposition, nature du sol, rivières et nappes d'eau. — Zones de dispersion, « gens casés » et limites de quartiers. — Tendance actuelle à la concentration. — Les agglomérations : villages de pêcheurs, centres ruraux et groupements de « type urbain ». — Fort-de-France.

CHAPITRE IV. — *Les maisons*

Cases, maisonnettes et « ajoupas ». — Vieilles demeures, maisons de maître et habitations urbaines.

CHAPITRE V. — *L'agriculture*

1. — Généralités, Cultures vivrières. — Les sols. — Les cultures et leur répartition. — Les cultures vivrières et leur évolution. Le pays vivrier, son outillage, ses traditions. Manioc, ignames, « choux », patates et autres cultures vivrières. — Les arbres fruitiers. — L'exploitation de la forêt. — L'élevage, ses origines, la répartition actuelle au bétail. — Les problèmes passés et présents. — L'industrie laitière. — Les équidés. — Le petit bétail et les volailles.

2. — Les cultures d'exportation.

A. — Les cultures secondaires. — Leur répartition. — Disparition des cultures anciennement pratiquées. — L'encouragement officiel aux cultures secondaires. — Vanillier et cotonnier. — L'ananas. — Le café. — Le cacao. — Le bananier. — Perspectives et essais.

B. — La canne à sucre. — Son importance actuelle. — La préparation du sol et la culture. — La récolte. — Les rendements. — La répartition des terres à cannes. — La question du Sud. — Perspectives.

CHAPITRE VI. — *L'industrie*

Les origines de l'industrie du sucre et du rhum. — Les sucreries « père Labat ». Le commerce des sucres sous l'Ancien Régime. — Les revenus d'une habitation sucrière, La fondation et le développement des « Usines Centrales ». — L'outillage. — La fabrication. — La force motrice et le chauffage. — L'organisation de l'usine et le personnel, L'industrie du rhum, les origines. — De 1850 au contingentement. — La fabrication du rhum. — La « bonification » des rhums. — Le « coefficient d'impuretés ». — La production. — Les industries annexes. — Autres industries. — Les facteurs de transformation : électrification et transports.

CHAPITRE VII. — *L'artisanat*

Le bâtiment. — Les principaux corps de métiers. — La poterie. — La vannerie. — La pêche. — Conclusion.

CHAPITRE VIII. — *Le commerce*

Généralités, Les ports. — Le petit cabotage. — Le problème des chemins de fer et les routes. — L'entretien. — La circulation automobile. — Le commerce intérieur, ses éléments. — Hôtels et tourisme. — Vue d'ensemble sur le commerce intérieur. — Le commerce extérieur. — Les principaux produits importés, leur répartition. — Les fournisseurs. — Les exportations, leur nature et leur répartition. — Le volume total des échanges. — L'organisation du commerce d'importation et d'exportation. — Balance commerciale et balance des comptes. — La guerre et ses premières conséquences.

CHAPITRE IX. — *L'économie Martiniquaise*

Rappel de l'évolution historique : système d'économie dirigée. — Les colons et les pouvoirs publics. La structure au budget local. — Le « privilège » martiniquais, les prises sucrières et l'évolution des fortunes. — Le régime du contingentement et ses origines. — Les premières conséquences du contingentement, son extension aux rhums destinés à la consommation locale et aux sucres. — La répartition des contingents accordés à la colonie. — Les conséquences « corporatives » du contingentement. — L'économie de la canne à sucre. — L'actuelle concentration des fortunes. — La prépondérance des blancs créoles. Les leaders de l'économie. — Le système bancaire. — La stratigraphie sociale. — Économie de guerre et perspectives.

CHAPITRE X. — *La démographie*

Les difficultés du problème : insuffisance et erreurs des recensements. — Exposé de la méthode suivie dans ce chapitre. — La population de la Martinique d'après les recensements et l'invéraisemblance des chiffres ainsi obtenus. — Évaluation de la population réelle de la Martinique. Autres méthodes conduisant au même résultat. Taux corrigés de natalité, mortalité et nuptialité. — Classement professionnel de la population. — La répartition territoriale. — La pression démographique.

CHAPITRE XI. — *La vie Martiniquaise*

Justification de ce chapitre. — La permanence de la nature. — L'irrationnel à la Martinique. Les « quimboiseurs » et leur rôle. — La « mentalité prélogique ». — La politique. — La musique et la danse, le Carnaval. — Fêtes et cérémonies publiques et privées, enterrements, mariages, etc. Les duels, la recherche des honneurs. — La vie dans le présent, le sentiment de la mort, les passions. — La question de couleur. — L'unité Martiniquaise.

CONCLUSION

ANNEXES

Tableau des précipitations dans quatorze stations de la Martinique.

Tableau de la variation mensuelle des précipitations suivant les années choisies.

Présages des phénomènes météorologiques, d'après Moreau de Jonnés.

Liste chronologique des cyclones à la Martinique, de 1635 à nos jours.

Estat du procez verbal des terres de l'Isle de la Martinique (1671), extrait.

Commerce de la Martinique en 1939.

Principales denrées alimentaires importées pendant la décade de 1929 à 1938.

Quantités (en kilos) de sucre brut (98-99°) fabriquées par les usines de la colonie.

Production du rhum (55°) par les usines anciennes et les distilleries industrielles, de 1930 à 1939.

Variation en prix de la tonne de cannes contingentées pour quelques usines de la Martinique.

Prix de la tonne de cannes contingentées depuis 1940.

Tableau de la navigation en 1938 et de 1940 à 1944.

BIBLIOGRAPHIE DÉTAILLÉE

NOTE ADDITIONNELLE

TABLE DES ILLUSTRATIONS DANS LE TEXTE

[Retour à la table des matières](#)

[Vue panoramique de la Montagne Pelée, prise du Morne des Cadets, en décembre 1929](#)

[Les Nuées](#) : I. Le dôme en 1902, vu du Morne des Cadets en octobre 1929.
II. Vue fin décembre 1929
III. 21 février 1930.
IV. 6 décembre 1930
V. Novembre 1931

[La rivière Blanche et la rivière Sèche](#) : I. Avant 1902 II. Entre 1902 et 1929. — III. En 1941

[Exemple de comblement par les Nuées](#)

[Gains de la terre sur la mer dans la baie du Genipa, entre 1825 et 1938](#)

[Baie de Fort-de-France d'après la carte marine n° 385](#)

[La trouée centrale de l'Île Lamentin-Robert](#)

[La Martinique et sa plateforme continentale vers l'Est](#)

[Falaise sous-marine près de la côte sud de la Martinique](#) entre le Diamant et la Pointe des Salines

[Variations mensuelles de la pression barométrique](#)

[Direction des Vents en 1937](#)

[Carte pluviométrique](#)

[Coupe type](#)

[Fouilles archéologiques](#)

[Figurines de Sainte-Marie \(dessins de M. Lepage\)](#)

[Pieds à grelots \(Sainte-Marie\)](#)

[Terrier de 1671 \(Région du Macouba au Prêcheur et à Saint-Pierre\)](#)

[Terrier de 1671 \(Région de Sainte-Anne-Marin\)](#)

[Répartition de l'habitat dans la région de Sainte-Anne, d'après Monnier \(1825\)](#)

[Répartition de l'habitat dans la même région, d'après la C. A. F. \(1925-1926\)](#)

[L'habitat dans la région de Fonds-Saint-Denis](#)

[Dispersion de l'habitat dans les hauteurs du Sud entre Rivière Pilote et le Vauclin](#)

[Habitat dans la région du Marigot](#)

[Carte des Usines et Distilleries de la Martinique](#)

[Répartition de la population à la Martinique](#)

PLANCHES HORS TEXTE ¹

[Retour à la table des matières](#)

Cartes en couleurs, Géographique et Géologique.

- I 1. — La Haute Vallée du Prêcheur.
2. — La baie du Marin et la presqu'île de Sainte-Anne.
- II 1. — La Savane des Pétrifications, la Table du Diable et l'îlet Cabrit.
- III 1. — Le dôme de 1902, échancré par les nuées.
2. — Le nouveau dôme et ses aiguilles (19-4-1931).
- IV 1. — Le nouveau dôme en voie d'édification (16-3-1931).
2. — L'aiguille terminale du nouveau dôme vue de la Petite Savane (31-3-1932).
- V 1 et 2. — Deux aspects de la nuée du 6-12-1929.
- VI 1. — Panache volcanique (5-1-1930).
2. — Petite éruption au sommet (9-10-1930).
- VII 1. — Nuée vue de face (4-1-1930).
2. — Petite nuée en voie de dissociation (1-2-1930),
- VIII 1. — Le lac temporaire de la Rivière Claire (juin 1931)
2. — Deltas triangulaires construits par les nuées (9-12-1929).
- IX 1. — Gros bloc transporté par les nuées.
2. — Recreusement d'une vallée dans le champ de cendres (I).
- X 1 et 2. — Recreusement d'une vallée dans le champ de cendres (II et III).
- XI 1. — « Orgues » de Préfontaine, près de Rivière Pilote.
2. — Falaises de la Marie au Prêcheur.
- XII 1. — Massif des Pitons. Vue d'ensemble prise du Gros Morne.
2. — Delta de coulées boueuses au Céron (Nord du Prêcheur).
- XIII 1. — Vue prise du Nouveau Dôme.
2. — Le petit lac de la ravine froide en hautes eaux.
- XIV 1. — Topographie mûre du Sud de l'île.
2. — La presqu'île de Sainte-Anne et la baie du Marin.
- XV 1. — Falaises de l'Extrême Nord.

¹ Les planches hors texte ne sont pas disponibles dans cette édition électronique de *La Martinique*. [MB]

-
2. — Côte jeune. Pointe de la Prairie au Vauclin.
- XVI 1. — Morne Jacqueline entre les Anses d'Arlets et le Diamant.
2. — Nuages linéaires sur la baie de Fort-de-France.
- XVII 1. — La Rivière du Prêcheur.
2. — La Rivière Chaude.
- XVIII 1. — Gorge en voie de creusement rapide de la Basse-Lézarde.
2. — Source de la Renée.
- XIX 1. — Inondation du 3 août 1932 à Fort-de-France.
2. — Colonisation d'une baie par la mangrove.
- XX 1. — Cactus cierges près de la Savane des Pétrifications.
2. — La zone des grands bois (vallée du Carbet).
- XXI 1. — Anse Belleville : Grande marmite à décor anthropomorphe.
2. — Anse Belleville : Meule dormante à forme ovale.
- XXII 1. — Anse Belleville : Tête humaine en céramique.
2. — Spatule en os représentant une tête de mort.
- XXIII 1. — La petite classe du Lycée en 1940.
2. — Types du Sud (Les Anses d'Arlets).
- XXIV 1. — Une femme d'origine hindoue et sa fille.
2. — Un groupe de travailleurs à Sainte-Marie.
- XXV 1. — Habitation Anse Belleville au Prêcheur.
2. — Fonds Saint-Denis.
- XXVI 1. — Hauteurs de la Jossaud. Type d'habitat dispersé.
2. — Hameau de « gens casés ».
- XXVII 1. — Fort-de-France.
2. — Case de pêcheurs à la Grande Anse d'Arlets.
- XXVIII 1. — « L'assaut » sur un « dégras » à Fonds-Saint-Denis.
2. — Un aspect du pays vivrier. Fonds Saint-Denis.
- XXIX 1. — Le « canton suisse » du Morne Vert.
2. — La récolte de cannes à sucre.
- XXX 1. — Moulin à bœufs type Père Labat.
2. — Retour de Pêche. Grand-Rivière.
- XXXI 1. — Un marché en plein air (Case Pilote).
2. — Une « guiablesse » du mercredi des Cendres.
- XXXII 1. — Orchestre créole. Vert-Pré. 1940.
2. — Les « ajoupas » installées sur la place de Saint-Joseph à l'occasion de la fête patronale.

**CARTES
GÉOGRAPHIQUE
ET
GÉOLOGIQUE**

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

LORSQUE je débarquai à la Martinique, par un clair matin de Septembre 1927, je n'imaginai certes point qu'elle m'offrirait, vingt ans après, l'occasion d'une double thèse de géographie. Une humeur vagabonde m'avait d'abord conduit en Finlande, à la recherche du culte de l'ours. Je me retrouvai quatre ans plus tard en Syrie avec l'intention avouée d'étudier les origines chrétiennes. Le hasard fit de moi le témoin d'aventures très contemporaines, comme la révolte et l'incendie de Damas en Octobre 1925. Après un an de France je repartais vers les Antilles dont je songeais à étudier l'histoire en même temps que le présent. Je me rendis un compte rapide de l'erreur d'appréciation alors commise. Les archives martiniquaises ont été soumises à tant de mauvais traitements qu'il y a presque lieu de s'étonner qu'elles n'aient pas entièrement disparu. Les documents essentiels sont à Paris. La plupart d'entre eux ont besoin d'être soumis à une critique serrée : la recherche de la vérité pure n'a jamais obsédé beaucoup les Antillais, ni même ceux qui étaient chargés de les administrer.

J'en arrivai donc à penser que le mieux était sans doute de regarder le pays et ses habitants. Une éruption de la Montagne Pelée étant survenue, je pus me faire détacher pour six mois à l'Observatoire. Je trouvai également le moyen de me mêler quelque peu à la vie, voire même à la politique locale, ce qui ne plut pas outre mesure au gouverneur d'alors. Je rentrai donc en France à la fin de 1932 avec un volumineux paquet de notes que je réimportai avec moi lorsque je regagnai la colonie en 1937 comme chef du service de l'Instruction Publique. J'utilisai mes nouvelles fonctions, auxquelles vinrent s'ajouter celles de chef du service de l'Information en 1939, comme un moyen supplémentaire de courir le pays. Les Sentiers des hauteurs me conduisirent à des écoles de mornes que personne n'avait inspectées depuis de nombreuses années. J'eus également l'occasion d'exécuter quelques débuts de fouilles précolombiennes pour le compte du Musée de l'Homme en 1939 et 1940. Mais les événements m'incitèrent alors à demander mon rappel et je quittai l'île en Février 1941. Depuis la Libération une abondante correspondance me tient au courant de ce qui se passe là-bas. C'est le résultat de cette expérience que j'ai essayé de traduire dans le livre que je présente aujourd'hui. Je l'ai conçu tout naturellement sous la forme classique d'une étude régionale : la Martinique est une île de petites dimensions : il est possible de la

parcourir en entier, d'en saisir à peu près tous les rouages visibles ou cachés, d'y étudier en un mot cette action réciproque de la nature sur l'homme et de l'homme sur la nature qui est le cœur même de la géographie. Je me suis efforcé en toute sincérité de prendre la vraie mesure du pays sans trop m'inquiéter des barrières que d'aucuns veulent poser entre des disciplines voisines, alors que le réel est continu. Cela m'a conduit par exemple à insister sur les précolombiens ou sur la vie Martiniquaise. Ai-je besoin de dire que je n'en éprouve aucun remords ?

J'ai fortement abrégé le manuscrit primitif, sur lequel j'ai soutenu mes thèses. Je me suis efforcé de l'alléger de beaucoup de discussions techniques et de la plupart des « preuves » statistiques qui l'alourdisaient. On pourra souligner au passage l'emploi d'apparence abusif qu'il m'est arrivé de faire de la première personne et des majuscules. J'ai tenu à montrer sur le premier point qu'il s'agissait alors d'enquêtes personnelles, ce qui en marque d'office les limites. Sur le second, j'ai fini, après beaucoup d'hésitations, par céder à la tradition locale qui tend à tout individualiser, personnaliser. Rivière-Pilote, Rivière-Madame, Rivière-Salée, par exemple, sont des expressions indissolubles et toujours employées comme telles. « L'Usine » est une entité mythique. Il en est presque de même pour certains services administratifs, celui des Travaux Publics en particulier. On me pardonnera donc d'avoir à mon tour sacrifié à ce qui n'est peut-être qu'une survivance très lointaine de l'animisme primitif.

Il me faudrait un chapitre entier pour nommer et remercier tous mes collaborateurs bénévoles. Un livre comme celui-ci est pour beaucoup le résultat d'un large effort collectif dont l'auteur n'est que le meneur de jeu et le metteur en œuvre. Qu'on me permette de citer d'abord ceux qui ne sont plus, mon cher collègue Boutin, directeur de l'Observatoire, avec lequel j'ai vécu dans une telle communauté de pensées pendant l'éruption de 1929-1932 que je ne sais plus, dans les chapitres consacrés au volcan, ce qui doit lui être attribué et ce qui me revient en propre, M. Legros, qui a guidé mes premiers pas à la Martinique et fait connaître la Savane des Pétrifications en même temps qu'il me fournissait sur l'histoire récente et les quimboiseurs d'innombrables renseignements, M^e Magallon-Graineau, conseiller général de Basse-Pointe, longtemps rapporteur du budget, qui fut pour moi, vingt ans durant, le plus fidèle et le plus sûr des amis, le bon chanoine Tostivint enfin qui se plaisait à éclaircir pour l'indigne disciple que j'étais les « Grandes énigmes de l'antique Madinina ».

Je dois une particulière reconnaissance à M. Kervégant, chef du Service de l'Agriculture et à son adjoint M. Berté qui m'ont fourni et continuent à me fournir avec un amical dévouement et une compétence qui n'est jamais en défaut tous les renseignements dont je puis avoir besoin. Des chapitres entiers n'auraient pu être écrits sans leur aide constante. J'ai disserté sur le tourisme, et bien d'autres choses encore, avec M.-L. Calvert, l'un des hommes les plus avertis et l'un de mes plus fidèles compagnons de Martinique. Le P. Delawarde a participé à toutes les recherches précolombiennes que j'ai pu faire en même temps qu'il m'apportait le plus précieux concours pour l'étude de cette vie paysanne dont il a projeté dans son livre une image d'une ressemblance si exacte et pourtant idéale. J'ai recueilli du Dr

Montestruc, directeur de l'Institut Pasteur, avec qui j'ai tant de fois couru les mornes du Sud, les plus précieuses données sur l'anthropologie et la géographie médicale de l'île. MM. Labat, Lorieau et Midas ont avec moi exploré et observé la montagne. MM. Romer et Frolov m'ont ouvert les archives du nouveau service de Météorologie et de Physique du Globe. Le Dr Rose-Rosette a presque fait de moi un théoricien de l'élevage martiniquais, assaisonnant ses leçons de ces délicieuses histoires créoles que nul ne raconte aussi bien que lui. MM. Saint-Olympe et Tenitri m'ont dévoilé les arcanes des Contributions Indirectes, M. Destrehem celles des Douanes.

Puis-je dire aussi combien est grande ma dette vis-à-vis de mes collaborateurs du Service de l'Instruction Publique dont beaucoup étaient déjà mes amis lors de mon premier séjour ? J'ai passé chez M. Saldès à Sainte-Marie ma dernière soirée de Martinique, le 8 février 1941. Grâce à lui, je suis presque citoyen du bourg, comme de la « Rue Mulâtre ». Au Gros-Morne d'abord, puis sous les cocotiers de l'Anse-Mitan quelles longues causeries avec M. Roselly et le cercle d'amis sûrs qu'il se plaît à réunir autour de lui ! M. F. Vildrin, secrétaire de l'I. P., a toujours été pour moi le conseiller le plus écouté et le plus averti. J'ai d'abord connu MM. Réjon et Symphor au syndicat des instituteurs. L'un est aujourd'hui maire de Trinité et l'autre du Robert. Ils siègent tous deux au Conseil Général que le second a présidé¹. Me sera-t-il permis de dire que malgré la déférence que je dois à leurs hautes fonctions c'est l'amitié qui de beaucoup, chez moi, l'emporte à leur égard et que je me souviens toujours avec émotion de nos mémorables « sorties » au Vert-Pré ou aux îlets du Robert ? J'ai agité avec eux presque toutes les questions intéressant la Martinique et utilisé systématiquement leurs écrits.

M. V. Sévère, ancien député maire de Fort-de-France, a toujours suivi mes travaux avec sympathie. M. Lagrosillière qui a représenté la Martinique au Parlement de longues années durant m'a permis de retourner dans son pays en 1937. Il m'a introduit dans les milieux les plus variés et m'a fait largement profiter de son expérience unique des hommes et des choses des Antilles.

La bienveillance administrative ne m'a point fait défaut, à mon second séjour tout au moins. MM. les gouverneurs Alberti, Allys, Spitz et Bressolles se sont personnellement intéressés à mes efforts. Les bureaux du gouvernement m'étaient largement ouverts, que ce fût celui des communes, dirigé par M. A. Wiltord, ou celui des finances où je trouvais en M. E. Sylvestre, aujourd'hui député de l'Union Française, un guide aimable autant qu'averti. J'ai entretenu les meilleures relations avec les commandants supérieurs des troupes qui se sont succédé, en particulier avec le colonel Vialle.

Ai-je besoin de rappeler la large hospitalité créole dont j'ai usé et abusé ? Les premières fouilles précolombiennes que j'ai tentées l'ont été chez M. Jean de Reynal au Prêcheur qui, en même temps qu'il nous hébergeait, le P. Delawarde, ma femme et moi, se montrait un connaisseur aussi expérimenté que sûr. Nous avons

¹ M. Symphor vient d'être élu conseiller de la République.

continué au Paquemar, chez M. Guy de Reynal, à Sainte-Marie, chez M. Lafosse, à Vivé, chez M. F. Clerc.

Je voudrais dire enfin le dévouement constant de ceux qui m'ont accompagné dans mes courses à travers l'île, même lorsqu'elles présentaient quelques risques : mon vieux complice Popo, qui connaît beaucoup mieux la Pelée et la Savane des Pétrifications que les « guides » plus ou moins officiels recrutés par les touristes et le citoyen Astarté qui fit passer la voiture que j'avais à ma disposition par les plus invraisemblables chemins de la colonie. M. Veille, a pris quelques-unes des plus belles photographies reproduites dans cet ouvrage.

Au moment où j'écris ces lignes je n'ai encore été avisé que très officieusement des concours qui me seront accordés pour la publication de mon livre ou des souscriptions qui seront consenties, mais j'ai déjà la certitude que je ne serai point abandonné à mes faibles forces... Qu'il me soit permis de remercier plus particulièrement M. Ch.-A. Julien, député de l'Union Française, et M. Laborde, attaché au ministère de l'Éducation Nationale, M. Robequain, professeur à la Sorbonne, auquel je suis redevable en outre de tant de judicieux avis, M. A. Charton, directeur de l'Enseignement au ministère de la France d'Outre-Mer, ainsi que la Commission du Centenaire de la Révolution de 1848. Ma reconnaissance n'est pas moins vive envers le Conseil Général et les autorités préfectorales de la Martinique, dont je sais que l'appui, cette fois encore, ne me fera pas défaut ¹. Elle l'est aussi à l'égard des Nouvelles Éditions Latines qui n'ont pas hésité à courir l'aventure que représente, dans les circonstances actuelles, l'impression et la diffusion d'un ouvrage tel que celui-ci.

Mais ma dette est surtout grande vis-à-vis de ceux qui ont été mes maîtres et mes guides dans un domaine où il y a vingt ans je n'avais encore que d'un pas presque de néophyte. L'amitié de M. Barrabé, que j'ai retrouvé en mission dans l'île lors de mon arrivée en 1927, m'a frotté d'un peu de géologie. M. Arsandaux, chef de la mission « péléenne » en 1929, m'a appris à regarder le volcan et ses alentours pendant les quatre mois qu'il est resté dans l'île. Je lui dois le plus bel exemple aussi d'indépendance vis-à-vis des contingences locales, quelles que puissent en être les conséquences. Le Docteur Rivet, de passage à la Martinique m'a décidé à entreprendre des fouilles précolombiennes et fait mettre à ma disposition les crédits nécessaires. Sa haute bienveillance m'a ouvert le Musée de l'Homme où j'ai toujours trouvé guide et appui auprès de MM. Reichlen et Leroi-Gourhan. Je n'aurais jamais pu mettre sur pied le chapitre précolombien sans cette aide constamment renouvelée. Mes recherches sur le peuplement m'ont de même été grandement facilitées par l'accueil que j'ai reçu au ministère de la France d'Outre-Mer de la part des archivistes successifs que j'y ai connus, en particulier MM. P. Roussier et Laroche.

¹ Depuis lors, les souscriptions promises sont parvenues ou ont été annoncées. Je tiens à exprimer de nouveau ma gratitude pour l'aide généreuse qui m'est accordée.

Ce travail enfin a été entrepris et commencé d'accord avec M. A. Demangeon dont j'avais été vers 1920 l'élève en Sorbonne. Je ne dirai jamais trop tout ce que j'ai dû à ce maître éminent. Après sa mort j'ai poursuivi et terminé l'ouvrage sous la direction de M. le recteur Allix dont l'appui, les conseils et les encouragements ne m'ont jamais fait défaut depuis sept ans écoulés. Le meilleur de ce livre lui revient. Qu'il veuille bien trouver ici l'hommage de ma profonde et respectueuse gratitude.

PREMIÈRE PARTIE

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

CHAPITRE 1

GÉNÉRALITÉS

1. — SITUATION-SUPERFICIE-FORME ET RELIEF

[Retour à la table des matières](#)

LA Martinique appartient aux petites Antilles ou îles du Vent. Elle a pour voisines immédiates la Dominique au Nord et Sainte-Lucie au Sud, dont elle est séparée par des canaux que balaient, les grandes lames de l'Atlantique et qui sont larges d'une vingtaine de milles au maximum. Elle se trouve à 7.000 kilomètres de la France et à 440 du continent le plus proche, l'Amérique du Sud. Les premières déterminations sérieuses de la latitude ont été faites au XVII^e siècle par le père Fouillée. La longitude n'a été fixée avec précision qu'à l'aide du « câble », suivant le terme local. On emploie maintenant la T. S. F.

La position du Mât de Pavillon qui domine le Fort Saint-Louis, et auquel ont été rattachées toutes les triangulations de l'île, est de 14°36'7" au Nord de l'équateur et de 63°24'44" à l'Ouest du méridien de Paris. Mais le mât ayant dû être remplacé, il n'est pas absolument certain que le nouveau ait été dressé exactement au même endroit, ce qui expliquerait telles différences dans les résultats de travaux successifs.

Le problème ne pourra être considéré comme résolu que le jour où la Martinique aura été reliée au réseau de triangulation des États-Unis et de leurs possessions. La superficie exacte du pays reste de même à déterminer. Pendant longtemps, on avait admis, d'après, disait-on, les travaux de Monnier en 1824-1825, que l'île devait couvrir environ 987 kilomètres carrés. Au cours de l'exposition coloniale en 1931, M. Meunier, géographe du Ministère des Colonies, fit connaître que d'après les levés exécutés quelques années auparavant par la Compagnie Aérienne Française, en vue d'un cadastre, la Martinique n'aurait pas moins de 1.107 kilomètres carrés. La différence était d'importance.

Cependant les résultats obtenus par le topographe de la C. A. F., M. Jarre, différaient sensiblement de ceux publiés avant lui et dont certains paraissaient bien établis. C'est ainsi qu'il fixait à 1.243 mètres l'altitude du Plateau des Palmistes, alors que des observations barométriques nombreuses et concordantes de 1902 à 1940 aboutissent à ne lui en donner que 1.220. Mais le chiffre de 1.243 coïncide à peu de chose près avec celui de Sainte-Claire Deville, établi près d'un siècle auparavant¹. D'autres évaluations tendaient à faire croire à un coefficient d'augmentation presque systématique. Enfin, toute vérification rapide était devenue presque impossible, beaucoup des sommets de la triangulation n'ayant été matérialisés que par des bâtons bien vite disparus.

La venue à la colonie d'une mission hydrographique dirigée par le commandant Legrand permit de reprendre toute la question. On s'aperçut alors, non sans surprise, que les deux triangulations de Monnier en 1825 et celle de M. Jarre un siècle plus tard étaient à peu près homothétiques, et que les distances correspondaient à un millième près. Or, « pour obtenir sur la surface totale une erreur de 10% il faudrait que les échelles linéaires fussent faussées de 3% ce qui n'est pas »².

Ce premier résultat conduisit le commandant Legrand à calculer la surface de l'île d'après les deux cartes, en utilisant une méthode de trapèzes. Il aboutit ainsi à 1.085 kilomètres carrés d'après la triangulation de M. Jarre et à 1.089 pour celle de Monnier.

Il semble donc en résulter qu'un chiffre de 1.080 à 1.090 kilomètres carrés est celui qui a le plus de chances de correspondre à la réalité. Il resterait maintenant à chercher comment et pourquoi le chiffre de 987 kilomètres carrés a été accepté pendant plus d'un siècle comme parole d'évangile. Tous les annuaires, toutes les notices consacrés à la colonie le reproduisent sans commentaires, y compris les ouvrages de Landes, de Giraud et de M. Lacroix.

Il reste vrai, au demeurant, qu'il n'existe pas encore de bonne carte de l'île. Le relief intérieur n'a pas été relevé dans le détail depuis plus d'un siècle et demi. « Les seuls travaux, écrit Monnier, qui méritent ici une distinction particulière sont ceux qui furent entrepris au commencement de l'année 1763 par des ingénieurs géographes des camps et armées et achevés en 1766 avec tout le succès que permettaient les méthodes et les instruments alors en usage.

La carte qui en résulte, œuvre de Moreau du Temple, d'après les triangulations effectuées par Loupia de Fontenailles, « est bonne à consulter pour les mouvements de terrain uni sont généralement conformes à ceux que nous avons observés dans le voisinage de la côte, et son exactitude, sous ce rapport, nous a même déterminés à en extraire les détails topographiques de l'intérieur de l'île, que les circonstances de notre mission ne nous permettaient pas de rattacher au figuré

¹ La Montagne Pelée et ses éruptions. p. 17.

² Lettre du Commandant Legrand, en date du 7 janvier 1939.

de la côte. Nous les avons reportés sur nos cartes, en les assujettissant successivement aux positions déduites de nos propres opérations » ¹.

Il a souvent été question de reprendre les levés de Monnier et des ingénieurs qui l'ont précédé. La tentative la plus poussée au cours du XIX^e siècle fut celle du chef d'escadron Périssé, alors directeur de l'artillerie, qui estimait l'ensemble des frais, impression non comprise, à une vingtaine de milliers de francs ². Peu après 1920, gouverneur et Conseil général s'entendirent pour confier à la C. A. F. le levé d'un plan cadastral. C'est à cette occasion que fut exécutée la triangulation de M. Jarre concurremment avec la prise de vues aériennes. Il n'était d'ailleurs pas question de cartographie à proprement parler et cela peut expliquer pourquoi les ingénieurs de la C. A. F. ne paraissent pas s'être souciés d'une précision rigoureuse dans leurs cotes d'altitude, et pourquoi ils ont accordé aussi peu d'attention aux massifs presque déserts et boisés des Pitons et de la Pelée. Le cadastre d'ailleurs ne fut jamais achevé... pour d'autres raisons. Il n'en restait pas moins une abondante documentation qui permit à M. Meunier de faire paraître en 1936, alors qu'on venait de célébrer le tricentenaire du rattachement des Antilles à la France, une carte de l'île au 1/50.000^e, en cinq couleurs, avec courbes de niveau de 20 en 20 mètres ³.

Cette carte marque pour les usagers un progrès considérable. Pour la première fois, les chemins vicinaux sont indiqués, de même les maisons ou groupes de maisons isolés, le chevelu des rivières et des ruisseaux est plus complet qu'auparavant. L'ensemble est bien imprimé et bien présenté.

Il est nécessaire cependant de faire des réserves sur la figuration du terrain. M. Meunier n'est jamais venu à la Martinique. Mon nom se trouve sur son travail parce que je lui ai communiqué des schémas figuratifs de la Montagne Pelée, destinés à matérialiser la représentation que je me faisais de certaines formes du relief ou du terrain : ils n'avaient aucune prétention à l'exactitude rigoureuse. D'autre part, M. Meunier, après la C. A. F., a méconnu l'importance du Piton Gelé, qui domine le Champ Flore, et auquel il attribue 250 à 300 mètres de moins qu'il n'en a réellement.

Malgré les progrès indubitables qu'elle représente au point de vue démographique et administratif, il est donc impossible de tirer de la carte de M. Meunier les interprétations morphologiques ou structurales auxquelles se prête notre carte d'État-Major. Ce qui reste à beaucoup près le mieux connu, à cause des besoins de la navigation, ce sont les fonds marins et les récifs qui entourent l'île.

¹ Monnier, *Description nautique des côtes de la Martinique*, p. 4 et 5.

² Note sur le levé et l'exécution de la carte de la Martinique, 8 Mars 1888, p. 1.

³ On peut laisser de côté la carte au 1/50.000^e en noir, établie sur l'ordre de l'amiral Robert, qui n'apporte rien de nouveau, mais on doit signaler la présence actuelle à la Martinique d'une mission de l'Institut Géographique National, chargée d'établir enfin une carte moderne de l'île.

On me pardonnera en conséquence la très large part d'observations et d'interprétations personnelles qu'il y a dans le présent travail ¹.

Quoi qu'il en soit, la Martinique a la forme d'une sorte de fuseau allongé qui s'incline du N. N. W. au S. S.-E. et dont la plus grande longueur n'atteint pas 70 kilomètres ². Elle est légèrement renflée dans sa partie septentrionale où sa largeur approche de trente kilomètres. Deux baies profondes, celle de Fort-de-France et du Marin, donnent au Sud un contour plus tourmenté et irrégulier. Il n'y a plus qu'une douzaine de kilomètres entre le Cohé du Lamentin et la baie du Robert. La presqu'île de Sainte-Anne apparaît de dimensions encore moindres. Enfin la côte orientale est particulièrement déchiquetée au Sud de la Caravelle, qui se projette comme une gigantesque nageoire vers le large.

2. — VUE D'ENSEMBLE SUR LE PAYS MARTINICAIS

De cette disposition résulte qu'aucun point de l'île ne se trouve en ligne droite à plus de dix ou douze kilomètres de la côte. Cela se traduit pour le coureur de mornes par d'immenses panoramas qui s'étendent aussi bien sur l'Atlantique que sur la mer Caraïbe. Du sommet de la Pelée ou des Pitons, lorsqu'ils daignent se découvrir, la vue s'étend de la Dominique à Sainte-Lucie, et parfois même, par temps clair, jusqu'à Saint-Vincent. Le soleil se lève au matin derrière la Caravelle, dont la barre, sombre à ce moment, semble émerger comme d'un lac d'or. La fureur océane se marque aux longues lignes de brisants d'où s'élèvent de perpétuels embruns. Une mer immobile, au bleu profond, baigne le versant opposé. Le moindre courant se distingue à sa surface et le sillage des navires qui la traversent est long à s'y évanouir.

Au trou Matelot, qu'on appelle aussi Passage à ramiers, l'on domine d'un côté les vallées de Sainte-Marie et du Lorrain, tandis que de l'autre brillent les eaux calmes de la grande baie auprès de laquelle s'élèvent Fort-de-France, le Lamentin, Rivière-Salée et les Trois-Îlets. Le Vert-Pré offre un panorama plus vaste encore. De la Dumaine, du Morne Baldara, de la Montagne du Vauclin, de l'Épinay, du

¹ Je n'ai pas cru devoir m'occuper des cartes à plus petite échelle comme celle au 215.000^e du Commandant Polacchi, publiée dans l'Atlas Colonial de l'Illustration (3^e édition 1938, p. 257-261, avec la notice jointe). C'est une des moins mauvaises que je connaisse et pourtant, elle renferme de nombreuses erreurs dues pour la plupart à des confusions et à une interprétation défectueuse des plans de la C. A. F. Le Morne Folie (200 m.) y prend la place du Signal d'Aubenas (700 m.). Même erreur sur le Piton Gelé que dans la carte de Meunier. De simples noms de propriétés semblent désigner des agglomérations importantes. Cela s'étend même parfois aux individus. Mes vieux amis du Gros Morne, les Nazaires et les Thaly, ne se doutent certainement pas qu'ils sont ainsi devenus villages.

Le carton de Fort-de-France reproduit un plan vieux de plus de soixante ans et qui ne correspond plus à la topographie ou au développement actuel de la cité. La note d'accompagnement est également périmée. Telle photographie des Pitons représente, en réalité, le morne des Marins. L'ensemble est donc à revoir de bout en bout.

² Le chiffre de 66, indiqué par Lacroix (p. 6) est vraisemblable.

Morne la Plaine, l'on domine encore plus de la moitié du pays. Au Cap Ferré, la vue s'étend de la pointe des Salines au Morne et au Rocher du Diamant d'une part, tandis que de l'autre elle s'accroche surtout à la Montagne du Vauclin. Ainsi, dès que l'on monte, l'horizon est barré par l'étendue liquide qui rappelle que ce pays est une île, et une île assez petite pour que le regard puisse l'embrasser tout entière. La mer apparaît alors comme un élément essentiel du décor, comme la toile de fond sur laquelle il se déroule.

Mais la Martinique est accidentée. Une vieille légende du cru prétend qu'un monarque anglais demanda un jour à l'un de ses amiraux de lui définir le pays. L'autre, pour toute réponse, s'empara d'une feuille de papier et la froissa violemment. Il est certain que le pays, développé en plan, comme une peau de bête qu'on étale, occuperait un espace de beaucoup supérieur à sa superficie théorique. Le jour où l'on aura tous les éléments nécessaires à ce calcul, il ne serait pas surprenant qu'on aboutît à des résultats analogues à ceux obtenus par M. Allix pour un pays de haute montagne comme l'Oisans, avec un coefficient d'augmentation qui apparaîtrait voisin de 1,50 à 1,60.

Ce n'est pas que les sommets culminent à de fortes altitudes. La Montagne Pelée s'élève actuellement aux environs de 1.430 mètres. Les Pitons n'en atteignent que 1.207. Dans le Sud, la Montagne du Vauclin dépasse de peu le demi-kilomètre. Le Morne du Diamant n'y arrive pas tout à fait. D'autres crêtes assez nombreuses s'étagent entre 3 et 400 mètres. C'est assez peu au total. Mais les sommets s'enlèvent d'un seul jet. Il n'y a que six kilomètres à vol d'oiseau entre celui de la Pelée et le rivage caraïbe. Les Pitons sont encore plus près de la plage du Carbet. Des gorges profondes, entaillées en cañons, alternent avec les crêtes resserrées. De tels contrastes donnent plus d'une fois l'impression de la grande montagne. Tous ceux qui ont couru la Pelée connaissent cette arête étroite qu'on appelle le Dos d'Âne et qui sépare la haute Falaise ou Filasse des ravines qui dévalent vers la rivière des Pères. De part et d'autre, des à pie de trois à quatre cents mètres, un vent violent qui soufflette le visage, une brume épaisse et glaciale qui s'entr'ouvre par moments sur le vert incroyablement tendre du bas pays... La vallée du Prêcheur est plus tourmentée encore. Mais c'est surtout de la région du lac et de la Rivière Chaude que le volcan apparaît dans son imposante splendeur. À moins de deux kilomètres du dôme, l'on se trouve à près de mille mètres en contrebas.

Le petit village du Morne Vert, comme l'a justement indiqué Giraud ¹, se trouve sur le bord Ouest de l'ancienne caldeira des Pitons. Leur crête boisée tombe encore de près de huit cents mètres sur le « Canton Suisse » toujours vert, aux eaux riantes et qui n'est pas sans analogie avec le pays ariègeois. La tête ronde du Morne des Marins surplombe la rivière du Carbet. L'on soupçonne seulement dans le lointain l'étroite vallée qui remonte vers Fonds-Saint-Denis et les Deux-Choux.

¹ Giraud, *Esquisse géologique de la Martinique*, p. 44.

Le Sud n'offre pas de contrastes aussi grandioses. Des chemins presque plats suivent ses crêtes, entre 250 et 350 mètres d'altitude, mais l'horizon est plus vaste, mieux ordonné. Entre la Régale, Desmarinières et le quartier Bellay, la vue s'étend au Nord sur la baie de Fort-de-France et la plaine du Lamentin, avec dans le lointain bleuâtre, la fine silhouette des Pitons. Au Sud brille la mer du Diamant, tandis qu'on domine à l'Est les riches vallons de la grande et de la petite rivière Pilote. Du Baldara le regard plonge par paliers vers la basse vallée de la Manche : il survole à l'opposé les haies et les caps qu'argente sans répit la colère Atlantique.

Le contraste entre les deux grandes régions de l'île apparaît également dans l'allure différente des côtes. Au-dessus d'une ligne Fort-de-France-Trinité, la région du Prêcheur, Carbet, Saint-Pierre mise à part, le sable n'apparaît qu'au fond des anses. Les falaises tombent sur la mer par d'impressionnants à pic qui, au Morne aux Lianes, entre le Prêcheur et Grand-Rivière, dépassent deux cents mètres. Dans le Sud, au contraire, les indentations du rivage se prolongent par de nombreuses îles protégées à leur tour par des lignes de récifs qui délimitent de grandes rades immobiles et calmes. Là se déposent des vases bleuâtres et malodorantes, vite envahies par la mangrove. Tout le fond de la baie de Fort-de-France est un immense champ de palétuviers qui s'accroît de manière constante. On les retrouve au Marin, à Sainte-Anne, au Vauclin, au Robert. Leur ligne sombre et touffue donne un aspect hostile et forestier aux rivages qu'ils occupent. On leur doit aussi ces brouillards bas, fuligineux et malsains que Moreau de Jonnès appelait le drap mortuaire des savanes et qui font des alentours autant de foyers paludéens. Là où l'eau reste vive, quelques belles plages de sable de plus en plus claires au fur et à mesure qu'on se rapproche de la région sédimentaire de l'île : Anse Mitan, Anse à l'Âne, Anses d'Arlets et Diamant sur la côte caraïbe, Vauclin, Paquemar et Cap Ferré sur la côte Atlantique. Les plus belles de toutes s'allongent de la Pointe du Marin à la Savane des Pétrifications. Elles forment une guirlande d'un blanc éblouissant entre la mer bleue, les sombres raisiniers aux feuilles luisantes et les pointes rougeâtres sur lesquelles elles prennent appui.

Le climat joue son rôle en l'affaire. Il arrive que les baies sous un ciel bas et chargé de nuées, luisent comme des lacs de plomb. Au souffle brutal de l'alizé de décembre, l'océan devient glauque. Le bleu sur le versant caraïbe même est l'apanage des jours tranquilles et lumineux. En fait, on n'observe que rarement, à la colonie, le ciel clair de la Méditerranée. L'horizon y est presque toujours barré par des vapeurs blanchâtres et il est fort rare qu'aucun nuage ne sillonne le ciel ! Qu'on y ajoute une température de serre chaude et des pluies tantôt d'une extrême abondance et tantôt parcimonieusement réparties.

Tout cela se traduit dans la végétation. Le long de la Trace, la route qui mène de Fort-de-France à Saint-Pierre par les contreforts des Pitons, c'est la forêt dans toute son exubérante splendeur, c'est aussi le pays des eaux vives, des cascades bondissantes, et cette nature, trop puissante, écrase un peu. Le Sud offre des paysages plus humains. La courbe harmonieuse de la plage du Diamant, avec son morne et son rocher, n'est pas trop indigne du beau rivage napolitain. Puis les cactus apparaissent, « cierges » à trois, six ou huit pans, « raquettes » aux longs

piquants, aux fruits pourpres et acidulés qui rafraîchissent d'une longue marche. C'est presque un désert que l'extrémité de la Caravelle ou la Savane des Pétrifications. Il n'est pas rare d'y voir l'air miroiter à l'heure méridienne, ce qui est le début du mirage. L'homme ne compte guère alors en face de la nature.

Cette nature pourtant dont il dépend à chaque instant de sa vie, il travaille sans cesse à l'asservir à ses fins. Le paysage actuel a été largement remodelé par ses soins. Il a défriché, introduit des plantes nouvelles. Ses travaux ont modifié le rivage, corrigé le cours des torrents. Il est peu d'endroits surtout que la hache du bûcheron n'ait atteints et l'on ne rencontre guère aujourd'hui, sauf en quelques cantons privilégiés, qu'une forêt secondaire ayant repris possession d'un sol un instant défriché. L'Anse du Lévrier, l'Anse à Voile, l'Anse des Galets, aujourd'hui désertes, ou à peu près, comptaient il y a deux siècles d'assez forts groupements de petits propriétaires.

Le sol de la Martinique était et est demeuré d'une grande fertilité. L'homme y a introduit des cultures nouvelles. On ne se représenterait plus l'île sans cocotiers, manguiers, arbres à pain ou bambous. Tout cela fut importé depuis moins de trois siècles. Le café, la canne à sucre également. Il m'arrivera de parler d'autres plantes commensales ou parasites amenées incidemment ou sans dessein prémédité.

Où l'homme intervient encore, c'est dans la répartition et l'importance relative qu'il accorde à ses cultures. La fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e ont connu la grande fortune du café et du cacao. Cela donnait au pays un aspect bocager, aujourd'hui presque disparu. C'est que triomphe la canne. Du Lamentin à Rivière Salée ou au Robert, voire au François, on n'aperçoit guère que son immensité mouvante. La banane seule, à l'occasion, vient jeter une note discordante et tranche en sombre sur le vert clair de sa vieille rivale. La région du Gros Morne au Calvaire voit monter à l'assaut de ses pentes les bataillons serrés des grisâtres ananas.

Tout s'inscrit ainsi dans le paysage, jusqu'aux jeux mêmes de la propriété. Longtemps la Martinique a vécu sous le régime des « habitations », domaines indépendants qui produisaient à peu près tout, ce dont ils avaient besoin et exportaient du sucre brut. La création des usines centrales sous le Second Empire a eu pour effet de ramener les cannes vers la plaine. On rencontre souvent dans l'intérieur les ruines d'anciens barrages, d'anciens moulins aujourd'hui abandonnés, mais qui attestent l'existence en ces endroits d'exploitations jadis prospères. La savane, les bois parfois ont repris possession du terrain.

Il y a un siècle à peine, la maison du maître était entourée de cases réservées aux esclaves, la carte de Monnier en offre des exemples très géométriques. Quelques grands arbres, qui, à l'occasion, subsistent encore, comme aux Salines-Bertrand, à Beauregard, à la Dillon, ombragent le tout. Depuis 1848, l'habitation du travailleur fuit la grande exploitation, ou tout au moins ne s'installe qu'à son pourtour. Il y a une zone de la canne, peu habitée au total, et une zone de la petite propriété qui se distingue par son extraordinaire densité, et un inextricable fouillis d'arbres à pain, de bananiers et de manguiers d'où émergent les toits de paille ou de

tôle des cases disséminées à l'entour. De la Régale, par exemple, l'on aperçoit tout le développement de la Petite Rivière Pilote. Les crêtes, les hauts versants ont un aspect quasi forestier, malgré les très nombreuses cases qu'on y soupçonne. Dans le lointain, vers les bas-fonds, une tache verte marque les champs de cannes de la Mauny. Le même contraste se retrouverait vers la Dumaine et la Poirier, au Gros Morne, dans les hauteurs du Morne des Esses, du Pérou ou de Bezaudin à Sainte-Marie, de la Dominante au Marigot, du Morne Capot ou du Carabin au Lorrain. La terre, dans ces quartiers, se morcelle en fractions d'hectare : quelques manguiers, deux ou trois arbres à pain, avocatiers, orangers ou citronniers, une ligne de cocotiers, un carré de choux caraïbes, un autre d'ignames ou de patates, voilà ce qu'on y rencontre à l'ordinaire. Chacun veut tirer de son petit domaine la plus grande diversité possible de produits. C'est tout l'opposé d'une culture industrialisée.

La maison, enfin, fait partie du paysage. Il n'est que d'avoir connu les solitudes de la Pelée ou des Pitons pour retrouver avec une joie qu'on ne dissimule pas la première demeure habitée. Il n'est pas indifférent non plus d'apercevoir sur la crête du morne, entaillé pour le recevoir, un orgueilleux château entouré de cases. Il est rare encore qu'une usine offre un aspect riant. Ses longues cheminées de tôle qu'on voit fumer dans le lointain, les wagons chargés de cannes, l'affairement universel au moment de la récolte sont autant de symboles néanmoins de la victoire de l'homme sur les forces primitives.

Les groupes de maisons, hameaux, bourgs ou villes marquent également cette victoire. Il s'agit alors de paysages refaçonnés par l'homme, à son usage, à sa mesure. Là aussi subsistent à la Martinique de singuliers et puissants contrastes. Les quartiers de résidence, Didier, Bellevue, la Redoute s'opposent pour Fort-de-France aux quartiers d'affaires. Il y a des quartiers riches, d'autres qui le sont moins et cette distinction se poursuit jusque dans la mort¹. Toutefois, la différence n'est pas toujours aussi tranchée que dans la Métropole. Je me suis amusé bien des fois, en descendant de Bellevue vers la ville, à regarder, au pied d'une des plus somptueuses demeures du voisinage, une case en vieilles planches de caisse habitée par un ouvrier cordonnier que je voyais souvent à sa fenêtre et dont je me suis toujours demandé, tant les dimensions de son logis étaient exiguës, comment il faisait pour y dormir, en long, en large ou en diagonale. En dehors de la capitale, Saint-Pierre, à cause de son passé, et Trinité avec sa façade de mer présentent seuls un aspect urbain. Ailleurs il ne s'agit que de gros bourgs, ramassés autour de l'église, de la mairie et de la maison d'école.

Un vieux truisme prétend que tout est dans tout. En ce qui concerne la Martinique, ce n'est point absolument faux. La nature bienveillante a donné à ce pays un sol volcanique et fécond, un climat toujours tiède. Au cours d'une histoire déjà longue de trois siècles, l'on a défriché, cultivé, construit. Les paysages

¹ Il y a, en effet, au chef-lieu, un cimetière dit « des riches » et un autre « des pauvres ». Aux fêtes de la Toussaint, le premier est éclairé à giorno par des milliers de lampes électriques. Ce sont des bougies dont la flamme clignote sur les tombes du second.

d'aujourd'hui sont la résultante de cet effort. Il y a eu action incessante de l'homme sur la nature et inversement. C'est pourquoi il n'apparaît pas tellement impossible ni absurde d'aller chercher l'âme d'un pays derrière le décor mouvant qu'il offre à nos regards. C'est un peu ce que je voudrais faire dans cet ouvrage.

PREMIÈRE PARTIE

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

CHAPITRE II

L'ARCHITECTURE DU SOL

1. — VUE D'ENSEMBLE

[Retour à la table des matières](#)

LES Petites Antilles forment un arc ou guirlande d'îles dont la direction générale est Nord-Sud. Elles relient les Grandes Antilles aux Antilles méridionales, les unes et les autres se trouvant orientées E.-W. La mer intérieure ainsi délimitée se caractérise par de grandes profondeurs.

Les faits martiniquais s'intègrent bien dans cet ensemble. Si l'on jette un coup d'œil sur la carte marine, il est impossible de ne pas être frappé par les contrastes qui s'accusent entre les profondeurs à l'Est et à l'Ouest de la colonie. La côte orientale projetée de nombreux îlots vers le large. Des bancs de sable émergent, comme entre Trinité et Sainte-Marie, ou sont recouverts d'une mince couche d'eau, comme les fonds blancs du Vauclin, du François ou de l'extrême Sud, sur lesquels on peut s'avancer fort loin sans perdre pied à la recherche des « soudons » ou des savoureux, mais piquants « chadrons »¹. Les récifs coralliens forment barrière à deux ou trois kilomètres au large. Il faut s'éloigner encore pour que la sonde descende à cinquante ou soixante mètres. L'isobathe de cent mètres délimite une vaste plateforme.

Sur le versant caraïbe, au contraire, ce sont immédiatement des pentes de précipice. L'inclinaison, d'après M. Lacroix, atteint 25° en moyenne entre la Rivière des Pères et le Prêcheur. Ce dernier bourg fut épargné par la catastrophe du 8 mai 1902. Pour évacuer la population, on envoya un grand navire de guerre, le « Suchet », qui put approcher, sans talonner, à moins de vingt mètres du bord. Les vapeurs du service côtier arrivent presque à toucher le rivage par l'arrière au

¹ Soudon : sorte de palourde. Chadrons : oursins.

mouillage des Abymes. Toute la côte est accore depuis Grand-Rivière jusqu'au Diamant, sauf à l'intérieur des baies de Fort-de-France et du Marin.

On peut encore évoquer les effets très différents en 1902 d'un même phénomène, les coulées boueuses, suivant qu'elles se déchargeaient vers une mer ou vers l'autre. À Grand-Rivière, au Macouba, à Basse-Pointe, elles se sont étalées en deltas, en plaines caillouteuses, dont il reste, après plus de quarante ans, de très importants vestiges. C'est qu'elles étaient soutenues et freinées par la plateforme continentale. Vers Saint-Pierre, au contraire, où celle-ci n'existe pas, les mêmes coulées disparaissaient dans un violent remous, analogue à la « bataillère » du Léman, et continuaient leur course, grâce à leur densité, jusqu'à de grandes profondeurs. Le bateau câble, le « Pouyer Quartier », a trouvé les lignes qu'il entretenait ensevelies après la catastrophe de 1902 sous d'importants apports de coulées boueuses, à l'Ouest de la Martinique. En 1929, le phénomène s'est reproduit dans le secteur atteint par l'éruption et le rivage a été entaillé au débouché de la Rivière Sans Nom comme par un gigantesque coup de scie. Il en est résulté un petit golfe qui s'est avancé en novembre de cette année mouvementée d'une cinquantaine de mètres à l'intérieur des terres, mais qui a été bientôt comblé par les apports des nuées ardentes.

Il n'est pas douteux encore que le socle de la Martinique comprend des sédiments. Il existe en effet, de la Pointe des Salines à Sainte-Marie, une frange assez continue de formations fossilifères. Une observation de M. Dublancq Laborde a confirmé qu'elles se continuent sous la Pelée¹. Ce savant a rencontré dans le lit de la rivière Paillacard, au Sud du Prêcheur, dans le ravin du Morne Fortuné, entre le Pilon Pierreux et le Piton Marcel, ainsi que sur la rive gauche du Céron, des blocs calcaires, parfois de grandes dimensions, enclavés dans des tufs ponceux. Ils y sont toujours. D'autres existent dans la haute vallée de la Rivière de Basse Pointe. Il est probable qu'ils ont tous été arrachés par des éruptions anciennes à la cheminée du volcan. Il est même vraisemblable qu'il existe sous les sédiments tertiaires un substratum de terrains cristallophylliens. Giraud l'admet tout en déclarant qu'il n'a pu en trouver trace². Pourtant, l'on ramasse parfois sur le littoral de Fort-de-France des échantillons appartenant sans conteste à cette catégorie de roches. Ils peuvent y avoir été apportés par des voiliers voyageant sur lest en provenance des Guyanes. Il est incontestable, par contre, que la mer rejette des schistes micacés dans le secteur Lorrain Basse Pointe. Au total donc la Martinique, telle qu'elle se présente aujourd'hui, apparaît volcanique pour les neuf dixièmes, sédimentaire pour le reste, le tout reposant sur un socle beaucoup plus ancien.

¹ Dublancq-Laborde, C. R. A., Sc. 25 mars 1912, p. 284.

² Giraud, *Esquisse géologique de la Martinique*, p. 7.

2. — LA ZONE SÉDIMENTAIRE

La zone sédimentaire de l'île a été l'objet d'études relativement récentes et approfondies, destinées à compléter celle de Giraud, et l'esquisse beaucoup plus ancienne de Siemaradski. Au cours, en effet, d'un forage exécuté à Sigy, près du Vauclin, en vue de trouver une nappe d'eau potable, on crut apercevoir des indices nets d'hydrocarbures vers quarante ou cinquante mètres de profondeur. Une société se fonda pour la recherche et l'exploitation éventuelle du pétrole. L'Office National des Combustibles liquides fut amené à s'intéresser un moment à l'affaire, qui est aujourd'hui abandonnée. On a envisagé depuis lors l'installation d'une cimenterie à Sainte-Anne. Ces dernières années enfin, l'île a été parcourue par quelques géologues anglais ou américains.

Les couches les plus anciennes, à ce que l'on admet généralement, affleurent vers la Pointe des Salines. Ce sont des tufs à stratification souvent, peu nette et des conglomérats éruptifs à gros éléments formant un complexe volcanique généralement très altéré. Ils sont à la base de toute la série sédimentaire de l'île. À la Pointe Dunkerque, en effet, ces conglomérats s'enfoncent sous des calcaires zoogènes plongeant au N. N-W. Il n'y a d'ailleurs stratification nette qu'aux abords des Salines, où les bancs semblent s'incurver en voûte anticlinale à grand rayon.

Il est difficile de connaître l'âge exact de ces formations, car aucun fossile n'y a été trouvé en dehors des bois silicifiés de la Savane des Pétrifications. Là, dit Giraud ¹, quelques marnes intercalées dans les tufs sont traversées par un dyke Nord-Sud très altéré. Ce dyke, d'après le même auteur, serait entouré de pépérites à pseudo stratification Parallèle aux parois de la roche éruptive, où l'on recueillerait de beaux échantillons d'opale, de bois silicifié et de jaspe qui ont fait la renommée du gisement.

L'existence des lits de marne d'un mètre cinquante d'épaisseur moyenne et très fortement redressés est incontestable. On rencontre même en un endroit cette sorte de calcaire pulvérulent signalé par Bulbrook et Barrabé auprès de Caritan ², mais qui existe aussi au Petit Versailles et en quelques autres points. On l'exploite, sous le nom de « Carbonate de chaux », pour servir d'amendement aux terres argileuses du centre. Un faciès analogue se retrouve non loin du Paquemar à la Pointe « Carbonate », mais dans un horizon sans doute plus récent. Le produit, tout aussi pulvérulent, apparaît alors teinté de jaune.

Quant aux bois silicifiés, aux jaspes et aux opales, leurs principales accumulations se trouvent sur les pentes ou même au fond des ravins intermittents qui descendent vers la mer et que chaque avalasse creuse un peu plus. C'est l'érosion qui met au jour de nouveaux échantillons pris dans la masse épaisse des décompositions superficielles.

¹ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 9.

² Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 14.

Barrabé a cité avec raison ¹ les nombreux fragments de troncs silicifiés qui existent dans un banc marneux près de Malgré-Tout, mais aucun des auteurs qui ont étudié jusqu'ici la question ne s'est rendu compte de l'ampleur exacte du phénomène. En fait, les calcédoines, les opales vulgaires et les morceaux de jaspé et de bois silicifié se rencontrent en de très nombreux points du S.-E. de la Martinique. Le gisement de la Savane doit surtout sa renommée à l'absence à peu près totale de végétation qui permet de trouver plus facilement les échantillons recherchés.

C'est ainsi que bois, jaspes et autres produits de silicification abondent auprès de l'ancienne habitation Dillon et sur le morne qui domine les Salines Birot. Plus au Nord, il en existe dans la région du Cap Chevalier. Le chemin vicinal du Cap Ferré traverse trois gisements successifs inclus dans des tufs fortement altérés. Barrabé a signalé à juste titre les silicifications des alentours du Morne Gommier qui avaient échappé à la majorité des observateurs. Elles se poursuivent vers l'Ouest jusqu'à l'habitation Veyssières, entre Sainte-Luce et le Diamant, à hauteur des Trois Rivières.

Sur la côte orientale, une prospection plus poussée permettrait sans aucun doute de découvrir toute une série de gisements intermédiaires entre ceux de la région Marin-Sainte-Anne et de la Caravelle. Barrabé a rencontré, près du Cul de sac Frégate, un très gros bloc de calcaire récifal silicifié analogue à ceux qui existent un peu au Sud de la Pointe Dunkerque et dont l'origine est à chercher sans doute dans une courte phase d'immersion ². J'ai déjà la certitude que le jaspé et les bois silicifiés existent près de l'Anse Macabou au Sud du Vauclin et à la Pointe la Rose, à quelques kilomètres du Robert, tandis que le gisement de Spoulturne, dans la presqu'île de la Caravelle, est connu de longue date.

Les bois silicifiés, à plus forte raison les fragments de jaspé et de calcédoine, ne peuvent guère servir à déterminer l'ancienneté des couches où on les trouve. Souvent il s'agit d'espèces, comme le « mapou », qui existent toujours. C'est ce qui donne une apparence de justification à la tradition qui veut que le phénomène continue à l'heure présente. Il suffirait, prétend-on, d'enterrer en certains endroits des fragments d'os ou de bois pour les retrouver transformés en pierre quelques années plus tard. Barrabé a prouvé, malgré de nombreux « témoins », l'in vraisemblance de l'affaire et les objets qu'on montre pour convaincre l'incrédule ne sont que des jeux de la nature, plus ou moins grossiers ³.

Les tufs sont surmontés, à la Pointe Dunkerque, par des calcaires jaunes très durs, dont Giraud a reconnu qu'ils résultaient de l'agglutination de débris d'algues par des cristaux de calcite très serrés. Cette structure fait qu'ils prennent facilement un poli comparable à celui du marbre, dont ils se rapprochent un peu ⁴. Ils se

¹ Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 19.

² Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 19.

³ Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 11.

⁴ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 9 et 10.

présentent alors avec des veines rouges et bleuâtres d'un assez bel effet. Parfois l'on trouve dans les carrières, de beaux cristaux de calcite.

Le gisement s'étend de la Pointe Dunkerque jusqu'au delà du cimetière de Sainte-Anne, où il se termine sur la mer par une petite falaise. Il est utilisé pour la pierre à bâtir et surtout pour deux fours à chaux, l'un à Caritan même, l'autre aux Trois Îlets. Dans ce dernier cas le transport des matériaux se fait par mer.

Malgré leur dureté, ces calcaires sont attaqués par les agents atmosphériques et présentent de nombreux canalicules de dissolution où peuvent se cacher les « blattes » ou « ravets », fléaux de ces régions. L'aspect de lapiaz en miniature n'est pas rare. On le retrouve, plus caractérisé encore, dans les tufs compacts de Malgré-Tout, en bordure d'une falaise de quelques mètres qui domine la région des Salines et où certaines cavités ont peut-être été utilisées à des fins diverses par des précolombiens. Les affleurements de cette « roche à ravets » atteignent vers l'Est le chemin de Fonds Moustique, mais, comme Barrabé a été le premier à le signaler, ils réapparaissent en forme de V ouvert entre les habitations Malgré-Tout, le Val d'Or, Desgrottes et les Anglais¹. Entre Sainte-Anne et le Marin, de nombreux petits pitons se trouvent disséminés au milieu des tufs. Ils sont assez faciles à reconnaître de loin, grâce à leur forme arrondie, en « chapeau de gendarme », et à leur végétation arborescente beaucoup plus dense que celle qui croît sur les collines de tuf avoisinantes. Ces calcaires se montrent une dernière fois auprès de la route du Marin au Vauclin. Mais ils se heurtent au bord Sud d'une autre formation sédimentaire par laquelle la baie du Marin se trouve reliée à l'Anse Macabou.

Bien que la superposition ne soit visible qu'à la Pointe Dunkerque et sur quelques mètres seulement, il est à peu près certain que la roche à ravets est postérieure aux tufs qui environnent ses gisements de toutes parts. Barrabé remarque justement que les calcaires dans cette zone couronnent toujours des collines et n'apparaissent jamais sous les tufs au fond des vallées². Il rappelle qu'un sondage exécuté en 1927 pour la recherche théorique de nappes aquifères avait atteint dans la région du Val d'Or une profondeur d'une cinquantaine de mètres sans être sorti des tufs. Il est assez difficile de préciser cependant l'âge auquel doivent être rapportées les formations sédimentaires, dans l'extrême Sud, en raison de leur pauvreté en fossiles. Comme elles se trouvent à la base de niveaux considérés comme d'âge burdigalien, on s'est accordé pour les rattacher à l'Aquitaniien.

C'est la classification adoptée par Bulbrook et Barrabé, aussi bien que par Giraud. Elle repose dans l'ensemble et pour une large part sur la présence ou l'absence de certaines espèces de Lépidocyclines. Je dois dire que, d'après les conversations que j'aie eues avec quelques géologues employés aux recherches de pétrole à Trinidad et au Venezuela, en particulier avec le docteur Senn, un certain

¹ Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 13.

² Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 13.

nombre d'attributions auraient sans doute à être révisées. Le docteur Senn m'avait annoncé un travail sur les Lépidocyclines dont je n'ai malheureusement pu prendre connaissance avant mon départ de la colonie.

Les couches de Sainte-Anne s'enfoncent définitivement vers le Nord Nord-Ouest au Marin. Là commence une puissante série de calcaires plus tendres et de tufs qui s'étend sur deux kilomètres de largeur moyenne jusqu'à la côte orientale. D'après Giraud, les couches épaisses de cinquante mètres parfois contiendraient des intercalations de projections volcaniques ¹. Bulbrook et Barrabé n'en ont pas vu et considèrent toutes les coulées de cette région Comme postérieures aux calcaires ².

Ceux-ci s'enfoncent avec un pendage très accentué sous les brèches andésitiques du Morne Gommier. Ils restent abondants sur le versant oriental de la vallée de Grand Fonds, où existent des grottes assez profondes. Le long de la côte Est, les formations marines se dégagent des projections qui entourent le Morne Flambeau à la pointe qui sépare les deux anses Macabou. Elles se prolongent jusqu'au Cul de Sac Paquemar. On y observe de nombreux fragments volcaniques inclus, mais elles sont riches en fossiles qui ont permis à Giraud et à Douvillé de les rapporter au Burdigalien inférieur ³.

Tout cet ensemble plonge ensuite vers le Nord-Ouest sous les tufs du Vauclin, en général fins et bien stratifiés encore que peu riches en calcaire, sauf dans quelques lentilles intercalées, comme vers le Petit Pérou. On y trouve des coulées craquelées, altérées, fendillées. Plus au Nord, les pendages deviennent très irréguliers et l'on passe à des projections aériennes ou subaériennes, sans doute plus récentes et truffées de bombes, mais avec une pseudo stratification assez marquée, de sorte que la limite entre les deux types de formations est souvent difficile, sinon impossible à retrouver. J'aurais assez tendance, pour mon compte, à reporter vers le Nord les limites de Giraud et de Barrabé.

Il en est de même dans la vallée de la Rivière Pilote et du ruisseau de la Nau, près du Saint-Esprit, où s'intercale un important massif calcaire, signalé par Giraud. Deux anciens fours à chaux y existent encore. On y trouve de profondes grottes, encore mal explorées, à cause du grand nombre de chauves-souris et de serpents qui les hantent. De temps à autre, les propriétaires du lieu font simplement enlever les couches de guano qui s'accumulent dans les premières salles.

Giraud semble indiquer qu'il y aurait un second affleurement au Nord de la Régale ⁴, affleurement dont Barrabé déclare qu'il n'a pu retrouver trace ⁵. Il semble qu'il y ait eu confusion. La carte de Barrabé n'indique qu'un affleurement, et je

¹ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 10.

² Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 15.

³ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 18-19.

⁴ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 12.

⁵ Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 18.

crois qu'il a raison, mais cet affleurement recouvre largement les deux indiqués par Giraud.

À quoi, d'autre part, correspondent, ces calcaires ? Aux yeux de Barrabé, il ne s'agit pas d'une réapparition des calcaires burdigaliens caractéristiques de l'Anse Macabou, mais d'une lentille intercalée dans des tufs mal stratifiés. Le problème aurait besoin d'être repris, car il existe plus au Nord, entre le Saint-Esprit et le Morne Baldara, un autre affleurement de calcaires compacts, très blancs et très durs, qui se trouve vers la côte 100 sur la rive droite, à quelques centaines de mètres, de la Rivière Roussarie et que personne, à ma connaissance, n'a encore signalé. Il apparaît nettement en fenêtre sous les tufs et blocs volcaniques qui l'enserrent de tous côtés. D'autre part, les eaux de la rivière La Manche, qui alimente l'usine du Petit Bourg, sont très chargées de calcaire. Il n'est pas interdit de penser qu'elle traverse des couches sédimentaires dans son cours supérieur. Comme Barrabé, l'a marqué par ailleurs, les tufs marins montent très haut vers la Montagne du Vauclin, jusqu'à plus de trois cents mètres d'altitude. Il a été trouvé de beaux fossiles avec empreintes végétales vers 150 mètres d'altitude à la Jossaud et au-dessus de l'habitation Coulée d'Or. Dans ces conditions, le problème ne se pose-t-il pas sous un angle nouveau ? Les calcaires certains du Morne Vent, du Baldara, et ceux probables de la vallée de la Manche, ne pourraient-ils être considérés comme des réapparitions du socle sédimentaire, ainsi d'ailleurs que le pensait Giraud ? ¹ Il resterait, il est vrai, à déterminer à quelle série, Aquitanienne ou Burdigalienne, ils appartiennent.

Toute la région qui s'étend de la passe du Sans-Souci à la Caravelle est occupée par des formations aériennes ou subaériennes. Les calcaires de la Caravelle apparaissent eux-mêmes en fenêtre sous les dépôts de projection. On les trouve d'abord formant une petite butte près de l'habitation Beauséjour. Ils sont compacts, d'un blanc jaunâtre. Ils présentent des formes d'érosion et de lapiaz analogues à celles que l'on observe dans la région de Sainte-Anne. De même, une végétation de bois denses les recouvre, en contraste avec les maigres broussailles des autres formations. Ils apparaissent très marmoréens sur le pourtour. Vers l'Est, on rencontre ce que Giraud appelle une auréole de silicification, avec de nombreux « rognons » de calcédoine. Auprès de l'habitation Spoulturne, le gisement est presque comparable à celui de la Savane des Pétrifications.

Giraud attribue cet ensemble à l'Aquitaniien ². Barrabé le considère comme appartenant au Burdigalien inférieur par suite des analogies qu'il y a rencontrées avec les calcaires du Macabou ³. Le pointement de Caracoli est minime et entouré au Nord, au Sud et à l'Ouest, par des roches éruptives et des couches alternées de cinérite. Il donne à l'Est sur la mer. Enfin, la route du phare, traverse près de la baie du Trésor des tufs verdâtres très fins et bien lités qui plongent vers l'Ouest.

¹ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 17.

² Giraud, *Esquisse géologique*, p. 19.

³ Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 20-26.

Des affleurements analogues existent près de Trinité, dans le fond de la vallée du Galion, en amont et en aval de Bassignac, sur plus de deux kilomètres de distance. De très nombreux fossiles, qui ont fait l'objet de monographies importantes, ont permis de les rattacher au burdigalien. Ils sont, peut-on croire, un peu plus récents que les gisements de la région du Vauclin.

Enfin, entre Trinité et Sainte-Marie, on retrouve des tufs plus ou moins fins, traversés en certains endroits de conglomérats à gros blocs. Les intercalations calcaires deviennent abondantes autour de la Pointe La Houssaye. L'altération des produits de surface rend parfois l'observation très difficile. Les tranchées établies pour un chemin de fer d'intérêt privé ont permis cependant à Barrabé¹ d'observer des coupes fraîches. Il a trouvé ainsi, entre des tufs franchement marins, des intercalations de conglomérats en majorité éruptifs, mais à éléments, parfois calcaires, et d'autres tufs et brèches d'origine semi-aérienne, tout au moins peu remaniés par la mer. Il en résulte qu'on a affaire à des formations de rivage, ce qui concorde avec les faluns et les nombreux polypiers que l'on trouve dans la falaise de la « Carrière » près de Sainte-Marie. Elles existent encore dans la vallée de la rivière du même nom, à 2 km. 5 au Sud-Ouest du bourg. Elles disparaissent vers le Nord, aux environs du Pain de Sucre et de l'Anse Charpentier.

Giraud avait laissé complètement de côté la tectonique. L'importance des anticlinaux dans la recherche du pétrole a conduit au contraire ses successeurs à donner à la question toute son importance. L'interprétation des pendages est souvent très difficile à cause des nombreux facteurs de déformation qui interviennent. Elle a permis cependant de reconnaître quelques plis importants et bien caractérisés. Ce sont, quand on se déplace du Sud vers le Nord, le synclinal de Sainte-Anne, l'anticlinal de Crève-Cœur, le synclinal de la Petite-Grenade, l'anticlinal de la Caravelle, le synclinal de Saint-Jacques. M. Bulbrook admettait en outre l'existence d'un dôme dans la région de Vauclin. Le moins qu'on puisse dire est qu'il reste mal défini. Quant à l'anticlinal de la Pointe des Salines, signalé également par cet auteur, rien sur le terrain ne l'indique d'une manière certaine. Il est d'ailleurs à noter que la direction Ouest Sud-Ouest, Est Nord-Est des plis ainsi constatés ne concorde pas ou concorde mal avec celle des Petites Antilles en général. Elle lui est, dans l'ensemble, presque perpendiculaire. En outre, l'épaisseur considérable des dépôts auprès du Vauclin conduit à admettre un enfoncement progressif de cette région plus ou moins corrélatif de plissements qui se seraient poursuivis pendant tout le Burdigalien. Cette phase orogénique miocène² s'est prolongée dans le quaternaire et n'est probablement pas terminée à l'heure actuelle.

¹ Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 14.

² Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 30-31-32.

3. — THÉORIES ACTUELLES SUR LA STRUCTURE DES PETITES ANTILLES

Ceci tendrait à montrer que la structure des Petites Antilles n'a peut-être pas encore été élucidée de manière définitive. Dans un article récent ¹, Barrabé passe en revue les diverses hypothèses qui ont été émises à ce sujet. Tout d'abord, un certain nombre de savants américains et étrangers, à la suite de M. R. T. Hill, qui avait étudié sur place l'éruption de la Pelée en 1902, ont considéré aussi bien la Martinique que les îles voisines comme « un édifice essentiellement volcanique ou volcanique pile, constitué par l'accumulation sur des fonds océaniques de formations d'origine éruptive pouvant alterner avec des dépôts marins » ², suivant l'exemple des archipels pacifiques. Cette conception était encore soutenue par M. Schubert en 1935.

Elle ne paraît pas défendable. Nous avons déjà vu qu'à la Martinique de nombreux indices militent en faveur du soubassement ancien de l'île. L'argument décisif a été fourni par la découverte en 1933 d'un important affleurement de granodiorite associé à des formes volcaniques anciennes dans l'île de la Désirade. Comme des blocs de ces mêmes roches ont été projetés par les volcans en activité de la Guadeloupe et de Saint-Vincent, il ne paraît pas exagéré d'admettre « la présence d'intrusions granodioritiques dans toute l'étendue du socle des Petites Antilles, qui doit donc être considéré comme une portion immergée d'une chaîne plissée néocrétacée... réunissant la zone plissée des Grandes Antilles à celle des Antilles méridionales ».

Cela suffit, au passage, pour exclure la théorie déjà ancienne de J.-W. Spencer suivant laquelle les Petites Antilles ne seraient que les restes d'un continent immergé, mais ne contredit pas formellement les vues de Suess, complétées par M. Lacroix et reprises par Woodring et L. Rutten.

On sait que pour Suess il existe trois zones dans les Antilles, la première externe, avec des formations tertiaires moyennes ou récentes, la seconde d'âge plus ancien, avec les riches îles montagneuses de Cuba, Haïti et la Jamaïque, la troisième interne et d'origine volcanique récente. M. Lacroix fut conduit, par sa campagne de 1902-1903, à admettre un arc volcanique ancien externe, mais presque contigu à celui qui est toujours en activité.

Cette théorie, pourtant, n'explique pas tout. En particulier, les plis néocrétacés à direction générale N. N.-E.-S. S. W. ne se superposent pas exactement à la courbure de l'arc des Petites Antilles. À plus forte raison cette hypothèse ne peut-elle rendre compte des plis néogènes à direction aberrante W. N. W.-E. S.-E. à la

¹ Barrabé, *La signification structurale de l'arc des Petites Antilles*, Bull. Soc. Géol. Fr., 5^e série, tome 12^e, p. 147-161.

² Barrabé, *ibid.*, p 147.

Guadeloupe, W. S. W.-E. N.-E. à la Martinique et W.-E. à Grenade, qu'ont mis en lumière les dernières études faites sur le terrain.

Par ailleurs, des données bathymétriques récentes montrent que les Petites Antilles « sont bordées du côté externe ou oriental par une dépression étroite prolongeant vers le Sud-Est, puis vers le Sud jusqu'au parallèle de la Martinique, la fosse depuis longtemps reconnue près de Porto-Rico »¹. Signalons dès maintenant que cette fosse correspond à une zone de sismicité toujours, active.

« Cette disposition en bourrelet volcanisé bordé vers l'Est sur une grande partie de sa longueur par une fosse étroite, profonde, peut faire penser qu'on est en présence d'un pli récent formant une sorte de cordillère (dans le sens alpin du terme) et bordé par une avant-fosse externe. » Barrabé note encore que l'épaisseur des dépôts miocènes à la Martinique, dont il a souligné qu'ils pouvaient atteindre 1.500 mètres, conduit à admettre, tout le long de la côte orientale de l'île, l'existence d'un sillon en voie d'approfondissement au cours du néogène.

Il signale enfin l'existence d'une anomalie gravimétrique négative, dite zone de Meinesz, qui coïncide partiellement avec la fosse définie ci-dessus et borde comme elle, en le contournant par l'Est, l'arc des Petites Antilles, mais se continue par l'Ouest de la Barbade jusqu'à l'extrémité Sud-Est de Trinidad.

D'où la conclusion : « Les caractères actuels de l'arc des Petites Antilles sont ceux d'une chaîne plissée jeune, en voie d'évolution »². La disposition des plis tertiaires de la Martinique et de la Guadeloupe, convergeant vers l'Atlantique, peut s'expliquer « par l'existence vers l'Est, au large de la Dominique approximativement, d'un coude brusque, ou d'une sorte de rebroussement comparable à ceux du Punjab ou de l'Assam et actuellement immergé sous les eaux de l'Atlantique ».

En ce qui concerne le volcanisme, Barrabé rappelle la théorie que « H.-A. Brouwer a présentée pour la guirlande des îles qui contournent à l'Est la mer de Banda : formation d'une chaîne plissée dont seuls les plis internes, les plus jeunes et les moins intenses, permettent l'ascension des magmas éruptifs »³.

Mais il n'y a pas trace à la Martinique ou près des autres Petites Antilles de plateformes continentales étendues. « D'autre part, les volcans sont ici alignés sur un socle qui a participé à des plissements anciens, bien qu'il doive vraisemblablement son relief actuel à des accidents récents. »⁴.

La disposition en anse des Petites Antilles conduit enfin Barrabé à marquer combien l'hypothèse de Wegener, fondée sur la dérive des continents, apparaît séduisante. Elle suppose l'incurvation de la zone la plus étroite du continent américain sous l'action de la dérive vers l'Ouest, puis le resserrement de la boucle

¹ Barrabé, *La signification structurale de l'arc des Petites Antilles*, op. cit., p. 153.

² Barrabé *ibid.*, p. 147.

³ Barrabé *ibid.*, p. 157.

⁴ Barrabé *ibid.*, p. 158.

ainsi formée sous l'influence de la dérive des pôles vers l'Équateur. Elle a l'avantage encore d'expliquer de la même manière la disposition des Antilles Australes, entre le Cap Horn et la Terre de Graham. Si l'on se refuse cependant à admettre cette théorie « très controversée à l'heure actuelle », il n'en reste pas moins que « l'analogie des dispositions présentées par les Antilles, les Antilles Australes et, jusqu'à un certain point, par l'arc entourant la mer de Banda, doive s'expliquer par des conditions de formation semblables qui sont encore à déterminer »¹.

L'importance des faits spécifiquement martiniquais s'en trouve accrue d'autant.

4. — LA ZONE VOLCANIQUE

Quoi qu'il en soit, les formations volcaniques l'emportent et de beaucoup sur les zones sédimentaires à la Martinique. La destruction de Saint-Pierre, le 8 mai 1902, attira sur la Montagne Pelée l'attention du monde entier. Il semblerait aujourd'hui, lorsque l'on connaît ces parages, que l'homme eût dû redouter constamment quelque catastrophe. Les Caraïbes parlèrent de la « Montagne de feu » aux premiers colons. C'est un fait pourtant que le caractère éruptif des principaux sommets de l'île n'a été connu qu'à une époque récente. L'allure extérieure de la dacite qu'on trouve dans le massif du Carbet avait fait croire à la présence du granit. Moreau de Jonnès, en plus d'un endroit de son « Histoire physique des Antilles Françaises », raille assez durement les auteurs de ces bévues. Il a été le premier qui se soit efforcé de reconnaître les principaux centres d'émission. Il en a trouvé six et a longuement parlé des « orles » du volcan du Carbet et de celui des Roches Carrées dont il donnait, au demeurant, les circonférences approximatives. M. O. Hayot a lancé, il y a un peu plus de cinquante ans, ce qu'on pourrait appeler l'hypothèse lacustre². Les coulées de lave et les projections entassées en certains points auraient constitué de formidables digues derrière lesquelles de grands lacs se seraient accumulés. Ainsi s'expliquerait en particulier le dépôt d'alluvions fertilisantes dans la haie du Lamentin. Cela aurait duré jusqu'au jour où le Pacifique, les Andes n'étant pas encore surgies, se serait attaqué victorieusement à l'obstacle qui entravait son avance. Ainsi, un havre profond et dentelé aurait succédé à l'ancienne nappe lacustre. Tout cela repose sur une interprétation audacieuse de la configuration topographique de la région, mais à la base de laquelle se trouvent des observations souvent fines et justes. Il était nécessaire en outre de rappeler cette hypothèse, à cause du crédit qu'elle trouve encore à la Martinique.

Le premier problème qui se pose à cet égard est celui des centres éruptifs et de leur disposition. Giraud en a reconnu un minimum de vingt-deux tout en spécifiant

¹ Barrabé *ibid.*, p. 158.

² O. Hayot, *Matériaux pour l'histoire de la Martinique agricole*, réimpression, p. 1-2.

qu'il en existait certainement davantage ¹. Il en est qui sont masqués par d'épaisses couches de produits de décomposition et l'inextricable fouillis des grands bois. C'est surtout vrai pour la région à l'Est des Pitons du Carbet. Dans le Sud, au contraire, les différents systèmes moins importants apparaissent mieux isolés, plus faciles à reconnaître ou à embrasser dans leur ensemble, quand on les regarde d'un sommet voisin. Tel est le cas, par exemple, pour le Morne Gommier ou le Piton Crève-Cœur.

Y a-t-il entre ces volcans plus ou moins démantelés un ordre quelconque ? Cela paraît peu contestable. Il est facile de distinguer un axe transversal allant de la Montagne du Vauclin à la Pointe Burgos, par les hauteurs de la Régale, le Morne Constant et le Morne La Plaine. Celui-ci apparaît au point d'intersection d'une, autre ligne allant du rocher et du Morne du Diamant à l'îlet à Ramiers et qui se trouve à peu près parallèle à la côte. Elle se prolongerait vers le Nord par les Pitons du Carbet, le Morne Fumé et la Montagne Pelée. Elle se trouve donc un peu en retrait de la fosse Caraïbe avec une direction générale N. N. W.-S. S.-E.

Du Morne Flambeau jusqu'au Vert-Pré, par la Montagne du Vauclin et les Roches Carrées, file un autre axe parallèle au précédent, mais plus externe et proche de l'Atlantique. Il sera sans doute possible de préciser un jour d'autres directions secondaires plus ou moins inclinées par rapport aux précédentes, comme celle du Lorrain au Morne Fumé par le Piton Gelé ou de la Savane des Pétrifications au Morne Sulpice par le Crève-Cœur. Et l'on est assez vite amené à conclure que ces lignes directrices peuvent correspondre à autant de fissures par où les produits magmatiques auraient trouvé une issue vers l'extérieur.

La Martinique se diviserait ainsi en une série de compartiments plus ou moins relevés, affaissés, séparés les uns des autres par des lignes de failles dont la principale, évidemment se trouve sur la fosse Caraïbe. Comme il s'est passé pour la chaîne des Puys, les volcans ne se seraient pas édifiés le long du grand rejet, mais suivant les dislocations secondaires du socle cristallin demeuré en place.

Il est à noter encore que telle de ces lignes directrices, comme celle qui conduit du Morne La Plaine à la Montagne du Vauclin, n'est pas en désaccord avec les plis observés dans la zone sédimentaire de l'île. L'altitude et les dimensions médiocres des appareils éruptifs de cette région s'expliquent assez bien, outre l'action prolongée de l'érosion, par le déplacement des centres d'activité le long des fentes, comme on en connaît des exemples en Islande ou en Amérique Centrale. Les bouches moins nombreuses du Nord en auraient été d'autant plus puissantes.

Mais elles n'ont pas toutes été actives en même temps. Moreau de Jonnés fut le premier à tenter un essai de classification méthodique. Elle est évidemment périmée et son livre ne vaut plus, sur ce point, que par les nombreux détails qui témoignent d'une connaissance approfondie du pays et de ses mornes. M. Lacroix et Giraud ont établi les divisions actuelles. Elles reposent sur l'étude des roches

¹ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 39.

aux points de vue cristallographique et chimique. On obtient ainsi pour la Martinique deux grandes séries, l'une dacito-andésitique et l'autre basaltique. Il existe de nombreuses formes intermédiaires et Barrabé a pu contester quelques-uns des sous-groupes établis par Giraud ¹. La seule chose qui intéresse en l'occurrence le géographe, c'est le comportement différent vis-à-vis des agents de décomposition et d'érosion. Ce comportement dépend de l'âge, de l'état physique, de la masse et de la cohésion des matériaux : il y a donc lieu d'analyser les diverses manifestations de l'activité éruptive, cônes, dykes, coulées et produits de projection.

Il y a plus : la Montagne Pelée est entrée dans l'histoire avec l'éruption de 1902 qui causa la destruction de Saint-Pierre et la mort de quelque trente mille personnes. C'est à cette occasion que l'on put étudier pour la première fois des nuées ardentes et l'édification d'un dôme de lave en place. Les théories de M. Lacroix sont devenues classiques. Giraud les a appliquées au reste de l'île et s'est efforcé de définir les anciens dépôts de nuées. Il en a reconnu d'assez étendus dans le massif des Pitons et dans la région des Anses d'Arlets Diamant. Le fait important de ces dernières années, c'est que l'éruption de 1929-1932 n'a pas été une répétition pure et simple, fût-ce à une échelle amoindrie, de celle de 1902. M. Lacroix a fait remarquer un jour que parmi les auteurs qui avaient discuté ses conclusions, seuls « MM. Tempest Anderson et Flett ont assisté à la production du phénomène, mais ils ne l'ont vu qu'une seule fois, tandis que mes observations personnelles ont été poursuivies pendant de longs mois sur un nombre très grand d'éruptions présentant de très grandes variétés d'intensité ». « Là, sans doute, conclut-il, est la cause des divergences d'opinion qui vont être relatées » ².

Le hasard a voulu que de tous ceux qui se sont occupés sur place de l'éruption de 1929-1932 j'aie été le seul à pouvoir le faire presque de bout en bout, dans des conditions, je ne dirai certes pas de compétence, mais d'observation admissibles. C'est à ce titre que j'apporte ici mon témoignage et mon sentiment.

¹ Barrabé, *Rapport sur le pétrole de la Martinique*, p. 27.

² Lacroix, *Livre jubilaire de la Société Géologique de France*, 1930, p. 458.

[Retour à la table des illustrations](#)

Vue panoramique de la Montagne Pelée prise du Mornu des Cadets en décembre 1929.

Vue panoramique de la Montagne Pelée prise du Morne des Cadets en décembre 1929.

PREMIÈRE PARTIE

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

CHAPITRE III

LA DERNIÈRE ÉRUPTION DE LA MONTAGNE PELÉE (1929-1932)

1. — RAPPEL DES FAITS ANTÉRIEURS

[Retour à la table des matières](#)

MESSEIERS Lacroix et Giraud ont retracé à grands traits l'histoire de la Montagne Pelée. Elle paraissait éteinte à l'arrivée des Européens. La dernière éruption, particulièrement violente, avait ouvert la caldeira de l'Étang Sec auprès du sommet et saupoudré de ponces jaunâtres tout le Nord de l'île. L'homme existait déjà à la Martinique comme le prouvent les découvertes archéologiques de l'Anse Belleville, faites justement sous cette couche de ponces. Et comme les Caraïbes, qui ne connaissaient pas l'écriture et étaient des conquérants d'assez fraîche date, parlèrent aux premiers colons français de la « Montagne de feu », on peut admettre qu'en 1635 l'évènement dont ils conservaient ainsi la mémoire ne devait pas être très ancien et peut sans doute être situé entre le X^e et le XV^e siècle.

Deux petites éruptions eurent lieu en 1792 et 1851-52. Cette dernière, peu importante et qui s'était contentée de saupoudrer de cendres quelques, kilomètres carrés, fut considérée par les contemporains comme ayant atteint un degré de violence qui avait chance de ne plus être dépassé. Cinquante ans plus tard, Saint-Pierre disparaissait.

M. Lacroix a laissé une description détaillée de la montagne à cette époque sur laquelle il n'y a pas à revenir¹. Les phénomènes précurseurs d'une « reprise d'activité apparurent à partir de 1889. En février 1902, des odeurs sulfhydriques se rabattaient sur la région du Prêcheur. Le 24 avril, une colonne de vapeurs et de cendres montait à cinq ou six cents mètres au-dessus de la caldeira de l'Étang Sec.

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 14 sqq.

Le 5 mai une énorme coulée de boue chaude emportait l'usine Guérin. Dans la matinée du 8 mai, le ciel était clair. Les quelques témoins qui ont survécu à la catastrophe de ce jour « ont entendu de violentes détonations, puis ils ont vu arriver sur la ville, avec une rapidité foudroyante, une nuée noire, sillonnée d'éclairs, roulant sur le sol » ¹.

Jusqu'au 6 juin l'activité du cratère se maintint assez violente, avec trois paroxysmes, les 20, 26 mai et 6 juin. « Cette éruption a été suivie d'une période de, calme relatif qui s'est poursuivie jusqu'au milieu d'août avec toutefois une brusque recrudescence paroxysmale le 9 juillet » ². Dès les mois de juin et de juillet, on pouvait apercevoir, par l'échancrure en V dominant la haute Rivière Blanche, « un talus très raide en voie de continuelles modifications, le long duquel roulaient des blocs incandescents ». Le 16 août, pour la première fois, on vit, du Morne Rouge, « pointer par-dessus la crête de la montagne le sommet de cet amas de laves. C'était le prélude d'une importante reprise d'activité » du volcan, qui aboutit au paroxysme du 30 août. Une nouvelle période de calme, relatif eut lieu. L'attention de M. Lacroix se porta surtout sur l'accroissement du dôme andésitique, surmonté à partir d'octobre « par une curieuse aiguille de lave... De toute sa masse partaient de temps à autre des bouffées de vapeur et sans cesse s'écroulaient de ses flancs, dans la rainure du cratère et dans la haute vallée de la Rivière, Blanche, de vraies avalanches de blocs incandescents » ³.

De la fin de novembre 1902 à celle de janvier 1903, les nuées ardentes réapparaissent. Calme depuis lors jusqu'en mars, recrudescence en avril. L'aiguille terminale atteint son maximum (1.619 m.) le 4 juillet. En août et septembre, reprise modérée d'activité, dont la caractéristique essentielle « réside dans la succession répétée, souvent même dans le courant d'une seule journée, d'un grand nombre de poussées de nuées ardentes, les unes verticales, les autres se dirigeant, comme auparavant, dans la Rivière Blanche, alors que d'autres enfin se rabattaient du côté de l'Ouest et du Nord ou parfois de l'Est, roulant sur les pentes Est et Nord-Est de la montagne » ⁴. À la fin de septembre 1903, le volcan entra dans une période de calme. Son activité se manifestait toujours sous la même forme, mais très atténuée, et les accroissements du dôme ne compensaient plus les éboulements.

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 37

² Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 39

³ Lacroix, *ibid.*, p. 40 ssq.

⁴ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 40 ssq.

2. — LES MODIFICATIONS TOPOGRAPHIQUES APRÈS L'ÉRUPTION DE 1902

Il est évident que cette éruption a modifié profondément l'aspect des lieux. Jusqu'en 1929, le dôme de 1902 émergeait de l'ancienne caldeira de l'Étang Sec, dont il ne subsistait qu'une rainure semi-circulaire de cinquante à soixante mètres de profondeur maxima, séparant le nouvel édifice de la Petite Savane et du Plateau des Palmistes. Le point culminant, par 1.350 mètres environ, se trouvait sur un plateau chaotique, mais assez vaste, limité à ses deux extrémités Est et Ouest par deux rochers aisément reconnaissables de l'Observatoire et qu'on appelait les « Cornes ». Le levé topographique des lieutenants Bousquet et Tourbiez, publié par M. Lacroix en 1908, ne correspondait plus exactement à la réalité. Les photographies et les plans de la C. A. F. ont, au contraire, montré que l'esquisse de M. Lacroix lui-même était, sur quelques points, plus exacte. En tout cas, le couloir suivi par les nuées était, en 1929, dominé par des pentes abruptes avec une inclinaison de 40 à 50° et où la roche en place avait été dégagée de sa gangue d'éboulis par une violente érosion.

Le secteur Rivière Blanche-Rivière Sèche avait également subi des modifications importantes par suite des accumulations de matériaux qui s'y étaient produites. Des trois torrents qui composaient, à l'origine, la Rivière Blanche, celui du Sud avait été détourné au profit de la Rivière Sèche par un coude de capture situé à quelque distance du Lénard. La branche centrale s'était recreusée dans l'axe même de la coulée boueuse qui avait englouti l'usine Guérin, le 5 mai 1902. Dans sa partie inférieure cependant, là où la coulée s'étalait le plus largement, le nouveau cañon s'était quelque peu déporté vers le Sud. C'est ce que nous avons appelé la Rivière Sans Nom. La branche Nord ou Rivière Claire s'était ouvert un passage direct vers la mer. Comme elle roulait des eaux chargées de cendres et de ponces qui lui donnaient un aspect laiteux, elle était connue inexactement sous le nom de Rivière Blanche par les habitants de la région. Nous nous sommes efforcés, dès 1929, de lui rendre son ancien patronyme, seul topographiquement exact.

3. — RÉSUMÉ DE L'ÉRUPTION DE 1929-1932 ET DE SES DIVERSES PHASES

L'éruption de 1929-1932 s'est déroulée avec des phases comparables et pourtant un rythme différent de celle de 1902. M. Arsandaux fait débiter le nouveau cycle éruptif vers le 23 août 1929, « par une accentuation de l'activité des fumerolles »¹. Celles-ci, particulièrement localisées sur les flancs Sud et Est du dôme, se multiplièrent rapidement, en même temps que, de sulfhydriques au début, elles devenaient sulfureuses. Mais la recrudescence apparente était mise, comme les années précédentes, au compte des pluies abondantes de l'hivernage.

La seconde phase, qu'on peut appeler de débouchage, commença le 16 septembre. Ce soir-là, vers 21 h. 45', un bruit violent, comme de soupapes lâchées, alertait les bourgs voisins de la montagne : il ne dura guère qu'une demi-minute. Un nuage oblong se stabilisa quelque temps à 500 mètres au-dessus du dôme, puis fut poussé par le vent, très faible, en direction du Prêcheur.

Des reconnaissances effectuées quelques jours après, il résulta que les explosions avaient fait sauter, sur une étendue d'ailleurs peu importante, un pan de l'édifice élevé entre 1902 et 1904. Les débris en avaient été projetés, pour une part, au delà de la rainure sur le bord sud de la caldeira. La limite très nettement festonnée du champ de dévastation et l'absence de tout masque topographique susceptible de justifier cette anomalie semblaient indiquer qu'il y avait deux centres au moins d'émission. L'on passait d'ailleurs sans transition de la zone profondément labourée à celle qui était demeurée intacte. Le toit de l'abri Mouttet, sur le plateau des Palmistes, qui était percé d'une cinquantaine de trous, marquait le point extrême atteint par le bombardement. Au delà ne se rencontraient que quelques cendres et la végétation se maintenait jusqu'au sommet du dôme. Il vaut la peine de signaler que cette ligne de démarcation n'a jamais été dépassée sur le versant Nord.

Après quelques semaines de repos, dans la nuit du 13 au 14 octobre, vers 2 h. 30', un bruit d'explosion se fit entendre de nouveau et dura près de cinq minutes. Il fut suivi de grondements intermittents jusqu'à six heures. Des blocs plus gros et plus nombreux que la première fois avaient été projetés sur un espace de 150 hectares environ.

Désormais, les manifestations de cet ordre allaient se succéder à intervalles rapprochés et avec une intensité accrue, jusque vers le milieu de novembre. Le 18 octobre, durée 10 minutes, nuage montant à 1.200 mètres ; le 22 octobre, durée 8 minutes, nuage allant à cinq ou six cents mètres, mais affectant des formes déjà volutées. Le 28, nouvelle alerte : durant douze minutes, deux jets de vapeurs, blanches à l'Ouest, gris foncé et d'allure cendreuse à l'Est, s'élancent cette fois au-

¹ Arsandaux, C. R. A. Sc. T. 190, p. 761, 24 mars 1930.

dessus de la rainure de la caldeira, atteignant environ 2.200 mètres au-dessus du sommet de la montagne et 3.500 au-dessus de la mer.

La dernière et la plus violente des explosions verticales se produisit le 12 novembre. Elle atteignit 3.000 mètres au-dessus de la montagne ¹.

Une troisième phase d'activité s'est ouverte vers le 17 novembre. « Elle a été essentiellement caractérisée par un évidement du dôme édifié au cours de l'éruption de 1902, la production des nuées ardentes, enfin par des émissions de lave localisées dans le dôme » ².

C'est le 17 novembre au soir que furent aperçues en effet les premières lueurs persistantes, rouge blanc à leur apparition. Le 20, les nuées proprement dites se montraient. « Les veilleurs avaient cru voir des lueurs glisser dans la nuit sur le talus d'éboulis. Au jour, sous la couverture de nuages masquant le sommet, apparurent... des masses volutées, noires et blanches... La journée du 23 novembre n'eut pas moins de vingt-quatre poussées. » Après un repos relatif d'une dizaine de jours, les émissions reprirent le 4 décembre et il y en eut une douzaine le lendemain. Le rythme s'accéléra le 6. De 15 h. 15' à 15 h. 32' se déversa la dernière nuée de la journée et la plus puissante. Elle atteignit 5.000 mètres de hauteur et s'avança à plus de trois kilomètres en mer avant de se dissocier.

Après quelques jours d'un calme absolu, le 16 connut la plus forte série enregistrée en 1929-1930. Douze nuées se succédèrent en trois heures et demie. Celle de 20 h. 57' descendit en moins de trois minutes à la mer, qu'elle agita sur son passage. Accompagnée d'éclairs et de grondements, elle monta jusqu'à six mille mètres et saupoudra de cendres la Martinique entière.

De nombreuses émissions, marquées à l'occasion par des panaches verticaux, se produisirent encore en janvier. Puis les nuées devinrent plus rares. Au fur et à mesure que le temps passait, l'attention des observateurs se concentrait davantage sur les changements qui s'opéraient dans le dôme et qui aboutirent à la formation d'une nouvelle masse de lave en place comparable comme volume à la précédente et d'une altitude très nettement supérieure. Le cycle volcanique ne s'est fermé que lentement, vers la fin de 1932 ou le début de 1933 : les nuées ont disparu les premières. Les phénomènes d'extrusion sont ceux qui ont duré le plus longtemps.

Sans aucun doute, les manifestations de 1929-1932 n'ont eu ni l'ampleur ni le retentissement de celles de 1902-1904. Le sort favorable a voulu surtout qu'elles pussent se dérouler dans une région demeurée déserte. Tout se passa sans mort d'homme, sans même une canne brûlée. Les seules victimes de l'aventure ont été quelques bœufs, dont le décompte fait pour indemnisation éventuelle n'a point péché par défaut, quelques cabrits et cochons sauvages. Mais il y a peut-être exagération à minimiser cette éruption et à la regarder comme sans importance.

¹ Revert, *Ann. Géog.*, 15 mai 1931, p 280-81.

² Arsandaux, C. R. A. Sc. Tome 190, p. 761, 24 mars 1930.

Il a été photographié le 23 novembre et le 6 décembre 1929 des nuées plus puissantes qu'aucune de celles reproduites dans l'ouvrage de M. Lacroix. L'épaisseur moyenne des dépôts accumulés sur huit à dix kilomètres carrés est de l'ordre au moins d'une dizaine de mètres. Le dôme secondaire, ou ce qu'on a appelé ainsi, est de dimensions comparables, sinon supérieures, à celui de 1902. Cela lui fait une masse de 100 à 150 millions de mètres cubes. On peut, après cela, parler sans inconvénient de petite reprise d'activité. Il n'est que de s'entendre sur les termes.

4. — TROGNON CENTRAL DU NOUVEAU DÔME

Reprise d'activité, cela laisserait supposer encore que tout s'est passé comme en 1902, aussi bien pour l'édification du dôme que pour les nuées. Nul n'a contesté, ni ne conteste, que les phénomènes observés ont apporté bien des confirmations aux vues de M. Lacroix. Il est quelques points cependant qu'ils semblent avoir éclairé d'un jour peut-être nouveau.

La controverse a surtout été vive autour de ce qu'il est convenu d'appeler maintenant le nouveau dôme. M. Romer, par exemple, a distingué quatre phases dans l'éruption de 1929-1932 et a défini ainsi la seconde et la quatrième :

2° Débouchage : explosions vulcaniennes du 16 septembre au 13 novembre 1929, produisant un évidement des flancs. Sud et Sud-Ouest du dôme édifié en 1902...

4° Édification d'un nouveau dôme dans l'échancrure produite par évidement ¹.

Le même auteur devait préciser sa pensée dans un article plus développé, publié dans le *Bulletin Volcanologique* d'août 1936 ². Il y est dit en propres termes que les « projections produites par la poussée du magma neuf ont évidé le vieux dôme dans sa partie Sud et Sud-Ouest dans toute sa hauteur ». « On s'est alors trouvé en face d'une sorte de cratère ouvert vers le Sud-Ouest où devait aboutir la cheminée volcanique. Avec les nuées, l'excavation formée s'accroît et le reste subsistant des parois Sud-Ouest du dôme fut entraîné avec les produits de l'émission. »

M. Romer, alors directeur de l'Observatoire, mais qui n'était arrivé à la Martinique qu'en octobre 1931, reprenait ainsi les thèses que M. F.-A. Perret avait exposées d'abord dans un journal local, *la Paix* puis dans les C. R. de l'Académie des Sciences, avant de les développer dans un volume de la fondation Carnegie ³.

M. F.-A. Perret avait parlé, dès le 22 février 1930, de la lave constatée au sommet « suffisamment liquide pour être projetée verticalement, en particulier

¹ Romer, C. R. A. Sc. Tome 195, p. 393, 1^{er} août 1932.

² Romer, *Bull. Volcanologique Assoc. Volcanologie* XV août 1936, p. 97.

³ Franck-A. Perret, *La Paix*, 22-2-1930. C. R. A. SC. T. 193. p. 1342. 21-12-31. *The eruption of Mont Pelée, 1929-1932*, Carnegie Institute of Washington.

pendant les nuits du 24 janvier et du 15 février, où j'ai assisté à des jets d'au moins 100 mètres de haut, au-dessus du cratère et dont une partie retombait en dehors de ses parois ».

Ce savant avait cru distinguer également une espèce de tour centrale, siège déjà de transformations étranges. Elle prenait la forme d'un « château fantastique entouré à deux reprises de retranchements en spirale qui disparaissaient bientôt par écroulement. Intérieurement incandescente, elle donnait lieu à de petites émissions de lave pâteuse, peu fluide, se détachant en blocs incandescents... La nuit du 3 au 4 février devait me révéler la vraie nature de ce nouveau phénomène : plus de doute possible, dans le cratère se construisait un dôme » ¹.

J'ai préféré cette rédaction à celles, beaucoup plus prudentes, qui ont suivi. Dans les C. R. A. Sc., il est surtout fait état d'une observation du 20 avril 1930 où, après un énorme éboulement, étaient apparues des colonnes rondes et lisses, noires le jour et probablement incandescentes la nuit. La soirée du 3 février est ainsi décrite : « De tous les côtés, du nouveau dôme sortaient de minces coulées de lave incandescente avec émission de vapeurs très légères et transparentes... Les coulées semblaient liquides et cohérentes jusqu'à une courte distance du point d'émission, mais on ne saurait l'affirmer avec une certitude absolue » ².

Au fond, cela revient à dire, comme M. Arsandaux l'a précisé, que « l'éruption de 1902 ayant été, caractérisée dans ses débuts par une explosion initiale s'étant produite dans le fond du vieux cratère de l'Étang Sec, et l'érection d'un dôme sur l'emplacement de celui-ci, des phénomènes analogues aux précédents se seraient encore produits en 1929, mais à une échelle restreinte, des explosions vulcaniennes de débouchage ayant provoqué un évidement considérable de la région Sud du vieux dôme. Sur le fond de cet évidement se serait érigé un dôme secondaire » ³.

M. Arsandaux ajoutait : « Cette thèse, soutenue par mes contradicteurs, bien qu'aucun d'entre eux n'ait été sur les lieux à l'époque de la réalisation des faits qu'ils admettent s'être produits, a pour elle une certaine orthodoxie. Elle s'accorde, en outre, d'une façon surprenante, avec les aspects morphologiques de la Montagne Pelée vers la fin de 1929, ainsi que je l'ai signalé moi-même et qu'en témoigne mon importante documentation photographique concernant la dernière éruption. »

Mais il concluait — « Cependant, cette thèse, qui repose sur des vues purement subjectives de la question, ne tient pas compte de la réalité des faits. »

J'étais à cette époque détaché à l'Observatoire de la Martinique. Je voudrais préciser simplement ce que je suis certain d'avoir vu en compagnie de MM. Arsandaux et Boutin. Ce dernier, alors directeur de l'Observatoire, mais aujourd'hui décédé, a d'ailleurs pu, avant sa mort, préciser sa position dans diverses lettres adressées à M. Arsandaux. J'ajouterai que nous disposions, au Morne des

¹ P.-A. Perret, *La Paix*, 22-2-1930.

² P.-A. Perret, C. R. A., Sc. T., 193, p. 1342, 21-12-1931.

³ Arsandaux, *Revue Scientifique*, 28-4-1934, p. 249.

Cadets, par 510 mètres d'altitude, d'un excellent point de vue sur la montagne, supérieur en tout cas à celui qu'on a de Saint-Pierre. Un système de veille ininterrompue, où MM. Boutin, Midas et moi-même alternions comme chef de poste, permettait de ne laisser passer aucun phénomène important. Tous les incidents étaient aussitôt notés sur un cahier journalier dont je possède la copie intégrale.

Le premier fait que je voudrais mettre en lumière, c'est que les explosions dites de débouchage n'ont fait sauter qu'une partie très superficielle du dôme préexistant et que cette partie n'avait rien à voir avec la cavité plus ou moins cratériforme des mois de janvier et février 1930. Les traces de ces explosions ont subsisté sur les flancs de l'ancien dôme, évidé en son centre, et n'ont été recouvertes que beaucoup plus tard par le talus d'éboulis de la nouvelle formation. On peut souligner encore que l'éruption du 28 octobre avait choisi comme point de départ la rainure même de l'ancienne caldeira. Le débouchage n'a été complet qu'après le 12 novembre. Quelques jours plus tard, alors que le dôme était encore presque complètement couvert de végétation, nous avons observé sur le talus d'éboulis des descentes fort nombreuses de blocs à la blancheur éclatante, qui dégringolaient jusqu'au pied du Petit Bonhomme, non sans heurts ni rebondissements, que nous suivions avec un intérêt passionné dans ce « lithodrome ». Ces blocs provenaient sans doute d'injections de magma neuf à travers les fissures du sommet. M. Arsandaux, qui a vu le volcan pour la première fois le 11 novembre 1929, en compagnie de M. Boutin et de moi-même, a marqué avec force que ce jour-là un manteau de verdure « recouvrait encore la totalité du front volcanique faisant face à la mer ». Comme l'explosion du 12 novembre, ainsi qu'en font foi les photographies prises au Morne des Cadets par M. Midas, s'est produite dans la partie supérieure et centrale du vieux dôme, et a été strictement verticale, il est donc établi que, « sauf défaut d'observation », « fort improbable dans ces conditions », l'échancrure par laquelle s'effectua l'évacuation de la plupart des nuées ardentes « n'a pas été déterminée par les explosions de la phase de débouchage, c'est-à-dire antérieurement au 13 novembre 1929 » ¹.

Elle a commencé de s'ouvrir vers la fin de novembre et le commencement de décembre sous l'action abrasive des nuées, en raison des masses rocheuses de tout calibre que celles-ci véhiculaient à l'ordinaire.

Mais, et c'est un autre point essentiel sur lequel nos observations ont toujours différé des interprétations *a posteriori* de MM. Romer et Perret, cette action abrasive, en ouvrant une cavité cratériforme, a laissé subsister en son centre une sorte de piton rocheux, témoin incontestable de l'ancien dôme, quoique de plus en plus injecté de magma neuf.

Nous avons suivi, en effet, malgré les difficultés opposées par de longues périodes de pluie et de brume, le processus d'individualisation de ce piton.

¹ Arsandaux, C. R. A. Sc. T. 196 p. 57. 3-1-1933.

Le 7 décembre 1929, un câble, adressé au Ministère des Colonies, constatait l'existence « d'un petit cratère soixantaine de mètres de diamètre s'égueulant dans couloir d'avalanches rocheuses dont cône de déjections aboutit sommet talus d'éboulis dominant vallée Rivière Blanche ».

Le 23 décembre : « Éclaircies récentes permirent constater couloir avalanches signalé 7 considérablement approfondi constitue vaste échancrure orientée approximativement vers N.-E. dont fond voisin flanc Est du dôme. » Et le 27 du même mois : « Partielle découverte permit constater hier que dôme est objet dégradation considérable conduisant formation important sillon concentrique rainure précédente éruption et ménageant culot central d'origine récente ou ancienne. »

Le cahier de l'Observatoire ne commence à enregistrer de modifications sensibles que le 5 décembre. Pour la première fois il indique que toute végétation semble avoir disparu du sommet. Le flanc Sud, où s'était produite la première explosion, demeurait sensiblement inchangé à l'extérieur, tandis qu'il semblait « profondément entaillé par derrière », avec formation d'une cavité d'où s'échappaient les vapeurs volcaniques que l'alizé entraînait aussitôt vers l'Ouest. Au sommet de l'entaille, on distinguait une masse « prolongée à droite par une rainure sombre et fumante », qui se continuait « jusque sous le sommet en pointe ». Une photographie de M. Cochet, prise ce jour-là, est malheureusement à une échelle trop réduite pour bien matérialiser cet aspect. Quelques semaines plus tard, le doute n'était plus possible. Mais le noyau central demeurait entouré de trop de fumée pour être aisément photographié. On le soupçonne sur quelques épreuves postérieures au 26 décembre. (Cf. Planche III, 1.)

Ces photographies ont leur importance, car elles prouvent que s'il s'était agi d'un nouveau dôme, édifié de toutes pièces, le terrain sur lequel il se fût élevé aurait été déblayé entre le début de décembre, date vers laquelle a commencé l'attaque du front Sud, et la fin du même mois. Les progrès de cette dégradation de l'ancien dôme auraient été d'une foudroyante rapidité, comparativement à ce qui se produisit par la suite. Rien, dans les constatations faites de l'Observatoire, n'autorise une telle conclusion et il n'y a eu aucune discontinuité apparente dans l'évidement de la carcasse de 1902.

L'on peut encore faire valoir, contre l'hypothèse de MM. Perret et Romer, que le flanc Sud du « trognon » ou « noyau » était singulièrement proche du flanc Sud « ante » du volcan, à tel point que « si l'on voulait exprimer autrement cette pensée, on pourrait dire que la base du trognon était inscrite sensiblement dans l'ancienne base du dôme de 1902, ou mieux encore que le flanc Sud du trognon était une conique inscrite dans la conique Sud du dôme primaire » ¹.

De ce fait, si le « trognon » ou « noyau » avait été, dès le début, un « néo-dôme en voie de formation, celui-ci se serait dressé de telle manière que son flanc Sud

¹ Dans ce passage et les suivants, J'ai emprunté beaucoup d'expressions et des passages entiers à ma correspondance avec M. Arsandaux.

eût été sensiblement le même que le flanc Sud du primaire avant toute modification et à une altitude égale. Cela ferait beaucoup de coïncidences...

L'ascension du magma générateur de masses extrusives se produisait sans doute un peu en arrière, vers le Nord, de la paroi décapée du trognon et par les fentes de cette paroi, reste de la partie Sud du Vieux Dôme, sortait ici et là un peu de magma visqueux qui se résolvait en éboulis incandescents la nuit, ou formait sur place des dykes plus ou moins volumineux.

Peu à peu, cependant, les injections de magma neuf au travers de ce culot demeuré en place devinrent de plus en plus abondantes, surtout quand les nuées eurent diminué d'intensité. La masse en place augmenta de volume, remplit en direction du Sud toute l'échancrure ouverte dans le vieux dôme, puis la déborda. Les éboulis recouvrirent alors l'ancienne paroi et comblèrent sur une assez grande longueur la rainure même de la caldeira. Le sommet s'éleva jusqu'à 1.480 mètres, pour redescendre ensuite aux environs de 1435, où il se tient actuellement. Tel qu'il se présente d'ailleurs, le nouveau dôme apparaît aussi important que celui de 1902 qu'il occulte aux trois quarts. Il se compose de deux masses principales, séparées l'une de l'autre par une sorte de sillon semi-circulaire profond d'une quarantaine de mètres. Les schémas joints montrent comment l'évolution s'est poursuivie. Une coupe allant du Petit-Bonhomme au Morne Lacroix, et faite à une hauteur convenable rencontrerait alternativement des produits meubles et consolidés des deux éruptions de 1902 et 1929.

« J'admets, écrit M. Arsandaux, que le dôme secondaire a dû s'ériger à la partie supérieure du dôme primaire, dans la masse duquel plongent ses racines »¹. Il n'a pas surgi d'un [...] évidemment qui se serait produit dans le dôme de 1902, au moins dans la période de débouchage. Sa genèse n'est donc pas à rapprocher de celle du dôme antérieur et nous nous trouvons ici en présence d'une sorte de manifestation attardée de la croissance du dôme primaire. Il semble bien d'ailleurs qu'une large part des manifestations volcaniques de 1929-1932 aient eu leur origine dans la région même qui, en 1902-1903, avait vu s'élever la grande aiguille étudiée par M. Lacroix.

Les phénomènes de ce genre ont d'ailleurs été beaucoup plus atténués au cours du dernier cycle éruptif. Seul M. Perret a décrit avec force détails l'édification de groupes de tours flanquant une sorte de château d'aspect assez fantastique. Il les a vus « ronds, lisses et entourés de ceintures en spirales »². Je crois la question controversable. Cela ne concorde pas exactement avec nos souvenirs. Le 15 mars 1930, nous avons assisté d'assez près, trois ou quatre cents mètres au maximum, à l'écroulement d'une aiguille prismatique sous l'action d'une poussée relativement brusque venue de l'intérieur et qui avait agité le sommet de trépidations désagréables, du type des sus-sultoirs. Une photographie prise du bord de la

¹ Arsandaux, C. R. A. Sc. T. 196, p. 57. 3-1-1933.

² Perret, C. R. A. Sc. Tome 193, p. 1342, 11-12-1931.

vieille caldeira, à la Petite Savane, le 16 mars 1931, c'est-à-dire un an après, montre encore le dôme secondaire en voie d'édification. (Cf. Pl. IV, 1.)

Ce n'est que plus tard, vers la fin de l'année et en 1932, que les bourgeonnements, diminuant ailleurs d'intensité, se sont localisés en un point situé vers le S. S. W. et ont édifié une grosse aiguille de quarante à cinquante mètres de haut, dont la partie supérieure apparaissait de la Petite Savane turriforme et lisse, tandis que du Plateau des Palmistes on y reconnaissait un gros dyke prismatique, incliné et fissuré. (Cf. Pl. IV, 2.)

Les observations de M. Perret impliquent encore un état beaucoup plus fluide de la lave qu'il n'est ordinaire à la Pelée. L'article de la *Paix* parlait de jets verticaux. Il s'agit d'une impression que nous avons ressentie également à quelques reprises. Le cahier journalier de l'Observatoire renferme des expressions du même ordre. Les veilleurs, gens sérieux, mais sans compétence spéciale, recrutés au village le plus proche, ont cru apercevoir des jets verticaux de bas en haut, « des jets d'eau de feu ». De même, le sillon gauche, délimitant l'échancrure du trognon, leur apparaissait parcouru par un « ruisseau de feu ». D'après ce que M. Boutin et moi-même sommes certains d'avoir vu, les lueurs sortaient toutes du trognon ou noyau central dont de larges surfaces laissaient l'impression d'une sorte d'écumoire éclairée par en dedans. À certains endroits, la lueur rouge sombre s'intensifiait par intervalles et il paraissait en sortir un trait de feu vertical qui s'étendait parfois de bas en haut, mais aussi souvent dans le sens inverse.

Les Nuées

[Retour à la table des illustrations](#)

I. — Le dôme de 1902 vu du Morne des Cadets, en octobre 1929. La flèche indique les cavités ouvertes sur le flanc du vieux dôme par les explosions vulcaniennes de septembre-octobre 1929.

II. — Fin décembre 1929. Le dôme de 1902 s'est évidé. Le bord sud a été le plus fortement attaqué. Dans la cavité ainsi formée, se maintient un piton nettement individualisé et de plus en plus injecté de magma neuf.

III. — 21 février 1930. Le « noyau » commence à s'accroître en hauteur. Le flanc sud du vieux dôme est de plus en plus attaqué. Les traces des premières explosions vont bientôt disparaître.

IV. — 6 décembre 1930. Le nouveau, dôme, aux flancs hérissés de rochers, dépasse très nettement l'ancien.

V. — Novembre 1931. Le nouveau dôme masque presque entièrement l'ancien. La « rainure » est en partie comblée et les éboulis commencent à descendre vers la Rivière Sèche.

Mais nous n'avons jamais pensé qu'il s'agissait là de jets de lave. S'il en avait été ainsi, des coulées d'une certaine longueur se fussent incontestablement produites. Aucune n'a pu être décelée. L'apparence que nous avons observée peut s'expliquer autrement. Tant du front de mer que du Morne des Cadets, nous n'apercevions du trognon central qu'un flanc décapé. C'était sur ce flanc que se montraient la nuit des taches passant du rouge sombre au rouge vif, puis au blanc éclatant, d'où dévalaient alors des avalanches de blocs incandescents. Parfois, de grandes zébrures les remplaçaient et c'était alors, mais alors seulement, qu'il y avait propagation verticale de l'incandescence. Nous avons toujours supposé que ces zébrures correspondaient à des fentes profondes du front Sud, laissant transparaître « la couleur de chauffe du magma en voie d'ascension ».

Cela s'était déjà produit en 1902. D'Assier, M. Lacroix avait vu, à plusieurs reprises, apparaître dans la crête dentelée, dont la formation précéda l'aiguille, puis dans l'aiguille elle-même, des traînées lumineuses allant de la base vers le sommet¹. Cela s'expliquait à ses yeux par une montée de magma neuf dans une carapace en voie de consolidation. Notons qu'en 1929-1932, cela s'accorde fort bien aussi avec l'hypothèse du trognon considéré comme une partie demeurée en place du vieux dôme.

M. Perret écrit de même que, « pendant deux mois, la carapace du dôme était si mince, et sa masse si fluide, que les aiguilles tombaient en basculant sur leur base encore pâteuse, formant ainsi d'énormes poires »². Il la également suivi la production de deux aiguilles. La première montait à une vitesse d'environ un mètre par heure, la pente du dôme s'ouvrant comme de la terre sous la poussée d'un champignon. Du magma encore pâteux montait encore plus vite que l'aiguille, formant comme une cravate autour d'elle, puis il se solidifiait. Sans douter aucunement de la réalité du phénomène, il est permis de penser qu'il a dû être exceptionnel. Il n'a pas été vu en 1902. Nous ne l'avons jamais enregistré de 1929 à 1932, ni de l'Observatoire, malgré une veille ininterrompue, ni du front de mer, ni au cours de nos excursions dans la montagne. Au cours de ces dernières, cependant, il nous est arrivé d'assister à la destruction de plusieurs aiguilles : elles se brisaient dans leur chute et il en résultait une avalanche cendreuse, assez nettement volutée à l'occasion.

Nous n'avons jamais cru, non plus, à la production de coulées de lave. L'impression de fontaines lumineuses, que nous avons éprouvée à plusieurs reprises, s'explique fort bien par la réverbération intense qui s'exerçait sur les vapeurs accompagnant toute émission de blocs. On peut en trouver une confirmation *a posteriori* dans l'aspect chaotique que présente la surface du nouveau dôme, aujourd'hui refroidie. Ce n'est qu'un amoncellement de roches de toutes formes et de toutes tailles, surmonté par des restes d'aiguilles curieusement

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 136.

² Perret, C. R. A. Sc. T. 193, p. 1439, 28-12-1931.

tourmentées. Une seule exception : la « Table du Diable », sorte de dalle fissurée d'une soixantaine de mètres de long sur vingt-cinq à trente de large, et qui se termine vers le Sud-Ouest par une amorce à peine esquissée de bavure. La lave, à cet endroit, s'est montrée un peu plus plastique.

Déjà, au cours de l'éruption précédente, un mécanisme analogue avait joué. En août et septembre 1903, il s'échappait d'une crevasse située entre la base de l'aiguille et les rochers faisant face à la Petite Savane des blocs incandescents accompagnés par des bouffées de vapeurs très denses. « Ces Messieurs (Giraud et Perney) se sont à plusieurs reprises demandé s'il n'y avait pas en ce point une véritable sortie continue d'un peu de matière fondue. Cette impression a été exprimée dans les notes du capitaine Perney par l'expression de coulées visqueuses lui servant à désigner ce phénomène qui n'a malheureusement pas été observé de près. » Et M. Lacroix de conclure : « En résumé, je considère que ce mode d'accroissement du dôme a consisté en une sorte de bavure de magma fondu dans les fentes de la carapace. Elle s'est traduite à la fois par des émissions de blocs roulant sur les pentes du dôme et par des accroissements de volume de celui-ci »¹. « Les fréquents phénomènes d'incandescence parfois généralisée du sommet, signalés par MM. Giraud et Perney, me font penser qu'à ce moment il y a eu en outre, dans bien des points de la crête, apport de lave par bourgeonnement »². C'est ce que nous avons vu et c'est ce qui explique que les conditions indispensables à la formation d'une grande aiguille ne se soient trouvées que très imparfaitement remplies.

Depuis 1932, les seules modifications qui soient intervenues ont été des affaissements plus ou moins étendus qui ont affecté aussi bien le dôme de 1902 que celui de 1929. Le plus important a dépassé un hectare avec une dénivellation allant d'un à trois mètres. Son emplacement central excluait un effet de l'érosion, qui travaille avec énergie, au contraire, au déblaiement du talus d'éboulis extérieur.

Aucun des faits qui viennent d'être rapportés ou discutés ne se trouve en opposition avec les constatations de M. Lacroix. Ils apporteraient même, s'il en était besoin, une nouvelle confirmation aux thèses essentielles qu'il a soutenues. Mais ils permettent aussi de préciser quelques variantes possibles aux mécanismes déjà décrits. Ils montrent encore que ce n'est pas toujours l'interprétation la plus simple d'une forme topographique qui est la plus exacte. N'est-ce pas une singulière complexité de structure que cachent, comme nous avons essayé de le montrer, les lignes sobres et élégantes du nouveau dôme de la Pelée ?

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 137.

² Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 145.

5. — LES NUÉES

De même que celle de 1902, l'éruption de 1929 a été marquée, aussitôt après la phase de débouchage, par un très grand nombre de nuées ardentes. Plusieurs centaines d'entre elles, d'importance et de dimensions très variables, se sont ainsi succédé du 20 novembre au milieu de février, c'est-à-dire dans la période qui a vu le décapage de l'ancien dôme et l'individualisation du trognon central, avant que celui-ci ne commence à se transformer en une sorte de dôme secondaire. C'est pourquoi M. Arsandaux a pu soutenir que l'activité de la Montagne Pelée, tant en 1902 qu'en 1929, avait été caractérisée essentiellement « par des émissions de magma volcanique ayant affecté principalement deux formes profondément distinctes », l'une correspondant aux « nuées ardentes, l'autre à une lente venue au jour de ces masses de lave dites d'extrusion » ¹.

Ces deux formes d'émission peuvent passer dans une certaine mesure pour « complémentaires l'une de l'autre ». « Pendant les premiers mois de l'éruption de 1929, elles se sont manifestées avec une sorte d'alternance et prédominance des nuées sur l'extrusion, tandis que, par la suite, l'extrusion l'emporta de plus en plus ».

Les nuées ardentes ont été pour la première fois observées et étudiées en 1902, par M. Lacroix et les autres savants accourus après la destruction de Saint-Pierre. L'explication du phénomène occupe une large part des ouvrages alors consacrés à la Pelée. Là encore, l'éruption de 1929 s'est déroulée dans le cadre général des lois reconnues par M. Lacroix, mais en apportant sur quelques points des compléments qui ne manquent pas d'intérêt.

M. Lacroix décrit ainsi ce genre de manifestation volcanique : « Au moment de son apparition, la nuée avait l'aspect d'une masse compacte de petite dimension, mais immédiatement elle se gonflait, prenait la forme d'un bourgeon mamelonné en forme de choux-fleurs ou de cervelles, creusé de circonvolutions nombreuses, à sinuosités profondes, qui allaient sans cesse en grossissant. Quand elle se produisait en pleine lumière, sa couleur était d'un gris roux foncé. Elle était noire le soir, parfois incandescente la nuit. Elle était opaque, avec un aspect presque pierreux » ².

À peine sortie, la nuée se précipitait sur le talus du dôme et s'engageait dans la vallée de la Rivière Blanche pour se diriger vers la mer. Elle était le siège de mouvements de rotation de plus en plus intenses. « Ses circonvolutions roulaient sans trêve les unes sur les autres... Elles remplissaient la vallée à la façon d'un

¹ Arsandaux, *La Nature*, 1^{er} juin, 1936, p. 2.

² Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 199-200.

liquide, puis s'élevaient, tout en conservant des contours distincts, sans zone de transition avec l'air ambiant. » ¹.

Et plus loin : « D'ordinaire, en touchant la mer, les mouvements de rotation à l'intérieur de la nuée s'accroissaient encore : on voyait les circonvolutions de la partie extérieure devenir plus serrées... » ... « Les nuées ardentes à la sortie desquelles j'ai assisté ont été le résultat d'une seule bouffée, elles n'avaient pas de queue. Quelques minutes après leur passage, la vallée de la Rivière Blanche s'éclaircissait. Le 16 décembre, cependant, des bouffées continues se sont produites pendant quinze minutes après le départ de la nuée. Le 24 février, pendant vingt-deux minutes, nous avons observé une série de poussées s'emboîtant les unes dans les autres... La nuée résultante, moins dense que de coutume, n'a pas dépassé le confluent de la Rivière Claire ². » La vitesse de ces nuées a d'ailleurs été extrêmement variable. De l'ordre de 150 mètres seconde pour les grands paroxysmes, elle s'est maintenue entre 10 et 30 mètres seconde pour les poussées observées du 16 novembre 1902 au 16 février 1903.

M. Lacroix démontre ensuite que les nuées sont constituées par un mélange intime, une sorte d'émulsion, de matériaux solides en suspension dans de la vapeur d'eau et dans des gaz portés les uns et les autres à haute température. Pour en expliquer la translation, il admet à l'origine des pressions formidables s'exerçant, à l'intérieur du dôme et d'où résulte une extrême capacité de dilatation. D'autre part, les nuages denses lui apparaissent très fortement soumis à l'action de la pesanteur. Certaines particularités ne s'expliqueraient cependant que par une explosion initiale et une explosion dirigée. Au total, les nuées ardentes de l'hiver 1902-1903, celles des petites éruptions des 26 mai, 6 juin, 9 juillet, celles enfin des paroxysmes destructeurs représenteraient les stades d'intensité croissante d'un seul et même phénomène ³.

Dans un important article de 1930 ⁴, M. Lacroix maintient pour les plus grandes nuées la nécessité d'une explosion dirigée. Mais il admet aussi que, dans un grand nombre de cas, le dégagement des gaz, pour être violent et instantané, n'avait plus la force de projeter au loin des matériaux solides. « Il se produisait une sorte de foisonnement du magma presque complètement consolidé ; la nuée ainsi produite, cachant un train de gros blocs situés à sa base, roulait dans la vallée de la Rivière Blanche, sous l'action de la pesanteur. » Les « nuées Péléennes d'avalanche » seraient ainsi, en dépit de leur caractère majestueux, « une manifestation d'impuissance de l'activité éruptive ».

Il est certain qu'au cours du dernier cycle, les phénomènes explosifs ont été fort atténués. La nuée qui balaya Saint-Pierre s'était accompagnée de projections qui avaient tout détruit dans un rayon de deux kilomètres autour du sommet. Rien de

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 355.

² Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 355.

³ Lacroix, *ibid.*, p. 355.

⁴ Lacroix, *Livre Jubilaire de la Société géologique*, p. 469 sqq. 1930.

pareil ne s'est produit vingt-sept ans plus tard. Toute la partie nord du Plateau des Palmistes, les flancs même du « vieux dôme » n'ont subi que des chutes de cendres peu importantes et qui ont laissé la végétation intacte. Qui se fût trouvé là au moment des plus fortes émissions en fût sorti indemne. La nuée du 6 décembre 1929, la plus importante qui ait eu lieu de jour, ne fut aperçue ni de Basse Pointe, ni de l'Ajoupa Bouillon, à cause des nuages qui couvraient le sommet de la montagne. Il est vrai que le 8 mai 1902 les habitants des mêmes régions ne soupçonnèrent absolument pas le drame de Saint-Pierre.

En 1929 encore, grondements et détonations ont été relativement rares. Les « choux-fleurs » descendaient sous l'action évidente de la pesanteur. Ils s'accéléraient sur le talus du dôme et ralentissaient dès que la pente diminuait. La nuée la plus rapide, celle du 16 décembre, a mis presque trois minutes pour faire six kilomètres, les autres une moyenne de sept à quinze minutes. Quelquefois, lorsque l'émission durait longtemps, les dernières volutes profilaient du chemin ouvert par les premières. Il ne semble pourtant pas que l'allure de cinquante mètres seconde ait été jamais dépassée.

Il ressort de cette description que les nuées du dernier cycle n'ont été que très rarement le résultat d'une seule poussée. Dans ce cas, elles demeuraient de peu d'importance. J'ai pu, des environs de la moyenne Rivière Sèche, en photographier une, formée de deux bouffées, qui, au lieu de s'emboîter, s'étaient succédé à un intervalle assez prononcé pour former deux panaches distincts, glissant l'un derrière l'autre sur le « champ de cendres ».

Dans la plupart des cas, d'ailleurs, les bouffées se succédaient ininterrompues pendant plusieurs minutes, parfois une demi-heure et même davantage. Nous avons eu l'impression, à diverses reprises, d'une sorte de gros tortillon, le cahier de l'Observatoire porte le terme de « bigoudis », sortant de manière continue du sommet de la montagne avec un diamètre apparent d'une trentaine ou d'une quarantaine de mètres, et qui commençait aussitôt à se distendre.

Chaque poussée importante était, en outre, précédée d'un nombre parfois considérable de poussées secondaires, jusqu'à trente-huit en cinq heures le 21 décembre, et suivie de rémissions dont la plus longue, après la nuée du 6 décembre, dura 113 heures.

Toutes ces nuées ont suivi très régulièrement la ligne de plus grande pente. Le Lénard a joué le rôle d'une sorte de môle d'arrêt, souvent débordé de part et d'autre. La branche Nord a toujours été la plus importante. La branche Sud s'avancait plus ou moins loin vers la Rivière Sèche, où elle s'engouffrait parfois jusqu'à la côte. Deux à trois mètres de cendres et de blocs à haute température ont été ainsi déposés dans la partie basse du cañon, tandis que sur les pentes qui le dominaient des deux côtés, l'herbe n'avait pas été détruite et les arbres avaient gardé leur feuillage : les plus proches, seuls, avaient été carbonisés. On peut noter aussi que les baliveaux de l'arrière du Lénard avaient été simplement cassés et en partie décortiqués comme ceux de la Calebasse après l'éruption du 30 août 1902.

J'ai cité également, dans les *Annales de Géographie*¹, l'exemple plus typique encore de cette éminence de quinze à vingt mètres de hauteur relative, qui, à deux kilomètres de la côte, a suffi pour diviser la masse des plus grandes nuées. Il en est résulté un triangle d'un kilomètre de longueur sur cinq à six cents mètres de base remarquablement préservé. Il était encore aisément reconnaissable en 1940 à sa végétation arborescente, et j'y ai même retrouvé des vestiges antérieurs à 1902, tel ce support de réverbère fiché dans le mur de soutènement du vieux chemin. Entre cette oasis et la grande crête Nord du « champ de cendres », un ravin d'une trentaine de mètres de largeur sur autant de profondeur a vu s'engouffrer les masses énormes de matériaux qui ont construit, à son débouché, un cône de déjections quasi torrentiel, bombé en son centre et d'une régularité parfaite. C'est le trajet suivi maintenant par la nouvelle Rivière Claire. À noter au passage que les zones préservées n'arrivaient jamais au bord de la mer. Le contact de l'eau resserrait les volutes, les étalait, les plaquait en quelque sorte sur le rivage, où la dévastation apparaissait par suite continue.

6. — LES EFFETS DES NUÉES : ÉROSION ET COMPLEMENT

Ce comportement des nuées explique plus d'une anomalie apparente : sur une pente abrupte, elles n'accumulent pas, mais se creusent avec une singulière vigueur leur canal d'écoulement ; elles raclent, rabotent les obstacles qui s'opposent à leur marche, et y laissent des cannelures parfois assez profondes. Par contre, elles ne touchent pas, ou touchent fort peu à ce qui se trouve au pied d'un ressaut protecteur qu'elles franchissent, pour reprendre une expression à la mode, comme en saut de ski. Le 15 mars 1930, en redescendant pour la première fois de la Pelée depuis le début de l'éruption par le Morne Saint-Martin, nous avons eu la surprise de découvrir intact, à moins de deux kilomètres du sommet, le mur élevé auprès d'une petite source de l'habitation Isnard d'en haut. Il se trouvait en plein dans la trajectoire des nuées, mais à l'abri d'une petite falaise. Il n'a jamais été atteint de plein fouet, et c'est ce qui explique qu'il ait résisté, tandis que les constructions, pourtant massives, du quartier de la Consolation, situées à sept kilomètres du volcan, ont été rasées jusqu'à leurs fondements le 8 mai 1902.

Le comblement n'a commencé qu'après les premières ruptures de pente et il ne s'est marqué vraiment dans les parties hautes de la montagne que lorsque les nuées se sont mises à perdre de leur force. Il a d'ailleurs été impressionnant en 1929-1932, comme vingt-sept ans plus tôt. Il atteint de deux à cinq ou même six mètres sur toute l'étendue du front de mer, large de deux kilomètres à deux kilomètres cinq cents. À mi-chemin du sommet, des cañons de quarante à cinquante mètres de profondeur ont disparu et ont été remplacés par un glacié régulier que l'érosion n'a sérieusement entamé qu'à partir de 1931. Vers l'ancien coude de la Rivière

¹ Rervert, *Annales de Géographie*, 15 mai 1931, p. 285.

Blanche, à hauteur du Lénard, les dépôts ont barré le lit de la Rivière Claire, dont les eaux, entretenues par des sources chaudes en majorité, se sont accumulées en un beau lac sulfureux, couleur vert-jaune. Sa superficie a pu atteindre, au moment de sa plus grande extension, de quatre à cinq hectares. Il a disparu par débordement et creusement d'un émissaire sous l'action des grandes pluies d'hivernage, en août 1931. (Cf. Pl. VIII, 1.)

Si on se rappelle la déclivité rapide des fonds marins dans toute cette région, on comprendra ce qu'il a fallu de blocs accumulés pour créer les deltas triangulaires qui se sont installés au débouché des principales ravines et dont le plus développé, à la Rivière Sans Nom, dépassait largement cent mètres. Et encore ne représentait-il que la partie visible d'apports beaucoup plus considérables *. Après la nuée du 30 novembre 1929, vers 7 h. 30', nous avons pu observer devant la Rivière Sans Nom des poussées blanches qui paraissaient sortir de la mer à un demi-mille au large. Ces poussées étaient traversées de jets noirâtres à bords déchiquetés. Petit à petit, elles se rapprochèrent de la côte, tandis que le jet noirâtre devenait de plus en plus gros et continu. Le phénomène trouvait évidemment son explication dans le contact de l'eau de mer avec des matériaux à haute température.

Ce sont des observations de ce genre qui nous ont conduits à admettre qu'en 1929 les accumulations de matériaux, dans le secteur atteint, ont été d'un ordre comparable, et peut-être même supérieur, à celles de 1902. En tout cas, il a fallu un plus long temps pour que les dépôts devinssent accessibles et fussent attaqués par les eaux. M. Lacroix raconte par exemple comment il a pu, le 18 décembre 1902, s'engager sur une coulée boueuse déjà refroidie au milieu des apports de la nuée du 16 ¹. Pendant de longues semaines, en 1929 et au début de 1930, nous avons vu les eaux de pluie s'évaporer au contact des matériaux brûlants qui rendaient tout séjour intenable. On ne pouvait guère essayer de se glisser que le long de la mer, à la lame battante, qui avait ramené une température plus supportable. Autre exemple significatif : peu après le 8 mai 1902, des torrents boueux parcouraient les vallées du flanc Sud-Ouest de la montagne. La moins atteinte par les nuées de 1929 fut incontestablement celle de la Rivière Sèche. Le barrage de blocs et de cendres qui s'y produisit à un endroit où l'écoulement est à l'ordinaire abondant, tint, malgré de violentes averses, près de sept semaines. Le 18 janvier 1930, pour la première fois, un courant de boue tiède et fluide, charriant des blocs, parvint à s'ouvrir un passage étroit dans la partie basse du cañon. Au contact des talus de cendres encore brûlantes s'élevaient de nombreuses fumerolles secondaires.

Pendant longtemps, ce que nous avons appelé le « champ de cendres » n'a été attaqué que par l'érosion éolienne. À chaque coup de vent, par temps sec, on le voyait « fumer », surtout aux alentours des pointes. Quant aux pluies, elles se vaporisaient sur place. Les premières rigoles d'érosion ne sont apparues qu'au cours de l'hivernage de 1930 dans des conditions qui seront précisées plus loin.

* Cf. Pl. VIII, 2

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 213.

Enfin, les nuées de 1929-1930, comme celles de 1902, ont charrié d'énormes rocs. Il en est, tout près de la côte, à cinq ou six kilomètres de leur point de départ, dont le volume dépasse largement cent mètres cubes. Comment ont-ils pu arriver là ? D'autant, qu'on ne peut invoquer ni la vitesse initiale, ni même la pente, toujours inférieure depuis le Lénard, c'est-à-dire sur quatre kilomètres, à douze ou quinze pour cent.

7. — THÉORIE ET MÉCANISME DES NUEES

M. Arsandaux, reprenant et précisant les thèses de M. Lacroix, a défini les nuées comme résultant de la détente plus ou moins rapide dans le milieu atmosphérique « d'une masse de matière de nature complexe, issue du volcan à une température élevée, masse dont la pression interne doit être considérable ».

« De toute évidence, cette matière correspond à une association intime du produit silicate constituant le magma volcanique avec des produits gazeux dont la vapeur d'eau est l'élément essentiel » ¹.

La densité moyenne de cette masse complexe lors de sa venue au jour étant sans doute supérieure à l'unité, on comprend pourquoi sa descente s'amorçait suivant les lignes de plus grande pente. Mais, du fait même de la détente, se produisait une accumulation de masses tourbillonnaires qui, bientôt, « offrait les apparences d'un gigantesque chou-fleur dont les dimensions et le nombre de lobes se seraient accrus progressivement en fonction du temps » ². Les nuées arrêtaient leur marche lorsque la détente apparaissait totale. On n'apercevait plus alors de tourbillons, mais des masses informes, des poches de cendres s'effilochant peu à peu. À ce moment, le magma et la vapeur d'eau étaient dissociés, « la cause d'origine mécanique les liant l'un à l'autre ayant disparu par égalisation de la pression interne de cette nuée avec la pression de l'atmosphère ambiante » ³.

D'autre part, les gros blocs qui venaient d'être déposés laissaient fuser de la vapeur d'eau autour d'eux et il pouvait en être ainsi pendant au moins vingt-quatre heures. Or cette vapeur était portée à une pression très élevée, ainsi que le montre

¹ Arsandaux, *La Nature*, 1^{er} juin 1936, p. 2.

² Arsandaux, *La Nature*, 1^{er} juin 1936, p. 3. — Je ne crois pas devoir revenir ici sur l'hypothèse soutenue par quelques savants en 1902, de nuées constituées avant tout par des gaz asphyxiants sans nier absolument la présence de certains d'entre eux, mais à très faibles doses, M. Lacroix a démontré qu'un mélange de vapeur d'eau et de cendres à haute température suffisait pour expliquer les actions physiologiques constatées. L'éruption de 1929-1932 n'a rien apporté de neuf sur ce point.

³ Arsandaux, *La Nature*, 1^{er} juin 1936, p. 3. — Je ne crois pas devoir revenir ici sur l'hypothèse soutenue par quelques savants en 1902, de nuées constituées avant tout par des gaz asphyxiants sans nier absolument la présence de certains d'entre eux, mais à très faibles doses, M. Lacroix a démontré qu'un mélange de vapeur d'eau et de cendres à haute température suffisait pour expliquer les actions physiologiques constatées. L'éruption de 1929-1932 n'a rien apporté de neuf sur ce point.

le volume énorme (50 à 100 kilomètres cubes) de certaines grandes nuées détendues. La température devait dépasser également le point critique de la vapeur d'eau ou 365°, ce qui implique déjà une tension supérieure à deux cents atmosphères. Enfin, de quelques mesures effectuées à cette intention, on peut essayer de préciser « la proportion existant entre le volume des espaces vacuolaires d'une roche véhiculée et le volume apparent de celle-ci »¹. Une telle proportion est évaluée par M. Arsandaux à 15% environ, ce qui donnerait 25 kilogrammes de vapeur d'eau par tonne de magma. Le dégagement de cette vapeur provoquerait. « par réaction sur le sol », une contrepression « entravant le dépôt des blocs » sur le terrain sous-jacent « par suite d'actions mécaniques que l'on ne saurait peut-être mieux comparer qu'à celles intervenant dans la caléfaction »².

Le même auteur note encore que les nuées auxquelles il a assisté ne se détendaient guère en général dans la première partie de leur trajet, sur la descente fort abrupte qu'elles parcouraient alors, mais qu'elles commençaient à le faire dès que la pente s'atténuait. Lorsque les parties basses se heurtaient à un obstacle massif, rigide, elles semblaient alors « exploser, tant leur détente quasi-totale » se produisait avec rapidité³.

En s'appuyant sur ces données, ainsi que sur celles fournies par le livre de M. Lacroix, un ingénieur italien, M. Sagui, s'est efforcé de définir plus exactement le mécanisme des nuées. Il a commencé par montrer que toutes les estimations de M. Arsandaux demeuraient d'une prudence extrême. Il rappelle ensuite que la vapeur d'eau existe certainement dans les magmas volcaniques. Le « magma un peu spécial » des nuées ardentes en contient d'ailleurs plus que les laves dites d'extrusion. Il serait en quelque sorte « l'écume boursouflée de ces dernières ».

Le mécanisme des nuées serait alors le suivant : « L'eau et le magma qui se trouveraient à l'intérieur du volcan dans une phase liquide, une sorte de solution de la première dans le second, trouveraient, une fois dans l'atmosphère, les conditions physiques nécessaires pour permettre à l'eau de se dégager sous forme de vapeur. »

« Le poids même de la nuée emprisonnerait en quelque sorte la vapeur d'eau entre la partie inférieure de la nuée et le sol, ce qui formerait une chambre de détente quasi-close (surtout dans un ravin), dont la pression, tout en véhiculant la masse, ne permettrait pas à celle-ci de s'étendre inférieurement avec la même vitesse qu'elle s'étendrait dans les parties supérieures. »⁴.

On comprend alors pourquoi la puissance dynamique des nuées se développe, surtout dans leur partie inférieure, et comment elle peut être brisée par une importante masse rocheuse placée sur leur trajet. Un ravin, de dimensions suffisantes, jouerait un rôle analogue. Les parties basses, pierreuses, d'une nuée le traversant, tomberaient au fond et ne pourraient progresser plus avant.

¹ Arsandaux, *La Nature*, 1^{er} juin 1936, p. 4.

² Arsandaux, *La Nature*, 1^{er} juin 1936, p. 4.

³ *Ibid.*, p. 5.

⁴ Manuscrit de M. Sagui, communiqué par M. Arsandaux.

Une exception cependant : « Si, écrit M. Arsandaux, une des grandes nuées de 1929, une fois accompli son trajet sur le flanc Sud du dôme, avait exceptionnellement suivi sa course normalement au lit, relativement proche de la haute Rivière Sèche, les parties pierreuses de cette nuée, en raison de leur vitesse acquise, considérable, auraient pu franchir d'un bond, en quelque sorte, ce ravinement profond, mais étroit en cet endroit... Ce fut sans doute suivant une telle trajectoire que progressa la nuée qui anéantit Saint-Pierre en 1902. » ¹.

L'observation va loin. Nous avons toujours eu le sentiment, en effet, que les nuées auxquelles nous avons assisté, se déversant vers la Rivière Sèche ou du côté de l'Aileron, voire de la haute Falaise, auraient pu atteindre Saint-Pierre le Morne Rouge et l'Ajoupa Bouillon sans avoir à augmenter de puissance et sans qu'il fût besoin d'une explosion dirigée, à la manière d'un coup de canon.

On peut se demander même si cette explosion dirigée a jamais existé. Nous avons déjà vu que, pour M. Lacroix, une explosion plus ou moins puissante était nécessaire afin de briser la carapace à moitié refroidie de l'amas de lave en voie d'accumulation. D'après le contexte ², il a cru à l'explosion dirigée parce que l'étude détaillée de la région séparant le cratère de la ville détruite lui avait montré que, dans cette direction, s'étaient engagés quelques-uns des plus gros blocs vomis par le volcan. Ils n'avaient pas dépassé la Rivière Sèche, mais avaient franchi le profond ravin de la Rivière Blanche pour filer ensuite vers le Sud. Or, ajoute M. Lacroix, on ne comprendrait pas ce trajet sans une projection initiale produite dans le flanc du dôme en construction.

Dans la « Montagne Pelée après ses éruptions », il est plus explicite encore : « Le jet de l'explosion, dit-il, est oblique... » « La nuée prend dès l'origine une direction de haut en bas déterminée par la position de l'ouverture de sortie. Aussi la force de projection s'ajoute-t-elle à l'action de la pesanteur, puisqu'elle agit dans le même sens... La production de ce type de nuées ardentes a été liée d'une façon intime à la position latérale des points de moindre résistance du dôme qui servaient de point de départ au phénomène. » ³.

Giraud est celui qui est allé le plus loin dans ce sens « Les nuages denses ou nuées ardentes, écrit-il, en raison de leur température élevée, sont soumis à deux forces : la force explosive initiale, qui, par suite de la forme du cratère, leur faisait suivre une trajectoire assez inclinée par rapport à la verticale et à la pesanteur, qui, après un parcours plus ou moins long, les ramenait au sol, où ils se déplaçaient ensuite à peu près en ligne droite, en rasant tout sur leur passage. Dans cette partie de leur parcours, ils abandonnaient les matériaux solides dont ils étaient chargés : blocs parfois énormes... etc... » ⁴.

¹ Arsandaux. *La Nature*, 1^{er} juin 1936, p. 5, note 1.

² Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 355.

³ Lacroix, *La Montagne Pelée après ses éruptions*, p. 80.

⁴ Giraud, *Esquisse géologique de la Martinique*, p. 31-32.

Or, cette explication ne saurait valoir pour les nuées de 1929. M. Arsandaux ¹ a montré que des blocs de magma consolidé, dont le poids était de l'ordre de la tonne, avaient été véhiculés par les nuées fort loin de leur lieu d'émission. De tels blocs ont été observés par exemple sur une plage de formation nouvelle, en contrebas de la grosse masse rocheuse du Tombeau des Caraïbes ou Coffre à Mort. Or, dans ce cas, l'hypothèse de l'explosion dirigée ne peut absolument être retenue : Le Coffre à Mort se serait obligatoirement trouvé sur la trajectoire des blocs depuis le sommet du volcan. D'autre part, ces blocs reposaient simplement sur le sable de la plage nouvellement formée. Projetés, ils se seraient enfoncés dans des cavités plus ou moins profondes comme celles observées en 1902 et 1929 sur le plateau des Palmistes.

J'ajouterai ceci : Deux choses m'ont toujours frappé dans mes courses autour de la montagne. La première c'est que les très gros blocs de 1902, mises à part les projections vulcaniennes dans un rayon d'un à deux kilomètres autour du sommet, n'ont pas dépassé les limites atteintes en 1929, Rivière Sèche d'une part, Fonds Canonville de l'autre. La seconde, c'est que les gros blocs de 1929 ne se trouvent presque jamais dans les parties déprimées, mais sur les crêtes et les pentes avoisinantes, là où les nuées avaient tendance à s'élargir. J'en ai surtout rencontré le long de l'arête qui sépare la Rivière Sèche de la Rivière Sans Nom et sur l'emplacement du conglomérat de l'Usine Guérin. Plus haut, à un endroit où le sommet est en grande partie masqué par le chapeau de gendarme du Lénard, l'aspect primitif a presque été celui de moraines latérales. Or, des faciès analogues se sont retrouvés sur le bord de ravines en voie de creusement, sous l'action des torrents boueux. Ceux-ci, en période de crue, présentent une section nettement convexe et sont agités de mouvements tourbillonnaires. Les blocs flottant comme des bouchons sont rejetés vers la périphérie.

Dans la mesure où les conceptions de M. Sagui sont exactes on peut essayer d'interpréter les faits constatés, même en 1902, sans faire appel à l'hypothèse de l'explosion dirigée, insoutenable de toute manière en 1929. En effet, la fameuse échancrure en V s'était ouverte le 5 mai 1902, avant les premières nuées, par rupture de la digue séparant l'Étang Sec de la Rivière Blanche. Le cratère se présentait donc comme une vaste cavité, profonde d'au moins 300 mètres, mais égueulée vers le S. W. Dans ces conditions, au moment du départ des grandes nuées, les parties hautes de celle-ci, en voie de détente dans l'atmosphère, auraient fait obstacle à la libre expansion des parties basses, emprisonnées dans la caldeira, et qui se seraient tout naturellement précipitées dans la direction de moindre résistance, c'est-à-dire par l'échancrure. En fait, la carte publiée par M. Lacroix ² montre que la nuée du 8 mai 1902 a couvert un secteur angulaire, dont la Rivière Blanche coïncide de manière remarquable, avec la bissectrice.

M. Arsandaux a montré que la densité moyenne d'une nuée au moment de son émission doit être voisine de deux. Par ailleurs, le ravin de la haute Rivière

¹ Arsandaux, *La Nature*, 11 juin 1936, p. 4.

² Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 223.

Blanche était aussi étroit qu'encaissé. La détente donc ne pouvait s'y faire rapidement. Ne peut-on admettre alors que de gros blocs aient pu comme flotter jusqu'à hauteur des parois encaissantes ? M. Lacroix lui-même admet qu'à plusieurs kilomètres du volcan, le milieu gazeux des nuées rendu « fort dense par l'abondance des cendres tenait en suspension à une certaine hauteur du sol des blocs de roche assez volumineux »¹. Il avait observé en effet, dans la vallée de la Rivière Blanche, après le passage des nuées, d'assez nombreux blocs perchés. « Ils se trouvaient généralement dans un état d'équilibre peu stable » et « leur position ne pouvait guère s'expliquer que par un transport aérien ». Le phénomène s'est d'ailleurs reproduit en 1929-1930.

J'aurais même tendance à trouver une confirmation de ces vues jusque dans les témoignages sur lesquels s'appuie M. Lacroix pour étayer son hypothèse de l'explosion dirigée. L'abbé Altéroche, curé du Morne Vert, « venait de rentrer dans sa maison quand il fut appelé au dehors par des cris ». Il n'a donc pas vu le nuage à sa sortie immédiate du cratère. Il l'a distingué se dirigeant d'une seule pièce sur Saint-Pierre et se précipitant sur la ville avec une vitesse vertigineuse. En moins d'une minute, dit-il, il est arrivé à la Petite Anse du Carbet.

« En cet instant, le sommet de la Montagne Pelée était complètement net, comme si un vent violent avait balayé tout ce qui s'y trouvait. Nous pûmes voir sans peine le Morne Lacroix et les autres pics qui couronnaient alors le sommet de la montagne. Au-dessus du cratère, le ciel était bleu. Je rejetai un regard du côté de la mer. Le nuage, toujours précédé par une forte colonne de feu, s'avavançait vers le Carbet. »².

Est-ce que, dans le cadre des hypothèses de M. Sagui, cela ne pourrait s'expliquer par une sorte de formidable bouillonnement ou foisonnement remplissant en un clin d'œil la cavité de l'Étang Sec et fusant par l'ouverture en V ? Dans un grand nombre de cas, au demeurant, pour les nuées auxquelles nous avons assisté, le panache se trouvait non au sommet du volcan, mais sur le front en voie de progression.

M. Lacroix fait également grand cas du récit de M. Thierry qui déclare avoir aperçu du Morne Rouge « une gerbe de rochers sortis du cratère, projetés à une hauteur qu'approximativement je ne puis supposer à plus de 50 à 100 mètres au-dessus de la crête de la montagne » et prendre en retombant la direction du bord de la mer du côté de Saint-Pierre, enjambant la crête qui sépare la vallée de la Rivière Blanche de la vallée de Saint-Pierre »³.

Une première remarque : M. Thierry a d'abord vu les blocs projetés en l'air et c'est seulement en retombant qu'ils ont pris la direction de la mer et de Saint-Pierre. Or, la hauteur à laquelle ces blocs ont été lancés n'a rien d'extraordinaire ou d'anormal. Les petites explosions vulcaniennes de 1929, qui ont à peine entamé le

¹ Lacroix, *ibid.*, p. 209.

² Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 233.

³ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 236.

dôme de 1902, en ont expédié des fragments, jusqu'à un mètre cube, à une hauteur largement égale, sinon supérieure, puisqu'ils ont franchi sans peine la rainure encore large et profonde de la vieille caldeira et que certains sont arrivés jusqu'au pied de l'Aileron. La direction de Saint-Pierre, on n'aperçoit pas la ville du Morne Rouge, se confond presque du point où se trouvait M. Thierry, avec celle de la mer, en suivant la pente naturelle du volcan. Enfin, M. Lacroix, lors de son voyage à Saint-Vincent, n'a-t-il pas assisté à des projections du même ordre, heureusement verticales, le jour où il se trouvait au bord de la Soufrière, mais qui, quelques semaines plus tôt, avaient déterminé, en retombant et en foisonnant, des effets presque aussi dévastateurs qu'à la Pelée ? ¹.

L'expansion latérale, plus importante en 1902 qu'en 1929, ainsi que la vitesse plus grande, s'expliqueraient sans trop de mal par une pression accrue et un magma plus riche en vapeur d'eau. Et si la nuée du 30 août 1902, dans ses parties cendreuses tout au moins, a ravagé un secteur beaucoup plus ouvert que celle du 8 mai, c'est peut-être qu'à ce moment le dôme en voie d'édification avait déjà comblé une large part de la caldeira et facilité ainsi le débordement du nuage dense en plusieurs endroits.

Il apparaîtrait alors que la première conception de M. Lacroix sur l'identité foncière des nuées, grandes et petites, aurait plus de chances d'être exacte que la distinction de 1930 entre nuées d'explosion et nuées d'avalanche, les premières n'étant en réalité que le cas limite des secondes. L'on pourrait alors s'en tenir aux définitions de 1908 d'après lesquelles les paroxysmes destructeurs comme les plus petites bouffées présentent des caractéristiques morphologiques semblables et « constituent des phases d'intensité décroissante d'un même phénomène » ².

Cela correspond en tout cas à ce que nous avons vu en 1929-1930. Sans doute une poussée initiale a-t-elle toujours été nécessaire pour faire sauter ou s'écrouler la carapace en voie de consolidation de la lave en contact avec l'atmosphère. Il nous est arrivé, d'un point d'observation situé sur la rive gauche de la haute Rivière Sèche, d'apercevoir, à quelques instants fugitifs, un train de blocs précédant une nuée au moment de l'émission. Ils étaient presque aussitôt masqués par les volutes. Mais nous ne pouvions alors parler d'explosion dirigée. Les nuées dont il s'agissait prenaient naissance derrière le trognon et nous les avons plus d'une fois observées dévalant avec leurs blocs de part et d'autre du dit trognon en deux courants distincts, qui se rejoignaient dans l'ouverture en V et filaient ensuite vers le S. W.

¹ Lacroix, *ibid.*, p. 48 et suivantes.

² Lacroix, *La Montagne Pelée après ses éruptions*, p. 101.

8. — CONSÉQUENCES PRATIQUES DE LA THÉORIE DES NUÉES : PRÉVISION DES ÉRUPTIONS ET PROTECTION DES LIEUX HABITÉS

Les conséquences pratiques d'une telle manière de voir ne sont pas sans intérêt. J'ai connu, comme attaché à l'Observatoire, ces jours agités de 1929 où, d'une erreur d'interprétation, d'une décision trop hâtive, pouvait dépendre le salut ou la perte de quelques milliers d'hommes. Les exemples mêmes de 1902 n'étaient pas autrement rassurants. Qu'il me suffise de renvoyer ceux que ces questions intéresseraient au livre de M. Dumoret sur la ville détruite et sur les « erreurs » alors commises. Le Morne Rouge n'avait pas été évacué à la veille du 30 août ¹. Il en résulta plus d'un millier de victimes nouvelles. Ne vaut-il pas mieux, en de telles conjonctures, pécher plutôt par excès de prudence, pour le voisin s'entend, même si les intérêts de quelques marchands de cannes à sucre, doivent s'en trouver légèrement écorniflés ?

On comprendra alors que toute indication, si approximative qu'elle puisse être, sur le champ possible d'une nouvelle éruption, présente un intérêt immédiat. Or, si ce qui vient d'être exposé a chance de correspondre à la réalité, la topographie du sommet a joué un rôle capital en 1902 comme en 1929. Ses modifications intéressent directement l'avenir et la sécurité des agglomérations voisines de la montagne.

L'examen de la carte suffit à montrer, comme je l'indiquais dès 1931 ², qu'une seule région, dans le Nord de l'île, réalise les conditions nécessaires pour se trouver vraisemblablement hors de portée des colères destructrices de la Pelée, telles du moins qu'elles se sont manifestées depuis un demi-siècle : c'est le secteur compris entre l'Anse Couleuvre, le Piton Pierreux, le Monconil et les abords de Grand Rivière. Il forme un massif indépendant, avec son réseau hydrographique à part. Il est séparé du sommet par de profondes dépressions qu'on aperçoit fort bien de la région de Basse-Pointe et du Macouba. Les pentes à remonter offriraient partout un obstacle sérieux. Cette espèce de triangle présente encore l'avantage de se trouver en dehors de la zone balayée par les principales chutes de cendres. Mais il est de relief tourmenté, battu par une mer sauvage. La population, jusqu'ici, demeure plus que clairsemée. Il est encore vrai que l'arrière du Vieux dôme toujours intact, le Morne du Macouba, le Plateau des Palmistes constituent une défense très réelle et même supérieure à celle de 1902 pour la région de Grand Rivière à Basse-Pointe, mais comme M. Arsandaux et moi-même l'avons souligné à diverses reprises, le fait grave de la dernière éruption c'est l'atténuation, la disparition progressive des masques protecteurs sur les versants Sud et Ouest.

¹ Dumoret Marcel, *La ville détruite : Saint-Pierre*, Paris, 1902.

² Revert, *Annales de Géographie*, 15 mai 1931, p. 289.

Le nouveau dôme se présente sous l'aspect d'une coupole aplatie et culmine à 80 mètres au-dessus de l'ancien. Comparable comme dimensions, il forme, par rapport à ce dernier, une masse excentrique qui s'avance beaucoup plus vers l'Ouest et le S. W. Ce qui fut la haute Rivière Blanche et toute la partie Sud de la rainure ont été comblés par les éboulis et ceux-ci constituent à l'heure actuelle un vaste talus, à surface conique, entaillé çà et là par les rigoles d'érosion, mais qui se développe sans interruption notable de la Rivière Lamare à la Rivière Sèche. La crête qui porte la corne W. du dôme de 1902 subsiste toujours, mais bien en arrière. Elle protègerait en principe la grande et large trouée qu'ouvre la vallée du Prêcheur et de ses affluents, en principe seulement, car elle est étroite et séparée du nouveau dôme par un sillon insignifiant. Enfin, la rainure de la vieille caldeira a reçu des éboulis jusqu'aux abords du Morne Lacroix.

Or, partout où, associé à son talus d'éboulis, le nouveau dôme « réalise, une portion plus ou moins appréciable d'une sorte de paraboloïde, il y a probabilité évidente pour qu'une nuée ou une avalanche rocheuse progresse suivant une des génératrices de la dite surface ».

Nous venons de montrer que cette surface existe sensiblement depuis un point situé « à peu près sur l'orientation du Prêcheur, jusqu'à un autre situé sur l'orientation Morne Rouge ou peut-être Ajoupa », ce qui représente un angle d'ouverture d'environ 180° contre 30 seulement auparavant. Il ne paraît donc pas exagéré d'affirmer que tout le secteur ainsi délimité se trouverait sous une menace latente au cas d'un nouveau réveil du volcan ¹.

Sans doute peut-on déclarer, comme il a été fait ², que la question n'a pas grand intérêt, « attendu que de nouvelles éruptions de la Montagne Pelée ne sont pas à envisager et qu'en tout cas, si de nouvelles éruptions se produisaient, elles n'auraient qu'un caractère bénin ».. « Mais, écrit M. Arsandaux, d'une objection se présentant sous la seule forme d'une affirmation, il n'y a pas lieu de tenir compte et mon opinion personnelle étant que nul au monde n'est qualifié pour prophétiser, je m'abstiendrai de faire état de cette objection. » ³.

Au cas cependant où de nouvelles nuées de quelque intensité se montreraient, elles seraient rendues plus redoutables par leur hauteur de chute accrue. Il ne s'agit pas là d'une simple vue de l'esprit. Dans le courant de l'année 1932, les habitants de Saint-Pierre et du Morne Rouge ont assisté plus d'une fois à des descentes de cendres volutées et d'avalanches rocheuses jusqu'à la Rivière Sèche, à plusieurs centaines de mètres en contrebas.

Un dernier point. Le dôme de 1902 nous est apparu, à son origine tout au moins, comme une manifestation de croissance attardée de celui de 1902. Le centre d'activité principale s'y est d'abord situé à peu près sur l'emplacement de l'aiguille étudiée par M. Lacroix. Le dernier cycle éruptif n'a pas connu pareil

¹ Dans tout ce paragraphe, j'ai fait état de lettres de M. Arsandaux.

² Déclaration de M. Perret au journal *La Paix*, 8-10-1930.

³ Arsandaux, *Revue Scientifique*, 28-4-1934, p. 250.

monolithe. En 1932, néanmoins, il n'y avait plus guère, en voie de croissance, que la grosse masse turriforme dominant la Petite Savane et dont les éboulis filaient déjà vers la Rivière Sèche, dans la direction de Saint-Pierre. Il faut répéter ici qu'à ce moment une nuée, comme celles que nous avons vues et photographiées, partant du même endroit, eût certainement atteint la ville. Sans doute ne peut-on raisonner dans ce domaine que par analogie : la menace qui en résulte n'est pas négligeable cependant.

J'ai dit ailleurs ¹ ce que je pensais de la renaissance de Saint-Pierre, du Morne Rouge et du Prêcheur. La sagesse idéale eût commandé d'évacuer toute cette zone sans esprit de retour. L'attachement obstiné au terroir, d'autres contingences aussi l'ont emporté. Il y a quelque grandeur après tout dans cette attitude. Il est plus difficile de comprendre et d'excuser, si ce n'est par les nécessités de la politique locale, certains encouragements officiels alors prodigués. On a construit des églises, des presbytères, des mairies, des écoles, le tout sur les millions de la contribution nationale accordée par la Métropole en vue d'équiper la zone volcanique. Or, il ne devait s'agir en principe que de routes d'évacuation et d'abris pour les sinistrés, ainsi que de la construction et de l'installation d'un observatoire moderne. Il faut reconnaître que celui-ci fut assez rapidement édifié et équipé de manière technique remarquable. Mais une seule des routes d'évacuation prévues, celle du Morne Rouge aux Deux-Choux, fut mise en chantier, sur une longueur de six kilomètres d'abord, de huit ensuite. Commencée en 1929, elle fut achevée en 1939, à cause de sa valeur économique et touristique. Outre les travaux signalés plus haut, le reste de la contribution nationale servit à indemniser des sinistrés, heureusement moins à plaindre que ceux de 1902. Autant que je sache d'ailleurs, on ne consulta point l'Observatoire sur l'emploi de ces sommes...

Il n'y a aujourd'hui que quelques esprits originaux à se souvenir de cette histoire, ainsi que de l'affolement qui suivit le dernier réveil de la Pelée. J'ai encore dans l'oreille l'appel émouvant des « cornes de lambi » ² se répondant de morne en morne. Je revois la course éperdue des « serbis » ³ dans la nuit tropicale, le troupeau pittoresque et lamentable des réfugiés égrené sur les routes, traînant qui sa « marmaille », qui ses poules ou son cochon, parfois le tout attaché par des cordes à la ceinture. Il est difficile alors de garder sous le boisseau la lueur, si clignotante qu'elle puisse être, des possibilités entrevues et c'est pourquoi je suis de ceux pour qui vaut toujours l'avertissement de M. Lacroix écrivant en 1908 que « si la vie se réinstalle peu à peu dans cette région, même d'une façon incomplète, il est à souhaiter que tous les détails de l'histoire du terrible passé, ne soient pas trop vite oubliés, que le dangereux voisin continue à être surveillé de très près et

¹ Revert, *Annales de Géographie*, 15 mai 1931, *Revue de la Martinique* numéro de juillet 1933.

² Coquillage d'un strombe commun aux Antilles et qui une fois percé, peut servir de trompe.

³ Torche de paille qu'on imbibe de résine, à l'ordinaire de gommier, ou bouteille de pétrole avec une mèche en coton.

que des voies d'évacuation facile soient établies, puis soigneusement entretenues »¹.

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée après ses éruptions*, p. 28.

PREMIÈRE PARTIE

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

CHAPITRE IV

LES TERRAINS VOLCANIQUES

1. — LES DÉPÔTS DE NUÉES

[Retour à la table des matières](#)

LES nuées cependant laissent derrière elles d'abondants dépôts. M. Lacroix leur a consacré un long chapitre. Il y souligne entre autres choses que la distribution des matériaux n'est pas la même que dans le cas de projections verticales et se caractérise avant tout par sa symétrie. Pendant l'hiver de 1902-1903, des brèches « ayant une épaisseur d'un nombre respectable de dizaines de mètres »¹ se sont accumulées dans la vallée de la Rivière Blanche, alors qu'il ne tombait rien sur le bord oriental du cratère. Le fait s'est reproduit en 1929. Après l'explosion du 12 novembre, le Plateau des Palmistes n'a plus jamais été atteint, tandis qu'un comblement impressionnant se continuait dans l'ancienne Rivière Blanche.

Comblement localisé d'ailleurs au secteur directement parcouru par les nuées. MM. Lacroix et Giraud ont justement insisté sur l'aspect chaotique de l'ensemble : aucun classement par ordre de grosseur à partir du cratère, mais des blocs et fragments de toutes tailles « et parfois de dimensions colossales, de composition minéralogique uniforme, sont mélangés avec de la cendre »². Nous avons revu en 1929 ces fragments tantôt arrondis, tantôt à angles vifs, comme nous avons de nouveau trouvé dans la Rivière Sèche des amas de bois carbonisé.

Giraud désigne comme caractères distinctifs, outre l'allure chaotique des blocs épars dans une cendre fine, « le nombre des bombes, la quantité de blocs cannelés et craquelés, fendillés... et aussi la présence très constante d'une croûte

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 379.

² Lacroix, *ibid.*, p. 381.

superficielle, sorte de patine peu épaisse résultant de la pulvérisation de la roche sous l'action des chocs violents reçus au sein du nuage dense pendant le transport »¹.

L'expérience a montré que tel ou tel de ces caractères, regardé comme spécifique par Giraud, pouvait, à l'occasion, manquer. M. Lacroix avait indiqué déjà que les bombes craquelées et les débris du vieux sol ne se rencontrent que dans les apports de très grands paroxysmes². En fait, il n'en a jamais été découvert avec certitude dans les dépôts de 1929-1930. Les membres de la mission officielle qui ont sillonné le champ de cendres dans toutes les directions n'en ont jamais rencontré, si ce n'est au pied des crêtes encaissantes et dans des conditions telles qu'ils ont toujours cru pouvoir les rapporter sans hésitation aux manifestations de 1902, voire à d'autres plus anciennes. J'ai repris l'exploration, de manière, il est vrai, plus intermittente au cours de mon dernier séjour. Les résultats ont été les mêmes.

Sans doute est-il d'autres observateurs qui prétendent avoir été plus heureux. Chaque fois que des précisions ont été données sur le lieu de la trouvaille, il s'agissait de conditions topographiques que nous nous refusions à considérer comme satisfaisantes. Je citerai au passage une ravine longeant le Morne Saint-Martin, l'arrière du vieux dôme, les pentes conduisant à la haute Falaise. Par contre, j'ai remonté certains cañons recreusés dans les dépôts de 1929. Malgré les progrès rapides de l'érosion, je n'ai rien trouvé, dans les coupes naturelles ainsi offertes, qui me parût ressembler aux bombes classiques en croûte de pain. Elles ne sont donc pas obligatoirement concomitantes des dépôts de nuées.

Il en est de même pour les blocs craquelés, cannelés, fendillés. Les marques, très visibles au début, s'atténuent par la suite de manière rapide. J'ai eu l'occasion de remonter de bout en bout la Rivière Sans Nom, à peu près entièrement recreusée dans les apports de 1902. « La disparition des éléments fins ou de faibles dimensions, écrivait M. Lacroix en 1908, laisse le nouveau thalweg encombré par une accumulation de blocs énormes qui constituera à tout jamais le trait essentiellement caractéristique de cette vallée. »³. Lorsque nous l'avons abordée en octobre 1929, nous avons été frappés au contraire de son allure de cañon régulier entaillé à sept ou huit mètres de profondeur moyenne dans sa partie inférieure et remblayé de matériaux assez fins. Les blocs de grande taille étaient rares dans le fond. Ceux que nous avons rencontrés présentaient des formes arrondies, sans aucune trace de croûte superficielle. Celle-ci ne se trouvait pas davantage sur les mastodontes alignés près de la Rivière Sèche. On peut donc admettre que, si elle a existé, elle s'est trouvée rapidement détruite par le travail des agents atmosphériques. Dès 1930, il était facile « d'écailler » certaines des roches projetées en 1929 : aussi peut-il y avoir des dépôts de nuées ardentes où ne se rencontre aucune patine. En fin de compte, j'admets qu'il suffit, pour avoir

¹ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 33.

² Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 381.

³ Lacroix, *La Montagne Pelée après ses éruptions*, p. 23.

chance de se trouver en face d'eux, de rencontrer des chaos de blocs fréquemment anguleux, de toutes grosseurs, mélangés à de la cendre fine et à des lapilli.

À la limite d'ailleurs, ces dépôts sont à peu près impossibles à séparer des brèches d'écroulement venues du dôme. Au demeurant, les nuées, en s'atténuant, n'avaient plus qu'une capacité de transport très limitée et ne dépassaient guère la base du talus d'éboulis, en amont du Lénard. M. Perret¹, puis M. Romer² ont insisté sur ce que le dernier a appelé les « pseudo nuées ». Elles étaient provoquées par les fortes pluies qui, tombant sur le dôme encore à haute température, semblaient le pénétrer et former au bout d'un certain temps, un quart d'heure à une heure et demie et même davantage, une espèce d'émission descendant rapidement, émettant des nuages cendreaux avec prédominance de vapeur d'eau³.

On pourrait discuter sur la limite imprécise qui a séparé ces phénomènes des véritables nuées en voie de décroissance. Il est probable que, suivant le cas, les volutes aperçues de l'Observatoire appartenaient tantôt aux unes et tantôt aux autres. Dans tous les cas, la force de transport était singulièrement atténuée et ne s'exerçait plus que sur le cailloutis quasi-uniforme provenant du talus d'éboulis et dont les plus gros éléments ne dépassaient pas deux à trois décimètres cubes. Il avait dû en être de même vers la fin de l'éruption de 1902. À hauteur du Lénard, avant les premières nuées de 1929, nous avons déjà rencontré un pavage anguleux et délavé de cette sorte. L'ancienne vallée de la Rivière Blanche, que le comblement avait élargie à trois ou quatre cents mètres jusqu'au pied du dôme, présentait dans sa partie haute l'aspect d'un vaste champ de pierres du même calibre que des torrents intermittents avaient alignées en de longues moraines encore instables et où la marche s'avérait particulièrement difficile.

Giraud écrit encore : « Latéralement, les brèches (de nuages denses), par diminution graduelle des blocs à mesure que l'on s'éloigne du cratère, passent à des cendres stratifiées qu'il devient impossible de distinguer des accumulations produites par des éruptions du type vésuvien, seules bien connues jusqu'ici. »⁴.

Or, dans la majeure partie des cas, cette diminution graduelle n'existe absolument pas. On va sans transition, ou presque, d'un genre de dépôts à l'autre. Pourquoi ?

Je me suis efforcé de montrer plus haut que tous les gros blocs transportés par les nuées s'étaient déposés entre la mer, la montagne d'Irlande et la Rivière Sèche. Aucun n'a pu franchir cette limite en 1929, alors que les volutes la débordaient facilement et couvraient la zone littorale sur quelque distance d'une couche de cendres fines et brûlantes. J'aurais donc tendance, en ce qui me concerne, à regarder l'absence de transitions latérales comme une présomption sérieuse en faveur du dépôt par les nuées elles-mêmes des cendres encaissantes.

¹ Perret, C. R. A. Sc. Tome 193, p. 1439, 28-12-1931.

² Romer, *Bull. Vol. XIV*, 1936, p. 112.

³ Romer, *ibid.* p. 112.

⁴ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 33.

Il est un dernier caractère d'ordre topographique qui peut avoir sa valeur en l'affaire. Les exemples de 1902 et 1929 semblent montrer que dans une région comblée par les apports de nuages denses les vallées ne se recreusent pas forcément sur le même emplacement. La nouvelle Rivière Claire aboutit maintenant, à plus d'un kilomètre au Nord de son ancienne embouchure. Les cartes jointes montrent les transformations qui se sont produites à cet égard. Deux causes principales semblent être intervenues dans ces variations ; les nuées, celles du dernier cycle tout au moins, ont toujours obéi pour une large part aux lois de l'écoulement des liquides. De grosses accumulations de matériaux tendaient à se produire dès que la pente s'atténuait suffisamment. Il est impossible de retrouver dans la topographie actuelle les traces de l'ancien cours inférieur de la Rivière Claire. Le cañon bien marqué en 1929 est remplacé par une sorte de delta bombé et chaotique où se trouvent quelques-uns des plus beaux spécimens vomis par le volcan.

D'autre part, le recreusement actuel a commencé, en 1930, au pied des crêtes assez abruptes pour n'avoir pas été ennoyées sous les dépôts récents, toujours très perméables. Les eaux chargées de cendres venues de ces crêtes arrivent avec une force d'érosion considérable. Lorsque le cañon qu'elles ouvrent atteint une profondeur suffisante, les parois tendent à s'évaser plus ou moins. L'on assiste alors à une véritable inversion de la topographie antérieure, suivant le processus indiqué dans le schéma ci-dessous :

La rivière Blanche et la rivière Sèche :

[Retour vers la table des illustrations](#)

I. — Avant 1902. La Rivière Blanche et la Rivière Sèche drainaient le flanc S-W de la Pelée. La première, de beaucoup la plus importante, était grossie de la Rivière Claire et d'un affluent de gauche passant au Sud-Est du Morne Lénard.

II. — Entre 1902 et 1929. Les dépôts accumulés par les nuées de 1902 ont comblé la vallée de la Rivière Blanche. La Rivière Claire s'est ouvert un passage direct vers la mer. Dans l'axe même du comblement s'est creusé le cañon de la Rivière Sans Nom, qui recueille les eaux de ruissellement du Dôme. L'affluent de gauche de la Rivière Blanche a été capté par la Rivière Sèche.

III. — État actuel (1941).

1. Emplacement du lac de la Rivière Claire, 1930-1931. 2. Petit lac actuel. 3. petit morne laissé intact par les nuées, dont une branche est passée dans le ravin longeant le Coffre à Mort. Après le comblement par les nuées de 1929-1930, le creusement a recommencé au pied, des crêtes. Le cours inférieur de la Rivière Claire s'est déplacé d'un kilomètre vers le Nord, tandis que sa branche de gauche, celle de la Rivière Chaude, arrivait par érosion remontante à recueillir les eaux d'une partie du nouveau dôme. L'ancien affluent de la Rivière Blanche, capté par la Rivière Sèche, en a fait autant. Le système de la Rivière Sans Nom n'existe plus qu'à l'état de souvenir.

J'ai pu suivre de bout en bout le recreusement, des vallées actuelles : les dessins et photographies joints montrent la vallée qui existait en 1929 vers les anciennes sources chaudes du Morne d'Irlande, à deux kilomètres et demi de la mer, le comblement de 1930 et quelques aspects du grand ravin ouvert depuis lors.

Mais ces phénomènes se sont produits ailleurs que dans la Pelée. Giraud a été le premier à reconnaître qu'il existait à l'Ouest des Pitons du Carbet, comme dans la presqu'île du Diamant, d'incontestables dépôts de nuages denses, émis par des volcans aujourd'hui éteints. Il n'est que de longer en bateau les falaises de la côte occidentale pour s'en rendre compte et pour retrouver, dans la région de Case Pilote par exemple, des inversions de relief analogues à celles que nous venons de définir. Là d'ailleurs où elles existent, il y a quelques chances, même si les autres caractères sont moins nets, pour qu'on ait affaire à des dépôts de nuées.

On sent bien le scrupule qui a freiné Giraud lorsqu'il admet qu'en 1902 les brèches de nuages denses auraient pu se développer sur quinze kilomètres et plus : « Avec des éruptions plus violentes, déclarait-il, on peut parfaitement admettre l'extension de pareils dépôts jusqu'à des distances doubles ou triples. »¹. Il en concluait, que les Pitons et les volcans du Sud avaient dû connaître des manifestations péléennes encore plus grandioses que celles de 1902. Sur ce point, à nouveau, les constatations opérées lors de la dernière période d'activité permettent de se faire une opinion presque inverse. Il a été souligné déjà que si les nuées de 1929-1930 n'ont ravagé qu'un secteur restreint, elles y ont laissé des accumulations de matériaux fort importantes comme dans la moyenne Rivière Claire à hauteur des sources chaudes, dont le cañon a été comblé et mis de niveau avec le glacis descendant du Lénard.

¹ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 35-36.

EXEMPLE DE COMBLEMENT PAR LES NUÉES

[Retour vers la table des illustrations](#)

I. — La Vallée de la Rivière Claire, à hauteur des Sources Chaudes (2 km. 500 de la mer) en octobre 1929.

Ravin encaissé. Terrasses en gradins. Les Sources Chaudes sortaient du premier escarpement de gauche, haut de 15 à 20 m.

II — Le même endroit, six mois plus tard, après le passage des nuées. La vallée a disparu et faite place à un immense glacis. Hauteur approximative du comblement à cet endroit : 50 à 60 m.

Il ne me paraît, pas téméraire d'admettre, dans ces conditions, que les brèches de nuages denses, lorsqu'elles sont fort épaisses, ont chance d'avoir été déposées au cours de manifestations relativement tranquilles ne dépassant pas les limites des crêtes encaissantes, tandis que les grands paroxysmes ont plutôt saupoudré d'immenses territoires d'une assez mince couche de débris. La présomption dans ce sens me semble renforcée par la rapidité avec laquelle, tout le long de la mer Caraïbe, on passe d'une formation à l'autre.

Il n'est donc pas nécessaire, en fin de compte, de faire appel à l'hypothèse catastrophique de Giraud, qui paraît avoir été fortement influencé par l'opinion, classique en l'espèce, suivant laquelle les phénomènes géologiques auraient été beaucoup plus intenses à la fin du tertiaire que de nos jours. Il est même loisible de considérer que les manifestations de 1929 doivent se rapprocher davantage que celles de 1902 de ce qu'on pourrait appeler le type normal des nuées péleennes. Les quelques siècles d'inactivité à peu près complète de la montagne expliqueraient assez bien la violence des manifestations explosives il y a quarante-cinq ans. On aurait eu quelque chose d'analogue aux « éruptions pliniennes » de Mercalli, tandis qu'il se serait agi en 1929 d'une reprise d'activité ordinaire, comme de nombreux volcans en ont à intervalles plus ou moins longs. Dans ce cas, il ne serait pas impossible qu'on se trouve au début d'un nouveau cycle de manifestations éruptives, dont nul évidemment n'est en mesure de supputer la durée. Cela n'est pas plus absurde, en tout cas, que de faire de la Pelée un volcan à l'agonie, bientôt définitivement éteint.

Une autre conséquence de ces observations, c'est que les nuées ont joué dans l'édification de l'île un rôle plus important que celui admis par Giraud. Celui-ci ne reconnaît comme indubitables, dans le massif même de la Pelée, que les brèches du flanc Sud, de la Roxelane, avec celles de Sainte-Philomène, et du Coffre à Mort. Il voulait bien y ajouter comme probables celles de la ravine Lagarde auprès de Perpigna. Or je pense avoir montré que, dans plus d'un cas, il y aurait lieu de rattacher aux nuées ces accumulations, si fréquentes dans l'île, de blocs et fragments anguleux mêlés de cendres, même lorsque les blocs ne dépassent pas quelques décimètres cubes.

Par ailleurs, des formations exactement analogues aux coupes que le ravinement offre dans les dépôts de 1929-1930 existent non seulement de Saint-Pierre à Sainte-Philomène, mais bien au delà. Je considère comme indiscutable qu'elles forment toutes les falaises de la Pointe Gribouldin à l'Anse Céron. Le chemin de l'Anse Belleville les entaille très nettement entre Grand Case et l'habitation de M. J. de Reynal. À « la Marie », des dépôts de nuées presque aussi nets que ceux de Bellefontaine s'empilent sur quatre-vingt mètres de hauteur. La vallée même du Prêcheur présente dans ses parties moyennes et hautes une structure analogue à celle de l'ancienne Rivière Blanche. Vue du vieux dôme, celui de 1902, elle apparaît comme une large trouée qui a pu servir de guide à des nuées issues du Morne de Macouba. (Cf. Pl. XII, 1.)

Le même faciès chaotique se retrouve dans tous les cañons qui entaillent le versant Nord entre le Macouba et Grand Rivière. Là encore la route coloniale actuelle offre des coupes très caractéristiques et qui, à mon avis, ne laissent pas de doute sur l'origine des dépôts. On les retrouve à la ravine Roche, près de Basse-Pointe. Vraisemblablement, existent-ils le long du chemin qui mène à « La Démare ».

Pourquoi voudrait-on d'ailleurs qu'il en fût autrement ? Il semble normal d'admettre qu'au cours d'une histoire forcément longue un volcan a chance d'émettre à peu près également dans tous les sens les mêmes matériaux. Si les dépôts de nuées existent sur un versant, il y a présomption qu'ils se rencontrent également sur les autres. Or, si l'on regarde la carte de Giraud, on est amené à constater qu'il n'a trouvé trace d'anciennes nuées que sur les versants W. et S. de la Pelée, des Pylons et des hauteurs du Diamant, c'est-à-dire dans la zone qui est suivant l'expression consacrée, sous le vent et par conséquent la plus sèche de l'île. Il n'y a d'exception apparente que pour le Morne Bigot, dont les principales brèches se rencontrent sur le versant Nord, mais celui-ci, à l'extrémité d'une longue péninsule, se situe quand même en pleine région aride.

Il ne semble pas interdit d'en déduire deux hypothèses : la première c'est que Giraud, fidèle à son extrême prudence, qui s'explique, comme nous avons essayé de le montrer, par le caractère même des phénomènes, auxquels il avait assisté, n'a voulu parler de dépôts de nuées que dans des cas absolument incontestables et lorsque ces dépôts n'avaient pas été altérés ; la seconde c'est que la cause des altérations plus ou moins rapides d'un même dépôt doit être cherchée dans les facteurs climatiques et en particulier dans la répartition des pluies, qui sont, sous un climat pareil, un redoutable agent de désagrégation et de décomposition. Si les restes de nuages denses ne sont facilement reconnaissables maintenant que dans les parties sèches de l'île, tandis qu'ailleurs ils sont masqués par des latéritisations plus ou moins profondes, c'est un argument de quelque valeur en faveur d'une certaine permanence dans le climat de la Martinique, la direction des vents et la répartition des pluies depuis la fin du tertiaire.

En fait, tous les dépôts signalés par Giraud se trouvent dans la zone où il tombe moins de deux mètres et souvent moins d'un mètre cinquante de pluies. Le même auteur a souligné les difficultés qu'opposait ailleurs à toute recherche la végétation tropicale et l'épais manteau de latérite. Les constructions et élargissements de routes et de voies ferrées permettent cependant d'avoir des coupes intéressantes. Les travaux d'aménagement entrepris de Saint-Joseph à Trinité, en 1938-1939, ont été des plus instructifs à cet égard. À la Rivière Blanche, à la Chapelle sans Croupion, à la Lézarde des tranchées de sept à huit mètres de profondeur révèlent une structure chaotique où des blocs encore anguleux sont noyés dans des masses plus ou moins latéritisées. C'est le pendant probable, sous climat humide, de ce qu'on trouve à Bellefontaine ou à Case-Pilote, sous climat sec, tandis que les dépôts de Bellevue à Fort-de-France représenteraient un stade intermédiaire.

Pour toutes ces raisons, je penserais volontiers qu'il faut doubler, sinon plus, la part faite aux nuées. La carte jointe donne une idée approchée de l'importance que je leur accorde dans l'île et que je ne crois absolument pas avoir exagérée. Il faudrait, en réalité, leur rapporter une large part de ce que Giraud attribue simplement aux ponces.

2. — LES ANCIENS CENTRES D'ÉRUPTION

Les deux cycles d'activité volcanique qui se sont déroulés de 1902 1905 et de 1929 à 1932 ont montré qu'il existait un rapport certain entre la production des nuées et l'édification d'un dôme subséquent. Partout où l'on retrouve trace des premières, on est en droit de rechercher l'édifice qui a dû s'élever à leur point d'émission. M. Lacroix a été le premier à définir ainsi les Pitons du Carbet, dont le groupement rappelle certaines montagnes phonolitiques du Massif Central. Ils sont entièrement constitués par la même roche, « une dacite à gros phénocristaux de quartz, que l'on rencontre sans modifications macroscopiques notables sur près de 7 km. 5 le long de la route de la Trace qui traverse le massif ». Et ces Pitons sont « comparables au dôme de l'éruption actuelle, bien qu'ils présentent des dimensions incomparablement plus grandes » ¹. (Cf. Pl. XI, 2.)

Giraud croyait même reconnaître au Morne Vert le bord d'une caldeira dont le fond n'aurait pas été complètement remblayé. Le village actuel, l'orientation mise à part, se trouverait dans la même position relative que la Petite Savane, au-dessus du Morne Saint-Martin, par rapport à la Pelée ².

L'âge du massif demeure indéterminé. Il remonte probablement au tertiaire. La régularisation des Pitons s'est faite par écroulement de la carapace superficielle.

M. Lacroix ajoute que cette hypothèse se confirme par la considération de deux autres gisements dacitiques au Gros Îlet et au Rocher du Diamant, situés l'un et l'autre dans le Sud et sur lesquels l'érosion a eu le temps de s'exercer de manière beaucoup plus intense. Il tend à interpréter dans le même sens le Piton Pierreux, au N. W. de l'île, et le Morne Bigot dans la presqu'île du Diamant. Giraud a rencontré une formation analogue dans les à pic qui dominent Rivière Pilote vers le Sud et dont on peut reconstituer assez bien la structure grâce aux tranchées profondes ouvertes pour les routes.

Ailleurs, l'on se trouve en face des formes classiques plus ou moins démantelées. Le Morne du Diamant se présente comme un ensemble complet dont la silhouette se distingue de toutes les hauteurs importantes de l'île. Le sommet est en forme de coupole et sa pente descend vers l'Est suivant une courbe élégante et régulière. Vers l'Ouest, au pied même de la calotte terminale, s'étend un petit

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée après ses éruptions*, p. 59 sqq.

² Giraud, *Esquisse géologique*, p. 44 sqq.

plateau de profil analogue à celui des Palmistes. L'ossature est constituée par de puissantes roches en place.

Souvent aussi l'érosion a dégagé des cônes réguliers. Le Piton Gelé domine le Champ Flore d'une pointe où s'effilochent des brumes légères. D'autres moins élevés, mais de contours encore nets, se retrouvent dans le Sud, aux abords des Roches Carrées ou même entre le Robert et le Vauclin. Ils signalent fréquemment d'anciens necks ; quelquefois même, sur les flancs N. et N.-E. du massif du Carbet, la forme s'empâte et l'on n'a plus qu'un pointement de peu d'importance qui domine un petit massif à quatre pans. C'est le cas, par exemple, du Morne Lacroix, au-dessus de Fonds Saint-Denis ou du Balisier, près du Morne Rouge. On se trouve là, semble-t-il, en face d'un stade un peu plus avancé de démolition.

Au fur et à mesure que celle-ci se développe, les formes premières s'ennoient sous les décombres ou les produits de décomposition et deviennent fort difficiles à reconnaître. Déjà, rien ne sépare plus, au premier coup d'œil, la Pointe Burgos, où M. Lacroix a étudié un curieux dôme de basalte à quartz, des caps voisins qui enserrent les Anses d'Arlets. Le massif Vert Pré-Gros Morne apparaît de loin comme une lourde ondulation de terrain qui ne se distingue plus extérieurement de celles qu'on trouve aux alentours de Saint-Joseph ou de Trinité.

3. — LES COULÉES

Il peut se modeler, de la sorte, des formes assez trompeuses. S'il est un point aisément, reconnaissable, c'est bien la Montagne du Vauclin, dont la coupole, visible presque de la Guadeloupe, a servi de tout temps aux navigateurs pour reconnaître l'île. Le sommet en est pourtant constitué par une couche de lave dont on ignore le point exact d'origine. Il en est de même pour le Morne des Marins, le Morne Vert de la carte marine, dont la silhouette conoïde domine la basse vallée du Carbet. Il est constitué à la base par des alluvions torrentielles à gros blocs au milieu desquelles se voient des dépôts de coulées boueuses ou même de nuées ardentes qui s'étendent sur 150 mètres au moins d'épaisseur. Au-dessus s'est étalée une puissante coulée d'andésite entaillée par les rivières et dont les restes s'observent, à la même hauteur, sur les parois opposées de la vallée. C'est à la limite de cette coulée et des dépôts sous-jacents que se sont creusées les grottes de Fonds-Mascret, qui, comme celles du Morne-Vent, sont encore fort mal connues.

La plupart du temps, néanmoins, les coulées se présentent avec des caractères assez facilement reconnaissables. Leur développement en fait du reste un des traits structuraux de la Martinique, bien qu'on n'y rencontre nulle part des champs de lave du type Hawaïen.

D'après Giraud, il n'existe probablement aucune coulée véritable dans le massif de la Pelée, mais on en trouve de nombreuses autour des Pitons du Carbet ¹. Les

¹ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 41 sqq.

plus importantes atteignent de huit à dix kilomètres de longueur et sont larges de quelques centaines de mètres tout au plus.

Elles ont été souvent altérées. Mais leurs caractéristiques essentielles demeurent. On trouve par exemple des laves tubulaires et cordées dans le massif Rivière Pilote-Morne Goumier. Un éboulement récent a mis au jour, à Préfontaine, des « orgues » à quatre pans de quelques mètres de haut et très inclinées par rapport à la verticale *. Entre le Robert et le François, au pied des falaises de la Duchêne, existait en 1940 un autre exemple d'orgues rectangulaires de bien plus petite taille, mais curieusement disposées en éventail. Le propriétaire du lieu n'y a vu qu'une carrière facile à exploiter.

Ce sont ces mêmes orgues qui ont donné son nom au Morne des Roches Carrées. Il est, comme Moreau de Jonnés l'observait déjà, parsemé de blocs polyédriques utilisés pour les seuils ou les linteaux de porte. Il existe près de Fort-de-France même, à la Pointe des Nègres, et dans les escarpements du Plateau Didier, des ébauches de prismes. Dans toute l'île se rencontrent des exemples de décomposition en boule. À la Pointe des Nègres encore, le lit d'un petit ravin, à peine dessiné, présente un faciès assez curieux de blocs empilés les uns sur les autres et qui rappelle les « chaos » des pays granitiques. On en retrouverait sans trop de mal en plus d'un endroit de la région aride et rocailleuse qui s'étend de Schoelcher à Bellefontaine.

Les fissures dues au retrait, tant longitudinales que transversales, se montrent fréquemment. Il arrive que les parties extérieures de la coulée, donnent l'impression d'une sorte de stratification régulière. Un cas, typique s'offre à la sortie de Fort-de-France sur la route de Balata, dans les carrières qui fournissent les matériaux d'empierrement à toute la région. Sous la terre végétale apparaissent des lits successifs de lave décomposée qui ont pris une couleur grisâtre et s'effritent sous le doigt, puis l'on passe à des couches de plus en plus dures. La roche compacte ne se trouve qu'à une assez grande profondeur. Ailleurs l'aspect feuilleté domine et l'on peut débiter de grandes plaques, analogues, à celles qu'emploient les montagnards du Massif Central pour leurs couvertures. La rive Nord du Marigot de Bellevue en offre de beaux exemples. Il en existe à la ravine Didier, à la Rivière l'Or. Dans la haute vallée de la Rivière Claire, au pied du Petit Bonhomme, on croirait presque se trouver au milieu de couches de gneiss ou de grès armoricain fortement relevées. Plus loin, le jeu d'une cascade temporaire a mis à nu une structure imbriquée d'apparence complexe.

Dans l'ensemble, les coulées ont assez bien résisté aux agents de destruction et présentent des formes topographiques aisées à reconnaître. Celles des Pitons du Carbet, les plus importantes, ont l'aspect de planèzes étagées. C'est le cas pour la région de Fort-de-France. La coulée de la Pointe des Nègres, la plus occidentale, est aussi la moins élevée. Celle du Plateau Didier, qui se trouve assez loin en arrière, domine d'une centaine de mètres, et par des escarpements souvent à pic, la

* Cf. Pl. XI, 1.

vallée de la Rivière Madame et le quartier de l'Ermitage. Celle de la Redoute s'étale aux environs de 200 mètres et permet d'embrasser un vaste panorama sur les Pitons, la côte occidentale et la baie du Lamentin. Le Plateau Larcher supporte l'étang origine de la Rivière l'Or. Le Morne des Olives est un des quartiers les plus écartés, mais les plus habités aussi de Saint-Joseph. Les coulées se sont jointes aux dykes pour former le plateau assez vaste qui a donné son nom au Morne la Plaine.

4. — PONCES, CENDRES ET LAPILLI

Malgré l'importance des dépôts de nuées, des anciens dômes, comme des coulées, une large part doit encore être faite aux produits de projection : ponces, cendres et lapilli. Les bombes, elles, ne se rencontrent guère que dans les dépôts de nuées bien conservés et dans les parties hautes de la Pelée. Il en existe une assez forte accumulation vers la vallée supérieure de la Falaise, où sont venues s'échouer la plupart de celles qui avaient été projetées sur les pentes extérieures du Plateau des Palmistes. Les plus grosses ne dépassent pas quelques mètres cubes. Elles présentent l'aspect caractéristique en croûte de pain et restent ainsi dans le type vulcanien. Giraud fait remarquer avec raison que nulle part dans l'île on n'a encore rencontré les bombes classiques, en forme de fuseau arrondi, du type strombolien ¹.

Les ponces ont joué un rôle beaucoup plus considérable dans l'édification du pays. Elles sont en général assez malaisées à reconnaître au Sud de Fort-de-France, à cause des altérations profondes qu'elles ont subies. On les retrouve plus facilement dans le massif des Pitons, surtout aux altitudes moyennes. Le sol apparaît alors comme élastique et sonne le creux. L'érosion y sculpte des arêtes vives sur lesquelles un sentier même a peine à se faufiler, comme entre Grand-Fonds et Absalon. L'ancienne « Trace des Jésuites », qui va de Saint-Jacques au « Trou Matelot », franchit, après le morne de Sainte-Marie, une crête ébouleuse entièrement formée de ces ponces qui roulent sous les pieds et qui paraîtraient avoir été vomies de la veille, n'était la luxuriante végétation des alentours.

Elles constituent enfin une très grande partie des terrains dans le massif de la Pelée. De la Rivière des Pères à celle du Céron, il n'est aucune ravine qui ne les entaille profondément sur une partie de son cours. Dans la moyenne vallée de la Rivière Sèche, qui n'a pas été atteinte par les dernières éruptions, elles occupent en maints endroits le fond du thalweg, ce qui explique, à chaque rupture de pente, les pertes et résurgences du cours d'eau. Elles sont d'ailleurs assez curieuses par les variations de coloris qu'elles présentent. Les unes sont d'un blanc éclatant, d'autres apparaissent gris sale, jaune soufre, brun rouge, voire même violet d'évêque. Ces dernières ont posé un petit problème peu commode à résoudre jusqu'au jour où l'on s'aperçut que cette belle coloration n'était pas à rechercher dans un processus d'altération chimique, mais était due beaucoup plus simplement aux déjections de

¹ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 36.

petits oiseaux qui se nourrissaient de baies rouges, en particulier de sorbier, nombreuses à cet endroit.

Il n'y en avait, par contre, qu'assez peu en 1929 dans le cañon de la Rivière Sans Nom, presque entièrement recreusé au milieu des dépôts de 1902, sauf en quelques points où elles formaient des parois de cinq à six mètres de haut. On pouvait assez vraisemblablement les attribuer, suivant le témoignage de M. Lacroix, à l'éruption du 9 juillet 1902¹.

Mais leur plus grande accumulation se trouve le long de la Montagne d'Irlande et dans l'ancienne vallée de la Rivière Claire, le seul cours d'eau resté pérenne de cette région jusqu'au dernier cycle éruptif et qui en roulait chaque jour une certaine quantité à la mer. Elles étaient en général très blanches, bien calibrées, de la grosseur à peu près d'une petite pomme. Les chocs et les érosions qu'elles subissaient leur arrachaient des particules qui restaient en suspension dans le courant, ce qui explique le maintien par la tradition locale du nom de rivière Blanche après 1902, malgré son impropriété topographique.

Dans l'ensemble, les ponces demeurent à peu près absentes du champ de cendres de la dernière éruption. L'érosion seule en a mis quelques-unes au jour. La plupart ont d'ailleurs été arrachées aux terrains encaissants ou à de petits morne qui n'ont pas été recouverts par les dépôts de nuées. Mais le recreusement des ravines au pied de la grande crête du Morne d'Irlande y a ouvert des coupes verticales de quinze à vingt mètres qui le montrent constitué au niveau du Lénard par un formidable empilage de ces ponces. Elles se présentent en couches d'apparence assez bien stratifiées et dont l'inclinaison n'est pas toujours conforme à la pente du volcan. Elles forment, sans doute toute l'armature du morne en cet endroit. Le ruisseau de Fonds Canonville, qui recueille les eaux de l'autre versant, en a son lit tout encombré, bien qu'il traverse en son cours inférieur des terrains assez différents. Vu d'en haut, du Petit Bonhomme ou de la Corne Ouest de l'ancien dôme, il se détache en une traînée d'une blancheur éclatante sur le fond sombre du paysage. Ses apports à la mer ont été considérables. Triturées par les vagues, les ponces s'effritent et troublent à leur tour les eaux littorales. Du Morne des Cadets, on croyait avoir affaire à des débordements subits que rien n'expliquait. C'est seulement lorsque la région est redevenue accessible, au début de 1930, que l'on a compris le mécanisme du phénomène.

La plupart du temps, les ponces alternent avec des bombes et fragments de toute taille, dans les parties hautes, et plus loin avec des lits de cendres et de lapilli. Il a déjà été marqué que ces derniers constituent d'importantes formations dans le S.-E. de l'île, où ils apparaissent stratifiés et fossilifères lorsque leur chute dans une mer peu profonde les a mêlés d'éléments sédimentaires. Même lorsqu'on a affaire à des dépôts aériens ou subaériens, ils se montrent fréquemment en couches parallèles d'allure au premier abord assez trompeuse, comme au Nord du Vauclin ou dans la région de Sainte-Luce. Il en est de même à l'îlet à Ramiers ou dans la

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 323.

partie occidentale de la Pointe Burgos. On en retrouve près de Fort-de-France, au-dessus de la coulée qui aboutit à la Pointe des Nègres. Au fur et à mesure que l'on remonte vers le Nord, ils sont de plus en plus souvent associés à des lits de cendres fines. À cet égard, certaines falaises de la côte Ouest, au Nord du Cap Enragé, offrent des coupes remarquables. Il en est de même le long des routes qui montent au Morne Vert de Bellefontaine ou du Carbet. Les cendres y sont prises par endroits en une sorte de ciment gris blanc, dont quelques analyses exécutées sur l'ordre de l'ancien chef du Service de l'Agriculture, M. Biassières, ont démontré qu'il était assez riche en bauxite. Mais c'est surtout, comme il est naturel, dans le massif de la Pelée qu'elles existent en abondance et dans un état de fraîcheur relative. Il en est résulté des accumulations considérables en certains endroits. M. Lacroix a souligné que le Plateau des Palmistes, malgré sa position dominante, loin d'être un ancien cratère, apparaissait, presque entièrement constitué par des dépôts meubles de projection, en général assez petits et à pseudo-stratification de chute fort nette, comme on peut le remarquer sur la falaise encore visible de la rainure ¹.

La vallée du Prêcheur a poussé sa gigantesque entaille jusqu'au pied même du dôme. Le Céron, la Rivière La Mare, la Falaise descendent à la mer par des gorges aussi étroites que profondes. Sur plusieurs centaines de mètres parfois s'accumulent les dépôts d'éruptions successives. C'est ainsi que Giraud a observé dans la haute vallée de la Rivière Boiville, « au-dessus des alluvions torrentielles qui forment la base des escarpements, une première couche de terre végétale, avec débris de plantes, recouverte par une masse de ponces blanches, épaisse de cinq à six mètres, présentant nettement la stratification de chute. Leur partie supérieure, jaunie, parfois rubéfiée, supporte une deuxième couche de terre végétale, reste d'un ancien sol avec débris d'arbres », lui-même recouvert par d'autres formations ².

Il est un dernier trait que le même auteur a bien mis en lumière : on retrouve partout, dans le massif de la Pelée, une couche superficielle de ponces jaunâtres, en blocs parfois assez gros, qui supporte directement la terre végétale. Ces ponces épousent les inégalités du sol et couvrent la plupart des crêtes qui séparent les vallées. Leur régularité, leur répartition uniforme jusque sur les contreforts des Pitons suffiraient à montrer qu'elles sont récentes et postérieures au creusement des vallées actuelles. Les vestiges précolombiens qu'elles recouvrent nous ont déjà permis de situer entre le X^e et le XV^e siècle la date probable de la dernière éruption de la Pelée avant l'arrivée des Européens. Ainsi a-t-on l'impression que les forces vives qui ont construit la Martinique demeurent toujours actives.

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 14.

² Giraud, *Esquisse géologique*, p. 40.

PREMIÈRE PARTIE

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

CHAPITRE V

LA DESTRUCTION DU RELIEF

1. — LES PROCESSUS DE DÉCOMPOSITION

[Retour à la table des matières](#)

Il est vrai que l'œuvre de destruction ne le cède guère en importance. La température élevée et l'abondance des pluies chargées d'acide carbonique sont de puissants facteurs de désagrégation et de transformation. « Les roches volcaniques, qui constituent plus des trois quarts de la surface de l'île, perdent une notable partie de leurs sels alcalins... La silice est en grande partie éliminée chimiquement et mécaniquement. Il reste un mélange d'hydrate d'alumine et de fer retenant de très petites quantités de potasse, de soude, de chaux, d'acide phosphorique. Les oxydes de fer, insolubles, subissent une véritable concentration sur place, alors que les autres sels, plus légers, sont entraînés par les eaux de pluie... L'alumine et le fer restent sur place, formant la latérite, dont les caractères chimiques sont sensiblement les mêmes, quelle que soit la roche qui lui a donné naissance » ¹.

Dans la mesure où le processus a une valeur générale, la Martinique devrait donc apparaître, Pelée mise à part, comme à peu près uniformément recouverte de cette argile tropicale dure et infertile. Cependant un agronome aussi soucieux de ses intérêts que l'était M. O. Hayot distinguait dans l'île trois régions : le pays de l'obsidienne et des ponces, celui de l'ocre rouge, et enfin la zone des alluvions et des terres noires du Sud ². Nous avons souligné nous-mêmes qu'il s'est conservé sur les côtes Sud et Ouest de l'île d'anciens dépôts de nuées à peine altérés. Cela suppose, à la limite, toute une série de stades intermédiaires de latéritisation. En fait, on les rencontre en maints endroits. Quand on suit, par exemple, le chemin qui mène de Desmarinières à Sainte-Luce, on voit peu à peu se dégager de l'argile

¹ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 58-59.

² O. Hayot, *Matériaux pour l'histoire agricole de la Martinique*, réédition, p. 13-17.

rouge et informe un faciès à blocs d'abord arrondis, puis anguleux, pris dans un ciment qui vire peu à peu au jaune et même au blanc à peine teinté. Il en est de même entre le Baldara et l'Acajou. On retrouve des successions analogues entre Case Pilote et Grand-Fonds, le Morne Vert et le Carbet, Sainte-Marie même et le Lorrain. Il en existe aux abords de Fort-de-France, à la Redoute et près de Moutte.

Même dans les grands bois, là où les précipitations sont les plus fortes, le manteau de latérite est loin d'être uniforme. Les feldspaths de la dacite donnent, à l'occasion, une argile blanche voisine du kaolin qui s'est déposée en bancs plus ou moins épais dans la cuvette lacustre du Champflore, où elle a été longtemps exploitée par une poterie voisine. La plupart du temps, la décomposition n'est pas aussi avancée et l'on a affaire, sur le pourtour des Pitons, à un mélange d'argile grisâtre et de grains de quartz qui, sous l'action des pluies, « foire » de manière admirable. C'est ce qu'on appelle fort improprement, la « pouzzolane », utilisée pour l'entretien des routes et la fabrication de hérons, en général médiocres. Des gisements analogues existent ailleurs, en particulier dans la région de Rivière Salée.

En fait, une analyse attentive permet de saisir bien des nuances. Il est maints endroits où les anciens dépôts de torrents et de coulées boueuses se distinguent, avec leurs blocs à peu près intacts. Il n'est pas toujours besoin de creuser profondément pour trouver la roche en place. Giraud lui-même est obligé de reconnaître que, parfois, la latérite présente, « par suite de causes physiques, des modifications assez grandes. Ainsi, à la Tracée, au Galion, à Bassignac, sur l'arête du Calvaire, au Gros Morne, on observe à la surface une latérite jaunâtre, poreuse, perméable à l'air, résistant bien aux érosions et aux éboulements. Parfois, elle surmonte une latérite rouge plus compacte, plus lourde, très riche en fer. Mais le plus souvent la latérite jaune, légère, existe seule sur les arêtes, alors que la latérite rouge s'est accumulée dans les thalwegs ou les dépressions. Il y a en triage mécanique d'après la densité. La latérite jaune légère, surtout formée de bauxite, plus perméable, reste en place, alors que la latérite, très riche en fer, plus lourde, tend à descendre jusqu'à la roche saine ou se concentre dans les fonds de vallée »¹.

Autant que mes observations correspondent à la réalité, il y a eu confusion de la part de Giraud. Ce qu'il appelle latérite jaune apparaît, dès les abords de Saint-Joseph et tout le long de la route coloniale, jusqu'au Galion, sous la forme d'une et parfois deux couches d'un mètre à un mètre cinquante d'épaisseur maxima. C'est une sorte de sable au grain fin, mélangé parfois de petites pierres. Je l'ai retrouvé aux endroits indiqués par Giraud, mais également à Sainte-Marie, sur l'habitation Lassalle, au Morne des Esses, où on l'utilise pour la confection des bétons et mortiers, aux environs du Marigot et même du Lorrain. Son existence était connue depuis longtemps par les agronomes et tel gérant de l'habitation Bellevue, dans les hauteurs de Trinité, creusait jusqu'à l'atteindre ses canaux à niveau pour assurer le drainage naturel de ses cultures². L'épaisseur en augmente lorsqu'on remonte vers

¹ Giraud, *Esquisse géologique de la Martinique*, p. 58.

² O. Hayot, *Matériaux pour servir à l'histoire agricole de la Martinique*, p. 76-77.

la région du Calvaire. Il existe dans la haute vallée du Galion de véritables amas de lapilli. On peut donc en conclure que la latérite jaune de Giraud correspond à des cendres anciennes venues du Nord, où l'accumulation est la plus marquée. Ces cendres correspondraient à une des dernières éruptions des Pitons du Carbet, ou plutôt à une grosse manifestation vulcanienne de la Pelée.

Ce qui paraît confirmer cette interprétation, c'est qu'en plus d'un endroit, à Sainte-Marie, au Morne des Esses, près de Saint-Joseph, le sable jaune est séparé de la latérite rouge sous-jacente par les traces incontestables d'une ancienne couche de terre végétale. D'autre part, contrairement encore à ce qu'écrit Giraud, qui n'explique pas comment se serait fait le triage, ce sable ne recouvre pas systématiquement les crêtes pour disparaître dans les fonds de vallée. En fait, c'est sur les versants moyens qu'on le rencontre le plus fréquemment. Auprès des sommets, il a souvent été déblayé, par l'érosion. Les thalwegs ont continué de leur côté à s'approfondir. Le dépôt a donc eu lieu alors que les grands traits du relief existaient déjà, mais avant que leur modelé eût pris toutes ses formes actuelles.

La thèse de Giraud ne concorde d'ailleurs pas avec ce qu'on pense en général des latérites jaunes, moins lessivées à l'ordinaire que les latérites rouges, comme le montre l'analyse chimique ¹ et, dont les teneurs en alumine, fer et titane sont beaucoup plus faibles. Le hasard veut encore que le coin de la Martinique où on les rencontrerait soit l'un des plus arrosés de l'île entière.

À plus forte raison n'existe-t-il nulle part de cuirasse, latéritique véritable. L'on a seulement affaire à la latérite « meuble, qui, on n'en doute plus aujourd'hui, domine dans la région forestière » et tire son origine d'un « climat de type équatorial dépourvu de saison sèche efficace » ².

Même avec ce correctif, il semble encore que Giraud a fortement exagéré l'importance de ce genre de formation à la Martinique. Il s'est appuyé sur la très forte teneur en fer de certaines terres (262 gr., 30% à la pièce Macaque du Grand Galion) pour affirmer « un appauvrissement très marqué en silice et un enrichissement en alumine » ³.

Une première remarque s'impose — Giraud a pris comme composition moyenne des roches de la Martinique « celle de l'andésite de la dernière éruption, publiée par M. Lacroix, en même temps que celle de la plupart des types de roches de l'île » ⁴.

¹ Agafonoff, *Sols de Tunisie*, p. 148-149.

² J. Blache, *Les sols végétaux*, *Rev. Géog. Alpine*, 1941, fasc. 2, p. 168.

³ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 57.

⁴ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 56.

Si O ₂	63,88
Ti O ₂	0,31
Al ₂ O ₃	18,30
Fe ₂ O ₃	1,97
Fe O	4,32
Mg O	2,71
Ca O	6,32
Na ₂ O	3,17
K ₂ O	1,09
P ₂ O ₅	0,09
H ₂ O	0,19
<hr/>	
	100,35

Cependant, d'après M. Lacroix, la teneur en silice peut s'abaisser à 47,51 (Basalte doléritique de l'îlet à Ramiers), tandis que celle d'Al² O₃ monte jusqu'à 21,20 (Basalte à plagioclase entre le Marin et le Vauclin). La teneur en fer n'est jamais supérieure à 11 ni inférieure à 5 ¹.

D'autre part, de nombreuses analyses effectuées de 1937 à 1940 ont donné des résultats qui sont loin de concorder avec les conclusions de Giraud. Sur le pourtour du Champflore et des Pitons, deux échantillons prélevés montrent par exemple une très forte teneur en silice, un léger enrichissement en alumine, mais sans trace de concentration ferrugineuse.

	I Balata	II Champflore (Estripeau)
Silice totale	63,50	61,70
Al ₂ O ₃	22,22	25,08
Fe ₂ O ₃	6,08	2,92
Ca O	0,11	0,44
Perte au feu	8	9,80
Indosés	0,09	0,06
<hr/>		<hr/>
	100,00	100,00

Les quatre échantillons suivants proviennent de l'extrême Sud et ont été prélevés soit dans des pièces cultivées, soit sur les pentes d'un morne volcanique.

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 573.

	I	II	III	IV
Silice totale	54,20	48,20	55,60	56,70
Al ₂ O ₃	22,12	24,78	21,69	19,95
Fe ₂ O ₃	9,48	11,22	10,11	9,04
Ca O	4,11	2,52	3,75	4,25
Perle au feu	8,70	12	7,70	8,30
Indosés	1,39	1,28	1,15	1,15
	100,00	100,00	100,00	100,00

Nous sommes bien loin alors des latérites type où la teneur en silice est beaucoup plus faible tandis que s'élève celle de Fe₂O₃. Cela correspond avec l'expérience de nombreux observateurs. En région sèche ou demi-sèche, on rencontre à la Martinique une terre noire, pulvérulente, siliceuse, assez profonde et qui « nourrit », c'est-à-dire comble naturellement les excavations qu'on y pratique pour les besoins de la poterie locale. On peut penser que la latéritisation a été arrêtée par la trop grande sécheresse du climat ¹. Au demeurant, il existe dans ces mêmes régions des formes de lapiaz sur le calcaire à ravets et certains tufs à grain fin. Il s'agit d'actions sur la roche nue. À Grand-Fonds et au Morne-Vent, l'action de dissolution des eaux a même permis la formation de grottes assez spacieuses.

Il faut tenir compte enfin des plages littorales, parfois soulevées, comme aux Salines. Calcaires et d'origine corallienne au Sud, Sud-Est, les sables deviennent, rapidement siliceux avec une teneur en magnétite ou Fe₃O₄ rarement inférieure à 20%. Elle montait à 55% à Fonds-Bourlet en 1939.

2. — L'ÉROSION

Sur ces terrains d'âge et de consistance variables, s'exercent toutes les formes d'une érosion que le climat humide et chaud avive sans cesse. Elle est particulièrement active sur les masses de matériaux meubles accumulés par les dernières éruptions de la Pelée.

L'action du vent n'a guère d'importance qu'au lendemain même de fortes émissions volcaniques, et là seulement où elles ont déposé des cendres en quantité appréciable. M. Lacroix a signalé la formation de dunes en 1902 sur les ruines de Saint-Pierre ². Ailleurs, sur les surfaces exposées à l'alizé, le même auteur a signalé des rides et même de petites arêtes au relief assez tranchant. Des lapilli permettaient la production de petites pyramides perchées. Il en a été de même en 1929. La Pelée mise à part, on ne peut guère rapporter à l'érosion éolienne que certaines formes surplombantes, comme à la « Carrière » de Sainte-Marie.

¹ cf. J. Blache, *Les sols végétaux*, Rev. Géog. Alpine, 1941, fasc. 2, p. 208-9.

² Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 410 sqq.

Il n'y a pas à revenir davantage sur ce que M. Lacroix écrit de l'érosion dendriforme des cendres, du creusement des rigoles, etc. Tout s'est reproduit de manière à peu près identique entre 1929 et 1932. Les formes élémentaires du ruissellement apparaissent partout d'ailleurs, dans le Massif de la Pelée et en bien des endroits de celui des Pitons. La crête dominant la Rivière Blanche a été entaillée par des centaines de rigoles à peu près parallèles et indépendantes. Ce sont, de même, les eaux qui ont sculpté les falaises du « Plumet » ou du « Coffre à Mort » et leur ont donné un aspect pseudo-prismatique qui, de loin, peut faire illusion.

Peu à peu, cependant, un drainage cohérent s'organise. La plupart des ravines, celles en particulier qui alimentent la Rivière Sèche, « débutent par une sorte de cuvette circulaire dans laquelle sont creusées de petites rigoles venant converger sur la ligne de plus grande pente où elles se réunissent pour donner naissance à un canal unique qui s'approfondit bientôt en forme de cañon »¹. D'après ce que nous avons vu, il semble que l'origine de la cuvette initiale doive être cherchée dans le décollement brusque et lenticulaire d'une masse de cendres et de blocs imbibés d'eau sur une pente accentuée. La dépression ainsi produite s'étend par érosion remontante et les eaux qui s'y accumulent acquièrent assez de force pour se creuser un canal d'écoulement.

Il faut faire leur place également aux torrents boueux dont l'éruption de 1902 a permis de voir des exemples grandioses. Il suffit, pour qu'ils puissent se produire, d'un quart d'eau mélangé à trois quarts de matériaux solides. Leur surface transversale est nettement convexe pendant la crue, tandis que l'eau subséquente tend à recreuser un ravin dans l'axe même de la coulée. Lorsque la pente est rapide, la puissance d'érosion est infiniment supérieure à celle d'un torrent ordinaire. En terrain plat ou presque plat, les cônes de déjections s'étalent. On leur a dû, en 1902, la formation d'une plage caillouteuse entre le Macouba et Grand Rivière, sur cinq kilomètres au moins de long et plus de cent mètres de largeur moyenne.

Sur le versant occidental, la grande coulée boueuse du 5 mai 1902, qui engloutit l'usine Guérin, est toujours aisément reconnaissable sous les dépôts de 1929, mais il n'y a pas eu formation de plage. Pour trouver un gain appréciable sur la mer, il faut remonter jusqu'à la région des anses Belleville et Céron. (Cf. Pl. XII, 2.)

Cela s'explique aisément, par la pente de précipice qu'offre le fond de la mer à cet endroit. Un torrent boueux d'une densité proche de deux ne se dissocie pas immédiatement dans l'eau salée, mais continue sa course en entaillant le rivage. M. Lacroix rapporte que, le 7 mai 1902², la Rivière des Pères charriait des boues et des blocs.. Elle disparaissait dans une sorte de gouffre ouvert dans son delta. Les eaux marines demeuraient, limpides près du rivage, pour se troubler au large, là où réapparaissaient les matériaux apportés par l'inondation. En novembre 1929, à la

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 412.

² Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 435.

suite de plusieurs « laves » boueuses, le delta de la Rivière Sans Nom avait fait place à un petit golfe de six à huit mètres de profondeur moyenne, qui s'avancait d'une cinquantaine de mètres dans les terres avec une forme en V caractéristique et analogue à celle des « fonds » qu'on rencontre sur la côte occidentale. De même, il y a eu en 1929, comme en 1902, des ruissellements de cendres fines sur des talus inclinés et l'existence d'une rigole médiane aussitôt après le bourrelet marquant la plus grande avancée s'y est révélée constante. C'était, en plus petit, ce qui se passait avec les coulées boueuses. Celles que nous avons vu passer dans la Rivière Sans Nom l'emplissaient d'abord sur plusieurs mètres de hauteur, puis les eaux recreusaient comme un second cañon emboîté dans le premier avec moraines latérales d'assez gros blocs auxquels succédaient des éléments de plus en plus fins et même des ponces et des lapilli.

Le travail opéré depuis 1929 dans ces conditions a été d'une remarquable ampleur, puisqu'il s'est établi au pied de la crête Nord du champ de cendres un ravin de 25 à 30 mètres de profondeur moyenne et d'autant de largeur, qui, par érosion remontante, a recueilli les eaux de la Rivière Claire. On comprend alors le modelé rapide que l'érosion peut imposer à ces régions. J'ai vu tel petit torrent boueux approfondir sa gorge de plus d'un mètre en quelques quarts d'heure. Il nous est arrivé souvent, après des orages, de trouver la piste qui traversait les dépôts de nuées coupée par des accidents de cet ordre.

Il n'est donc pas étonnant que, dans le massif de la Pelée, la plupart des rivières coulent au fond de gorges encaissées. Ce sont elles qui découpent en tranches de plus en plus serrées et difficilement accessibles la vaste planèze qui va de Basse-Pointe à Grand-Rivière. Celle du Prêcheur débute par des à pic de trois à quatre cents mètres de haut et s'encadre de crêtes ébouleuses et aiguës qui forment un extraordinaire enchevêtrement. Les « étroits » de la Falaise sont devenus un lieu d'excursion fréquenté. Le plus régulier de tous ces cañons, avec sa pseudo-stratification étagée, qui fait songer parfois à un Colorado en miniature, est celui de la Rivière Sèche.

Il y a cependant des limites à cette érosion d'allure souvent foudroyante à ses débuts et qui faisait croire à MM. Lacroix et Giraud qu'il ne resterait sans doute de la grande éruption de 1902 que « quelques traces de brèches de nuages denses et de coulées boueuses dans la vallée de la Rivière Blanche »¹. J'ai eu la chance de pouvoir observer jusqu'en 1941 les modifications du « champ de cendres » de 1929. Or, les coulées boueuses qui en sont, au début, l'agent principal se forment surtout aux dépens des cendres fines accumulées sur les versants. Elles disparaissent avec elles. L'érosion éolienne a fait maintes fois « fumer » la zone atteinte par les nuées. Elle laisse en place un sable plus grossier qui protège les couches sous-jacentes. Aussi un grand nombre de ravins, à peine creusés, ont-ils cessé d'être actifs, tel ce cañon de cinq à six mètres de profondeur moyenne et long

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 382. Giraud, *Esquisse géologique*, p. 37.

de trois kilomètres qu'aucun courant ne parcourt plus au moment même des plus fortes pluies. Les autres n'ont plus que des crues torrentielles.

La végétation, lorsqu'elle commence à reprendre possession du terrain, achève de fixer les dépôts en voie de consolidation. À ce moment, le petit ruissellement qui entraîne cendres et graviers est définitivement arrêté. Comme le sous-sol demeure très perméable, on peut même affirmer que les chances de conservation sont plus grandes qu'ailleurs. Telles photographies de 1904¹ et 1907² correspondent à ce que nous avons trouvé en 1929, végétation en moins. L'exemple le plus frappant est celui de ce que M. Lacroix appelle la dune de cendres fines de l'Ex Voto nivelée par le vent³. Elle existe toujours et est occupée maintenant par une savane. Le sol superficiel est graveleux, mais, à quelques centimètres de profondeur, on retrouve les cendres fines qui constituent toujours la petite falaise de la Rivière des Pères et dont l'aspect est encore à peu près le même qu'en décembre 1903⁴. Depuis quelques années, la végétation a repris pied sur les dépôts de 1929-1932, la colonisation se faisant par les ravines dont les versants se trouvent ainsi consolidés. Sur la croupe qui va de la Rivière Sans Nom à l'ancienne vallée de la Rivière Blanche, il y a d'assez vastes surfaces qui, sauf tassement, n'ont guère changé depuis 1929 et ont chance maintenant de ne plus le faire d'ici longtemps.

Le contraste est donc brutal entre la violence sauvage des débuts et cet extraordinaire ralentissement de l'érosion dès que la végétation s'établit ou même que se constitue par ségrégation une couche protectrice de graviers ou de sable grossier capable de résister au petit ruissellement. Le résultat en est une topographie heurtée, inachevée. Des cañons se sont creusés en quelques heures parfois : le modelé de leurs versants ne se poursuit qu'à une allure très ralentie. Ils restent séparés les uns des autres par des plateaux inclinés vers l'amont, aux formes tabulaires, et c'est un peu ce qu'on retrouve entre le Macouba et Grand Rivière.

Giraud a eu tendance, plus que M. Lacroix d'ailleurs, à lier ensemble dépôts de nuées et coulées boueuses. Il pensait que ces dernières ne pouvaient former que des sortes de cônes de déjections auxquels devaient succéder des alluvions torrentielles avec leurs caractères ordinaires⁵. C'est ce qu'il avait observé en 1902-1903 dans les vallées de l'extrême-Nord, à Grand Rivière en particulier et à Basse Pointe. Les mêmes phénomènes se sont reproduits, encore que très atténués, en 1929. Mais, pendant les hivernages de 1930, 1931 et 1932, il s'est aussi passé quelque chose d'un peu différent. Sous l'action des grosses averses, les dépôts superficiels gorgés d'eau se mettaient parfois en mouvement sur des pentes assez faibles, de 10 à 15' au maximum, comme par une sorte de solifluction. Sauf la lentille de décollement, presque toujours visible, la coulée qui en résultait se

¹ Lacroix, *op. cit.*, figure 215, p. 461.

² *La Montagne Pelée après ses éruptions*, fig. 255, p. 22 et 291, p. 81.

³ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, fig. 221, p. 469.

⁴ Lacroix, *ibid.*, même figure, p. 469.

⁵ Giraud, *Esquisse géologique de la Martinique*, p. 35.

profilait en relief. Elle n'allait pas loin en général, car son humidité se trouvait vite pompée par les masses chaudes qui subsistaient en profondeur. Elle formait en s'arrêtant un bourrelet arrondi et se présentait comme une sorte de chaussée large de quelques mètres, mais où la marche était beaucoup plus facile que sur les terrains environnants. Toute la région en aval du Lénard, sur plus d'un kilomètre de longueur, a été ainsi remaniée par de petites coulées enchevêtrées, voire empilées les unes sur les autres. On n'y retrouve évidemment pas la structure fluidale caractéristique de celles qui ont été plus vite ou plus loin.

Il y a lieu de signaler encore la puissance des dépôts que ces différents modes d'érosion et d'accumulation peuvent former en un point donné, avec une singulière rapidité. Au pied du dôme, l'ancienne vallée de la Rivière Blanche s'est trouvée comblée en 1929-1930 sur 250 mètres environ de hauteur, jusqu'au niveau des crêtes encaissantes. Celle de la Rivière Claire, au contraire, n'a pas été directement atteinte par les nuées et encore moins par les éboulis. Il en est alors parti une formidable érosion remontante *. L'une des branches de la rivière, celle des Sources Chaudes, a poussé sa tête jusqu'au nouveau dôme. Il se produit à la rupture de pente, les jours de grosse pluie, des tourbillons qui tendent chaque fois à élargir et approfondir le gouffre nouvellement creusé, dont les parois n'ont pas, loin de 200 mètres de hauteur en un point, et qui entaille maintenant un sol de vieilles brèches ignées et de tufs anciens. Ce sont alors des trombes de terre et d'eau qui s'engouffrent dans la gorge étroite de la Rivière Chaude, dont elles raclent et strient les parois avant de déboucher sur le « plan du Lac ». À chaque fois, le cône de déjections s'élève. Il a gagné ainsi une cinquantaine de mètres entre 1930 et 1941 et a barré le débouché de la ravine froide où dort maintenant un petit lac au fond cendreuse, malgré le comblement qui s'y poursuit également. (Cf. Pl. XIV, 1.)

Or, il est vraisemblable que des faits du même genre se sont produits jadis. Les nuées lentes, à dépôts importants, aboutissent à de véritables inversions de relief et les vallées latérales, épargnées ou relativement épargnées, attirent, grâce à leur niveau inférieur, torrents boueux et alluvions normales. De là l'extraordinaire intrication de coulées, alluvions entrecroisées et dépôts de nuages denses qui constituent au N. W. de Fort-de-France une bonne partie de la côte occidentale.

Dans le massif des Pitons, un peu plus évolués, ce sont les vallées en forme de V qui dominent, parfois resserrées en cañons par les falaises des coulées demeurées en place, comme la rivière du Carbet, au Fonds Mascaret, entre le Morne des Marins et celui des Cadets.

Souvent les vallées du flanc Ouest ne s'élargissent qu'aux « fonds » littoraux. Entre elles s'étendent des croupes couvertes de cultures ou d'étroites arêtes qu'un sentier a peine à suivre. Le modelé du « Canton Suisse », au Morne Vert, avec ses savanes verdoyantes entourées de « lisières », ses mamelons, ses eaux vives, évoque sans trop de discordances certains coins des Pyrénées. Plus au Sud, le relief

* cf. Pl. XIII, 1.

s'atténue. La basse Lézarde parcourt un pays à peine ondulé. Les crêtes qui dominent les deux Rivières Pilote ont été fortement aplanies par l'action millénaire de l'érosion.

Il est difficile de chiffrer l'ampleur de l'ablation annuelle opérée par les agents atmosphériques. Mais, chaque année, au moment de l'hivernage, le vert noir des hautes pentes s'interrompt aux traînées sanglantes que laissent derrière eux les éboulements. Les eaux des rivières se chargent de débris de toutes sortes et prennent une coloration qui va du jaune rouge, au chocolat. Aucune mesure directe des alluvions ainsi transportées n'a été faite jusqu'à maintenant, dans des conditions qui méritent créance. Mais les calques communiqués par le commandant Legrand prouvent que dans l'anse de Genipa, où se jettent la Rivière Salée et la Manche, les atterrissements ont gagné 120 hectares en 115 ans, soit à peu près un hectare par an, pour un bassin versant d'environ 60 km². En estimant à un mètre cinquante la profondeur moyenne de la zone comblée, cela représente donc annuellement une masse de 15.000 mètres cubes ou, pour soixante kilomètres carrés, une pellicule d'un quart de millimètre d'épaisseur.

Mais il ne parvient à la mer qu'une petite partie des alluvions arrachées aux montagnes. Le reste se dépose aux ruptures de pente, sert à construire des deltas surbaissés ou à colmater les marécages. Il faut tenir compte également des phénomènes de dissolution, qui atteignent, sous les Tropiques ou l'Équateur, une ampleur insoupçonnée ailleurs et qui ont permis de conclure dans certains cas à des pertes atteignant jusqu'à huit kilos par mètre cube et par an.

« Devant le panorama des grands versants boisés, il faut donc imaginer leur vie. Ils fondent lentement, perdant leur substance par les eaux qui sourdent à leur pied. S'il en est ainsi, on conçoit qu'ils reculent parallèlement à leurs génératrices, en gardant une inclinaison relativement forte, en sorte que la section de la vallée s'élargit de plus en plus. » D'autre part « le manteau latéritique doit obéir à la pesanteur, d'autant plus qu'il est imprégné d'eau et que la perte de substance par dissolution crée une poussée au vide accélérant le glissement grain à grain (creep des Américains) » ¹.

En cumulant tous ces facteurs, l'on arrive à une érosion normale largement supérieure au millimètre annuel et peut-être à deux dans le massif de la Pelée. On comprend alors pourquoi le lit des torrents et des moindres ravines est encombré de gros blocs incessamment renouvelés. Au demeurant, de pareils chiffres n'ont rien d'extraordinaire sous les Tropiques. « Raideur des versants, nature meuble des roches, violence des averses, écrit M. Sion à propos de Java, tout se joint pour qu'au moment de leurs crues soudaines et redoutées », les fleuves « roulent des masses de limon... La dénudation atteindrait 2 mm. par an et même 3 mm. 5 dans les marnes » ².

¹ De Martonne, *Les problèmes morphologiques du Brésil Tropical*, *Annales de Géographie*, avril-septembre 1940, p. 115.

² Sion, *Géographie Universelle*, T. IX, 2^e partie, p. 491.

PREMIÈRE PARTIE

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

CHAPITRE VI

MORPHOLOGIE

1. — LES NIVEAUX D'ÉROSION

[Retour à la table des matières](#)

CETTE érosion violente qui modèle et remanie sans cesse les pentes, égalise les crêtes, démantèle les sommets, entraîne des signes de maturité, presque de vieillesse, beaucoup plus rapidement qu'en pays tempéré. Bien qu'aucune partie de la Martinique n'ait émergé avant l'Aquitarien, il semble qu'on puisse y retrouver trace de niveaux d'érosion à tout le moins esquissés. Il en résulte une morphologie complexe dont l'étude n'a jamais été tentée jusqu'ici. Les pages qui vont suivre n'ont d'autre prétention que de situer le problème et de définir quelques hypothèses de travail. Cela ne laisse pas d'être assez délicat. Dans tout le Nord volcanique, on ne peut espérer déceler que les mouvements les plus récents. Le Sud sédimentaire, a une histoire plus longue, mais en y joignant les massifs usés et vieillis qui l'accompagnent, il ne couvre pas 250 kilomètres carrés et n'apparaît nullement homogène.

M. Lacroix s'était contenté d'indiquer ¹ que dans le Sud de l'île la topographie présente un faciès plus ancien que dans le Nord. Giraud n'est guère plus explicite. « L'érosion, écrit-il, agissant sur le massif du Sud, l'entamait profondément. L'usure des versants, l'allure du cours inférieur des rivières attestent l'ancienneté du système hydrographique ².

Des hauteurs qui dominent Fort-de-France, le regard embrasse l'ensemble de la baie et le panorama s'étend de la trouée du Robert à la Montagne du Vauclin et à la chaîne qui ferme l'horizon vers le Sud. L'impression est nette d'un paysage

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 7.

² Giraud, *Esquisse géologique de la Martinique*, p. 7.

composé de plans, de paliers successifs qui s'étagent jusqu'aux lignes de faîte. Elle est la même sous l'angle inverse lorsqu'on regarde la baie du col de la Régale ou plutôt encore des hauteurs des quartiers Valatte et Vieille-Terre, entre le Vauclin et le Saint-Esprit. Au Vert-Pré, au Gros-Morne, dans les basses vallées du Galion et du Lorrain se présentent des faciès analogues. La zone ainsi délimitée se trouve à l'Est et, au Sud de la Lézarde et comprend toute la région sédimentaire de l'île *.

Or, Montagne du Vauclin et Morne-du-Diamant mis à part, du Vert-Pré au Morne-Caraïbe, du Baldara au Morne-Pavillon, toutes les hauteurs importantes culminent entre trois et quatre cents mètres. En outre, la plupart se présentent sous forme de longues croupes qui demeurent longtemps à la même altitude. De Bellevue du Vauclin au Morne-Caraïbe, par la Régale, sur près de dix kilomètres, on peut suivre la ligne de crête sans dénivellation importante. De part et d'autre, s'ouvrent les cuvettes largement évasées vers le haut, où prennent naissance les ruisselets qui descendent vers la Rivière des Coulisses, la Rivière Pilote et les Trois Rivières. Entre ces cuvettes, des crêtes secondaires viennent se rattacher à l'arête principale. D'autre part, les tufs sous-marins de la région du Vauclin apparaissent en maints endroits par leur tranche et avec de forts pendages. Il en est de même des calcaires durs du Morne-Vent ou de la haute vallée de la Nau. De fortes tranches ont donc été arasées et ont disparu. En outre, dans les mêmes régions et jusqu'au Morne des Esses, on rencontre, entre 200 et 250 mètres d'altitude, un assez large replat séparé du sommet par une rupture de pente en général bien marquée. On le retrouve avec une remarquable continuité au Gros-Morne (quartiers Dumaine et Poirier), à l'Acajou, au quartier Bellay, dans les hauteurs de Sainte-Luce, au Morne-Pérou et au Gommier, dont les lourdes crêtes surplombent le bleu profond de la baie du Marin. Mais c'est surtout au pied du Morne-Vent, à la Régale et dans la région de Desmarinières, à la Monésie et à l'Épinay, qu'il se marque avec le plus de netteté, sous forme d'un plateau à population dense et riche en cultures vivrières.

La presqu'île de Sainte-Anne, telle qu'on la voit de la baie du Marin, présente à son tour un aspect qui a depuis longtemps frappé les observateurs **. Toute une série de petits mornes en « chapeau de gendarme » sont dominés par des hauteurs calcaires ou volcaniques à profil trapézoïdal qu'on retrouve au-dessus de Caritan et de Beauregard, au Courbaril, au Flambeau, au Cap Ferré, et qui culminent entre 130 et 140 mètres. Un niveau secondaire correspondrait aux hauteurs des Salines Dillon, du Morne des Pétrifications, de la Madet, du Cap Chevallier et des Anglais, entre 100 et 110 mètres. Toute la région comprise entre Malgré-Tout, les Anglais-Ducasse et l'étang des Salines forme une sorte de plateau de 25 à 40 mètres d'altitude qu'on retrouve au pied du Cap Chevallier, et jusqu'au Crève-Cœur, dont le piton volcanique culmine à 202 mètres. Le paysage tel qu'il apparaît des hauteurs du Cap Ferré présente un aspect en gradins aussi bien en direction du Marin que du cul de sac Ferré et de la Pointe Macré.

* Cf. Pl. XIII, 2.

** Cf. Pl. XIV, 2.

Au Nord et à l'Est de la baie de Fort-de-France, un niveau de 130-140 mètres, avec replats à 110, se jalonnait par la Meynard, la Favorite, la Gondeau (avec le Morne-Acajou et la Bellem à 11.0), le Morne-Vert, le Morne-la-Valeur, les quartiers Bois-Blanc et Bois-Charles, la Reprise, le quartier Sans-Pareil, les quartiers Sagesse et Médecin. Entre 40 et 60 mètres se situeraient enfin les plateaux de Bellevue, de la Clairière et du Morne-Pichevin, à Fort-de-France.

Par contre, on ne trouve aucune trace de ces niveaux dans la presqu'île Trois-Îlets-Diamant, où la jeunesse relative des formes apparaît très remarquable. Les sommets s'y enlèvent en abrupts, tandis que les ravines s'entaillent en gorges profondes. Il existe seulement une sorte de plaine ou plateau littoral, peu élevé au-dessus du niveau de la mer, et d'où les hauteurs principales semblent brusquement surgir avec un effet remarquable de discordance.

Il existe de même, dans les falaises de l'extrême Nord, un niveau de grottes creusées par les vagues à 15 ou 20 mètres au-dessus de la plage actuelle. Nous avons déjà signalé les récifs soulevés de la Savane des Pétrifications et de la région du François. Toute la presqu'île de Sainte-Anne paraît avoir été affectée par un mouvement de soulèvement récent : autant de raisons pour qu'on rencontre des niveaux d'érosion plus ou moins emboîtés les uns dans les autres.

Mais si leur existence apparaît indiscutable, elle n'apporte au total qu'assez peu de lumières sur l'histoire morphologique de l'île. Rien ne prouve que, dans un pays au relief « en touches de piano », de tels niveaux aient joué en même temps dans les régions limitrophes.

Bien plus, il faut, à la Martinique, se méfier de formes assez trompeuses. La haute Rivière La Mare offre une gorge étroite dans une vallée remblayée. En réalité, elle se trouve comblée à chaque éruption de la Pelée par des masses énormes de cendres. Le recreusement qui s'opère ensuite n'a évidemment rien de cyclique, au sens normal du terme.

Le Champflore est la seule région de l'île où l'on puisse trouver trois niveaux de terrasses emboîtées. C'est un ancien fond de lac, d'une superficie de quelques centaines d'hectares, et où les eaux se trouvaient emprisonnées entre une coulée descendue du Piton Jacob et les derniers contreforts de la Pelée. Le vidage s'est effectué par à-coups, interrompu à chaque grande éruption, et ce sont ses péripéties qui s'inscrivent dans les formes actuelles sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir eustatisme et épeirogénie. Volcanisme toujours actif, tremblements de terre et poussées de plissement qui continuent sans doute encore sont ainsi des facteurs de modification dont il est nécessaire de tenir compte.

2. — LE COMPARTIMENTAGE DE L'ÎLE ET SON ÉVOLUTION MORPHOLOGIQUE

Les alignements volcaniques que nous avons essayé de reconnaître et qui correspondent sans doute à des failles profondes sont à l'origine du compartimentage actuel de la Martinique. Il est certain, tout d'abord, que le massif de la Pelée et celui des Pitons, forment des ensembles parfaitement individualisés. Le premier est entouré de falaises sur trois côtés et ces falaises sont de plus en plus élevées au fur et à mesure qu'on avance vers l'extrême Nord pour atteindre 200 mètres au Cap Saint-Martin et même, d'après Monnier, près de 300 au Morne aux Lianes ¹. L'impression est nette d'un bloc basculé et faillé apparaissant en horst sur le canal de la Dominique, où la sonde descend à plus de 2.000 mètres.

Les tremblements de terre jouent un rôle toujours actif. Nombreuses sont les petites failles de tassement sur la côte occidentale. Les effets destructeurs sont plus rares. Cependant, le séisme du 11 janvier 1839 fit 400 morts et 1.000 blessés à Fort-Royal, où la moitié des maisons s'effondrèrent. Depuis, il y a eu chaque année ou presque des secousses dont quelques-unes assez fortes. Celle du 21 mai 1946 a causé des dégâts dans la région du Lorrain.

Les épicentres se trouvent à peu près tous du côté de l'Atlantique, et la plupart d'entre eux se situent à 70 ou 80 kilomètres à l'Est de l'île, c'est-à-dire sur le « talus à pente raide bordant la chaîne des Antilles du côté Atlantique. Par contre, la mer des Antilles, malgré un relief accentué, se montre relativement stable pendant la période considérée » ². Notons seulement au passage qu'une telle observation concorde parfaitement avec les interprétations de Barrabé.

Que peut-on conclure de tout cela ? Le plus ancien et le plus incontestable des niveaux d'érosion que nous avons essayé de définir est aussi le plus élevé, celui de 300 à 370 mètres. Il a pratiquement affecté tout le Sud de la Martinique et le pays à l'Est de la Lézarde, presque l'île du Diamant mise à part. Seule la masse volumineuse du Vauclin le domine de 150 mètres environ. On peut admettre que les volcans démantelés de cette région sont les plus anciens de l'île. Giraud se contente de déclarer, dans son court résumé sur l'histoire géologique de l'île : « C'est sans doute à la même époque (burdigalienne) que les volcans du Morne Caraïbe, du Morne des Pères, du Morne La Plaine, du Morne Bigot sont en éruption dans le Sud. » ³. En fait, le net arasement du Morne Caraïbe, la lourdeur de ses versants montrent qu'il doit être considéré comme antérieur, tandis que l'absence de niveaux d'érosion comparables dans les parties hautes de la péninsule du Diamant plaide en faveur de sa jeunesse et de son indépendance relatives.

¹ Monnier, *op. cit.*, p. 148.

² Romer, *Bull. ann. Serv. Météor. et Physique du Globe*, année 1937, p. 91.

³ Giraud, *Esquisse géologique de la Martinique*, p. 53.

Le niveau de 200-250 mètres est surtout visible dans la zone Régale, Morne Caraïbe, Épinay. Il s'y montre étroitement associé au précédent, dont il paraît former, dans l'ensemble, un étage inférieur. Celui de 100-140 apparaît sur le pourtour de la baie de Fort-de-France, et, vu de loin, prend figure d'une ligne d'avant-monts par rapport au massif du Vauclin. Il devait correspondre, sur ce point tout au moins, à une forte remontée des eaux. On le retrouve dans la péninsule de Sainte-Anne, encore que celle-ci ait pu évoluer de manière indépendante.

Tout cela demeure bien fragmentaire. Mais les études de Barrabé à la Guadeloupe ont mis en lumière une transgression pliocène qui « n'a laissé émerger que des îles, plus réduites que les îles actuelles »¹, avec des plateformes littorales soulevées jusqu'à 100 mètres à la Désirade. Peut-être y a-t-il là des indications partiellement transposables.

3. — LES MOUVEMENTS RÉCENTS DE LA PLAINE DU LAMENTIN

Il semble, par contre, moins difficile de définir les mouvements récents. MM. Lacroix et Giraud croient à un soulèvement peu ancien. Le premier a vu, près de Fort-de-France, « les restes manifestes d'un niveau d'érosion assez élevé au-dessus du niveau de la mer »². Le second considère la plaine du Lamentin comme un fond de mer remblayé par des alluvions et soulevé, par la suite, tandis que, ce qui ne laisse pas d'être un peu contradictoire, les fonds en forme de V, fréquents sur la côte occidentale, résulteraient d'un léger affaissement du sol, ou d'un mouvement positif de la mer « qui a permis, en relevant le niveau de base, l'alluvionnement du torrent sur quelques centaines de mètres »³.

Le problème est, en réalité, plus complexe, car la plaine actuelle du Lamentin comporte deux parties nettement distinctes : l'une va de huit à quarante mètres d'altitude et s'étend sur quatre à cinq kilomètres de profondeur avec une largeur moyenne de deux à trois. Elle apparaît légèrement vallonnée et repose sur des tufs marins visibles au pont de la route du François.

Mais dans le petit « fonds » qui précède le Lamentin, lorsqu'on vient du chef-lieu, puis entre le bourg et la partie légèrement surélevée qui porte l'usine de Lareinty, l'on se trouve presque au niveau de la mer, éloignée pourtant de près de deux kilomètres. Bientôt commencent les mangles. De la Pointe Sable alors jusqu'à la Poterie se profile comme une ancienne ligne de rivage aux yeux d'un observateur tant soit peu attentif. La partie basse est évidemment due à un colmatage récent qui succédait lui-même à une invasion des eaux. Sans quoi, en

¹ Barrabé, *Mission à la Guadeloupe*. Ann. Off. Comb. liquides, 1934, numéro 4, p. 666.

² Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 8.

³ *Esquisse géologique de la Martinique*, p. 8.

effet, l'ancienne côte eût été déjà régularisée et se fût marquée par des dépôts fluviomarins. Or, dans la baie de Genipa, la terre, en un siècle, a gagné plus de 200 mètres. Un gain moyen d'un mètre par an, pour tout le fond de la baie du Lamentin, est sans doute en deçà de la vérité, alors que la zone considérée a, dans l'ensemble, une largeur d'environ deux kilomètres. Il n'est donc pas absurde d'admettre que la dernière invasion des eaux, dont les phénomènes actuels sont les corollaires, était en cours il y a quelques millénaires.

L'homme en a certainement été le témoin. Aucun vestige précolombien n'a été trouvé dans les parties basses, tandis qu'ils ne sont pas rares sur les mornes. En 1671 encore, aucune concession n'avait été accordée dans la même région, alors que les croupes avoisinantes entretenaient de riches cultures de cannes.

Tout, cela cadre avec l'étonnant aspect de jeunesse que conserve la côte vers l'entrée de la baie de Fort-de-France, entre le Cap Enragé et la Pointe-des-Nègres d'une part, le Lazaret et la Pointe du Bout de l'autre. L'impression est nette d'un modelé très jeune où le travail de régularisation par les vagues est à peine commencé. La pente naturelle des versants ne s'interrompt, lorsqu'elle le fait, qu'à quelques mètres de la mer, sur des falaises en formation. Les plages s'accrochent ou à des pointes très marquées comme celle du Bout ou s'installent, comme à l'Anse Noire, au débouché de grosses ravines. On peut remarquer encore comme de petits bassins ou plutôt des entonnoirs de réception torrentiels dont le canal à peine amorcé est interrompu par l'actuel niveau de la baie.

[Retour vers la table des illustrations](#)

[Retour vers la table des illustrations](#)

Baie de Fort-de-France, d'après la carte marine n° 385.

.... Courbe de 10 m. de profondeur.

Équidistance des courbes, 10 m.

Mais surtout, si l'on trace les courbes d'égale profondeur, on ne peut se défendre d'une impression immédiate. La baie de Fort-de-France représente la partie inférieure d'une vallée noyée. Les fonds marins vont en augmentant régulièrement de cinq à soixante mètres suivant un axe E.S.E. — W.N.W., qui partirait de la baie de Genipa, laisserait à sa gauche le Gros Îlet et la Pointe du Bout, à sa droite le banc de la Grande Sèche et la Caye Miton, pour déboucher au large de la Pointe des Nègres. D'autre part, il y a descente concomitante dans le prolongement de toutes les rivières adjacentes : rivière du Lamentin, Jambette, Rivière Madame, etc... Il existait ainsi un réseau cohérent. La Lézarde, descendue des Pylons, se heurtait, à hauteur de la Poterie, à cette espèce de plateau ondulé qui s'étend au pied des hauteurs du Sud et, qui l'obligeait à un angle presque droit. Elle ramassait ensuite toutes les eaux courantes qui affluent maintenant dans la baie et c'était une rivière importante qui se jetait dans la mer Caraïbe. Il en résulte encore

qu'à l'époque où l'ennoïement s'est produit l'actuel réseau hydrographique existait déjà.

L'histoire récente de cette région pourrait se rétablir ainsi à une époque assez peu éloignée de nous, vers les débuts du quaternaire, les eaux marines se trouvaient à un niveau plus élevé qu'aujourd'hui, auquel correspondent sans doute les formes d'aplanissement de trente à cinquante mètres d'altitude, nombreuses sur le pourtour de la baie. C'est alors que se sont déposées les argiles de la Poterie et du Morne Rouge (Duchazel). Un mouvement positif du sol, ou négatif de la mer, a fait émerger toute la baie du Lamentin. Il en est résulté un creusement énergétique et une topographie mamelonnée dont on retrouve les traces au pied du Vert-Pré et dans la trouée qui conduit au Robert. La remontée des eaux s'est faite rapidement et a entraîné à son tour un alluvionnement intense qui dure toujours et qui a permis à la Lézarde de se construire un long delta, dont il semble qu'elle ait, au cours des âges, emprunté diverses génératrices. Ainsi s'est produit le remblaiement de la plaine entre Lareinty et Ducos, tandis qu'en direction du Lamentin le sol, jusqu'à ces trente dernières années, ne s'exhaussait que beaucoup plus lentement.

Cela néanmoins n'explique pas tout. Le « fonds » du Lamentin est d'une stabilité très relative. La Lézarde, à elle seule, n'a jamais été capable de débayer la plaine actuelle qui, jusqu'au Vert-Pré, a de deux à trois kilomètres de largeur moyenne. Les hauteurs du Morne Pitault, aux Roches Carrées et à la Duchêne forment une ligne de faite continue, à versant rapide, assez proche d'un mur de faille. On aurait alors affaire à une plaine d'effondrement assez profondément disloquée, comme le suggèrent les nombreuses sources thermales reconnues dans la partie basse de Lareinty au Morne Cabrit. On peut également rappeler qu'en 1877 la région des Trois-Îlets a été ébranlée par un nombre considérable de secousses sismiques dont aucune d'ailleurs n'a eu d'effets destructeurs.

[Retour vers la table des illustrations](#)

La trouée centrale de l'Île Lamentin-Robert

4. — LES CÔTES ET LEUR ÉVOLUTION

Mais cela conduit à rechercher si le phénomène qui a joué dans la baie de Fort-de-France ne s'est pas reproduit ailleurs et à poser ainsi tout le problème des côtes.

La meilleure description qui en ait été faite demeure celle de Monnier. Leur développement atteint 350 kilomètres, alors qu'une circonférence de 120 kilomètres de tour suffirait à inscrire la superficie totale de l'île. Il y a contraste également entre le Nord et le Sud. De Fort-de-France à Trinité, par le Cap Saint-Martin, on ne rencontre aucune rade profonde. De l'autre côté, au contraire, ce ne sont que baies s'avancant à plusieurs milles dans les terres, encadrées de longues croupes que des chapelets d'îles continuent vers le large.

Autour des Pitons et de la Pelée, ce sont les falaises qui l'emportent, malgré la longue frange de sable gris noir entretenue par la Pelée du Prêcheur au Carbet, mais derrière laquelle se profile, en maints endroits, la ligne abrupte de l'ancien rivage *. Partout ailleurs, dans le Nord, les rivières ont été incapables, même la Capote, de se construire un delta et le sable n'apparaît qu'au fond des anses les mieux dessinées et les plus abritées.

Mais, dès qu'on a dépassé la Caravelle, le décor change. Vases bleuâtres, mangles épaisses et plages dorées l'emportent et gagnent sans cesse du terrain, surtout vers l'extrême Sud. Du Diamant aux Trois Rets, la côte redevient haute et peu hospitalière, tandis que le fond de la baie de Fort-de-France n'est qu'un immense marécage.

On peut négliger l'influence des marées qui ne dépassent guère 60 centimètres, alors que la violence des vents peut entraîner, surtout sur la côte orientale des mouvements d'une amplitude supérieure ¹. Elles ne se produisent qu'une fois par jour, lorsque la déclinaison Nord ou Sud de la lune approche de son maximum, et c'est alors l'onde diurne qui l'emporte. Le reste du temps, il y a deux pleines et deux basses mers en vingt-quatre heures ².

Si l'on trace les isobathes, un certain nombre d'autres faits apparaissent. La baie du Marin, à n'en pas douter, n'est à son tour qu'une vallée ennoyée, qui vient se raccorder par la ligne de plus grande pente au ruisseau de Grand-Fonds. Il en est de même pour toutes les indentations importantes du rivage Atlantique.

Bien plus, des Anses d'Arlets à Sainte-Anne, au Diamant, au Céron, aux Trois-Rivières, à Sainte-Luce-Rivière-Pilote, correspond à chaque cours d'eau une entaille marquée de la plateforme continentale. Trait également constant : à l'isobathe de dix mètres succèdent immédiatement et par un talus à pente raide des fonds de soixante, soixante-dix mètres et plus. Il ne paraît pas tellement osé de

* Pl. XV, 1.

¹ Monnier, *Description nautique des côtes de la Martinique*, p. 101.

² Romer, *Bull. ann. Serv. Météor. et de Physique du Globe*, 1933 p. 97-98.

vouloir y chercher une ancienne falaise littorale, ce qui donnerait une ampleur du même ordre au dernier mouvement relatif de la terre et de la mer dans cette région. S'il en est ainsi, la Martinique, avant la dernière invasion des eaux, devait couvrir une superficie d'un tiers au moins plus grande qu'aujourd'hui. Le carton joint, tiré de la carte marine, donne l'extension de la plateforme littorale au Sud et à l'Est de l'île avec des fonds ne dépassant pas soixante à soixante-quinze mètres. Aussitôt après, commencent les grandes fosses océaniques.

[Retour vers la table des illustrations](#)

La Martinique et sa plateforme continentale vers l'Est

D'après la carte marine des Petites Antilles

Dans toute cette région se poursuit également, comme dans la baie du Lamentin, un colmatage dont l'importance est fonction de celle des rivières. Ses traces sont nettes en maints endroits où il est aisé, comme aux Trois-Rivières, de reconnaître la ligne de plus grande avancée des eaux. À l'embouchure de la Rivière Pilote, un fonds important a déjà été regagné à la culture.

Malgré ses plages et ses mangles, la côte orientale demeure d'une étonnante jeunesse. Les falaises de régularisation n'apparaissent qu'aux endroits les plus exposés à l'action des vagues, où elles tranchent en rouge clair sur le bleu cru des eaux. Ailleurs, les pentes des mornes arrivent directement à la mer. Plus au large,

la ligne des « cayes » ou récifs madréporiques forme une barrière à peu près continue dans toute cette région, barrière à laquelle s'ajoute parfois un récif frangeant. Les plaines littorales les plus importantes au Robert, au François, au Simon et au Paquemar, ne dépassent jamais un ou deux kilomètres de profondeur, ce qui dénote une fois de plus leur très grande jeunesse.

Bien d'autres traits accusent ce caractère. Là où ne débouche aucune ravine importante, à la Pointe de la Prairie, par exemple, on croirait que la remontée des eaux ne s'est faite que d'hier *. Tout cela s'est d'ailleurs accompagné en certains points de dislocations peut-être en rapport avec les plissements signalés par Barrabé et qui sont à peu près perpendiculaires à la chaîne Caraïbe. On rencontre, par exemple, des coulées de lave qui ne se raccordent à rien, sans que le simple jeu de l'érosion puisse donner une explication suffisante. Quant aux « cayes », on ne les rencontre guère au delà de trente à quarante mètres de profondeur et leur accroissement notable au cours du dernier siècle semble témoigner de leur origine récente dans leur position actuelle.

5. — LA THÉORIE DE W.-M. DAVIS

Comment expliquer cet ensemble de faits ? La seule chose qu'on puisse affirmer, c'est qu'ils ont affecté la Martinique entière. Mais celle-ci n'est qu'un puzzle de compartiments faillés, plus ou moins bousculés et déformés au cours des âges par des forces qui sont loin de s'être appliquées d'un bout à l'autre de l'île simultanément ou avec la même intensité. On se trouve alors ramené à l'hypothèse eustatique.

W.-M. Davis est allé plus loin et, dans son livre sur les Petites Antilles, s'est efforcé d'arriver à une synthèse cohérente. Il considère que toutes ces îles sont des constructions volcaniques installées sur un soubassement océanique, qui a dû s'affaisser pendant et après leur surrection. L'auteur américain se rattache ainsi de manière explicite à la théorie de Darwin. « Lorsque les éruptions ont cessé, l'île disparaît graduellement, tant par érosion que par subsidence, cependant qu'un récif barrière se constitue tout autour. » ¹.

W.-M. Davis s'efforce ensuite de prouver que toutes les îles volcaniques sont instables et en voie de disparition. Dans les mers froides, elles ne laissent aucune trace. Dans les mers chaudes à coraux, elles se survivent par les atolls. Dans les « zones marginales » auxquelles appartiennent les Petites Antilles, les deux traits caractéristiques sont des falaises hautes et plongeantes, comme dans les mers froides, mais aussi « un banc circuminsulaire si proche du lagon d'une île à récifs qu'on peut considérer que telle est bien son origine et qu'il n'a été que

* Pl. XV, 2.

¹ W.-M. Davis, *Les Petites Antilles*, p. 13.

subsidiairement modifié par l'érosion des temps glaciaires (alors que le niveau général des mers était beaucoup plus bas) et par l'alluvionnement postérieur » ¹.

Souvent aussi, les nouveaux coraux ne se sont pas installés sur le pourtour des bancs existants, ce qui est le cas des véritables récifs barrières, mais à une certaine distance à l'intérieur. W.-M. Davis donne comme explication la température longtemps trop basse des eaux en voie de remontée. Lorsqu'elle est redevenue favorable, c'était la profondeur qui empêchait l'installation de madrépores aux limites extérieures du banc.

Il s'agit ensuite de montrer, par analogie avec les îles à coraux du Pacifique, que les Petites Antilles, malgré certaines apparences morphologiques, ne peuvent être considérées comme reposant sur un socle relativement stable. L'auteur américain insiste alors sur les falaises qui doivent obligatoirement se former autour des îles volcaniques jeunes, même dans les mers à coraux. Il en tire le corollaire que les îles plus anciennes, entourées de récifs barrières, où l'on ne rencontre plus que des pointes mamelonnées encadrant de larges baies, « ont été nécessairement exposées aux forces d'abrasion lorsqu'elles étaient plus jeunes et plus hautes et que les falaises alors formées sont maintenant invisibles, parce que complètement submergées » ².

Passant ensuite à l'étude particulière de chaque île W.-M. Davis indique comment plusieurs d'entre elles témoignent d'une évolution simple les conduisant du massif volcanique primitif à l'atoll ou plus exactement, pour les Antilles, à l'atoll « abrasé ». S'il intervient cependant un mouvement épeirogénique de quelque ampleur au cours de ce processus, un second cycle commence, en grande partie indépendant du premier.

La Martinique est « évidemment d'origine composite », car la baie d'assez large ouverture sur laquelle se trouve Fort-de-France occupe un rentrant entre deux masses volcaniques, aux formes mûres. Cependant, les plus petites baies qui donnent de la diversité aux contours de la grande sont dues à la submersion de vallées d'érosion. La côte S. W., la seule que Davis ait pu observer du steamer qui l'emportait vers Sainte-Lucie, lui a montré des vallées bien ouvertes descendant graduellement et sans brusquerie des hauteurs vers un rivage où alternaient falaises escarpées et petites plages. « La relation qui existe entre les falaises et les débouchés des vallées montre clairement que la base des falaises se trouve au-dessous du niveau actuel de la mer et que ces falaises ont été taillées soit à un moment où le niveau de la mer était le même qu'aujourd'hui, mais où l'île n'avait pas encore commencé son mouvement de subsidence, soit pendant les époques glaciaires où l'océan se trouvait à un niveau inférieur. » ³.

L'aspect beaucoup plus mûr des vallées laisse supposer que celles-ci ont été - ouvertes par l'érosion avant la naissance des falaises. Les baies actuelles doivent

¹ W.-M. Davis, *ibid.*, p. 19.

² W.-M. Davis, *Les Petites Antilles*, p. 35.

³ W.-M. Davis, *Les Petites Antilles*, p. 78.

donc leur origine à la subsidence et non à la remontée générale des eaux. S'il en avait été autrement, la mer n'aurait pu envahir en effet que les étroites entailles produites par l'érosion durant les temps glaciaires. « D'où l'on peut conclure que la subsidence de l'île a trouvé place soit avant, soit durant la période glaciaire, si bien que lorsque le niveau de l'Océan s'est trouvé abaissé, l'érosion a simplement continué le travail qui était déjà fort avancé auparavant.

6. — CRITIQUE DE LA THÉORIE DE W.-M. DAVIS

Cette théorie a le mérite d'être cohérente et de viser à rendre compte d'un grand nombre de faits jusqu'alors mal expliqués. Mais sa logique même, la manière déductive dont son auteur l'a présentée, donnent une importance d'autant plus grande aux critiques que l'on peut apporter sur tel ou tel point controuvable.

Il y a lieu de signaler d'abord que W.-M. Davis part d'une étude générale des îles volcaniques pour en faire une application particulière aux Petites Antilles. C'est un peu une pétition de principes et qui suppose exacte, sans le dire expressément, la théorie des « volcanic piles » de R.-T. Hill. Celle-ci, cependant, ne correspond plus à l'état actuel de nos connaissances : le soubassement ancien des Petites Antilles est maintenant hors de conteste. La théorie de la subsidence y demeure-felle vraiment applicable ?

Beaucoup d'autres faits martiniquais s'accordent mal avec les observations et les déductions de W. M. Davis. En réalité, ce dernier n'a vu, comme il le reconnaît lui-même, qu'une partie de la côte S. W. entre Fort-de-France et Sainte-Lucie. Le trajet suivi par les steamers s'éloigne rapidement de la Martinique, surtout après le cap Salomon. W.-M. Davis s'est ainsi trouvé conduit à interpréter les détails qu'il croyait apercevoir de loin. Les deux dessins (fig. 22 et 24) qu'il a publiés dans son petit livre sont loin de correspondre à la réalité. On ne rencontre en aucun endroit, sur la côte S. W. de l'île, de falaises hautes de plusieurs centaines de pieds et plongeant directement dans la mer. Les plus élevées n'ont guère que de dix à quinze mètres et existent déjà sur le pourtour de la baie de Fort-de-France, où elles n'ont rien de « plongeant » au sens que Davis donne à ce terme, puisqu'à un demi mille du rivage et parfois plus on n'a pas encore atteint l'isobathe de dix mètres. Une fois sorti de la baie, les profondeurs augmentent très vite jusqu'à 1.280, puis 2.286 mètres.

En réalité, il n'y a nulle part trace sur cette côte de régularisation avancée. Les pentes des mornes paraissent se continuer tout naturellement sous la surface des eaux. Quelques-unes sont raides, il s'agit de masses volcaniques où dominent les roches en place, mais non verticales. Il n'y a pas de falaises au Morne Jacqueline *, près des Anses d'Arlets, et encore moins au Morne du Diamant. J'ai vu, à l'endroit même où W.-M. Davis indique un formidable à pic de misérables défrichements

* Pl. XVI, 1.

installés sur une pente évidemment accentuée, mais accessible et le long de laquelle courait un sentier venu de l'Anse Tafard.

Une des figures de Davis s'intitule Cliff and stack of southern most Martinique. Elle semble donc suggérer que le Rocher du Diamant ne serait qu'un témoin de l'ancienne ligne de rivage dégagé par érosion et par subsidence. Cette hypothèse n'est guère soutenable. Le rocher du Diamant est à plus d'un mille de la côte. Il en est séparé par des profondeurs qui dépassent 150 mètres en un point. La sonde tombe rapidement sur son pourtour. Il est incontestablement un « neck » de dacite à pâte quartzifère, tandis que le morne du même nom est un ancien volcan tout entier constitué par de l'andésilabradorite. Il s'agit donc de deux massifs distincts et le rocher du Diamant était en éruption bien avant son confrère de la terre ferme.

[Retour vers la table des illustrations](#)

Falaise sous-marine près de la côte sud de la Martinique

entre le Diamant et la Pointe des Salines

D'après la carte des côtes de la Martinique n° 383.

équidistance des courbes 20 m.

Courbe de 10 m. en pointillé.

D'autre part la théorie de Davis paraît supposer des falaises d'importance comparable sur tout le pourtour de la Martinique. En fait, il n'y a pas de commune mesure entre les formidables escarpements de l'extrême Nord et les pentes adoucies de la côte Sud-Orientale. Tantôt d'ailleurs ces falaises dominent une plateforme littorale à peine inclinée, comme à Basse-Pointe, et tantôt, comme au Carbet et à Bellefontaine, elles tombent sur une mer profonde. Enfin, les cartes marines détaillées ne signalent nulle part, sur la côte occidentale de l'île, ce banc continu d'un demi-mille de largeur moyenne indiqué par le géographe américain et absolument nécessaire à sa théorie. On ne comprend pas davantage pourquoi il n'accorde à la remontée des eaux quaternaires que l'ennoiement des petites anses satellites et non celui de la baie de Fort-de-France en entier, dont les profondeurs ne dépassent nulle part quarante à cinquante mètres. De même, il ne paraît pas s'être rendu compte de l'ampleur et de la rapidité des changements que l'érosion et les phénomènes d'accumulation subséquents peuvent entraîner dans des dépôts volcaniques meubles. Qu'il suffise de rappeler ici le rôle des coulées boueuses dans la formation des fonds et des plaines littorales.

On comprend alors, sans qu'il soit besoin de recourir à d'autres hypothèses, pourquoi les rigoles d'érosion, qui ont dû normalement s'emboîter dans les anciennes vallées, au moment du grand abaissement de l'océan quaternaire, n'apparaissent absolument plus dans la topographie actuelle. Il a suffi pour cela que le niveau des eaux redevînt égal ou supérieur à ce qu'il était avant la dernière glaciation, les plaines littorales s'étant établies très rapidement en fonction de ce niveau.

La preuve en est fournie par ce qui s'est passé entre le Diamant et Sainte-Anne. Toute cette région jouit depuis longtemps d'un climat particulièrement sec. Elle est loin de la Pelée et à peu près à l'abri des chutes de cendres qui en viennent. La côte actuelle est en voie de régularisation. De petites plaines littorales se sont installées, au débouché des ravines, et atteignent parfois quelques centaines de mètres. Mais la pente de la falaise sous-marine de cinquante à soixante mètres déjà signalée n'en a nulle part été affectée. Le comblement ne s'est pas étendu davantage aux sillons étroits qui entaillent cette falaise et correspondent évidemment à d'anciennes vallées d'érosion. Comme ces dernières ont une pente rapide, il en résulte encore que la dernière baisse des eaux n'a pas duré assez longtemps pour assurer la régularisation des profils.

Pour toutes ces raisons, la théorie de W.-M. Davis ne peut être retenue en ce qui concerne la Martinique et, par voie de conséquence, les plus importantes des Petites Antilles. Tout au plus présente-t-elle quelque vraisemblance pour des récifs isolés et certains bancs sous-marins. Au demeurant, la simple remontée des eaux, depuis la fonte des glaciers quaternaires, offre-t-elle une explication satisfaisante pour la plupart des faits que nous avons eu à constater.

7. — L'ÉVOLUTION CONTEMPORAINE SUBSIDENCE DANS LE NORD, EXONDATION PROGRESSIVE DANS LE SUD-EST

Quant à ceux qui se montrent aberrants, il y a lieu de chercher s'ils ne sont pas dus à des mouvements récents du sol. Giraud croyait à un léger affaissement de la partie septentrionale de l'île et il est exact que partout, au Nord d'une ligne Fort-de-France-Trinité, l'érosion marine l'emporte sur le comblement. Les pointes se prolongent par des plateformes et des récifs arasés. J'ai connu, à mon premier séjour, le « Banc de sable », proche de l'îlet Saint-Aubin, avec la maison qu'on y avait construite pour les baigneurs. Jadis y existaient des cocotiers et des raisiniers que le cyclone de 1903 avait balayés. Il ne reste plus qu'un haut fonds, presque toujours immergé. L'îlet ou plutôt les Îlets de Sainte-Marie sont soumis à une démolition furieuse qui s'accompagne d'une usure rapide de la plateforme littorale vers l'Atlantique ; les fonds y ont augmenté de cinquante centimètres en une douzaine d'années. En même temps s'amenuise le tombolo intermittent qui réunit l'îlet à la terre ferme. Une tempête à la fin de 1940 l'a balayé entièrement, jusqu'au socle de roches dures qui le supporte, à 2 m. 50 de profondeur, et qui est le témoin probable d'une ancienne plateforme littorale. Il ne s'est reconstitué que partiellement depuis lors. Ailleurs, en direction de Fonds-Saint-Jacques, il a déjà fallu rectifier la route coloniale.

Le cas de la Rivière du Lorrain est plus typique encore. Il s'agit d'un des torrents les plus puissants de l'île, qui roule blocs et graviers jusqu'à moins de 500 mètres de l'Atlantique. Il s'achève pourtant par un cours paresseux dans un fond d'alluvions fines qu'un mince cordon littoral à peine à défendre contre l'assaut des vagues. Vers l'extrémité Sud, là où la pente commence à se relever, apparaissent d'incontestables vestiges précolombiens qui plongent ensuite avec les alluvions bien au-dessous du niveau de la mer. Tout cela ne peut s'expliquer que par un affaissement et un affaissement qui continue à l'heure actuelle.

De même, entre Basse-Pointe et Grand-Rivière, une large partie des dépôts faits par les coulées boueuses de 1902 a déjà été emportée. Les atterrissements de l'Anse Couleuvre et du Céron, qui atteignaient presque la Perle, ne sont plus que de lointains souvenirs. La plage ombragée de cocotiers, au pied de « la Marie », s'effrite tous les jours un peu plus, et chaque « raz-de-marée » ou presque emporte sa ligne d'arbres. Aux Abymes, les tempêtes de septembre 1928 provoquèrent d'importants glissements de terrain et la disparition, morceau par morceau, d'une bonne moitié du village. Il n'existe plus à sa place qu'une baie en demi-cercle où les fonds croissent rapidement.

Le même aspect de jeunesse se maintient sur toute la côte occidentale de l'extrême Nord jusqu'aux abords immédiats de Fort-de-France. Il faut déjà travailler à la protection de la nouvelle route qui conduit de Saint-Pierre au Carbet.

Quant aux « fonds », on a l'impression qu'il n'existe bien souvent qu'un équilibre instable entre les apports d'alluvions et l'attaque de la mer.

On peut remarquer au passage qu'aucun des points que nous venons de citer ne se trouve à plus de vingt-cinq kilomètres en ligne droite de la Pelée. Or c'est la distance à laquelle on a observé déjà des phénomènes de subsidence corrélatifs aux manifestations d'un volcan en activité. C'est le cas par exemple au Sakura-Jima. « Ces phénomènes actuels (1943) sont en relation avec la grande éruption de 1914 du Sakura-Jima. » « Cette subsidence due au volcanisme que nous nommons une caldeira subsidence est la cauldron subsidence des auteurs anglais »¹. Il est vraisemblable que c'est à un phénomène de ce genre qu'on assiste dans tout le Nord de la Martinique. Vers le S.-E., au contraire, c'est l'inverse qui est en train de se produire. Toute la péninsule de Sainte-Anne est en voie de soulèvement. La plaine assez vaste qui s'étend entre Fonds-Moustique et l'étang des Salines n'est qu'une plage récemment exondée formée de sables coralliaires avec de beaux amas coquilliers. Les calcaires récents et zoogènes de la Pointe d'Enfer et de la Table du Diable ont été portés à une vingtaine de mètres au-dessus du niveau des eaux². De même, la plateforme qui va de l'îlet Cabrit à la côte est en train de s'exonder. La plage s'accroît sans cesse de sable nouveau et le tombolo s'amorce presque. Sur la côte Atlantique, la Pointe Baham et le Cap Ferré sont également d'anciens îlots rattachés au rivage. À l'entrée de la baie du Robert, le « Loup-Garou » se trouve dans une situation autrement exposée que le banc de sable de l'îlet Saint-Aubin. Cependant, il tient et sa végétation a résisté au cyclone de 1903. Plus en arrière, l'îlet La Rose se double au Sud d'une plage soulevée que la carte de Monnier, pourtant si scrupuleuse à cet égard, ne signale pas et dont un propriétaire voisin a fait une cocoteraie. On peut donc admettre qu'en cet endroit la dernière avancée de la mer tend à se compenser par un soulèvement lent. Mais, comme l'aspect général est encore celui d'une côte très jeune, le travail de régularisation n'est commencé que depuis peu de temps. Cela rejoint ce que nous avons constaté pour la baie du Lamentin.

Ainsi la Martinique serait affectée présentement d'une sorte de mouvement qui la ferait s'enfoncer au N. N. W. et se relever au S. S. E., hypothèse que ne contredit d'ailleurs pas l'étude des derniers tremblements de terre.

Giraud a donné un résumé de l'histoire géologique de la Martinique, qui s'appuie, comme nous l'avons déjà constaté, sur des considérations avant tout minéralogiques³. L'étude morphologique lui apporte quelques utiles compléments.

Les conclusions auxquelles elle conduit s'accordent d'ailleurs avec celles de Barrabé, lorsqu'il écrit que les « premiers sédiments rencontrés dans l'île correspondent à la fin d'une phase d'activité volcanique vers la fin de l'oligocène.

¹ L. Glangeaud, *Évolution des magmas du massif volcanique du Mont Dore. Essai d'interprétation géophysique. Bull. Soc. géol. Fr. 5^e série, XIII, p. 425.*

² Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 32-33.

³ Giraud, *Esquisse géologique de la Martinique*, p. 52-53.

Puis, après une phase de sédimentation en eau peu profonde, caractérisée par l'importance des dépôts calcaires zoogènes et récifaux.... un enfoncement progressif de la région du Vauclin correspondant à un plissement général de tous les dépôts antérieurs provoqua un changement notable dans le régime de la sédimentation »¹. C'est à cette époque sans doute que pourrait se placer la formation du niveau supérieur qui s'étend du Morne Caraïbe au Vert Pré.

« Il paraît certain, continue le même auteur, que le plissement s'est poursuivi pendant toute la durée du Burdigalien, provoquant l'enfoncement des dépôts à mesure que le fond de la mer se remblayait. C'est la seule explication possible de la grande épaisseur des sédiments qui, par places, sont néritiques avec récifs coralliaires ». Les soulèvements récifaux de la Savane des Pétrifications montrent que la phase orogénique miocène s'est prolongée dans le pliocène, voire jusqu'à l'époque contemporaine : telle disposition remarquable trouve encore son explication dans des soulèvements corrélatifs d'effondrements récents.

C'est donc un passé complexe et dont bien des événements nous demeurent inconnus que celui de l'actuelle Martinique. Les forces de destruction et de rajeunissement qu'un perpétuel devenir oppose sans cesse s'y sont jusqu'ici à peu près compensées et ont abouti à un équilibre instable, mais d'autant plus précieux que de lui dépend la vie, toute la vie à la surface de l'île.

¹ Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 32-33.

PREMIÈRE PARTIE

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

CHAPITRE VII

LE CLIMAT

1. — LA TEMPÉRATURE

[Retour à la table des matières](#)

DES trois éléments principaux qui distinguent un climat, les deux premiers, température et pression, offrent à la Martinique une constance remarquable. C'est au troisième, à la pluie, très inégalement répartie, que sont dus les puissants contrastes qui opposent Capesterre et Basse-Terre, forêts du Nord et brousse épaisse du Sud.

Nous ne possédons qu'assez peu d'observations entièrement dignes de confiance. La meilleure série est celle du Morne des Cadets (1906-1938), établie par les soins de l'Observatoire, mais elle se rapporte à un climat d'altitude (510 m.). Fort-de-France a connu des observations nombreuses, mais discontinues et de valeur inégale. Certaines, faites dans les hôpitaux, « laissent grandement à désirer sous le rapport de l'exactitude » ¹. On peut considérer comme excellentes celles du laboratoire agricole entre 1921 et 1932. Depuis a été créé le Service Météorologique et de Physique du Globe, dont la station principale se trouve à 146 m. d'altitude ².

Pour le reste de la colonie, il n'existe que des données fragmentaires recueillies surtout entre 1920 et 1930. Au-dessus de 600 mètres d'altitude, on ne connaît que les relevés faits à la Pelée et dont les plus importants sont ceux des lieutenants Bousquet et Tourbiez (janvier 1906).

¹ L.-B. Bérenger-Féraud, *Traité clinique des maladies des Européens aux Antilles*, p. 45.

² On a pris l'habitude à la Martinique de compter les séries décennales par rapport à 1902, date de la grande éruption. D'autre part, c'est de 1892 (Fort-de-France, Galion), que partent des observations pluviométriques continues et dignes de confiance.

La température moyenne du Morne des Cadets ressort à 23°2, l'année la plus chaude ayant été 1931 (24°4) et la plus fraîche 1917 (22°4). Les variations mensuelles sont également très faibles et vont de 21°5 en janvier-février à 24°45 en septembre, avec un maximum secondaire en mai. Les extrêmes connus ont été de 20°95 pour janvier 1937 et de 25°7 pour septembre 1933. L'amplitude moyenne annuelle n'atteint pas trois degrés. La variation diurne, plus forte, oscille de 9 à 10° en avril à 5 ou 5°5 seulement en janvier ¹. Les températures extrêmes enregistrées jusqu'ici ont été de 14° (le 12 mars 1918) et de 32°2 (cette dernière observée à diverses reprises en septembre).

La moyenne générale de Fort-de-France est d'environ trois degrés supérieure. Les observations des pharmaciens militaires permettaient à M. Lacroix d'écrire que le « thermomètre ne s'élève pas à plus de 32° centigrades et quelques dixièmes. Il ne s'abaisse guère au-dessous de 20° sur le littoral. La moyenne des minima a été de 22°5, celle des maxima de 29°5, celle de la différence des températures extrêmes de 25°9 pour les dix années qui ont précédé l'éruption » ².

Les observations du Laboratoire agricole à la rue Schoelcher, puis au jardin Desclieux, donnent, pour la décade de 1922 à 1932, une moyenne de 26°205, l'année la plus chaude ayant été 1926, avec 26°61, et la plus fraîche 1923, avec 25°70. Comme au Morne des Cadets, il y a deux maxima, l'un en mai (27°136), l'autre en septembre (27°012), mais celui de mai apparaît légèrement supérieur. Le mois le plus frais est janvier (24°635), ce qui donne une variation annuelle de l'ordre de 2°5. Le minimum moyen se place en janvier ou février et oscille, suivant les années, entre 20 et 22°. Le maximum se rencontre en mai ou en septembre et va de 30 à 32°75. Les températures extrêmes certaines enregistrées jusqu'à ce jour ont été de 15° en janvier 1932, ce qui était anormalement bas, et de 34°5 en mai 1931.

Depuis 1932, les observations poursuivies d'abord à Tartenson (82 m.), puis à Desaix (146 m.) ont donné des chiffres inférieurs d'un demi à un degré, mais n'ont rien apporté de spécifiquement nouveau. Au Morne Rouge (450 mètres) et au poste forestier de Balata (500 m.), les résultats obtenus sont très proches de ceux du Morne des Cadets. Le jardin de la Tracée, au pied du Vert Pré, connaît à son tour des moyennes comparables à celles du laboratoire agricole de Fort-de-France. Nous manquons, par contre, de renseignements sur les bourgs côtiers de l'Ouest et du Sud abrités de l'alizé par de hauts mornes et exposés à toutes les ardeurs du couchant. La température, disait Monnier, s'y élève souvent à 34,35 et 36° et quelquefois à 39 et 40° Réaumur, « dans le fond de quelques baies profondes dominées par des mornes qui réfléchissent de toutes parts les rayons du soleil et s'opposent à la circulation de l'air » ³.

¹ Bull. ann. Service Météorolog. et Physique du Globe, 1932, p. 30.

² Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 10.

³ Monnier, *Description nautique des côtes de la Martinique*, p. 83.

D'après M. Romer, la comparaison entre Fort-de-France et le Morne des Cadets permettrait d'attribuer au gradient thermique une valeur de $0^{\circ}56$ par 100 mètres, mais il ajoute que plusieurs observations ayant été faites au même instant à Fort-de-France, au niveau de la mer, et au Plateau des Palmistes (Morne Lacroix, 1.235 m.), on a trouvé un écart moyen de $8^{\circ}2$ ce qui indiquerait un gradient de $0^{\circ}66$ ¹.

Les lieutenants Bousquet et Tourbiez ont constaté, par 1.220 mètres d'altitude, en janvier 1906, une température moyenne de $17^{\circ}5$ avec un minimum de 15° à 5 heures du matin et un maximum de 20° à 13 heures, sauf deux jours où ce maximum est monté à 22° . Aucun exemple de gelée ou de neige n'est connu, ni même de température inférieure à 10° .

2. — LES VENTS

Les nuances essentielles du climat, dans la zone, habitée tout au moins, ne viennent pas de là, mais de l'exposition aux vents dominants et de la quantité de pluies alors reçues. La pression ne donne d'ailleurs que fort peu d'indications à cet égard, parce que trop uniforme et soumise au phénomène des marées. La moyenne annuelle s'établirait aux alentours de 759 mm. 95 avec maximum en mars (761,1 » et minimum en juin (758,4). Les maxima absolus observés en février ou juin-juillet montent jusqu'à 764 et 765 mm., les minima descendent à 757 ou 756 en octobre. Ils tombent beaucoup plus bas en cas de dépression cyclonique (727 mm. 3 en 1891 et 726,8 en 1903) ².

[Retour vers la table des illustrations](#)

¹ Romer, *Climatologie de la colonie*, p. 6.

² Chiffres cités par M. Romer, *Le Moniteur*, de 1891, indique 721 mm. et M. Lacroix 728,5.

[Retour vers la table des illustrations](#)

Direction des vents en 1937 d'après le Service Météorologique de la Martinique. Station de Fort-de-France.

La double marée barométrique culmine vers 10 et 22 heures, tandis qu'elle a ses minima aux alentours de 4 et 16 heures. L'amplitude diurne varie entre 1 mm. 5 en juillet et 2 mm. 6 en novembre, l'amplitude nocturne entre 1 mm. 5 en janvier et 2 mm. 31 en juillet. Le phénomène est, dans l'ensemble, d'une exceptionnelle régularité. Monnier faisait déjà remarquer que « les orages et, en général, toutes les circonstances atmosphériques, la pluie, le beau temps, les tempêtes même paraissent n'exercer aucune action sur les mouvements du baromètre »¹. L'expérience des dernières années a corrigé ce qu'une telle affirmation a de trop

¹ Monnier, *Description nautique des côtes de la Martinique*, p. 81.

absolu. Il est établi que l'effacement de la marée durant l'hivernage ou la remontée tardive après le minimum d'après midi annoncent une proche dépression. Par contre, il n'a pu encore être trouvé de relation rigoureuse entre les variations du baromètre et la direction ou la force des alizés.

Nous ne disposons en effet, sur ce point, que de séries insuffisantes ou d'interprétation difficile par suite de la configuration du terrain. Seuls des sondages poursuivis depuis 1932 ont permis d'étudier les courants de l'atmosphère jusqu'à l'altitude d'environ 6.000 mètres. Les tableaux et graphiques joints empruntés aux publications du service météorologique et de physique du globe résument nos connaissances à cet égard. Les alizés dominent dans la proportion de 80 à 90% et leur force moyenne semble osciller entre trois et cinq mètres seconde. Ils soufflent le plus souvent de l'E. N. E. Les calmes sont assez fréquents vers le lever du jour. Il n'est pas rare de constater non plus, le long des côtes, des vents locaux qui s'apparentent aux brises de terre ou de mer. Les massifs isolés entraînent de sensibles effets de turbulence que connaissent tous ceux qui ont fait l'ascension de la Pelée. Il en résulte, au débouché de certaines coulées sur la mer Caraïbe, de brusques et violents coups de vent redoutés des pêcheurs et « gros bois » ¹.

Il est encore vrai que les années ne se ressemblent pas. Bérenger Féraud a publié un curieux tableau ² de la direction des vents sur la côte occidentale de la Martinique dont les chiffres, dit-il, sont appropriés à une période de cent ans et qui donne pour les secteurs Sud et Ouest le cinquième à peu près du total. Il cite également les tables annuelles de l'abbé Marchesi pour la période de 1870 à 1875 qui aboutissent au résultat suivant ³.

N	N.-E.	E	S.-E	S	S. W.	W.	N. W.	Calme	Total
2,25	215	16,25	20,25	9	12,25	0,25	11	78,75	365

D'où la conclusion, fondée pour l'abbé Marchesi sur près de quarante ans d'études et d'observations personnelles, que les années peuvent être partagées en deux catégories, « c'est-à-dire que tantôt ce sont les vents de la partie Nord qui sont les prépondérants, tantôt ce sont les vents de la partie Sud ».

« Parmi les dernières, il y a une sous-catégorie à établir, à savoir :

1° Les années où la brise oscille surtout de l'Est au Sud-Est ;

2° Celles où cette brise atteint souvent, et d'une manière persistante, le Sud-Ouest, de sorte qu'en réalité il y a trois types d'années bien tranchées :

A. — Années où les vents alizés froids du Nord à l'Est prédominent.

B. — Années où règnent fréquemment les vents tièdes d'Est ou de Sud-Est.

C. — Années où règnent avec fréquence et persistance les vents du Sud et du Sud-Ouest chauds. »

¹ Grosses barques non pontées qui servent au petit cabotage.

² Bérenger-Féraud, *Traité clinique*, p. 54.

³ Bérenger-Féraud, *op. cit.* p. 57.

Le même auteur continue : « La fréquence relative de ces divers vents est très différente d'une année à l'autre. Si nous en croyons les observations venues à notre connaissance, la marche suivante serait habituelle : pendant une série d'années, les vents d'Est à Sud-Est sont de plus en plus fréquents, puis les vents du Sud-Ouest se montrent plus souvent pendant un, deux ou trois ans. De nouveau, les vents d'Est à Sud-Est perdent leur prédominance, tandis que ceux du Nord-Est ont une persistance qui était inconnue précédemment. »

« En un mot, il y aurait pour des groupes de trois, cinq, huit, dix années parfois les mêmes phénomènes qu'il y a pour les groupes de douze mois de chaque cycle solaire et aussi pour les groupes de vingt-quatre heures qui constituent les jours. C'est-à-dire que de même qu'on voit, dans les vingt-quatre heures, la brise descendre du Nord vers l'Est et le Sud, puis remonter du Sud vers l'Est et jusqu'au Nord, de même qu'on voit dans certains mois les vents du Nord-Est avoir une prédominance qui appartient aux vents du Sud pendant d'autres, de même il y aurait des séries d'années à vent plus septentrional et des séries d'années à vent plus méridional. » ¹.

En les dépouillant de ce qu'elles ont de trop systématique, les assertions de Bérenger Féraud et de l'abbé Marchesi ont chance de reposer, sur un fondement réel : les séries discordantes de pluviosité entre deux stations voisines ne peuvent guère s'expliquer qu'en faisant appel à des variations dans le régime des vents par rapport à un relief particulièrement heurté.

3. — LES PLUIES

Sur ce point, nous possédons une documentation abondante. Une vieille opinion veut en effet, à la Martinique, que le climat de l'île soit allé en se desséchant de manière continue depuis l'occupation européenne. M. Bassières, alors chef du Service de l'Agriculture, publia en 1922 ² un article qui eut quelque retentissement dans la colonie et d'où il semblait ressortir que la pluie tombée dans le pays allait en diminuant de manière constante, comme en témoignait le tableau ci-dessous reproduit :

Années	Fort-de-France	Galion
1892-1896	2.463,5	2.288,6
1897-1901	2.068,4	1.917,8
1902-1906	1.991,6	1.550,6
1907-1911	1.882,4	1.350,3
1912-1916	1.979,2	1.817,1
1917-1921	1.505,9	1.709,5

¹ Bérenger-Féraud, *op. cit.* p. 61-62.

² Bassières, *Bulletin Agricole*, octobre 1922.

« On voit alors clairement apparaître, avec une saisissante netteté, proclamait M. Bassières, une décroissance régulière et très sensible des quantités d'eau tombées. »

Sans être aussi brutalement affirmatif, M. Romer, dans son étude sur la climatologie de la colonie, s'est plu à aligner des séries impressionnantes qui, pour Fort-de-France, s'allongent sur près d'un siècle. Il croyait pouvoir en conclure que la moyenne de quarante ans s'élevait à 2.098 mm. pour la période de 1838 à 1878 contre 1935 seulement entre 1892 et 1932.

Mais on peut faire remarquer :

1° Que pour la période de 1838 à 1878, il a été tenu compte par M. Romer des chiffres de l'abbé Marchesi, dont on pouvait se douter, et dont on sait maintenant avec certitude que les plus élevés (7 m. 730 en 1878 par exemple) sont le résultat de déplorables plaisanteries ¹.

2° Que les chiffres cités par le même auteur, pour la période de 1892 à 1902, ne concordent pas avec ceux donnés par M. Lacroix, tandis que ces derniers se retrouvent et dans l'annuaire de 1931 et dans les archives du Service de l'Agriculture,

3° Qu'à partir de 1915 les chiffres cités ne viennent plus de l'hôpital militaire, mais de trois emplacements différents, hôtel Bougenot, Laboratoire agricole de la rue Schoelcher, et depuis 1931 Jardin Desclieux. Les chiffres ainsi recueillis ne sont pas absolument comparables. Des circonstances très locales, exposition aux rafales, situation plus ou moins éloignée des mornes qui dominent la ville ont influé dans des proportions notables sur les quantités d'eau reçues. Nous avons, pour quelques années, des séries doubles concernant le laboratoire agricole et l'hôtel Bougenot. Le pluviomètre de ce dernier accuse presque toujours une différence « en moins de l'ordre de 1/10^e avec, de temps à autre, des anomalies positives.

À noter enfin que les observations rigoureuses faites maintenant à la station principale du Service Météorologique ne fournissent pas d'indications directes pour la ville située à plus de 140 mètres en contrebas. Cette station principale, chaque fois que la comparaison a été possible, a reçu moins d'eau que le jardin Desclieux, la différence pouvant monter jusqu'à 15 et 20%. On peut donc en conclure que si les chiffres de Fort-de-France apparaissent souvent trop élevés pour la période antérieure à 1880, ils ont souvent depuis lors, et surtout après 1915, largement péché par défaut.

En dehors du chef-lieu, les plus longues séries que nous possédions sont celles de l'usine du Galion (Trinité), ininterrompue de 1892 à 1940, du Morne des Cadets (1906-1938), des usines du François (1908-1935), du Petit-Bourg (1914-1940), du Robert (1919-1940) et du Vauclín (1913-1940). La plupart des autres stations ont été fondées aux environs de 1924, sur l'initiative de M. Bassières, qui entendait

¹ cf. Hervé, *Bull. Agricole*, décembre 1933.

prouver le bien-fondé de ses assertions. Ce fut, comme on pouvait s'y attendre, le contraire qui se produisit.

M. Bassières n'avait utilisé pour sa construction que les deux séries de Fort-de-France et du Galion. Or, déjà les périodes de plus grande sécheresse ne concordaient pas (1907-1911 au Galion, 1917-1921 à Fort-de-France). D'autre, part, depuis 1922, la courbe a interrompu nettement son mouvement de descente et a même amorcé de sérieuses remontées. La moyenne quinquennale, de 1.505 mm. 9 entre 1917 et 1921 pour Fort-de-France, était revenue à 2.058, 14 entre 1932 et 1936.

Tout l'échafaudage s'effondre d'ailleurs si l'on fait entrer en ligne de compte d'autres observations. Au Morne des Cadets, un premier maximum se situe entre 1907 et 1911, avec 3.184 mm. 2 de moyenne annuelle. C'est l'époque du minimum absolu au Galion et d'un minimum relatif à Fort-de-France.

Aucun texte historique ne vient confirmer enfin l'hypothèse d'un dessèchement progressif de l'île depuis trois siècles. Le P. Bouton parle en 1640 de « sécheresses parfois bien longues »¹. En 1671, certains quartiers au 12 juin n'avaient pas vu tomber « une goutte d'eau depuis huit mois »². Thibault de Chanvalon, correspondant de l'Académie des Sciences, avait recueilli à Saint-Pierre, de juillet à décembre 1751, 23 pouces 6 lignes d'eau, c'est-à-dire approximativement 65 centimètres. Ce serait aujourd'hui l'indice d'une grande sécheresse.

Sa description du Sud n'a pas moins de saveur. Les terres des Anses d'Arlets, écrit-il, sont exposées à la sécheresse, tandis qu'il tombe ailleurs des pluies abondantes, et ne sont arrosées par aucune rivière. Il en est de même dans la paroisse du Diamant, qui est contiguë aux Anses d'Arlets, en allant vers l'Est³.

À propos des Salines, il affirme que « tout cet espace est aussi sujet à la sécheresse, quoi qu'il avoisine des quartiers où les pluies sont fréquentes ». « C'est de l'eau de pluie, continue-t-il, que l'on boit dans tous les quartiers qui comprennent les deux presqu'îles de la côte méridionale. On est fort heureux quand on y peut ramasser sa provision pour l'année, à cause de la sécheresse à laquelle sont sujettes les deux presqu'îles ».

Monnier accorde toute confiance aux données recueillies par Thibault de Chanvalon : il avait lui-même passé l'hivernage de 1824 sur la côte orientale de la Martinique, et l'avait trouvé beaucoup plus sec que celui de 1751.

Il semble difficile de continuer à soutenir, dans ces conditions, la thèse de M. Bassières sur le dessèchement progressif de la Martinique. Il reste à expliquer le contraste entre le Nord humide et le Sud assoiffé, c'est-à-dire la répartition des pluies à travers l'île.

¹ P. Bouton, *Relation*, p. 47, Édit. Rennard, p. 26.

² Rennard Baas, Blénac p. 236.

³ Thibault de Chanvalon. *Voyage à la Martinique*, p. 15.

Si l'on examine l'ensemble des données recueillies à cet égard, une première constatation s'impose : au Nord d'une ligne Fort-de-France-Robert, les totaux vont en augmentant de la côte Est vers les hauteurs, Montagne Pelée ou Pitons du Carbet et leurs contreforts. Deux stations seulement se trouvent près de la côte et à faible altitude, celles de Basse-Pointe et du Galion. La moyenne annuelle est de 1 m. 8025 pour la première et de 1 m. 755 pour la seconde.

[Retour vers la table des illustrations](#)

Carte pluviométrique

L'usine du Lorrain au Marigot n'est qu'à 12 mètres, d'altitude, mais elle apparaît plus enfoncée dans les terres, au pied de crêtes élevées. Les précipitations y montent à 2 m. 596. Bassignac se trouve dans la vallée moyenne du Galion par 45 m. d'altitude. Il y tombe 2 m. 495 d'eau. Le jardin de la Tracée, au pied de la pente du Vert Pré (338 m.), en reçoit 2 m. 735 dans ses douze mois. Au Gros Morne Calvaire (270 m.), l'on atteint 3 m. 003. Le pluviomètre de Sainte-Marie-Fourniols, vers 300 mètres environ d'altitude, voit sa moyenne annuelle s'élever à 3 m. 432. L'Ajoupa Bouillon, dans une situation analogue (255 m.), sur le versant oriental de la Pelée, obtient, avec 3 m. 452, un résultat entièrement comparable. Le Morne Rouge occupe, aux alentours de 450 mètres, le col élargi qui sépare la Pelée des Pitons du Carbet. La moyenne de dix ans s'y avère un peu, supérieure à quatre mètres (4 m. 063). Le poste forestier de l'Alma, légèrement en contrebas (390 m. environ), mais à l'aplomb immédiat des Pitons, totalise plus de quatre mètres cinquante. Celui des Deux Choux, à 250 mètres plus haut, détient le record observé avec 5 m. 387 bon au mal an.

Il n'y a rien là au fond que de très normal. Si l'on calcule la distance d'influence horizontale des Pitons et de la Pelée, c'est-à-dire la distance à partir de laquelle leur présence doit entraîner une augmentation des précipitations, elle apparaît, au vent, de 17 à 20 kilomètres. Elle devrait être au maximum de 10 à 11 pour les massifs du Sud qui culminent à la Montagne du Vauclin (505 m.). L'extrémité de la Caravelle à 27 km. des Pitons et à plus de 20 de la Montagne du Vauclin apparaît soustraite à ce facteur et la maigreur de la végétation souligne la sécheresse qui y règne. Cette influence du relief est d'autant plus marquée que l'humidité de l'air est toujours élevée et de l'ordre de 75 à 80% tant pour Fort-de-France que pour le Morne des Cadets. L'on dépasse souvent 90 et l'on a enregistré jusqu'à 97,98 et, même 99%. Or, d'après les formules courantes, pour une température de 30° fréquente à la Martinique et une humidité relative de 70%, la hauteur de condensation est de 788 mètres. Toutes autres conditions égales, elle s'abaisse pour une humidité relative de 80% à 498 mètres, pour 90 à 237 mètres, pour 97,98 et 99% à 68,46 et 23 mètres.

Ces formules renferment en elles l'explication des contrastes observés entre le Nord et le Sud de la Martinique. Pour une humidité de 80% par exemple et une hauteur de condensation de six à sept cents mètres, les nuages s'accrocheront sur la Pelée et les Pitons du Carbet, tandis qu'ils passeront bien au-dessus de la montagne du Vauclin et du Morne du Diamant.

Où rencontrerait-on cependant le maximum de précipitations ? Il est certain qu'au vent les précipitations augmentent de manière très sensible sur les hautes pentes. Bien souvent, en, montant à la Pelée, on est transpercé par de violentes averses, alors que rien ne tombe au Morne Rouge. Par contre, au Plateau des Palmistes (1.220 m.), il suffit d'avancer vers l'Ouest et de redescendre d'une centaine de mètres pour avoir chance de retrouver le beau temps ou, à tout le moins, des trouées de lumière sur la côte et la mer Caraïbes. Dans ces conditions,

le maximum devrait se rencontrer entre 900 et 1.000 mètres d'altitude et atteindre aux environs de huit mètres.

Mais le processus qui fait apparaître nuages et condensations sur le versant au vent entraîne leur disparition de l'autre côté. Au Grand Fonds de Case Pilote, se trouve, par 630 mètres d'altitude, proche des grands bois, mais sous le vent des Pitons, le plus élevé des pluviomètres de l'île avec celui des Deux Choux. La moyenne annuelle y atteint péniblement 2 m. 790 contre plus de 4 m. 50 à l'Alma qui se trouve à moins de 4 km. 500 en ligne droite, et à 200 mètres en contrebas, mais au vent. Le contraste est le même entre les Deux Choux (630 mètres) et le Morne des Cadets (510 mètres) éloignés de 5 km. La moyenne de 5,387, atteinte au premier de ces postes, s'abaisse à 2 m. 813 pour le second. La station de Lajus au Carbet permet de comprendre le climat de la côte occidentale. Elle se trouve à 8 km. 500 des Deux Choux, à 5 km. 700 du Morne des Cadets. Il n'y est ramassé qu'un mètre 368 millimètres d'eau. Au Prêcheur, les résultats sont identiques avec 1 m. 428.

On comprend alors que Bérenger Féraud ait pu affirmer que les pluies à la Martinique sont « des accidents tout à fait locaux et variant souvent à deux ou trois kilomètres de distance, soit du Nord au Sud, soit de l'Est à l'Ouest, soit même du niveau de la mer au sommet des Pitons »¹.

Il devient également possible de chercher une explication aux irrégularités que manifeste le régime de Fort-de-France. Les vents de l'E. N. E. à l'E. S. E. y arrivent sans trop de difficultés par la large dépression de la plaine et de la baie du Lamentin. Ils se heurtent près de la ville, de même que les vents aberrants de l'W. S. W., à des contreforts suffisamment élevés pour entraîner la condensation au moins partielle de l'humidité qu'ils renferment. Mais si leur direction tourne au Nord ou au Sud, ils sont obligés de franchir des obstacles autrement sérieux sur lesquels ils lâchent des pluies qui sont perdues pour le chef-lieu. Aussi bien, une année qui s'y montre sèche peut-elle s'avérer torrentielle dans le Nord, au Morne des Cadets, par exemple. Dans l'ensemble, cependant, le total des précipitations y apparaît supérieur à ce qu'il est pour les autres stations de la côte occidentale. C'est encore une conséquence du relief et de son orientation, mais c'est aussi un argument décisif contre la valeur pour l'île entière de statistiques empruntées à une localité régie par des lois tellement particulières.

Le Sud, moins élevé, présente des oppositions moins tranchées, mais encore fort sensibles. Le jardin de Préfontaine, près de Rivière Pilote, au pied de hauteurs atteignant trois cents mètres, a un total nettement supérieur à celui de Fort-de-France, avec 2 m. 548.

La limite des deux mètres est encore presque atteinte à Rivière Salée (1m. 971), par 2 m. 20 d'altitude. C'est un cas sur lequel il vaut la peine de s'arrêter. Le total ainsi indiqué a été obtenu dans l'agglomération même. Or l'usine de Petit-Bourg se

¹ Bérenger-Féraud, *op. cit.* p. 88.

trouve à trois kilomètres dans le Nord, à proximité immédiate de la mangrove et presque au niveau de la mer également. La Poterie, à trois kilomètres à l'Est, occupe un site analogue. Tant au Petit-Bourg qu'à la Poterie, on ne recueille annuellement que des quantités nettement inférieures, 1 m. 794 dans le premier et 1 m. 636 dans le second cas. Au bourg des Trois-Îlets, à 4 km. 500 de Rivière Salée, au bord de la mer, le total s'abaisse à 1 m. 522. Bien plus, il y a absence complète de synchronisme entre les trois stations. Ainsi, au maximum de Rivière Salée (2.413 mm. en 1929) correspond le minimum absolu de Petit-Bourg (1.347 mm.), avec plus d'un mètre d'eau en moins. Toutes autres conditions (altitude, situation sur la baie de Fort-de-France, proximité immédiate de la mangrove) étant égales, il ne demeure qu'une explication plausible : le rôle d'écran plus ou moins efficace joué par les mornes voisins suivant la direction du vent. Il suffit que celui-ci tourne de quelques degrés au Nord ou au Sud pour qu'une station naguère abritée soit frappée de plein fouet ou inversement.

Par contre, les stations de la côte Sud-Orientale, toutes au vent, présentent des résultats d'une uniformité remarquable : 1 m. 563 au Robert, 1 m. 546 au François, 1 m. 540 au Simon, 1 m. 539 au Vauclin, 1 m. 526 à Sainte-Anne-Crève-Cœur. Ils remontent un peu au Marin (1 m. 689), au pied du Morne Gommier (250 mètres). Mais ils s'amenuisent vers la pointe méridionale de l'île (1 m. 321 à Sainte-Anne-Caritan) et il est probable qu'ils sont encore plus faibles à la Savane des Pétrifications. Faute de pluviomètre à cet endroit, le minimum enregistré est celui de la Dizac au Diamant, avec un mètre environ (cinq années d'observations continues). Peut-être le total serait-il encore plus faible à la Petite-Anse-du-Diamant, voire aux Anses d'Arlets, sous le vent des plus grands mornes du Sud. En fait, comme le montre la carte établie d'après l'ensemble de ces observations, les pluies s'ordonnent de manière rigoureuse suivant le relief et les vents dominants.

On comprend alors pourquoi, à une année sèche, très sèche même, dans une région, puissent correspondre de très fortes précipitations dans une autre partie de l'île. En 1931, tous les pluviomètres au Sud d'une ligne allant de Fort-de-France à Trinité, celui de Rivière Salée excepté, ont enregistré une crue sensible (1 m. 82 par exemple à Sainte-Anne-Caritan au lieu de 1 m. 32, 2 m. 17 au Simon au lieu de 1 m. 540, etc.). La raison doit en être cherchée dans une fréquence accrue cette année-là des vents du Sud et du Sud-Est. En 1932 au contraire, les pluviomètres du Nord et du Centre connaissaient des précipitations très supérieures à la moyenne, tandis qu'elles s'avéraient déficitaires à Sainte-Anne et qu'aux Trois-Îlets bourg c'était le minimum absolu.

Par ailleurs, les irrégularités constatées ont d'autant plus d'ampleur qu'il s'agit de stations plus sèches. Le maximum des Deux Choux a été de 7 m. 08 en 1938, le minimum de 4 m. 083 en 1937 : il n'y a pas variation du simple au double. On dépasse largement le triple dans le cas du Vauclin (0 m. 888 en 1922, 3 m. 075 en 1942). Le Diamant a connu 0 m. 697 en 1922 : à des périodes humides peuvent alors s'opposer des années exceptionnellement sèches.

L'étude de la répartition mensuelle ou saisonnière permet de préciser encore ces résultats. On peut dire que la quasi unanimité des auteurs qui ont écrit sur la Martinique ont placé le maximum de précipitations au cours de l'hivernage dont les limites traditionnelles vont de « trois jours avant la nouvelle ou la pleine lune de Juillet » à « trois jours après la nouvelle ou la pleine lune de fin octobre » ¹ M. C. Vallaux a résumé les données généralement admises lorsqu'il a écrit : « Les pluies, fort abondantes, se groupent en général de mai à septembre. C'est la saison appelée hivernage aux Antilles. Il y a aux Petites Antilles un seul maximum au début de l'automne. Aux Grandes Antilles, on en constate deux avec diminution sensible dans l'intervalle. » ².

J'ai eu cependant la curiosité d'établir les moyennes mensuelles de toutes les stations pluviométriques qui, à un moment quelconque, ont fonctionné depuis 1892. Dans toutes celles au Nord d'une ligne Fort-de-France-Trinité, on peut noter deux maxima, l'un en août, l'autre en novembre, séparés par une rémission en septembre ou octobre. Dans la moitié des cas, au moins, le maximum de novembre l'emporte de manière nette, ce qui correspond aux observations de l'abbé Marchesi rapportées par Bérenger Féraud. Il est également vrai que la fin de l'année est souvent marquée par des déluges exceptionnels, comme ceux de novembre 1932 et 1938. La rémission de septembre-octobre, qui correspond à ce que le P. Delawarde appelle le « Carême nègre », dans la région du Prêcheur, concorde avec les maxima de température alors observés.

Les stations de la côte orientale, au Sud de Trinité, n'offrent au contraire qu'un maximum, celui de novembre, et pour le François d'octobre, vers lequel se poursuit une montée régulière.

En outre, ces moyennes mensuelles soulignent avec beaucoup plus de netteté encore les oppositions entre stations humides et sèches. Il est impossible de parler à aucun moment de sécheresse même relative aux Deux Choux, puisque la moyenne du mois le moins arrosé, février, est encore de 299 mm. 30. Depuis vingt-cinq ans, il n'y a eu que deux cas, en mars 1924 et en avril 1925, où il est tombé moins de 100 mm. d'eau (49,5 et 91,5). Il en est de même pour la plupart des stations qui se trouvent dans les grands bois, près des Pitons. Mais au Carbet, de février à mai inclus, les précipitations n'atteignent que 147 mm. sur un total annuel de 1.300. À la Dizac, au Diamant, les résultats seraient encore inférieurs. Il peut alors y avoir de longues périodes où il ne tombe absolument rien, comme au Prêcheur, du 27 février au 15 avril 1930. En 1924, on n'a recueilli au Diamant que 39 mm. 5 du 29 janvier au 4 mai.

On peut alors parler de « Carême » et les carcasses blanchies des animaux qui parsèment les savanes du Sud témoignent de l'inclémence de la nature comme de l'incurie humaine. J'ai vu à plusieurs reprises ravitailler les bourgs de cette région en eau prétendue potable à l'aide des vapeurs côtiers.

¹ Monnier, *Description nautique des côtes de la Martinique*, p. 93.

² C. Vallaux, *Nos Antilles*, p. 27.

La manière dont tombent les précipitations a une grande importance pour la végétation. Les dépressions amènent souvent des averses torrentielles. Celles qui ont accompagné les cyclones de 1891 et 1903 ont dû être énormes, mais n'ont pas été enregistrées. Depuis, le maximum atteint l'a été à Balata le 12 septembre 1928, avec 289 mm. 6. À Fort-de-France, l'on n'a pas dépassé 165 mm. La côte « sous le vent » ne connaît que très exceptionnellement des chutes supérieures à 100 mm. en vingt-quatre heures.

La répartition des jours de pluie est non moins instructive. Aux Deux Choux, le chiffre moyen oscille aux alentours de 300 par an. Il doit être supérieur à 340 pour les parties hautes de la Pelée. Il a été évalué à 214 pour Fort-de-France, mais à 130 seulement au Prêcheur et au Carbet, 115 au François, 109 à Sainte-Anne, 100 et peut-être moins encore au Diamant.

La nébulosité n'a été étudiée de manière régulière qu'au Morne des Cadets depuis 1906 et à Fort-de-France depuis 1932. Dans ces deux stations, elle apparaît importante. « De petites nuelles, écrit M. Romer, apparaissent au vent sur une ligne distante de quelques kilomètres... Se groupant lentement, elles forment de petits cumulus qui, entraînés par l'alizé, s'accumulent sur les hauteurs des Pitons du Carbet, du Morne Jacob et sur les flancs du Mont Pelé. » ¹.

Ces nuages se forment souvent vers six à sept cents mètres d'altitude, encore que par temps humide ils descendent à 350-400 mètres et même plus bas. Sauf exception rare, ils ne se présentent pas autour des hauts sommets en couche horizontale, mais avec une inclinaison d'autant plus marquée que l'alizé est mieux établi. Ce n'est donc pas un seul effet du hasard si, dans le secteur sous le vent, cultures et habitations montent beaucoup plus haut que sur l'autre versant.

Quant aux crêtes du Sud, il est assez exceptionnel, quoi qu'en dise M. Romer, que les nuages s'y accumulent entre la Montagne du Vauclin, et le Morne Pitault, sauf aux jours les plus humides de l'hivernage *. Le même auteur ne tient pas compte, dans ses affirmations trop généralisées, de la péninsule du Diamant et de la région de Sainte-Anne, le climat de cette zone, comme l'indique le nombre très diminué des jours de pluie, apparaissant beaucoup plus ensoleillé, beaucoup plus clair.

À la Caravelle, pas plus qu'à la Savane des Pétrifications, le ciel n'est encombré de beaucoup de nuages. Leur masse noire ne s'aperçoit que sur des crêtes éloignées de 15 à 20 kilomètres. Une photographie prise d'Assier, vers la Dominique, montre bien comment, dans cette mer Caraïbe, une île se trahit d'abord à la ligne de cumulus dont ses crêtes entraînent la formation, mais qui, ensuite, sont entraînés fort loin, suivant une bande horizontale.

Parfois également, on peut voir à la Pelée une calotte nuageuse, blanche, régulière, « à la surface supérieure lisse », qui se forme par temps « bouché », mais

¹ Romer, *Climatologie de la Martinique*, p. 27.

* Pl. XVI 2.

demeure nettement séparée de la couche des stratocumulus venus du large, laquelle, dans ce cas, se maintient à six ou sept cents mètres plus haut. Les paysans des alentours disent alors que « Gérard a mis son bonnet de nuit ».

Les brouillards proprement dits ne manquent pas dans les parties basses. Par temps calme, au matin, ils recouvrent la plaine du Lamentin de ce que Moreau de Jonnès appelait le « drap mortuaire des savanes ». Leur abondance présage des pluies orageuses. Il est arrivé à la Pelée qu'après une averse particulièrement violente une mer de brume se soit étendue jusqu'à la mer. Inversement il existe, à l'occasion, des brumes sèches de beau temps dont M. Frolow, directeur de l'Observatoire, pense que l'origine est à chercher dans des poussières venues de la terre ferme.

4. — LES PERTURBATIONS

Ce sont sur des données de cet ordre que repose, à l'ordinaire, l'étude des types de temps. Mais, à la Martinique, les pressions sont soumises à un rythme dont la régularité n'est troublée que par l'approche d'un cyclone. Les températures apparaissent également d'une constance remarquable. Les seules variations importantes viennent de l'abondance ou de la rareté des pluies qui, à quelques kilomètres de distance, peuvent varier du simple au double suivant l'altitude et l'exposition aux vents dominants. Seules, en fait, les grandes dépressions affectent la colonie entière. L'étude des types de temps s'y réduit ainsi pour l'essentiel à celle des perturbations et de leur développement.

Comment se produisent-elles ? Dans une étude récente sur la « frontologie, aux Antilles », M. Frolow¹ marque d'abord que pour cette région les masses d'air obéissent à l'anticyclone de l'Atlantique Nord qui en est le centre d'action principal.

Ces masses d'air comportent d'autre part :

1° De l'air humide et frais (température 27°, humidité 60 à 70%.) qui provient des réserves constituées par l'anticyclone de l'Atlantique Nord. C'est ce qu'on désigne communément sous le nom d'alizé. Il a beaucoup perdu de sa sécheresse relative, lorsqu'il arrive aux Antilles.

2° De l'air équatorial maritime humide, chaud et limpide (température 30, humidité 75, 80%), qui provient de la région des grands calmes.

3° De l'air équatorial continental frais et sec en été, moins frais, mais également sec en hiver (température 27 à 30°, humidité 45-55%), originaire de l'hémisphère Sud, et qui traverse, avant d'arriver aux Antilles, les régions sèches du Venezuela, où il se charge de poussières. La visibilité y est toujours inférieure à 20 kilomètres.

¹ S. Frolow, *Ann. Phys. Globe France Outre-Mer*, août 1938, p. 119-124.

On doit encore signaler que les grandes dépressions amènent parfois jusqu'à la Martinique de l'air du Pacifique, frais et humide.

Les perturbations sont presque toujours concomitantes de discontinuités et les « fronts froids » produisent des précipitations d'autant plus abondantes que la discontinuité est mieux marquée. Ils augmentent la vitesse du vent en le faisant dévier vers la droite, sont accompagnés de plafonds très bas et délimitent, lorsqu'ils sont voisins sur la carte, une région de basses pressions relatives avec d'assez nombreux orages.

L'air chaud rétablit le plus souvent le beau temps et constitue le retour aux conditions normales après le retrait de l'air appartenant à une masse froide. Toutefois, on a pu constater à la Martinique qu'une masse d'air chaud de dimensions importantes est obligatoirement suivie, lorsqu'elle se retire, par de fortes pluies.

J'emprunte encore à M. Frolow ses observations sur un passage de front froid le 9 août 1936 :

« Sur la carte, écrit-il, à l'Est des Petites Antilles, inclinaison des isobares dénonçant les hautes pressions. À la Martinique, depuis le 8 au matin, averses par cumulonimbus isolés avec manifestations orageuses. Vent du secteur Sud-Est, temps chaud. Le 9, vent devenant nul, ciel toujours clair, puis, dans la soirée, apparition d'altocumulus. Dans la nuit du 9 au 10, le ciel se couvre et apparaissent des cumulonimbus puissants, tout l'Est est illuminé par des éclairs. Le matin, vers quatre heures, averses torrentielles produites par des stratocumulus et augmentation de la vitesse du vent. Au-dessus des stratocumulus, voile d'altostratus. Le rafraîchissement précède la grosse pluie. Dans la soirée, le plafond s'élève de plus en plus. L'altostratus n'est plus uniforme et tend à se transformer en altocumulus lenticulaire. Au-dessus apparaissent des cirrocumulus. » ¹.

Dans la plupart des cas, le front tropical apparaît assez nettement pour être tracé avec une approximation de 100 à 150 kilomètres. On suit assez facilement encore et d'un jour à l'autre la propagation d'une masse froide le long de ce front. Le sens général de ce mouvement est de l'Est vers l'Ouest. « Cependant, au cas de mouvements oscillatoires amorcés localement sur une surface de contact, on peut avoir des transferts dans tous les sens. » ².

Tout cela donne naissance à de nombreuses manifestations d'ampleur et d'intensité variables. Dans la pratique, on distingue à la colonie les grains, les orages et les cyclones.

On appelle « grain », à la Martinique, un phénomène localisé et d'une violence médiocre. « Il se caractérise en général par une baisse lente du baromètre, suivie d'une hausse brusque dite « crochet de grain ». Pendant ce temps, la température

¹ S. Frolow, *Ann. Phys. Globe France Outre-Mer*, août 1938, p. 123.

² Frolow, *op. cit.* p. 123.

baisse et l'humidité relative augmente ¹. Il en résulte un coup de vent accompagné d'une pluie assez forte qui dure quelques minutes. Il n'est d'ailleurs pas rare que le « nuage qui a donné lieu au phénomène » soit suivi « d'une série de nuages identiques » et que les diverses particularités se répètent ».

On connaît aussi, mais beaucoup plus rarement, le « grain » violent tel qu'on le définit à l'ordinaire dans les régions tropicales. Celui du 3 août 1932 s'accompagna de nombreux coups de foudre et d'une pluie torrentielle sur le flanc Sud des Pitons. À Fort-de-France, l'on eut jusqu'à un mètre d'eau dans certaines rues.

Les orages proprement dits éclatent surtout de juin à novembre, mais on en observe encore d'assez fréquents en avril-mai et en décembre. On peut en dénombrer une cinquantaine par an au maximum, dont la plupart localisés sur les flancs de la Pelée, des Pitons ou de la Montagne du Vauclin. Quelques-uns sont des phénomènes impressionnants et les éclairs s'y succèdent avec assez de fréquence pour fatiguer la vue, tandis que la pluie tombe en sifflant. Cela peut durer plusieurs heures. Quant à la grêle, sans être totalement inconnue, elle n'apparaît guère que tous les vingt ou trente ans.

Les cyclones sont plus redoutables encore. On peut les définir comme « des tempêtes tournantes à axe vertical » qui se déplacent à une vitesse de 25-30 kilomètres heure suivant une trajectoire à peu près rectiligne dans les parages de la Martinique et en général orienté du S.-E. au N. W.

Ce caractère de tempête tournante a été reconnu dès les débuts. De même, les premiers observateurs ont toujours été frappés de la période de calme au passage du centre, « l'œil de la tempête » des marins, mais que suit une attaque redoublée des vents, en sens inverse de leur direction précédente. C'est le moment le plus dangereux, d'autant que, malgré les expériences du passé, beaucoup de braves gens s'imaginent alors que tout danger est écarté et commencent à déclouer portes et fenêtres que la prochaine bourrasque fait sauter.

On considère que la période dangereuse va de la mi-juillet à fin octobre, puisqu'aucun cyclone n'a touché la Martinique avant le 23 juillet, ni après le 21 octobre. L'allure rectiligne de leur trajectoire montre que ceux de ces météores qui atteignent la colonie se trouvent au début de leur trajectoire. En fait, les îles plus au Sud, Trinidad en particulier, sont à peu près à l'abri de leurs manifestations. Ils naissent à l'Est des Petites Antilles, dans une zone peu fréquentée par la navigation, si bien qu'on ne les décèle pas toujours au début.

Il en est de toute intensité, depuis le « coup de vent bananes », qui ne cause en général que de légers dégâts, jusqu'à l'ouragan destructeur. Le dernier en date a été celui des 8-9 août 1903. Depuis se poursuit la plus longue période de rémission qu'on ait encore enregistrée. Il est vrai qu'on ne tient plus compte aujourd'hui que des cyclones dont le centre traverse l'île. Mais l'on conserve le souvenir des dévastations que certains d'entre eux ont causées. Le 12 octobre 1780, on ne

¹ Romer, *Climatologie de la Martinique*, p. 32.

dénombré pas moins de 7.000 victimes. Le 18 août 1891, les dégâts furent presque aussi terribles. Le vent se déchaîna surtout en fin d'après-midi et dans la soirée. À Saint-Pierre, « la mer grondait avec une épouvantable furie, emportant les navires, envahissant toutes les maisons de la ville et du Fonds Coré proches du rivage...

... Au matin, la ville présentait un aspect lugubre et sinistre. La mer grondait encore formidablement, faisant trembler le sol. Sur tout le rivage, un entassement prodigieux de débris de toutes sortes, mâts brisés, carcasses de navires, de bateaux, de gabarres ; sur la mer, une masse énorme de morceaux de bois et de barriques flottant à la lame.

« L'intérieur de la ville présente un aspect lamentable. Les rues sont presque impraticables, encombrées de morceaux de bois et surtout de tuiles brisées, car presque toutes les maisons sont entièrement découvertes... L'église de la Consolation menace ruine et devra être jetée bas le plus tôt possible.

» Au loin, sur les collines qui environnent Saint-Pierre, de quelque côté qu'on se tourne, la campagne ressemble à un morne paysage d'hiver. Pas une feuille, pas un brin de verdure. Les arbres qui n'ont pas été renversés n'offrent à la vue que leur squelette. » ¹.

M. Legros, un vieil instituteur d'origine européenne que j'ai bien connu, avait assisté à ce redoutable météore. Il a bien voulu m'autoriser à copier les pages de son journal qui s'y rapportaient et que je reproduis presque intégralement :

« Il est sept heures du soir. Il faut se presser de manger pour aller se coucher, car le vent souffle et il sera impossible de faire un tour de promenade. Nous sommes dans les bois, au Calvaire, du Gros Morne. Nous ne pensons pas au cyclone. Quelques anciens, cependant, disent de serrer la vaisselle, qu'on peut s'attendre à un coup de vent. Bientôt, le vent souffle avec tant de violence que l'on ne peut plus s'entendre parler et l'on est tout mouillé. L'eau passe à travers les persiennes. Tout à coup, une poussée fait céder la barre de la porte et le vent, en s'engouffrant, emporte le plafond et le toit. Nous voilà sans habits sous une pluie diluvienne, avec un vent épouvantable qui tourbillonne en emportant feuilles, sable, branches et herbes. Il faut cependant sortir de là, car les feuilles de tôle qui voltigent comme du papier peuvent venir sur nous et nous fendre la tête...

» Nous courons derrière une terrasse, et au moyen de tôles nous nous abritons en les tenant solidement avec nos mains, au risque d'avoir les doigts coupés...

» Vers onze heures se produit une accalmie. Nous cherchons plus de confortable. La commode est dévalisée. Un homme a trouvé une robe sèche et une femme un paletot, celui-ci un habit, celui-là une redingote. Ainsi vêtus, on va se coucher à l'écurie, sur le fumier, pour être au chaud, ayant comme couvertures toujours des tôles.

¹ Journal *Les Colonies*, numéro du 27 août 1891.

» Le temps devient clair et la lune se montre. Nous croyons tous que c'est le jour et un homme va prendre du feu dans un four à charbon. Au milieu de mille débris, un foyer est établi et tous nous nous mettons à la recherche de victuailles. L'un trouve une boîte de sardines, un autre une dame jeanne de rhum dans la savane, le goulot enfoncé dans la terre, celui-ci du fromage en pâte, celui-là du riz détrempe. Dans un tesson de bouteille, chacun boit un petit verre de rhum.

» Au jour, le paysage n'était plus reconnaissable. Rien de debout ; maisons, cases, arbres, Christ, plantes, les herbes même, par endroits, étaient arrachées. Chevaux et bœufs couraient éperdus. Les porcs et les cabrits gémissaient sous les décombres, s'ils n'étaient tués. Les routes étaient barrées pour longtemps par de gros arbres tombés au travers. Au bourg, les poutres, planches, meubles brisés s'élevaient à deux mètres.

» ... On voyait des habitants assis sur les ruines de leur demeure, en larmes, n'ayant pas le courage de se mettre à l'œuvre devant tant de ruines et si peu de ressources. Il y avait cependant tous les fruits à terre et de nombreuses bêtes mortes ou estropiées, mais il fallait faire du feu, découvrir les ustensiles de cuisine et surtout établir un abri provisoire pour mettre les enfants, car les grains de pluie continuaient.

» Au bourg, gendarmes, médecin et curé, les bras en écharpe ou la tête attachée, ne savaient que faire et semaient la tristesse. Je leur ai dit qu'il fallait commencer par bien manger et se mettre au travail. » ¹

Il est compréhensible, dans ces conditions, que l'on ait cherché depuis longtemps à reconnaître les signes précurseurs de la tempête. Une vieille croyance, ancrée dans les esprits, veut que la période dangereuse soit de deux jours avant et deux jours après chaque pleine et nouvelle lune. On y ajoute maintenant les quartiers. Celui des directeurs de l'Observatoire que j'ai le mieux connu, M. Boutin, faisait simplement remarquer que l'on arrivait, par ce procédé élastique, à englober la majorité, sinon la presque totalité des jours.

On trouve reproduite en maints ouvrages une longue liste de signes précurseurs, établie par Moreau de Jonnés dans son *Histoire physique des Antilles Françaises*, au chapitre des recherches sur l'ouragan, et sous le titre : « Présages des phénomènes météorologiques ». « La presque totalité des phénomènes météorologiques, y est-il écrit, se forment aux Antilles d'une multitude de circonstances d'ordres différents dont le rapport avec l'état et le changement de l'atmosphère ne peuvent être établis rationnellement, mais dont cependant la liaison est presque toujours prouvée par une longue expérience et par l'observation populaire. Dans le nombre de ceux dont la tradition se retrouve maintenant parmi les nègres, il en est beaucoup qui appartiennent originairement aux races indigènes de l'Archipel et qui sont des vestiges d'antiquités américaines. Nous apprenons, par le vocabulaire des Caraïbes, que ces sauvages, malgré leur vie errante et leurs

¹ Citation extraite du journal manuscrit de M. Legros.

perpétuelles hostilités contre leurs voisins, n'avaient laissé échapper aucune des particularités des phénomènes physiques des lieux qu'ils habitaient. Ils avaient des expressions pour peindre une foule de détails qui exigent dans notre langue le secours de plusieurs mots et dont la création n'a pu appartenir qu'à des hommes d'un génie observateur. Telles sont sans doute celles qui expriment l'influence orageuse de la canicule, les planètes, les comètes, les constellations, le cours de la lune, les étoiles tombantes, les nuages blancs, la pâleur du soleil, l'azur du ciel, les nuages rayonnants, les vagues de la mer crevant sur le sable, leur retour périodique, le tremblement de terre, le bondissement des flots, la blancheur de l'écume, la rencontre de leurs courants opposés et une foule d'autres dont on s'étonne de voir l'usage parmi des hommes livrés sans cesse à une guerre d'extermination et à l'anxiété des périls et des besoins. »

Nous disposons maintenant de moyens plus certains. Navires en mer, stations des îles voisines fournissent des renseignements qui permettent de suivre la situation de jour en jour, voire d'heure en heure. Nous connaissons mieux aussi les lois qui régissent la propagation de ces météores, leur répartition mois par mois, ainsi que les trajectoires qu'ils suivent aux abords des Antilles.

5. — LES SAISONS À LA MARTINIQUE

Il est un dernier problème, abordé par tous ceux qui se sont occupés du climat de la Martinique sans qu'un accord soit jusqu'ici intervenu. Combien peut-on distinguer de saisons et quelles en sont les limites ? Aux premiers temps de la colonisation, le P. Bouton déclarait que les trois mois d'octobre, novembre et décembre, « à cause de leur humidité, composent l'hiver »¹. L'abbé Marchesi divisait l'année en trois périodes, la saison fraîche de décembre à mars, la saison chaude et sèche d'avril à fin juin, la saison chaude et pluvieuse de juillet à fin novembre. M. Romer revient à la division quaternaire qui était celle de Levacher, avec, du 15 janvier au 15 avril, la saison fraîche et relativement sèche, du 15 avril au 15 juillet une saison chaude et relativement sèche, du 15 juillet au 15 octobre l'hivernage proprement dit et du 15 octobre au 15 janvier la saison pluvieuse et fraîche².

Il est quelques points sur lesquels il est facile de réaliser l'accord : les mois de février et de mars sont, à beaucoup près, ceux où il tombe le moins d'eau, ceux de juillet à novembre les plus arrosés. Le minimum de température s'observe d'ordinaire en janvier, mois dans l'ensemble assez peu humide. On peut se refuser, par contre, à admettre les saisons intermédiaires. Elles ne sont que la traduction assez arbitraire des moyennes annuelles. La réalité est autre. Il est des années où l'hivernage commence dès fin mars et se marque en avril par un maximum de précipitations, comme ce fut le cas par exemple en 1927. Assez fréquemment, par

¹ P. Bouton, p. 28-29, in Rennard Tricentenaire, p. 46.

² Romer, *Climatologie de la Martinique*, p. 36-37.

contre, la sécheresse se prolonge jusqu'en mai, ce qui explique le maximum de température alors observé. Parfois même juin, voire juillet, ne connaissent que des pluies modérées.

Je voudrais surtout insister sur le fait que les transitions sont presque toujours rapides. Il n'y a pas dégradation lente de la température ou des précipitations deux ou trois mois de suite, mais l'on passe en deux ou trois semaines au maximum d'un régime à l'autre. On peut donc dire, avec Monnier, que l'année se divise en deux saisons bien distinctes et inégales : la saison sèche et la saison humide. Ce sont les seules qui présentent des différences marquées. Mais la saison sèche, dans toute une partie de l'île, ne justifie cette dénomination qu'autant qu'on la compare à l'hivernage et, d'autre part, la durée relative des deux saisons varie d'année en année, parfois du simple au double.

Telles sont les caractéristiques essentielles du climat martiniquais. Il est assez peu de pays au monde où l'on sente aussi fortement l'influence du relief sur les précipitations, où l'on rencontre sur de si faibles distances des oppositions aussi tranchées. Qu'y a-t-il de commun entre le climat des Deux Choux et celui du Carbet, de l'Alma et de Sainte-Anne ? Et ces contrastes, que nul ne peut nier, même s'ils ne cadrent pas exactement avec les opinions courantes, commandent à leur tour végétation et régime des eaux. Aux torrents pérennes du Nord s'opposent les ravines caillouteuses du Diamant et des Anses d'Arlets, à la forêt dense des Pitons, le quasi désert de la Savane des Pétrifications.

PREMIÈRE PARTIE

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

CHAPITRE VIII

LES EAUX

1. — LACS ET MARAIS

[Retour à la table des matières](#)

LA diversité des sols et des climats se traduit dans le régime des eaux. Là encore la Capesterre s'oppose au pays sous le vent, le Nord humide au Sud relativement desséché.

Il n'y a évidemment, hors les mangles littorales et les Salines, qu'assez peu d'eaux stagnantes à la Martinique. L'étang le plus remarquable est celui du Plateau Larcher, où naît la Rivière l'Or. On ne saurait, par contre, appeler de ce nom les élargissements de rivières, les bassins fréquentés par les amateurs de bains froids et dont les plus fameux sont le bassin « Coq », dans la vallée de la Capote, et le Bassin Bleu, dans celle du Lorrain. Il n'existe également dans l'intérieur que peu de marécages proprement dits. Mais sur les hautes pentes des Pitons et de la Pelée se maintient une humidité constante. Dans la basse vallée de la Lézarde se rencontre le « Pays Noyé », que chaque crue transforme en lac temporaire. Puis, sur le cours inférieur des rivières qui aboutissent à la baie du Lamentin, et jusqu'à la limite de la mangrove, s'étend une bande humide, à moitié aquatique, où poussent des joncs et l'herbe à vaches, recherchée par les troupeaux qui, pour l'atteindre, s'enlisent parfois.

Cependant, les traces d'anciennes nappes ne manquent pas. Le Champflore est encadré de tous côtés par des contreforts venus de la Pelée. Son aspect de cuvette est frappant. Les dépôts qu'on y rencontre prouvent qu'il a existé là une sorte de lac

ou de grand marécage dont la Capote, par érosion remontante, a entraîné, la vidange encore imparfaite vers la mer.

De même, il y a une cinquantaine d'années, s'étendait près du sommet de la Pelée, par 1.220 mètres d'altitude, le petit lac des Palmistes, sur un plateau de cendres et de lapillis fortement tassés. Il n'avait pas d'émissaire visible, à cause de l'infiltration, et était entretenu par l'humidité et les pluies constantes à cet endroit. Il pouvait avoir 150 mètres de diamètre et une profondeur maxima d'un mètre cinquante à deux mètres. Il a été comblé en 1902 par les projections de la Pelée et il ne reste plus à sa place qu'un plan fort uni. À plus forte raison l'Étang Sec, dont la cavité est maintenant remplie par le dôme, a-t-il lui aussi disparu. Il n'avait d'eau qu'au moment des grandes pluies.

Nous avons déjà parlé du ou plutôt des lacs de la Rivière Claire, dont le plus petit subsistait seul en 1941. Ils avaient été précédés, à peu près au même emplacement, par un autre lac de 100 à 120 mètres de diamètre, aperçu par Rufz, Leprieur et Peyraud, lors de leur excursion du 5 février 1852, et qui avait disparu, comme devait le faire son successeur de 1929, par creusement d'un émissaire dans le cône de déjections qui le retenait ¹.

2. — a) LES SOURCES THERMALES

En ce qui concerne les sources, il y a d'abord lieu de distinguer le groupe des venues thermales qui sont en rapport avec les dislocations du sol et l'activité, volcanique. Ni le recensement, ni l'étude n'en ont jamais été terminés, malgré des travaux dont le plus connu est celui du docteur Sambuc ². Le Service de Physique du Globe avait été chargé de reprendre la question et son directeur, M. Romer, a publié en 1937 un article sur les eaux d'Absalon ³. Depuis, l'effort a été interrompu : on ne connaît bien que les sources exploitées et la Rivière Chaude de la Pelée. C'est assez peu, au total.

Il existe à Didier, au pied des Pitons, à 12 kilomètres de Fort-de-France, un établissement thermal avec installation de mise en bouteilles. D'autres griffons émergent un peu en amont dans la même vallée et sont exploités par un industriel concurrent. L'eau vendue apparaît légère et pétillante. L'établissement d'Absalon, installé dans une ravine proche, n'est utilisé que pour les bains. Il s'agit, dans tous ces cas, d'eaux bicarbonatées sodiques. À Moutte, au contraire, à quatre kilomètres de Fort-de-France, sur un ravin de la Rivière-Monsieur, ce sont les éléments ferrugineux qui l'emportent.

¹ Rapport sur les bouches volcaniques de la Montagne Pelée. *Revue Coloniale*, juillet 1852, p. 72 sqq.

² Étude sur les eaux thermales de la Martinique, Fort-de-France, 1869.

³ *Annales de Physique du Globe de la France d'Outre-Mer*, juin 1937.

Avant 1902 on exploitait au Nord de Saint-Pierre, sur un affluent de la Rivière Lamare, la rivière Messimy, une source sulfureuse chaude (36° environ). La source existe toujours et l'on peut encore retrouver quelques traces des anciennes canalisations, mais elle est devenue pratiquement inaccessible. On va maintenant à la haute Rivière Claire, dont la branche Sud comporte toute une série d'émergences déjà signalées par M. Lacroix et par Rufz, Leprieur et Peyraud, qui en avaient donné une description complète¹. Les diverses éruptions de 1851 à 1929-1932 ont entraîné de profondes modifications dans la topographie des lieux, mais non la disparition de ces venues d'eau à haute température qui sortent non seulement de la ravine chaude proprement dite, mais d'une gorge adjacente aux parois sang et or et d'une grotte semi-circulaire presque entièrement tapissée d'algues gélatineuses en grandes plaques maintenues constamment entre 30 et 40°. La pérennité de ces sources et la présence ancienne d'une « soufrière » dans la région sont des arguments sérieux en faveur de l'origine juvénile d'une partie au moins des eaux. (Cf. Pl. XVII, 1.)

Sur la Trace, aux Deux-Choux, dans la combe qui se creuse à l'origine de la Rivière du Lorrain, deux sources sont connues, l'une sulfureuse tiède et l'autre bicarbonatée. Les gens de Fonds-Saint-Denis vont chercher au pied des Pitons, sur le chemin du Morne Vert, des eaux riches en acide carbonique et « bonnes pour le foie ». Les habitants de Saint-Joseph s'en procurent d'analogues à Rabuchon. Giraud avait reconnu, dans le lit même de la Rivière du Carbet, au pied du Morne des Marins, un suintement tiède à plus de 30°. Dans la plaine du Lamentin, les sources de Lareinty ont 50°. Celles découvertes en 1940 dans les mangles du Morne Cabrit atteignent, malgré des infiltrations marines, 57 et 65° en deux points différents, avec un débit à chaque émergence de 10 à 15 litres minute.

La source de la Frégate est fréquentée par les hépatiques. Il existe, dans la région de Sainte-Anne, un suintement dont les eaux passent pour purgatives. On trouve, à la Petite-Anse du Diamant, en bordure de la mer, au pied du Morne Jacqueline, un griffon à 35° environ. Cette énumération est d'ailleurs loin d'être limitative et une exploration serrée entraînerait sans doute de nombreuses découvertes.

b) LES SOURCES ORDINAIRES

En ce qui concerne les sources ordinaires, il faut tenir compte à la fois de l'importance des précipitations, de leur répartition et de la perméabilité du sol. La plupart des dépôts récents sont en effet de véritables écumoières où l'eau qui ne ruisselle pas immédiatement s'enfonce pour ne réapparaître que dans les vallées les plus importantes au bord de la mer. Là où la proximité des hauts sommets maintient, d'un bout de l'année à l'autre, des précipitations abondantes et répétées,

¹ Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 26. — Rufz, Leprieur et Peyraud, *Rapport sur l'éruption de 1851*, p. 16.

comme au Macouba et à Grand-Rivière, il n'est pas rare de trouver de pseudo sources, parfois très abondantes, qui sortent des falaises et ne sont en réalité que la réapparition de véritables rivières souterraines. L'analogie est frappante avec ce qui se passe dans les falaises crayeuses de la côte normande, avec les mêmes phénomènes d'enfoncement progressif qui permettent aux vieilles gens de parler de dessèchement accéléré.

Lorsque le lit même d'une ravine est encombré de matériaux particulièrement poreux, il peut arriver que l'infiltration l'emporte sur l'écoulement qui peut même s'interrompre. La Rivière Sèche, ainsi appelée déjà par le P. Dutertre, tire son nom de ce que, sauf en temps de crue, il n'y coule rien auprès de la mer. Mais il suffit de la remonter sur quelques centaines de mètres pour voir apparaître un mince filet d'eau qui va grossissant vers l'amont jusqu'à un détour du cañon, au pied duquel jaillit un flot bouillonnant. La pente desséchée reprend, puis de nouveau la rivière et de pseudo sources.

Au delà de sept à huit cents mètres d'altitude, il pleut de 320 à 340 jours par an. Il n'est donc pas étonnant d'y trouver des eaux pérennes. C'est le cas entre le Plateau des Palmistes, le Morne de Macouba et la Grande Savane, pour le ravin, originaire de la Rivière du Prêcheur. Il en est de même pour la haute Rivière des Pères et la Falaise, aux environs du « Dos d'âne ».

Dans le Centre, les zones de fortes et moyennes précipitations sont occupées en surface par des produits de décomposition imperméables. L'eau ruisselle alors de partout et les photographies prises d'en haut trahissent un extraordinaire chevelu de rigoles et de ravines. Cependant il est difficile, même dans cette région, de parler de sources au sens propre du terme. L'eau, en effet, ne dépasse pas l'humus superficiel et glisse à la surface des tufs argileux immédiatement sous-jacents. Il s'agit donc, en réalité, d'un écoulement ralenti, fait de suintements multiples qu'une sécheresse de quelques semaines, heureusement presque impossible, suffirait à interrompre. À cet égard, les régions les plus favorisées sont celles de Saint-Joseph à Sainte-Marie et au Vert-Pré, où l'existence d'une couche de cendres perméable entre la terre superficielle et l'argile profonde a permis, comme au Morne des Esses, au Calvaire ou au bas Vert-Pré, la formation d'un niveau de sources véritables.

Sur la côte occidentale et dans le Sud, la sécheresse sévit pendant plus du tiers de l'année. Les sources ne se rencontrent guère que dans les hauteurs, où il pleut davantage, et où des couches latéritisées voisinent avec des dépôts meubles de projection on des tufs calcaires. Il existe, dans ces conditions, d'abondantes fontaines à la Renée *, au Morne Vent et à la Montagne du Vauclin, aux Mornes Pérou et Sulpice, ainsi que le long des hauteurs qui vont de la Régale au Morne Caraïbe. D'une étude très fouillée poursuivie par M. Sobesky, chef topographe du Service de l'Agriculture, il ressort que, pour un territoire d'une trentaine de kilomètres, les sources débitent 400 mètres cubes par jour, ce qui représente

* Cf. Pl. XVIII, 2.

environ cinq litres par mètre carré et par an. C'est peu, surtout pour des précipitations supérieures à 1 m. 50. En fait l'aspect desséché de cette région s'augmente de ce que les eaux sorties de la montagne n'atteignent guère la plaine, parce qu'elles s'infiltrent, avant d'y arriver, dans les tufs très perméables de la région. La situation est encore pire à Sainte-Anne et dans la région du Diamant aux Anses d'Arlets.

3. — LES NAPPES SOUTERRAINES

Reste la question des nappes souterraines. Elles existent, mais la Martinique est un pays accidenté et il faut souvent les chercher à de grandes profondeurs. Elles réapparaissent au niveau de la mer. Les éleveurs du Sud savent qu'en creusant un trou dans le sable, à quelques mètres de la lame battante, on a chance de recueillir un peu d'eau douce avant les venues saumâtres, presque immédiates au demeurant, et qui peuvent s'étendre assez loin vers l'intérieur. Au Vauclin, en 1925-1926, l'on a poursuivi sur l'habitation Sigy, à deux kilomètres de la mer, le forage d'un puits destiné à alimenter le bourg. Le point choisi se trouvait à moins de vingt mètres d'altitude. On creusa dans les tufs perméables jusqu'à 70 mètres, c'est-à-dire à 50 ou 60 mètres au-dessous du niveau de l'Atlantique. Le débit obtenu fut de 13 mètres cubes à l'heure, mais on s'aperçut très rapidement que l'eau ainsi obtenue était impropre à la consommation et contenait des quantités appréciables de magnésie.

Là seulement où existent, comme au Val d'Or, des lentilles d'argile ou de tufs imperméables apparaissent, à quelques mètres de la surface, trois ou quatre en moyenne, de petites nappes phréatiques utilisées par les premiers colons pour leurs puits. Ils en tiraient une eau relativement pure. Le débit était à peu près constant, mais très modeste. On voulut le décupler en 1925-1926, lors de la mission Levilly, et on descendit à 50 mètres. Il en résulta la disparition de la petite nappe superficielle, et, comme à Sigy, des venues saumâtres.

4. — LES RIVIÈRES ET LEURS BASSINS

Malgré ces nappes, malgré les infiltrations profondes et une évaporation que la chaleur et le vent rendent intenses, il est certain qu'une large part des eaux tombées ruisselle directement à la mer. Dans ce pays d'un peu plus de 1.000 kilomètres carrés, en ne tenant compte que des ravines dont le bassin versant est supérieur à un kilomètre carré, on ne compte pas moins de 70 cours d'eau indépendants, dont 30 à 32 sont pérennes. Le nombre en serait doublé si l'on voulait tenir compte de tous les ruisselets indiqués sur la carte marine et dont la plupart ne sont que des vallonnements toujours à sec. En fait, et cela vaut la peine d'être noté, les bassins versants de plus de 20 kilomètres carrés n'occupent que le tiers du pays, soit 350 kilomètres carrés. En y ajoutant ceux de 10 à 20 kilomètres carrés, on n'arrive

encore qu'à 466 kilomètres carrés. Plus de la moitié de la Martinique se trouve donc drainée par de très petites rivières filant directement à la mer toujours proche.

Le bassin le plus important est celui de la Lézarde, avec 110 kilomètres carrés. Viennent ensuite ceux de la Capote (60 km²), de la Rivière Salée (57 km²), de la Rivière Pilote (40 km²), de la Rivière du Lorrain (33 km²), de la Rivière du Galion (30 km²) et de la Rivière de Sainte-Marie (20 km²).

Il est à remarquer que deux de ces bassins seulement (Rivière Salée et Rivière Pilote) se trouvent dans le Sud, tandis que les cinq autres relèvent du massif des Pitons. Seule la Capote reçoit de la Pelée quelques-uns de ses affluents de gauche, dont le plus important est la Falaise ou Filasse.

Le volcan a gardé en effet une allure extrêmement jeune. Les rivières qui y prennent leur source ne sont guère que des gouttières, des barrancos élargis et approfondis filant droit vers l'Atlantique ou la fosse Caraïbe. Sauf entre Grand-Rivière et l'Anse Couleuvre, où le faciès est plus ancien, elles présentent à peu près toutes le même caractère : elles débutent par une pente de précipice, des rigoles collectent les eaux dans les bassins de réception dont l'entonnoir apparaît d'une surprenante régularité, le canal d'écoulement s'entaille en cañon dans la planèze adoucie et lance son cône de déjections sur le littoral. La Falaise ramasse ainsi vers 1.200 mètres une partie des eaux qui viennent du Plateau des Palmistes dans de minuscules ravins de 50 à 60 centimètres de largeur et de 80 centimètres à un mètre de profondeur. Ils s'enfoncent peu à peu en s'anastomosant pour former en contrebas la trouée héroïque, la gorge ombreuse tapissée de lianes et de fougères arborescentes avec ses étroits furieusement rabotés par les crues.

La Rivière du Macouba débute vers 450 mètres d'altitude par un vaste entonnoir où viennent converger d'extraordinaires réseaux chevelus qui remontent les pentes de la montagne jusqu'à 1.150 mètres. Le cañon qui en résulte forme une entaille si nette et si brusque et le paysage se raccorde si bien de part et d'autre qu'à très peu de distance on ne saurait soupçonner la coupure.

La Rivière du Prêcheur naît à l'extrémité occidentale du Plateau des Palmistes, entre le dôme de 1902 et le Morne de Macouba. Elle parcourt quatre à cinq cents mètres sur un plan assez peu incliné avant d'arriver aux à pic qui s'ouvrent sur le flanc Ouest de la Pelée. En moins d'un kilomètre elle descend alors de 800 mètres. Le spectacle est impressionnant vu de l'ancien dôme, dont les pentes s'interrompent à l'origine des ravins affluents par des précipices de 3 à 400 mètres sur un extraordinaire enchevêtrement de crêtes et de cañons au delà desquels s'aperçoit la grande trouée qui conduit à la mer *.

Le système le mieux organisé, comme on pouvait s'y attendre, est aussi le plus important, celui de la Lézarde. La branche mère naît entre les mornes de Bellevue et du Lorrain, vers 500 mètres d'altitude. Elle descend rapidement à 200 mètres et longe le pied des crêtes du Calvaire, du Gros Morne et du Vert-Pré, avant

* Cf. Pl. XVII, 2.

d'obliquer vers la baie du Lamentin. Sa vallée apparaît évasée, dès le début, et encombrée de mamelons aux formes déjà mûres. De sa source actuelle à son embouchure, on peut compter 14 km. 500 en ligne droite. La rivière en parcourt 28,500 contre 33,250 avant correction, il y a une quinzaine d'années.

Ce n'est pas le bras principal, cependant. S'il a donné son nom au système, c'est qu'il passait dans une région plus accessible et plus tôt défrichée. La Rivière Blanche, à l'habitation Jonction, où elle conflue avec la Lézarde, a le double avantage de la longueur et du débit. Elle sort des Pitons entre 800 et 1.000 mètres. Au deuxième kilomètre huit cents, elle passe au pont de l'Alma, sur la Trace, à 390 mètres. Vers le seizième kilomètre, à la route du Gros Morne, on la retrouve aux environs de 85 mètres, au dix-neuvième 500 à 47 mètres. Peu après le confluent, on observe vingt-deux mètres au vingt-troisième kilomètre, 500 à sept kilomètres de la mer. De la source de la Rivière Blanche au débouché actuel sur la baie du Lamentin, il y a seize kilomètres en ligne droite contre 30,500 réellement parcourus. La basse Lézarde, dans la région des mangles, coule pendant près de deux kilomètres avec une pente très faible, sinon nulle, ce qui la rapproche des rivières du Sud, les plus évoluées de toutes.

Le col de la Régale sépare vers 240 mètres les deux bassins de la Rivière Salée et de la Rivière Pilote. La première est formée par la réunion d'un certain nombre de bras dont les principaux s'appellent rivière de la Trénelle, et rivière des Coulisses, elle-même alimentée par la rivière des Cacaos, la Roussarie, la Nau, la Rivière de Beauséjour. Les deux principales, la Roussarie et la Nau, ont leurs sources aux environs de 220 mètres.

La grande Rivière Pilote se forme au-dessus de la Jossaud, vers 180 mètres. Au bout de 1 km. 300, elle n'est plus qu'à une altitude de 45 mètres, puis elle passe à 38 mètres au deuxième kilomètre, à 10 vers le cinquième. Le septième kilomètre, l'amène à moins d'un mètre et pendant 2 km. 700 elle file au milieu d'une plaine d'alluvions récentes aujourd'hui plantées en cannes.

La petite Rivière Pilote rejoint la grande au bourg après 6 km. 500 de parcours. Les sources les plus élevées qui l'alimentent sont celles de la Renée, par 220 mètres. La pente est raide au début. Mais en un kilomètre plus de 120 mètres ont été descendus. Vers le troisième on atteint la cote 40, au quatrième la cote 20. Le confluent au sixième km. 500 se trouve à peine au-dessus du niveau de la mer.

Aussi bien dans le système de la Rivière Pilote que dans celui de la Rivière Salée toutes les vallées, même celles des ravins affluents, sont relativement larges avec des versants dont l'argile amollit les formes. Le long de la Nau et dans la région du Saint-Esprit, elles sont occupées par de riches cultures.

Il en est de même pour les Trois Rivières. Tout ce réseau, comme Giraud l'avait déjà noté, apparaît en pleine maturité. Sera-t-il permis de rappeler qu'il correspond exactement à la région des niveaux d'érosion reconnus à l'étude morphologique, à ce que Thibault de Chanvalon et les premiers colons appelaient la « barre de l'Isle ».

La péninsule du Diamant, par contre, a un relief demeuré plus jeune. La principale ravine y est celle de Saint-Charles, avec un bassin versant de 11 km². Jusqu'à la route proche du marigot, elle présente l'aspect d'un torrent encaissé. Son bassin de réception ne commence à s'élargir vers le haut qu'aux environs de 100 à 110 mètres d'altitude dans la région du Morne Blanc.

Ailleurs, les ravines filent directement à la mer et l'on a toutes les formes élémentaires, depuis le bassin de réception dont le canal d'écoulement a été interrompu par l'affaissement du rivage et la remontée des eaux jusqu'au système complet avec cône de déjections plus ou moins étalé.

5. — DÉBITS ET CRUES

Le problème des débits, des maigres et des crues apparaît plus délicat encore. Les quelques données que l'on possède à ce sujet sont éparées dans les publications de l'Observatoire, des rapports administratifs sur les captations d'eau, celles de Fort-de-France en particulier, et des études en vue d'installations hydroélectriques.

Le bulletin annuel du Service météorologique et de physique du Globe pour 1935 a donné la seule indication certaine qui ait été publiée sur l'évaporation à la Martinique¹. Mesurée avec un piche ordinaire, elle s'est élevée pour Fort-de-France (station de Tartenson) à 1.352 mm. 8, pour le Morne des Cadets à 620 mm. L'année 1933 a été d'une humidité légèrement supérieure à la moyenne. On peut donc admettre que les chiffres normaux d'évaporation doivent être un peu plus élevés. D'autre part, dans le Sud, il existe des stations beaucoup plus sèches que Fort-de-France et où l'on doit obtenir des résultats comparables à ceux des régions méditerranéennes (Perpignan 1928 : 1.870 mm.).

Par contre, beaucoup de stations dans le Nord, au vent des Pitons ou de la Pelée, connaissent des précipitations plus abondantes que le Morne des Cadets. Par analogie encore, les chiffres d'évaporation ont chance d'y être réduits en conséquence. Le contraste entre Nord et Sud, versant au vent et sous le vent, se creuse dans ce domaine comme dans les autres et ne peut manquer d'influer sur le régime des eaux. Théoriquement, si les pluies, dans certains cantons du Sud ou de l'Extrême-Sud, étaient uniformément réparties d'un bout de l'année à l'autre, il ne devrait s'en écouler aucune fraction jusqu'à la mer. À l'opposé, l'évaporation ne peut faire disparaître aux Deux-Choux beaucoup plus du dixième de la tranche annuellement tombée.

Quelles sont cependant les quantités qui s'écoulent réellement ? La ville de Fort-de-France, jusqu'à ces dernières années, on a installé en 1939 une nouvelle station de pompage sur la Rivière Monsieur, était alimentée en eau par deux grandes conduites, celle de la Rivière l'Or, qui appartient à l'autorité militaire, et

¹ Bull. ann. Service Meteor. et Physique Globe, 1933, pp. 37 et 43.

celle de la ville proprement dite, alimentée par les Rivières Duclos et Dumauzé, qui descendent des Pitons.

La partie du bassin versant de la Rivière l'Or, qui se trouve en amont du point de captation, s'étend sur une soixantaine d'hectares au maximum. La canalisation militaire n'utilisait vers 1930 qu'une partie du débit, soit 515 mètres cubes par jour. La ville ayant demandé le surplus, il en résulta une étude assez minutieuse. Le 2 avril 1930, après quatre semaines de sécheresse, une mesure précise permit d'évaluer à 2.000 mètres cubes le débit en vingt-quatre heures. Le 15 octobre 1931, « après la saison des pluies, mais par beau temps », on arriva à 3.915 mètres cubes. Cependant la Rivière l'Or prend naissance dans une région fort arrosée où il tombe 4 m. 50 par an et les périodes sèches y sont l'exception. Le débit moyen de la canalisation et de son trop-plein est sans doute plus proche de 3.500 mètres cubes que de 2.000. D'autre part ces chiffres ne tiennent pas compte des débordements nombreux et brusques qui surviennent au moment des avalasses de l'hivernage et qui, en quelques heures, peuvent augmenter dans d'énormes proportions, malgré l'étang, le volume de l'eau écoulée. En fait la comparaison avec le Morne des Cadets montre que l'évaporation ne doit guère être supérieure à 600 mm. par an, si même elle les atteint. La tranche d'eau disponible serait d'environ 3 m. 90. Pour 60 hectares, l'on obtiendrait ainsi près de 6.000 mètres cubes par jour avec un coefficient d'écoulement de 80%. Dans ces conditions très spéciales et limitées, cela ne paraît pas invraisemblable.

Des recherches ont été également poursuivies sur la Capote, où il fut question, à plusieurs reprises, entre 1922 et 1930, d'installer une usine hydroélectrique capable d'alimenter en courant la colonie entière. Les débits d'étiage ou de presque étiage ont été mesurés à diverses reprises.

En 1923, la mission Laurent enregistrait, le 17 janvier, 2 mètres cubes 700 à la seconde au Bassin Coq et 1 m.³ 920 au Saut Babin. En mars 1929, une nouvelle mission évaluait à 2 m.³ 600 seconde le débit à la prise d'eau de Vivé, le module étant estimé à 3 m.³ 800 au confluent de la rivière Pirogue, mais uniquement d'après le calcul. « Nous avons évalué le débit moyen de la Capote au confluent de la rivière Pirogue en admettant comme moyenne des pluies sur le bassin versant cinq mètres par an et en affectant ce chiffre d'un coefficient de pertes par évaporation et infiltration de 25%, certainement élevé, eu égard à la nature du terrain. Le coefficient de ruissellement ressort donc en moyenne à 75%. »¹. C'est ce chiffre surtout qui est intéressant. Pour le reste, il y a des inexactitudes. L'évaluation du bassin versant qui repose sur la vieille carte de Monnier, hâtivement interprétée, est trop faible d'un tiers environ : un chiffre proche de 40 à 45 kilomètres carrés à hauteur du Saut Babin, au lieu de 30, paraît vraisemblable. Par contre, on peut douter qu'il tombe cinq mètres d'eau en moyenne sur le haut bassin de la Capote proprement dite. Au Morne Rouge, l'on demeure nettement en deçà. À l'Ajoupa-Bouillon, la moyenne s'avère un peu inférieure à quatre mètres.

¹ Île de la Martinique. – Aménagement des chutes de la Rivière Capote, mémoire 1929.

Une coïncidence heureuse veut d'ailleurs que les deux erreurs se compensent et l'on peut considérer comme vraisemblable l'estimation faite pour le débit.

Un certain nombre de mesures concordantes, l'utilisation qui en était faite pour l'usine électrique du Lamentin, permettent d'affirmer que la rivière Blanche, près de son confluent avec la Lézarde, roule un minimum de 1.500 litres seconde pour un bassin, versant de 20 km². Cela correspond déjà à l'évacuation d'une tranche de plus de deux mètres chaque année. Au pont de l'Alma, sur la Trace, l'étiage ne descend pas au-dessous de 250 litres seconde pour moins de quatre kilomètres carrés.

Il est à remarquer encore que les rivières de l'extrême Nord, sorties des ponces de la Pelée, témoignent toujours d'un débit relativement abondant. Aucune mesure précise n'a été tentée à ma connaissance ni sur la Grande Rivière, ni sur celle du Prêcheur. Cependant, la première évacue normalement près d'un mètre cube seconde pour un bassin versant d'à peu près 10 km², ce qui correspond à une tranche d'eau tombée supérieure à trois mètres. Il s'agit là d'un secteur qui touche au sommet de la Pelée, où les hauts mornes arrivent presque jusqu'à la côte et qui est sans doute le plus arrosé de la colonie.

La Rivière du Prêcheur, bien que sur le versant occidental, présente des caractéristiques assez proches. Sur la Roxelane, où une prise de 150 litres seconde existe depuis longtemps, et sur la rivière du Carbet, des observations analogues pourraient être faites. Il n'y a, ni ne peut y avoir de maigres prononcés pour des torrents alimentés par des sommets où l'on connaît de 320 à 340 jours de précipitations dans l'année. L'extrême perméabilité des ponces aide également au maintien des débits. En fait, sur les trente et une ou trente-deux rivières pérennes allant directement à la mer, que compte la Martinique, plus de vingt-cinq viennent des Pitons ou de la Pelée. Le Sud n'en compte au maximum que cinq descendues des massifs du Morne Caraïbe, de la Régale et de la montagne du Vauclin.

Et là, c'est-à-dire dans plus d'un tiers de l'île, les maigres sont d'une indigence redoutable. Au Simon, à la Rivière Salée, aux Trois-Rivières, à la grande et à la petite Rivière Pilote, ce sont de minces filets qui, de janvier à avril, parfois même juin ou juillet, glissent péniblement vers la mer. La ravine Saint-Charles n'a plus que des trous d'eau échelonnés de place en place. Ailleurs, ce ne sont que cailloux calcinés par le soleil.

Les crues sont partout redoutables. Il n'est pas d'année où, dans quelque ravine, des lavandières installées à croupetons sur les rochers qui l'encombrent, et jacassant à l'envi, ne se fassent surprendre par la brusque arrivée des eaux, trop heureuses quand elles peuvent s'en tirer avec la seule perte du linge confié à leurs soins. Il arrive maintes fois encore que des voyageurs soient arrêtés par des débordements, qui, comme à Grand-Rivière ou au Prêcheur, rendent les cassis impraticables pendant plusieurs heures. Les crues de la Falaise et de la basse Capote sont célèbres dans le Nord et à maintes reprises, chaque année, le fracas des blocs qu'elles entraînent réveille en sursaut les habitants de Vivé. Il n'est pas jusqu'à la misérable ravine de Crève-Cœur, entre le Marin et Sainte-Anne, qui ne

puisse rouler alors un volume d'eau considérable et tel qu'elle a déjà entraîné mort d'homme, tandis que pendant près de huit mois elle demeure à sec.

Chaque année, à son tour, la Rivière Pilote inonde le bourg du même nom et interrompt les communications avec les hauteurs. « Elle coule toujours dans un vallon entre deux chaînes de montagnes, écrivait déjà Thibault de Chanvalon ¹, elle a tant de sinuosités que les habitants qui sont avant dans les terres la traversent près de quarante fois en l'espace d'une lieue, de sorte que si ses eaux se gonflent par les pluies, comme il arrive souvent d'un moment à l'autre, le voyageur qui est en route est arrêté quelquefois au milieu du chemin sans pouvoir déboucher d'aucun côté. Il a devant et derrière lui un bras de cette rivière qu'il voit grossir tout à coup par la pluie tombée dans les hauteurs, c'est-à-dire vers la source, sans qu'il s'en soit aperçu. »

La Rivière Madame est célèbre par les masses d'eau qu'elle peut jeter dans les rues du chef-lieu *. On a gravé sur la façade de la grande poste, en bordure de la Savane, le niveau atteint par la fameuse inondation d'octobre 1915. On enterrait ce jour-là un homme politique connu, auquel la colonie entière faisait cortège. L'orage éclata pendant qu'on était à l'église, vers les cinq heures du soir. Les assistants, dont beaucoup en habit noir, durent s'enfuir par les portes latérales, ainsi que le clergé, avec de l'eau jusqu'à la ceinture. D'aucuns battirent des records de nage dans les rues de la ville. Chaque année, en attendant, le canal de la Trénelle inonde les quartiers proches de la Levée, l'on barbote autour du marché et l'austère Palais de Justice se mire dans les eaux d'une Venise improvisée. Tout cela n'a rien de très extraordinaire aux Antilles et l'histoire a gardé le souvenir de nombreux incidents de ce genre. Le « 3 juillet, écrit l'ingénieur Payen en 1687, il est survenu en cette île une pluie si impétueuse qu'elle a fait déborder les rivières d'une hauteur tout extraordinaire » ². En septembre de la même année, la Rivière Madame envahissait la « Savane » de Fort-de-France, où elle emportait « les tentes des marchands qui étaient venus y camper pour leur négoce et les sucres qu'ils y avaient réunis » ³.

Quels peuvent être cependant les débits extrêmes pendant ces crues pittoresques ou redoutables ? On est contraint, une fois de plus, de s'en rapporter à des à peu près fournis par l'observation individuelle et le calcul. Il est certain d'abord qu'au moment de l'hivernage, lorsque le sol est saturé à l'extrême, le coefficient d'écoulement tend à se rapprocher du maximum. D'autre part, il suffit d'un orage pour déterminer une crue violente dans une rivière de sept à huit kilomètres de long et de dix à quinze kilomètres carrés de bassin versant. Si la pluie dure, plusieurs heures sans désemparer, comme il arrive à l'occasion, tous les affluents du système le plus important, celui de la Lézarde, peuvent voir leurs flots coïncider.

¹ Thibault de Chanvalon, *Voyage à la Martinique*, p. 21.

* Pl. XIX, 2.

² Cité par Rennard Baas, Blénac, p. 237.

³ *Ibid.*, p. 162.

Un témoin expérimenté comme M. Bassières prétendait avoir relevé sur la Rivière Madame un maximum de près de 300 mètres cubes seconde. Ses calculs se fondaient essentiellement sur la section transversale occupée par les eaux. Comme le bassin versant qui alimente le cours d'eau en question n'a que treize kilomètres carrés, cela correspondrait à l'évacuation d'un peu plus de huit centimètres d'eau en une heure, de quatre en une demi-heure. En fait, les plus grosses pluies dont j'ai pu retrouver la trace certaine depuis 1920 ont atteint de vingt-cinq à trente centimètres en vingt-quatre heures, de huit à dix en deux heures, de cinq à six en une heure, ce qui donnerait, avec un coefficient d'écoulement supérieur à 80% de 150 à 175 mètres cubes seconde.

Il est certain cependant que ces chiffres sont dépassés les jours de cyclone, où il ne peut guère être question d'appareils enregistreurs, presque aussitôt emportés, et où l'on doit se rapprocher de ces énormes averses méditerranéennes qui peuvent jeter jusqu'à 150 ou 175 mm. d'eau en une heure ¹. En tout cas, le dernier en date de ces météores, en 1903, a fait sauter la digue de Beauregard à Sainte-Anne, alimentée par un minuscule ravin et vieille de plus de deux siècles. Le P. Labat décrit ainsi les effets d'un ouragan dont il fut le témoin ² : « Pour lors, on ne douta plus que nous n'eussions un ouragan de vent dans toutes les formes après avoir essuyé un déluge d'eau avec beaucoup de vent et de tonnerre les cinq jours précédents. Je me retirai dans ma maison, mais mon voisin, M. du Roy, m'envoya prier d'aller passer le mauvais temps avec lui, parce qu'il me croyait plus en sûreté dans sa maison que dans la mienne. Il fallut monter à cheval pour s'y rendre et m'y tenir en embrassant le col du cheval, sans quoi le vent m'aurait emporté. Je n'aurais pourtant pas pris de voiture pour faire un trajet d'environ trois cents pas qu'il y avait de ma maison à la sienne si le chemin avait été praticable. Mais la savane, quoique fort élevée, et fort en pente, était comme une mer où les élévations de terrain paraissaient comme de petites îles, tout le reste étant couvert de plus de deux pieds d'eau qui coulait comme un torrent. »

Des recherches plus détaillées permettraient de retrouver le souvenir de nombreux débordements dans toutes les parties de l'île. Il n'est à peu près pas de ravine qui ne se soit un jour signalée dans ce domaine. Il arrive que des flots bourbeux dévalent des mornes à l'ordinaire desséchés qui entourent l'étang des Salines. J'ai été arrêté sur la route du François coupée sur plusieurs centaines de mètres par la petite rivière des Roses, dont le bassin versant n'a guère que cinq à six kilomètres carrés.

Les crues de la Capote proprement dite sont en partie atténuées par la cuvette du Champflore. La mission Laurent les estimait à un maximum de 115 mètres cubes au Bassin Coq, chiffre d'ailleurs probablement trop faible, parce que ne tenant pas compte de l'exceptionnelle violence de certains météores. Mais elles sont renforcées en aval par celles de la Falaise, qui dévale des hautes pentes de la Pelée, où des pluies de trois à quatre centimètres en une demi-heure ne sont pas

¹ Pardé, *Rev. Géogr. Pyrénées et S. O.*, Tome XII, fasc. 3, 1941, p. 240-241.

² Labat, Ed. Duchartre, T. 1, p. 238-39.

rare. D'après la largeur qu'elle occupe vers le pont de Vivé et les ouvrages qu'elle y a détruits, la Capote, près de son embouchure, a dû rouler à l'occasion plusieurs centaines de mètres cubes seconde.

La Lézarde est le cours d'eau le plus puissant de l'île. Lorsqu'elle débouche dans la plaine du Lamentin, elle a déjà drainé plus de 80 kilomètres carrés et recueilli les eaux des hauts mornes aux pentes imperméables, pour lesquels on peut admettre des précipitations supérieures à quatre mètres par an. Avec un coefficient d'écoulement de 75 à 80%, le débit annuel de la rivière ne devrait donc pas être inférieur à 240 millions de mètres cubes, ce qui donnerait un module de $7,5 \text{ m}^3$ à la seconde. L'existence d'artifices hydrauliques à Lareinty permet d'affirmer que le débit en maigres ne descend jamais au-dessous de 2 m^3 . Le calcul laisse entrevoir des crues de grosse importance : trente centimètres de précipitations en vingt-quatre heures suffiraient à assurer pendant le même laps de temps un débit moyen de 250 m^3 seconde. Une pluie de 15 centimètres en trois heures aurait chance de faire coïncider le flot des divers affluents et de gonfler le torrent jusqu'à 1.000 m^3 . Il suffira de rappeler que, lors de la grande inondation du Tech, en octobre 1940, on a enregistré des débits de 700 et 550 m^3 pour des bassins versants de 40 et 11 km^2 ¹. On ferait bien de tenir compte de telles éventualités pour les ouvrages d'art qu'on construit sur la basse Lézarde. Les digues latérales et le pont inaugurés en 1940, pour assurer par tous temps les communications entre le Lamentin et Ducos, sont déjà à refaire. Les premières n'ont pu contenir les crues, le second est menacé d'obturation par la montée des alluvions, comme il avait été dûment prévu et annoncé. Le moindre débordement, en effet, entraîne des masses énormes de matériaux. Les gros blocs se déposent dès que le courant s'atténue, mais dans tout le Nord ils arrivent avec les sables grossiers jusqu'à la mer ou aux « fonds » qui la précèdent immédiatement. Les limons l'emportent dans la baie de Fort-de-France et dans le Sud. Une nappe jaunâtre s'étend alors sur les baies et, seul, le sillage des navires qui la traversent fait réapparaître le bleu glauque des eaux marines, plus lourdes.

6. — L'ÉROSION

Il en résulte un travail incessant d'érosion sur les versants supérieurs, d'accumulation dans les parties basses et sur le littoral. En outre, chaque palier joue le rôle de niveau de base pour la partie du torrent qui se trouve en amont. Sur le « plan du lac » à la Pelée se poursuit l'édification du grand cône de déjections venu du dôme par la Rivière-Chaude. Mais, en même temps, le cañon qui dévale vers la mer avec des pentes de 8 à 10% ne s'approfondit à peu près plus : le courant ne suffit plus à déblayer les énormes masses de matières solides que versants et ravins

¹ Pardé, *La formidable crue d'octobre 1940*, Rev. géog. Pyrénées et S. O., Tome XII, fasc. 3, 1941, p. 253.

latéraux jettent dans le thalweg principal ¹. C'est ce qui s'est passé également à l'actuel pont de la Falaise, près de l'Ajoupa Bouillon, dont les fondations sont établies au niveau du tablier de son prédécesseur. L'ancien pont à trois arches de Grand-Fonds-Balata, au Marin, est aujourd'hui enseveli sous les matériaux apportés par la rivière ². Il n'est guère de région à la Martinique où l'on ne pourrait citer des faits du même ordre. Dès 1687, l'ingénieur Payen constatait, après un gros débordement, que le lit de la Rivière des Pères avait été comblé et que le niveau des eaux en avait été élevé de douze à quatorze pieds ³. On comprend mieux alors l'importance des conglomérats torrentiels à la Martinique.

Il reste un dernier trait à noter : dans la basse vallée de la Lézarde, et du fait de l'homme, d'importantes modifications sont en cours. Jusque vers 1925, la rivière arrivait à la mer, sans rupture de pente, par un long delta où la vidange des crues ne se faisait que de manière assez lente. Pour éviter les dégâts causés périodiquement à ses champs de cannes, un grand propriétaire eut l'idée de détourner la Lézarde vers une zone en contrebas, non comblée et demeurée presque au niveau de la baie. Le cours de la rivière en était également raccourci de cinq kilomètres.

Il en est résulté, comme on aurait dû s'y attendre, le creusement rapide d'une gorge au gradin de raccordement par érosion remontante. Celle-ci atteint maintenant cinq à six mètres de profondeur. À chaque débordement, les berges s'affaissent par paquets et les ouvrages d'art doivent être souvent réparés *. En aval, au contraire, il y a formation d'une sorte de cône de déjections surbaissé dont le service des Travaux Publics a bien été obligé de constater à ses dépens que l'exhaussement en certains points pouvait atteindre jusqu'à 10 centimètres par an.

Aucune navigation n'est évidemment possible sur ces torrents qu'on n'utilise pas davantage pour le flottage. Mais la Rivière du Lamentin, la Manche, la Rivière Salée, la Rivière Pilote traversent la mangrove sans pente appréciable pendant deux ou trois kilomètres. La marée, bien que faible, y remonte et permet leur utilisation pour la navigation au petit cabotage avec des vedettes et gabarres à fond plat d'un mètre au maximum de tirant d'eau.

Tel apparaît le réseau hydrographique de la Martinique, étroitement soumis, comme il était à prévoir, aux conditions de sol et de climat. Ce qui y frappe le plus, c'est l'importance relative des crues, et partout dans le Nord les gros coefficients d'écoulement. La sécheresse et l'extrême perméabilité du sol, quand vient à manquer la couverture d'argile latéritique, donnent un tout autre aspect aux rivières du Sud, souvent à sec pendant de longs mois. On peut douter que, pour certaines d'entre elles, le coefficient d'écoulement atteigne 25 ou 30%. C'est ce qui explique que, dans ce pays au total si arrosé, il puisse exister un problème de l'eau, non

¹ Cf. Pardé, *La formidable crue d'octobre 1940*, op. cit. p. 273.

² Hervé, *Bull. Agr.*, décembre 1933, p. 163.

³ Cité par Rennard : Baas, Blénac, p. 237.

* Pl. XVIII, 1.

encore résolu, pour les communes qui s'étendent du Vauclin à Sainte-Anne et au Diamant.

PREMIÈRE PARTIE

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

CHAPITRE IX

LA VÉGÉTATION

1. — PUISSANCE DE LA VÉGÉTATION

[Retour à la table des matières](#)

IL fait chaud à la Martinique. En maints endroits, il y pleut avec abondance. Les terres volcaniques passent pour fertiles. La luxuriance de la végétation a toujours frappé les arrivants, qui débarquaient au pied des plus hautes montagnes. Le P. Bouton parle d'arbres si gros que les Caraïbes ne pouvaient y grimper qu'en s'aidant des fortes lianes qui en pendaient ¹. Le P. Labat, sur le chemin de Saint-Pierre à Basse-Pointe, ne se lassait pas d'admirer la hauteur des gommiers qui l'ombrageaient ². Lianes, hautes fougères, balisiers aux fleurs sanglantes complètent comme à l'Alma, aux Deux-Choux, à la Calebasse, un décor d'une écrasante splendeur. (Cf. Pl. XX, 1.)

Il est assez difficile de courir ces grands bois. Thibault de Chanvalon observait, au XVIII^e siècle, que les futaies n'y sont guère plus hautes qu'en France, mais plus épaisses et plus sombres, à cause de la grande abondance des lianes et des épiphytes. Les moindres bruits y résonnent alors « comme sous une voûte souterraine, il y règne ordinairement un profond silence. Les oiseaux n'habitent que sur les bords et le plus grand nombre n'a pas de chant. Tout inspire, dans ces bois, une secrète horreur » ³.

¹ P. Bouton, *op. cit.* p. 68 (59 in édition, Rennard Tricentenaire).

² Labat, Éd Duchartre, T. I, p. 41.

³ Thibault de Chanvalon, *Voyage à la Martinique*, p. 28-29.

2. — VARIÉTÉ DES ESPÈCES ET NOMS VERNACULAIRES

L'homme a évidemment besoin de se reconnaître au milieu de ce chaos. L'expérience quotidienne, utilitaire ou pittoresque se traduit par les noms familiers, vernaculaires. Il ne s'agit, en aucun cas, de définition rigoureuse : le même terme générique désigne souvent des espèces botaniquement fort différentes, mais que rapproche quelque ressemblance externe. Les « poiriers », « pommiers », ou « cerisiers » pays sont aussi loin des nôtres qu'on peut l'imaginer. Souvent aussi la dénomination a pour base quelque particularité d'habitat, de couleur, de port ou de taille. C'est ainsi qu'il existe une grande et une petite siguine, une siguine d'eau, une siguine blanc, une siguine rouge, une siguine liane, une siguine grands bois, une siguine couleuvre.

De même interviennent des comparaisons empruntées au règne animal. Citons au passage le papillon végétal, le millepattes, la queue de cheval, le pied poule, le bois colibri, les yeux crabes, l'oreille de mouton, le boyau chat, le ris de veau, le caca ravel, la barbe et les cheveux de mulâtre, le tété négresse, le bois genou, la tête de mort. Il existe encore différents pompons, blancs, jaunes et rouges, sans parler des « plumets d'officier ».

L'espèce utile, dans une famille, porte le nom simple. Un qualificatif plus ou moins péjoratif désigne celles qui ne servent à rien ou à peu de choses. À la pomme liane, chère aux vieux messieurs et aux gourmets, s'opposent la pomme liane bâtard, la pomme liane à rats, la pomme liane z'oiseau, la pomme liane manicou, la pomme liane collant, la pomme liane halliers.

Toute une pharmacopée locale repose sur l'emploi intensif des remèdes végétaux. Le petit dégonflé tire son nom de ce qu'il passe pour souverain contre le météorisme. Le médecinier, le guérit tout, l'herbe à dartres, l'herbe aux vers, l'herbe à pisser, l'herbe à mamz'elle, l'herbe à femmes se présentent d'eux-mêmes, l'herbe rasoir, l'herbe couteaux, l'arrête bœufs également. La Brinvilliers conserve curieusement le souvenir de la célèbre marquise, mais on parle plus simplement aussi d'herbe ou de pois poison.

Les botanistes ont introduit d'autres discriminations. La nature du sol, l'altitude, les pluies réagissent de manière apparente sur le tapis végétal. À y regarder de plus près, la somptueuse uniformité de la silve tropicale se dissocie en nuances infinies. Dans les régions les moins arrosées, il ne s'agit plus que de steppe désertique ou subdésertique à cactus.

3. — LES GRANDES DIVISIONS BOTANIQUES

La flore de la Martinique a été l'objet de substantielles études. Dès la fin du XVIII^e siècle, en 1689 exactement, le P. Charles Plumier avait reçu mission de Louis XIV d'étudier la flore des « Îles ». De 1821 à 1829, Descourtilz faisait paraître les huit volumes de sa « Flore médicale des Antilles ». L'œuvre essentielle, jusqu'à présent, demeure celle du P. Düss, qui publiait en 1897 sa « Flore phanérogamique des Antilles Françaises ». Il faudrait y ajouter les nombreuses études parues au « Bulletin Agricole de la colonie » et dont les plus intéressantes sont, à beaucoup près, celles de MM. D. Kervégant et Stehlé, qui ont bien voulu me faire profiter de notes et de documents inédits. Le dernier a entrepris une révision générale de la flore des Antilles Françaises déjà marquée par de nombreux essais dont trois études sur les associations végétales de la Martinique, les Orchidales et les Pipérales.

Le P. Düss, mises à part les associations marines et littorales, distingue trois grandes zones de végétation. Sa basse région de 0 à 500 m. comprend l'ensemble des terres cultivées et la grosse majorité des espèces. De 500 à 800-1000 mètres s'étendent les grands bois, puis une zone de transition qui mène à la végétation des sommets dont les plus élevés, Pelée à la Martinique, Soufrière à la Guadeloupe, n'atteignent pas 1.500 mètres. M. Stehlé ne veut plus connaître, en dehors des formations littorales, que des « climax forestiers »¹, forêt xérophytique, mésophytique, hygrophytique et silve montagnarde avec leurs « paratypes de substitution ». Il y a dans cette répartition même une pétition de principes qui prête à discussion. À d'autres égards cependant, elle est plus souple que la seule « zonation » d'après l'altitude. Là où l'humidité est suffisante, la forêt hygrophytique descend au-dessous de 500 mètres, comme c'est le cas à Didier et à Absalon, tandis qu'en région relativement sèche, les formes mésophytiques montent plus haut. Les limites de végétation ainsi obtenues se moulent assez exactement sur la carte des précipitations.

4. — ZONE MARITIME ET LITTORALE

Aussi bien M. Stehlé que le P. Düss fractionnent chacune de leurs grandes divisions en de nombreux sous-étages. Le premier, dit le P. Düss, embrasse cette « partie de la mer, peu profonde, plus ou moins chauffée par le soleil, sablonneuse ou vaseuse, qui avoisine les côtes »². Elle comprend essentiellement deux plantes à stolons, *Thalassia testudinum* et *Cymodocea manatorum*, qui forment des tapis immergés singulièrement épais et d'un vert très pur. Il s'agit d'une association

¹ Stehlé, *Association végétales de la Martinique*, Bull. Agr., déc. 1937.

² Düss, *Flore*, p. 17.

connue des Bermudes à Trinidad ¹. Près des rochers apparaissent des algues brunes et rouges abondantes sur la côte Sud-Orientale.

Presque partout, les vases littorales, inondées par l'eau de mer, sont colonisées par la mangrove. À la seule Martinique, elle couvre environ trois mille hectares, dont près de la moitié dans la baie de Fort-de-France. Elle forme une masse boisée, épaisse et peu facilement pénétrable. Lorsqu'on vient de la mer, on aperçoit d'abord le *Rhizophora Mangle* ou mangle rouge qui s'avance plus loin que toute autre plante « grâce aux béquilles qui le soutiennent et qu'il se fait avec ses racines adventives nombreuses, arqués et solides, plongées dans l'eau » ². (Cf. Pl. XX, 2.) L'*Avicennia nitida* lui fait suite, puis le *Conocarpus erecta* et le *Laguncularia racemosa*.

La mangrove, à la Martinique, n'est guère exploitée que pour le chauffage des usines et parfois seulement pour le tanin. Elle se régénère sans difficulté, si ce n'est qu'on n'y rencontre à peu près plus de grands arbres. D'autre part, elle tend à se déplacer de manière appréciable. Aux embouchures des rivières, de nouveaux pionniers s'avancent chaque année un peu plus loin. De l'autre côté, défrichements et assèchements mordent sur l'espace autrefois boisé. L'un des passages les plus intéressants de l'étude de M. Stehlé est justement celui où il montre que la salinité diminuant, la mangrove se dégrade : des étendues considérables sont alors recouvertes par la grande fougère aux spores dorés *Acrostichum aureum*, qui prépare l'apparition de la pelouse semi-hygrophile. Lorsque cette dernière est bien établie, le terrain peut être assez facilement planté en cannes ³.

Les plages de l'île sont rapidement colonisées par la patate bord de mer (*Ipomea pes caprae*), dont les stolons s'allongent sur plusieurs mètres et qu'accompagne presque toujours le pois vonvon (*Canavalia maritima*). En arrière pousse une végétation tantôt buissonnante, tantôt d'assez haute taille, où domine le raisinier bord de mer (*Coccolobis uvifera*) aux larges feuilles cireuses, parfois le mancenillier (*Hippomane mancinella*), qu'accompagne plus rarement l'olivier pays (*Bontia Daphnoides*), son contrepoison, d'après la croyance locale.

5. — LA VÉGÉTATION DU BAS PAYS 0-500 MÈTRES

Ce même souci d'analyse minutieuse se retrouve dans l'étude des climax forestiers, à commencer par la forêt xérophytique définie comme forêt côtière ne dépassant guère 200 mètres d'altitude et installée sur milieu sec où les précipitations annuelles demeurent inférieures à 1 m. 50. De cette forêt xérophytique, M. Stehlé décrit trois aspects qui lui semblent fondamentaux et qu'il dénomme faciès sableux, faciès calcaire et faciès volcanique. Il eût été désirable qu'une carte vînt préciser les limites attribuées à ces faciès : toute la région du

¹ Stehlé, *Associations végétales de la Martinique*, p. 196.

² Stehlé, *Associations végétales de la Martinique*, p. 197.

³ Stehlé, *ibid.* p. 198-199.

Vauclin, par exemple, est constituée par des tufs volcaniques déposés dans une mer peu profonde. À quel type rattacher la végétation qu'on y rencontre ? Vers l'extrême Sud, près de Sainte-Anne, les collines purement calcaires de roche à ravets alternent avec des pitons volcaniques dont le Crève-Cœur est le principal. Les vallées sont presque toujours creusées dans des tufs de projection. M. Stehlé voit toute cette région dominée par l'association à *Krugiodendrum ferreum* — *Forestiera rhamnifolia*. Une longue expérience de l'endroit m'a seulement prouvé, comme Barrabé l'avait déjà noté ¹, qu'une végétation toujours plus abondante, plus puissante et mieux fournie, permettait de reconnaître à coup sûr, pourvu qu'on les observât de loin, les mornes calcaires épars dans le paysage. On peut retenir seulement de l'argumentation de M. Stehlé que, la zone littorale mise à part, il n'a guère rencontré que de petits arbres de 3 à 5 mètres, abondamment branchus, à feuilles petites, luisantes et coriaces, dont l'aspect rappelle « le paysage méditerranéen de la garrigue à arbustes » proche de Montpellier ². Il s'agit en particulier du bois de fer ou bois petites feuilles (*Krugiodendrum ferreum*), du Lépiné rouge (*Fagara microcarpa*), du Flambeau noir (*Pilocarpus racemosa*) et du bois Mabi (*Colubrina reclinata*). Peut-être alors le terme de forêt, même xérophytique, apparaîtrait-il, en face de telles formations, quelque peu exagéré et générateur de confusions *.

La division du P. Düss a l'avantage de ne pas préjuger par avance de telle ou telle conclusion plus ou moins empreinte de finalisme forestier. Elle repose sur le simple classement des stations où les récoltes ont été opérées : mornes et pentes rocailloux, côtes sèches, endroits calcaires de Sainte-Anne et de la Caravelle et terres quelconques non comprises dans l'énumération précédente, mais situées à une altitude inférieure à 500 mètres.

M. Stehlé ajoute le stade intermédiaire de la forêt mésophytique, établie sur sol volcanique et à une altitude comprise entre 150 et 450-500 mètres, avec une pluviométrie annuelle de 1 m. 50 à 3 mètres. Mais comme ces conditions se montrent à la Martinique les plus favorables à la grande culture et au défrichement il ne reste que bien peu de choses de cette forêt. M. Stehlé n'en a observé pour son compte qu'un « groupement important et du plus bel aspect entre Céron et Grand-Rivière, au Nord de l'île » ³.

L'ensemble se caractérise par son aspect verdoyant, ses arbres élevés plus nombreux, l'apparition de lianes et d'épiphytes, de fougères et d'orchidées. Les composantes principales en sont l'Angelin ou bois olive (*Andira inermis*), la Savonnette grands bois (*Lonchocarpus latifolius*), le Mahogany, le Gommier blanc (*Icica heptaphylla*), le Courbaril (*Hymenea Courbaril*), etc. Sous le couvert des hautes frondaisons, une strate d'arbustes et d'assez nombreuses lianes, comme l'Œil Bourrique (*Mucuna altissima*), la Griffes Chatte (*Batocypdia unguis*), la liane à

¹ Barrabé, *Rapport sur le pétrole à la Martinique*, p. 14.

² Stehlé, *Associations végétales de la Martinique*, op. cit. p. 210.

* Cf. Pl. XIX, 1.

³ Stehlé, *ibid.* p. 212.

barrique (*Tanaecium crucigerum*) et la liane à canot (*Amphilophium paniculatum.*).

6. — LES GRANDS BOIS ET LA ZONE DES SOMMETS

Vers 500 mètres commence la forêt hygrophytique, la zone des grands bois du P. Düss. C'est la forêt-vierge et il trouve, pour la célébrer, des accents enthousiastes ¹. M. Stehlé partagerait volontiers ces nobles transports, mais, pour lui, comme pour M. Lasaulce, cette forêt a été singulièrement abîmée, bien qu'elle se défende. Il la définit comme pseudoéquatoriale, dense, humide, polystrate et à caractère primaire dégradé ². Le type original se caractérise à ses yeux par le nombre élevé de beaux arbres à contreforts et la superposition de strates dans lesquelles la couche suffrutescente est réduite, mais celle des épiphytes cryptogames abondante et variée. Une très grande hétérogénéité y est de règle, mais parfois le peuplement fait apparaître des essences dominantes, souvent du genre *Sloanea* : châtaignier grandes feuilles (*Sloanea Massoni*), châtaignier petites feuilles (*Sloanea sinemarensis*). Les plus grands arbres à fronde évasée atteignent de 25 à 35 mètres. Au-dessous d'eux se développent d'autres arbres de 15 à 25 mètres, en boule ou en dôme, puis de 8 à 15 mètres, voire de 4 à 12, un mélange d'Ilicinées, de Lauracées, de Myrtacées. Quelques suffrutescentes entre 2 et 5 mètres, puis les différentes herbes. Il faut y ajouter les fougères. Les plus belles, arborescentes, s'élancent de 4 à 10 mètres de haut. D'autres s'étagent en dessous. Les épiphytes sont représentés par un grand nombre de Broméliacées (ananas bois, ananas sauvage, ananas marron), d'Aracées (siguine grands bois, siguine rouge, calalou diable), de Pipéracées, d'Orchidées et de Fougères.

Mais à mesure que l'on s'élève, on voit que « la taille des arbres diminue peu à peu... que les plantes épiphytes sont moins nombreuses et moins exubérantes. On arrive alors à ce qu'on peut appeler la région de transition ou région des bois à petite futaie. Sa limite inférieure se confond avec les grands bois, la supérieure est bien tracée et se termine là où les Sphaignes commencent à se montrer » ³.

L'influence prépondérante est alors exercée par le vent et l'abondance des précipitations sur un sol fortement acide ⁴. Dans les parties relativement déprimées dominant les mangles de montagne (aralies roses ou aralies z'abricot, grande aralie, grise : *Clusia Plukenetii*). C'est un petit arbre, parasite dans la région basse, mais qui, plus haut, vit à terre en s'appuyant sur des racines adventives courtes et fortes. Il forme alors des fourrés inextricables.

¹ Düss, *Flore*, p. XXII.

² Stehlé, *Associations végétales de la Martinique*, *op. cit.* p. 216.

³ Düss, *Flore*, p. XXIII.

⁴ Stehlé, *op. cit.* B. A., déc. 1937, p. 228.

Sur les hautes pentes des Pitons, jusque vers 1.200 mètres, il n'y a plus qu'une forêt rabougrie d'un mètre cinquante à trois mètres de haut, dont la dominante est le bois montagne (*Rondeletia Martinicensis*). De grandes surfaces sont également occupées par les Palmistes (*Euterpe globosa*), qui ne dépassent guère deux à trois mètres, tandis que dans les régions plus basses et abritées, ils peuvent en atteindre de 8 à 10. Ils s'annoncent de loin par le sifflement aigu que fait le vent au travers de leurs feuilles. Ailleurs enfin dominent les deux grands ananas montagne, la *Pitcairnia bracteata* à fleurs rouges et le *Guzmania Plumieri* à fleurs jaunes qui émaillent de leur vive tonalité le dense et élastique tapis des mousses. Il serait juste, d'ajouter que ces différents aspects, distingués par l'analyse, s'enchevêtrent souvent et se confondent.

7. — AFFINITÉS ET ENDÉMISME DE LA FLORE MARTINICAISE

Ce qui peut intéresser le plus le géographe dans les travaux de M. Stehlé, ce sont ses études sur les rapports de la flore des Antilles Françaises, Guadeloupe et Martinique, avec celle des pays voisins et sur l'endémisme de nombreuses espèces. Ses deux gros mémoires sur les Orchidales ¹ et les Pipérales ² aboutissent à des conclusions susceptibles de plus larges généralisations.

Le premier point mis en lumière, c'est que les affinités sont beaucoup plus marquées avec l'Amérique du Sud (Guyane, Venezuela, Brésil) qu'avec l'Amérique du Nord et surtout l'Amérique Centrale proprement dite, pourtant située à la même latitude. Sur 126 espèces dénombrées pour les Orchidales, 84 sont communes avec les Grandes Antilles, 59 avec l'Amérique du Sud, 36 avec l'Amérique du Nord et l'Amérique Centrale. Pour les Pipérales, 26 sont communes avec les Petites Antilles, 11 avec les Grandes, 11 avec l'Amérique du Sud, 6 avec l'Amérique Centrale, 5 avec l'Amérique du Nord. Les conclusions de l'auteur sont nettes, plus nettes même que certains des chiffres donnés ne le laisseraient prévoir : les Antilles Françaises ont été traversées par un courant d'émigration parti du Brésil et de la Colombie. Le contre-courant, bien que plus faible, s'est également produit. La Martinique se trouverait légèrement au Sud du point de rencontre entre les influences adverses. Des analyses poussées minutieusement, des comparaisons d'île à île s'efforcent d'étayer ces affirmations.

À signaler au passage deux exemples de « disjonction Africano Antillaise » offerts par des espèces d'ailleurs peu exigeantes, *Cyrtopera alta* et *Campylocentrum micranthum*. Elles se retrouvent aux Grandes et Petites Antilles, au Brésil et en Afrique, à la Sierra Leone. Ce sont des cas qui peuvent être rapprochés « de ceux signalés par le professeur Auguste Chevalier en 1931 et 1933 dans ses *Analogies et dissemblances entre les flores tropicales de l'Ancien et du*

¹ Bull. Agr. Martinique, juillet, octobre, décembre 1939.

² Bulletin Agricole de la Martinique, juin, septembre, décembre 1940.

Nouveau Monde et dans ses liaisons floristiques entre l'Afrique tropicale et l'Amérique équinoxiale ». De telles affinités intercontinentales, « bien limitées entre les deux rivages de l'Atlantique opposés, sont souvent interprétées comme des reliques de types anciens dont l'aire a été l'objet de ségrégation à la suite de dislocations » ¹.

Un autre fait mis en lumière est l'endémisme remarquable de la Martinique, tout au moins dans le domaine de la forêt dense. Sur un total de 1.700 plantes environ, constituant la flore phanérogamique des Antilles Françaises, 165 étaient déjà connues comme endémiques, soit un peu moins de 10%. Ce chiffre doit sans doute être augmenté, après les études de M. Stehlé, sur les Orchidales et surtout les Pipérales. Pour ces dernières, en effet, sur 69 espèces reconnues, 40 sont endémiques dans les conditions présentes, ce qui fait 58%. Il est vrai qu'il s'agit d'une « famille d'origine récente, Sud-Américaine ou Antillaise, en pleine évolution spécifique, et dont les formes ne sont pas encore entièrement fixées » ².

8. — L'ACCLIMATATION D'ESPÈCES NOUVELLES

Il est un point, enfin, sur lequel tous ceux qui se sont occupés de la flore Antillaise sont d'accord : elle a été profondément transformée par l'homme, tant par ses défrichements que par l'introduction volontaire ou non de plantes nouvelles. Le P. Düss, en 1897, dénombrait environ 1.530 espèces pour la Martinique, dont 452 importées depuis l'arrivée des Européens, 143 d'Asie, 11 d'Océanie, 118 d'Amérique, 48 d'Europe, 30 d'Afrique et 48 de provenance non exactement définie. Il est évident que les introductions ont porté, surtout sur des plantes vivrières, fruitières, ornementales. Des études de M. D. Kervégant, il ressort que sur 111 plantes vivrières importantes, 77 ont été introduites, dont 33 d'Asie, parmi lesquelles 13 des Indes Orientales, 25 d'Europe, 14 d'Amérique, 5 d'Afrique. La proportion est à peu près la même pour les arbres fruitiers, 90 viennent d'ailleurs, 37 d'Asie, 33 d'Amérique, 6 d'Europe, 3 d'Afrique, 11 de régions tropicales non précisées. Il en résulte nettement que des espèces aujourd'hui cultivées à la Martinique, bien peu y existaient au moment de la colonisation. Les Caraïbes connaissaient le manioc et son emploi, les patates, l'ananas, quelques espèces de pois ou d'ignames, les choux dits Caraïbes ou Yautias, le coton, le roucou. Une tradition peu sûre veut que les premières cannes aient été importées des Canaries aux Antilles. Même incertitude en ce qui concerne le cacao, qui semble avoir été connu des indigènes, mais dont la culture régulière aurait été développée par le juif Benjamin d'Acosta. Tout le monde est d'accord sur le café, dont le premier plant à la Martinique fut ramené de France par le chevalier de Clieu ou Desclieux. Une des premières choses qui frappe les passagers venus d'Europe, avant même qu'ils n'aient débarqué, ce sont les cocotiers, dont les

¹ Stehlé, *Orchidales*, Bull. Agr., 4 juillet 1939, p. 106.

² Stehlé, *Les Pipérales*, p. 104.

palmes bruissantes ombragent les agglomérations côtières. On en retrouve, dans l'intérieur, en ordre dispersé, auprès de nombreuses demeures. L'arbre n'est arrivé dans les possessions françaises que vers 1660, entre la première et la seconde édition de l'histoire du P. Dutertre.

On accède à plus d'une vieille demeure par de longues allées de filaos. Le P. Düss estimait vagues, agréables, poétiques les sifflements du vent dans leur ramure ¹. Il ne serait pas difficile de se faire raconter sur eux, dans les veillées, quelque sombre légende : ils sont originaires de Madagascar. Il n'est guère de case, surtout dans les hauteurs, auprès de laquelle on ne trouve quelques bananiers, avocatiers et orangers, un ou deux arbres à pain et autant de manguiers. Parfois, dans le Sud, on se heurte à une haie de citronniers. C'est, sans aucun doute, à l'heure présente, un des aspects les plus typiques du pays vivrier. Or le bananier a été importé, en 1516 à Saint-Domingue par le P. Tomas de Berlanga, en provenance de la Grande Canarie ². De là, il se répandit dans tout le Nouveau Monde. Aucun agrume n'y existait non plus avant les Européens, mais l'introduction des principales espèces date des tout premiers temps de la colonisation. Que serait le punch créole privé du zeste de citron vert qu'on y presse religieusement ?

L'avocatier, pourtant originaire de l'Amérique tropicale, n'a été connu qu'à la fin du XVII^e siècle. Le P. Dutertre, l'ignore, mais le P. Labatt l'appréciait hautement. L'arbre à pain fut introduit de Tahiti aux Antilles en 1793 par le capitaine anglais Bligh. Son fruit, pendant plusieurs mois, sert de base à l'alimentation du paysan martiniquais et de ses porcs. Le manguier a été, lui aussi, importé dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Ses drupes sont également consommées en énormes quantités au moment de la forte production.

La « Savane » de Fort-de-France s'ombrage vers la mer de grands samanas. Ils sont venus du Brésil. L'allée centrale est bordée de tamariniers originaires de l'Inde, et dont les enfants se disputent les gousses à la pulpe acidulée. Mais l'ombre, de l'arbre passe pour dangereuse à cause de sa fraîcheur. Le « Sénat de Fort-de-France » qui siège sur un banc de la dite Savane l'évite soigneusement et le P. Düss déclare avoir fait l'épreuve de sa nocivité ³.

Les grands bois retentissent de la plaintive mélodie des bambous sous le vent qui les courbe. Or ils ne sont mentionnés dans aucun écrit du XVII^e siècle et semblent avoir été introduits par Mahé de la Bourdonnais, qui, à son retour des îles de France et de Bourbon, fut entraîné par les vents et les courants du Cap de Bonne-Espérance jusqu'aux Antilles.

Le Pommier Rose (*Eugenia Jambos*), originaire de l'Inde, est un arbre d'une dizaine de mètres utilisé depuis le XVIII^e siècle comme ombrage pour les plantations de caféiers et cacaoyers. Les savanes abandonnées sont vite envahies

¹ Düss, *Flore*, p. 191.

² Kervégant, *Le bananier*, p. 15.

³ Düss, *Flore*, p. 237.

par les goyaviers, dont les fruits servent à fabriquer une excellente gelée, mais qui n'en sont pas moins considérés comme une véritable peste par la majorité des planteurs. La plante, bien qu'originale de l'Amérique tropicale, a été répandue dans les îles par les Espagnols.

Les canéfiçiers, aux nombreuses folioles, aux lourdes grappes de fleurs odorantes et jaunes, qui donnent les longs bâtons de la « casse » chère aux médecins de Molière, abondent autour du Diamant, des Anses d'Arlets et de Bellefontaine. Ils sont arrivés des Indes Orientales. La tache sanglante des flamboyants qui colonisent aujourd'hui tel coin de la région du Prêcheur était inconnue au XVII^e siècle. L'arbre vient de Madagascar. Dans l'extrême Sud, l'Acacia Sundra oppose une barrière infranchissable aux déprédations du bétail, d'où son nom d'arrête-bœufs. L'espèce, indigène sur les hautes montagnes de l'Inde, a été introduite par le comte de Lautrec à son « habitation » de Grand Fonds Balata ¹.

On pourrait continuer longtemps. Chaque époque a vu l'acclimatation de plantes nouvelles, utiles ou ornementales. Au bout de quelques années, le départ se fait entre celles qui se naturalisent et celles qui se refusent à un nouvel habitat. Les premiers colons se sont acharnés aux cultures européennes. Ils ont semé sans succès orge, avoine et blé. Beaucoup d'entre eux étaient originaires de Normandie. Pour leur plaisir, de Baas créa, devant le Fort-Royal, une sorte de verger modèle où il fit planter poiriers et pommiers. Il n'en existe plus présentement à la Martinique. Une tradition locale prétend que les fruits jadis recueillis s'étaient montrés d'une âcreté insupportable. La vigne, par contre, réussit assez bien dans les zones sèches où existent quelques belles treilles, comme au Prêcheur et au Vauclin.

En face des quelques échecs du début, que de réussites, qui continuent d'ailleurs ! Depuis une trentaine d'années, les anciennes lisières de « pois doux » tendent à être remplacées par le *Gliricidia Maculata*, qui croît avec une rapidité exceptionnelle et offre aux jeunes plantations un ombrage tempéré, en même temps qu'un excellent engrais vert. De nouvelles variétés d'agrumes sont en cours d'acclimatation. On essaie de redévelopper la culture du soja... Le catalogue du P. Düss s'allongerait sensiblement.

Quelquefois même, il s'agit de plantes réservées à son usage particulier par un groupe déterminé. C'est ainsi que les travailleurs hindous, amenés pour suppléer à la main-d'œuvre locale, en ont acclimaté quelques-unes qu'on retrouve dans leurs jardins ou leurs cimetières, tels le Bétel, l'Agati grandiflora, ou colibri végétal, aux applications médicales variées, et le Dolichos Lablah, connu sous les noms de pois Boucoussou, pois contour, pois coolies.

À côté de ces importations voulues, il en est d'autres que l'homme n'a guère recherchées. Un certain nombre de mauvaises herbes sont arrivées avec les engrais

¹ Düss, *Flore*, p. 252.

d'Europe ou d'Amérique, voire avec des marchandises importées de plus loin. Tout le Sud est actuellement empoisonné par une petite mimosée buissonnante qu'on doit à l'Inde. L'exemple le plus frappant est celui du *Leonorus Sibericus*, l'herbe à Madame Lalie, qui a quitté les steppes semi-glacées de l'Asie pour le climat plus tiède des Tropiques, où elle s'est naturalisée depuis longtemps, et entre dans la composition de nombreux remèdes.

Ainsi l'équilibre primitif, si tant est qu'il ait jamais existé, a été rompu. La flore de la Martinique se retrouve en pleine évolution, plus ou moins dirigée et contrôlée par l'homme. Il reste à savoir dans quelle mesure cette évolution peut être considérée comme bienfaisante.

Il est un premier résultat, doucement paradoxal, qu'il vaut la peine de souligner. Peintres, artistes, littérateurs s'extasient à l'envi sur la puissance de la végétation et le parfum d'exotisme qui s'en dégage. Or, cet exotisme, celui des bambous, des cocotiers, des filaos, des manguiers, des flamboyants, des bananiers est d'importation récente. En fait, là où ils n'apparaissent pas, le décor végétal dans ses grandes lignes ne diffère pas tellement de celui qu'on trouve en été dans l'Ouest et le Centre de la France. Telle savane avec ses arbres en boule peut évoquer, à la saison des pluies, un pâturage normand semé de pommiers. Vers l'entrée de la Caravelle, on se croirait presque sur la côte bretonne.

9. — LE RÔLE DE LA FORÊT MARTINICAISE ET LA PÉRENNITÉ DES SOURCES

Mais le problème le plus difficile et le plus ardemment débattu est celui de la forêt et de son rôle protecteur. M. Pardé ¹ a justement souligné le caractère « âpre » et « implacable » des discussions que soulève l'influence hydrologique des grands bois. La littérature martinicaise est pleine de récriminations à ce sujet et toutes dans le même sens. Le Directeur de l'Intérieur parlait en 1875 « des dévastations et du pillage des bois »... « qui entraîneront avec eux des changements déplorables dans les conditions atmosphériques ». Le rapport d'un forestier, M. Lasaulce, paru en 1901, était plus catégorique encore : « Le Sud, où les forêts occupent un peu plus de 4% de la surface, est la partie la plus pauvre de l'île. La végétation y est bien moins active et les cultures y sont en bien moins grandes quantités... » ².

Des opuscules de MM. Hayot, Baude, Bordaz ont répété les mêmes antiennes. M. Lacroix lui-même s'est cru obligé d'y sacrifier : « L'éruption actuelle, écrit-il, qui a détruit toute la végétation de la Montagne Pelée, a apporté une sinistre

¹ Pardé, *Arbres et forêts*, p. 208.

² Lasaulce, *Rapport 1901*, p. 25-26.

confirmation aux prévisions de M. Lasaulce sur les conséquences fatales du déboisement auquel on se livre à la Martinique, sans trêve ni merci. » ¹.

Giraud déclare à son tour qu'il est nécessaire d'entretenir soigneusement et de développer les forêts qui, dans le centre de l'île, favorisent les précipitations atmosphériques. M. Bassières n'a soutenu son hypothèse du dessèchement progressif que pour montrer les méfaits de défrichements inconsidérés et la nécessité d'un code forestier. M. Stehlé affirmait à son tour que si la forêt ne donne que des pluies légères, ce phénomène, qui n'agit pas de façon massive, se manifeste précisément pendant les saisons de sécheresse prolongée ou de carême ².

Qu'opposer à un pareil concert ? D'abord, en ce qui concerne la seule Martinique, il est à rappeler qu'aucun dessèchement de l'île ne peut être prouvé et que la répartition des pluies y dépend avant tout du relief et des vents dominants. Le caractère accidenté du pays, la constance et la force des alizés suffisent à éliminer, ou plus exactement à masquer tout autre facteur. Des deux ensembles de causes supposées agissant tantôt dans le même sens et tantôt en sens inverse, l'un domine dans de telles proportions que l'effet de l'autre, quel qu'il soit, n'est plus discernable. Il ne semble même pas, dans ces conditions, qu'on puisse tirer argument de l'exemple martiniquais pour ou contre l'influence des forêts, en matière de précipitations. D'autre part, la carte pluviométrique délimite les régions sèches de l'île. Elles ne forment qu'une frange autour des massifs centraux et une frange qui n'a souvent que deux, trois ou quatre kilomètres de large. S'imagine-t-on que leur reboisement, même en haute futaie, suffirait pour leur attirer les ondées bienfaisantes ? Lorsqu'on a parlé en Europe d'influence de la forêt, et on y croit de moins en moins ³, il s'est toujours agi d'un nombre respectable de centaines et de milliers d'hectares. À moins qu'on ne veuille soutenir qu'un bosquet est déjà suffisant pour attirer les bénédictions célestes ? Pour le P. Labat, trois petites branches d'oranger suffisaient, avec, il est vrai, quelques conjurations magiques ⁴.

Il est de même admis à la Martinique et considéré comme définitivement prouvé par l'expérience que la forêt augmente et régularise dans tous les cas le débit des sources. L'exemple que l'on cite toujours à cette occasion est celui de la conduite d'eau du Marin, dont le débit a nettement été amélioré par la plantation depuis 1930 d'un petit bois de mahoganys autour de l'ouvrage de captation. Le volume recueilli se maintient désormais, même en période sèche, aux alentours de 0 litre 800 à la seconde. Le fait est incontestable. Mais il ne s'agit pas d'une véritable source. L'eau recueillie est celle d'un ruissellement différé. Il apparaît évident que plus le feuillage végétal sera épais et plus l'écoulement se fera de manière régulière et durable. MM. Pardé ajoutent, il est vrai, que « si le manteau meuble est mince et si les arbres exigent trop d'eau, ils épuiseront cette réserve et

¹ *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p. 13.

² Stehlé, *Conférence à Radio-Martinique*, décembre 1940.

³ Pardé, *Arbres et Forêts*, p. 207-208.

⁴ Labat, Éd. Duchartre. I, p. 153.

l'écoulement en étiage pâтира, voire même disparaîtra »¹. Les mahoganys du Marin ne sont que de tout jeunes arbres. Il vaudra la peine d'observer si, pendant leur croissance ultérieure, le débit de la source continuera à augmenter ou si, au contraire, il ne diminuera pas peu à peu. Et cela nous ramène à la conclusion de MM. Pardé : « On ne peut proclamer que partout la forêt atténue les pénuries hydriques. Les influences du type hydrologique et de la nature du sol se révèlent bien plus dominantes. »².

On peut en trouver la preuve à la Martinique même. Les plus belles sources du Sud se trouvent à la Renée, dans les hauteurs de Rivière Pilote, et entre Desmarinières et l'Épinay, en région quasi dénudée. Elles sont dues à la rencontre de tufs légers, incrustés de calcaires et perméables, avec des argiles latéritiques. Il serait donc vain d'espérer qu'un boisement de quelques hectares en augmente le débit. Du moins aurait-il l'avantage d'éviter, autant que faire se peut, les pollutions du voisinage.

Inversement, il n'y a aucun danger, quoi qu'il arrive, de voir tarir les eaux fraîches et surabondantes qui dévalent des hauts massifs. On oublie que la nature s'est chargée, à la colonie même, d'une grandiose et décisive expérience. La Pelée entière, le secteur de Grand-Rivière excepté, a vu ses bois détruits par l'éruption de 1902. Les arbres n'ont pas encore repris possession des parties hautes. Pourtant, les craintes de M. Lacroix ne se sont pas réalisées. Est-ce que cela empêche ou diminue les pluies diluviennes qui s'abattent sur l'Aileron, le Contre-Aileron et le Plateau des Palmistes ? Les rigoles, les torrents qui en dévalent ne manquent jamais d'eau. La Rivière du Prêcheur n'a pas sept kilomètres de long, son bassin versant est inférieur à 15 km², on n'y rencontre pas un seul grand bois, il a été recouvert à nouveau par les cendres de l'éruption de 1929-1932. Là coule cependant l'un des grands torrents de l'île et qu'on n'a jamais vu à sec, pas plus que la Rivière Lamare, au cours des quarante dernières années. La « ravine seiche » du P. Dutertre roule toujours des eaux abondantes à quelques centaines de mètres de la mer. Et la moins étonnante n'est pas cette petite source que nous avons retrouvée un beau jour de mars 1930, fraîche et chuchotante, dans la pente du Morne Saint-Martin, décapé par les nuées.

10. — LA FORÊT, LES INONDATIONS ET LES GLISSEMENTS DE TERRAIN

Mêmes réserves en ce qui concerne les inondations, voire la protection contre les glissements de terrain. Il y a longtemps qu'on a montré qu'une éponge imbibée d'eau ne peut plus en absorber. C'est le cas de la forêt martiniquaise au plus fort de l'hivernage. Après chaque pluie importante, de longues cascades se précipitent des hauts Pitons. Les rivières gonflent et roulent leur purée brunâtre encombrée de

¹ Pardé, *Arbres et Forêts*, p. 210.

² Pardé, *ibid.* p. 210.

blocs. Et comme l'inondation n'est pas sans faire de mal, on recherche les responsables. Je me souviens d'avoir couru toute une matinée sur les berges de la rivière du Lorrain parce qu'un grand propriétaire accusait l'Administration des dégâts occasionnés à ses champs par les débordements et ravinements du torrent, sous prétexte qu'en enlevant des « roches » pour l'empierrement des routes, le service des Travaux Publics augmentait les chances d'érosion et de destruction des rives. Or, et c'est ce qui vaut ici la peine d'être signalé, la rivière du Lorrain a un bassin versant presque entièrement couvert par les grands bois et les formes topographiques y témoignent déjà d'une maturité certaine.

On peut même être enclin à penser que la puissance des précipitations sur les hauteurs, la rapidité avec laquelle opèrent les processus d'altération sur les roches superficielles, la dacite en particulier, réduisent à assez peu de choses le rôle protecteur de la forêt.

Dans une communication récente à l'Académie des Sciences, M. de Margerie a signalé les recherches de M. J. Goguel sur l'influence possible du reboisement en ce qui concerne les glissements de terrain. Des expériences effectuées dans la région subalpine auraient prouvé que le reboisement accentue parfois les glissements qu'on cherche à arrêter. La cause essentielle doit en être recherchée dans la nature du sous-sol, car s'il y a avantage à reboiser en terrains calcaires, il faut « agir avec la plus grande prudence en terrains argileux, où les effets sont d'autant plus nocifs qu'ils sont à échéance plus éloignée »¹.

C'est le cas à la Martinique, où la masse forestière repose essentiellement sur de l'argile de décomposition mêlée de sable quartzeux fournie par la dacite des Pitons. Il suffit alors, sur une pente rapide, qu'il y ait imbibition suffisante de la couche imperméable qui succède à l'humus pour qu'il se forme comme un miroir de glissement. La tendance au décollement sera d'autant plus marquée que les arbres seront plus hauts et que leur masse exercera une pression plus forte. Cela expliquerait pourquoi ce ne sont pas des baliveaux isolés, mais presque toujours des pans entiers du manteau forestier qui sont ainsi emportés. De fait, la très grosse majorité des éboulements se produit autour des Pitons, bien loin souvent des régions habitées et cultivées, tel celui qui, il y a près de quarante ans, avait recouvert l'extrémité du Champflore et entraîné la formation d'un petit lac temporaire. Il venait du Piton Gelé, que personne encore n'avait déboisé. On n'a pas davantage trouvé le moyen d'arrêter le perpétuel « foirage » de la Médaille ou du Morne Savon.

À l'inverse, la Pelée est presque toute entière formée de ponces. Elle est entaillée de formidables cañons. Elle reçoit les précipitations les plus abondantes de l'île. Cependant, les gros éboulements y sont beaucoup plus rares qu'aux Pitons, je n'oserais pas dire surtout depuis la disparition de la couverture forestière. Pourtant, on a l'impression que, dans l'ensemble, la savane se défend mieux à la

¹ C. R. A. Sc. 11 janvier 1943.

Martinique que la futaie : elle forme tapis sur lequel les pluies glissent sans imbiber trop profondément le sol sous-jacent.

Il ne serait donc pas indésirable que le règlement local fût amendé dans le sens de la loi métropolitaine et mît sur le même pied reboisement et gazonnement. Ce qui reste aux arbres, c'est qu'avec leurs racines enchevêtrées, ils protègent mieux les berges des torrents déjà formés. Une sage mesure obligeait naguère les propriétaires riverains à maintenir le long des cours d'eau une galerie boisée d'au moins dix mètres de profondeur. Elle n'a jamais été officiellement abrogée et l'annuaire de 1906 la rappelait encore. Il n'y aurait que des avantages à la sortir de la désuétude où elle paraît être tombée.

11. — LA DÉGRADATION DES SOLS, LE DÉFRICHEMENT ET LE PROBLÈME DU SUD

Mais le défrichement par le fer et par le feu n'aurait-il pas entraîné une dégradation irrémédiable des sols ? M. Stehlé parle avec une sorte de nostalgique regret des groupements végétaux naturels possédant encore cette harmonie première que l'on chercherait vainement parmi les groupements humains. M. Hervé a insisté surtout sur la diminution de la terre arable qu'il attribue d'ailleurs à de mauvais procédés culturels ¹. Il reprend à cette occasion la thèse d'O. Hayot, qui était déjà celle de Thibault de Chanvalon. Jadis on plantait la canne au trou carré, et ce procédé freinait dans une large mesure l'érosion sur les pentes ². Cependant, la charrue présentait de tels avantages qu'elle finit par l'emporter. Pour lutter contre la dégradation intense qu'elle favorisait, on employa de plus en plus les canaux à niveau préconisés par M. O. Hayot. Malgré cela, la moindre pluie gonfle d'une eau bourbeuse les rigoles de champs de cannes. L'argument n'a pourtant pas la portée générale qu'on a voulu lui donner. En fait, les cannes n'ont jamais occupé les mornes les plus arides de Sainte-Anne ou du Diamant, voire du Vauclin. Par contre, à Rivière-Pilote, où il pleut bien davantage, au Saint-Esprit comme à Sainte-Marie ou au Lorrain, on les rencontre sur les flancs escarpés de nombreuses ravines. Devant la lixiviation intense à laquelle ces pentes sont soumises, il faut admettre à tout le moins un renouvellement partiel de la couche meuble aux dépens des terrains sous-jacents.

Au demeurant, il resterait à prouver que la superficie cultivable a réellement diminué dans ces régions. Le cadastre de 1671 déclare que tout le pays, de la Tartane à la Pointe des Salines, demeure inhabité par suite de sa trop grande stérilité. Le même document nous renseigne sur l'importance des « raziers » ou « haziers » définis par Thibault de Chanvalon comme de maigres bois taillis ³. C'est ce que M. Stehlé appelle pompeusement la forêt xérophytique. On peut se

¹ Hervé, *Bull. Agricole*, décembre 1933, p. 161.

² Thibault de Chanvalon, p. 23.

³ Thibault de Chanvalon, *Voyage à la Martinique*, p. 28.

demander si leur destruction en certains endroits a été un si grand mal. Certes, la savane rase parsemée de cactacées, « cierges » ou « raquettes », ne vaut pas cher, cette brousse épineuse non plus.

Par ailleurs, les formes de lapiaz qui ne sont pas rares dans l'extrême-Sud ne témoignent pas d'une couverture de terre bien considérable au moment de leur formation. Par contre, le sol demeure profond dans les vallées et jusqu'à la Savane des Pétrifications, où, par temps de pluie, on peut enfoncer jusqu'au genou dans les produits de décomposition accumulés.

Dans la région de Sainte-Luce et du Diamant, le sous-sol, à 50 cm. ou 1 mètre de la surface, et parfois moins, oppose souvent une couche dure, quasi-imperméable. Il s'agit d'anciens dépôts de nuées où les blocs de lave se détachent en sombre sur le ciment jaunâtre qui les unit. Le faciès est bien antérieur à l'arrivée des Européens. Il en est de même pour celui qu'on rencontre entre Schœlcher et Bellefontaine, où l'on traverse un pays broussailleux parsemé de gros blocs arrondis reposant sur des coulées aisément reconnaissables.

Peut-être la solution du problème est-elle autre. On peut faire remarquer, en effet, que la grande stérilité et la sécheresse ne se rencontrent que là où agissent deux causes également nécessaires : une extrême perméabilité du sol, qui est surtout l'apanage des dépôts de nuées et des tufs légers et un total annuel de précipitations ne dépassant pas 1.500 mm. avec une saison sèche relativement marquée. On se trouve alors en deçà des conditions nécessaires au développement spontané de la forêt.

Il est alors permis de penser que l'homme n'est ni le seul, ni peut-être le principal responsable de cet état de choses. M. Stehlé a transposé à la Martinique les idées de M. Chevalier sur la dégradation de la forêt primitive et celles de M. Kuhnholz Lordat sur la terre brûlée. À prendre certaines de ses déclarations, on se croirait en présence de séries irréversibles et d'un épouvantable désastre causé par l'imprévoyance de nos aïeux. Cela demande à être examiné de plus près.

12. — REBOISEMENT, EXPLOITATION RATIONNELLE ET COLONISATION

Il est incontestable d'abord que les premiers colons n'ont pas eu un respect extraordinaire pour les bois. N'était-ce pas à leurs dépens qu'ils devaient établir leurs cultures ? Le P. Labat s'élève déjà contre la mauvaise habitude « d'abattre les arbres les uns sur les autres, comme le font les Caraïbes, et d'y mettre le feu quand ils sont secs, sans se mettre en peine si ce sont des bois propres à bâtir ou non ou si le temps est propre pour les abattre ou les conserver » ¹.

¹ Labat, Éd. Duchartre, T. 1, p. 352.

En 1713, le lieutenant général Phelypeaux parlait en termes non moins énergiques des abus concernant les forêts. Près de deux siècles plus tard, le P. Düss se plaignait toujours de défrichements inconsidérés. Le rapport de M. Lasaulce soulignait quelques cas pittoresques d'empiètement sur le domaine public et de dégradation abusive. Tel propriétaire de 135 hectares proches d'une forêt appartenant à la colonie en exploitait plus de 400. Ailleurs, moyennant trois francs par mois, on pouvait venir couper sur une habitation la quantité de bois que l'on désirait ¹. Il faudrait ajouter, pour être complet, qu'avant l'arrivée des Européens, les défrichements, à un certain moment tout au moins, occupèrent infiniment plus de place qu'on ne l'admet à l'ordinaire.

La nature surtout, dans cette île tourmentée, contribue pour ma large part à la destruction de la forêt. M. Allix, dans sa thèse sur l'Oisans, parle avec humour de cette sorte « d'âge d'or morphologique, météorologique et forestier qu'impliquent les conclusions de Surell et de ses continuateurs », âge d'or qu'en réalité la montagne n'a jamais connu. Il ajoute, il est vrai, avec une prudence ironique, que ses conclusions ne valent que pour l'Oisans ². Autant pourrait-on en dire de la Martinique, pour laquelle il est loisible de rappeler qu'avant même que l'homme existât, il y avait déjà des cyclones, des éruptions, des tremblements de terre. Le P. Labat, au lendemain d'un ouragan, constatait que « la plupart des arbres de l'Amérique ont peu de racines en terre, et qu'ils ne sont soutenus que par de grandes cuisses dont les extrémités semblent plutôt ramper sur la terre que d'y pénétrer suffisamment pour y prendre de la nourriture ». Il y avait donc « une infinité d'arbres de cette sorte que le vent avait arrachés, qui, étant renversés sur le côté, faisaient comme des murailles, tant ces grandes cuisses remplies de terre entre les fentes des arbres étaient droites et hautes, » ³. M. Lasaulce évaluait lui-même à plusieurs dizaines de milliers le nombre des troncs renversés par le cyclone de 1891. En 1902, enfin, la Pelée a détruit le massif forestier qui la couvrait.

Mais cela ne s'est évidemment pas produit qu'une seule fois. Les ponces de l'Étang Sec, par exemple, ont fait disparaître toute végétation antérieure. Elles ont aussi écrasé des établissements humains dont les traces ont été retrouvées au Prêcheur et à Vivé. Or il est assez vraisemblable que l'événement s'était déroulé peu de temps avant la découverte de l'Amérique, puisque la tradition locale en avait conservé le souvenir. Il n'en est que plus intéressant de voir M. Stehlé placer là, entre Grand-Rivière et le Céron, les seuls « relicts » qu'il reconnaisse pour à peu près authentiques de la silve inviolée. Il est donc possible d'en inférer que, livrée à ses seules forces, la forêt a pu reconquérir son domaine en une période relativement courte. On peut ajouter que, dans la région côtière du Cap Saint-Martin, les précipitations n'atteignent pas deux mètres par an. D'où il est loisible de considérer, sans trop de déraison apparente, que partout où des conditions

¹ Lasaulce, *Rapport*, p. 29.

² Allix, *L'Oisans*, p. 299.

³ Labat, Éd. Duchartre, T. 1, p. 240.

analogues de sol et de climat se trouvent réalisées, la même régénération doit se produire à peu de frais. Il s'agirait là des quatre cinquièmes environ de la Martinique.

La dégradation par le feu n'a jamais non plus été poussée à l'extrême. Elle n'a guère été appliquée, de manière sporadique, que dans les pâturages maigres du Sud et de l'extrême Sud, à la veille de l'hivernage. Partout ailleurs, on ignore les feux de brousse du type africain. Le climat ne s'y prêterait pas. Il reste simplement une méthode de défrichement médiocre, détestable même, encore qu'elle ne joue pas de manière régulière. Il n'y a vraiment pas de commune mesure avec les immenses feux de Madagascar et de l'Afrique Centrale, où la saison sèche est autrement prolongée.

Peut-être alors M. Stehlé a-t-il fait preuve de quelque imprudence en transposant sur le plan martiniquais et sans adaptation préalable des assertions qui, justes en elles-mêmes, et pour les pays auxquels elles s'appliquent naturellement, ne cadrent plus avec les conditions si particulières et si variables du milieu local.

Il y a encore dans ces affirmations trop de certitude tranchante et absolue, d'autant que la base géologique sur laquelle elles paraissent s'appuyer est d'une solidité fort contestable.

Au demeurant, par une légère, mais heureuse inconséquence, M. Stehlé a bien voulu nous rassurer. Son étude sur les associations végétales se termine par l'examen des colonisations sur laves récentes : Il s'agissait en 1937 des dépôts accumulés, sur plusieurs dizaines de mètres parfois, dans le champ de cendres de 1929. Or en 1671, il n'existait déjà là que des « haziers » mêlés aux endroits les plus fertiles de « bois debout ». Tout avait été détruit en 1902. Vingt-cinq ans plus tard, broussailles et petits bois avaient réenvahi le secteur. Nouvelle stérilisation, aussi complète que la précédente, en 1929. On est alors en droit de souligner le passage où M. Stehlé entrevoit la « valorisation » de ces terres par l'élevage et la culture de la canne en oubliant, curieusement, la forêt ¹.

C'est peut-être aussi qu'à la Martinique la comédie humaine ne perd jamais ses droits. En trouvant des raisons autres qu'historiques ou économiques à la soi-disant décadence du Sud, en la montrant quasi-irréversible, on évite des efforts inutiles pour cultiver des terres dont les revenus ne sont pas intéressants, puisqu'on en tire d'ailleurs et à moins de frais de beaucoup plus importants. Il y a bien des « habitations », jadis florissantes, abandonnées pour cette seule raison par les possesseurs de latifundia. L'administration, de son côté, après cinquante ans d'efforts, a fini par promulguer un code forestier des plus rigoureux, sauf entorses, et qui interdit de couper un pied de campêche sans autorisation. Il faut encore le justifier, jusque dans ses moindres détails, et là même où il pleut de manière diluvienne.

¹ Stehlé, *Associations végétales de la Martinique*, B. A., déc. 1937, p. 260.

Cependant, la question prend une acuité toujours plus vive avec l'augmentation, qui tend à s'accélérer, de la population. La Martinique, en effet, n'a que des ressources agricoles. Mais il existe dans les vallées de la Lézarde et de la Rivière du Lorrain, entre le Prêcheur aussi et Grand-Rivière, deux ou trois mille hectares de terres boisées, en pente douce, voire en plateau, dont tous ceux qui les connaissent s'accordent à proclamer qu'elles seraient parmi les meilleures de la colonie. Les difficultés d'accès les ont maintenues inexploitées jusqu'à maintenant. Naturellement, certains s'opposent à leur défrichement au nom des méfaits épouvantables qu'il en résulterait, au pied des Pitons et de la Pelée, pour le régime des pluies comme des eaux, et l'on agite une fois de plus le spectre truqué de ce Sud dont l'homme blanc, en moins d'un siècle, aurait fait un quasi désert.

Sans doute la vie est-elle la plus forte. Tôt ou tard ces plateaux, ces vallées seront gagnés, ou regagné » à la culture. L'ouverture de la route des Deux-Choux au Morne Rouge a entraîné la mise en valeur du Champflore en moins de dix ans, à un endroit où, à la fin du XVIII^e siècle, une colonie d'Alsaciens avait lamentablement échoué, faute de chemins suffisants. Qu'on rétablisse la communication entre le Prêcheur et la Macouba, qu'un chemin remonte la vallée de la Lézarde et rejoigne au Trou-Matelot celle du Lorrain pour filer ensuite sur la Croix-Debuc, vivres, agrumes, bananiers, auront tôt fait de tout envahir, fût-ce au prix de quelques procès. Il est permis d'estimer qu'il serait plus équitable et plus avantageux pour la collectivité d'organiser l'exploitation régulière de ces cantons par de petites exploitations arbustives ou vivrières.

Il resterait assez d'espace aux forestiers pour exercer leurs talents. Il n'y aurait aucun inconvénient pour personne à ce qu'on s'efforçât de reboiser, et souvent de boiser tout court, les pentes desséchées du Sud, d'autant que les expériences faites sont partout encourageantes. Le P. Labat indiquait déjà que le « cèdre », que nous appelons acajou, croît très promptement et qu'en « moins de vingt ans on en peut tirer des planches de plus d'un pied de large »¹. On emploie aujourd'hui, de préférence, le mahogany. Le « poirier pays » au bois également apprécié est très fruste et M. Stehlé lui reconnaît des qualités de pionnier. On, pourrait ainsi regagner à la forêt plusieurs milliers d'hectares sans enlever un seul lopin non à la canne, qui sait se défendre, mais aux petits propriétaires vivriers des hauteurs.

Le problème n'est donc pas de diminuer la surface occupée par la forêt à la Martinique, mais de l'aménager de manière différente. On pourrait lui réserver dans le Sud et sur la côte occidentale les terres médiocres et quasi improductives des pentes sèches, dans le Nord les parties hautes des Pitons, de la Pelée, de tous les mornes dont les versants apparaissent trop abrupts pour une culture rémunératrice. Il s'agirait aussi d'obtenir, après coupes à blanc étoc et plantations judicieuses, des peuplements, homogènes dans tous les cantons exploitables. Il est permis d'estimer en gros qu'un tel programme, défalcation opérée des nouveaux défrichements autorisés, entraînerait un gain de six à sept mille hectares pour la

¹ Labat, Éd. Duchartre, T. II p. 451.

forêt. Au bout de vingt, trente ou quarante ans, on saurait si les promesses de M. Lasaulce sur la production des bois nécessaires à la colonie auraient chance de se réaliser. Le revenu, en tout cas, n'en pourrait être inférieur à celui du maigre et misérable élevage actuellement pratiqué.

En contrepartie, il pourrait sans doute être admis qu'il n'y a point péril mortel à autoriser au pied des mornes les plus arrosés la mise en valeur de quelques vallées et replats, que ce n'est pas un crime irrémissible de supprimer quelques campêches dans une savane et qu'à côté de la puissance sauvage de la silve primitive une futaie régulièrement entretenue avec de belles allées, ne manque pas de charmes.

À quoi bon enfin regretter une étape depuis longtemps dépassée ? Il est assez illusoire même d'imaginer qu'il y ait jamais eu équilibre statique dans ce domaine. La concurrence vitale ne cesse jamais dans la nature. L'homme peut seulement la guider, l'accélérer ou la ralentir en obéissant à ses lois et c'est ainsi qu'il s'est créé à la Martinique l'actuel décor de son existence, si éloigné qu'il puisse paraître, de la savane, de la brousse ou de la forêt originelles.

Deuxième partie

Géographie Humaine

CHAPITRE PREMIER

LE PEUPLEMENT

I. — LES PRÉCOLOMBIENS

1. – LES RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES EFFECTUÉES À LA MARTINIQUE

[Retour à la table des matières](#)

NOUS n'avons que fort peu de renseignements sur les premiers, habitants de la Martinique. Lorsque les premiers européens y débarquèrent, elle était occupée par les Caraïbes, que nous connaissons bien, mais ceux-ci n'étaient eux-mêmes que des conquérants de fraîche date. Ils avaient supplantés les Ignéris, qui appartenaient au groupe des Arawaks ou Arrouages, encore maîtres au XVI^e siècle des Grandes Antilles¹. Les Arawaks eux-mêmes avaient peut-être été précédés par d'autres peuples². Tous ces gens ne nous ont laissé aucun document écrit. Force est, dans ce cas, d'avoir recours au matériel archéologique.

¹ Le mot Ignéri a été employé par les auteurs français du VII^e siècle. D'après M. Sven Loven, il s'agit probablement du mot Arawak eyeri, « hommes », nom donné aux Arawaks des îles par les Caraïbes quand ils les soumièrent et les exterminèrent (Sven Loven, *Origins of the Tainan Culture, West Indies*).

² M. Sven Loven rappelle que certains archéologues américains, comme Fewkes, ont cru pouvoir distinguer des populations préarawaks, vivant en troglodytes et qui seraient arrivées d'Amérique du Sud en suivant l'arc des Antilles. Mais les trouvailles faites dans les cavernes ne diffèrent pas

Celui-ci n'a d'abord été considéré localement qu'à titre de curiosité. De temps à autre, une découverte plus importante retenait l'attention des initiés, puis on n'en parlait bientôt plus et les objets trouvés, d'abord relégués au fond de quelque armoire, disparaissaient bientôt sans retour. C'est ainsi qu'en 1855 on avait exhumé dans une « pièce » de l'habitation Périnelle, à Saint-Pierre, de nombreux fragments de poterie. « On y remarque encore des anses, des becs, etc. Quelques coquilles fossiles s'y rencontrent. Ce sont principalement celles appelées « cornes de lambis ». Mais elles sont arrivées à un tel degré de décomposition qu'en les touchant elles tombent en poussière blanche »¹. La description vaudrait pour certains des gisements explorés à une date plus récente.

À plusieurs reprises, au demeurant, des ouvriers qui travaillaient au déblaiement de la cité détruite et à l'établissement de nouvelles fondations rencontrèrent sous les assises de l'ancienne ville du charbon de bois, des poteries et même des ossements qui les intriguèrent. M. Marie, à la batterie d'Esnotz, « aurait découvert, sous la ponce, à 3 ou 4 mètres de profondeur, un foyer formé de grosses roches autour duquel gisaient des haches de pierre, des os, et un fond de vase en terre cuite orné de dessins »². M. Coridon, ancien gouverneur p. i. de l'île, avait recueilli nombre de fragments intéressants, dont une tête de femme en poterie, reproduite dans le livre du docteur Dufougeré³. Il s'était appliqué de même à reconnaître et cataloguer les « cupules » de l'extrême-Sud.

En creusant une tranchée pour le chemin de fer qui unit l'usine de Sainte-Marie à Trinité, les ouvriers trouvèrent, près du premier de ces bourgs, une tête de pierre dont Mgr Bataille, curé du lieu, qui l'avait achetée, fit don au Musée de la Martinique. Celui-ci conserve également une « cupule » de l'anse Figuier, des dessins de la collection Guesde à la Guadeloupe, et un certain nombre de moulages qui constituent sans doute « la petite collection publique » dont parle Fewkes dans son travail sur les civilisations précolombiennes des Antilles, mais qu'il n'avait pu voir personnellement⁴. Au cours de l'été 1927, M. J. de Reynal, en faisant établir les fondations de sa maison à l'Anse Belleville, rencontra les premières traces d'un gisement qui devait être exploré plus en détail par la suite. De cette époque à peu près jusqu'à sa mort, survenue quelque dix ans plus tard, le chanoine Tostivint, curé honoraire du Lamentin, reprit les études de M. Coridon et s'acharna avec une énorme et pittoresque érudition, à leur trouver une interprétation, astronomique⁵.

Au moment du Tricentenaire, où l'on fêta l'anniversaire du rattachement des Antilles à la France, M. J. de Meilhac, maire du Marigot, exposa un certain

de celles obtenues dans les lieux jadis habités par les Arawaks. Les grottes servaient de temples et de cimetières.

¹ *La France d'Outremer*, décembre 1855, article cité par le P. Rennard, *La Paix*, 5 septembre 1936, cf. Delawarde, *Préhistoire Martiniquaise*, pages 15 et 16.

² Delawarde, *Préhistoire Martiniquaise*, pages 18-19.

³ Dufougeré, *Madinina planche*, page 32.

⁴ Fewkes (J. Walter). *A prehistoric island culture area of America*. 34th, Annual Report of the Bureau of American Ethnology, 1912-1913, page 128.

⁵ Essai d'interprétation des grandes énigmes de l'antique Madinina s. d. (1935).

nombre de poteries trouvées sur le territoire de sa commune, à l'occasion de travaux sur la route coloniale. M. F. Clerc en apporta quelques autres de Vivé. MM. F. et G. de Reynal reconnaissaient les gisements de Duhaumont, de Segueineau et du Paquemar. Le P. J. B. Delawarde reprenait, avec M. J. de Reynal, les sondages de l'Anse Belleville et publiait, en 1937, à l'Imprimerie officielle, sa *Préhistoire Martiniquaise*, où il s'efforçait de classer et d'interpréter les découvertes faites jusqu'alors. Je fus alors chargé par le docteur Rivet d'opérer quelques sondages plus systématiques. En plein accord avec le P. Delawarde, deux campagnes de fouilles ont été menées à l'Anse Belleville, chez M. J. de Reynal, et l'autre à Sainte-Marie, sur l'habitation Lassalle. Les événements de 1940 ont interrompu cet effort. Les résultats, cependant, n'en avaient pas été tout à fait vains. Près de vingt caisses de poteries et outils de pierre ont été expédiées au Musée de l'Homme. Quelques conclusions préliminaires peuvent être considérées comme acquises. Le terrain, à tout le moins, a été en partie déblayé pour de nouvelles explorations.

2. — LE PROBLÈME DES « CUPULES »

En ce qui concerne les cupules, le vénérable abbé Tostivint a dépensé des trésors d'ingéniosité et de véritable science pour défendre son hypothèse astronomique. Elle n'était point absurde en elle-même et la méthode suivie, très largement comparative, eût pu conduire à des découvertes réelles. Mais le tout s'est trouvé vicié dans le principe du seul fait qu'il a été admis, et qu'on a voulu prouver, avec un extraordinaire luxe d'arguments et de rapprochements, que l'ensemble des chronologies connues, de celle des Chinois à celle des Mayas, en passant par les Égyptiens, Bérose et les Polynésiens, se ramenait, en fin de compte, à celle de la Bible, prise dans son sens littéral. M. Coridon voyait dans ces mêmes cupules l'accompagnement nécessaire d'autels, de pierres de sacrifice. Le P. Delawarde, sans regarder cette opinion comme absolument fausse, admet au Macouba la possibilité de simples fabrications artisanales, celle du roucou en particulier. Il reste d'ailleurs loisible de se montrer quelque peu sceptique à l'égard de ces diverses hypothèses.

Il paraît évident, tout d'abord, qu'il faut écarter un certain nombre de « jeux de la nature ». On a voulu voir des traces d'activité humaine sur des pierres d'allure bizarre qui se rencontrent dans le lit ou sur les berges d'un certain nombre de ruisseaux ou de ravines. Il suffira de rappeler que dans ce pays, où les crues sont d'une fréquence et d'une violence exceptionnelles, il serait à tout le moins surprenant que des blocs de dimensions moyennes aient été laissés intacts et sur place comme pour la spéciale édification des futurs archéologues, tandis que d'autres, tout aussi volumineux, eussent été entraînés au loin. On a pris, en

particulier, pour des vestiges précolombiens, d'incontestables fonds de marmites torrentielles ¹.

On peut hésiter davantage en ce qui concerne les cupules, le terme n'étant employé que faute d'un meilleur. On désigne d'ordinaire sous ce nom « une sorte de petite cavité circulaire creusée de main d'homme dans la pierre et ayant en général de 0 m. 05 à 0 m. 10 de circonférence et de 0 m. 03 à 0 m. 05 de profondeur... La cupule a une signification mystérieuse et magique... Elle eut une vertu mondiale, car on l'a retrouvée sur tous les continents » ². Or il ne s'agit plus de cela à la Martinique et l'abbé Tostivint déclarait justement que « toute autre est la grandeur de nos cupules... Elles ont de 2 à 45 et même de 70 à 80 centimètres de diamètre » ³. La plupart ont des dimensions intermédiaires et un excellent exemple en est offert par la pierre dite du Macouba, dont le P. Delawarde a publié la photographie ⁴. Elle se trouve légèrement surélevée par rapport au ruisseau voisin qui décrit une petite courbe autour de son emplacement. Sa face supérieure mesure 1 m. 80 x 1 m. 25. Elle porte des cupules de 20 à 30 ou 40 centimètres de diamètre et de 5 à 10 de profondeur sur cette face, ainsi que sur la paroi exposée au S.-E. Quelques-unes seulement ont une régularité presque parfaite, tandis que les autres présentent des évasements, des échancrures. On a l'impression de se trouver en face d'un ouvrage exécuté de main d'homme. On peut imaginer, et c'est vers quoi penchait le P. Delawarde, quelque exploitation de graines pilées et lavées au bord du ruisseau. Il n'est pas totalement exclu, cependant, qu'on se trouve en face d'un extraordinaire jeu de la nature. Les photographies publiées récemment par M. de Martonne, dans ses articles sur le Brésil tropical, ne laissent pas d'être impressionnantes à cet égard ⁵.

Les « cupules » de Sainte-Anne se trouvent au sommet d'une petite falaise et apparaissent creusées dans des tufs calcaires. De leur emplacement, on domine l'Étang des Salines et la fameuse Savane des Pétrifications. La vue s'étend sans encombre jusqu'à Sainte-Lucie. Il n'est pas difficile d'imaginer qu'il y avait là un haut lieu ensanglanté par des sacrifices humains et où la flamme des bûchers appelait de loin à l'orgie sacrée. L'abbé Tostivint, devant l'abondance des excavations, croyait à une école d'astrologie. En fait, il s'agit d'un petit lapiaz dont l'origine naturelle est hors de conteste.

Mêmes réserves, et pour les mêmes causes, en ce qui concerne les Trois-Rivières. Les principales des cupules qu'on y observe peuvent s'expliquer par les effets du ruissellement. Quant aux ruines qui existent à peu de distance sur la hauteur, elles sont d'origine européenne. À la Pointe de la Prairie, il s'agit d'une coulée de lave qui se prolonge sous le niveau de la mer. Des traces de décomposition en boule indiquent l'origine probable des accidents signalés.

¹ Delawarde, *Préhistoire Martiniquaise*, page 8.

² Goury, *Origine de l'homme et son évolution*, page 139.

³ Tostivint, *Grandes énigmes*, page 4.

⁴ Delawarde, *Préhistoire Martiniquaise*, page 8.

⁵ De Martonne, A. G., septembre 1940, page 124, 1 VI B.

Est-ce à dire qu'il faille tout rejeter par principe et en bloc ? Les « cupules » de l'Anse-Figuier apparaissent bien comme des sortes d'auges ou de mortiers intentionnellement taillés. Les fouilles du Prêcheur ont également permis d'en trouver pour lesquelles aucun doute n'est possible.

[Retour vers la table des illustrations](#)

On ne saurait, dans ces conditions, aboutir à des conclusions fermes. Une interprétation astronomique ou sacrificielle serait tentante *a priori* dans une île dont les occupants, à l'arrivée des européens, se distinguaient par leur habileté de navigateurs et un cannibalisme d'allure rituelle. Mais il y a lieu de se méfier également des jeux de la nature et de l'imagination. L'enquête devrait être reprise par la base. Il y aurait intérêt à ce qu'elle le fût le plus tôt possible, élément par élément, et avant que ceux-ci eussent disparu. « Il y avait, il n'y a pas encore bien longtemps, écrit l'abbé Tostivint, un autel des sacrifices sur le morne Dorn, à l'ouest de la ville... Cet autel a été réduit en cailloutis et a servi à empierrer le chemin qui va de la route de Didier à celle de Case-Navire. »¹ Le P. Delawarde rappelle, que Moreau de Jonnès avait trouvé en 1818, au sommet de la Pelée, les restes d'une construction analogue, également disparue². On peut souligner à cette occasion que le Service des Travaux Publics de la Guadeloupe n'a pas respecté davantage quelques-unes des plus belles pierres gravées de son île.

¹ Testivint, *op. cit.*, p. 57.

² Delawarde, *Préhistoire Martiniquaise*, page 18.

3. — LES FOUILLES DU PRÊCHEUR

Outils de pierre et poteries offrent une documentation archéologique moins discutable et plus directement accessible. Les objets qui avaient été exposés au moment du Tricentenaire (1935) semblaient au premier abord appartenir à deux civilisations différentes et le P. Delawarde croyait pouvoir justifier cette appréciation par leur enfoncement variable¹. Il fut d'accord avec moi pour admettre qu'il y avait là un point que de nouvelles fouilles devaient éclaircir dans un sens ou dans l'autre. De même, nous redoutions, sinon des supercheries, tout au moins des confusions, car bien des poteries continuent à être fabriquées dans l'île suivant une technique primitive, aux survivances curieuses. Le problème était donc de chercher un gisement dont l'authenticité précolombienne ne pût être discutée. C'est pourquoi il fut décidé de reprendre l'exploration archéologique de l'Anse-Belleville, où la couche fertile est recouverte d'un lit de ponces de 0 m. 40 à 1 mètre d'épaisseur, ponces projetées, sans aucun doute possible, par la grande éruption dite de l'Étang Sec, antérieure à l'arrivée des Européens.

Comme les Caraïbes, qui n'étaient eux-mêmes que des occupants de fraîche date, en avaient conservé le souvenir, on peut admettre que la date de cette éruption doit être cherchée entre le X^e et le XV^e siècle, plus près sans doute du XV^e que du X^e. Il y a lieu de signaler encore qu'il s'est agi dans ce cas non de nuées ardentes, analogues à celles qui ont détruit Saint-Pierre en 1902, mais de projections vulcaniennes. Les plus grosses ponces de l'Anse Belleville ne pèsent pas 200 grammes, la plupart des autres sont de petites dimensions. À six kilomètres en ligne droite du sommet, elles sont arrivées déjà refroidies au sol. Il n'y a pas eu destruction immédiate, mais ensevelissement progressif, comme à Pompéï. La plupart des habitants ont eu le temps de s'enfuir, encore que le départ ait dû être précipité, comme le prouvent les débris de cuisine adhérant aux vases dans lesquels ils étaient en train de cuire.

On voit l'intérêt de ce gisement. Tout remaniement de la ponce aurait laissé des traces aisément reconnaissables. Il a été possible, en opérant à la main, de débayer la surface de l'ancien sol avec ses monticules et ses rigoles. Le site même indiquait une station de pêcheurs installée sur un delta ou plutôt un cône de déjections torrentielles aboutissant à la mer et assez fortement bombé, avec une pente moyenne de 10 à 12%. Elle se trouvait à l'endroit exact où un léger retrait de la côte permet le premier atterrissage facile en venant du Nord. D'autre part, les barques qui remontent du Sud ont souvent peine, à cause des vents et de la lame contraires, à doubler les pointes de la région.

¹ Delawarde, *Préhistoire*, p. 24.

4. — ÉTUDE SOMMAIRE DU MATÉRIEL RETROUVÉ À L'ANSE BELLEVILLE

Les objets retrouvés ont été assez nombreux, mais rarement intacts. Leurs fragments apparaissaient même dispersés sur une surface relativement importante. Cela peut s'expliquer par des glissements ou tassements de terrain, par le passage aussi de camions sur la plateforme où les fouilles ont été exécutées.

Les pierres, travaillées ou non, sont apparues nombreuses. Or la nature ponceuse et cendreuse du sol, en-dessous comme au-dessus de la couche archéologique, le peu d'épaisseur de celle-ci excluaient formellement la possibilité à ce niveau d'un charriage par les eaux. Il s'agissait indubitablement d'un apport volontaire.

L'on a surtout affaire à des galets empruntés à la plage voisine et qui proviennent de la démolition d'une petite falaise. Certains, allongés et à forme légèrement pyramidale, ont été retrouvés disposés en triangle pour servir de foyer. Quelques amas d'une quinzaine ou d'une vingtaine de gros cailloux, l'un comblant un trou d'un mètre vingt environ de profondeur, ont peut-être servi à consolider des poteaux de case. D'autres, noircis par le feu, s'expliqueraient par des procédés culinaires du genre de ceux que le P. Labat mentionne pour les Caraïbes de la Pointe La Rose ¹. M. Reichlen, qui a étudié les collections de l'Anse-Belleville, estime qu'il n'est guère possible d'y définir une véritable industrie de la pierre taillée, puisqu'on n'y rencontre aucun outil d'un type standardisé ². Les précolombiens qui habitaient à cet endroit connaissaient cependant le jaspe et la calcédoine, qu'ils faisaient venir de l'autre extrémité de l'île (Caravelle ou région de Sainte-Anne), et dont ils employaient des éclats détachés intentionnellement, mais non retouchés. C'est ainsi qu'un large éclat de calcédoine a été certainement utilisé « comme couteau, scie ou grattoir sur son arête la plus longue, tranchante, rectiligne et légèrement dentelée » ³. De même, deux fragments de basalte, également apportés de loin, ont pu servir d'outils, puisque leurs arêtes, longues et tranchantes, portent les traces d'une usure. Ils sont accompagnés de nombreux éclats arrachés à des galets d'andésite. Nos ouvriers avaient reconnu sans hésiter la « pierre de fer » et nous avaient raconté que leurs « anciens » s'en servaient pour fabriquer des sortes de couteaux ou racloirs, par simple éclatement, la roche se cassant suivant des arêtes vives. Cela pouvait servir à écailler le poisson ou à « grager » le manioc, cultivé par les Caraïbes comme par les Arawaks ⁴.

De nombreux galets, intentionnellement choisis pour leur forme, ont servi de percuteurs et de broyeurs ou meules à main. D'autres, de dimensions plus considérables, portent des cupules en forme de demi-sphère et parfois ovales, qui

¹ Labat, Éd. Duchartre, 1, page 199.

² Reichlen, *Journ. Soc. Améric.*, nouvelle série, T. XXXII, (paru en 1944), pages 227-259.

³ Reichlen, *ibid.*, p. 238.

⁴ Sven Loven, *op. cit.*, p. 332.

peuvent atteindre jusqu'à 19 centimètres de plus grand diamètre. En même temps se rencontrent des fragments de meules dormantes, de forme ovale et basse, et dont quatre sont ornées de sculptures. La plus remarquable porte à son extrémité une tête en ronde bosse. (Cf. Pl. XXI, 2.)

La matière première en est une andésite grisâtre à grain serré et relativement très dure. Il n'est pas impossible qu'on l'ait trouvée dans la région. Il se peut aussi qu'elle soit venue des Anses-d'Arlets, où existe un gisement de cette roche toujours exploité par les tailleurs de pierre des alentours.

Il n'a été recueilli que deux fragments de haches pétaoloïdes en basalte gris et vert sombre à grain très fin. À signaler également deux petits objets de ponce dont l'un « affecte la forme d'une hache simple de petites dimensions à talon et tranchant assez larges » ¹.

Les outils en os sont très rares et comprennent un fragment de ciseau ou lissoir taillé dans un os provenant de la carapace d'une grande tortue marine et deux rayons spiniformes « appartenant à la nageoire dorsale d'acanthoptérygiens » et vraisemblablement utilisés comme outils perforants. Cette pauvreté a été en partie compensée par la découverte d'un manche de spatule en os sculpté en forme de tête de mort « qui est un véritable chef-d'œuvre l'art précolombien antillais » ² (Pl. XXII, 2).

La céramique s'est trouvée représentée « par plus de 1.000 tessons et par un certain nombre de vases plus ou moins complets, de figurines anthropomorphes ou zoomorphes, d'appendices et d'anses de vases. Mais les pièces entières ou reconstituables en partie sont très rares » ³.

M. Reichlen a reconnu dans le matériel ainsi recueilli d'assez nombreux fragments de tourtières ou plats à cuire la cassave et connus chez les Tainos des Grandes-Antilles sous le nom de « buren ». Mais la majeure partie des tessons appartenait à des marmites de grandes dimensions, dont plusieurs à décor anthropomorphe. L'une d'elles, qui est à peu près complète, puisqu'il ne lui manque que la partie centrale du fond, est en céramique grisâtre, avec une hauteur de 18 cm. 5 et un diamètre de 47. Elle porte à sa partie supérieure une tête sommairement traitée et entourée de deux bras *. D'autres vases apparaissent subglobulaires et à col droit. Beaucoup de fragments de plats ou d'assiettes basses, de bols, de coupes parfois à pied circulaire, de vases à allure de bateau, forme caractéristique de la céramique igneri des Antilles. À cela s'ajoutent des poteries tubulaires et trois ou quatre figurines zoo ou anthropomorphes. La plus remarquable, d'un art déjà évolué, « est en céramique beige massive, très bien cuite, lissée, mais sans engobe, et devait être fixée sur le bord d'un vase, la face

¹ Reichlen, *op. cit.*, p. 247.

² Reichlen, *op. cit.*, p. 247.

³ Reichlen, *ibid.*, p. 248.

* Cf. Pl. XXI, 1.

probablement tournée vers l'intérieur. Cette tête humaine est plate, le sommet formant une véritable arête.

Les oreilles, dont l'une est brisée, sont extrêmement longues et le lobe est perforé d'un ornement cylindrique creux. Les yeux sont simplement marqués par deux cercles gravés. Le nez est mince, très proéminent, busqué, mais avec une base très relevée où sont indiquées en creux les deux fosses nasales. La bouche est profonde et rectiligne. Le menton, très saillant, se termine en pointe mousse » ¹. (Cf. Pl. XXII, 1.)

Beaucoup de poteries de l'Anse-Belleville, surtout les plus grossières, sont décorées et recouvertes « de peinture rouge mate appliquée après cuisson. » Par contre, de nombreux vases sont en céramique plus fine, très bien cuite et ornée ou engobée de peinture rouge brillante et souvent craquelée appliquée avant cuisson ². Il ne semble d'ailleurs pas qu'il faille s'étonner de cette discordance. Les vases ou fragments de vases en céramique grossière portent des traces de feu et appartiennent à des types de poterie utilisés dans tout le domaine arawak pour la cuisson des aliments.

Il a été trouvé également une quantité appréciable de débris de cuisine plus ou moins calcinés. Ces débris, étudiés dans les laboratoires du Museum National d'Histoire Naturelle, ont permis de reconstituer la faune précolombienne de l'Anse-Belleville, qui « comporte, pour les vertébrés marins, des poissons et des tortues encore actuels dans les régions tropicales de l'Atlantique et pour les vertébrés terrestres des reptiles dont une sous-espèce n'avait pas été décrite jusqu'ici et des petits mammifères dont une espèce est actuellement éteinte aux Antilles. Les poissons sont surtout représentés par des élasmobranches dont, notamment, un *Pristis* et des téléostéens du groupe des scombroïdes, dont une forme inédite a été appelée par M. Chabanaud *Katsuwonopsis urbis pulchrae*. Les restes des tortues marines se rapportent tous à un chélonidé de grande taille *Eretmochelys Imbricata*. Parmi les reptiles terrestres, M. R. Hofstetter a rencontré un iguané, d'une espèce nouvelle *Ignana Iguana Reverti*... Tous les ossements des mammifères appartiennent à des rongeurs. Nous relevons parmi ceux-ci le rat musqué *Megalomys Desmaresti*, le plus volumineux des muridés américains, qui, cantonné à la Martinique, peut être considéré aujourd'hui comme éteint, et un agouti de petite taille, probablement le *Dasyprocta cristata* existant actuellement dans d'autres îles des Antilles ».

« Les mollusques étaient représentés par plusieurs exemplaires incomplets de *Strombus Gigas*. De nombreux amas formés de minuscules fragments de carapaces de crabes agglomérées et plus ou moins décomposées, étaient mélangés à la terre, et aux autres restes de cuisine. » ³.

¹ Reichlen, *op. cit.*, p. 256.

² Reichlen, *ibid.*, p. 249.

³ Reichlen, *op. cit.*, page 259.

Enfin, des ossements humains épars étaient en si mauvais état qu'il n'a pas été possible d'en faire une étude. « Plusieurs débris de crânes et d'os longs étaient mêlés à des fragments de grands vases en céramique dont l'un, presque complet, était renversé. » Il ne s'agissait d'ailleurs, en l'occurrence, que d'une urne funéraire, telle qu'on en rencontre fréquemment aux Antilles et dans l'Amérique du Sud.

Au total, il avait été ainsi découvert et exploré dans sa majeure partie, moins un village, qu'un poste de vigie et une escale sur la route de la Dominique. Quelques familles au plus devaient y résider d'un bout de l'année à l'autre.

Mais, outre leur intérêt propre, les objets trouvés à cet endroit pouvaient servir à authentifier d'autres gisements où il n'y avait plus l'indubitable sceau des pouces de l'Étang Sec. Un autre point également semblait acquis. Il avait été impossible de discerner avec certitude des traces de civilisations différentes. Nulle part il n'y avait eu de couches archéologiques distinctes et côte à côte ou pêle-mêle s'étaient rencontrés éclats ou plats de pierre, « haches », poteries fines ou grossières.

5. — LES FOUILLES DE SAINTE-MARIE

Cette impression a été confirmée par la seconde « campagne » poursuivie à Sainte-Marie, où, d'après le P. Labat, était situé jusqu'en 1658 le principal « fort » des « Sauvages ». Les fouilles y furent entreprises après la découverte par le docteur Rose-Rosette d'un fragment de hache polie et de quelques tessons. Elles comprirent deux grandes tranchées perpendiculaires poussées jusqu'au sol vierge et devaient se montrer singulièrement fertiles. Plus de cinq kilos de tessons et d'outils de pierre ont été ramassés jusqu'à une profondeur maxima d'un mètre vingt à un mètre cinquante. Des sondages rapides ont permis de se rendre compte de l'étendue probable du gisement, qui s'étend sur une vingtaine d'hectares au moins autour de l'habitation Lassalle : la région fertile dépasse nettement l'étendue du bourg actuel, qui compte 1.800 habitants agglomérés. Les fouilles et recherches méthodiques n'en ont pas touché la centième partie. C'est dire ce que, sur ce point, il reste à faire.

La couche archéologique, d'une épaisseur moyenne de 45 à 50 centimètres, est formée d'une terre noire très fine, mêlée de débris charbonneux. Elle repose sur du sable jaunâtre mêlé de lapilli très altérés et épais d'un à deux mètres. Il s'agit du sable qu'on rencontre de Saint-Joseph au Marigot et au Vert-Pré et que Giraud semble avoir confondu avec de la latérite jaune.

Comme au Prêcheur, aucun ordre apparent n'a pu être distingué dans les objets trouvés. Il a été impossible une fois de plus d'y reconnaître les traces certaines de civilisations différentes. De même, toutes les pierres rencontrées, et pour des raisons analogues à celles de l'Anse-Belleville, avaient été apportées intentionnellement. Toutes les poteries avaient été brisées, les fragments les plus importants étant presque toujours constitués par des anses à figuration humaine ou animale.

Dans l'ensemble, peu de débris de cuisine, bien que la terre noire fût chargée de matières organiques. Quelques os, fort altérés, adhéraient encore à des bouts de poterie. C'est que les processus de décomposition, au vent de l'île, sont fort actifs. On peut songer aussi à l'action des engrais riches en sulfates ou en nitrates, employés à cet endroit depuis plus d'un demi-siècle.

Les galets épars dans le gisement avaient été ramassés au bord de la mer et pouvaient servir à moudre, ou écraser. À côté d'éclats dont il est impossible de définir dans quelle mesure ils ont été accidentels ou voulus, se rencontraient des pierres de foyer grossièrement pyramidales, des pilons déjà dégrossis, des sortes de meules dormantes à dépression régulière, des fragments de « haches » pétaloïdes ou d'instruments de percussion, des lames parfois assez fines de jaspe ou de calcédoine translucide, des nuclei en grand nombre.

Le premier examen, des pièces a permis quelques constatations intéressantes. Les pierres de foyer étaient en calcaire compact et dur, d'apparence marmoréenne. Le premier endroit en partant de Sainte-Marie, où l'on rencontre cette roche, se situe entre Spoultourne et Tartane, dans la presqu'île de la Caravelle. Or il se trouve qu'on peut aller facilement en canot de la région de Sainte-Marie à Tartane en se maintenant de manière constante à l'abri des « cayes ». À Spoultourne, la presqu'île est fort étroite et domine sur le versant opposé la baie du Galion aux eaux toujours calmes. Il serait, au contraire, beaucoup plus long et dangereux de vouloir doubler la Caravelle, dont l'extrémité orientale est battue par une mer furieuse. Il n'est pas interdit de penser qu'il devait y avoir, avant Tartane, un lieu de passage fréquenté. C'est, par ailleurs, le premier endroit où l'on trouve en abondance, en venant du Nord, jaspe, bois silicifié et calcédoine.

6. — LA POTERIE DE SAINTE-MARIE. COMPARAISON AVEC CELLE DE SAINTE-ANNE

Les poteries apparaissent nombreuses et variées, d'une densité supérieure à ce qu'on retrouverait dans un village actuel de la Martinique. Il y en a de très fines et d'autres fort grossières. Elles sont parfois mal cuites. Suivant les cas, la pâte va du rouge vif au blanc gris. Nous avons ramassé côte à côte des tessons des unes et des autres, ainsi qu'auprès d'un tas particulièrement important de petits cailloux polis, avec de la terre colorée encore adhérente. Or ces cailloux sont identiques à ceux dont se servent aujourd'hui encore les potiers des Trois-Îlets. Cela nous a fait croire que nous étions tombés sur un atelier précolombien, d'autant qu'un peu plus loin, il a été recueilli de gros morceaux de ponce, de plusieurs centaines de grammes, eux aussi apportés volontairement, puisqu'on n'en trouve pas dans les terrains encaissants. Ces morceaux voisinaient avec des blocs d'argile plastique, d'aspect jaunâtre, qui ont durci fortement à l'air libre. La ponce devait servir évidemment de dégraisseur, de matière inerte destinée à empêcher les fentes à la cuisson.

La technique suivie a été fréquemment celle des boudins ou colombins superposés en spirale et ensuite réunis par compression, peut-être aussi celle des boulettes incorporées les unes aux autres jusqu'à ce qu'on ait obtenu le profil désiré. Ces deux techniques sont encore en usage dans le Sud de la Martinique. La première a été définie par M. P.-E. Victor, qui l'a étudiée à Sainte-Anne au début de 1941, comme étant celle, des « colombins par étages »¹. L'opératrice, il s'agit toujours d'une femme, commence par saupoudrer de terre bien sèche la sellette qui lui sert de support afin d'empêcher toute adhérence. Puis, après avoir malaxé une boulette pour fabriquer le fond, elle en amincit les bords entre ses doigts et monte la pièce colombin par colombin ou, si l'on préfère, étage par étage.

Je n'ai rien vu de très différent, si ce n'est monter les bords pan par pan ou plus exactement boulette par boulette, par fragments juxtaposés. Le P. Delawarde a observé la même pratique dans la région du Marin, où les enfants imitent leurs parents et fabriquent eux-mêmes leurs jouets. L'intérieur est ensuite lissé avec un morceau de calebasse ou de coquillage et cette opération suffit à rendre le « coco nègue » à peu près imperméable.

L'on cuit après séchage à l'ombre. Les artisans qui font de la poterie un métier montent de véritables fours suivant des règles bien établies et où l'influence européenne semble indiscutable. Mais les personnes qui ne s'y intéressent qu'occasionnellement et par tradition, pour rendre service à une voisine par exemple, ou remplacer un ustensile brisé, se contentent de placer leur « coco nègue », préalablement séché à l'ombre, entre quelques branchages auxquels elles mettent le feu. En peu de minutes, tout est terminé. La température atteinte peut être de 2 à 300° contre 5 à 600° dans les fours. Elle assure malgré tout une solidité suffisante et les parois du pot terminé résonnent sous un choc léger de manière presque métallique.

La cuisson n'est d'ailleurs que superficielle. Les tessons montrent la même tranche noire que beaucoup de débris précolombiens avec lesquels ils peuvent être facilement confondus. Seules les trouvailles connexes ou la position relative de la couche archéologique peuvent alors authentifier une découverte.

7. — LA TRANSMISSION PAR LES FEMMES D'ANCIENNES TRADITIONS IGNERI

Cette poterie de Sainte-Anne a un autre intérêt. La tradition veut que les Caraïbes, en conquérant la Martinique, aient massacré tous les hommes, tandis qu'ils « réservèrent les femmes pour le besoin de la conservation de leur espèce. Quoiqu'ils ne soient plus dans ce besoin aujourd'hui, continue le P. Labat, ils ne laissent pas encore de conserver toutes les femmes qu'ils prennent à la guerre et

¹ P.-E. Victor, *La poterie de Sainte-Anne*, page 20.

après qu'ils les ont conduites chez eux, ils les regardent comme les naturelles du pays et les épousent » ¹.

Il est donc loisible d'admettre qu'une partie tout au moins de la civilisation Arawak a pu se conserver par l'intermédiaire de ces femmes : on comprendrait du coup la raison pour laquelle aucune solution de continuité ne se marque dans le matériel archéologique. Une autre présomption vient de ce que le langage des hommes et celui des femmes différaient profondément. « Le second est tellement particulier aux femmes que bien que les hommes l'entendent, ils se croiraient déshonorés s'ils l'avaient parlé et s'ils avaient répondu à leurs femmes au cas qu'elles eussent la témérité de leur parler ce langage. Elles savent la langue de leurs maris et doivent s'en servir quand elles leur parlent, mais elles ne s'en servent jamais quand elles parlent entre elles et n'emploient d'autre idiome que le leur particulier, qui est totalement différent de celui des hommes » ². Nous savons par ailleurs que cet idiome comprenait un grand nombre de mots arawaks.

Il existe en outre un certain nombre de faits locaux qui renforcent ces présomptions. La poterie, dans le Sud-Est, à Sainte-Anne en particulier, c'est-à-dire dans une région d'où les Caraïbes n'ont jamais été expulsés, est demeurée l'apanage des femmes. C'est encore la région où l'on observe de très nets tabous de langage qui se sont maintenus jusqu'à nos jours. On n'y parlera pas de vache, mais de « bœuf à lait ». Le vrai nom est bien souvent remplacé par un surnom, de peur des sortilèges...

8. — ÉTAT ACTUEL DES RECHERCHES À LA MARTINIQUE

Quels sont les faits cependant qui peuvent paraître acquis ou simplement vraisemblables ? D'assez nombreuses reconnaissances ont été poussées en divers points de l'île. À Vivé, près de l'embouchure de la Rivière-Capote, un sondage d'une heure environ permit de vérifier la permanence de la couche archéologique sous les ponces de l'Étang-Sec. Le P. Delawarde a pu dégager, après mon départ, quelques objets intéressants à cet endroit. De belles haches ont été ramassées à Basse-Pointe et au Macouba. L'on parle toujours à Grand-Rivière du « chemin des Caraïbes ». De l'embouchure de la Rivière du Lorrain au Marigot s'alignent les gisements reconnus par M. François de Reynal, qui correspondent à de fortes agglomérations. Celui de Seguireau est en partie déjà attaqué et rongé par la mer. Une rapide promenade sur les terres de l'habitation l'Union, au Nord de Sainte-Marie, a permis de retrouver l'endroit où un ancien gérant de l'habitation, M. Bordaz, avait fait jadis quelques trouvailles. Plus au Sud, dans la vallée du Galien, d'autres traces indiscutables ont été relevées par le docteur Rose-Rosette. La région du Simon mériterait d'être étudiée à fond. Quelques beaux spécimens de « haches » y ont été recueillis. Il vaudrait la peine de rechercher l'atelier qui a

¹ Labat, Éd. Duchartre, T. II, page 121.

² Labat, *ibid.*, T. II, page 120.

répandu dans l'île ces outils d'un beau vert sombre dont la matière première ne se rencontre qu'à cet endroit. Peut-être se place-t-il aux environs de l'habitation « La Digue ». Au Paquemar, les prospections en surface effectuées avec M. Guy de Reynal avaient permis de recueillir de nombreux fragments de poterie à figuration animale ¹. De nouvelles recherches effectuées par les PP. Delawarde et Pinchon ont amené la découverte d'ossements humains avec des traces encore nettes de peinture rouge. Il a déjà été parlé des « cupules » de l'Anse-Figuiier. Il existe sur les pentes du Morne Gommier d'autres sites fertiles, en particulier au débouché de petits deltas torrentiels.

[Retour à la table des illustrations](#)

FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES

¹ Reichlen (Henry) et Barret (Paule), Contribution à l'archéologie de la Martinique. Le gisement du Paquemar. *Journ. Soc. Améric.*, XXXIII (1941), 98-117.

Des outils et des pierres taillées, dont certaines de manière incompréhensible au premier abord, ont été découverts sur le territoire de Saint-Joseph, en particulier dans la région de la Chapelle-sans-Croupion. D'autres sont venus de la région de Ducos. Lors de l'ouverture de la Route des Deux-Choux au Morne-Rouge, il en a été rencontré en pleine forêt, accompagnés, suivant l'expression des ouvriers, de « petits portraits ». La région du Morne-Baldara a livré de même quelques outils. À Fort-de-France enfin, l'on m'a apporté quelques « haches » à large tranchant qui servaient de bordure dans un jardin. Je n'ai pu faire acheter, malgré tous mes efforts, un metate analogue à ceux dont se servent encore les Indiens du Mexique pour broyer le grain. Cependant, il en existe d'assez nombreux exemplaires à la Guadeloupe.

Tout cela laisse l'impression d'une population nombreuse, aussi nombreuse en certains secteurs de la côte orientale que celle qui s'y presse maintenant, d'autant que jusqu'ici il n'a pu être relevé de discontinuité certaine dans le matériel archéologique. À Sainte-Marie, au Paquemar, au Marigot, les gisements sont parfois à fleur de terre. Cependant, même alors, ils remontent vraisemblablement au delà des Caraïbes, toujours peu nombreux à la Martinique.

9. — LA CIVILISATION PRÉCOLOMBIENNE DE LA MARTINIQUE

Ces données ont évidemment besoin d'être revues et systématisées. Il ne semble pas impossible, néanmoins, d'en tirer quelques conclusions préliminaires sur les Précolombiens de la Martinique et leur manière de vivre.

Il est d'abord certain qu'au moment de la découverte, ils en étaient demeurés, comme la plupart des peuples américains, à l'âge de pierre. Ni au Prêcheur, ni à Sainte-Marie, il n'a été trouvé trace de métal ou d'orfèvrerie. Sur ce dernier point seulement, on peut incriminer la minime superficie des zones explorées. Dès son premier voyage, en effet, Colomb remarquait des petits ornements d'or suspendus au nez et aux oreilles des Arawaks des Grandes-Antilles, voire de la Martinique. Il s'agissait du « guanin » ou caracoli, alliage variable d'or et de cuivre contenant de l'argent, que le P. Labat appréciait beaucoup, car « il paraît comme de l'argent surdoré légèrement, avec quelque chose d'éclatant, comme s'il était un peu enflammé » ¹.

Quant aux outils de pierre, ils montrent, comme il est courant en Amérique, la coexistence au même moment de techniques séparées en Europe par de longs siècles d'intervalle. À côté de simples galets éclatés, il est des pièces finement taillées et surtout polies, les procédés employés variant avec les matériaux ².

¹ Labat, Éd. Duchartre, I, page 167.

² Clark Wissler, *The American Indian*, page 119.

La hache simple néolithique (celt), de type pétaloïde, qui se rencontre fréquemment à la Martinique, est « un commun symbole de la civilisation Arawack ». Elle venait du continent. Cependant, là où existaient des matériaux appropriés, comme à la Martinique, on apprit assez rapidement à la fabriquer sur place.

Les « pierres vertes », il s'agit normalement de jadéites, avaient une grande valeur. Taillées en cylindres et portées en manière d'ornement, elles passaient pour venir de la Rivière des Amazones et le P. Labat leur prêtait toutes sortes de vertus dont la principale « est d'empêcher les vertiges, les éblouissements, de quelque principe qu'ils viennent, et les accidents de l'épilepsie » ¹.

La sculpture sur pierre et celle sur os, représentée par un petit nombre de pièces, mais dont deux remarquables, se rattache évidemment à l'art Taino des Grandes-Antilles. La poterie très abondante, et fabriquée sur place, comme il a été prouvé à Sainte-Marie, se distingue à la fois par sa grande variété et la complexité des influences qu'elle révèle. Les pièces retrouvées présentent déjà « tous les traits distinctifs de la céramique Arawak des îles avec prédominance très nette du modelage et de la gravure ». Elles appartiennent à une céramique ancienne, plus archaïque que celles des Grandes-Antilles et cependant supérieure à celle-ci au point de vue technique et artistique. L'engobe rouge est d'un emploi très généralisé. M. Reichlen, qui a étudié les collections rapportées de la Martinique et à qui j'emprunte ces détails, souligne que d'autres couleurs ont été utilisées pour la décoration des vases, notamment « le blanc crème, le brun, l'orangé, le, gris vert et le noir sur fond rouge », ce qui dénote des influences sud-américaines allant jusqu'au Matto-Grosso.

Une autre caractéristique essentielle de l'ornementation réside dans le très grand nombre de figures zoo ou anthropomorphes. Il en a été retrouvé plus d'une centaine à Sainte-Marie. Leur modelage, ainsi que leur position sur « les vases largement ouverts » — elles sont le plus souvent tournées vers l'intérieur — permettent de les rattacher à la céramique du continent Sud-Américain (Venezuela, Guyane, Amazonie). Beaucoup de têtes paraissent traitées en « grotesques ». Trois ou quatre témoignent d'un art déjà fort expressif et maître de ses moyens. « Par contre, certaines formes de vases et surtout d'innombrables tessons décorés de fines gravures montrent des rapports évidents avec la céramique du S.-E. des États-Unis et en particulier de la région des Kaddo. »

La poterie vernissée est d'importation Caraïbe. Son absence totale dans les gisements explorés est une raison de plus de les attribuer aux Igneris. La vannerie, par contre, était universellement pratiquée à l'époque précolombienne : elle s'est maintenue avec ses caractères archaïques dans les hauteurs de Sainte-Marie et du Lorrain.

¹ Labat, Éd. Duchartre, I, page 181.

FIGURINES DE SAINTE-MARIE

(Dessins de M. LEPAGE)

[Retour vers la table des illustrations](#)

[Retour vers la table des illustrations](#)

PIED À GRELOTS (Sainte-Marie)

[Retour vers la table des illustrations](#)

L'alimentation reposait pour une large part sur la pêche et sur la chasse, comme l'ont prouvé les débris de cuisine du Prêcheur. Il n'en est pas moins vraisemblable que les Igneris, comme les autres tribus Arawak, tiraient de l'agriculture le principal de leurs ressources. La présence dans les tessons recueillis de très nombreux fragments de tourtières, la découverte par le P. Delawarde et M. J. de Reynal, à l'Anse-Belleville, d'un ancien jardin disposé en petits monticules ou « montones », les « fosses » du temps présent, témoignent du rôle capital joué par la cassave ou galette de manioc. On savait extraire le jus empoisonné de la plante

et le transformer en une sorte de vinaigre non toxique après la cuisson. Ce dernier devenait, avec l'igname, un des principaux ingrédients du « pepper pot » qui a contribué largement à stabiliser l'alimentation de ces peuples.

Les meules dormantes et les nombreux pilons retrouvés indiquent une certaine importance accordée au maïs : venaient ensuite, autant qu'on puisse en juger d'après les premiers textes historiques, ceux du P. Breton, entre autres, les arachides, déjà répandues dans toutes les régions tropicales et les haricots nommés manconti ¹.

Le tabac s'utilisait surtout à des fins rituelles. Les Caraïbes le chiquaient, à l'exception des prêtres, ou « boyé », qui fumaient des cigares en vue d'attirer les esprits grâce à l'odeur agréable ainsi répandue. Comme il s'agissait de tabac non dénicotinisé, les effets étaient particulièrement violents, et entraînaient de véritables hallucinations.

On en obtenait de semblables avec les feuilles de coca.

On consommait, naturellement, de nombreux fruits : goyaves, caïmites, icaques, « figes » de certains cactus. L'ananas était connu, au moins des Caraïbes. Colomb le vit pour la première fois à la Guadeloupe. De nombreux piments et la cannelle poussaient à l'état sauvage.

Le coton était l'objet d'une véritable culture, ainsi que le roucou. De nombreuses gommes servaient à fabriquer des torches ou entraient dans la confection de baumes. Les calebasses, utilisées comme récipients, étaient parfois ornées de gravures très fines. Certaines herbes remplaçaient nos savons. Arawaks comme Caraïbes faisaient usage d'émétiques comme purificateurs, avant en particulier les repas nocturnes qu'ils accompagnaient de rafraîchissements, de danses et d'intoxications par le tabac et la coca.

L'usage du feu était général et on savait l'allumer en toutes circonstances par la méthode des deux bois échauffés par frottement. L'habillement demeurait très simple. Les hommes ont toujours été représentés nus par les Espagnols. Les filles non mariées portaient des tabliers de coton attachés à une ceinture de fibre, les femmes mariées, du moins dans les Grandes Antilles, des « naguas » descendant jusqu'aux genoux. On admet cependant que cet usage s'était répandu dans les îles du Vent, parce que Colomb avait trouvé dans un village important de Guadeloupe des réserves de coton et de vêtements. Mais les femmes Caraïbes du XVII^e siècle portaient des « kiveiou » ou tabliers trapézoïdaux d'origine guyanaise ².

Les hamacs étaient d'un usage courant. Ils ont d'abord été faits en diverses fibres, puis de coton. C'était un ouvrage de femmes ³. Celles-ci portaient également « une sorte de brodequin de coton qui leur prend un peu au-dessus de la cheville du pied, qui a environ quatre ou cinq pouces de hauteur... Leur épaisseur

¹ Breton, *Dictionnaire Caraïbes-Français*, Auxerre, 1665, page 352.

² Sven Loven, *op. cit.*, pages 483-86.

³ De la Borde, *Relation des Caribes, sauvages des Isles Antilles*, Paris, 1684, page 23.

les fait demeurer debout, ils sont si serrés qu'ils ne peuvent ni monter, ni descendre » ¹.

Ignieris comme Caraïbes se peignaient le corps avec du roucou (bixa) détrempe dans « de l'huile de carapat ou palma christi qui les fait ressembler à des écrevisses cuites. Cette couleur leur sert d'habillement — outre l'agrément qu'elle leur donne, du moins selon leur goût, elle conserve leur peau contre l'ardeur du soleil, qui la ferait crevasser, et les défend des piquûres des moustiques et des maringouins qui les désoleraient sans cette précaution, parce que ces insectes ont une extrême antipathie pour l'odeur de cette couleur » ². En cas de guerre, ils se faisaient faire par leurs femmes « des moustaches et plusieurs raies noires sur le visage et sur le corps avec du jus de pomme de genipa » ³.

Les ornements ont toujours été prisés des Indiens. Les chefs Tainos des Grandes Antilles se distinguaient par un diadème de pierres avec une plaque d'or au milieu du front. Quelques-unes des figurines de Sainte-Marie suggèrent une coiffure assez complexe. Les deux sexes portaient dans les grandes fêtes des bandages autour des bras, ainsi que des colliers de coquillages qui tintaient sous le choc. Le P. Labat nous décrit ainsi les hommes en tenue de fête :

« Les caracolis que les sauvages portent sont faits comme des croissants de grandeur différente, suivant le lieu où ils doivent servir. Ils en portent d'ordinaire un à chaque oreille, dont la distance d'une corne à l'autre est d'environ deux pouces et demi. Une petite chaîne avec un crochet le tient attaché à l'oreille. À défaut de chaîne, car tous n'en ont pas, on les attache avec un fil de coton qui est passé au centre du croissant dont l'épaisseur est comme celle d'une pièce de quinze sols. Ils en portent un autre de la même grandeur attaché à l'entre-deux des narines, qui leur bat sur la bouche. Le dessous de la lèvre inférieure est encore percé et on y attache un quatrième caracoli qui est un tiers plus grand que les précédents et qui tombe à moitié sous le menton. Enfin, ils en ont un cinquième qui a six à sept pouces d'ouverture, qui est enchâssé dans une petite planche de bois non cintrée en croissant, qui leur tombe sur la poitrine, étant attaché à une petite corde au col. Je laisse à penser quelle beauté tous ces croissants donnent à la tête d'un homme et s'ils ne le font pas ressembler à un mulet orné de ses plaques. Lorsqu'ils ne portent point leurs caracolis, ils ont soin de remplir les trous qu'ils ont aux oreilles, au nez et à la lèvre avec de petits bâtons pour les empêcher de se boucher. Ils ressemblent pour lors aux cochons auxquels on a mis des broches pour les empêcher de fouiller la terre. Quelquefois, ils portent des pierres vertes aux oreilles et à la lèvre, et quand ils n'ont ni pierres vertes, ni petits bâtons, ni caracolis, ils y mettent des plumes de perroquets ou d'aras rouges, bleues et jaunes, qui leur font des moustaches de dix ou douze pouces de long de chaque côté au-dessus et au-

¹ Labat, Éd. Duchartre, I, pages 162-163.

² *Ibid.*, I, page 162.

³ *Ibid.*, I, page 162.

dessous de la bouche, sans compter ce qu'ils ont aux oreilles, ce qui leur donne la plus plaisante figure du monde » ¹.

Tous les auteurs signalent également la déformation volontaire du crâne par aplatissement du front au moyen d'une planchette pendant les premiers mois qui suivent la naissance. Il s'agit là d'une coutume d'ailleurs fort répandue en Amérique du Sud et qui apparaît, d'après Montané, comme un trait Arawak conservé par les femmes chez les Caraïbes.

Il semble également que ce soit aux Arawaks que les Caraïbes aient emprunté leur habileté marine. En Amérique du Sud, d'où les uns et les autres sont sortis à des époques différentes, les Arawaks apparaissent comme des peuples de plaine, tandis que les Caraïbes tenaient le haut pays ². Il est certain encore que les premiers étaient de remarquables navigateurs. De même les uns et les autres pratiquaient l'empoisonnement des rivières, procédé de pêche courant en Amérique du Sud et toujours en usage aux Antilles. Les filets même de cocon ne paraissent pas avoir été inconnus ³.

Aucun document ne nous renseigne sur les maisons précolombiennes de la Martinique et c'est seulement par analogie avec les Grandes Antilles que nous pouvons les supposer rondes en général et d'assez grandes dimensions. Il serait évidemment plus aventureux encore de vouloir supputer l'organisation sociale des Igneris sur la seule base des données archéologiques. Elles permettent de dégager cependant quelques faits indiscutables. Il existait à Sainte-Marie un centre important qui comprenait sans doute plusieurs milliers de personnes avec, à tout le moins, des ateliers de potiers spécialisés : cela suppose un groupe déjà complexe. D'autre part, les éclats de jaspe et certaines haches de basalte avaient été apportés de l'autre extrémité de l'île. Toutes les poteries du Prêcheur proviennent de même et obligatoirement d'ateliers situés à une assez grande distance. L'impression qui en résulte est celle d'une population nombreuse, paisible, avec des courants d'échange réguliers entre les différentes parties de l'île. On commerçait de même avec les autres Antilles et le souvenir se maintenait encore, lors de l'arrivée des Espagnols, de relations ininterrompues avec le continent.

On peut supposer que les Arawaks des Petites Antilles avaient la même organisation aristocratique que ceux de Cuba ou de Haïti, où les Tainos constituaient autour des caciques une sorte de noblesse d'hommes libres qui, seuls, prenaient part aux discussions importantes. Par contre les Caraïbes vivaient de manière presque anarchique, chacun, s'il faut en croire le P. Labat, ne faisant que ce qu'il voulait et lorsqu'il le voulait.

Au point de vue religieux, les nombreuses figurines zoo ou anthropomorphes ne sont pas sans signification. Nous savons en tout cas, par le P. Dutertre, que les Igneris de la Martinique possédaient des idoles « de coton avec des grains de

¹ Labat, Éd. Duchartre, I, pages 168-169.

² Clark Wissler, *The American Indian*, page 212.

³ Sven Loven, *op. cit.*, page 424.

savonnette et une espèce de casque fait de coton sur la tête ». D'autre part, la pratique des funérailles secondaires constatée tant au Prêcheur qu'au Paquemar indique une préoccupation certaine de la mort et de l'au-delà ainsi qu'une croyance évidente au rôle important des défunts, une fois leur vie terrestre terminée.

Les archéologues américains emploient le terme de Zemiisme pour désigner la religion des anciens Antillais. Il semble que ce soit une transposition du culte des ancêtres. Ce qui subsiste d'un mort, de son âme continue à habiter ses ossements, ses restes matériels. Aussi les Caraïbes conservaient-ils la chevelure et, occasionnellement, quelques os des défunts dans une calebasse « dont ils se servent pour quelque sorcellerie et les avertit du dessein de leurs ennemis » ¹.

Les Zemis, considérés comme esprits favorables, étaient consultés par l'intermédiaire des sorciers ou Piaies chez les Arawaks, Boyés chez les Caraïbes. On portait enfin de nombreuses amulettes que les Caraïbes plaçaient sur leur nuque en vue de se protéger contre une attaque inopinée.

Ainsi devaient vivre, autant que nous pouvons l'imaginer à la lumière des récits laissés par les premiers colons et des découvertes archéologiques, les anciens habitants de la Martinique. Que de problèmes pourtant encore insolubles et qui le demeureront peut-être toujours ! Pourquoi, par exemple, du Lorrain à Sainte-Marie, y a-t-il, au milieu de chaque gisement, une dépression quasi-circulaire de 25 à 40 mètres de diamètre ? On peut songer à une place de village, mais aussi à un ancien moulin à bêtes. D'après les dires de personnes très âgées, il y aurait eu dans ces dépressions, au cours du siècle dernier, des mares où l'on venait à la saison chasser les oiseaux de passage. Ailleurs, on peut craindre des confusions accidentelles, parfois voulues. Il est certain que, dans plus d'un cas, à la Martinique, la compétence et surtout la bonne foi des fouilleurs sont des éléments essentiels d'authenticité. Il est même à souhaiter qu'on prenne à temps les mesures suffisantes pour éviter quelque Glozel Antillais. La réalité demeure assez belle et peut satisfaire à l'activité méthodique de plusieurs chercheurs. Aucune sépulture intacte n'a encore été découverte par exemple, ce qui souligne une fois de plus le peu d'extension des recherches opérées. Mais la voie est ouverte et il demeurera aux premiers qui se sont occupés de ces questions à la Martinique d'une manière un peu plus appuyée le souvenir d'inoubliables journées dans le soleil et dans le vent, par les fonds et par les mornes, quelques trouvailles aussi, modestes encore, mais présage assuré de plus importantes.

¹ De la Borde, *op. cit.*, page 15.

II. LE PEUPLEMENT DEPUIS 1635

1. — LES CARAÏBES ET LES PREMIERS COLONS

[Retour à la table des matières](#)

Avec l'arrivée de d'Esnambuc et de ses colons, en septembre 1635, commencent pour la Martinique une ère et un peuplement nouveaux. Nous en connaissons assez bien les étapes, dans leurs grandes lignes tout au moins, grâce aux travaux déjà anciens de Moreau de Jonnés, du docteur Rufz de Lavison, et à ceux plus récents de M. Ph. May et du P. Rennard. En bien des cas cependant, les archives ont été plus effleurées ou légèrement écumées que dépouillées à fond. Une fois de plus, en conséquence, ce chapitre tendra plutôt à situer les questions et à présenter des hypothèses de travail que des solutions définitives. Un ouvrage spécial d'ailleurs n'y suffirait pas.

Les cent colons de d'Esnambuc, tous hommes expérimentés au demeurant, se trouvèrent donc face à face avec les Caraïbes. Le contact n'alla pas sans heurts, car les « sauvages », après « noises et combats », se retirèrent dans l'autre partie de l'île nommée Cabesterre « et, après quelque temps, ayant reconnu « leur faiblesse et impuissance », ils parlèrent de quelque accommodement et la paix fut faite telle qu'elle peut l'être avec ces infidèles » ¹.

Le P. Bouton raconte ensuite comment M. Du Parquet, nommé, gouverneur de l'île par d'Esnambuc, « brave gentilhomme et bien pourvu de toutes les qualités nécessaires à cette charge », sut gagner aussi bien le cœur des Caraïbes que celui des colons.

La paix dura tant bien que mal jusqu'en 1658, date de ce qu'on appelle traditionnellement l'expulsion des Caraïbes. Vaincus à la Cabesterre, ils se seraient alors retirés à la Dominique, ce qui entraîna la colonisation rapide de toute la région au Nord de Trinité. Ce ne fut pourtant qu'une expulsion partielle. Les recensements postérieurs en font la preuve. Celui de 1680 montre trois « sauvages », Banaré, 26 ans, Saint-Yago, 25 ans, Louis Pirando, 13 ans, et quatre « sauvagesses » vivant dans la case du Sr Jean le Roux, dit Chapelle, à la Compagnie du Prêcheur. En 1682, on dénombrait 61 « sauvages et sauvagesses » répartis entre toutes les compagnies de l'île, en 1684, 114. En 1685, on voit apparaître la distinction entre les Caraïbes mâles et femelles libres, au nombre de 90, et les Caraïbes esclaves, décomptés à 49. En 1687, on en revient à la catégorie générale des « sauvages et sauvagesses » estimés à 119 et répartis entre les diverses compagnies de milice. En 1688, il est parlé pour la première fois de Caraïbes engagés, au nombre de 97, contre 28 libres. On la retrouve en 1692 avec

¹ Bouton, pages 38-40. Ed. Rennard, *Tricentenaire*, page 50.

33 livres et 127 engagés. C'est la dernière indication numérique précise que les recensements offrent dans ce domaine, car, à partir de 1694, ils ne comprennent plus qu'une catégorie générale des nègres, mulâtres et sauvages libres ou esclaves. Le terme de sauvages se maintient encore dans le recensement de 1719, mais ne se rencontre plus en 1730. Il faut ajouter qu'il n'est tenu compte dans les chiffres ci-dessus que des Caraïbes non convertis, car les autres étaient regardés comme regnicoles, sans avoir à solliciter leur naturalisation. Le terme d'engagés, rencontré à deux reprises, semble indiquer qu'on avait envisagé d'accorder à l'ensemble des « sauvages » une situation relativement privilégiée, sans doute pour ménager leur caractère indomptable, « car ils ne font que ce qu'ils veulent, quand ils veulent et comme ils veulent, de sorte qu'il arrive souvent que, quand on a besoin d'eux, c'est pour lors qu'ils ne veulent rien faire ou que, quand on veut qu'ils aillent à la chasse, ils veulent aller à la pêche et il faut en passer par là »¹. Ces mesures n'ont pas été absolument sans effet et il suffira d'indiquer au passage qu'il existe encore des familles qui s'enorgueillissent, comme les Thaly du Gros-Morne, d'avoir maintenu jusqu'à nos jours la pureté du sang Caraïbe coulant dans leurs veines.

Parallèlement se poursuivaient la colonisation et le peuplement par des blancs venus d'Europe et des noirs importés d'Afrique. D'Esnambuc avait débarqué sa centaine d'hommes près de la Roxelane, sur l'emplacement actuel de Saint-Pierre. Cinq ans après, le nombre des colons avait décuplé. « Nos Français, écrit le P. Bouton en 1640, peuvent être maintenant près de mille habitués le long de la mer, entre les mornes et au-dessus, en l'espace de huit à neuf lieues. »². C'est encore le chiffre donné par le P. Pacifique de Provins. Puis, sous le gouvernement de Duparquet, la population augmenta rapidement. En 1660, la relation que le P. Rennard attribue à d'Ogeron affirme que le nombre des habitants de la Martinique est de quelque six mille âmes, dont il y « en a près de la moitié d'Europe et le reste de l'Afrique, hors quelques-uns qui sont de l'Amérique même »³.

Nous verrons successivement le peuplement blanc et le peuplement noir. Mais le problème s'est compliqué de la distinction entre « habitants » et « engagés », entre hommes de couleur libres et esclaves. Le recrutement des femmes ne s'est pas opéré sans quelques péripéties, au début tout au moins. De là les subdivisions qu'on trouvera dans les développements qui vont suivre.

M. May insiste sur les avantages considérables consentis à l'origine en faveur de ceux qui partaient pour les « Isles ». C'est ainsi que, dans un contrat du 12 février 1635, il était stipulé que ceux qui iront « habiter les dites isles et leurs descendants auront tous les droits des Français, les nobles ne dérogeront pas et les artisans qui y auront demeuré six ans pourront avoir boutique dans toute ville du royaume comme un maître quelconque, même à Paris, si leur séjour avait été de

¹ Labat, Éd. Duchartre, I, page 191.

² Bouton, page 41. Éd. Rennard, page 51.

³ Rennard, *Tricentenaire*, page 132.

dix ans »¹. D'autre part la compagnie fondée par Richelieu reçut l'autorisation de transférer à la Martinique des colons déjà installés à Saint-Christophe.

Les nobles, cependant, furent moins nombreux qu'on ne l'admet d'ordinaire, sur la foi de récits insuffisamment contrôlés. Le terrier de 1671 ne connaît, y compris les officiers royaux, qu'une cinquantaine de maîtres de case au grand maximum qui puissent passer pour privilégiés sur un total de près de 700. Un « estat des revues des habitants fait par les capitaines de milice », en date du 21 novembre 1689, donne le chiffre de 51 sur un total de 1.972 hommes, « dont 1.476 sont en état de rendre service, y compris 98 officiers ». En 1719, ils étaient au nombre de 184 sur 2.741 et en 1773 306 sur 4.143, dont 177 gentilshommes. Encore beaucoup de titres portés l'ont-ils été à la manière du bon La Fontaine. Cela seul montre combien il serait exagéré de voir dans la Martinique du XVII^e et du XVIII^e siècle un exutoire pour cadets de famille. En fait, il suffit de parcourir les recensements pour relever une immense majorité de noms qui fleurent bon la vieille rotture : Guillaume Brochet, Jean Couillard, dit La Fleur, Simon Plissonneau, dit La Violette, Mathieu Leveau, Léger Trois-Œufs, Guillaume Gabriel, dit Brisefer, Jean Jubin, dit Saint-Amant, Nicolas Henry, dit Saint-Amour. Une étude plus approfondie et qu'il vaudrait la peine de pousser jusqu'au bout montrerait qu'il reste aujourd'hui encore un bien plus grand nombre qu'on ne le croit communément de descendants en ligne directe de ces pionniers.

On connaît à peu près uniquement ceux qui sont ou se disent blancs. À côté d'arbres généalogiques incontestables, il en est d'autres qui ont été établis *ad usum delphini*. On ignore, par contre, ceux, beaucoup plus nombreux, dont la lignée a rejoint la grande masse des hommes de couleur. Mais il existe toujours, aujourd'hui comme il y a près de trois siècles, des Adenet, des Bany, des Barbe, des Baillardel, des Bonneville, des Gaffié, des Coquerand, des Désert, des Germon, des Gibon, des Giffard, des Héricher, des Hervé, des Lemerle, des Lecurieux, des Lecamus, des Maugée, des Morinière, des Ozier, des Peu, des Pinville, des Pouillet, des Ragot, des Richer, des Richomme, des Roblot, des Sylvestre. Cette énumération, qui n'a rien de limitatif, indique déjà la valeur des probabilités qui jouent en l'espèce. Il y a de sérieuses chances d'avoir affaire à d'authentiques descendants des premiers colons lorsqu'à l'endroit même où ils s'étaient installés, le nom s'est maintenu ou lorsqu'encore il est rare et caractéristique.

2. — LES ENGAGÉS

Parmi les arrivants, il y avait de nombreux « engagés ». On dénommait ainsi des européens transportés aux îles pour servir les « habitants ». « On les appelle engagés parce qu'ils sont obligés de servir pendant trois ans ceux qui ont fait les frais de leur voyage, qui peuvent céder ou vendre à d'autres le droit qu'ils ont sur

¹ [Note manquante dans l'édition de papier, MB]

leur personne et leur liberté pendant ces trois années, lesquelles étant expirées, ils reçoivent pour salaire de leurs services 300 livres de petun et demeurent en liberté de retourner en Europe ou de travailler à y établir leur petite fortune. » ¹.

L'institution donna de bons résultats au début. Il s'agissait souvent d'un groupe d'hommes du même village, parfois des parents, qui allaient rejoindre un compatriote installé au delà des mers. « C'était encore une vie en famille où le chef de l'expédition n'était en quelque sorte qu'un *primus inter pares*, un premier entre des égaux, qui partageait les peines et les épreuves de tous ses compagnons, comme il bénéficiait de leurs travaux et des revenus qu'ils lui procuraient. » ².

Mais la situation évolua rapidement dans un sens défavorable aux « engagés », car la culture de la canne entraîna la formation d'ateliers importants. Lorsque la solidarité d'origine ou d'intérêts ne joua plus, bien des maîtres se montrèrent d'une dureté impitoyable vis-à-vis de ceux dont ils avaient payé le passage. La relation de 1660 déclare que les « valets sont quelquefois si cruellement traités qu'il vaudrait mieux être esclave parmi les Turcs ». La correspondance échangée entre De Baas, Blénac et Colbert, puis Seignelay, met les mêmes sévices en lumière. Elle marque aussi que l'administration s'est toujours efforcée de les enrayer : la cour tenait au peuplement blanc, chaque engagé pouvant faire, en cas de besoin, un soldat. Dès le 28 février 1670, un arrêt du Conseil d'État ramenait la durée de l'engagement à dix-huit mois. Mais l'institution était de plus en plus menacée, par la concurrence du travail servile. Cependant le recrutement dura tant bien que mal et avec des fortunes diverses jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. Il n'y fut mis fin officiellement que par un arrêté en date du 10 septembre 1774.

De ces pionniers de la colonisation, on connaît surtout ceux qui ont réussi, tel M. Jean Roy, qui mourut en 1707, laissant derrière lui six sucreries avec plus de 800 nègres travaillant, « étant pour lors doyen du Conseil, premier capitaine des milices et, sans contredit, le plus ancien habitant. Il était pour lors âgé de plus de quatre-vingt-dix ans » ³. Le P. Labat cite encore un gascon du nom de Verrier, qui avait gagné quelque argent dans le commerce, et son chantre sacristain du Macouba, Parisien, fils d'un procureur nommé Rollet, « mais comme ce nom est fameux dans les Satires de Boileau par un fort mauvais endroit, il en avait changé une lettre et se faisait appeler Rallet »... « Il n'eût pas laissé de faire fortune, car il écrivait parfaitement bien, il enseignait les enfants et tenait les livres de quelques habitants, mais il était ivrogne et sa femme encore plus que lui. » ⁴.

En comparant pour la compagnie Francillon le recensement de 1664 au terrier de 1671, j'ai retrouvé deux engagés qui, en sept ans, étaient devenus maîtres de case. Jacques Simon, au service de Guillaume Gaborit en 1664, occupait en 1671 cinq carrés à la compagnie La Garenne, Guillaume Leroux en possédait vingt, en

¹ Pelleprat, *Relation des Missions*, page 20.

² Rennard, Baas, Blénac, page 65.

³ Labat, Éd. Duchartre, I, page 105.

⁴ Labat, Éd. Duchartre, I, page 117.

étage il est vrai, mais dont six plantés en cannes avec un revenu de 30.000 livres de sucre.

Quel a pu être cependant le nombre total, fût-ce très approximatif, de ceux qui ont été ainsi introduits à la colonie ? Le recensement de 1669 signale 801 domestiques, il y en avait 850 en 1670, 969 en 1671, 201 en 1678, 229 en 1685, 98 en 1688. Pendant une dizaine d'années, ils disparaissent presque des recensements, 6 en 1692, 2 en 1694, 7 en 1696, 10 en 1697 et 4 en 1698. Mais au lendemain de la paix de Ryswick, leur nombre remonta à 95 en 1699, 219 en 1700, 201 en 1701 et 149 en 1702. On en retrouve 90 en 1711, 170 en 1715 ¹. Peytraud indique que sur un état des vaisseaux arrivés à la Martinique pendant les six derniers mois de 1717 il est encore mentionné 203 engagés. Le recensement de 1719 en connaît 490 ou « domestiques » blancs, celui de 1730 462 ². Sans doute le nombre des esclaves à cette dernière époque était-il plus de cinquante fois supérieur. Les engagés, comme le fait remarquer M. May, ne comptaient guère sur le marché du travail. Leur rôle au point de vue du peuplement blanc ne saurait, par contre, être sous-estimé. De l'historique même qui vient d'être esquissé, il ressort que des milliers d'« alouagés » ont été amenés à la colonie, et l'on peut affirmer sans crainte que la grosse majorité des 16.071 blancs existant à la Martinique en 1742, date du maximum pour cette catégorie, descendait de cette très roturière souche.

Il faudrait faire leur place cependant aux soldats de troupes réglées envoyées de la Métropole pour occuper les principaux forts de l'île et qui, une fois leur engagement terminé, s'installaient volontiers dans le pays. Il y avait enfin ceux que, par un pieux euphémisme, on appela les « engagés forcés ». On envoya en cette qualité des galériens et des faux saulniers. D'après le P. Rennard, le gouverneur général de Blénac « ne fut pas très flatté de ce cadeau et il se hâta de les distribuer aux îles les plus éloignées... Deux ou trois seulement demeurèrent à la Martinique, l'un chez les frères de la Charité, un autre, un tailleur, chez les Jésuites de Saint-Pierre, un troisième à Case-Pilote, où il devait mourir peu après » ³.

En 1687, nouveau convoi avec des protestants. Il fit naufrage sur la caye Pinsonnelle ou Peysonnel... D'autres suivirent, sans qu'il soit actuellement possible de savoir combien de ces malheureux, en fin de compte, sont demeurés aux îles. L'état des revues fait par les capitaines de milice en 1689 en connaissait 76.

Les artisans libres, qui avaient payé leur passage, et les engagés dont le temps était terminé pouvaient facilement s'employer comme ouvriers s'ils ne préféraient une concession ou s'installer à leur compte. Au total, on a l'impression qu'il a existé à la Martinique une immigration discontinue, mais puissante, venue de la Métropole, tout au moins jusqu'en 1742. Si elle s'est atténuée peu à peu dans la suite, on en retrouve des traces certaines jusqu'à la Monarchie de Juillet.

¹ May, *Hist. Économ. de la Martinique*, page 39.

² Recensements anciens de la Martinique.

³ Rennard, Baas, Blénac, page 68.

3. — LES FEMMES

Pour assurer cependant la pérennité de cette population, il fallait des femmes, et l'on dira bientôt, pour l'un des groupes, des femmes blanches. Au début, par contre, il semble que la question dite de race ou de couleur ne se soit pas posée. Dans une étude inédite de M. Deproge que je dois à l'obligeance de M. J. Monnerot, et qui est la plus fouillée que je connaisse sur la question, il est d'abord rappelé qu'aucune « femme ni fille ne fit partie de la première expédition organisée pour les Antilles », celle de Saint-Christophe en 1627. « Pour le second convoi, on fut plus heureux. Du Roissey, revenu en France pour chercher du renfort, put conduire dans la colonie un couple, le premier qui ait quitté la France pour les Antilles : Grégoire Robillard et sa femme, l'Adam et l'Ève du nouvel Éden, dit Philippe Barey, qui a fini par les découvrir parmi les quatre-vingt colons qui s'embarquèrent au Havre vers la fin de 1629. » ¹.

C'est à cette occasion que fut réglée officiellement la situation des hommes mariés, s'embarquant pour les Antilles. Il ne leur fut point accordé de très gros avantages. C'est que dans une autre clause, il est question de ceux « qui se sont mariés et se marieront dans les dites isles » ². Ces mariages, indubitables, faute d'autres participantes, avaient eu lieu forcément avec des Indiennes. La conversion, puis l'assimilation, ou plus exactement la fusion des indigènes avec les colons, telle était en effet, depuis Champlain, la conception française.

Il en fut ainsi, pour les débuts tout au moins, à la Martinique. L'exemple du Sieur Le Rousselan est le plus connu, car il s'agissait d'un des principaux personnages de la colonie, mais il semble bien avoir été assez largement suivi. Cependant, lorsqu'ils le pouvaient, les colons préféraient épouser des Européennes.

Les perspectives étaient surtout avantageuses pour celles qui avaient les moyens de payer leur passage. Les autres devaient contracter un engagement aux mêmes conditions que les hommes sous cette réserve qu'on ne pouvait les retenir lorsqu'elles étaient recherchées en mariage et que le prétendant remboursait les frais du bateau. La chose était aisée pour celles qui étaient jeunes et bien faites, pas tellement difficile pour les autres, car, suivant le P. Dutertre, « les filles étaient la meilleure marchandise qu'on pût mener aux îles. On ne travaillait que pour avoir une femme et la première chose qu'on demandait aux capitaines quand ils arrivaient de France était des filles. À peine étaient-elles descendues à terre qu'on courait ensemble au marché et à l'amour » ³.

Il en résulta le développement rapide d'une certaine vie de société. Le même P. Dutertre nous montre les femmes « jouissant du privilège de leurs maris, et elles croient que leur qualité de soldat mérite bien qu'on les traite de demoiselles. Elles

¹ Deproge, manuscrit dactylographié, page 1.

² Ph. Barey, *Les origines de la colonisation française aux Antilles*, pages 154-155.

³ Dutertre, II, page 455.

en soutiennent assez bien le rang par leurs braveries, mais particulièrement les femmes des officiers, qui sont toutes vêtues de déshabillés de taffetas ou de satin de couleur... Elles mettaient autrefois sur elles tout ce que leurs maris pouvaient gagner... ce qui avait donné lieu à ce proverbe que les Îles étaient l'enfer des hommes français et le paradis des femmes, et au contraire qu'elles étaient l'enfer des femmes sauvages et le paradis de leurs maris, parce que les femmes sauvages travaillent comme des esclaves et font tout pendant que leurs maris se promènent ou s'arrachent la barbe et que les Français s'éventrent à force de travailler pendant que leurs femmes ne se mettent en peine que de se faire belles » ¹.

Malgré ces avantages substantiels, les femmes demeurèrent longtemps moins nombreuses que les hommes. La proportion était encore d'une pour trois vers 1664. La compagnie d'abord, Colbert ensuite, s'efforcèrent de porter remède à cet état de choses. Une certaine Marie Maugendre travaillait dès 1638 à recruter en France des « femmes et des filles d'honneur » ². Le P. Rennard, après quelques autres, a raconté l'histoire de La Fayolle et de ses filles à marier. C'était une femme de tête qui tint la dragée haute aux prétendants. La Guadeloupe en fut agitée de longs mois. À la Martinique, Morin, premier commis de la compagnie, se fit juger, condamner et pendre pour rapt et adultère.

Sans qu'on connaisse les détails de leur arrivée, on constate que le nombre des femmes mariées passa de 515 à 698 entre 1664 et 1669. Mais il n'augmenta guère dans les dix années qui suivirent. C'est alors qu'en 1680 Colbert se décida à diriger sur la Martinique des cargaisons de filles prises à l'Hôpital général et au Refuge. Il en arriva de « gastées », ce qui provoqua les protestations qu'on imagine.

Il est certain que les déportations aux colonies étaient alors de pratique courante, surtout depuis que La Reynie était devenu lieutenant de police. Bussy Rabutin chantait :

*« La déroute fameuse
De la bande autrefois joyeuse...
On prend au lit, on prend à table.
Pourvu qu'on soit en mauvais lieu,
Suffit, la prise est de bon jeu...
Adieu Pont Neuf, Samaritaine,
Butte Saint-Roch, Petits Carreaux,
Où nous passions des jours si beaux.
Nous allons en passer aux îles,
Puisqu'on ne nous veut plus aux villes. » ³.*

¹ Dutertre, II, page 475, cité par Rennard : Baas Blénac, page 89.

² Rennard, Baas, Blénac, pages 85-86.

³ Bussy Rabutin, *Histoire amoureuse des Gaules*, t. II, page 227 (Éd. 1857).

Et c'est La Fontaine qui écrivait à Saint-Évremond le 8 décembre 1687 :

*« Sage Évremond, le mieux est de m'en taire
Et surtout n'être plus chroniqueur de Cythère,
Louant dans mes vers les Chloris,
Quand on les chasse de Paris,
Elles s'en vont peupler l'Amérique d'amour.
Que maint auteur puisse avec elles
Passer la ligne pour toujours... »*

En ce qui concerne la Martinique, sept convois furent organisée, entre 1680 et 1686 avec plus de 600 filles. Mais les dernières s'étaient révélées de placement difficile. On ne manquait plus autant de jeunes filles créoles. Surtout la société Antillaise tendait à se fermer à des éléments qu'elle estimait désormais assez peu désirables.

Tout cela n'est sans doute que de la petite histoire. Il est indispensable de la rappeler cependant, ne fût-ce que pour souligner le contraste entre ces humbles débuts et les splendeurs de la suite. Que conclure alors, si ce n'est, avec le P. Rennard, qu'un certain nombre de familles passèrent aux Îles entièrement constituées, assez peu d'ailleurs ; des jeunes filles y furent transportées par les soins de la compagnie ou des autorités ; plusieurs, il n'est pas certain qu'elles furent les plus nombreuses, y allèrent par leurs propres moyens. La plupart furent sans doute, comme il est dit sur les vieilles épitaphes, vertueuses et sages. Quant aux autres, à quoi bon épiloguer, puisqu'en fin de compte elles firent avec conscience ce métier de reproductrices auquel le Roi, Colbert et la Compagnie les avaient vouées ? ¹.

4. — DE L'ORIGINE DES COLONS

D'où venaient cependant les premiers colons et leurs femmes ? M. May cite de Baas écrivant :

« C'est un ramassis d'hommes et de femmes de plusieurs nations et de plusieurs provinces. » ². Quelques documents permettent de nous faire une opinion à cet égard, lorsque les commandants de quartier ont eu l'heureuse idée d'indiquer l'origine des gens qu'ils recensaient. Nous savons ainsi que sur les 264 hommes et les 54 femmes de la compagnie colonnelle en 1664, la Normandie avait 93 représentants, la Bretagne 37. Immédiatement après, l'Île-de-France en totalisait 23, dont 11 Parisiens. Les autres venaient du Poitou, de l'Anjou, de la Saintonge, de Bordeaux, de la Gascogne, de l'île de Ré, de la Touraine, de la Flandre, de la Picardie, du Boulonnais, de la Lorraine, de la Champagne et du Dauphiné. Malgré

¹ Rennard, Baas, Blénac, page 94.

² Baas au Roi, 29 juillet 1670, C8, Al. Cité par May, page 52.

les interdictions de principe, un certain nombre d'étrangers étaient arrivés d'Irlande, de Hollande, de Rome et de Londres, de Turquie, d'Écosse et d'Espagne ¹.

En 1680, la compagnie Lapayre, qui occupait le Sud de l'île jusqu'à la Pointe des Salines, comprenait 484 blancs, dont 282 créoles (étaient comptés, comme tels, tous les enfants nés à la colonie), 51 Normands et Manceaux, 47 Bretons, 30 Gascons ou habitants du Sud-Ouest, 12 Parisiens, 12 natifs des bords de la Loire, 9 du Nord, 7 de l'Est, 6 du Massif-Central et 2 du Midi méditerranéen. Il fallait y ajouter 21 étrangers, dont 9 Belges et Hollandais, 7 Brésiliens, 1 Anglais, 1 Danois, « de Copenave », 1 Espagnol, 1 Suisse et 1 originaire de la Nouvelle-Hollande ².

5. — NOIRS, MULÂTRES ET ESCLAVES

Ni les Caraïbes ni les Blancs ne suffisant à la mise en valeur du pays, on fit très vite appel à la main-d'œuvre servile. La culture de la canne, en particulier, fut confiée à des « ateliers » de noirs importés d'Afrique. Il est connu que, dès 1626, il y avait une quarantaine d'esclaves à Saint-Christophe ³. Le P. Bouton, quatorze ans plus tard, en signale à la Martinique : « Parmi les Français, écrit-il, il y a des noirs ou maures du Cap Vert et ailleurs, en assez bon nombre, pas si grand toutefois qu'on n'en désirât davantage. » ⁴.

Le P. Dutertre, est plus explicite et, après s'être élevé, non sans éloquence, contre le principe même de la main-d'œuvre servile, il indique que celle-ci comprenait quelques sauvages de la terre ferme « et non ceux des îles cameranes, car, à moins de leur crever cruellement les yeux, comme a fait de mon temps un gouverneur de Montserrat à quelques sauvages de la Dominique, il est impossible de les retenir » ⁵.

Les esclaves, quelle que fût leur origine — les noirs venaient surtout de la région du Cap Vert ou d'Angole — étaient rudement conduits : « Nos habitants traitent ces pauvres misérables ni plus ni moins que nous traitons les chevaux en France. Ils en tirent du travail autant que la nature leur en peut permettre : s'ils les sollicitent dans leurs maladies, c'est plutôt de peur de perdre ce qu'ils valent et leur service que par compassion qu'ils aient de leurs maux. » ⁶.

Le marquis de Baas, dont on peut rappeler à cette occasion qu'il était le frère de d'Artagnan, écrivait à Colbert en 1672 qu'il savait bien que « la destinée des esclaves est dure et que peu de personnes s'émeuvent par le récit de leurs maux,

¹ Min. colonies, Recensements anciens de la Martinique, 1664 et 1680.

² Min. colonies, Recensements anciens de la Martinique, 1664 et 1680.

³ Rennard, Baas, Blénac, page 71.

⁴ Bouton, page 98, Éd. Rennard, page 69.

⁵ Dutertre, Éd. 1654, page 476.

⁶ Dutertre, Éd. 1654, page 476.

mais lorsqu'on voit l'excès de leur misère, et cette misère est encore augmentée par plusieurs accidents, il faut être insensible si dans ce moment, on est sans compassion. Je vous avoue, Monseigneur, continue noblement de Baas, qu'en cet endroit je suis fort sensible et que les esclaves me font pitié parce qu'ils sont des hommes et que des hommes ne doivent pas être réduits à une situation plus malheureuse que celle des bêtes » ¹.

Cependant, au début, aucune barrière infranchissable ne paraissait s'élever entre les deux classes essentielles de la société Martiniquaise. D'après même l'anonyme de 1640, un grand succès fut réservé à son époque aux filles moresques ou nègres. Converties au catholicisme et une fois affranchies et dûment épousées, elles étaient tenues « en honneste société de femmes » ². Mais bientôt les épouses blanches des colons manifestèrent leur hostilité à celles qu'elles regardaient comme des rivales dangereuses, et, par voie de conséquence, leur hargne s'étendit aux mulâtres. De là des mesures restrictives, entrées d'abord dans les mœurs, avant d'être, ratifiées par la loi. Ce fut l'affaire du « Code Noir », publié en 1685, sous le nom de Colbert, bien que celui-ci fût mort depuis deux ans déjà. Il marque pour les Antilles Françaises le début de la « question de couleur », ou tout au moins son enregistrement officiel. Il admettait encore, à la rigueur, le mariage entre races différentes, à condition qu'il fût légal, mais le considérait comme peu honorable. Une ordonnance du 29 novembre 1705 déclarait même déchu de leurs droits les nobles qui épouseraient des mulâtresses. La jurisprudence locale fut plus intransigeante encore et, pendant tout le XVIII^e siècle, le Conseil Souverain de la Martinique a toujours admis l'opposition aux mariages de cette sorte et interdit de passer outre.

Pourtant, il naissait de petits mulâtres, malgré les interdictions formelles portées par le Code Noir, car, dit le P. Labat, « les négresses sont d'elles-mêmes très lascives et les hommes blancs ne l'étant guère moins et trouvant beaucoup de facilité, à contenter leurs passions avec ces créatures, on ne verrait autre chose que des mulâtres, d'où il s'ensuivrait de très grands désordres si le roi n'y avait remédié en condamnant à une amende de deux mille livres ceux qui sont convaincus d'en être père, et si c'est un maître qui a débauché son esclave et qui en a eu un enfant, outre l'amende, la négresse et l'enfant sont confisqués au profit de l'hôpital, sans pouvoir être jamais rachetés, sous quelque prétexte que ce soit » ³. Cette dernière clause, qui avait soulevé de grosses difficultés d'applications, tomba bientôt en désuétude : on continuait cependant à suivre les stipulations du Code Noir, lequel, malgré Blénac, mais sur avis conforme de la majorité des colons, avait précisé que les mulâtres suivraient le sort de leur mère.

Beaucoup de pères, cependant, ne pouvaient admettre que leurs enfants, même illégitimes, devinssent esclaves. On trouverait d'assez nombreux exemples des moyens employés pour tourner la loi, affranchissement au bout de quelques

¹ De Baas, lettre du 20 novembre 1672, cité par Rennard Baas, etc. ; page 75.

² Bib. Nat. Mns., N. A. F. 10.695, F^o 281.

³ Labat, Éd. Duchartre, I, page 216.

années, lorsqu'il n'y avait plus menace de scandale, donations à des tiers, avec mission de retransmettre aux intéressés les biens qu'on leur destinait, contrats de métayage et bien d'autres encore. Les garçons recevaient souvent un coin de terre à défricher sur quelque morne peu accessible, loin des curieux et des bourgs. Près de là, au plus profond des bois, se cachaient les esclaves fugitifs ou « marrons ». Il y aurait toute une histoire à écrire sur le peuplement des hauteurs de la Martinique. Au Morne des Esses, au Lorrain, au-dessus de Rivière-Pilote, du Vauclin et de Sainte-Luce, comme à la Petite-Anse du Diamant, se sont ainsi constituées des communautés originales de petits cultivateurs, farouchement attachés à leur indépendance. Rue Mulâtre, Fonds Jean libre (ainsi s'appelait le premier propriétaire noir au XVII^e siècle) ou Gens Libres, autant de noms évocateurs ! Et ce n'est peut-être pas le seul hasard qui a voulu que soient venus de ces régions la presque totalité des mouvements de révolte qui ont agité l'île et dont le dernier en date fut l'insurrection du Sud en 1870.

6. — LE MÉLANGE DES RACES

En fait, le mélange des races s'est effectué rapidement, avant même la suppression de l'esclavage. Le P. Rennard a écrit tranquillement qu'il y a à la colonie « des familles considérées comme blanches dont il ne faudrait pas trop scrupuleusement sonder les origines »¹. On raconte « sous la rose » de bien savoureuses anecdotes. Le passage de la ligne, celle de couleur s'entend, continue à s'effectuer de nos jours et c'est une surprise réjouissante que de retrouver blanc comme neige qui appartenait quelques années plus tôt à la catégorie des jus d'andouille ou des cafés au lait. Et le P. Rennard de demander à juste titre : « Pourquoi construire, pendant le jour, à grand renfort de textes de lois, des barrières que l'on est bien décidé à franchir pendant la nuit ? Le recul du temps, il est vrai, a fait passer l'éponge sur bien des accidents généalogiques. Mais la chose est-elle pour cela moins réelle ? »². On ne saurait mieux dire et il suffira de souligner au passage que, maintenant encore, la plupart des hommes ne convolent en justes noces qu'après avoir donné ailleurs la preuve qu'ils étaient capables de bien faire. La tradition locale prête à tel ou tel patriarche, et non à tort, quarante, cinquante, voire jusqu'à 75 ou 80 rejetons de première souche.

¹ Rennard Baas, Blénac, page 83.

² Rennard, *ibid.*, page 83.

7. — L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE JUSQU'EN 1848

Nous pouvons suivre de 1664, date du premier recensement digne de ce nom, jusqu'en 1848, l'évolution parallèle de chacun des groupes blanc, noir et mulâtre. Depuis cette date, on ne compte plus à part les représentants de chaque groupe et de nouvelles composantes ethniques sont intervenues. Le recensement de 1664, le premier en date, est aussi l'un des plus intéressants. Ce n'est pas qu'il soit impeccable. M. May donne, d'après lui, le chiffre de 2.904 blancs et de 3.158 noirs ¹. Le P. Rennard ne connaît que 3.052 de ces derniers. C'est le chiffre porté sur un papier conservé aux Archives du Ministère des Colonies parce qu'écrit « de la main de Mgr Colbert » et intitulé « Table du nombre des habitants de l'Isle Martinique ». Je n'ai pour mon compte trouvé de traces certaines que de 2.694 blancs et de 2.710 noirs. La différence est relativement facile à expliquer.

Le recensement n'a pas été opéré de la même manière dans chaque compagnie. C'est ainsi qu'à celle de Loubières on décompte à part les hommes portant armes, les femmes mariées, les garçons enfants, les filles à marier et enfants, les enfants nègres, tant mâles que filles. Mais, à la compagnie Francillon, les catégories sont moins nombreuses et en partie incomplètes. On ne parle plus que de petits nègres âgés de 5, 6, 7 et 8 ans et des enfants blancs depuis 4 à 5, 6, 7, 8, 9 ans. Il arrive encore que les totaux récapitulatifs du rôle ne correspondent pas exactement à l'énumération des individus qu'on y cite. Mes chiffres, qui ne tiennent compte que des personnes une à une dénombrées, sont certainement trop faibles. Les autres, jusqu'à plus ample informé, ne sont pas sûrs.

Parmi les 2.694 blancs que j'ai retrouvés, il en est 2.566 pour lesquels on possède des indications suffisantes pour les classer par catégories d'âge et de sexe, ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessous :

<i>Hommes.</i> — 0-10 : 306	10-20 : 323	20-30 : 645	30-40 : 318
40-50 : 160	50-60 : 63	60 et au-dessus : 26.	

<i>Femmes.</i> — 0-10 : 265	10-20 : 138	20-30 : 164	30-40 : 122
40-50 : 41	50-60 : 13	60 et au-dessus : 2.	

De 0 à 20 ans, l'on obtient de cinq ans en cinq ans la répartition suivante :

<i>Hommes.</i> — 0-5 : 201	5-10 : 105	10-15 : 104	15-20 ans : 219.
<i>Femmes.</i> — 0-5 : 167	5-10 : 98	10-15 : 60	15-20 ans : 78.

¹ May, *Hist. Économ.*, page 56.

Les engagés ne sont pas comptés comme tels dans toutes les compagnies. À celle de M. de Francillon, au Prêcheur, on en trouve 31 sur 208 hommes en état de porter les armes, soit un peu plus d'un sur sept. Il en est 23 dont nous connaissons l'âge. Le plus vieux ne dépasse pas vingt-huit ans, huit autres ont plus de vingt ans. Il en reste quatre à 20, trois à 19, quatre à 18, deux à 17 et un à 15 ans.

En ce qui concerne nègres et mulâtres, les renseignements fournis demeurent beaucoup moins précis. Sur 1.750 esclaves travaillant, on dénombre à coup sûr 736 hommes et 582 femmes. Le sexe n'est pas indiqué pour 432. Le nombre des négrillons et enfants mulâtres s'élève à 960.

Ce sont là constatations dont les conséquences ne manquent pas d'intérêt. Le groupe principal chez les blancs est celui de vingt à trente ans. Par ailleurs, l'âge moyen des engagés s'inscrit entre vingt et vingt et un ans. La population de la Martinique apparaît ainsi en 1664 comme étant en majorité d'importation très récente. Il n'existait dans l'île, à la même date, que 104 personnes âgées de plus de 50 ans, soit 89 hommes et 15 femmes.

Il est un autre argument pour montrer qu'il y avait alors à la colonie beaucoup de néophytes. On peut compter comme tels tous les engagés. D'après la proportion trouvée à la Compagnie Francillon, ils étaient au moins 250 à 300 pour la colonie entière et formaient la grosse majorité des « Garçons portant armes » de Colbert. On peut souligner au passage que certains d'entre eux, âgés de 17 et même 15 ans, apparaissent anormalement jeunes et débarqués du dernier bateau.

Nous ne comptons, de même, que 425 femmes mariées. La plupart encore sont jeunes, beaucoup plus jeunes que leurs maris. Sirue de la Butte, âgé de 60 printemps bien sonnés, avait pour épouse Damoiselle Marie de la Haye, qui n'en comptait que 18. Il est vrai que l'inverse, à l'occasion, se rencontre. À côté de Marie Manarine, « sauvagesse de nation », veuve du Sieur de Rousselan et épouse en secondes noces de Jean Bosman, de dix-sept ans plus jeune qu'elle, on peut citer Marthe Le Ber, âgée de 48 ans, dont le mari, Gilles des Acres, n'en dénombrait que 25, et Elizabeth, négresse âgée de 40 ans, mariée à Dalline de Brésillais, de dix ans son cadet.

En 1680, la situation était analogue et la différence d'âge entre mari et femme s'élevait à 13 ans en moyenne pour les 85 ménages de la compagnie La Payre. Beaucoup de jeunes filles avaient été épousées à peine nubiles, telle Catherine Devaux, âgée de 12 ans, et femme légitime d'un certain Léon Chevalereau, natif de Poitiers. Telle autre, âgée de 22 ans, avait déjà quatre enfants, dont un fils de sept ans, les exemples de ce genre pouvant être multipliés.

En comparant les âges des enfants recensés, on s'aperçoit qu'en 1664 tout au moins, la plupart des unions avaient été contractées à une date récente. À 201 garçons de moins de 5 ans s'opposent en effet les 105 dénombrés de 5 à 10 et les 104 de 10 à 15. Pour les filles, les chiffres correspondants sont de 167, 98 et 60. Mais, de 15 à 20 ans, l'apport des engagés fait remonter le total des garçons à 219. Les jeunes filles passent également de 60 à 78. Là encore l'augmentation constatée suppose une introduction récente à fins sans doute matrimoniales.

Cependant un examen plus minutieux des documents anciens prouverait sans doute, contrairement à l'opinion courante, qu'à aucun moment de l'ancien Régime la population blanche de la Martinique n'a pu s'accroître ou même se maintenir sans l'apport à peu près ininterrompu d'une immigration venue de la Métropole (colons libres, engagés volontaires ou forcés, filles à marier, fonctionnaires et soldats). Dès que cette immigration s'arrêtait ou même se ralentissait le nombre des blancs se mettait à baisser. Les recensements de 1669, 1670 et 1671, les trois premiers qui se suivent dans la série conservée indiquent pour la population blanche 3.818, 3.894 et 4.018 personnes, dont 901, 850 et 969 domestiques ou engagés. Or, dès 1670, le marquis de Baas avait obtenu de Colbert la réduction de l'engagement à dix-huit mois. Les 2.620 engagés répartis sur ces trois recensements correspondent à un apport minimum de 1.000 jeunes blancs à la colonie. L'augmentation apparente n'est que de 200.

Vers la fin du XVII^e siècle, la guerre de la Ligne d'Augsbourg entraîna pour la Martinique une longue période de stagnation, voire de recul. La population blanche de 6.413 personnes en 1692 n'était plus que de 6.149 en 1694 pour remonter à 6.825 en 1697 et retomber à 6.252 en 1699. Elle atteignait de nouveau 6.446 individus en 1700, grâce à 219 engagés. Mais le nombre des hommes portant armes n'était encore que de 1.044 contre 1.110 en 1694.

Le début du règne de Louis XV, la fièvre coloniale de la Régence, le développement aussi des cultures arbustives entraînèrent une immigration intense qui porta le total de la population blanche à 16.071 en 1742. La guerre de succession d'Autriche arrêta presque tous rapports avec la Métropole, stoppa l'immigration et entraîna même d'assez nombreux départs vers les Grandes Antilles. Le nombre des blancs n'était plus que de 13.451 en 1753, de 11.332 en 1773, la Guerre de Sept Ans ayant provoqué une nouvelle baisse. Il en fut de même pour celle d'Indépendance Américaine, les chiffres respectifs de 1778 et 1784 s'élevant à 11.619 et 10.151 personnes. On remonte à 11.063 en 1785 pour retomber à 11.008 en 1786 et 10.603 en 1788, en pleine période de paix et de prospérité¹. La cause doit en être cherchée tant dans les épidémies contre lesquelles on savait encore mal se défendre que dans une mortalité infantile particulièrement élevée.

Il faudrait ajouter, sans qu'on puisse en donner une explication entièrement satisfaisante, que dans le groupe blanc le nombre des hommes et même celui des garçons au-dessous de 12 ans a toujours été supérieur à celui des femmes ou des filles. En 1700, par exemple, il existait 1.269 hommes contre 1.188 femmes, 772 garçons portant armes et 219 engagés contre 467 filles à marier, 1.301 garçons de moins de 12 ans contre 1.206 filles. En 1742, à l'apogée de la colonisation blanche, on trouve 2.296 hommes portant armes, 389 infirmes et surâgés, contre 1.571 femmes mariées, et 596 veuves, 1.972 garçons portant armes contre 1.809 filles à marier, 1.794 garçons de moins de 12 ans contre 1.599 fillettes. Les chiffres

¹ Recensements anciens de la Martinique, Arch. Ministère des Colonies.

correspondants étaient en 1773 de 2.089, 581, 1.610, 578, 2.054, 1.718, 1.458 et 1.244.

Par une opposition facile à comprendre, le nombre des gens de couleur libres alla sans cesse en augmentant et les femmes, dans ce groupe, l'emportèrent toujours et de beaucoup sur les hommes. En 1742, par exemple, sur un total de 1.693 personnes rentrant dans cette catégorie, on distinguait 450 hommes, 545 femmes et 693 enfants. À la veille de la Révolution, les affranchissements s'accéléraient et l'on comptait en 1788, 788 hommes de couleur libres, 1.404 femmes et 134 veuves...

Par contre le nombre des esclaves, comme celui des blancs, n'a jamais pu se maintenir de lui-même et sans immigration jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Non qu'on se soit refusé, loin de là, à « l'élevage du nègre », nécessaire d'ailleurs pour pallier les insuffisances de la traite qui, souvent, ne remplissait pas ses contrats. En 1699, il y avait, comme le P. Rennard l'indique, 4.376 enfants nègres contre 8.916 adultes, soit, pour 13.292 esclaves, une proportion de 32,9% d'enfants ¹.

Mais le fait essentiel, c'est que cette proportion n'a guère varié sous l'Ancien Régime. Elle a généralement été inférieure à celle des petits blancs jusqu'en 1742, c'est-à-dire tant que la population créole s'est montrée progressive, et supérieure après cette date. On peut en déduire facilement des taux de natalité élevés, dépassant largement 25% et très comparables à ceux d'aujourd'hui. La diminution constatée dans le groupe noir comme dans le groupe blanc, lorsqu'il n'y avait pas immigration continue, s'explique par une mortalité fort élevée due aux épidémies et aux conditions d'hygiène défectueuses. Malgré tout, il ne semble pas que cette diminution indubitable ait jamais atteint les 2 1/2 pour cent « qu'un observateur plein d'autorité, Bryan Edwards, croyait déceler dans l'ensemble des colonies d'Amérique » ². Cela concorde avec l'opinion généralement admise que les colons français de l'Ancien Régime, si durs et impitoyables qu'ils nous paraissent aujourd'hui avoir été, traitaient cependant leurs esclaves avec une relative modération, par rapport à leurs voisins Anglais ou Espagnols.

¹ Rennard Baas, Blénac, page 74.

² Peytraud, *L'esclavage aux Antilles Françaises avant 1789*, pages 140-141.

8. — LA SUPPRESSION DE L'ESCLAVAGE ET L'IMMIGRATION

Tels sont les éléments qui ont contribué au peuplement de la Martinique et qui nous permettent d'en tracer la courbe démographique. À aucun moment, sous l'Ancien Régime, il n'y a eu accroissement naturel de la population, tant dans le groupe blanc que dans le groupe noir. L'immigration a toujours été nécessaire. J'admettrais volontiers qu'elle a porté sur un nombre d'individus considérable, double ou triple du chiffre le plus élevé de chaque catégorie recensé à un moment donné. Le groupe blanc, pour son compte, n'a cessé de décliner depuis 1742 sous l'effet des guerres, de la mortalité naturelle et aussi d'un métissage plus actif qu'on ne veut souvent l'admettre. Il ne comprenait que 10.603 personnes à la veille de la Révolution, 9.800 en 1818. Le nombre des esclaves, malgré quelques reculs temporaires et grâce à la traite, est allé en croissant de manière continue jusqu'à la Révolution : il était de 83.414 en 1789. Il ne diminua guère jusqu'à la libération, en 1848, où, d'après le chiffre le plus communément admis, 72.859 personnes reçurent alors le droit de cité française¹. Mais il existait déjà au moins 30.000 affranchis contre seulement 11.400 en 1818. Leur nombre avait beaucoup augmenté dans les dernières années de la Monarchie de Juillet.

La suppression de l'esclavage eut un contre-coup immédiat qui vint encore compliquer l'évolution démographique de l'île. Dès 1847, en prévision de ce qu'ils prévoyaient comme inéluctable dans un délai rapproché, les employeurs des « habitations » réclamaient des bras. Une première tentative fut faite avec des Madériens, amenés au nombre d'un peu plus de 300, mais ne donna que de piètres résultats. Cependant, au lendemain de la libération, beaucoup de nouveaux affranchis ne se sentirent qu'un médiocre amour pour le travail de la terre. On chercha partout des travailleurs. On songea d'abord à l'Afrique, mais cela rappelait un peu trop la servitude, au début tout au moins, et sans renoncer à l'apport du continent noir, on préféra chercher ailleurs, en Chine et surtout dans l'Inde. Le tout fut réglementé par les deux décrets du 13 février et du 27 mars 1852 qui autorisaient l'introduction dans les colonies françaises de travailleurs d'origine européenne, africaine ou asiatique. Le capitaine au long cours Blanc se chargeait d'amener en six ans 4.000 « coolies » aux colonies d'Amérique moyennant une prime de 500 francs par immigrant. En 1853, la Martinique passait avec la Compagnie Générale Maritime un contrat portant sur 15.000 Hindous à recruter en quatre ans. En 1862, 9.158 se trouvaient à la Martinique, tandis qu'environ 400 avaient obtenu leur rapatriement. Cependant arrivaient des Chinois, embarqués à Canton, des Africains amenés du Congo par M. Régis, négociant à Marseille. Au total, il aurait été introduit de 750 à 1.000 enfants du Céleste Empire, et l'annuaire de 1870 constate encore la présence de 570 d'entre eux. Ils n'étaient plus que 524

¹ Chiffre donné par le tableau de la population au 31 décembre 1847.

en 1877. L'on comptait aux mêmes dates 6.462 et 6.487 Africains. Quant à l'immigration hindoue, nous sommes renseignés avec quelque précision par un document soumis au Conseil Général, lors des fameuses séances de décembre 1884, qui aboutirent à la suppression de l'immigration réglementée et d'où il ressortait que :

« De 1853 à ce jour (1884) on a introduit à la Martinique 25.509 immigrants indiens par 55 convois,

— qu'il est né 3.966 enfants des unions de ces immigrants,

— qu'il est décédé 11.944,

— qu'on a rapatrié par 16 convois 4.260,

— qu'il existe donc encore dans la colonie 13.271 immigrants. Sur ce nombre, 5.079 sont actuellement engagés sur diverses propriétés et 8.192 libérés travaillant où ils peuvent et comme ils peuvent. »

Que sont devenus ces immigrants ? Je n'ai pu avoir le chiffre exact de ceux qui ont été rapatriés en vertu de la décision du Conseil Général, mais il y a toutes raisons de croire qu'il ne fut pas très élevé. La majeure partie des immigrants ont vu leurs descendants se fondre plus ou moins dans le reste de la population, sans qu'il y ait eu besoin de décret de naturalisation, mais par oubli après un temps plus ou moins long de l'ancienne qualité d'étranger.

Il est cependant quelques groupes qui ont gardé, outre le nom, un type assez nettement différencié, aux cheveux noirs et luisants, mais non crépus, au teint cuivré. Ils sont presque tous de petite taille, d'apparence malingre, au crâne allongé. On les rencontre surtout dans le Nord, autour de Basse-Pointe et du Macouba. Des rites importés se maintiennent encore, tel le sacrifice du mouton. Mais on avait tendance, ces dernières années, à en faire une exhibition à l'usage de touristes fortunés.

Ce qui est vrai des Hindous l'est à plus forte raison des Africains. On en connaissait encore 5.345 au 1^{er} janvier 1901, mais 837 seulement en 1910. Les Chinois, à la même date, n'auraient plus été que 22. En fait, la plupart d'entre eux s'étaient francisés et métissés, dans des proportions d'ailleurs variables.

Pour en terminer avec cette histoire de l'immigration, il est arrivé à plusieurs reprises, depuis 1884, que de grands propriétaires aient fait appel à de la main-d'œuvre étrangère, mais à leurs risques et périls.

Cependant l'événement essentiel depuis cette date a été sans contredit la destruction de Saint-Pierre et du Morne-Rouge par la Pelée. Saint-Pierre était alors la ville la plus importante de l'île. Nombre de vieilles familles créoles y étaient fixées à demeure. L'éruption de 1902 passe ainsi pour avoir fait disparaître la moitié des blancs alors existant dans l'île, dont le nombre a été ainsi ramené à quatre ou cinq mille au maximum. J'aurais tendance personnellement, après de

nombreuses enquêtes, à descendre plus bas encore, aux environs de trois mille ¹. Il n'y a pas eu depuis longtemps apport massif d'éléments métropolitains. Quelques fonctionnaires se sont établis à demeure. On envoie assez souvent des gendarmes célibataires, le Conseil Général est à plusieurs reprises intervenu dans ce sens. À signaler enfin l'arrivée d'un certain nombre d'Italiens et surtout de Levantins, Syriens principalement, dont la concurrence a été vivement ressentie par le commerce local.

9. — LA SITUATION ACTUELLE

Telles ont été les principales composantes qui ont joué, ou qui continuent à jouer dans la formation de la population martiniquaise. La variété qui en résulte est extrême. On peut trouver dans l'île des individus paraissant appartenir aux types anthropologiques les plus divers actuellement connus. Il n'y a pas homogénéité d'un canton à l'autre, voire d'un bourg à ses campagnes. Il est totalement impossible d'apprécier, même de très loin, les dominantes. Le facteur personnel joue trop en la matière. Il est des individus, voire des colorations, qui, dans tel ou tel secteur, font prime. L'étude systématique des indices sanguins, entreprise par l'Institut Pasteur, permettra sans doute d'y voir un peu plus clair. En attendant, il faut insister sur le fait que le mélange continue suivant des normes imprévisibles et qu'il n'est peut-être pas à la surface de notre terre de « melting pot » plus actif.

Et c'est pourquoi, grandes divisions peut-être mises à part, les classifications qu'on a voulu établir semblent illusoire. À peu près toutes les nuances de l'arc-en-ciel peuvent se rencontrer chez les enfants du même père et de la même mère. Ou bien les classifications proposées ont essentiellement une valeur sociale, malgré les apparences. On pourrait, non sans ironie d'ailleurs, distinguer parmi les créoles eux-mêmes les « blancs de blanc » ou blancs d'hermine, des blancs tout court, lesquels regarderaient d'un œil aussi condescendant ce qu'on pourrait appeler les blancs de fraîche date. Cela correspondrait aux mulâtres, quarterons et octavons de la tradition, sans parler des câpres ou des chabins. Et cela se traduit, pour les initiés, par une curieuse politique de mariages, variable dans chaque cas, et où, contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'élément européen n'est pas spécialement recherché, ou ne l'est que dans des cas socialement et économiquement définis. Il est vrai qu'une hiérarchie du même genre se laisserait assez facilement déceler de l'autre côté. Le P. Labat écrivait déjà que « ce n'est pas une petite affaire que la conclusion d'une alliance, surtout entre les nègres créoles : il faut bien des cérémonies avant d'en venir là. Outre le consentement du maître, il

¹ Je crois devoir rappeler qu'aux Antilles Françaises, comme aux États-Unis, l'usage exclut du groupe blanc, en théorie tout au moins, quiconque a tant soit peu de sang noir dans les veines. C'est l'attitude opposée à celle des savants qui, pour l'Afrique ne considèrent que les dominantes et rattachent à la race blanche des populations de teint déjà foncé comme les Abyssins. Cependant, lors de la conquête italienne, nombreux furent les hommes de couleur antillais qui manifestèrent auprès des autorités pour « leurs frères de race ».

faut avoir celui des parrains et marraines, de tous les parents et principaux amis des deux familles. Il faut bien examiner s'ils sont d'une naissance égale, de manière que la fille d'un commandeur ou d'un ouvrier ne voudra pas épouser un nègre de jardin, c'est-à-dire qui travaille simplement la terre, et ainsi des autres degrés qui leur tiennent lieu de noblesse » ¹.

L'esclavage a disparu. Le compartimentage social s'est maintenu et c'est encore un curieux spectacle que celui de cette société où coexiste ainsi une bizarre hiérarchie qui « fait » très province balzacienne avec la pratique généralisée dans le peuple et même ailleurs de l'union libre, le grand amour durant à l'ordinaire autant que la case destinée à l'abriter.

10. — L'ONOMASTIQUE

Ces diverses sédimentations ont laissé leur trace enfin dans l'onomastique. Il est facile de reconnaître la plupart des descendants d'esclaves. Ceux-ci n'avaient, en effet, qu'un état civil des plus sommaires, où ils étaient désignés par un simple prénom. Lorsqu'on les a libérés en 1848, il a fallu leur trouver des patronymes. Il n'existait alors que vingt-deux communes. Chaque secrétaire de mairie s'est vu obliger de trouver quelques centaines ou quelques milliers d'appellations. Il n'était pas toujours porté, de ce fait, à une extraordinaire indulgence pour les nouveaux citoyens. De là les vocables plus ou moins pittoresques dont les dits furent pourvus. On fit d'abord appel à tous les saints du calendrier, y compris les fêtes. On trouve non seulement des Célestin, des Honoré, des Fulgence, des Firmin, des Sylvestre, mais aussi des Conception et des Assomption. Souvent on emploie le composé : Benoît Jeannette, Rose Rosette. J'ai connu un Louise Nine Tranquillin, solidement barbu et bon électeur s'il en fut. La Bible et l'histoire ancienne ont été mises à sérieuse contribution. Les Absalon, Saül, Balthazar, Eliazar et Josapha font bon ménage avec les Ipocrate, Psyché, Phébidias, Iphigénie. Rome est abondamment représentée avec des Coriolan, Marcellus, César, Néron, Bérénice, Valentin et Suréna. La vieille France apporte des Belloiseau, Bellechasse, Brindavoine et Belhumeur, à côté de l'Inconstant et de la Tulipe. L'histoire récente a donné des Kromwell, des Vauban, des Bonaparte, la géographie offre des Nevers, des Kremlin, des Moscou, des Marajo. Comme cela ne suffisait toujours pas, on a employé des qualificatifs plus ou moins pittoresques tant en français qu'en créole. Ainsi a-t-on eu MM. Anretar, Détervid, Gros-Désir, Hautenlair, Machère, Thomaturge, Ribote, Vinsobre, Soupamal, à côté de leurs amis Cadevant, Caldébarré, Gramhou, Isala, Adifédilor Marimotou ², Mergirie, Louconi, Sondrolong, Théonos et Limol. Les anagrammes ont fait fureur, Trudemp pour Prudent, Erepmoc pour Compère, Nimar pour Marin, Niamor pour Romain, Luap pour Paul, Lof pour Fol, Largange pour Lagrange.

¹ Labat, Éd. Duchartre, II, page 63.

² Adifédilor : a dit qu'il a fait de l'or. Marimotou : a mot pour tout. — Isala : Il était déjà là. — Théonos : il fut présent aux noces.

À citer également Largent, Listoire, Lebois, Plumier, Petitgas, Perdrot, Petun et Lempereur. La mort du premier qui porta ce nom fut la cause, vers 1860, d'un énorme quiproquo, dont les vieux du pays se souvenaient encore à mon premier séjour et qui valut à un pauvre bougre quelques nuits de « geôle » pour nouvelles subversives et injures à l'autorité. Oto, Rhino, Noleo, habitants de Saint-Pierre, témoignent de plus hautes prétentions. Tout cela donne des composés pittoresques. Le chauffeur qui m'a conduit longtemps et qui est demeuré pour moi un ami cher s'appelle Popo Lanoix Pancrace. Il eut pour successeur le citoyen Astarté...

À côté de ces noms d'origine récente, il est facile de distinguer ceux qui ont été importés de France continentale, des pays anglais ou espagnols. D'autres rappellent l'Inde ou la Chine. Leur variété répond ainsi à celle des couleurs et prouve une fois de plus que s'il peut y avoir certaines communautés d'intérêts et de sentiments, il n'y a pas et il ne saurait y avoir, dans les conditions présentes, de race à proprement parler martiniquaise.

Deuxième partie

Géographie Humaine

CHAPITRE II

L'OCCUPATION ET LA POSSESSION DU SOL

1. — LES PREMIERS COLONS ET LE RÉGIME DES CONCESSIONS

[Retour à la table des matières](#)

JUSQU'EN 1635, la Martinique n'avait été reconnue que sommairement : on n'y fréquentait à l'occasion que quelques aiguades comme celles du Diamant ou de la Case des Navires. D'Esnambuc prit possession de l'île le 15 septembre 1635, après y être débarqué, le premier ¹. Il amenait avec lui une centaine de « vieux habitants de l'île de Saint-Christophe, tous gens d'élite accoutumés à l'air, au travail et à la fatigue du pays, et qui, en un mot, n'ignoraient rien de tout ce qu'il faut faire pour défricher la terre, la bien cultiver, y planter des vivres et y entretenir des habitations.

Le P. Dutertre raconte ensuite que, par la mauvaise volonté des « sauvages », les nouveaux habitants demeurèrent « plus serrés proche du Fort » qu'ils ne l'auraient voulu jusqu'à ce qu'un renfort, conduit par M. de la Vallée, leur permît de repousser leurs adversaires. « Nos habitants, bien aises de trouver de la terre découverte, s'en saisirent aussitôt et ainsi, peu à peu, gagnèrent plusieurs belles

¹ Rennard, *Tricentenaire*, pages 32-34.

habitations qui auraient coûté bien de la sueur et peut-être la vie de quantité de personnes » ¹.

On peut admettre avec le P. Delawarde que le tout premier partage se fit sans beaucoup de formalités ². Mais M. May souligne que, dès 1637, le Sieur Morin fut nommé Commis général à la Martinique avec Mission de la Compagnie de « concéder les terres aux charges et conditions portées sur les modelles imprimés qui lui seront baillés » ³.

D'après Dutertre encore, « au commencement que les îles furent habitées, chacun faisait sa place, ceux qui venaient libres avec des hommes allaient trouver le gouverneur qui leur donnait gratuitement une place de 200 pas de large, sur mille pas de hauteur à défricher. Il en donnait autant à ceux qui sortaient du service, mais l'on a depuis réduit la hauteur des étages à 500 pas » ⁴. Cependant, dès le début ou presque, le Sieur Morin reçut l'autorisation de déroger à cette règle en faveur de ceux qui amenaient plus de cinquante travailleurs. À l'inverse, nous trouvons des concessions inférieures à dix carrés ⁵, dont certaines, il est vrai, provenaient de la séparation d'anciens « matelots » ou associés.

Tant que la Martinique ne fut pas entièrement « habituée », on continua d'accorder des concessions, mais à des conditions de plus en plus strictes, dont la principale était de défricher et « habituer du moins la troisième partie du terrain concédé, à peine d'en être dépossédé et la concession annulée » ⁶. Ces clauses paraissaient fort judicieuses au P. Labat, trop de terres ayant été concédées à des gens incapables « d'en défricher le tiers en cent ans ». Par ailleurs, nous savons que c'était devenu presque une profession que de céder quelques défrichements à un nouveau venu ⁷. Les administrateurs fermaient souvent les yeux. Quand cependant ils croyaient devoir faire un exemple, « ce n'est le plus souvent qu'une cérémonie ou une peine qui ne tombe que sur quelque pauvre malheureux qui n'a pas assez de crédit pour s'exempter d'être la victime de la loi, puisqu'on voit que ces mêmes terres sont données à d'autres qui n'en font pas un meilleur usage ou qui les vendent et en font comme un commerce continu » ⁸.

De temps à autre, un administrateur plus énergique essayait de réagir. Phelypeaux, lieutenant général des îles, écrivait à propos de la Guadeloupe, en 1713, qu'il fallait un règlement, qui fut d'ailleurs établi le 6 octobre de la même année. Mais on ne le respecta pas davantage. Il arriva également, par suite de

¹ Dutertre, Éd. 1654, page 72.

² Delawarde, *Défricheurs*, page 123.

³ 2 septembre 1637. Instructions au Sr Morin, F 2 A, pages 115-121.

⁴ Dutertre, II, page 452 sqq.

⁵ Le pas d'arpentage à la Martinique valait 3 pieds 1/2 de la mesure de Paris (cf. Labat, I, p. 48-49) contre 3 pieds à la Guadeloupe, soit 1 m. 137, ce qui fait, pour le carré de 100x100 pas, 1 ha. 2927.

⁶ Labat, Ed. Duchartre, I, page 351.

⁷ Dutertre, I, page 452.

⁸ Labat, Ed. Duchartre, I, p. 352.

l'imprécision des limites dans l'intérieur, que le même terrain fut concédé à des propriétaires différents. Surtout, avec l'accroissement de la population et les progrès de la mise en valeur, les anciennes concessions tendaient à devenir des propriétés au sens plein du terme.

« Une déclaration de 1743, écrit M. May, prévoyait encore les cas de réunion et continuait à attribuer aux seuls administrateurs la connaissance des procès les concernant. On comprenait de moins en moins le sens de cette dernière disposition. Le 10 décembre 1759, les juges ordinaires furent déclarés compétents, et par appel le Conseil souverain. » ¹.

Naturellement, les redevances prévues dans certains actes du début avaient depuis longtemps disparu. Il demeura toutefois quelques vestiges du passé et les gouverneurs conservèrent le droit d'accorder des concessions sur les terres vacantes ou le domaine public. La dernière connue remonte à 1860 et fut accordée à M. Assier de Pompignan, au Champ Flore ². Vers 1910, quelques défrichements ont été autorisés dans les bois de Colson, mais à titre précaire et sans acte régulier.

2. — LES CINQUANTE PAS GÉOMÉTRIQUES

D'autre part, avec Colbert, apparaît la réserve des cinquante pas du Roi, qu'on voit définie par arrêt du Conseil Souverain de la Colonie en date du 3 mars 1670. La Compagnie se réservait cinquante pas géométriques à compter « du bord de la terre franche, et où le flot ne monte pas ». Le pas géométrique valait cinq pieds ou 1 m. 624. « Les cinquante pas du littoral ont donc une étendue de 81 m. 20 et ont pour limite d'un côté la propriété privée, et de l'autre le domaine public maritime » ³.

Les motifs de cette réserve qu'on rencontre dans presque toutes les vieilles colonies se trouvent exposés dans une lettre du gouverneur de Baas au ministre le 8 février 1674. On voulait rendre plus difficile une descente de l'ennemi, ailleurs que dans les bourgs. Il serait possible d'élever ainsi, non loin du rivage, de nombreuses fortifications. Chaque habitant conserverait libre passage le long de la mer. Les capitaines de navires trouveraient une réserve de bois qu'ils pourraient couper sans être obligés de l'acheter. Enfin, les cinquante pas serviraient à loger les ouvriers. On leur donnait plus ou moins de terre pour y bâtir leur maison, mais toujours sous la condition que si le roi avait besoin de leur terrain, ils transporteraient ailleurs leur bâtiment. C'est comme cela que se formèrent les premières agglomérations de pêcheurs, maçons, charpentiers et autres artisans considérés comme nécessaires au maintien de la colonie.

¹ May, *Hist. Économique*, page 75.

² Archives de l'office topographique de M. Sobesky.

³ Th. Baude, *Les cinquante pas géométriques*. Fort-de-France, imp. Offic., 1918.

En dehors des lieux habités, une ordonnance du 13 janvier 1735 enjoignait de planter dans les cinquante pas et d'y « entretenir sur douze pieds d'épaisseur et à dix-huit pouces les unes des autres des raquettes ». Un règlement de 1773 défendait encore aux arpenteurs d'y délivrer « aucun certificat de terrain », s'il ne « leur apparaît d'une permission expresse du roi ». M. Baude cite de nombreuses mesures conservatoires prises à différentes époques, leur multiplicité même soulignant celle des empiètements contre lesquels il fallait réagir. L'ordonnance organique du 9 février 1827, qui est demeurée une des bases de la jurisprudence martiniquaise jusqu'au 1^{er} janvier 1948, porte en son article 34 « qu'aucune portion des cinquante pas géométriques ne peut être ni échangée, ni aliénée ». Il ne devait donc être accordé que de simples autorisations à titre précaire et révocable pour des établissements de peu de valeur. Parmi ces établissements sont indiquées nommément les salines à créer sur différents points de l'île. Mais très vite des dérogations furent accordées, puis, le 19 septembre 1850, un arrêté du gouverneur décidait que « des concessions définitives de terrain pourraient être faites dans les alentours de l'église et du presbytère de Macouba ». Le même avantage fut bientôt accordé aux habitants de Sainte-Marie, Trinité, Marin, Diamant, Anses d'Arlets et Case-Navire. Enfin, les communes elles-mêmes obtinrent des concessions pour s'agrandir ou même transférer leur cimetière.

Ainsi la vieille législation s'effritait peu à peu. Le décret du 21 mars 1882, rendu applicable à la Martinique le 4 juin 1887, supprimait l'inaliénabilité des cinquante pas géométriques et l'arrêté d'application pris par le gouverneur le 31 juillet suivant précisait que des titres de propriété définitifs seraient accordés pour tous les terrains bâtis et légalement occupés à l'intérieur des bourgs. D'autres concessions irrévocables de terrains non bâtis pourraient avoir lieu, à titre gratuit ou onéreux, mais à la suite d'un décret délibéré en Conseil d'État.

Pour le reste, la jouissance des cinquante pas fut laissée aux propriétaires de l'étage, avec cette seule restriction d'ensemble, toujours maintenue valable, que les entrepreneurs de travaux publics auraient le droit de prendre sur cette zone les roches, sables et terres à eux nécessaires sans avoir aucune redevance à payer.

Un décret récent, en date du 23 avril 1946, permet de fixer le dernier état de la question : les villes, bourgs et villages installés sur la zone des cinquante pas géométriques doivent tous avoir leurs limites fixées par décret délibéré en Conseil d'État. Les détenteurs de terrains bâtis dans ces limites, en vertu de permissions régulières, recevront des titres de propriété définitifs et incommutables. Il pourra même en être accordé, sous certaines conditions, aux occupants de fait.

En dehors de ces limites, il ne sera donné que des concessions de terrains non bâtis, à titre précaire, et révocables sans indemnité à la première réquisition. De plus, elles seront assujetties, pour le compte du budget local, à une redevance annuelle fixée dans l'arrêté de concession. C'est donc un retour net aux anciennes conceptions et la réaffirmation du droit supérieur de la collectivité sur les cinquante pas géométriques. Il était temps que pareille mesure intervînt. De plus en plus, ces terres étaient considérées par les occupants comme leur bien propre. Ils

avaient même espéré le faire admettre officiellement peu avant la guerre et une mission d'inspection avait préparé un projet de décret en ce sens. On ajoutait même aux cinquante pas les laisses de mer alternativement recouvertes ou abandonnées par le flot, suivant les vents ou les saisons, plus d'ailleurs que par le jeu des marées. Il s'agissait au total de plusieurs milliers d'hectares, en dehors même des marécages dangereux pour la santé des bourgs voisins et que personne n'asséchait. L'enjeu, comme on voit, était d'importance et l'on ne peut que se féliciter de la solution intervenue, si on est décidé à l'appliquer vraiment et à ne pas la reléguer au magasin des accessoires d'ici quelques mois ou quelques années.

3. — LES PROGRÈS DE L'OCCUPATION DU SOL ET LE « TERRIER » DE 1671

Cette évolution juridique, dont nous venons de retracer les principaux épisodes, traduit dans ses formules l'occupation progressive du sol. Peut-on cependant en mesurer l'étendue aux divers moments de l'histoire ? Sur ce point, les documents de base, à l'origine, sont rares. Jusqu'en 1671, on ne trouve guère d'autres indications que celles déjà données dans ce chapitre ou dans celui relatif au peuplement.

Mais il existe, au Ministère de la France d'Outremer, un « Etat ou procez-verbal des terres de l'Isle de la Martinique », signé par Pellissier, l'un des directeurs de la Compagnie des Indes Occidentales, alors résidant à la colonie, le 6 décembre 1671. Comme l'indique le préambule, ce document avait été établi en vertu « d'un arrêt du Conseil d'État du Roy donné à Chambord le 12 octobre 1670 »¹. Il a déjà été utilisé par un certain nombre de chercheurs, dont le P. Rennard, M. May et M. Lémery.

Aucun, cependant, ne semble lui avoir accordé une très grande importance. Je me contentai d'abord d'en prendre une copie intégrale que je rapportai à la Martinique en 1937, où je la communiquai à M. Kervégant, chef du Service de l'Agriculture, ainsi qu'à son adjoint, M. Sobesky, chef de la section topographique du même service. Nous nous sommes vite aperçus que, malgré des erreurs et des confusions de détail, la rédaction de ce « terrier » avait été poursuivie avec un grand souci d'exactitude. Les limites alors indiquées se sont bien souvent maintenues jusqu'à nos jours et c'est ce qui a permis d'employer « l'estat » de 1671, le premier et le seul complet que nous possédions pour la Martinique, au bornage actuel des terres domaniales dont une partie, non négligeable, fut ainsi récupérée au profit de la collectivité². Les occupants acceptèrent presque toujours, sans trop protester, les transactions qu'on leur offrit, ce qui souligne au demeurant le degré de confiance qu'ils avaient eux-mêmes dans leurs titres.

¹ Autrefois, carton G1 470, maintenant relié en volume avec les recensements les plus anciens de la Martinique.

² Un peu plus de 1.000 hectares, par exemple, autour de la Montagne Pelée.

M. Sobesky entreprit alors à ma demande et à celle de M. Kervégant de matérialiser par le dessin les limites des concessions telles qu'elles ressortaient du document que j'avais rapporté et qui indiquait pour chacune d'elles la hauteur et la largeur, les « tenans » et les « aboutissans », la compagnie de Milice et à l'occasion un accident topographique remarquable. Après bien des mois de travail et de recherches patientes, M. Sobesky aboutit à une carte remarquable au 1/50.000, trop grande, malheureusement, pour être intégralement publiée dans cet ouvrage où l'on n'en trouvera que quelques extraits choisis.

En outre, la manière même dont l'Estat de 1671 est rédigé permet d'en tirer toute une série de renseignements, non seulement sur la répartition des propriétés, mais aussi sur les progrès du défrichement, l'importance des cultures, les revenus qu'elles procuraient : c'est un véritable inventaire, en un mot, des ressources et des possibilités agricoles de la colonie. Il n'est pas jusqu'à la toponymie qui n'y trouve son compte.

On voit l'intérêt du document. Il a ses limites cependant, ses malfaçons même et c'est ce qui explique, en partie tout au moins, certaines des incertitudes qu'il nous a été jusqu'ici impossible de résoudre.

Le gouverneur de Baas et le Directeur général de la Compagnie des Indes Occidentales, Pellissier, ont dû désigner, en effet des commissions de recensement différentes pour chacune des douze compagnies. Les renseignements recueillis ont été mis bout à bout sans trop se préoccuper de leur concordance rigoureuse.

Il n'y a certes pas à s'étonner pour un texte du XVII^e siècle si l'orthographe des mêmes noms de personnes varie d'une Compagnie, voire d'une page à l'autre. Louis Pilgrin devient Pellerin, Simon s'appelle ailleurs Siméon. Il faut déjà plus d'attention pour reconnaître que telle veuve est désignée à un endroit sous son nom de jeune fille tandis qu'ailleurs c'est celui de femme mariée qui prévaut. Pour les hommes on rencontre tantôt le patronyme et tantôt le surnom.

La superficie exacte des propriétés n'est pas toujours mentionnée. « Sans bornes ni mesure » est-il dit à l'occasion. Cela interdit les statistiques rigoureuses. Il arrive aussi, fort rarement, que les chiffres donnés ne concordent pas exactement entre eux. Au reste, Pellissier ne se faisait pas trop d'illusions en l'espèce, puisqu'il certifiait « avoir fait, signé le présent extrait sur les déclarations fournies, pour autant qu'il a été possible satisfaire jusqu'à présent aux fins du dit arrest. »

Je dois signaler encore que les chiffres auxquels j'aboutis, surtout pour les cultures, sont très différents de ceux donnés par M. May d'après le « recensement de 1671 ». Pour ne pas revenir plus loin sur cette question, j'indiquerai, dès maintenant, la méthode que j'ai suivie et que je crois la seule bonne. L'estat de 1671 indique la longueur globale et la largeur de chaque propriété. En ce qui concerne les cultures, on ne trouve qu'un seul chiffre, mais en additionnant les divers postes, cannes, petun, indigo, gingembre, vivres, savanes et bois, on retrouve exactement la longueur. Ce qui est donc sous entendu c'est la largeur. Lorsque sur une propriété de 600 pas de long et 400 de large j'ai trouvé l'indication « cannes 100 pas », petun 200 pas, Vivres 200 pas, savanes 100 pas et bois debout

200 pas », j'en ai conclu que la superficie plantée en cannes était de 100x400 pas, soit quatre carrés, celle en petun de 200x400 pas, soit huit carrés et ainsi de suite. Ce qui me permet d'affirmer que la méthode a toutes chances d'être correcte c'est qu'il est devenu ainsi possible de dresser avec une approximation remarquable le plan de chaque compagnie.

J'ai donc quelques raisons de croire que, malgré leur imprécision relative, les résultats auxquels j'arrive, ont chance d'être plus proches de la réalité que ceux qui les ont précédés. En particulier, les totaux obtenus demeurent constamment vraisemblables, tandis que ceux de M. May auraient besoin de sérieuses justifications.

Il est certain enfin que dans chaque compagnie l'on n'a pas toujours classé les propriétés dans un ordre identique et rigoureux. C'est, d'ailleurs, l'une des principales difficultés contre lesquels il a été buté pour l'établissement de la carte. Tantôt on a compris dans le « terrier » les « Estages », c'est-à-dire les concessions échelonnées dans les hauteurs, tantôt on en a laissé une partie en dehors du recensement proprement dit. Dans l'ensemble, néanmoins, la marge d'erreur qui en résulte apparaît relativement faible et le terrier de 1671 demeure un modèle qui n'a jamais été égalé depuis à la Martinique.

La première chose qu'on y trouve, évidemment, c'est un état des terres concédées « tant par la première compagnie que par les Seigneurs propriétaires de la dite île et du depuis par la présente Compagnie des Indes Occidentales ou par ceux ayant pouvoir d'icelle », réparties par compagnies et par quartiers, à savoir :

Compagnie de la Garenne 111 propriétés couvrant 2.367 carrés, 8 ¹.

Compagnie de Verpré, 75 propriétés, couvrant 1.581 carrés, 55.

Compagnie Desjardins, 46 propriétés, couvrant 2.578,92.

Compagnie Francillon, 24 propriétés, couvrant 215,84.

Compagnie Le Vassor, 40 propriétés, couvrant 989,875.

Compagnie La Cale, 3 propriétés, couvrant 494.

Compagnie Des Caveryes, 39 propriétés, couvrant 834,73.

Compagnie Du Gas, 39 propriétés, couvrant 526,22.

Compagnie de la Vallée, 67 propriétés, couvrant 1.035, 245.

Compagnie Paquier Laurans, 96 propriétés, couvrant 4.419,65.

Compagnie Lapayre, 117 propriétés, couvrant 4.968 carrés.

¹ 1 carré = 1 ha. 2927.

Mais il faut y ajouter 181 « Estages » non compris dans le dénombrement proprement dit et dont, sauf pour 6 avec 65 carrés, la superficie n'est pas connue. Or, ces « estages » étaient certainement concédés, puisqu'on indique les noms de leurs occupants et que ces noms, souvent, ne se retrouvent pas ailleurs. Un petit nombre étaient réellement exploités et comportaient des moulins à cannes et sucreries. La grosse majorité n'avait pas encore été défrichée et le terrier porte simplement dans la colonne correspondante : « propre à faire » telle ou telle culture. Or les concessions n'étaient confirmées qu'après défrichement dans un délai déterminé d'une partie plus ou moins importante du terrain accordé.

Si l'on admet que chaque « estage » devait avoir en gros la même superficie qu'une concession proprement dite, ce qui deviendra réglementaire après le 4 janvier 1707¹, il faudrait ajouter environ 5.000 carrés aux 20.472,348 déjà recensés dans les douze compagnies. L'on arriverait ainsi à un total de 25 à 26.000 carrés, soit d'environ 33.000 hectares. Comme la Martinique a un peu plus de 1.000 km², cela ne représente pas tout à fait le tiers de sa superficie.

À vrai dire, il faudrait tenir compte d'une vingtaine de propriétés dont les occupants ne sont cités que parmi les « tenans et aboutissans » des concessionnaires réguliers. Il est probable qu'il ne s'agit là que de terrains peu importants, occupés à titre précaire, soit que les titres de propriété n'en aient pas été réguliers, soit que l'absence de tout défrichement ait donné occasion de les réunir au domaine.

Les colons demeuraient en grosse majorité près de la côte « habituée » sur tout le pourtour, de l'île « à la réserve du depuis la Pointe des Salines jusqu'à la Tartane, qui est un pays inhabitable, tant par sa grande stérilité que parce que la mer y est toujours rude à cause des brisants. » Mais la pénétration dans l'intérieur n'était pas très avancée. « Tout le cœur de l'isle est encore bois debout, la plus grande partie montagnes et pays inaccessible, y étant neantmoins beaucoup de terrains où, s'il était défriché, ce qui ne peut être de longues années et avec grand peine et dépense, l'on pourrait faire du gingembre, indigo, coton et autres marchandises ayzées à porter. » Malgré les concessions abusives, dont on commençait à se plaindre, il restait ainsi une réserve importante.

Comment s'est faite la répartition ? Les 677 propriétés complètement recensées couvraient 20.472 carrés, 348, soit une moyenne d'à peu près 30 carrés par concession. Mais, en fait, plus des 2/5 ou 8.858 carrés étaient concentrés entre les mains de 30 propriétaires dont 3 arrivaient au total fort respectable de 4.300 carrés. 79 domaines entre 40 et 100 carrés en occupaient un ensemble de 4.726,09. Les 159 de 20 à 40 n'en comptaient déjà plus que 3.800,51. On pouvait dénombrer 161 biens de 10 à 20 carrés et 248 de 0 à 10. Leurs superficies tombaient respectivement à 1981 carrés, 14 et 1106,068. Ainsi donc, les petits possédants avaient la majorité numérique, mais ils n'occupaient qu'une faible partie du sol concédé, puisque plus des 7/10 de celui-ci revenait aux colons des deux premières

¹ Règlement d'arpentage du 4 février 1707, pris par M. de Vaucresson, alors intendant.

catégories. La concentration réelle était plus forte encore puisque certaines personnes physiques ou morales jouissaient de plusieurs domaines. 141 de ces derniers ne se partageaient qu'entre 62 possédants. Et cela même ne tient pas compte des accaparements familiaux...

[Retour vers la table des illustrations](#)

Terrier de 1671.

Restitution de M. Sabesky.

Région du Macouba au Prêcheur et à Saint-pierre.

Échelle de 1/100.000^e

[Retour vers la table des illustrations](#)

Terrier de 1671.
Restitution de M. Sobesky.
Région de Sainte-Anne-Marine.

Échelle 1/100.000^e

Le plus grand nombre des petites concessions se trouvait sur la côte N. W. aux environs du Prêcheur, de Saint Pierre et du Carbet. C'était là que s'étaient installés les premiers colons et qu'en bordure de la mer on rencontrait le plus de terres entièrement défrichées. C'est de là aussi, tout naturellement, que les individus et les groupes essaïmaient vers le reste de l'île au fur et à mesure que la sécurité y devenait suffisante et que les premières voies de pénétration s'ouvraient.

L'expulsion partielle des Caraïbes datait d'une douzaine d'années à peine, quand l'Estat des terres de la Martinique a été rédigé. Cependant, toute la presqu'île de la Caravelle se trouve déjà « habituée » et les concessions forment une bande ininterrompue de la Trinité jusqu'au Macouba. Il y a donc eu, dans l'intervalle, poussée rapide vers ces terres à peu près vierges.

Lorsqu'on voit, par exemple, le sieur Philippe Adenet, inscrit pour 3 carrés, 6 à la Compagnie de M. du Gas, sur la côte occidentale et pour 30 à celle de M. de Verpré, dans la Capesterre, il n'est pas interdit de penser qu'il a quitté volontairement la région la plus peuplée pour celle où les libres espaces ne manquaient point encore. De même au fur et à mesure qu'on avance vers le sud, où se trouvent les principales plaines de l'île, la moyenne des superficies allouées à chacun augmente. La région qui va de Fort-de-France au Lamentin, Petit-Bourg et Rivière-Salée se montre déjà vouée à la grande propriété et à la culture de la canne. Au mouvement vers la Capesterre en correspondait ainsi un autre vers le sud qui continuait en 1671, parce qu'il y avait là des terres vacantes et relativement accessibles par la mer. C'est ainsi qu'Antoine de Bourbon, qui possédait un carré à la Compagnie Des Caveres en avait 60 à la Compagnie Paquier Laurans, établie autour de la baie de Fort-de-France. Nicolas Leroy disposait de 5 carrés à la Compagnie Verpré, de 15 à celle de M. de la Vallée, de 90 à celle de Paquier Laurans. Jean Leroux avait ses biens aux deux extrémités de l'île, 45 carrés à la Compagnie Desjardins (région du Prêcheur), et 40 à la Compagnie Lapayre. Anne Senode, veuve de feu Cougnard, exploitait 6 carrés à la Compagnie Levassor et 55 à celle de M. Lapayre.

4. — PETITE ET GRANDE PROPRIÉTÉ. LE DÉVELOPPEMENT DES « HABITATIONS JUSQU'EN 1848

Il semble ainsi qu'à cette époque deux tendances contradictoires se balançaient déjà. Il est certain que Richelieu et les premiers seigneurs de la Martinique eurent en vue, comme au Canada, l'implantation et le développement d'une forte paysannerie de petits et moyens propriétaires. Le souci de la défense symbolisé par la répartition de tous les hommes valides dans les compagnies de la milice, poussait au peuplement rapide et partant, à l'attribution de domaines aux colons qui traversaient l'Atlantique ou aux engagés qui avaient terminé leur temps. Cela s'accordait avec la culture du tabac, qui exigeait peu de main-d'œuvre, ou qui plutôt s'accommodait d'une exploitation presque individuelle. Celle de la canne, au

contraire, impliquait avec la fabrication du sucre une organisation déjà complexe et des domaines d'une certaine étendue. Et comme elle procurait de gros bénéfices, ceux-ci, par une inclination naturelle, étaient employés à acheter de nouvelles terres.

C'est d'ailleurs de cette manière, et par ce détour, que la culture de la canne a favorisé la très grande propriété, plus que directement. Sans doute, les premiers qui s'en étaient occupés avaient-ils vu grand. Le sieur Trézel, de Rouen, avait obtenu de la Compagnie, le 6 avril 1639, 2.400 arpents de terre à la Martinique, pour y planter la canne et y établir des moulins, avec privilège exclusif de la fabrication du sucre à la colonie pendant six ans. Mais, très vite, on s'était aperçu que la canne est une marchandise lourde et peu maniable, qu'on ne pouvait, sans frais énormes, transporter vers un moulin éloigné, à raison de 40 à 50 tonnes par hectare. Et la présence du moulin entraînait celle de toute l'installation industrielle. En fait, les grandes propriétés avaient plusieurs sucreries chacune. M. Jean Roy, d'après le P. Labat, en possédait 6 à sa mort. Le terrier de 1671 indique déjà qu'à la Ravine-Seiche, près de Saint-Pierre, le sieur Rolland Hubert avait installé 2 moulins et 2 sucreries sur une propriété de 99 carrés. MM. d'Ogeron, de Clodoré et La Cale, possesseurs de l'habitation La Montagne, avaient également 2 moulins pour 105 carrés de cannes. Je ne citerai que pour mémoire la solution adoptée par le sieur Lescaudée de Saint-Aubin, qui avait fait aménager une sucrerie roulante.

Ainsi se constitua, au travers des vicissitudes d'une histoire économique compliquée, un type original de propriété foncière « l'habitation », sucrière dans le principe, mais où l'on pratiquait souvent d'autres cultures d'exportation comme au XVIII^e siècle celles du café et du cacao. Par ailleurs, elle tendait à se suffire complètement à elle-même.

Elle comprenait donc à l'origine, autant que faire se pouvait, des terres de culture, proches de la mer ou d'un chemin accessible aux lourds cabrouets ou chariots à bœufs, terres qui se partageaient entre la canne, le café, le cacao et les « vivres » destinés à assurer la subsistance du personnel, des savanes d'élevage, prélevées souvent sur les jachères, des « bois debout » qui fournissaient des matériaux de construction, et le combustible nécessaire aux sept chaudières du P. Labat.

Sans doute peut-on citer des domaines plus étendus et qui n'ont pas varié au cours de trois siècles. L'habitation des R. P. Jacobins, à Fonds-Saint-Jacques, était estimée en 1671 à 600 pas de large sur 3.000 de haut. La « chasse » était portée à 6.000 pas à la fin du siècle. Mais au même moment, on dénombrait aussi quantité de domaines de 40 à 150 carrés, c'est-à-dire de 50 à 200 hectares. Celui de Jean Gobert, seigneur de Bouillon, s'étendait sur 450 pas de large et 2.000 de haut. C'étaient également les dimensions des deux habitations possédées par Jean Jaham, sieur de Verpré. M^{me} de Goursolas, au Cul-de-Sac-Royal, exploitait 500x1900 pas en deux places, M^{lle} de la Lande, 600x1500, au Lamentin, M^{lle} de la Vigne 500x1500, etc.

C'est ce type de propriété, bien adapté aux possibilités culturelles et industrielles de l'époque, qui l'a emporté jusqu'au milieu du XIX^e siècle, absorbant pratiquement la plupart des petites parcelles qui existaient au début. Ainsi se constitua une classe de possédants, passionnément attachés à leur terre, fiers de leur richesse et de leurs privilèges, ceux que l'on appelait les « Messieurs » de la Martinique et qui tenaient à peu près le milieu entre « Nos Seigneurs » de Saint-Domingue et les « Bonnes gens » de la Guadeloupe. Très braves et amoureux du panache comme des duels ils connurent une belle prospérité jusqu'à la seconde République et formaient un groupe de plus de 500 individus puisqu'on comptait déjà 438 habitations sucrières à la fin du XVIII^e siècle, 495 en 1840 d'après Lavollée.

Malgré les morcellements qui se produisirent alors sous diverses influences, ce chiffre se maintenait trente ans plus tard, et M. O. Hayot estimait que « 38.000 Ha demeuraient compacts et se maintenaient en 540 sucreries ou plantations sur lesquelles vivait un millier d'hommes, propriétaires ou géreurs et économes et quelques rares femmes ». À côté se rencontraient, d'ailleurs, de nombreuses cafeteries, cacoteries et cotonneries, au nombre de 948, 101 et 233 en 1788 avec des superficies moyennes de 6, 11 et 7 hectares, ce qui indique au passage, qu'à tous les moments de l'histoire de la Martinique, la petite propriété est arrivée à se maintenir plus ou moins aux côtés de la grande.

5. — LES TENDANCES AU MORCELLEMENT ET À LA CONCENTRATION DEPUIS 1848

Elle tendit à se redévelopper au lendemain même de la libération, mais au profit maintenant des gens de couleur. Aussi, les hauteurs du sud presque jusqu'à leur sommet, la région du Gros-Morne, les « étages » de Trinité, Sainte-Marie et Lorrain, commencèrent-ils à se diviser en une infinité de petites parcelles presque toujours inférieures à un hectare.

Cela n'alla pourtant pas aussi loin d'emblée qu'on aurait pu le croire. Beaucoup de libérés ne conservaient qu'un goût médiocre pour les travaux de la terre et se précipitèrent sur les travaux subalternes de l'administration. Tout au moins, ne cultivèrent-ils, le cas échéant, que ce qui était strictement nécessaire à leur subsistance. Mais l'administration, alertée par les planteurs, ne tarda pas à réagir. Tous ceux qui n'étaient pas réputés posséder les ressources suffisantes devaient justifier d'un travail régulier et ne pouvaient se déplacer sans un passeport spécial. L'amiral de Gueydon faisait enfermer les contrevenants pour un temps plus ou moins long dans des ateliers publics où la discipline n'était pas exagérément tendre.

C'est d'un autre côté qu'allait venir le danger. Chaque domaine cultivé en cannes, ou presque, avait sa sucrerie. À partir de 1860 se créèrent les usines centrales qui manipulaient d'un coup les cannes de plusieurs plantations. Leur établissement avait été facilité par le décret du 24 octobre 1860 qui avait créé le

Crédit Foncier Colonial. C'était une société anonyme avec pour objet principal d'avancer les sommes nécessaires à la construction de sucreries dans les colonies françaises ou au renouvellement et à l'amélioration du matériel existant déjà. Les anciens sucriers se transformèrent donc en planteurs de cannes, liés par contrat à l'Usine, on commence à écrire le mot avec une majuscule, et le jeu même des lois économiques donna à celle-ci une prépondérance de plus en plus marquée. Les gros porteurs d'actions en profitèrent pour concentrer dans leurs mains un nombre croissant d'habitations.

La petite propriété se maintenait cependant, voire même progressait. Le Conseil Général venait d'être réorganisé par les décrets de 1879 et la majorité y était passée à des hommes favorables par principe à la paysannerie noire. Ils le prouvèrent lors de la grande crise sucrière des années 80. Beaucoup de planteurs avaient emprunté soit au Crédit Foncier Colonial, soit aux Usines, qui elles-mêmes avaient dû faire appel au crédit. Vers 1884, l'usine de Bassignac, pour ne citer qu'un exemple, s'était endettée de plus de 700.000 francs.

Le Crédit Foncier Colonial finit par être obligé de réaliser ses gages. Mais les prêts avaient été couverts par la garantie de la colonie à 2 1/2%. Cette dernière se rendit alors adjudicatrice des habitations menacées et acquit successivement la Dominante du Marigot, les fontaines Absalon et Didier, les habitations Démarche et Palmiste. C'était une attitude inverse de celle adoptée à la Guadeloupe où aucun acquéreur ne s'étant présenté, les domaines mis en vente furent laissés pour compte au Crédit Foncier Colonial qui finit par les recéder à des sociétés métropolitaines : la terre martiniquaise, au contraire, ne tomba jamais entre des mains étrangères au pays.

Les « habitations » acquises dans ces conditions furent morcelées systématiquement pour favoriser l'essor de la petite propriété. Au total, jusqu'au 31 décembre 1900, sur 31 domaines ainsi achetée, 16 furent répartis en 692 lots de 4 à 5 hectares. Ce fut le cas pour la Dumaine au François, l'Allier, l'Ermitage et Séailles à Saint-Joseph, sans oublier la Dominante du Marigot. Ailleurs, on préféra vendre ou affermer en bloc, pour des convenances strictement locales.

L'effort fut développé avec une ampleur nouvelle au lendemain de l'éruption de 1902 qui avait chassé de leurs foyers plus de 25.000 personnes. Le Gouverneur Lemaire préconisait dans son discours du 1^{er} décembre 1902 : « une méthode progressive d'accommodation à un ordre nouveau. » « Nous avons vu, ajoutait-il, dans le morcellement d'habitations ou de domaines imparfaitement utilisés, la solution pratique, prochaine et relativement peu onéreuse de la crise actuelle. » On chercherait donc à installer les évacués soit auprès de centres importants de consommation, soit auprès des usines pour leur permettre de vendre leurs produits ou de trouver du travail. On en profiterait même pour essayer de créer un certain nombre de petits propriétaires nouveaux auxquels on concèderait un terrain en rapport avec leurs facultés.

Le 20 décembre de la même année, un rapport donnait les précisions suivantes :

« Quatre centres ont été... constitués. Le premier comprend les habitations Démarche, Fonds-Lahaye et Fonds-Boucher dans le voisinage du Chef-lieu et a été principalement destiné aux populations du littoral, du Prêcheur, du Carbet, de Sainte-Philomène et de Grand-Rivière. Le deuxième comprenant la propriété dite Tivoli a été affecté aux sinistrés du Morne-Rouge. Le troisième comprenant les terres domaniales de Colson et de l'Alma a été affecté aux sinistrés de Fonds-Saint-Denis. Le quatrième se composant des habitations Concorde, Préfontaine et Desmartinières, soit une étendue de terre de 350 Ha environ, situés dans le milieu prospère de la Rivière-Pilote, doit servir aux populations des terres hautes du Prêcheur, de Grand-Rivière, et du Macouba. Le cinquième, formé par les habitations Bon-Air et La Tracée à la Trinité, et le sixième comprenant à Sainte-Marie Fourniol et éventuellement Grosse-Ravine et Reculés recevra les sinistrés de l'Ajoupa-Bouillon, du Macouba, Grand-Rivière et Basse-Pointe qui tiennent essentiellement à rester à proximité de leurs anciens foyers. Enfin, j'ai affecté aussi à quelques familles une propriété dite l'Atalante, sise aux Trois-Îlets, qui a été reconnue appartenir au domaine local par voie de deshérence ». En 1905, le Conseil Général décidait l'achat et le lotissement de l'Anse Azerot entre Trinité et Sainte-Marie. En 1906, un rapporteur signalait encore un bien vacant de 13 hectares au Marin, et en proposait le morcellement.

Devant l'ampleur de cet effort, favorisé au demeurant par la persistance d'une crise sucrière qu'on ne vit guère s'atténuer avant 1905, il paraît naturel que la Martinique fût devenue, dans sa majeure partie, un pays de petits propriétaires plus ou moins aisés et indépendants. Or il n'en a rien été, et, sauf au moment des grandes crises, la tendance au remembrement a toujours contrebalancé celle au morcellement. Elle l'a emporté de manière brutale depuis une trentaine d'années.

Les raisons en sont diverses. Le groupe blanc créole, quelle que fût pour chacun de ses membres la pureté des origines, a montré une cohésion remarquable. Du moment qu'on y était admis, qu'on en faisait partie, la solidarité dite de couleur et surtout sociale commençait à jouer. Quand, par malchance, on ne pouvait éviter la mise en vente d'une propriété, on en organisait le rachat en dessous, pour l'empêcher de tomber entre des mains considérées comme impures. Plus souvent encore, directeurs et actionnaires d'usine préférèrent renoncer à tout bénéfice et même obérer leur exploitation pour ne pas avoir à poursuivre le recouvrement de leurs créances contre des planteurs qui étaient leurs parents, leurs amis, leurs alliés.

Sans doute, les actions d'usine baissèrent-elles en conséquence. « Elles n'étaient cotées ni 5 francs, ni 3 francs, ni même 1 franc. Pour un peu, on les aurait vendues au poids des vieux papiers »¹. Mais le sort favorable permit que fût assez rapidement honorée cette traite audacieuse sur l'avenir. Les cours remontèrent. La guerre de 1914-1918 procura de beaux bénéfices qui furent employés de nouveau à l'acquisition de biens fonds. Le barrage ainsi avait tenu bon et jamais les gens de couleur, dans leur ensemble, tout au moins, n'avaient pu accéder à un rôle directeur

¹ Cognet, Rapport au Conseil Général, mai 1936.

dans l'économie du pays. La plupart d'ailleurs, lorsqu'ils arrivaient à une aisance relative, dirigeaient leurs enfants vers les carrières libérales. Trop, dans le peuple, continuaient à montrer fort peu de prévoyance.

Dans ces conditions, le processus du remembrement est facile à comprendre. L'usine voisine, à moins que ce ne soit une grosse distillerie, propose au petit propriétaire de lui acheter ses cannes. Elle lui fournit les engrais, avance à l'occasion les salaires. L'endettement s'accroît, sans que l'intéressé s'en rende grand compte jusqu'au jour où se produit la vente ou plutôt la remise forcée. Cela se fait souvent sans grand heurt, car on permet d'ordinaire à l'occupant, surtout lorsqu'il jouit d'une certaine considération, de garder jusqu'à sa mort la possession apparente de ses biens.

Il peut se rencontrer des individus plus coriaces et qui acceptent la lutte. Lorsqu'ils occupent des enclaves gênantes on n'hésite pas plus qu'à la fin du XVII^e siècle à leur proposer la forte somme. J'ai vu payer au décuple de leur valeur réelle des parcelles ou des bâtiments situés de la sorte. Dans d'autres cas, on se contente de prendre la terre à bail, toujours à assez haut prix et de la faire rentrer au point de vue exploitation dans une habitation du grand domaine. C'était, par exemple, une concession qu'on pouvait faire à un agent électoral de quelque influence et dont on tenait à enchaîner la fidélité.

On est allé plus loin, et pour certains domaines morcelés, les principaux lots ont été rachetés par personnes interposées. Autrement on laisse monter les enchères, ce à quoi se prêtent assez volontiers les adjudicataires, parce que les paiements sont en principe échelonnés sur un grand nombre d'années. Au bout d'un certain temps, les termes échus restent en souffrance. L'affaire traîne, puis, lorsque les arrérages deviennent trop importants, elle est renvoyée devant le Conseil général où se rencontrent toujours des partisans de l'atermoiement car « les habitations domaniales, remarquait M. Iman, en 1903, ont été vendues un prix excessif. La valeur a toujours triplé. »

Malgré tout, cela ne pouvait durer indéfiniment et l'on trouve dans les annuaires de la colonie des listes de lots dont les baux ont été résiliés. Plus généralement, une substitution de propriétaire réel s'accomplit par la voie des hypothèques, des avances consenties. Les hommes de loi arrivent presque toujours à trouver le détour d'apparence légale qui permet d'échapper aux interdictions les plus impératives en la matière. En fait, lors de mes deux séjours à la Martinique, le remembrement était déjà opéré ou apparaissait en train de se faire pour un certain nombre de propriétés morcelées après 1902. Je citerai parmi elles Fonds-Boucher, l'Anse-Azerot et Séailles dans le Nord ¹.

¹ Fonds Boucher, dit le P. Delawarde (*Vie paysanne*, p. 66) avait divisé en 22 lots distribués à des sinistrés. La plupart disposaient d'un emplacement pour leur case et d'un jardin d'un à deux hectares prélevé sur les terres de l'ancienne rhumerie. En 1920, le fonds était reconstitué par celui qui était échu le « foyer » de la propriété. Les autres avaient vendu leurs jardins.

La lutte entre les deux tendances se poursuit toujours, Fonds-Saint-Jacques, après de nombreuses péripéties, a fini par être mis en location-vente en 1934 (203 lots pour 342 hectares). Ailleurs, sur les terres domaniales, sur des biens éloignés ou mal surveillés se produisent des occupations de fait, sans aucun titre. Lorsque le Crédit Agricole fit l'achat du Morne des Olives, habitation de 30 hectares, il y a une dizaine d'années, on découvrit avec surprise la présence de 4 à 5 cultivateurs dûment installés et exploitant le tiers environ de la propriété.

Il faut souligner enfin, comme l'a fait M. Saint-Olympe, ancien Chef du Service des Contributions, dans un remarquable travail demeuré inédit dont il a bien voulu me communiquer les passages essentiels, les effets très différents de la loi successorale napoléonienne, ou plutôt de son application locale, suivant qu'il s'agit de grande, de moyenne ou de petite propriété. Bien que cette loi implique en principe la diffusion de la fortune entre tous les ayants droits, elle n'a que peu d'effets sur les « habitations » sucrières. Plantées en cannes elles sont demeurées soumises au régime de l'indivision afin d'en permettre l'exploitation rationnelle. Aussi passent-elles presque toujours à un seul héritier qui indemnise les autres. « La petite et la moyenne propriété au contraire sont constamment morcelées par les successions, les parcelles se multiplient à l'infini, chaque héritier désirant être propriétaire pour son propre compte ». Et le P. Delawarde de souligner que souvent, pour éviter des dépenses considérées comme inutiles, le père de famille distribue lui-même son petit bien entre ses six, huit ou dix enfants.

Qu'une contestation survienne, il faut cependant avoir recours aux hommes de loi qui sont obligés de rétablir des actes de propriété plus ou moins authentiques. Il n'est pas rare de rencontrer alors des indications de ce genre : « contenance indéterminée, bornes incertaines, le vendeur déclare ne pas avoir de titres à communiquer, le notaire décline toute responsabilité au sujet de l'immeuble faisant l'objet du présent acte ». Si l'on ajoute qu'il est souvent impossible de remonter à l'origine même des domaines, que les archives locales sont très pauvres et mal tenues, on comprendra peut-être comment d'une part les limites de 1671 ont pu se maintenir dans nombre de cas et comment par ailleurs, ainsi qu'il a déjà été souligné, les actes de propriété ou soi-disant tels peuvent couvrir le double à peu près de la superficie attribuée à l'île.

Il est inutile d'indiquer combien les inconvénients d'un tel état de chose sont importants : l'imprécision et le manque de garanties qu'offrent les titres constituent une entrave sérieuse aux transactions et peuvent donner lieu à d'innombrables contestations. L'Administration, de son côté, éprouve beaucoup de mal à établir un impôt foncier qu'elle avait remplacé pour les terres plantées en cannes par un droit *ad valorem* sur les sucres et les rhums exportés, droit dont, évidemment, le produit est fort variable d'une année à l'autre.

6. — LA QUESTION DU CADASTRE

On peut d'ailleurs souligner qu'il en a toujours été plus ou moins ainsi. Le 7 août 1679, le Procureur général remontrait déjà « que la plus grande partie des procès naissaient entre les habitants au sujet des bornes et des limites de leurs habitations ». Pour les éviter et entretenir la paix dans les familles il estimait nécessaire de faire mesurer et arpenter toutes les terres possédées, de faire planter des bornes, d'en faire des procès-verbaux et des cartes figuratives. Le 4 janvier 1707, soit 28 ans plus tard, M. de Vaucresson, intendant, publiait un règlement d'arpentage, le seul que la Martinique ait connu sous l'ancien Régime. Peu ou mal appliqué d'ailleurs il laissait place à d'infinies contestations.

Dans de telles conditions la question du cadastre se reposait à intervalles plus ou moins longs... En 1835, par exemple, le gouverneur, considérant que le domaine colonial possédait une grande quantité de terres dont les limites et la contenance étaient inconnues, ce qui avait donné lieu à de nombreuses usurpations (déjà !), faisait entreprendre des opérations topographiques destinées par la suite à s'étendre aux propriétés particulières. Ces opérations furent vite abandonnées et il n'en resté aujourd'hui aucune trace dans les Archives de la Martinique. Près d'un siècle plus tard le règlement forestier du 30 septembre 1922 prévoyait à nouveau la reconnaissance, la délimitation et le bornage des broussailles, bois et forêts faisant partie du domaine de la colonie et de l'État. Le gros du travail a été effectué de 1923 à 1940 et l'on a été amené assez naturellement à délimiter en même temps les propriétés particulières limitrophes du domaine. D'après les renseignements que m'a fournis M. Kervégant, Chef du Service de l'Agriculture, 20.000 hectares sur 108.000 dont 10.000 de terres domaniales peuvent être considérés comme pratiquement délimités. C'est à la fin de ce travail que l'on a utilisé le terrier de 1671.

Et le reste ? En 1925, le gouverneur passait avec la Compagnie Aérienne Française un marché pour « l'établissement du plan cadastral de la Martinique ». En réalité il ne devait être tenu compte, que des limites de propriétés apparentes sur les photographies et le devis ne prévoyait pas de plan parcellaire. Celui-ci demeure inexistant. La C. A. F. livra les plans graphiques qu'elle devait avec les photographies correspondantes au cours de l'année 1927 et ce fut tout. L'affaire devait être reprise en 1937 sous l'impulsion de M. le Gouverneur Alberti. Après un beau départ ce fut une fois encore un enterrement rapide sous prétexte que la plus value annuelle de l'impôt foncier qui en résulterait ne compenserait pas et de loin le débours de 9 à 10 millions qu'il fallait escompter.

L'argument est peut-être exact. Mais on a surtout hésité à passer outre à l'hostilité latente ou déclarée de la majorité des possédants. Cadastre signifie pour eux, à tort ou à raison, révision des titres de propriétés. Ils savent trop bien ce que valent certains des actes qu'ils détiennent. D'autre part, et c'est un trait sur lequel il y a lieu d'insister, des délimitations certaines ne laisseraient plus place à toutes ces

ententes bâtarde, à toutes ces cotes mal taillées où chacun espère trouver en fin de compte son profit et qui sont de règle très générale à la Martinique. Il est peu de milieux qui, par principe, soient aussi foncièrement hostiles aux précisions rigoureuses de l'esprit scientifique.

7. — LA RÉPARTITION ACTUELLE DES BIENS FONDS

Dans ces conditions on ne peut donner sur la répartition et l'évolution récente de la propriété que des évaluations plus ou moins approchées. Les quelques chiffres connus prouvent cependant la concentration effectuée depuis trente ans.

Le Dr. Fauquet, Inspecteur du travail en mission temporaire à la Martinique, répartissait ainsi en 1911 les principaux groupes de biens-fonds tout en laissant de côté les petites et moyennes exploitations :

	Habitations cultivant la canne		Habitations consacrées à l'élevage et aux cacaoyères.	
	Nombre	Superficie	Nombre	Superficie
De 50 à 100 ha.	49	3.770	10	750
De 101 à 200 ha.	63	9.363	17	2.504
De 201 à 500 ha.	31	8.319	33	5.321
+ 500 ¹	2	10.700	—	—
	152	32.152	60	8.575

À la fin de l'année 1935 et au début de 1936 fut effectué un recensement agricole sérieux, le premier qui ait été fait depuis celui du Dr. Fauquet. Il a porté également sur la répartition des propriétés et les résultats à cet égard peuvent être résumés dans le tableau ci-dessous :

Répartition des Propriétés.				
Étendue			Nombre	Superficie
Fraction d'Ha.	à	3 Ha.	4.696	5.876 Ha.
3 Ha., 1	à	10 Ha.	1.019	5.924 Ha.
10 Ha., 1	à	40 Ha.	456	8.993 Ha.
40 Ha., 1	à	100 Ha.	157	10.669 Ha.
100 Ha., 1	à	200 Ha.	126	17.381 Ha.
200 Ha., 1	à	500 Ha.	71	21.099 Ha.
500 Ha., et plus			11	10.412 Ha.

¹ Groupes d'habitations appartenant aux usines.

Ces chiffres, pour la partie correspondante, ne sont pas absolument comparables à ceux du Dr. Fauquet, puisque M. Kervégant, qui me les a communiqués, a adopté pour sa classe intermédiaire la limite inférieure de 40 et non 50 hectares. Il semble aussi que le Dr. Fauquet ait laissé de côté une partie des bois appartenant à des particuliers. Cela ne suffit pas à expliquer la différence entre les 40.727 Ha. qu'il accorde à la grande propriété et les 59.451 du recensement de 1936. Pour les biens au-dessus de 100 Ha. où les données sont parallèles les chiffres respectifs sont de 36.207 et 48.892 Ha.

Si l'on essaie de traduire les résultats du recensement de 1935-1936 en pourcentages, les propriétés au-dessus de 100 Ha. occupent 60,78% de la superficie recensée (80.000 Ha. où les 8/11^e de l'île). En y joignant celles de 40 à 100 Ha. la proportion atteint 74,03%. L'on obtient aussi le chiffre de 365 domaines, mais comme les plus importants sont eux mêmes subdivisés en « habitations », on n'est pas loin en fin de compte du chiffre de Lavollée en 1840 et des 437 sucreries de 1770.

Il semble par contre que ce recensement ne traduise pas l'exacte réalité pour les petites et très petites propriétés. Les gardes forestiers qui ont été chargés de l'opération ont souvent considéré comme des unités certains groupes de parcelles inférieures à 1 Ha.¹ C'est ainsi qu'ils signalent à Sainte-Marie 403 possédants de moins de 3 Ha. alors qu'un renseignement de M. Maurice attribue à la même commune 2.270 lopins d'un demi-Ha. et moins. Au Marin, d'après le même auteur, il y aurait à côté de 8 habitations de 165 Ha. chacune 196 petites propriétés de 6 Ha. en moyenne, dimension qui s'explique par la pauvreté relative du terroir².

Si l'on revient aux chiffres de 1935-1936, leur interprétation régionale peut conduire à des conclusions de quelque intérêt, Sur les 4.696 propriétés de moins de trois hectares réparties entre les 32 communes de l'île, 3.602, avec une superficie, totale de 3.767 Ha. se trouvent concentrées dans les huit centres de :

Rivière-Pilote	avec	575
Saint-Esprit	avec	507
Saint-Joseph	avec	425
Sainte-Marie	avec	403
Gros-Morne	avec	372
Rivière-Salée	avec	320
Lorrain	avec	334
Vauclin	avec	270

On peut souligner que les quatre communes de Rivière-Pilote, Rivière-Salée, Saint-Esprit et Vauclin sont limitrophes et que la zone occupée par les 1.672 petits propriétaires reconnus correspond très exactement à ce que les vieux textes appellent la « Barre-de-l'Isle ». Cela coïncide aussi avec cette sorte de contrée refuge que nous avons signalée pour les esclaves marrons et les bâtards mulâtres

¹ Cf. Delawarde, *Vie paysanne*, page 36.

² Maurice, *Diplôme d'Études Supérieures* inédit, 1932.

que leurs pères ne voulaient pas voir réduits à l'esclavage. Les trois communes de Saint-Joseph, Gros-Morne et Sainte-Marie sont également limitrophes par leurs parties hautes. Celle du Lorrain n'est séparée d'elles que par le territoire très rétréci vers la montagne du Marigot. On compte 1.534 petits propriétaires installés en guirlande autour des Pitons entre 900 et 400 mètres d'altitude, au Morne-des-Olives et à Rabuchon pour Saint-Joseph, à la Dumaine et à la Poirier du Gros-Morne, au Morne-des-Esses, Bezaudin, Reculés, Pain-de-Sucre et Pérou à Sainte-Marie. La Dominante du Marigot fait la transition avec le Carabin et le Morne-Capot du Lorrain. Il s'agit également là de zones refuges à l'origine, moins compactes et moins cohérentes, de par leur situation même, que les Mornes du Sud.

Les 1.039 propriétés de 3 à 10 Ha. correspondent à un double besoin, d'ailleurs récent. Autour de Fort-de-France où elles apparaissent les plus nombreuses elles assurent l'approvisionnement de la ville en « fruits »¹ du pays ou en légumes dits « européens ». Ailleurs elles témoignent simplement de la sécheresse et de la pauvreté du sol, du Prêcheur au Carbet, de Sainte-Luce à Sainte-Anne et au Vauclin, voire au François et à la Trinité.

Les domaines de 10 à 40 Ha. apparaissent en rapport à l'ordinaire avec de petites distilleries, dont la prospérité est postérieure à 1914, ou avec des cultures de cannes vendues à l'usine proche.

Il est certain par ailleurs que la concentration est plus avancée que la statistique de 1935-1936 ne le laisse paraître. L'usage constant d'hommes de paille et de prête-noms l'explique assez facilement. D'autre part la domination d'un même groupe usinier s'étend sur des domaines qui, suivant les besoins du moment, sont définis comme appartenant à tel ou tel membre... Ces domaines sont d'ailleurs administrés de manière uniforme dans toutes les « habitations » à la tête desquelles se trouvent un gérant et un économiste appointés. L'ancienne propriété indépendante n'est plus qu'une cellule comme les autres d'un ensemble élargi et ne subsiste guère que par son nom et ses limites traditionnelles.

Telle a été de 1635 à nos jours l'évolution de la propriété martiniquaise. À la période de première occupation a succédé presque immédiatement celle des concessions sous condition, car il s'agissait avant tout d'assurer des défrichements importants. Il n'y avait donc pas propriétés au sens romain du terme. Avec le temps cependant, le droit prééminent du souverain parut s'atténuer. La forte paysannerie de petits possédants que Richelieu avait voulu fonder, avec ses planteurs et « torqueurs » de tabac, cédait la place aux seigneurs de la guildive et du boucaut de sucre. Le XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e ont connu le triomphe de cette aristocratie de fait vivant sous le régime du bien de famille, pratiquement indivisible et insaisissable. Elle fut ramenée au droit commun par la Seconde République. L'histoire récente montrerait cependant comment cette sorte d'entité

¹ Le terme de « fruits » est pris au sens le plus général et désigne aussi bien les ignames, les choux caraïbes que les fruits proprement dits.

apocalyptique que la Martinique entière appelle « l'Usine », la toute puissante Usine, héritière et continuatrice des vieux habitants, a su maintenir ou rétablir à son profit une large part des privilèges théoriquement abolis. En face d'elle et suivant les circonstances le flux et le reflux de ce qui est maintenant la petite propriété noire. En fait, grâce à sa puissance économique et à sa cohésion, l'Usine, c'est-à-dire le groupe des « grands blancs », a paru l'emporter jusqu'ici, malgré les louables efforts déployés en sens inverse par l'administration et le Conseil Général. Il reste à savoir si cela durera longtemps encore. La concentration des vingt dernières années a été trop rapide. Elle a porté sur de véritables terres refuge et cela peut entraîner des réactions dont il est difficile de préciser à l'avance la violence et la portée éventuelles. Aussi des témoignages comme ceux du P. Delawarde sont-ils particulièrement intéressants en ce qu'ils montrent que pour une fraction de plus en plus importante de la population de couleur la vieille malédiction que le souvenir de l'esclavage faisait peser sur le travail de la terre tend à disparaître et à faire place à un certain désir de stabilité et d'indépendance matérielle.

On voit l'originalité de cette évolution. Elle n'a rien de comparable à ce qu'on trouverait en France ou dans une autre colonie. Tout s'est passé comme en milieu neuf. Les premiers colons voulaient échapper aux contraintes de la Métropole. Il n'est évidemment rien demeuré des institutions caraïbes. Les esclaves n'ont pas davantage introduit celles de l'Afrique.

C'est ce qui explique au passage que la cellule paroissiale ou communale, si importante dans la France continentale, n'ait joué à cet égard qu'un rôle fort effacé. En fait les divisions administratives ont continué à découper le territoire de la colonie à une époque récente. Près d'un tiers des communes sont postérieures à 1848. Et l'on n'a pas tenu compte dans ce découpage des réalités géographiques ou économiques. Le Vert-Pré, par exemple, qui existe comme morne, comme hameau et comme centre vivrier se partage entre le Gros-Morne, Trinité, le Lamentin et le Robert, ce qui permet à l'occasion de le recenser et de le faire voter aux quatre endroits. Saint. Pierre, le Morne-Rouge, l'Ajoupa-Bouillon, le Macouba, Grand-Rivière et le Prêcheur voient leurs territoires converger vers le sommet de la Pelée. Il s'agit au demeurant de limites que rien, dans bien des cas, ne vient matérialiser sur le terrain. La permanence, si frappante pour nombre d'habitations, n'a pas eu le temps de s'établir ici, et cela entraîne à l'occasion de pittoresques contestations comme celle qui mit aux prises Saint-Joseph et Fort-de-France à propos d'un certain Fonds-Zombis ¹ dont chacune des deux parties réclamait les électeurs...

La superficie des communes est d'ailleurs en général plus élevée que dans la Métropole où la moyenne est de 1.457 hectares, puisque les 1.080 km² du territoire se partagent entre 32 municipalités. Le Lamentin occuperait 5.977 Ha. d'après des calculs faits sur les plans de la C. A. F. contre 1.114 à l'Ajoupa-Bouillon, détaché seulement en 1889 de son chef-lieu Basse-Pointe. À plus forte raison n'y a-t-il

¹ Zombi = fantôme, revenant. Le recensement de 1946 a été marqué par des incidents du même genre entre Schœlcher et Fort-de-France.

aucune trace de ces « communaux » ou biens collectifs si nombreux dans l'ancienne France.

10. — LA TOPONYMIE

Un dernier trait à souligner. Nous avons vu l'histoire du peuplement se refléter dans les noms que portent aujourd'hui les individus. Celle de la propriété explique de même pour une large part l'actuelle toponymie.

Lors de leur installation en effet les colons, à part les repères déjà connus des navigateurs, ont été amenés à dénommer comme ils l'entendaient les particularités géographiques de leur nouvelle résidence. Beaucoup de ces dénominations se sont conservées jusqu'à nos jours tandis que d'autres se modifiaient. Comme l'étude dans ce sens n'a jamais été poussée jusqu'au bout, le terrier de 1671 permet encore d'apporter à ce sujet quelques précisions complémentaires.

En faisant le tour de l'île à partir de la Caravelle vers le Nord, puis en redescendant la côte occidentale jusqu'à la Pointe-des-Salines, on trouve déjà désignés comme tels en 1671 le Cul-de-Sac et la Rivière du Galion, ainsi que La Trinité et la Tartane. Beaucoup de pointes et d'îlets n'ont pas encore de dénominations. Mais celui que nous appelons Saint-Aubin appartenait au Sieur Lescaudée de Saint-Aubin. L'actuelle pointe La Houssaye était le domaine de Marin de la Houssaye. Au delà du Fort-Sainte-Marie se rencontraient le Fonds-Saint-Jacques, le Fonds-Charpentier, le Marigot, Grande-Anse, la Rivière-Capot, Basse-Pointe : tout cela s'est conservé. Mais un Sieur Massé peut bien avoir été à l'origine du nom donné à la rivière qui bordait ses terres. De même un certain Louis Carabin possédait un « estage » qui est devenu tout naturellement le morne du même nom. Jean Gobert, Sieur de Bouillon disposait à la compagnie Verpré de 45 carrés en bordure de la mer, mais aussi de deux étages aux environs de la Rivière-Capot au-dessus des propriétés des Sieurs de la Garenne et Jaham de Verpré, lesquelles s'étendaient respectivement à 1.500 et 2.500 pas de la mer. Les étages du Sieur de Bouillon, qui leur faisaient suite, comprenaient par conséquent l'endroit où s'élève maintenant le bourg de l'Ajoupa-Bouillon. L'ajoupa est une construction légère dont le nom a été emprunté aux Caraïbes. Ainsi se trouve confirmée la tradition d'après laquelle l'agglomération d'aujourd'hui tirerait sa première origine de la maison de campagne que le Sieur Gobert avait élevée sur ses terres en un quartier demeuré l'un des plus frais et des plus salubres de l'île. Cela apparaît d'autant plus vraisemblable qu'une chute proche de la Capote s'appelle toujours le Saut-Babin et que le terrier de 1671 nous apprend qu'un certain Jacques Babin était installé juste à cet endroit. Il y a lieu de croire aussi que Jean Roche, dont le P. Labat nous a conté la mort et surtout l'enterrement peu banal, a donné son nom à la rivière qui sert de limite aux communes de Basse-Pointe et du Macouba.

La Pottiche, Grand-Rivière, l'Anse-du-Lévrier, l'Anse-Couleuvre, le Prêcheur, qui tirait son nom d'un rocher aujourd'hui disparu figurant, paraît-il, un prédicateur

en chaire, la ravine Grilleboudin, devenue Gribouldin, la Pointe-sur-la-Mare, la Rivière-Blanche et la Rivière-Seiche ont gardé depuis près de trois siècles leur désignation primitive. Fonds-Canonville tire son nom de la terre normande de Canouville ou Guenouville qui avait appartenu aux Belain ¹.

Vers Saint-Pierre la Rivière des Pères Jésuites est devenue tout simplement celle des Pères. La Roxelane d'aujourd'hui ne s'était pas encore parée de son nom de précieuse et n'était connue que comme la rivière du Fort. Le bourg s'étendait entre la mer et les hauteurs du Finisterre. Mais là s'étaient installés Guillaume Dorengé ou Dorange et sa sœur Madeleine. Le morne n'est plus désigné maintenant que par leur patronyme. L'anse Latouche était occupée, comme il sied, par la famille d'un sieur Latouche. Une certaine Marie Reyne, Veuve de Pierre Bion, possédait un « estage » dans les hauteurs de Saint-Pierre. Un « fonds » garde toujours son souvenir au Chamflore près du Morne-Rouge. Le Morne-des-Cadets où se trouve l'Observatoire qui surveille la Pelée s'appelait déjà ainsi, de même que le Morne-de-l'Étoile. Par contre ceux du Grand-Noël et des Gommiers ont disparu de l'usage courant.

À la Compagnie de M. Le Bois, on rencontrait en tête un certain Jean d'Autruy « pour les enfants mineurs de feu Saint-Denis ». La concession ne touchait pas la mer. Elle s'étendait en majeure partie sur les terres de la commune qui s'appelle aujourd'hui Fonds-Saint-Denis, le terme même de fonds indiquant selon toute vraisemblance que l'agglomération actuelle tire son nom d'une ancienne propriété. Au demeurant un certain Étienne Mascré avait acquis 24 carrés dans la même région, le long de la rivière du Carbet, là où l'on trouve toujours le fonds Mascré ou Masqueret. Marin le Vanier s'était installé au pied de ce qui est maintenant le Morne-des-Marins, éminence à tête ronde qui ne pourrait servir d'amer que dans la région du Carbet, pas mieux que beaucoup d'autres au demeurant, et qui se trouve assez loin de la côte et assez difficile d'accès pour que les navigateurs aient oublié de le fréquenter. Monnier indique même qu'à son époque le coin était assez isolé pour que des nègres marrons y eussent installé des jardins clandestins ². Il n'est pas interdit de penser que le morne de Marin le Vanier est devenu le morne du Marin, puis des Marins, tandis que d'autres, comme Monnier lui-même, le confondaient avec le Morne Vert.

Le Carbet était déjà connu comme tel. On doit sans doute l'Anse du Maire au nom d'un certain Pierre le Mer ou le Maire. Le Fonds Capot n'était que la Savane Capot. Le Morne aux Bœufs avait servi de pâturage aux animaux de Duparquet. Le hameau de Bellefontaine ne mériterait guère son appellation rafraîchissante si on prétendait la tirer d'une particularité géographique. Il n'y existe qu'un marigot croupissant au pied de falaises couvertes d'agaves « langue de bœuf » ou de broussailles épineuses. Il faut remonter loin vers la montagne pour rencontrer les eaux jaillissantes auxquelles ce nom de pastorale semble faire allusion. Mais c'est

¹ Margry, *Les Seigneurs de la Martinique. Revue maritime et coloniale*, 1878, page 42. Cf. Ph. Barrey, *Origines de la colonisation fr. aux Antilles*, p. 77.

² Monnier, *Description des côtes de la Martinique*, pages 67-68.

qu'en vérité il conserve uniquement le souvenir du Sieur de Bellefontaine qui s'y trouvait installé en 1671. Immédiatement au Sud s'étendait le Fonds de l'Aillet, qu'on écrit de nos jours en un seul mot Laillet, quand ce n'est pas Layette. Le Fonds Giraumont, le Cap Enragé, la Case-Pilote étaient déjà connus. M. Le Boucher, et un certain Lafontaine Bourlet se trouvaient établis à ce qui est demeuré Fonds-Boucher ou Bouché et Fonds-Bourlet. La baie de Fort-de-France était à peu près jalonnée comme aujourd'hui par la Case Navire, qui est devenue Schoelcher, la Rivière du Vassor, la Rivière Monsieur, le Cul de Sac à Vaches, la Rivière Salée, les Trois-Îlets et l'Anse-Mitan. Mais Marie Touzard possédait un étage au-dessus de la Case-Navire. Il y existe toujours un quartier Touza ou de la ravine Touza. Jean Duclos, dont la veuve exploitait la propriété en 1671, s'était installé à ce qui est encore Fonds-Duclos. De même Adrien de la Haye avait ses pénates à Fonds-Lahaye...

Dans le Sud nous trouvons déjà désignés par les vocables actuels le Gros Morne, la Petite et la Grande Anse d'Arlets, la Petite, la Grande Anse ainsi que le Marigot du Diamant, le Céron, les Trois Rivières, un moment propriété du surintendant Fouquet qui y avait envoyé armes et munitions, la Rivière Pilote, la Pointe Borgnesse, le Cul de Sac et la Pointe Marin, l'étang et la Pointe des Salines. Mais d'un certain Cafard, possesseur d'un étage à cet endroit, le bord de mer étant peu accessible, vient la petite anse Cafard. Le bourg de Sainte-Luce s'est construit sur ce qui était en 1671 l'habitation de la fabrique Sainte-Luce touchant le Marigot du Sieur de Lapayre. Il n'est pas interdit de penser qu'il y a eu relation entre ce patronyme et le choix de la sainte sous l'invocation de laquelle la paroisse a été placée. Périer de Beauregard occupait quinze carrés à Sainte-Anne. Son habitation existe toujours.

Il est probable de même qu'il y a quelque rapport, entre le quartier Belley dans les hauteurs de Rivière-Pilote et le Sieur Belley dit La Roche. On trouve des Salines Birot qui font songer aux Birot de la Pommeraye. Un certain Noël Moutte, établi en 1671 à la Compagnie Lapayre, a chance d'avoir, lui ou ses descendants servi de parrain à la fontaine du même nom près de Fort-de-France.

Le P. Rennard, en publiant une carte antérieure à 1666, soulignait qu'elle était riche en renseignements utiles, particulièrement en ce qui concerne les noms des localités dont la plupart « manifestent une origine plus ancienne qu'on ne le croit ordinairement »¹. Le terrier de 1671 permet de ratifier cette conclusion et de voir comment se sont établies nombre d'appellations.

À cette époque cependant l'intérieur du pays était loin d'être occupé. Au fur et à mesure que le défrichement avançait de nouveaux vocables apparaissaient. Souvent aussi et sans qu'on puisse en définir les lois exactes, il y a eu changement à la suite de quelque évènement qui avait plus ou moins frappé les imaginations. Lorsque de nos jours encore une propriété se constitue ou se reconstitue, lorsque même elle est vendue à un personnage connu, il arrive que les gens du pays la

¹ Rennard, *Tricentenaire*, pages 143-144.

désignent sous le nom de son dernier occupant. La carte marine de la Martinique, le livre de M. Lacroix appellent Morne Fumé un contrefort des Pitons-du-Carbet aisément reconnaissable à sa silhouette trapézoïdale. On ne connaît plus dans toute la région de Fonds-Saint-Denis que le Morne Yang-Ting, parce qu'il a été acheté par un pharmacien d'ascendance chinoise.

On peut se rendre compte des transformations qui s'opèrent en cinquante ans en comparant certaines Estes de noms cités par M. Hayot dans ses « Matériaux pour l'histoire de la Martinique agricole » avec le relevé de la C. A. F. opéré en 1925-1926 et qui reste le seul travail d'ensemble effectué depuis longtemps dans ce domaine.

De manière plus générale les termes historiques, anciens ou récents, paraissent avoir bien résisté à l'usure des ans. Il existe toujours des habitations Marly, Petit-Versailles, Choiseul. La Lunette et la Ravine Bouillé gardent le souvenir du célèbre marquis, gouverneur de l'île entre 1777 et 1782. L'habitation Corps-de-Garde remonte évidemment à l'époque des milices. La monarchie de Juillet et le Second Empire peuvent s'enorgueillir des habitations Abd-el-Kader, Malakof et Sébastopol.

Se sont également maintenues les désignations qui tirent leur origine de la richesse ou de la pauvreté du terroir, de l'espoir ou de la colère des habitants. La Merveilleuse, la Providence, le Val-d'Or, la Coulée-d'Or, Belfond, la Sagesse, la Concorde, l'Union, Montravail répondent à la Jalousie, la Débat, l'Abandon, Malgré-Tout, Crève-Cœur et Rabat-Joie. Le pittoresque évidemment maintient ses droits. Les Bellevue abondent, à juste titre d'ailleurs. On trouve aussi la Cocotte, Genipa, Château-Lézard, Bel-Event, Brin-d'Amour.

Il y a déjà moins de fixité dans les quartiers habités depuis 1848 qui se ressentent parfois d'une immigration récente : on trouve des Congo, des Fleury-Guinée. Ailleurs ce sont les quartiers Fabien Clem, Symphorien Bliquet, La Sabine, la Zabeth, etc. ...

Quant aux noms propres d'individus appliqués à une propriété, ils résistent d'abord lorsqu'il s'agit d'un personnage relativement connu. Le Centre de Lareinty maintient le souvenir du fastueux baron du Second Empire qui, lorsque sa récolte de cannes avait été bonne, offrait le champagne à tous les passagers du paquebot qui l'emmenait vers la France. Tout Saint-Pierre connaît encore, malgré les éruptions, l'habitation Périnelle. On trouve de même les habitations Eyma, Hackaërt, Segueineau, Gradis, Soudon, Adélaïde et Peters Maillet, La Poterie Duchaxel, voire même La Rochelle syndic et Lamoulet.

Dans d'autres cas c'est le nom du ou d'un des derniers occupants qui l'emporte. Le Morne Pichevin, le Morne Dorn, le Plateau Thiberge sur le territoire de Fort-de-France évoquent des figures que bien des hommes actuellement vivants ont connues. L'État a acheté pour agrandir l'Observatoire du Morne-des-Cadets, il y a une quinzaine d'années, un certain Morne Moustin dont le propriétaire s'appelait justement ainsi. La Monnerot, La Capoul, l'habitation Eudaric et bien d'autres évoquent pour un passé proche des significations analogues.

Ainsi s'inscrivent à leur tour les jeux toujours changeants de la propriété. Nous allons retrouver maintenant la même prédominance des facteurs historiques et économiques dans l'étude de l'habitat, de son extension et de sa répartition.

Deuxième partie

Géographie Humaine

CHAPITRE III

L'HABITAT

1. — L'ÉVOLUTION HISTORIQUE

[Retour à la table des matières](#)

LES premiers colons, une fois leur sécurité garantie contre les Caraïbes, se mirent avec ardeur au défrichement. Ils s'éparpillèrent dans leurs essarts, où ils construisirent, suivant l'expression du terrier de 1671, leur « case à demeurer ». Cependant, depuis une dizaine d'années déjà, les noirs apparaissaient aussi nombreux que les blancs. Autour de la demeure du maître s'élevèrent donc les cases plus rudimentaires des esclaves. L'importance de ces groupements ancillaires n'était pourtant pas encore très marquée. Le terrier de 1671 ne donne aucune indication à ce sujet, mais le recensement de 1664 indique nommément pour chaque exploitation le nom et d'ordinaire l'âge des blancs qui y vivaient à ce moment, ainsi que le nombre des nègres et négresses travaillant, des négrillons. La plus grosse agglomération se rencontrait à la Compagnie de Vasvre, au quartier du Prêcheur, et comportait sur une seule propriété quinze blancs, quarante nègres, deux négresses, trente-quatre négrillons, soit au total quatre vingt onze personnes. À la compagnie de Loubières, la case de François Chevallier, âgé de vingt-huit ans, comprenait onze blancs, vingt-six nègres et vingt-cinq négresses travaillant, plus vingt petits négrillons, soit au total quatre-vingt-deux personnes. Cela pouvait représenter autour de la maison du maître une trentaine de cases au maximum. Un autre habitant entretenait encore six blancs, vingt nègres, seize négresses, dix-huit négrillons, une petite mulâtresse ou soixante et une personnes. Mais, à la « case de

Loubières », le commandant du quartier, on ne rencontre plus déjà pour huit blancs que quinze nègres, dix négresses, treize enfants nègres.

L'évolution ainsi commencée ne pouvait que s'accroître avec la formation des « habitations sucrières », dont chacune exigeait une main-d'œuvre abondante menée par des commandeurs à la poigne d'autant plus rude qu'ils étaient eux-mêmes esclaves. Chacune des six sucreries de M. Jean Roy devait être servie, d'après le décompte du P. Labat, par cent quarante à cent cinquante esclaves environ. Le même auteur, qui fut longtemps procureur syndic de la mission des Frères Prêcheurs à la Martinique, estimait que, pour une terre de trois cents pas de large, et mille pas de hauteur, consacrée à la canne, il fallait un total de cent vingt nègres, négresses et négrillons, parmi lesquels il tablait sur une moyenne de sept malades, vingt-cinq enfants et dix vieillards ou invalides.

Ces chiffres peuvent être considérés comme un strict minimum. Un siècle plus tard, les estimations moyennes étaient du double ou presque.

Cette organisation féodale trouve sa plus belle expression dans la carte et les plans de Monnier exécutés au début du XIX^e siècle, alors que l'esclavage sévissait encore. La maison du maître, les bâtiments d'exploitation sont accompagnés d'alignements de cases aux formes très géométriques dont les cartons joints donneront une idée.

On peut admettre, et c'est ce que pensait le docteur Rufz au milieu du XIX^e siècle, qu'environ. 60 à 70% de la population vivait dans ces groupements hiérarchisés, disciplinés, et où rien, n'était laissé à la libre fantaisie des occupants.

À cet encasernement commençait à s'opposer la dispersion des nègres marrons et des mulâtres réfugiés dans les hauteurs. Le nombre des libérés augmentait peu à peu. Le Saint-Esprit, au début du XIX^e siècle, passait déjà pour un pays de « mulâtres riches ».

Au fur et à mesure qu'elle se peuplait cependant, la Martinique ne pouvait se passer de centres administratifs et commerciaux. Vouée par sa situation même aux échanges par mer, il était naturel que ces centres fussent des ports. Tous les historiens du pays ont raconté la longue rivalité qui mit aux prises Saint-Pierre et Fort-de-France. Les débuts furent humbles. Le premier débarquement avait eu lieu près du Fort Saint-Pierre. En 1640, d'après le P. Bouton, la première église était déjà construite et l'on avait l'intention « d'y faire aussi l'auditoire et autres œuvres publiques »¹. Vingt ans plus tard, d'après le P. Dutertre, il n'y avait pas encore autant de cases et de maisons qu'il y en a à la foire Saint-Germain de Paris². Très vite cependant la ville grandit. Au XVIII^e siècle, trois quartiers s'allongeaient sur plus de deux kilomètres : le quartier de la Galère, entre la Rivière des Pères et la Roxelane, le quartier administratif du Fort sur les deux rives de la Roxelane, puis celui du Mouillage, qui s'étendait jusqu'aux falaises du Morne d'Orange et qui

¹ Bouton, p. 42.

² Dutertre, II, p. 449.

devint rapidement le centre du commerce et des affaires. Sept à huit cents flibustiers s'y installèrent bientôt avec leurs familles. Au total, la ville comptait plus de dix mille habitants en 1731, plus de 15.000 en 1751, dont 7.900 au Mouillage.

Mais Saint-Pierre, heureusement situé au point de vue commercial, l'était beaucoup moins au point de vue militaire. Les hauteurs qui défendaient l'entrée de la baie du Lamentin étaient une des clefs de l'île. C'est ainsi que naquit Fort-Royal, aujourd'hui Fort-de-France. Le gouverneur de Baas, par une ordonnance du 3 octobre 1669, convia « un chacun à s'y vouloir établir pour faire avec le temps une ville de grand commerce »¹. Dès 1674, le Fort Saint-Louis, qui défendait l'entrée du Carénage, s'illustra par sa défense victorieuse contre Ruyter. Blénac continua l'œuvre d'assainissement entreprise par son prédécesseur. Il pouvait écrire en 1680, avec un peu d'exagération sans doute, que le marais était absolument sec². Quelques années plus tard s'élevait un bourg de près de 300 maisons. Les gouverneurs qui y résidaient voulurent le développer au détriment de Saint-Pierre. Sydney Daney, le P. Rennard, M. May ont raconté les contestations parfois épiques qui s'élevèrent à ce sujet. La Cour décida sagement de conserver et laisser grandir les deux établissements. Mais Saint-Pierre avait une forte avance. En 1751, contre ses quinze mille habitants, Fort-Royal, n'en comptait encore que quatre mille.

L'analyse très poussée de M. May montre ensuite comment s'établirent un certain nombre de bourgs, la plupart sur des rades foraines fréquentées par quelques navires. Ce fut le cas à Trinité et au Marin. Ailleurs ce furent les habitants qui réclamèrent une église et un curé. Le P. Labat nous raconte tout au long l'installation de deux paroisses qu'il fit au Robert et au François. Si l'on met à part la Trinité, où le trafic maritime acquit bientôt quelque importance, et dans une certaine mesure le Marin, la plupart de ces bourgs ne comptèrent que bien peu de maisons jusqu'en, 1848. Le P. Labat, au Macouba, avait son presbytère proche de l'Église : rien aux alentours. Les deux ou trois maisons du bord de mer, avec leurs magasins, se trouvaient à plus d'un kilomètre et fort en contrebas. On n'y accédait que par « un chemin étroit taillé dans un rocher de plus de 45 toises de haut où l'on se serait rompu le col mille fois si le cheval était venu à s'abattre »³, et qui existe toujours tel qu'il était au XVII^e siècle. Au Marin, l'on trouve 90 maisons en 1764. Le Trou au Chat (Ducos) n'en comptait alors que 20, Rivière Salée et le Lamentin guère davantage. Tout cela concorde avec la carte de Monnier où Saint-Pierre, Fort-de-France, Trinité et le Marin mis à part, les agglomérations apparaissent à peine indiquées et ne peuvent soutenir dans bien des cas la comparaison avec les groupements ancillaires des grandes habitations.

¹ Ordonnance de de Baas, 3 octobre 1669. *Arch. Nationales* F 3, 247, p. 581-6. Col. reproduite dans May *Hist. écon.*, p. 318-319.

² Rennard Baas, Blénac, p. 159.

³ Labat, Ed. Duchartre I, p. 63.

Les affranchissements de plus en plus nombreux après 1830 renforcèrent la population des bourgs. La libération de 1848 provoqua un énorme afflux vers Fort-de-France et Saint-Pierre. Une vigoureuse réaction des propriétaires et de l'administration entraîna le retour à la glèbe d'un grand nombre d'anciens esclaves incapables de gagner autrement leur vie. Mais la grosse majorité d'entre eux ne voulait plus habiter auprès du maître. Cela évoquait des souvenirs par trop amers. Ils s'éparpillèrent donc sur les hauteurs au gré des terres vacantes ou qu'on voulut bien leur céder, à titre précaire ou définitif. Ce fut vraiment, pour reprendre une expression de M. J. Blache, une « dispersion totale de peuplement anarchique » due à des facteurs proprement historiques et psychologiques.

Deux autres intervinrent dans le même sens. Peu de temps après la suppression de l'esclavage, la création des usines entraîna la ruine des habitations sucrières trop éloignées du centre de manipulation. D'autre part, l'insurrection de septembre 1870 s'accompagna dans le Sud de l'île de nombreux incendies. En quelques jours, « 34 habitations furent la proie des flammes dans les communes de Rivière-Pilote, Marin, Vauclin, Sainte-Anne, Sainte-Luce, Rivière-Salée et Saint-Esprit »¹. La plupart d'entre elles n'ont pas été reconstruites. Il faut tenir compte en outre de la politique de morcellement poursuivie, par l'administration et le Conseil Général et qui, malgré les remembrements opérés, a entraîné sur plusieurs points la formation de groupements nouveaux.

Enfin les éruptions de la Pelée en 1902 et même en 1929 ont déterminé des migrations importantes et l'abandon temporaire ou définitif de sites jadis occupés. C'est alors en particulier que Saint-Pierre a perdu sa primauté au profit de Fort-de-France.

La répartition actuelle de l'habitat se trouve être ainsi le résultat d'une histoire complexe où les facteurs proprement géographiques n'ont eu et ne continuent d'avoir qu'une part assez minime.

2. — LA LIMITE D'ALTITUDE

Le seul qui apparaisse avec netteté est l'altitude ou plutôt la limite climatique qui en résulte. M. Maurice, dans son mémoire de diplôme, a écrit que l'humidité excessive et « la sensation de froid qu'elle entraîne » rendent pénible pour l'homme « le séjour dans les étages supérieurs des montagnes ». Or cette humidité « est plus grande sur les versants orientaux que sur les versants occidentaux ». « Les brumes et brouillards descendent toujours plus bas sur les premiers que sur les seconds. » Pratiquement, cette limite de brume, de nébulosité fréquente, dont il a déjà été parlé à propos du climat, s'est avérée infranchissable jusqu'à l'heure actuelle.

La raison doit en être cherchée non dans une impossibilité de principe, contre laquelle rien ne saurait être tenté, les exemples contraires de l'Amérique Centrale

¹ Rennard, *Précis d'histoire de la Martinique*, p. 106.

[Retour à la table des illustrations](#)

**Répartition de l'habitat dans la région de Sainte-Anne
d'après les plans de la C. A. P. (1925-1926).**

Les groupements ancillaires des vieilles « habitations » se sont amenuisés ou même ont disparu. La population s'est portée en masse vers les bourgs, ainsi qu'au pied du Crève-Cœur et au Cap Chevalier où se sont créés des centres de petits propriétaires.

Échelle 1/75.000° environ.

Cela se conçoit à la réflexion. L'habitant des hauteurs, que ce soit au Morne Rouge ou à la Médaille, n'est guère mieux vêtu que celui du littoral. Sa maison est également ouverte à tous les vents. L'on paraît vouloir se défendre contre la chaleur et non contre une humidité excessive et le refroidissement rapide qu'entraîne son évaporation. La seule précaution consiste à choisir alors pour les cases des pentes ou des arêtes plus vite dégagées que les fonds de vallée, où la brume paraît s'attarder. En fait, la colonisation de la montagne, possible, voire désirable à bien des points de vue, exigerait des changements radicaux dans la maison, le costume et surtout l'alimentation. Là est la cause de tous les échecs enregistrés dans le passé.

De ces remarques peut se déduire l'opposition entre le Nord et le Sud de l'île. Le second est tout entier au-dessous de 500 mètres, la Montagne du Vauclin mise à part, qui n'en a que 505. Il se trouve de ce fait en dehors des brumes fréquentes. Dans le Nord au contraire, la présence de la Pelée et des Pitons entraîne souvent la formation de ces dernières à partir de 350-400 mètres sur le versant oriental exposé à l'alizé. En réalité, la grosse densité d'habitat se trouve entre 150 et 250 mètres. Rares sont déjà les cases qui dépassent 350 mètres. Deux exceptions cependant : sur la route de Saint-Pierre à la Capesterre, le Morne Rouge et l'Ajoupa Bouillon projettent quelques maisons en ordre dispersé jusque vers 550 mètres. L'avantage d'une route commerçante, la proximité des meilleures savanes de la colonie suffisent à expliquer leur présence. Quelques champs de cannes et la distillerie Esch s'étaient même installés à l'abri de la Calebasse, vers 650 mètres, mais cela n'a pu tenir.

De même sur la Trace, après 1902, ont été créés, comme nous l'avons dit, les lotissements de la Médaille et du Boucher, l'un vers 450 et l'autre vers 700 mètres d'altitude. Le premier connu des vicissitudes diverses. Il a été sauvé partie par le trafic automobile, partie parce que son pittoresque, la proximité des bains renommés de l'Alma tendent à en faire un lieu de repos dominical, sinon de villégiature pour les habitants de Fort-de-France. Quant au Boucher, qui se trouve au col le plus élevé de la Trace, vers 700 mètres d'altitude, il n'y reste qu'une seule famille vivant de l'élevage et de la culture du bananier.

Bien qu'elles soient plus abruptes, les pentes du côté Caraïbe sont habitées beaucoup plus haut. Jusqu'au delà de 800 mètres, brumes et brouillards ne sont guère à craindre. La Pelée, est aujourd'hui quasi déserte. Mais, avant 1902, il existait un groupement de quelque importance à la Montagne d'Irlande vers 700 mètres. Sur la Grande Savane du Prêcheur, les dernières cases s'échelonnaient aux environs de 1.000 mètres. C'est là en effet que le contraste est le plus marqué entre les deux versants.

Les flancs des Pitons s'inclinent à 40 ou 50° vers l'ouest, en direction de la vieille caldeira du Morne Vert. Aucun champ, aucune maison ne peut s'y accrocher. Mais, dès que le relief s'adoucit, l'homme apparaît. Les principaux groupes de cases s'étagent entre 350 et 500 mètres. D'autres occupent des arêtes encore accessibles jusqu'aux alentours de 650 mètres. C'est le cas de l'habitation

Chapeau-Nègre, près du Morne-Covin, de Grand-Fonds dans les hauteurs de Case-Pilote.

3. — INDÉPENDANCE DE L'HABITAT MARTINICAIS VIS-À-VIS DE NOMBREUX FACTEURS GÉOGRAPHIQUES EXPOSITION, NATURE DU SOL, RIVIÈRES OU NAPPES D'EAU

La recherche de l'ombre ou du soleil ne présente à la Martinique qu'un intérêt très secondaire. On s'attachera davantage, suivant l'altitude, ou le goût de l'occupant, à favoriser ou éviter l'action du vent. Il est, comme au Baldara, à l'Epinay, au Morne-Caraïbe, des demeures volontairement offertes au souffle presque toujours sensible de l'alizé. D'autres, au contraire, se blottissent à quelques dizaines de mètres en contrebas derrière une pente abrupte pour se protéger des cyclones éventuels. Il est donc impossible de dégager à cet égard la moindre règle générale et les cases d'un même groupe se montrent orientées dans tous les azimuts, sans raison apparente. La même indépendance s'affirme vis-à-vis des formes de terrain. Il est tels coins de l'île, à Fonds-Saint-Denis par exemple, où les maisons s'échelonnent « sur la montagne comme au hasard »¹. À y regarder de plus près, le P. Delawarde a cru reconnaître des sites privilégiés. Mais les indications qu'il donne sont avant tout négatives. On fuit les endroits trop exposés aux éboulements et où la terre végétale est trop vite emportée par le ruissellement. Cependant le petit cultivateur s'accommode de « côtières » dont l'inclinaison atteint 35°. Par ailleurs, la case en elle-même est peu exigeante. « Une terrasse établie sur une pente et s'offrant comme une alvéole lui suffit, elle s'y incruste. » Au besoin, « elle appuie sa façade le long d'un chemin et des béquilles la soutiennent de l'autre côté »².

Sans doute aucune case ne peut s'accrocher à des pentes de précipice, encore qu'on en trouverait d'assez curieusement perchées en région d'arêtes étroites. Il est telle boutique de Desmarinières, de plain-pied sur la route, presque au second étage vers l'arrière et d'où la vue plonge sur le vert abîme qui s'ouvre immédiatement à ses pieds. Des situations analogues se retrouveraient à Balata, au Morne-Capot, au Baldara, presque dans l'île entière. On peut affirmer alors que le problème de l'habitat proprement dit n'a jamais empêché l'homme de s'installer dans un coin quelconque de la Martinique et que, quelle que fût la région choisie, il a toujours su trouver les emplacements nécessaires à ses demeures.

Plus curieuse et plus remarquable encore est l'indépendance vis-à-vis des points d'eau. Sans doute existe-t-il des établissements industriels qui ne peuvent se passer du voisinage d'une mare ou d'une rivière. Beaucoup d'anciennes sucreries avaient

¹ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 48.

² Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 48.

des moulins actionnés par un ruisseau. Cependant l'obligation, même dans ce cas, n'apparaît pas aussi stricte qu'on pourrait l'imaginer. Au temps de l'esclavage, la main-d'œuvre ne coûtait guère. L'on avait le temps devant soi, la possibilité d'entreprendre de longs et coûteux travaux. C'est ainsi qu'au Carbet « la distillerie actuelle de M. Bally est alimentée par l'eau de la rivière que conduit le canal dit Delajus, du nom de l'ancien propriétaire du domaine. Ce canal, qui aurait nécessité trois ans de travail, est antérieur à 1848. Il passe sous le Morne-Charlotte. Sa partie souterraine a plus de 100 mètres de long.

[Retour à la table des illustrations](#)

L'habitat dans la région de Fonds Saint-Denis.

Densité maxima aux alentours de la route coloniales, mais sans agglomération continue Équidistance des courbes : 20 m.

Échelle 1/13.000^e

Un autre canal bien plus long et creusé aussi par la main des hommes conduit l'eau de la Rivière du Carbet, des hauteurs des Pitons, à l'habitation Desfontaines. C'est le canal de Fonds-Mascret. » ¹. Deux autres exemples bien connus et qui remontent à un passé déjà lointain illustrent encore cette indépendance parfois marquée de l'industrie vis-à-vis de la rivière. L'usine de Vivé est alimentée par une dérivation de la Capote qui court longtemps en bordure de la route coloniale. La distillerie Beauséjour reçoit une eau claire et abondante d'un vieux canal qui va la prendre à plusieurs kilomètres en amont sur un bras de la Grande-Rivière.

¹ Notice inédite sur le Carbet, écrite à l'occasion du Tricentenaire, par M. Branglidor, directeur d'école.

Dès qu'un cours d'eau, d'ailleurs, a quelque importance, la dérivation est de règle. Dans un pays où les inondations apparaissent brusques et redoutables, c'est le meilleur moyen d'échapper à leurs ravages. Sur les ravines secondaires, de solides digues s'efforçaient de retenir les eaux des plus grosses « avalasses », sauf à céder à occasion. Mais, en pays sec ou demi-sec, on cherchait à l'ordinaire une autre force motrice. Le Centre et le Sud ont été le domaine des moulins à bestiaux ou à vent.

Pour son habitat proprement dit, l'homme a montré plus de désinvolture encore. Autour des Pitons ou de la Pelée, il suffit, à de rares exceptions près, d'un trajet qui ne dépasse guère quelques centaines de mètres pour trouver le suintement pérenne ou la rivière à laquelle on puisera la provision journalière. Les maîtres d'autrefois pouvaient y envoyer leurs esclaves. La population des mornes a gardé jusqu'à nos jours l'habitude des longues marches en terrain varié, des fardeaux portés sur la tête. Le déterminisme du point d'eau ne joue absolument pas en ce qui la concerne.

Dans le Sud, la situation est autre. Pendant des semaines ou des mois, il ne coule aucun ruisseau dans la presqu'île de Sainte-Anne ou sur les pentes assoiffées du Diamant et des Anses d'Arlets. La solution adoptée a été celle des citernes ou des mares. Un certain nombre de bourgs ont un réservoir alimenté par la toiture de l'église, comme au Diamant, à Ducos, à Sainte-Anne. Les écoles récemment construites possèdent des installations analogues. La plupart des grandes habitations en sont également munies. La citerne de Caritan suffit largement à tous les besoins de la maison, y compris la lessive. Celle de Fonds-Manoël est voûtée et fermée par une porte en fonte de beau style Louis XVI. L'îlet à Ramiers avec son fort en a deux superbes, dont l'une a plus d'une fois servi de piscine au locataire du lieu.

À l'ordinaire, on se contente de beaucoup moins. La gouttière, lorsqu'elle existe, ou plus simplement le toit, s'égoutte dans une vieille chaudière de sucrerie où la tradition locale veut que l'eau se conserve intacte, même s'il s'y promène des larves de toute espèce. Et comme cela ne suffit pas, l'on a installé dans la région sèche de l'île de petites mares croupissantes au Carême. Bêtes et gens s'y abreuvent sans grande précaution, trop heureux encore quand quelque lavandière n'y vient pas rincer son linge. Les résultats sont ce qu'on devine : le parasitisme intestinal sévit dans la Martinique entière. Par ailleurs, les faits ainsi observés rejoignent ceux que M. J. Blache a constatés pour le Vercors et qui lui ont permis d'affirmer que, « si paradoxal que cela puisse paraître, l'absence totale d'eau courante a pu contribuer plus que toute autre circonstance à rendre inutile l'agglomération de l'habitat, à quelque degré que ce fût »¹.

La technique moderne permet de pallier dans une large mesure ces inconvénients. De gros travaux d'adduction d'eau ont été entrepris pour la plupart des agglomérations déjà formées. Ils ne semblent pas avoir eu une grosse influence sur leur développement. Au demeurant, l'eau qu'elles distribuent n'est pas toujours

¹ J. Blache, *Les massifs de la Grande Chartreuse et du Vercors*, II, p. 447.

d'excellente qualité. C'est qu'au fond, et malgré tous les efforts déployés, une large fraction de la population sinon la grosse majorité, demeure complètement indifférente, à ces problèmes. On en parle surtout au Conseil Général et dans les programmes électoraux. Il en est de nouveau question à propos du plan d'équipement de l'île. Celui-ci envisage la création d'une usine d'épuration des eaux dans la moyenne vallée de la Rivière Blanche, d'où partirait un très important réseau de conduites à destination de tous les bourgs du Sud. Il en coûterait quelques centaines de millions dont les deux tiers au moins de la population ne profiteraient pas parce qu'habitant dans les hauteurs. On peut se demander également ce qu'il adviendrait en cas de cyclone ou de gros tremblement de terre. Par ailleurs, ceux qui disposent de l'eau courante la gaspillent sans s'inquiéter des voisins qui s'en retournent tout naturellement, et sans se plaindre, à la fontaine, au puits ou à la mare la plus proche. Il n'en résulte donc aucune incidence ou presque sur l'habitat.

4.2 — ZONES DE DISPERSION, GENS CASÉS ET LIMITES DE QUARTIERS

Dans quelles régions cependant et comment se répartissent les maisons ? Quels sont les sites plus spécialement recherchés par l'homme et pour quelles raisons ?

Le P. Delawarde a insisté sur ce qu'il appelle la dispersion primaire d'âge récent, consécutive à la suppression de l'esclavage. Or, elle existe au maximum dans la zone que nous avons déjà définie comme étant celle de la petite propriété. Le groupe le plus compact est celui des hauteurs du Sud, dont l'altitude modérée a permis l'occupation intégrale. Les maisons forment aussi une guirlande continue autour des Pitons, entre 150 et 350-400 mètres sur le versant oriental, 350 et 5-600 sur le versant Caraïbe. Par suite des éruptions récentes, on ne les rencontre qu'en ordre beaucoup plus dispersé autour de la Pelée.

Ces deux zones présentent de nombreux traits communs. Le plus remarquable, dans le Sud en particulier, est l'éparpillement absolu des cases. Chacun s'est installé au milieu du lopin qu'il possédait ou qu'il louait. Lorsqu'un petit bien se partage entre plusieurs héritiers, de nouvelles cases s'installent avec leur accompagnement nécessaire d'arbres à pain, avocatiers, manguiers et cocotiers. Si l'on ajoute que le petit propriétaire aime souvent à enclore son bien d'une « lisière » de pois doux, de gliricidia ou de quelque autre arbuste à croissance rapide, on se fera une idée de l'aspect très bocager que présentent ces régions. C'est un extraordinaire fouillis de végétation d'où émergent çà et là les toits de chaume ou de tôle des maisons éparses. Les alentours de la Régale, de la Josseaud apparaissent caractéristiques à cet égard : C'est un des cantons les plus peuplés de l'île. On n'y trouve pas trace même embryonnaire d'agglomération.

[Retour à la table des illustrations](#)

Dispersion de l'habitat dans les hauteurs du Sud,

entre Rivière Pilote et le Vaucelin.

Équidistance des courbes : 20 mètres. 1 point par case.

Échelle 1/37.000^e

Le P. Delawarde a justement souligné, que l'agriculteur du pays « s'écarte volontiers dans une demi-solitude où s'affirme peut-être mieux son indépendance », mais qu'on ne cherche pas plus qu'une demi-solitude : « On n'est pas côte à côte sans déplaisir, mais on n'est pas si loin qu'on ne puisse, au matin venu, héler le compère ou la commère d'à côté, qui répondra par-dessus la haie, derrière la lisière »¹. C'est ce que, dans des articles qui remontent à 1932, j'avais essayé de définir comme un « faciès haïtien » où bêtes et gens, gosses, porcs et poulets croissent et s'agitent dans un intense grouillement de couleur et de vie.

Cela n'est possible d'ailleurs que parce que se maintiennent des traditions assez particulières. La population des mornes a conservé l'habitude du portage. De Lafcadio Hearn à Thomarel, l'on a souligné maintes fois la grâce altière de ces femmes qui dévalent les pentes seins tendus et un lourd « tray » de légumes sur la tête. Elles font ainsi jusqu'à trente, quarante et même cinquante kilomètres dans

¹ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 53.

leur journée. Il leur suffit d'une piste sur la terre battue, souvent humide, où leurs pieds nus s'agrippent solidement. Il en résulte une indépendance quasi totale vis-à-vis de la route. Les petits chevaux créoles s'accommodent fort bien aussi de ce pays accidenté. Quant aux gros transports, ils se font par équipes, quand on ne peut les éviter. Et c'est un spectacle qu'on n'oublie plus quand on l'a vu une fois que celui d'un mort amené des hauteurs dans un drap noué aux extrémités et suspendu à une longue perche que soutiennent quelques solides gaillards escortés dans leur marche rapide et saccadée par une troupe d'amis et de parents, tous sur des chevaux trottinants, tous coiffés d'un large feutre, chaussés de souliers vernis et munis d'un solide parapluie accroché à leur bras gauche. L'on continue ainsi jusqu'au bourg, où la mise en bière se fait à ce que l'on appelle la maison commune et d'où part l'enterrement.

Le dimanche, la Martinique entière va à la messe. On part de sa case pieds nus, avec ses hardes de tous les jours et un gros paquet sous le bras. Avant d'arriver au bourg, on se glisse à l'abri de quelque lisière ou dans un champ de cannes, d'où ressort un gentleman accompli, à moins que la transformation ne s'accomplisse chez quelque compère.

On peut dire aussi que, pour cette population des hauteurs, la distance ne compte guère, pas plus que le temps. Les hommes faits gardent une humeur vagabonde. Le lopin qu'ils possèdent suffit rarement à les nourrir, ainsi que leur famille. Il faut qu'ils aillent travailler au dehors. Mais beaucoup ne cherchent pas l'embauche à la distillerie ou à l'usine la plus proche. Par crainte de retomber plus ou moins en tutelle, ils choisiront alors des chantiers éloignés. Les terrassiers qui ont ouvert la route du Morne Rouge et qu'on continue à employer pour débayer les éboulements de la « Trace » viennent pour une bonne part des hauteurs du Gros Morne, à quinze kilomètres de là. Cette main-d'œuvre volante s'accommode d'abris provisoires et d'une cuisine sommaire, pourvu qu'elle puisse aller passer deux jours par semaine à son domicile ordinaire. On part le samedi après la paie et l'on rentre le mardi matin.

Souvent encore, l'homme des mornes s'en va faire la campagne sucrière dans une grosse usine de janvier à juin, et vit le reste de l'année sur les bénéfices réalisés, en cultivant son jardin ou en se livrant à quelque autre occupation accessoire. Ainsi s'expliquent des groupements comme celui du Cap Ferré, par 140 mètres d'altitude, dans un terroir desséché et qui ne peut donner de légumes qu'au moment de l'hivernage. Toute la population valide ou presque s'en va passer de quatre à cinq mois au centre de Petit-Bourg, à quelque trente kilomètres vers le Nord. Au retour, chacun défriche pour la saison des pluies un petit carré qu'il plante en légumes à croissance rapide. On pratique également une pêche sporadique dans le cul de sac en contrebas et qui apporte un complément apprécié au menu journalier d'ignames, de fruits à pain et de patates.

Petits propriétaires et ouvriers agricoles s'éparpillent ainsi dans les hauteurs. Au demeurant, le grand domaine chasse l'habitat. La plaine du Lamentin n'est qu'un désert de cannes, tandis que les mornes qui l'enserrent sont couverts de cases

aussi bien vers la Gondeau qu'au Morne Pitault ou à la Bellem. Du col de la Régale, comme à celui qui va de la route du Saint-Esprit au Vauclin, le contraste est frappant entre les parties hautes, toutes parsemées de cases enfouies dans une verdure sombre, et l'uniformité beaucoup plus claire et sans vie des basses vallées appartenant à l'« Usine ».

Celle-ci, cependant, craint le manque de main-d'œuvre et son inconstance. Aussi entretient-elle sur ses habitations des « gens casés » qu'elle loge soit gratuitement, soit moyennant une redevance minime dans des demeures qu'elle met à leur disposition. À cela s'ajoute d'ordinaire la jouissance d'un petit jardin vivrier, et le droit de laisser paître quelques bêtes, à l'ordinaire une vache et un cheval, sur les terres de la propriété.

Habitation la Palun. Région de Rivière Salée d'après le plan n° 19 de la C.A.F.
Échelle 1/5.000^e

Dans ce cas, c'est évidemment la volonté du maître qui fixe l'emplacement du hameau et sa disposition. Les plans de la C. A. F. permettent de retrouver des ordonnances qui font songer aux groupements ancillaires des temps anciens. Fonds-Saint-Jacques, jusqu'au morcellement de 1934, en offrait un exemple encore net. Les « foyers » des vieilles habitations Le Vauclin, Petite Grenade et Sans-Souci également. Le Petit Morne, au sud immédiat de Petit-Bourg, a conservé la régularité des habitations figurées sur la carte de Monnier. Il en est de même à la Trénelle, à la Palun, à la Féral, qui dépendent du même centre. Et l'on peut rappeler qu'à Saint-Pierre l'allée Pécol conduit toujours au château de la Montagne, tandis qu'auprès de la distillerie s'alignent sur deux files bien régulières les cases destinées aux ouvriers. La Martinique entière connaît également ce groupe de constructions en béton qu'un grand propriétaire fit élever sur l'habitation Trou Maringouins et auxquelles ses travailleurs s'obstinèrent longtemps à préférer leurs paillotes éloignées.

La plupart du temps cependant, les « gens casés », dont M. Debretagne, inspecteur du Travail, estimait le nombre à près de 5.000 pour la Martinique entière, sont installés aux lisières des propriétés sur des côtières inutilisables pour la canne, et où parfois même, dans le Sud, ils renoncent à entretenir un jardin, se contentant pour vivre de leur maigre salaire. Ce sont les groupements ruraux les plus misérables qui existent dans l'île et au-dessous desquels il n'y a guère que certaines banlieues suburbaines.

Malgré la tendance au remembrement si marquée au cours des trente dernières années, il est dans le domaine même de la canne ou à ses confins immédiats des morcellements qui ont tenu et qui forment toujours au milieu des grandes propriétés qui les enserrent des oasis bocagères, toutes piquetées de cases et aux limites nettement définies. Dans la seule commune du Marigot, on pourrait citer la Dominante, les quartiers Duhamelin et Plateforme, à Basse-Pointe la longue traînée de la Rivière Roche et des hauteurs Bourdon.

5. — TENDANCE ACTUELLE À LA CONCENTRATION

Néanmoins, les facteurs historiques et économiques qui ont entraîné cette extraordinaire dispersion de l'habitat depuis 1848 ne semblent plus jouer maintenant en sa faveur. Les vingt dernières années ont vu une révolution profonde dans les échanges intérieurs du pays. Vers 1927 encore, tous les transports essentiels du pays se faisaient par mer. L'habitant des mornes descendait ses marchandises à l'embarcadère voisin, rarement éloigné de plus de sept à huit kilomètres. Il remontait chez lui par ses sentiers de chèvre, sans trop s'inquiéter de la route coloniale. J'ai vu se développer les « taxis pays », camions robustes sommairement aménagés en autobus et qui, tous, ou presque tous, ont leur tête de ligne à Fort-de-France. La foule des petits marchands s'est ruée sur le nouveau mode de transport. La route suivie par les taxis s'est parée de nombreux attraits. Aux arrêts normaux s'esquissent des débuts d'agglomérations autour de quelques épiceries « débits de la régie, privés »¹. Le Morne Vert, sans doute, fait depuis longtemps figure de village avec son groupe serré de maisonnettes et son église antérieure à 1902. J'ai vu créer la paroisse du Morne des Esses, comme je l'ai vu obtenir son cimetière de haute lutte. Au Vert-Pré, croisée des routes qui conduisent au Lamentin, au Robert, à Trinité et au Gros-Morne, s'esquissent des débuts de rues. Une tendance analogue se manifeste à peu près partout où l'automobile arrive sans trop d'encombre.

¹ Cette appellation « débit de la régie, privé » désigne les cabarets.

[Retour à la table des illustrations](#)

Habitat dans la région du Marigot.

Les cases se sont installées sur des morcellements strictement délimités.

Échelle 1/10.000^e

La construction d'une route a des effets analogues et peut entraîner la formation d'agglomérations nouvelles dans un canton autrefois désert. M. O. Hayot, après quelques autres, a souligné l'échec des tentatives faites au Champ-Flore dans la seconde moitié du XVIII^e siècle avec des familles alsaciennes et acadiennes, dont certaines, comme celle des Maillet, allèrent se réfugier dans les hauteurs du Saint-Esprit. Il a suffi, pour aboutir au résultat inverse, de la construction achevée en 1939 de la grande route du Morne-Rouge aux Deux-Chaux. Tandis que des bananeraies remplaçaient les bois sur les pentes avoisinantes, des groupes, déjà serrés, de cases s'installaient de part et d'autre du chemin.

L'on se trouve donc en présence d'une évolution à peine amorcée, mais dont il paraît difficile de prévoir les développements ultérieurs, parce qu'ils dépendent pour une large part de contingences humaines. Il est évident par exemple que l'établissement de voies carrossables dans la haute vallée du Lorrain, ou entre le Prêcheur et Grand-Rivière, aurait les mêmes conséquences qu'au Champ-Flore et conduirait à la naissance de nouvelles agglomérations dans ce qui n'est maintenant qu'une silve désordonnée.

En outre, la situation actuelle est pour une large part fonction du découpage administratif de la colonie. Le rôle des centres communaux augmente chaque jour. Là se trouvent l'église, l'école, ou tout au moins l'école principale, la mairie, voire le cinéma et la plupart des boutiques. Là passent les lignes de « taxis » qui vont à

Fort-de-France. Et toute municipalité qui se respecte tend à embellir son « chef-lieu », quitte à délaissé un peu les écarts. On essaiera d'y concentrer l'activité commerciale et on y fera aboutir obligatoirement les chemins vicinaux dits de « pénétration ». On construira un marché couvert, un hôtel de ville, un cercle...

Beaucoup, parmi les gens des mornes, ont déjà pris l'habitude de descendre au bourg du samedi soir au lundi. Ils y cherchent un pied-à-terre avant de s'y installer définitivement, la case des hauteurs ne servant plus alors que d'habitat temporaire. « On demeure aujourd'hui au bourg, près de la mer, au bord de la route, malgré que cinq et six kilomètres séparent parfois du champ cultivé. On rapporte chaque soir une partie de la récolte que l'on embarquera pour la ville en une seule fois au bout de quelques jours. On s'est simplement construit un abri médiocre sur la plantation, mais la maison est au bourg. » ¹.

Or, cette tendance, il ne paraît pas impossible de la diriger, de la canaliser. Dans la mesure où l'analyse qui précède est exacte, ce sont des contingences avant tout humaines qui interviennent en la matière. Nous avons vu par ailleurs que les communes de la Martinique ont une superficie double à l'ordinaire de celles de France, avec une population également très supérieure. Leur territoire s'étend normalement de la côte aux montagnes de l'intérieur. Qu'un règlement administratif vienne à en doubler le nombre, en détachant de celles établies sur le littoral les hauteurs au-dessus de 150 mètres, et l'on peut être assuré qu'autant de nouveaux centres se développeront automatiquement. Chacune des nouvelles municipalités réclamerait son église, son marché couvert, puis son école, suivant une progression maintes fois constatée. Un chemin, accessible aux autos serait construit. Ce qui s'est fait contre vents et marées au Morne-Vert, au Morne-des-Esses et au Vert-Pré se reproduirait sans mal au Pérou, à Bezaudin, à la Dominante, au Carabin, au Morne-Capot, voire au Morne-Balai et à la Démare, comme à Desmarinières, au quartier Belley et à la Renée, dans le Sud. La Martinique offre ainsi l'exemple d'un pays où la volonté administrative, convenablement éclairée, pourrait influencer si elle le désirait, et de manière immédiate, sur la répartition de l'habitat. Et cela se rattache à l'intérêt qu'on porte ou non au maintien et au renforcement de la petite paysannerie noire.

¹ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 54.

6. — LES AGGLOMÉRATIONS : VILLAGES DE PÊCHEURS, CENTRES RURAUX ET GROUPEMENTS DE TYPE URBAIN

Il a été dit, à propos des cinquante pas géométriques, que vingt et un sur les trente-deux bourgs de la Martinique se sont installés sur la côte. En fait, le nombre des agglomérations qu'on y trouve est plus élevé. Citons, parmi les hameaux importants, ceux de Bellefontaine, de la Grande-Anse du Carbet, de la Grande-Anse d'Arlets, de Tartane et de la Petite-Anse du Diamant, sans parler de quelques autres moins aisément définissables. M. Maurice a distingué au total trois sortes d'agglomérations, de « type rural, de type « pêcheurs » et de type urbain ».

La meilleure de ses définitions, parce que la plus nette, est celle des agglomérations de pêcheurs. Elles sont formées de petites maisons basses, rarement à un étage, couvertes de tuiles dans la plupart des cas, parfois aussi de paillotes, non contiguës, mais toutes proches les unes des autres, comme à la Grande Anse d'Arlets. Elles s'allongent toujours en bordure d'une grève sablonneuse, ou tout au moins de galets sur laquelle on peut facilement tirer les pirogues ou « gommiers » et faire sécher les filets sur de hauts pieux avant de les rentrer sous la « tèque », abri fait de deux panneaux en bois, recouverts d'essentes et de forme triangulaire, qu'on dépose tantôt sur le sable, tantôt sur la pirogue elle-même. Quand on longe au matin le littoral martiniquais, c'est avoir de la malchance que de ne pas assister à la rentrée d'une senne halée par deux équipes auxquelles les passants donnent volontiers un coup de main, tandis que des canots qui la suivent on bat l'eau à grands coups de rames pour effrayer le poisson et l'empêcher de s'enfuir en sautant par-dessus le filet. Puis, c'est la poche toute scintillante de poissons argentés, amenée dans un dernier effort sur le rivage où se font le tri et le partage. La mer bleue, au loin, est toute piquetée des points blancs que font les voiles de gommiers dont les occupants sont partis de grand matin relever leurs lignes et leurs casiers. La « corne de lambi »¹ annonce le retour et attire marchandes et clients sur la plage ou à la halle, lorsqu'elle existe. L'après-midi, à l'ombre des grands cocotiers aux palmes bruissantes, sous lesquels disparaissent presque les toits de tuiles ou de chaume du village, sur la grève, presque au bord de l'eau, des groupes d'hommes étendus paresseusement, le torse nu, le chef couvert du grand chapeau « bakoua », bavardent ou ravaudent des filets tout en surveillant du coin de l'œil les eaux voisines pour y surprendre à l'occasion le bouillonnement indicateur d'un banc de bonites ou de couliroux. C'est alors la ruée vers les canots, l'agitation fébrile des grands jours où l'on peut gagner sur un coup heureux de quoi subsister plusieurs semaines ou plusieurs mois.

¹ Sorte de trompe faite avec la coquille du « Strombus Gigas ».

Il est évident que de telles agglomérations sont orientées uniquement vers la mer et s'intéressent peu aux autres commodités du site. C'est le cas de Bellefontaine où la crique hospitalière aux barques se trouve resserrée des trois autres côtés entre des crêtes arides, tandis que de part et d'autre, à moins de 500 mètres, se trouvent les riches fonds Layette et Capot, parcourus par de fraîches rivières et propices, semble-t-il, à des établissements humains. À la Grande-Anse d'Arlets, l'agglomération se cantonne également sur une étroite bande de terrain entre le morne et la côte, tandis qu'à la Grande-Anse du Carbet, l'espace est un peu moins limité et le bourg s'étend jusqu'au pied de la falaise abrupte qui marquait l'ancien rivage. Au bas Macouba, à Grand-Rivière, les pêcheurs se sont installés sur un conglomérat grossier, authentique vestige des coulées boueuses de 1902, et dont toute autre utilisation serait impossible.

À l'opposé se trouverait, d'après M. Maurice, l'agglomération de type rural « où les maisons dispersées généralement en ordre lâche sont des constructions sans étage, quelquefois en pierre, le plus souvent en bois. Leurs toits de tuiles rouges, de tôles ondulées et même de chaume, aux abords du village, disparaissent sous l'épais feuillage des arbres »¹. Ce sont donc au fond des villages en formation où la concentration autour de l'église, de la mairie et de l'école est loin d'être achevée. M. Maurice y range avec raison Fonds-Saint-Denis et l'Ajoupa-Bouillon, où il y a simplement densité plus grande de cases ou de maisons le long de la route coloniale, sans qu'à aucun moment il y ait contiguïté. Le hameau de la Médaille en est également un assez bon exemple. Au Gros-Morne et à Saint-Joseph il y a déjà des alignements continus de constructions qui, dans les autres bourgs, deviennent de plus en plus importants.

C'est ce que M. Maurice appelle alors des agglomérations de type urbain. « Les maisons fortement agglomérées dans les rues principales possèdent cette cohésion qui fait défaut dans les agglomérations de type rural et même de type pêcheur. Construites en bois ou en pierre, elles ont le plus souvent un étage. À la hauteur du premier étage, un auvent protège la façade contre la morsure du temps et l'intérieur contre l'ardeur excessive du soleil. Des magasins, des cabarets, des ateliers de petits artisans... occupent habituellement le rez-de-chaussée, tandis que le premier étage sert de logement à l'homme »... Aussi, « pour désigner ces agglomérations, le terme de village serait impropre. Il ne s'agit plus en effet de villages, mais de gros bourgs »².

Cela demanderait confirmation. Il n'est guère d'endroit à la Martinique où l'on ne sente derrière la ligne de maisons, lorsqu'elle existe, les jardins proches et la campagne qui l'assaille de toutes parts. Peut-être aussi l'européen fraîchement débarqué n'est-il pas très sensible au caractère « urbain » des maisons de bois à persiennes mobiles qui apparaissent en grosse majorité et dont beaucoup n'ont pas d'étage. Leur ordonnance n'a rien de comparable aux alignements de façades en dur des grandes cités. En outre, les plus grosses agglomérations, Fort-de-France et

¹ Maurice, *mémoire de diplôme dactylographié*, p. 34. Toulouse, 1932.

² Maurice, *Mémoire de diplôme*, pp. 35-36.

Saint-Pierre mis à part, ne dépassent guère 450 à 500 constructions. Le François monte à 528, le Lamentin et le Robert à 509. Le Vauclin n'en a plus que 491 et Trinité 450 ¹. En fait, cela se tient au-dessous de ce qui constitue une ville. Il n'est pas un bourg de la Martinique qui ait l'importance et l'aspect proprement urbain de ces petites cités de 2 à 4.000 habitants, si nombreuses dans la Métropole. L'on a affaire, en réalité, à des villages agricoles à fonction de marchés et de centres commerciaux, assez proches au fond de ceux qu'on trouve en Picardie ou en Beauce. Et quand le ciel et la végétation veulent bien s'y prêter, l'illusion, avec les toits rouges qui se pressent autour du clocher, est presque parfaite. Il faut un effort d'imagination pour s'apercevoir, comme au Lamentin, que les cheminées font défaut.

Le choix du site particulier de chaque agglomération s'explique tantôt par sa position géographique, tantôt par des contingences humaines. Le Saint-Esprit offre l'exemple d'un marché qui a pris naissance au carrefour de deux routes suivant des vallées confluentes, à la limite aussi de la grande et de la petite propriété. De là son aspect ramassé entre les deux rivières. Le Lamentin, Petit-Bourg, Rivière-Salée et Rivière-Pilote ont grandi à l'extrémité du canal accessible aux petites embarcations qui les relie à la mer : La croisée du Gros-Morne, en pays de population particulièrement dense, n'a pu agglomérer que 177 maisons. Saint-Joseph offre un exemple curieux de ce que peut à l'occasion, la volonté d'un seul homme. La principale agglomération se trouvait, au XIX^e siècle, sur la route coloniale de Trinité, à seize kilomètres du chef-lieu. Il y existait une paroisse, dont l'abbé Maillard, qui la desservait, résolut de faire une commune, mais à condition qu'elle fût « équidistante de Fort-de-France et du Gros-Morne ». « Il acheta la propriété Rosières et là, sur le flanc d'un coteau, à douze kilomètres de la capitale, il construisit son église et son presbytère. Les deux tiers de la population suivirent le mouvement, et vinrent s'installer autour de cette église » ². Les plus fidèles à leur terre et à leur maison demeurèrent sur place auprès de la chapelle inachevée appelée depuis lors et pour cette raison la « Chapelle sans croupion ».

On saisit, de prime abord, les raisons de commerce et de transports qui ont établi la grosse majorité des bourgs en bordure de la mer. Mais, entre des plages également possibles, ce sont des causes accidentelles qui ont fixé le choix. On ne voit pas le déterminisme géographique qui a fait préférer l'emplacement actuel du Marigot à l'anse du Charpentier, le havre du Robert à la baie du Galion, celui du François à l'emplacement du Simon. Le Carbet et Sainte-Marie sont les seuls exemples certains de bourgs modernes ayant succédé sans délai à une agglomération caraïbe. On peut seulement présumer que, dans un certain nombre de cas, la grande propriété a joué vis-à-vis de l'habitat libre le même rôle répulsif que de nos jours. Le P. Labat nous laisse clairement entendre que le possesseur du domaine sur lequel on installait une paroisse nouvelle n'était pas particulièrement

¹ Maurice, *Mémoire de diplôme*, pp. 35-36.

² *Annuaire de la Vie Martiniquaise*, 1936, p. 472.

enchanté, du cadeau, encore que la plupart du temps il s'efforçât de faire contre mauvaise fortune bon cœur.

Il est quelques sites, néanmoins, qui, plus que tous autres, devaient s'imposer aux arrivants. La nature a fait de Trinité le seul port en eau calme et d'accès relativement facile pour toute la Capesterre au Nord de la Caravelle. Il s'y est créé une façade de mer, une ligne ininterrompue de constructions, quelques-unes de belle allure, qui s'allongent sur plus d'un kilomètre. Près de la mairie, quelques rues donnent à l'agglomération, un peu de profondeur. Trinité ne compte que 450 maisons, moins par conséquent que le Lamentin, le Robert ou le François. Avec sa place Joyeuse, cependant, ombragée de grands tamariniers, son hôtel de ville, son hôpital, ses vieilles demeures à étages, sa grève où vient mourir le dernier ressac de l'Atlantique, elle évoque quelqu'un de ces petits ports méditerranéens aux couleurs vives et ocrées, minuscules et tout pleins cependant de vie citadine. Le Marin, au fond de son cul-de-sac, a essayé lui aussi de s'élever à cette dignité. Seule la grande place, avec l'école d'une neuve blancheur et l'église de style XVIII^e, peut faire illusion. La campagne et la mer, vers laquelle descend en étages un cimetière digne de Valéry, sont trop proches cependant pour qu'on ait la sensation de la petite ville.

L'actuelle agglomération de Saint-Pierre atteindrait à nouveau quelque huit à neuf cents maisons. Mais surtout les constructions actuelles sont souvent blotties dans les encoignures de ruines dont les murs leur servent d'appui. La façade de mer se rétablit autour de la place Bertin et l'espace compris entre le Morne-Abel, le Morne-d'Orange et la Roxelane est de plus en plus réoccupé par l'homme. Le Mouillage et, dans une certaine mesure, le quartier du Fort se reconstituent. Comme le pavé des rues est demeuré intact, que la canalisation d'eau a été remise en état, la cathédrale reconstruite ainsi qu'un marché couvert, un peu de l'ancienne splendeur tend à réapparaître. Il est difficile pourtant de suivre jusqu'au bout les zéloteurs de l'ancienne capitale et M. May lui-même, dans l'analyse détaillée qu'ils font des avantages du site. Sans doute la rade est-elle, comme ils le disent, sablonneuse et d'accès facile. Mais elle est ouverte aux vents d'W. S. W. et dangereuse en temps d'hivernage. Les bâtiments français devaient la quitter alors pour se réfugier dans la baie du Fort-Royal, « soit au port du Carénage, soit aux Trois-Îlets »¹. Il est exagéré encore d'affirmer que « convergent vers la Roxelane toutes les routes naturelles » de l'île². La plus fréquentée, celle du Morne-Rouge, qui conduit à la Capesterre et aux terres relativement peu accidentées du Nord-Est, passe à plus de 500 mètres d'altitude. Il n'y avait pas là, marqué par la nature, l'emplacement d'une grande cité.

Il semble alors que les premiers colons aient surtout été attirés par les avantages du site particulier, la longue plage où il était facile d'atterrir, le terrain stable pour bâtir, les eaux vives descendues des Pitons comme de la Pelée, le pays relativement plat au delà de la Roxelane. Il est vraisemblable que l'élan acquis

¹ Monnier, *op. cit.*, p. 140.

² May, *Hist. écon.*, p. 221.

dans les débuts fut pour beaucoup dans la primauté de la ville jusqu'en 1902. Primauté incontestable et incontestée au point de vue commercial, industriel, artistique. Là s'était concentrée la moitié au moins de l'ancienne société créole. Cependant, Saint-Pierre n'a jamais dépassé 26.000 habitants, alors que la population de Fort-de-France est montée en moins de quarante ans à plus du double de ce chiffre ¹.

7. — FORT-DE-FRANCE

Longtemps arrêtée par la concurrence de sa vieille rivale, la capitale administrative de l'île a ainsi révélé les possibilités qu'elle recélait en elle. Sa rade est sûre, profonde, facile à défendre. D'elle plus que de Saint-Pierre, il est facile d'atteindre par voie de terre les différents quartiers de l'île : on ne passe nulle part à plus de 250 mètres d'altitude, sauf sur la « Trace ». Le développement de l'automobile au détriment du cabotage côtier lui assure de ce côté un avantage décisif.

À l'inverse, le site particulier, malgré les efforts de De Baas et du Comte de Blénac, est demeuré longtemps hostile à l'homme. Il a fallu non seulement assécher les marais, mais faire venir l'eau des hauteurs, draguer les vases de la Rivière Madame et de la Ravine Bouillé. Les plans de Monnier nous montrent la ville encore toute resserrée entre la Levée et la mer, la rivière et le Fort Saint-Louis. Ses rues étroites et se coupant à angle droit subsistent telles que Blénac les avait tracées. À l'arrière-plan, les hauteurs de Tartenson et surtout de la Redoute ou Fort-Desaix, vers lesquelles grimpe la vieille route dite « du Pavé ».

Devant l'afflux de la population, des banlieues se sont organisées. Toute la partie basse fut progressivement occupée. Au pied du Plateau Didier s'étend une pente adoucie qui descend vers la Rivière Levassor. Le dernier propriétaire, un avoué de Saint-Pierre, en fit opérer le morcellement vers 1907. C'est demeuré un quartier de petites gens, aux maisonnettes nombreuses, mais indépendantes les unes des autres, à la voirie fort médiocre et où il n'est pas tellement rare de rencontrer, comme en plein morne, volailles et porcs errants.

Les Terres Sainville ont une autre allure. Il s'agit là d'une ancienne habitation passée aux mains d'une compagnie privée, dite Société des faubourgs Thébaudière. Elle louait à haut prix des terrains marécageux sur lesquels de pauvres hères installaient au hasard des cases montées sur pilotis, et qui, au jour de grandes pluies, paraissaient émerger des eaux comme une cité lacustre des anciens temps. Après noises et procès, la municipalité de Fort-de-France put acquérir la propriété du tout au lendemain de la guerre de 1914-18 pour le prix de trois millions.

¹ 26.011 exactement pour Saint-Pierre, au 1^{er} janvier 1902.

L'assainissement du quartier a été poursuivi de manière continue. On a élevé église, écoles, fontaine lumineuse même. De beaux immeubles se construisent. Il est pourtant quelques rues écartées où il est encore préférable de ne pas regarder de trop près.

Cependant les conditions mêmes dans lesquelles fut opéré, le lotissement en chassèrent la fraction la plus misérable de la population. Celle-ci se réfugia sur les pentes et plateaux qui forment, au-dessus du port de la Compagnie Générale Transatlantique, ce que l'on appelle les Terres Porry, du nom de l'actuel propriétaire. À côté s'élève le Morne des Capucins, ou Pichevin, dont une partie servit en 1865 à combler les marécages du bas. Il fut à son tour morcelé et plus de 500 locataires y construisirent leur demeure. Des quantités de petites rues se sont ainsi créées, aux noms les plus divers, l'avenue du Général-Mangin voisinant avec la rue Ti-Doudou et celle du Colibri. Une nombreuse population s'y entasse dans des conditions d'hygiène encore lamentables malgré les travaux d'édilité effectués au cours des dernières années.

Naguère encore, de l'autre côté de la route du Lamentin, « un immense champ de roseaux bordait la route. Le voyageur attardé ne passait le soir à cet endroit qu'avec une certaine frayeur et rares étaient ceux que la tombée de la nuit surprenait hors de chez eux s'ils habitaient plus haut... Les roseaux ont fait place à nombre de maisonnettes alignées le long de la route »¹. Dans la même région s'est peuplé le quartier de la T. S. F., banlieue d'artisans aisés et de petits employés propriétaires de leur villa et d'un lopin de terre. Le long de la Rivière-Monsieur s'étend, formé par morcellement de terres appartenant à l'ancienne habitation Dillon, le quartier dit « des eaux découpées », puis le faubourg de la Camille, et toute cette banlieue de formation récente compte maintenant plus de quinze mille habitants.

À l'Ouest et au Nord, escaladant les mornes qui dominent la plaine alluviale, se sont installés les quartiers de résidence, Bellevue d'abord, occupé depuis une trentaine d'années, puis les hauteurs du Plateau Deldier et de la Redoute, les plus agréables, aux abords immédiats de la ville, et parsemées aujourd'hui de riches demeures. Au delà s'étendent les banlieues lointaines, dont celle de Balata, à cause de sa fraîcheur, est la plus recherchée, mais dont la vocation demeure avant tout agricole. Ainsi, l'agglomération grandissante voit-elle ses quartiers se spécialiser de plus en plus. Le « Bord de Mer » évoque le commerce d'importation et d'exportation. La Compagnie (Transatlantique) et le Bassin de Radoub monopolisent les fonderies et les ateliers mécaniques. Sainte-Thérèse, l'Ermitage, la rive droite de la Rivière Levassor évoquent les banlieues de plus en plus misérables qui tournent facilement au « Bidonville ». Didier, Bellevue, la Redoute respirent à tout le moins une large aisance.

¹ Monographie du quartier Sainte-Thérèse, inédite, écrite à l'occasion du Tricentenaire par A. Dillon, directeur d'école.

La ville, aperçue, d'en haut, frappe par son ordonnance régulière, son aspect de petite cité aux toits rouges, sagement alignés les uns à côté des autres, et sur lesquels tranchent seulement en couleurs claires les bâtiments les plus récents. Cela vient de ce que les banlieues, à beaucoup près les plus peuplées, s'enfouissent dans une verdure épaisse. Par ailleurs, comme dans la Martinique entière, le passé n'a légué que peu de monuments intacts. Cyclones, raz-de-marée, tremblements de terre et incendies ont exercé, tour à tour leurs ravages. Seules ont résisté de vieilles constructions en dur, aux murs particulièrement épais ou aux voûtes solidement arc-boutées. En ce qui concerne Fort-de-France, la ville a été alternativement construite et reconstruite en bois et en pierre, selon qu'on craignait davantage les incendies ou les tremblements de terre. Au début du XIX^e siècle, elle était de pierre. Après le tremblement de terre du 11 Janvier 1839, qui fit d'immenses dégâts, le Conseil Municipal rendit obligatoire de construire désormais en bois, ou en bois sur solage. Le résultat s'en fit attendre une cinquantaine d'années, mais n'en fut pas moins probant. D'après une tradition recueillie auprès de plusieurs témoins, le 22 juin 1890, une vieille femme qui « faisait son canari », c'est-à-dire bouillir son pot près d'une cloison, s'aperçut tout à coup que celle-ci flambait. En un instant, la maison ne fut qu'un brasier, puis les voisines. La chaleur devint si intense que le feu prenait d'une rue à l'autre et ce n'est qu'en abattant des quartiers entiers que les troupes arrêtaient l'incendie aux extrémités de la ville, vers la rue du Gueydon et vers la Savane ¹.

Le problème qui se posait était alors, comme l'indique le P. Janin, fort difficile à résoudre. Le bois résistait mieux aux tremblements de terre, la brique et la pierre au feu. On adopta, au début de la reconstruction, en partie retardée par le cyclone du 18 août 1891, un moyen terme. Dans quelques maisons, on employa même le fer. Le plus curieux d'ailleurs fut qu'on respecta intégralement le plan de Blénac. Il n'y eut pas non plus d'innovation remarquable dans la disposition des maisons. La proportion seule des matériaux fut modifiée et c'est ce qui explique l'aspect si « province », si « vieille France », qu'ont conservé beaucoup de rues de cette cité tant de fois reconstruite.

Aspect qui, d'ailleurs, ne se maintient que dans les quartiers à peu près demeurés intacts depuis 1900. Dans l'ensemble, certes, la ville n'a plus connu de catastrophe comparable au tremblement de terre ou au grand incendie du siècle dernier. Les secousses sismiques de 1906 et 1946 ont fait se lézarder et s'écrouler quelques murs, sans plus. Il y eut davantage de « feux » importants. C'est aux endroits qu'ils ont déblayé, comme dans les quartiers neufs, qu'on emploie désormais le ciment ou le béton armé : solution théoriquement parfaite dans l'exacte mesure d'ailleurs où les matériaux sont de bonne qualité et le travail fait avec soin.

Ce qui est vrai pour le chef-lieu l'apparaît également pour les autres agglomérations de la Martinique. Il suffit de rappeler pour mémoire ce qui s'est

¹ Janin, p. 162, d'après Garaud, Trois ans à la Martinique, p. 254.

passé dans la zone volcanique en 1902. En dehors même de cela, il n'est pas de bourg qui n'ait été à diverses reprises endommagé ou détruit. Mais l'homme, qui oublie vite, reconstruit au même endroit, par nécessité souvent, par routine aussi, par tradition, par indifférence ou résignation aux accidents du sort ¹.

¹ Je n'ai pas cru devoir établir une carte spéciale de l'habitat. En ce qui concerne la vie rurale, on peut se référer à « l'esquisse schématique des principaux peuplements de petits cultivateurs » établie par le P. Delawarde et qui a pour fondement la densité des cases au km², telle qu'elle ressort des plans de la C. A. F. Mais au fond, j'estime plus suggestive la carte démographique détaillée, établie d'après les derniers recensements et les plans de la O. A. F. et qu'on trouvera plus loin. Partout où il y a des hommes il y a des maisons Il m'a semblé inutile, dans ces conditions, de risquer un double emploi.

Deuxième partie

Géographie Humaine

CHAPITRE IV

LES MAISONS

1. — CASES, MAISONNETTES ET AJOUPAS

[Retour à la table des matières](#)

MAIS tout habitat suppose des demeures individuelles ou collectives. Nous avons essayé d'en définir, dans le chapitre précédent, les raisons d'isolement ou de groupement. Il reste à préciser maintenant leurs caractéristiques intrinsèques.

À l'échelon inférieur se trouve ce qu'on appelle la case, exiguë, bâtie en matériaux peu coûteux empruntés au pays même et qui demeure sur les mornes l'habitation de beaucoup la plus répandue. Sa silhouette rectangulaire, son toit de chaume la rendent en principe aisément reconnaissable. Le problème de ses origines a fortement préoccupé le P. Delawarde qui, entre deux traditions, la Caraïbe et l'Africaine, s'est cru obligé d'opter pour la dernière. Il est inutile de le suivre dans les détails de sa construction aussi ingénieuse que fragile, car il apparaît certain que ce type d'habitation a été introduit aux Antilles par les premiers colons. Aujourd'hui encore, les Indiens de l'Amérique du Sud abandonnent la case ronde dès qu'ils entrent en contact, même superficiel, avec la race blanche ¹.

Au demeurant, la case martiniquaise s'adapte avec une infinie souplesse aux conditions locales et varie avec elles. En région humide, on utilise largement les bambous après les avoir fendus en lamelles. Pour la toiture, la forêt voisine fournit

¹ Sven Loven, *Origin of the Tainan Culture*, p. 341.

des essentes. Mais, autour des grandes habitations, « la case apparaît désormais comme un nid de paille ». Les feuilles de cannes sont utilisées tant pour la toiture que pour les « palissades ». « Elles couvrent tout et pendent comme une chevelure. » Dans les régions sèches, on a recours à des entrelacs de petites branches, surtout de « ti baume, de crécré, de bois ravine », qui donnent à la construction l'aspect d'un grand panier ¹.

C'est là aussi, et seulement là, que les parois sont revêtues à l'occasion, d'une sorte de torchis où se mélangent en proportions variables racines, herbes sèches, terre grasse, bouses de vaches, cendres et chaux éteinte. Cela, comme le note le P. Delawarde, garantit de la chaleur du jour, mais aussi de la fraîcheur nocturne. Et il est exact que, badigeonné de blanc, le tout est à peu près décent.

En général, on recherche pour la charpente les bois incorruptibles ; acajou, balata, acomat, fougère arborescente, quand on ne fait pas tout simplement appel maintenant aux « bois du Nord » importés par le chef-lieu. La case se monte souvent aussi sur un petit solage en maçonnerie dont les éléments sont empruntés à la ravine proche. L'Est et le Sud-Est de l'île fournissent la chaux nécessaire au mortier que beaucoup remplacent aujourd'hui par le ciment.

Le plan est à peu près partout le même et la case mesure d'ordinaire 3 m. x 5 ou 4 x 6 et parfois 8. La couverture à deux pans est en feuilles de cannes, mais « on peut se servir d'autres feuilles, les premiers colons y furent contraints. On trouve ainsi sur les toits les herbes dites « panaches », le vétiver, la feuille de balisier, le latanier... » ².

Les meilleures pages du P. Delawarde sont celles où il montre comment se construit la case. Depuis le premier coup de houe pour aplanir le sol jusqu'à ce que la construction soit terminée, on peut compter sur le voisinage, auquel on offre le « punch » et à l'occasion le repas. Tout va plus vite, au son de « l'orchestre rural » qui soutient la cadence.

Le terrain aplani, on l'assure aux extrémités, si la pente est trop marquée, par une murette de « roches » empilées, une ligne de troncs de fougères, parfois de simples bambous. Lorsque le soubassement est terminé intervient le « charpentier ». Grave, compassé, le crayon sur l'oreille, même s'il ne sait ni lire ni écrire, il prend les mesures, choisit les bois « et dresse l'ossature ». Les poteaux sont passés au feu à leur base, à moins « que leur bois ne contienne un « sirop », une sève qui les conserve dans le sol » ³.

Puis c'est le revêtement du toit avec des paquets de quinze à vingt feuilles de cannes. Ce sont les « têtes paille » ou « bouchons ». Il en faudra de quarante à cinquante bottes de cent pour une case de dimensions moyennes avec une provision de lianes pour les fixer, lianes « mibi », siguines ou écorces de mahot.

¹ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 146-147.

² Delawarde, *ibid.*, p. 150.

³ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 153.

Ces « bouchons » sont serrés côte à côte par le gros bout entre deux lattes de bambou ou deux roseaux, ce qui donne une panne ou tuile végétale chevelue que l'on nomme « la cousse paille » ¹.

Tel est l'abri de ces géorgiques antillaises où le P. Delawarde se plaît à montrer, dans le soir qui tombe, l'homme revenant du travail et suivi de sa femme qui porte sur la tête une part de la récolte. Près de la pierre plate qui sert de seuil, un « coui plein d'eau » pour se laver les pieds.

À l'intérieur, deux pièces, dont une seule communique avec l'extérieur. Dans la première, une table, quelques sièges, parfois une simple banquette. Sur une étagère, deux carafes pour la « grappe blanche » ² et le sirop, ainsi que quelques verres.

« Dans la chambre d'à côté, à demi obscure, une vieilleuse tremble devant le crucifix d'un petit autel domestique placé sur une étagère... Bien souvent, un grand lit à colonnes tournées dans le dur courbaril, hérité des anciens ou acheté à peu de frais, encombre la pièce exiguë » ³. Quelques coffres pour les vêtements, pas de lit pour les enfants : ceux-ci dorment sur des nattes ou des sacs qui forment la « cabane ». Il est également courant que les parois, pour se protéger des courants d'air, soient tapissées de journaux presque toujours illustrés et souvent anciens.

Il paraît plus difficile de suivre le P. Delawarde lorsqu'il affirme que c'est le plan, la silhouette et non « pas tant le matériel qui déterminent le caractère de la case, de sorte que l'introduction de plus en plus considérable dans les mornes de la tuile, des planches, du ciment... ne détruira pas ce type d'habitation » ⁴.

Ainsi se trouve posé le problème des limites : où finit la case, où commence la maisonnette ? La frontière demeure forcément indéfinie. Ce n'est sans doute pas parce qu'elle aura une cloison, un plancher même que la demeure exiguë du paysan martiniquais changera de catégorie. Une petite construction de planches « pays » grossièrement assemblées, couverte de chaume, une autre en bambou ou « ti baume », surmontée de quelques tôles, d'autres avec des murs de piéton demeurent apparemment des cases. Il est plus difficile de ranger dans cette catégorie une maisonnette de bois aux parois peintes et surtout couverte de tuiles pour lesquelles il faut une charpente plus solide et mieux conditionnée.

Il serait logique, semble-t-il, de réserver le terme de case à des constructions élémentaires où n'interviennent à peu près que des matériaux trouvés sur place et ne nécessitant l'intervention, sauf le charpentier, d'aucun ouvrier spécialisé. L'adjonction d'une galerie, rare avec le système de la paillote, change également le caractère de la demeure. Et au fond, c'est bien ainsi que l'entendent les habitants des mornes. La paillote est plus agréable, plus saine que la maisonnette en bois couverte de tôle qui ne protège ni contre l'ardeur du soleil vertical ni contre le

¹ Delawarde, *ibid.*, p. 154.

² Rhum blanc.

³ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 156.

⁴ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 157.

refroidissement nocturne. Mais c'est déjà la preuve d'une certaine ascension dans les rangs de la société, et dont le degré supérieur serait représenté par une demeure spacieuse couverte de tuiles mécaniques venues de Marseille.

À la case s'ajoutent souvent, mais non toujours, des annexes : cuisine sous un abri léger, écurie quand on possède un cheval, toit à porcs, si l'on peut appeler de ce nom les quelques bouts de tôle qui sont censés abriter leur pensionnaire. Naturellement, ces annexes sont disposées de manière à gêner le moins possible les humains et leur orientation est toujours en rapport avec le vent dominant.

Mais même à l'échelon le plus bas, dans sa simplicité la plus primitive et la plus nue, la case rurale garde un aspect qui n'est pas repoussant. Cela tient au décor agreste qui l'entoure, à la propreté de la petite plateforme de terre battue sur laquelle elle s'enlève, à son petit jardin de fleurs vives. Cela l'oppose en tout cas aux invraisemblables tanières suburbaines, hâtier, à l'aide de vieilles planches de caisses, achetées au « bord de mer », et de « bombes » ou touques à pétrole dont on a découpé le fer blanc pour improviser une toiture vite rouillée.

Avec l'ajoupa, nous revenons à la campagne. On nomme ainsi un abri provisoire « où le petit cultivateur, occupé sur un « dégras », loin de sa case, se retire pour prendre son repas et se reposer au sec et à l'ombre »¹. Le toit est toujours à un seul pan. Les parois plus grossières s'opposent au vent dominant. En fait, tout cela est fort variable. Les ouvriers qui travaillaient à la route des Deux-Choux, au Morne-Rouge, s'étaient construit des abris à peu près hermétiques cloisonnés avec de grandes feuilles de balisier et couverts de tôles ondulées sur lesquelles, par crainte du vent, ils avaient posé de grosses pierres. Lors de la fête patronale qui dure à l'occasion trois ou quatre dimanches consécutifs, les places des bourgs sont envahies par de nombreuses constructions de ce genre où la feuille de cocotier joue un rôle essentiel. Beaucoup de ces « privés » ou « débits de la régie » improvisés comportent une arrière-boutique qu'un rideau sépare du reste et qui s'orne d'un divan de bois dur, aux extrémités recourbées, et propre aux confidences...

¹ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 158.

2. — VIEILLES DEMEURES, MAISONS DE MAÎTRES ET HABITATIONS URBAINES

À l'opposé de ces constructions légères se profilent les lourdes silhouettes des vieilles demeures quasi-féodales dont les murs ont été élevés pour défier « les intempéries et même les cataclysmes » ¹. En réalité, cela ne se fit pas du premier coup. Le P. Labat déclare qu'en « ce temps-là, c'est-à-dire à son arrivée aux Isles en 1694, toutes les maisons (de Saint-Pierre) étaient de bois. Il n'y avait que celle des Jésuites et les deux raffineries qui fussent de maçonnerie » ².

Le P. Delawarde s'est efforcé à son tour de définir ce qu'il appelle la « maison du planteur ». Cette « vaste demeure, écrit-il, comporte d'ordinaire un corps de logis rectangulaire, en principe sans étage, flanqué de deux galeries fermées, dont les toitures en pente douce peuvent être indépendantes des deux pans fortement inclinés qui couvrent la partie principale ». Il ajoute d'ailleurs : « Est maison ou maisonnette, dans les mornes, une habitation faite à l'imitation de la maison du planteur. » ³.

En l'absence de statistiques sur ce point, on ne peut se laisser guider que par des souvenirs ou des impressions d'enquêtes. Il est incontestable, comme nous l'avons déjà marqué à propos de la case, qu'on ne peut se satisfaire de la définition que donne le P. Delawarde de la maison ou de la maisonnette dans les mornes. Elle ne repose que sur une pétition de principes. En ce qui concerne « l'habitation du planteur », qui est la plupart du temps aujourd'hui celle du gérant ou de l'économe, il est possible de présenter les remarques suivantes : si le plan auquel se réfère le P. Delawarde est répandu, dans certaines régions, tout au moins, on trouve presque aussi fréquemment le type « bungalow » avec vérandah continue et ouverte sur tout le pourtour de la maison. À chaque instant de la journée, il y aura donc un coin où trouver de l'ombre et de la fraîcheur. L'étage existe très fréquemment du Nord au Sud de l'île, aussi bien à Vivé et à Pérou de Basse-Pointe qu'à Bellevue du Marigot, à Lassalle-de-Sainte-Marie, à la Féral du Petit-Bourg, à Beauregard et à Caritan de Sainte-Anne, pour ne prendre que quelques exemples connus qui pourraient être facilement multipliés. De même, le plan intérieur est assez variable. Il arrive que la galerie extérieure soit supprimée et que la silhouette demeure tout « européenne », comme à tel château proche de Sainte-Marie. En fait, il semble impossible de dégager une loi quelconque des observations recueillies. La fantaisie individuelle joue trop dans ce domaine.

Le P. Delawarde souligne justement, par contre, que le pays est parsemé de ruines « en dur ». Elles se rencontrent par groupes, où l'on reconnaît assez facilement la demeure du maître. Il est exagéré de soutenir que celle-ci était trop

¹ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 165.

² Labat, Ed. Duchartre, I, p. 33.

³ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 162.

souvent placée dans des lieux peu aérés par crainte des cyclones. Souvent, au contraire, on en trouve les restes sur des éminences que les vents battent de toutes parts, comme vers le sommet du morne Diamant. Dans les bas-fonds même, il est rare que la maison d'habitation ne soit pas orientée exactement par rapport à un courant d'air à peu près constant et relativement frais. C'est le cas au-dessus des Trois-Rivières, vers l'ancienne habitation Lavison, ainsi qu'au Val d'Or de Sainte-Anne.

Il est exact encore que ces demeures ont été construites avec une solidité exceptionnelle. Les murs en ont été élevés « avec d'abondants moellons charriés par les esclaves et noyés dans un mortier de formule empirique où entraient des cendres, du sirop de cannes, de la chaux madréporique ou faite de coquillages, comme en sont la preuve les fragments qu'on y trouve »¹. Ainsi que l'a souligné en son temps Sydney Daney, elles ne portent aucunement la marque de ce qu'on pourrait appeler un style colonial. Tout au contraire ressemblaient-elles extérieurement, pour la plupart, aux vieilles demeures de la Métropole.

Mais l'aménagement intérieur, dans sa simplicité, témoigne d'une adaptation tout à fait remarquable au climat. L'existence constante d'une très grande salle dont la pénombre fait contraste avec la lumière crue de l'extérieur entretient, du haut en bas de la maison, un léger courant d'air. Rien de plus agréable, à cet égard, que les quelques vieilles demeures survivantes du passé et que leurs actuels propriétaires ont eu le bon goût de maintenir à peu près intactes. Car il ne faut pas toucher à cette ordonnance. À Beauregard de Sainte-Anne, la transformation en gendarmerie et le cloisonnement qui en résulte firent disparaître d'un coup l'extraordinaire fraîcheur du lieu. Aussi est-il difficile, une fois de plus, de souscrire à l'affirmation du P. Delawarde que les ruines en dur « appartiennent à des constructions faites par les premiers colons, selon un style européen qui fut reconnu inadapté au climat tropical »². Le contraire serait tout aussi exact.

Autour de la ville et des principaux bourgs se développent des quartiers neufs où la fantaisie tant des propriétaires que des entrepreneurs se donne libre cours. Bungalows, maisons à galerie, avec ou sans étage, alternent avec les cubes bariolés de béton armé, voire avec des imitations de castels moyenâgeux. L'on s'affranchit même des règles en apparence les plus élémentaires d'adaptation au sol et au climat. Le ciment vient de France ou de Belgique, les fers de l'armature sont également importés. L'intérieur est trop souvent compartimenté en cellules étroites où l'on a tout le loisir d'étouffer. On construit en hauteur, dans un pays sujet aux cyclones et aux tremblements de terre, sans fondations toujours suffisantes. Par ailleurs, on n'a pas su concilier avec les exigences de l'esthétique celles de commodités bien modestes encore. Un journaliste américain de quelque renom, M. Gervaisi, a fait scandale à la fin de 1940 en qualifiant la Martinique de « perle puante des Antilles ». Il exagérait. Cependant, Fort-de-France continue à ignorer le tout-à-l'égout. Jusqu'après 1930, le service des vidanges fut assuré par de vieilles

¹ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 165.

² Delawarde, *ibid.*, p. 167.

femmes vêtues de noir qui, pipe au bec et balai au poing, leur haute poterie d'Aubagne sur la tête, défilaient à la brune par les rues de la ville jusqu'au déversoir de la Pointe Simon. L'on emploie maintenant des voitures closes. Mais ce fut déjà une petite révolution lorsqu'on imposa des fosses septiques dans les lotissements nouveaux de Bellevue et l'installation correspondante parut si digne d'intérêt à de braves gens qu'ils n'hésitèrent pas à lui sacrifier la plus belle pièce ou presque de leur demeure.

Peu à peu, malgré tout, des aménagements nouveaux s'introduisent. Ils ne sont bien souvent encore que l'apanage d'une petite minorité. L'électricité, par exemple, n'est guère employée que par les gens de la ville, des bourgs et quelques gros propriétaires. Elle commence cependant à gagner les campagnes et l'on peut espérer qu'il en sortira, un jour ou l'autre, un progrès décisif.

Telle est donc la manière dont se logent les hommes à la Martinique, et dont ils répartissent leurs demeures. Ce sont surtout, comme nous avons essayé de le montrer, leurs habitudes, leurs ambitions, leur fantaisie ou leurs désirs qui, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, guident leur choix infiniment plus que ce qu'on appelle le déterminisme géographique, lequel ne joue guère qu'à la base et pour les formes les plus élémentaires.

Deuxième partie

Géographie Humaine

CHAPITRE V

L'AGRICULTURE

I. — GÉNÉRALITÉS. LES CULTURES VIVRIÈRES

1. — LES SOLS

[Retour à la table des matières](#)

IL en est de même dans d'autres domaines et la Martinique offre le paradoxe d'un pays surpeuplé, où la densité est de l'ordre de 200 habitants au kilomètre carré, qui vit presque exclusivement de l'agriculture et dont plus de la moitié cependant demeure inexploitée. La cause doit en être cherchée dans la diversité des sols sans doute et les variations de la pluviosité, mais plus encore peut-être dans un certain nombre de contingences d'ordre historique et économique.

Une classification déjà ancienne due à M. O. Hayot répartit les terres de l'île en trois groupes principaux : terres légères du Nord, « ocre rouge » du centre et alluvions du Sud ¹. C'est cette classification qui a été reprise et adoptée par M. D. Blanche dans son « Introduction à l'étude pédologique des sols de la

¹ O. Hayot, Matériaux pour l'histoire agricole de la Martinique, p. 14.

Martinique » ¹, ainsi que par M. D. Kervégant, dans un important rapport, en grande partie inédit et qu'il a bien voulu me communiquer. Les ponces de la Pelée et des Pitons se distinguent par leur grande perméabilité et la facilité avec laquelle elles se laissent entraîner par les eaux de ruissellement. La couche de terre végétale apparaît faible surtout sur les pentes des mornes. En profil, écrit M. Kervégant, l'horizon A (éluvial) a une épaisseur de 0 m. 20 à 0 m. 60, tandis que l'horizon B (illuvial) est presque inexistant. Ce sont des terres excellentes, faciles à travailler, mais qui ont besoin d'un renouvellement fréquent de la matière humique.

Les terres latéritiques — il faut entendre le mot dans son sens le plus large — occupent le Centre et une bonne partie du Sud. Elles se caractérisent toutes par leur forte teneur en argile ou hydrargilite, ce qui rend le travail du sol pénible en maints endroits. Dur à la saison sèche, celui-ci devient en effet boueux et collant à la saison des pluies. L'horizon éluvial a de 0 m. 40 à 0 m. 60 d'épaisseur, l'horizon illuvial de 1 à 6 et même 10 ou 15 mètres. Ces terres sont d'ailleurs excellentes à condition d'être chaulées, drainées à l'occasion, et de recevoir des engrais en quantité suffisante, ce qui prouve, au demeurant, qu'on n'a pas affaire à de la vraie latérite. Les plus hauts rendements viennent néanmoins des terres d'alluvions qu'on rencontre dans les fonds et sur le pourtour de la baie du Lamentin. Elles apparaissent lourdes et fortes, très profondes et d'une fertilité remarquable et continue.

Mais la constitution physique n'est pas tout. Un trait caractéristique des sols de la Martinique est, à quelques exceptions près, leur pauvreté relative en acide phosphorique et même en potasse, ainsi que leur réaction généralement très acide. Il y a ainsi « uniformité relative dans la structure agrologique du nord au sud de l'île » ², et cette uniformité montre de « façon manifeste que les conditions climatologiques ont bien été le facteur dominant de la genèse des terres » ³. Giraud avait déjà constaté que « la fertilité d'un sol est en raison de la quantité de pluies qu'il reçoit : pas de pluie, pas de végétation » ⁴.

2. — LES CULTURES ET LEUR RÉPARTITION

Les cultures, à l'heure actuelle, se concentrent presque exclusivement dans la zone des précipitations inférieures à 3 m. 50 et d'ordinaire égales ou supérieures à 1 m. 50. C'est ce qui explique que, comme le notait déjà M. Lacroix, « solitudes » et quasi déserts puissent occuper près de la moitié d'une île par ailleurs surpeuplée, la mise en valeur n'ayant pas progressé, loin de là, depuis la fin du XVIII^e siècle. Cannes, café, coton, cacao, canéfiges, bananiers, gros légumes et fosses à manioc couvraient 36.600 hectares en 1788. Le maximum fut atteint dans la seconde

¹ *Bulletin Agricole*, juillet 1937.

² Laparra, *Aperçu agrologique sur la Martinique*, p. 4.

³ Laparra, *Aperçu agrologique sur la Martinique*, p. 4.

⁴ Giraud, *Esquisse géologique*, p. 59-60.

moitié du XIX^e siècle avec 40.000 hectares aux environs de 1890. Mais on n'en recensait déjà plus que 29.703 en 1900, 28.272 en 1935 et 21.960 en 1942.

3. — LES CULTURES VIVRIÈRES ET LEUR ÉVOLUTION

On distingue traditionnellement les cultures vivrières des cultures d'exportation. Les premiers colons avaient été attirés au XVII^e siècle par la perspective d'une rapide fortune. Mais en attendant, il leur fallait subsister. Sur les premiers défrichements, on planta les boutures de patates et de manioc apportées de Saint-Christophe. Par la suite, l'administration, tout en favorisant le commerce avec la Métropole, voulut toujours que l'île, en cas de besoin, pût se suffire à elle-même. Une ordonnance du 6 décembre 1724 faisait obligation à tout propriétaire d'entretenir 500 « fosses » de manioc et une autre de 1736, 25 bananiers par tête de nègre travaillant. Il en résultait que les « habitations » devaient consacrer une part importante de leurs terres aux cultures vivrières et en particulier à celle du manioc, ce qui donnait une incontestable variété au paysage agricole, mais diminuait d'autant la superficie que chaque planteur pouvait consacrer aux cultures d'exportation. La main était d'ailleurs tenue strictement à l'application des mesures prescrites afin d'éviter la disette toujours menaçante. C'est ainsi qu'en 1784, au lendemain de la guerre d'Indépendance américaine, on dénombrait à la colonie 491 carrés ou 633 hectares plantés en patates et ignames, 3.090.363 pieds de bananiers et 37.878.040 fosses de manioc correspondant respectivement à des superficies d'environ 2.025 et 2.425 hectares. Le commis du ministère, dont le brouillon seul se trouve aux Archives des colonies, « Monseigneur ayant conservé la mise au net », soulignait qu'il n'aurait fallu que 22.097.500 fosses à manioc pour la nourriture des nègres payant droits dans l'île, à raison de 500 fosses par nègre. Il concluait qu'on pouvait voir par ces détails sur la culture « que la plantation des vivres n'a pas été négligée et que la nourriture des esclaves est suffisamment assurée » ¹.

La situation se modifia du tout au tout en 1848. Au lendemain de la libération des esclaves, les « habitants » n'eurent plus à s'inquiéter de nourrir ceux qui les avaient quittés pour aller s'installer à la ville ou dans les hauteurs. Ainsi se créa le pays vivrier complètement séparé de celui de la canne et qui coïncide de manière à peu près parfaite avec les zones d'habitat dispersé et de petite propriété. Il occupe toutes les hauteurs du Sud et décrit entre 150 et 350 mètres d'altitude une frange ininterrompue sur les contreforts Est et Sud des Pitons. Il est moins continu sur le versant Caraïbe et autour de la Pelée.

Cette localisation différente n'empêcha d'ailleurs pas les cultures vivrières de continuer leur progression jusqu'à la fin du XIX^e siècle, où elles atteignaient plus

¹ Min. Fr. Outremer. Recensements anciens Martinique.

de 17.000 hectares en 1895 et 15.000 en 1900. Elles sont depuis en régression constante. Le docteur Fauquet les évaluait à 12.000 hectares en 1912. Le recensement de 1935 ne leur en a plus laissé que 6.221, se répartissant comme suit :

Manioc	778 Ha.
Patates	746 –
Ignames	1.182 –
Choux Caraïbes	764 –
Choux de Chine	359 –
Légumes d'Europe	120 –
Arachides	68 –
Plantes vivrières en mélange	1.654 –
Agrumes	128 –
Cocotiers	422 – ¹

La raison de ce recul doit être évidemment cherchée dans la consommation accrue de denrées importées et la transformation concomitante de l'alimentation populaire : l'usage du pain, en particulier, tend à se répandre dans tout le pays et fait reculer d'autant la farine de manioc.

On a bien essayé de réagir à diverses reprises et l'apparente bonne volonté des administrateurs étayés du Conseil Général et de quelque commission pour le développement des cultures vivrières a conduit maintes fois à l'attribution de primes plus ou moins importantes, mais toujours inopérantes. L'effort fut un peu plus sérieux au cours de la dernière guerre. Il fut d'abord décidé de planter 3%, puis 5% du sol occupé par les cannes en « légumes pays ». En outre, des portions de terre d'un demi-hectare à un hectare situées en bordure des forêts domaniales devaient être louées à de petits agriculteurs moyennant une redevance modique et l'obligation de reboiser. Le total en atteignait 98 ha. À la fin de 1940.

M. Kervégant, à l'obligeance duquel je dois tous ces renseignements, constate d'ailleurs que les résultats obtenus demeurèrent fort médiocres. Jusqu'en 1942, il y eut des importations à peu près régulières en provenance des États-Unis. Il s'avéra très difficile en outre, « pour la grande propriété sucrière, de passer de la culture de la canne à celle des vivres, ces cultures relevant de techniques et d'une organisation du travail bien différentes ». Il est également certain que le maraudage et la taxation des denrées à un taux peu élevé découragèrent des producteurs habitués à de gros et rapides bénéfices. À la fin du premier trimestre de 1942, on n'en était encore qu'à 4.200 hectares ; en septembre de la même année, à moins de 5.300 dont :

¹ Recensement agricole de 1935. *Bulletin Agricole*, juin 1936.

Arachides	396 Ha.
Patates	1.120 –
Choux du pays	1.955 –
Ignames	775 –
Manioc	1.090 –
Haricots	69 –

Le maximum fut atteint à la suite de nouvelles mesures administratives en septembre 1943, avec près de 7.000 hectares ainsi répartis :

Arachides	54
Patates	1.393
Choux du pays	2.338
Ignames	948
Manioc	1.500
Haricots	102
Arrow root	63
Cultures potagères	99

auxquels il eût fallu ajouter quelques centaines d'hectares d'arbres fruitiers de toute espèce.

Mais, dès la libération des Antilles, on importa des produits alimentaires en grosses quantités et le prix des légumes du pays s'effondra. De nombreuses plantations de manioc ne furent même pas récoltées, si bien qu'au début de 1945 les surfaces plantées en vivres ne dépassaient pas 3.500 hectares. Seuls les « légumes d'Europe » connaissaient quelque faveur dans les quartiers du Nord où l'on venait de redécouvrir que choux, carottes, tomates et navets poussent admirablement, au prix de quelques précautions.

4. — LE PAYS VIVRIER, SON OUTILLAGE, SES TRADITIONS

Cette régression n'a pu qu'accentuer les caractères différentiels des cultures vivrières réfugiées sur les mornes de l'intérieur. Elles y occupent de « modestes carreaux que découpent d'ordinaire et protègent du vent des lisières d'arbres élancés ou de têtards ». À part quelques plantations homogènes, le petit cultivateur mêle volontiers les espèces différentes, « les plus hautes recouvrant les plus basses dans le désordre habituel de la végétation tropicale » ¹. Les ignames, dont les tiges

¹ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 78-79.

volubiles s'enroulent autour de hautes rames, se dressent au-dessus des patates et des choux caraïbes. Aucun parterre régulier. Quelques buttes seulement au pied des gros légumes. Les arbres fruitiers ajoutent au fouillis d'apparence inextricable. C'est aussi bien le « lougan » africain que les « montones » de l'agriculture précolombienne. Des deux côtés, on retrouve la filiation, par les Tainos et les Espagnols d'une part, tandis qu'on peut souligner de l'autre l'importance des esclaves marrons dans le défrichement de l'intérieur. Cette confluence indique, d'ailleurs une adaptation remarquable au climat antillais, le fouillis de végétation protégeant aussi bien les jeunes plants contre l'ardeur exagérée du soleil tropical que contre le ravinement des grosses averses d'hivernage. On n'a donc pas à s'étonner si, malgré toute leur bonne volonté, les gardes forestiers qui ont opéré le recensement de 1935 ont été obligés de compter 1.654 hectares de plantes en mélange.

Là, évidemment, il ne peut s'agir de façons compliquées. L'outillage est sommaire. Il comprend d'abord le coutelas, d'usage universel, qui sert à la fois de hache, et de faux, tant pour les arbustes que pour les herbes. En terrain accidenté, on l'emploie même pour aider à la marche. Il est utilisé à bien d'autres fins encore, fût-ce, un jour de rixe, à décerveler un adversaire.

Le « mayombé », au contraire, est une robuste fourche à fouir, à quatre dents, dont tous les modèles existant à la Martinique étaient importés d'Angleterre. La houe classique complète l'outillage.

Pour défricher, lorsqu'on occupe un nouveau « dégras », on fait parfois appel à l'aide du voisinage, C'est « l'assaut où les hommes placés sur un rang attaquent le sol à « coups de houe que mesurent les musiciens. Les femmes s'occupent aux menus travaux et distribuent la boisson offerte par l'intéressé ». La présence de ce que le P. Delawarde appelle l'orchestre rural donne à cette opération un air de fête et il ajoute, avec une malice judicieuse, que si cette organisation n'est peut-être pas très efficace comme rendement, elle est « certainement agréable, sauf pour quelques intempérants qui finissent par échouer dans les rasiers ou taillis d'alentour et jusqu'au matin suivant y guérissent leur ivresse et leur fatigue » ¹. Cependant, l'assaut coûte cher, à cause de la réception qui l'accompagne. On se contente de plus en plus maintenant de « coups de main » donnés entre voisins, à charge de revanche. Il est très rare, en tout cas, de voir faire appel à des salariés. Quant au sarclage et aux menus travaux d'entretien, c'est le lot des femmes et des enfants.

Ainsi s'organisent les travaux et les jours des petits cultivateurs qui tirent de leur « jardin » le principal de leurs ressources. Les saisons en règlent le rythme, encore qu'elles apparaissent beaucoup moins tranchées qu'en Europe, ce qui explique au passage l'absence quasi totale de ces maximes sentencieuses si chères à nos campagnes et qui lient tel ou tel phénomène météorologique à de bonnes ou mauvaises récoltes. En fait, le calendrier agricole s'avère d'une grande souplesse et les dates extrêmes auxquelles telle ou telle plantation peut être opérée avec succès

¹ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 96.

varient de plusieurs semaines, sinon de plusieurs mois. Il en est même, comme celle des patates, qu'on peut tenter d'un bout de l'année à l'autre. La vente des légumes, de quelques fruits et de quelques œufs fait vivre le foyer. La vente du mouton ou du porc qu'on ne manque jamais d'élever permet l'achat des vêtements indispensables. Il s'agit d'une existence au jour le jour, mais qui ne manque pas de poésie dans sa simplicité rustique.

« Au chant du coq la case... ouvre sa porte. Sur le seuil paraît d'abord l'homme bâillant, se grattant avant de faire, sous le glou-glou de la calebasse, la toilette sommaire « de la figure ». La chambre pleine d'ombre déverse alors son contenu et la vie quotidienne commence. Partout le café, le « kio-lo-lo » ¹ aux enfants. Ici la femme prépare son tray ² de légumes et s'empresse de « gain-gin chumin bouque, » ³ et l'homme de faire « ti ké chose » avant « hauté soleil » « fouiller quatre fosses yamm, dé o trois fosses chou, rédi ti brin mangé lapin » ⁴, cherché zeb'b bas bét », laissant « travail lan maison ba yches » ⁵.

Cependant, l'homme va et vient, le torse nu, jette un coup d'œil, reprend la houe, l'abandonne quand il reconnaît « moin ja fait assez pou la joûnée » ⁶. Ensuite il commence ou achève mille petites besognes entreprises ensemble.

La femme est revenue du bourg. Avec l'argent des légumes, elle a fait « la provision », acheté de la morue, de l'huile, du pétrole, du sel (il en faut beaucoup lorsqu'on engraisse des porcs), du rhum, du tabac. Avant « ro, soué », elle cherchera « ti brin café », « dé ti cosses caco », ira chez « in telle » ou « batte di ti linge assou roche » ⁷.

« Dans la paix du soir, la chaumière ou plutôt ses abords s'animent. Les travailleurs des champs sont rentrés, les animaux attachés au piquet. La paillote qui sert de cuisine rougeoit : le manger est au feu ». Puis le repas rassemble tout le monde autour de la table familiale éclairée par un lumignon » ⁸.

Dans les hauteurs de Rivière-Pilote, le travail s'arrête le samedi, où l'un prépare la vente du lendemain. À l'aube du dimanche, les femmes partent avec leur tray et des paniers remplis de légumes. La jupe retroussée, un solide mouchoir autour de la ceinture, un coussinet de paille ou de toile sur la tête, elles ploient sous le faix. Pour les hommes, c'est le jour de la grande toilette. Ils se font la barbe et les cheveux, se baignent à la rivière, s'endimanchent et vont au bourg à cheval,

¹ Eau de café par opposition au café très fort absorbé par les adultes.

² Plateau de charge, porté sur la tête.

³ Gagner le chemin de bourg.

⁴ Faire un peu quelque chose avant que le soleil ne soit haut (fouiller quatre fosses d'ignames, deux ou trois de choux, préparer un peu à manger aux lapins).

⁵ Chercher des herbes pour les bêtes en laissant aux enfants le travail à la maison.

⁶ J'ai déjà assez fait pour aujourd'hui.

⁷ Avant le soir, elle ira chercher un peu de café, quelques cosses de cacao, ou encore se rendra chez « une telle » ou à la rivière pour « battre » du petit linge sur une roche.

⁸ D'après la monographie inédite du Marigot écrite l'occasion du Tricentenaire par R. Plavonil, directeur d'école.

« portant fièrement leur costume noir et leur chemise fortement empesée ». Ils ne travaillent pas non plus le lundi, qu'ils passent en visites ou réceptions, tandis que les femmes lessivent le linge de travail en grossière toile bleue ou kaki. Le mardi, on se remet au travail ¹.

5. — MANIOC, IGNAME, « CHOUX », PATATES ET AUTRES CULTURES VIVRIÈRES

Si l'on entre maintenant dans le détail des cultures, on s'aperçoit que l'ancien complexe alimentaire du manioc, hérité des Indiens, tend de plus en plus à se dissocier. Il ne se maintient que de manière sporadique et les « fosses » couvrent à peine quelques centaines d'hectares à l'heure présente. La récolte se fait, suivant la variété cultivée et la hâte du propriétaire, au bout d'un à deux ans avec un rendement de 15 à 20 tonnes à l'hectare. Mais les tubercules doivent être traités afin d'extraire le poison qu'ils renferment. Ils sont lavés, pelés, puis râpés à l'aide d'une grande roue sur laquelle se trouvent des plaques de cuivre repoussé, et que connaissaient déjà les premiers colons. La pulpe extraite est placée dans des sacs et parfois des « scourtins » ou grandes sacoches en feuilles de Pandanus qu'on soumet à la pression d'un levier formé d'une grosse branche dont l'extrémité libre est chargée de grosses pierres.

Caraïbes et Arawaks préparaient immédiatement la « cassave » par cuisson de la pulpe encore humide sur de grandes « tourtières » en poterie dont, à la Martinique même, il a été retrouvé de nombreux exemplaires. Dès le XVII^e siècle, les colons européens préférèrent la farine. Mais sa préparation exige un matériel assez important de grandes platines en fer disposées sur des foyers de briques ou de maçonnerie à l'intérieur d'une case spéciale, d'ailleurs largement ouverte. Qui le possède est moralement tenu de le mettre à la disposition du voisinage. Il s'agit, au demeurant, d'un travail collectif qui exige une demi-douzaine d'hommes et presque autant de femmes pour fabriquer en huit heures une quarantaine de « pots » de deux litres. Cela se fait d'ordinaire la nuit. La pulpe, préalablement tamisée à l'hébichet ou « trébuchet », crible en roseau, en pétioles de latanier ou en arouman ², est jetée sur la platine chauffée à feu doux et remuée constamment avec des « rabottes » ou palettes en bois jusqu'à dessiccation. On travaille à la lueur rougeâtre des « serbis » ³. Le travail se fait au bruit des « chachas », des « tambours Bel Air » qui scandent l'effort. Les torsos nus luisent de sueur. L'homme penché sur la platine est tout blanc de farine. Et, comme le souligne le P. Delawarde, c'est un rude labeur, mais accompli gaiement. « On change les rôles sans cesse, les musiciens reprennent les outils, les travailleurs grimpent sur le perchoir des musiciens... Le tafia qui circule aide sans doute à la joie. Une demi-

¹ P. Symphor, *Monographie de Rivière Pilote*, écrite pour le Tricentenaire, inédite.

² Cf. Kervégant, *Bull. Agricole*, mars 1936, p. 58.

³ Torches de paille imbibées de résines souvent odorantes qu'on remplace maintenant par des bouteilles de pétrole où trempe une mèche coton.

ivresse, faite surtout de fatigue et de musique, s'appesantit peu à peu sur la « gragerie » dans la nuit qui s'écoule » ¹.

Le seul sous-produit qu'on retire de cette fabrication est la « moussache » ou féculé obtenue par décantation du jus fourni par le pressage. Cela se perd de plus en plus : le manioc recule constamment devant le pain blanc. Il sert encore d'appoint utile et surtout de produit de remplacement en période de crise. Il a perdu son caractère d'aliment de base qu'il avait conservé des temps précolombiens jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

Ignames, choux Caraïbes et choux de Chine, les « taros » polynésiens se défendent mieux parce qu'ils servent d'accompagnement obligatoire à la plupart des mets. Les premiers exigent des tuteurs de deux à trois mètres de long autour desquels s'enroulent leurs tiges volubiles. Choux Caraïbes et de Chine occupent les intervalles avec leurs larges feuilles, parfois consommées comme légumes, ce qui explique leur nom.

La récolte se fait en « fouillant » un trou sur le côté des « fosses » et en dégageant les rhizomes avec précaution, condition indispensable à leur bonne conservation. On coupe et on laisse en terre les collets. Trois ou quatre mois plus tard, on obtient une nouvelle récolte de tubercules plus farineux en général que les « mamans ». En terre fertile, cette opération ou « tétée » peut se renouveler une troisième et une quatrième fois.

L'abondance des espèces cultivées et des noms vernaculaires indique la grande popularité de ces légumes. Ignames Saint-Vincent, Saint-Martin, Barbade, Cayenne, Guinée ou Portugaise voisinent avec les Ignames Serpent, Couresse, Couche-Couche, Oua-Oua, Bois et Coco Bourrique. On connaît de même de nombreux « choux » : chou blanc, chou anglais, chou Milan ou Malanga Cochon, parce qu'il ne sert qu'à la nourriture de ces animaux, chou Boucaut, chou Lafontaine, chou Pierre et chou Roseau.

La patate est aussi répandue. Sa rapidité de croissance, trois ou quatre mois au maximum, lui assure un rôle quasi providentiel en cas de disette imprévue. Les premiers colons en avaient amené avec eux. D'après les PP. Dutertre et Labat, on rencontrait même des habitants qui ne fournissaient guère d'autre nourriture à leurs esclaves. C'est d'ailleurs, au dire du dernier, un mets léger « de facile digestion, qui ne laisse pas d'être fort substantiel et qui serait admirable de toute manière s'il n'était pas un peu venteux » ². Les Caraïbes s'en servaient avec la cassave pour la fabrication d'une liqueur fermentée, l'ouicou, proche de la bière, rouge, forte, rafraîchissante et capable d'enivrer facilement. Il ne s'en fait plus aujourd'hui, sauf par curiosité d'amateur.

À côté cependant de ces « gros légumes », ceux dits « de France » prennent une importance qui ne fait que grandir avec l'élévation du niveau de la vie. On s'est

¹ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 129.

² Labat, Ed. Duchartre, T. I, p. 235.

aperçu que choux, navets, oignons, carottes, petits pois et même pommes de terre poussaient fort bien au prix de quelques précautions simples et donnaient en terrain léger des rendements comparables à ceux de la Métropole. Le principal centre de production en a été le Prêcheur au cours des dernières années.

Les arachides évoquent pour tous ceux qui connaissent la Martinique le « bien grillées pistaches » des vieilles femmes qui les vendent sur la Savane de Fort-de-France. Connues des Caraïbes, elles sont demeurées cantonnées dans les cendres et les ponces de la côte occidentale. On voulut redévelopper leur culture pendant la guerre pour parer au manque de matières grasses. On parla de 4.500 hectares à leur consacrer. Le chiffre réel ne dépassa jamais 400 et dès la fin de 1943 on était retombé à moins de 60.

Le maïs, de même, est antérieur à l'arrivée des Européens. Les meules dormantes retrouvées dans les fouilles du Prêcheur et de Sainte-Marie, les metates dont il subsiste encore quelques exemplaires dans l'île prouvent qu'on utilisait des variétés à grain dur. Maintenant encore, il n'est pas rare, surtout dans le Sud, de rencontrer autour des cases des grappes d'épis suspendus à des gaulettes, épis qu'on consomme, suivant une technique universelle, après les avoir fait griller à feu vif. Mais il n'existe aucune culture en dehors de celle faite dans les jardins et tout le maïs donné aux bestiaux est demandé à l'importation, parce que revenant à meilleur marché.

Le riz est d'introduction récente. Celui de montagne a été apporté de Manille en 1820. On l'a cultivé jusqu'en 1935, aux environs du Gros-Morne, suivant des procédés curieusement archaïques : la plantation se faisait en particulier dans des trous creusés au moyen de bâtons pointus et la tradition exigeait que ce fût un samedi saint. La récolte, de même, était presque un acte sacré et les épis coupés étaient reçus dans un drap tenu par deux femmes. Mais le rendement ne dépassait jamais une tonne à l'hectare et la production globale demeura toujours infime par rapport aux importations qui dépassèrent souvent 3.000 tonnes par an.

Une autre tentative est plus récente. Le « plan » pour la Martinique a prévu, entre autres choses, la mise en valeur des marais nombreux dans la région côtière et leur utilisation éventuelle pour la culture du riz inondé. Un polder même de 100 hectares était prévu pour servir d'exploitation témoin. Les travaux en ont été commencés, mais non terminés : Il n'y a pas le moindre doute que la plaine du Lamentin peut se prêter fort bien à une telle expérience : l'écueil est dans les prix de revient qui ont toutes chances de paraître deux à trois fois plus élevés que dans les grands pays producteurs.

Nombreux encore sont les pois, les uns indigènes, les autres apportés par les colons ou les vaisseaux négriers, comme le Pois d'Angole, arbuste de deux à trois mètres de haut, qu'on sème au bord des chemins et qui porte fruit toute l'année, mais surtout de décembre à mars. Il est le nécessaire accompagnement du porc aux fêtes de la Noël. On cultive de même les Pois Souche, les Pois Vingt mille francs,

les Pois Boucoussou, les Pois Chiques, les Pois Sabres, les Pois Cochon et beaucoup d'autres qui sont plus ou moins appréciés ¹.

Il est rare qu'on ne trouve pas dans un coin du jardin proche de la case les indispensables piments, quelques pieds d'aubergine greffés sur le melongène diable, les hauts gombos pailletés de fleurs jaune soufre dont les longs fruits sont consommés, lorsqu'ils sont jeunes, à la façon des asperges et entrent dans la composition du « calalou » ou de la soupe « zhabitant ». Un peu en retrait, les « herbages », de la petite valériane à feuilles argentées, de la morelle, du pourpier, de l'oseille de Guinée. Sur une tonnelle courent les christophines, les pommes lianes, plus rarement les barbadines, dont on apprécie beaucoup le fruit, mais dont on craint toujours que quelque malintentionné ne vienne dérober les racines dont le suc passe pour mortel. Ailleurs ce sont les tolomans ², dont on tire de si bonnes farines pour les tout petits, et quelques-unes des plantes fébrifuges, stomachiques et béchiques, qui composent « l'apothiké créole », les remèdes du pays : herbe à vers, pompon soldat, coquelicot, cactus inermes, etc.

6. — LES ARBRES FRUITIERS

Le fouillis est augmenté par les arbres fruitiers, dont les produits jouent un plus grand rôle dans l'alimentation créole que dans la nôtre. Il est rare qu'on ne trouve pas un ou deux manguiers et arbres à pain dans le voisinage de chaque case du pays vivrier. Bien qu'introduits tardivement à la fin du XVIII^e siècle, ces deux arbres sont devenus la providence des travailleurs. Les manguiers surtout apparaissent nombreux. Ils ont en général de 15 à 20 mètres de haut, un feuillage sombre, une forme en boule qui les fait reconnaître de loin. Ils parsèment les savanes, ombragent les carrefours et les places publiques. Il existe de nombreuses variétés améliorées cultivées dans les jardins, reproduites par greffe, et dont le fruit s'appelle mangue, tandis que le terme de mangots désigne les sortes sauvages multipliées par semis. Ces derniers sont naturellement de beaucoup les plus abondants et chaque arbre en fournit de grosses quantités qui arrivent à maturité en

¹ Les Pois d'Angole constituent un excellent engrais, vert, mais ne sont pas cultivés à cette fin à la Martinique. Les Pois Souche, dont les Pois Vingt mille francs ne sont qu'une variété, apparaissent comme des plantes annuelles originaire de l'Amérique du Sud (*Phaseolus Lunatus*) hautes de deux à trois mètres, et dont les fruits doivent être consommés avant complète maturité. Il en est de même pour les Boucoussou (*Dolichos Lablab*) à tige grimpante de trois à quatre mètres, et dont les graines doivent être cuites avec du bicarbonate. Mais ces pois, originaires de l'Inde, résistent aux plus fortes sécheresses. Les Pois Chiques (*Vigna Catjang Walpers*) originaires de la Perse, ont été introduits par les Anglais au XVIII^e et sont très appréciés. Ils donnent aussi un excellent engrais vert. Les Pois Sabre (*Canavalia Ensiformis* D. C.), originaires de l'Inde, tirent leur nom de leurs gousses qui peuvent atteindre jusqu'à trente centimètres de long. Ils sont peu comestibles. Les graines des Pois Cochon (*Pachyrhizus angulatus* Rich.) passent pour toxiques, mais leur racine tubéreuse fournit une fécule d'excellente qualité.

² Envers ou Arrow root.

juin-juillet et qu'il faut alors abattre. Sur les chemins et les places, ce sont à l'ordinaire les gamins qui se chargent de l'opération à coups de pierres lancées d'une main sûre, mais sans grand souci des passants.

La saison des fruits à pain vient ensuite, d'août à novembre. Leur poids dépasse fréquemment le kilo et on les cuit à l'eau, comme les gros légumes. Les fleurs mâles, confites dans le sucre, constituent par ailleurs un dessert apprécié.

Sur les « habitations » importantes, on en laissait faire la cueillette par les « gens casés », voire par les travailleurs occasionnels. Tel grand propriétaire, néanmoins, détruisit ses plants sous prétexte de ne pas favoriser la paresse de ses gens.

Rien ne vaut, prétend-on, pour désenrouer la gorge dans la brume matinale, un bon « sec » ou verre de rhum sans sirop, dont on apaise la brûlure avec l'eau d'un coco fraîchement cueilli et taillé grossièrement au coutelas. On boit à même l'ouverture ainsi pratiquée. Les enfants se disputent la crème molle qui revêt l'intérieur de la cavité et qu'ils ramassent à la cuiller. On se sert de l'amande une fois mûre pour la fabrication d'une farine très sucrée, de tablettes de confiserie et de sorbets. En cas de besoin, les ménagères, en râpant la noix sèche et en soumettant la pulpe à l'action de l'eau bouillante, ramassent l'huile qui surnage et qui, immédiatement employée, peut passer pour comestible.

Il existe quelques plantations à fins industrielles dans l'extrême Nord comme dans le Sud de l'île. Mais on trouve de plus en plus difficilement des ouvriers pour la cueillette régulière des fruits, les bénéfices ne sont pas regardés non plus comme intéressants et la seule huilerie locale faisait venir d'Océanie sa matière première. Pendant la guerre, toutefois, on parvint à tirer du coprah indigène la consommation des cocos à eau ayant été interdite, environ 200 tonnes d'huile : la fabrication en est depuis longtemps suspendue.

On ne peut tenir non plus pour usage industriel l'emploi par quelques vieilles demoiselles de la « toile du cocotier » qui entoure les feuilles à leur naissance, pour la fabrication de sandales que leur rareté même fait rechercher. Le cocotier est donc resté un arbre domestique à la Martinique dont on n'utilise que les fruits, quand on ne l'abat pas pour enlever le bourgeon terminal ou « chou », qui fournit un mets de saveur délicate et appréciée.

On fonde beaucoup d'espairs, dans le futur, sur une possible exportation d'agrumes à destination de l'Europe, des États-Unis et du Canada. Pour l'instant, leur exploitation est purement locale. Les petits citrons verts ou « galets » avaient donné lieu après 1918 à une industrie naissante de jus concentré, de citrate de chaux et d'huile essentielle. Mais les plantations ont été ravagées par l'anthracnose ou whiter tip et n'ont pas été reconstituées depuis lors.

Orangers, citronniers et mandariniers, introduits à des époques diverses, se rencontrent partout. Le « punch » créole ne se comprend pas sans un zeste de citron vert. À côté des oranges et mandarines de consommation courante, on trouve les « chadecs » qui peuvent atteindre jusqu'à 25 et 30 centimètres de

diamètre. Leur chair est peu appréciée, mais la peau, dont l'épaisseur atteint jusqu'à deux centimètres, est fort employée dans la confiserie locale. De même celle des oranges sûres entre dans la composition du shrubb, liqueur assez proche du curaçao. On consomme la pulpe, lorsqu'elle n'est pas trop amère, car on lui prête des qualités vermifuges. Les ménagères se servent à leur tour de ce fruit pour de multiples usages, pour nettoyer le poisson par exemple, « récurer » le plancher.

L'avocatier se rencontre à peu près partout, dès qu'on peut lui offrir une situation suffisamment abritée du vent, qui casse les jeunes branches. Son fruit, à la chair pulpeuse, de saveur douce, est une sorte de beurre végétal qu'on emploie en hors-d'œuvre, comme dessert, et qui entre dans la confection de plats renommés comme le « féroce ».

Le papayer donne d'énormes baies, de plus d'un kilo parfois, et dont l'utilisation est analogue. Il sert également de légume, avant maturité. On lui prête, dans les deux cas, de remarquables propriétés digestives.

Bien d'autres arbres mériteraient une mention. On connaît, à la Petite Anse du Diamant, de véritables vergers de pommes canneliers. On goûte fort, d'un bout à l'autre du pays, « abricots », corossols, sapotilles, caïmites, prunes de Cythère ou de Mombin. Il y a toujours un pied de surettes pour les gosses. Il faudrait y ajouter les bananiers, dont quelques pieds se trouvent toujours aux alentours immédiats des cases. Mais s'ils continuent à jouer un rôle essentiel dans l'alimentation locale, ils sont devenus depuis quelques années l'objet de la seule culture d'exportation qui ait pris quelque importance à côté de celle de la canne. Ils sortent ainsi de la petite économie campagnarde et nous les retrouverons à la place qu'ils viennent d'occuper.

7. — L'EXPLOITATION DE LA FORÊT

L'homme des mornes ajoute d'ordinaire aux ressources de son jardin vivrier celles que lui fournissent l'élevage et l'exploitation de la forêt. En ce qui concerne cette dernière, le P. Delawarde a souligné que, naguère encore, les pauvres gens y cherchaient un complément appréciable de ressources et il n'est pas très sûr que cela ait vraiment disparu. On allait couper et préparer dans les bois des poutres, des planches, des essentes qu'on rapportait sur la tête. « On taillait encore des pirogues dans des troncs de gommiers, d'acajous, de mapoumas, avec l'écorce desquels on fabriquait des cordages » ¹. Dans les régions côtières du Sud, là où l'exploitation en est autorisée, on fait beaucoup de charbon avec les arbustes épineux qu'on rencontre sur les mornes et qui ne peuvent guère servir à autre chose. C'est un travail difficile, mais qui apparaît au petit campagnard assez rémunérateur. « Le paysan compte une semaine pour couper le bois, deux jours pour faire le four, trois pour le cuire, un jour et demi suffira pour le refroidissement et la mise, en sacs du

¹ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 119.

charbon. Un four moyen, c'est-à-dire de 2 m. 50 sur 1 m. 50, donne environ vingt-quatre barils d'une valeur de 15 francs » ¹. Au moment où ces lignes étaient écrites, en 1935, la journée moyenne d'un ouvrier agricole dépassait rarement quinze francs. Le charbon rapportait donc plus.

L'homme de la campagne va chercher encore dans les bois des simples, des résines, des feuillages pour envelopper ses denrées. Il pratique la cueillette des fruits sauvages. Plusieurs espèces d'ignames, l'igname Saint-Martin en particulier, l'igname Bois, l'igname Oua Oua poussent maintenant à l'état spontané. Il en est de même pour certains choux caraïbes, comme celui qu'on appelle chou Milon ou Malanga cochon parce que sa saveur brûlante le rend peu agréable pour l'alimentation humaine. Les pauvres gens font ainsi, à la saison, quelques provisions qui les aident à vivre. Il est rare enfin qu'ils achètent des cordages. Lianes ou écorces préparées les remplacent.

Les propriétaires plus importants agissent de même. La plupart réservent les bois qu'ils possèdent pour les besoins de leur exploitation. Ils en tirent poutres et planches pour leurs constructions, dont, à l'exemple du P. Labat, ils s'improvisent les architectes et les entrepreneurs. Ils ne vendent guère à l'extérieur, malgré le débouché certain qu'offre le marché local. Une scierie, installée au-dessus du Morne-Capot, arrivait à prospérer, malgré les invraisemblables pistes qui y conduisaient.

Il n'est pas rare non plus de trouver dans une case quelques grandes planches reposant par leurs extrémités sur les poutres, toujours apparentes, qui soutiennent la toiture. On a coupé un arbre de belle venue. On l'a fait débiter par le charpentier du coin. On a ainsi une réserve mise au sec pour les réparations éventuelles, voire, en cas de décès, pour la fabrication sur place de la bière.

8. — L'ÉLEVAGE, SES ORIGINES, LA RÉPARTITION ACTUELLE DU BÉTAIL

L'élevage est une occupation du même ordre. Il est pratiqué sur les plus petits comme sur les plus grands domaines. Il donne des animaux de travail et de la viande de boucherie.

Les premiers colons avaient beaucoup vécu sur les ressources de la chasse et de la pêche. L'une entraîna l'appauvrissement très rapide d'une faune déjà peu fournie. La seconde ne suffisait pas non plus aux besoins ordinaires de la population. Il fallait aussi des animaux de bât et de trait, ne fût-ce que pour la culture de la canne. En 1669, on comptait 470 bêtes cavallines et 1.563 bêtes à cornes, en 1788, à la veille de la Révolution, 3.572 chevaux et cavales, 384 poulains et pouliches, 352 bourriquets et ânes, 6.747 mulets, 9.015 bœufs et vaches, 2.111 gazelles et bouvards, 11.852 moutons et cabrits, et 2.259 cochons. En 1900, d'après M.

¹ Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 119.

Landes, la statistique s'établissait ainsi : Chevaux 9.390, ânes 870, mulets 4.355, taureaux, bœufs et vaches 33.854, moutons 24.725, cabrits 12.143, porcs 21.050 ¹. Ces chiffres sont demeurés à la base de toutes les évaluations pendant près de trente-cinq ans. En 1922, M. Bassières estimait à 80 ou 85.000 têtes « le gros et le menu bétail, dont 10.000 équidés, 25 à 30.000 bovidés, 30.000 ovidés et 20.000 suidés. Le recensement de 1935 a donné les résultats suivants :

Chevaux	6.257
Bœufs	14.748
Moutons	21.393
Porcs	13.019
Ânes et mulets	6.423
Vaches et veaux	15.803
Chèvres	13.987
Volailles	87.285

En ce qui concerne les volailles et les porcs, on n'avait pas tenu compte de ceux qui sont élevés dans les bourgs ou les environs immédiats. On devait d'ailleurs s'apercevoir par la suite que ces chiffres étaient trop faibles, surtout en ce qui concerne les bovins, les éleveurs ayant toujours tendance à diminuer l'importance de leur troupeau, par crainte d'impositions. Le recensement de 1942, exécuté de février à mai, à une époque où l'on était déjà obligé de procéder à de nombreux abatages pour satisfaire aux besoins en viande de la population, permit en, effet de dénombrer :

13.237 Bœufs, 13.838 Vaches, 7.509 Bouvards, 9.513 Génisses soit 44.097 bovidés contre 30.551.

5.637 Chevaux, 19.987 Moutons, 14.549 Porcs, 4.843 Ânes et Mulets, 13.489 Cabrits.

Un an plus tard, en mars 1943, il n'y avait plus que 41.577 bovidés, 14.628 moutons et 7.886 porcs.

¹ Landes, cité par Lacroix, *La Montagne Pelée et ses éruptions*, p, 13.

9. — LES PROBLÈMES PASSÉS ET PRÉSENTS

Si l'on entrait dans le détail, on constaterait de nombreuses vicissitudes dues aux guerres et aux fluctuations commerciales. Cela explique les mesures conservatoires prises à diverses époques en faveur du cheptel, telle l'interdiction, à peine de 1.000 livres d'amende, de tuer des génisses ou des vaches portantes, édictée le 5 juin 1679 et reprise le 24 août 1685. En contrepartie, un certain M. de Culant demandait au roi un brevet pour l'établissement d'un haras devant servir à l'élevage de toute espèce de bétail ¹. L'histoire, d'ailleurs, se recommence et, en ouvrant au hasard les annuaires de la Martinique ou les registres de délibérations du Conseil Général depuis qu'il existe, on trouverait de nombreuses délibérations consacrées à l'amélioration des races bovine, chevaline ou autres. C'est ainsi qu'à la séance du 20 décembre 1902, on discuta un rapport de M. Lorenzini, alors capitaine de gendarmerie, sur la création d'un haras à la Martinique. Le même rapport prévoyait la production des mulets nécessaires à la colonie. Par ailleurs, des étalons arabes ont été introduits en 1905 et 1912. On doit au docteur Rose Rosette l'organisation de courses régulières.

De même, pour les bovins, l'Administration a fait venir, entre 1920 et 1925, un certain nombre de reproducteurs sélectionnés appartenant aux races Holstein, Red Poll, Guernesey, Sallers, qu'elle tenait à la disposition des éleveurs à la ferme du Jardin Desclieux. Les résultats en sont demeurés généralement médiocres. Aussi a-t-on recréé récemment une petite station d'élevage à Tivoli, sur une propriété de quatre hectares. On songe également à introduire des « semences d'animaux sélectionnés des États-Unis ou d'autres pays afin que la reproduction artificielle soit pratiquée particulièrement sur nos bovins, ovins, équidés » ².

En réalité, l'élevage martiniquais tend à deux fins divergentes, sinon contradictoires : fournir des animaux de travail d'une part et, de l'autre, alimenter le marché local en viande de boucherie, l'industrie laitière n'ayant qu'une importance minime. Or la plupart des animaux actuellement existant appartiennent à la race créole. Ils sont de petite taille et de poids médiocre (250 à 350 kilos). L'inspecteur des colonies Boutan remarquait déjà, il y a un siècle, qu'on était obligé de les remplacer souvent par des bœufs de Porto-Rico, beaucoup plus forts et de caractère doux. Mais, ajoutait-il, « ils sont habitués à être bien soignés... Ils ont vite dépéri et le colon se hâte d'en acheter d'autres l'année suivante. Cela est si commode ! On n'a qu'à écrire au commissionnaire qui les envoie » ³. Maintenant encore, avant chaque campagne sucrière, il arrive quelques goëlettes apportant mulets et bœufs du Venezuela, de Haïti et de Saint-Domingue. Et tout Fort-de-France s'amuse aux corridas épiques qui ont lieu dans les rues de la ville ou sur la

¹ May, *Histoire économique de la Martinique*, p. 85.

² Rapport du Président de la Chambre d'Agriculture, 17-3-1946, p. 16 K.

³ Rapport Boutan, *Revue de la Martinique*, mars 1931, p. 25-26.

Savane quand les animaux, énervés par le voyage et un débarquement sans douceur, se retrouvent sur la terre ferme.

D'un autre côté, l'augmentation de la population entraîne une consommation sans cesse accrue de viande. Néanmoins, on ne peut guère parler d'élevage de boucherie au sens que nous donnons à ce terme. On abat, après un court séjour dans une savane, les animaux qui ne peuvent plus travailler, la seule exception notable étant celle des bêtes qui vivent sur les contreforts de la Pelée dans une liberté à peu près totale.

Aussi ne s'inquiète-t-on guère, sur les étals, de distinguer entre bons et mauvais morceaux. Le « filet mignon » mis à part, qui se paie beaucoup plus cher, parce que toujours tendre, le reste se désigne par le vocable générique de viande et se vend à un prix uniforme, que justifie sa coriacité.

Au fond, l'élevage martiniquais demeure des plus médiocres et le tableau qu'en traçait l'inspecteur Boutan, à la veille de 1848, demeure d'une triste actualité : « Les animaux, écrivait-il, sont très mal nourris. Ils sont chétifs et dans un état déplorable. On les fait pâturer sur des savanes ou, généralement, il n'existe que de fort mauvaises herbes acides ; rentrés au parc, on leur jette quelques fagots d'herbes ramassés dans les cannes et dont les racines garnies de terre forment le plus grand volume : la faim peut seule pousser ces animaux à toucher cette triste nourriture : aussi les bœufs dépérissent-ils promptement ; ils toussent presque tous et, par suite de la terre qu'ils avalent, ils ont constamment le dévoiement. Généralement, les bœufs sont placés dans un parc sans abri contre la chaleur excessive et les fortes pluies qui se succèdent rapidement. On ne les étrille jamais et les poux et les tiques les dévorent... »¹. Il en est toujours de même et les bêtes doivent se débrouiller avec les seules ressources de leur pâturage. Tant pis si l'herbe ou l'eau viennent à manquer. Suivant une déclaration faite en 1937 par les conseillers généraux des cantons intéressés, chaque année, « pendant la saison de la sécheresse, plusieurs milliers de bœufs, cabris et moutons périssent dans le Sud par suite du manque d'eau »² et il n'est en effet que de parcourir les savanes de Sainte-Anne ou du Diamant pour rencontrer de nombreuses carcasses blanchies par le soleil et qui témoignent autant de l'incurie de l'homme que de l'inclémence de la nature. Et cela seul indique ce qui pourrait être tenté : le problème de l'élevage martiniquais à tous les degrés se trouve lié à l'aménagement des pâturages, à la création d'abris pour les animaux et à des soins réguliers.

Tout le monde est d'accord sur la nécessité de créer de nombreux points d'eau. En quelques endroits, l'on a installé des abreuvoirs distincts de la mare qui les alimente. Ce n'est encore que l'extrême exception. Trop souvent les animaux n'ont à leur disposition, comme les hommes, qu'une eau d'autant plus fangeuse qu'ils y ont barboté davantage. Les clôtures installées autour de quelques nappes plus importantes par la mission Levilly, en 1925-1926, ont depuis longtemps disparu.

¹ Rapport Boutan, *Revue de la Martinique*, mars 1931, p. 25-26.

² Rapport Cognet, deuxième session ordinaire du conseil Général, 1937. p. 125.

Souvent aussi, par incurie, on a laissé se combler et s'envaser les anciens réservoirs. Mais même dans les régions les plus déshéritées, le problème n'apparaît nullement insoluble : c'est affaire de mares, de citernes et d'étangs, comme avaient su en créer les premiers colons.

À cette question de l'eau se trouve liée celle de l'amélioration des pâturages qui, la plupart du temps, ne sont l'objet d'aucun soin. Les animaux broutent les herbes utiles, dédaignent le plus longtemps possible celles qui sont de qualité inférieure et favorisent ainsi leur multiplication. Il n'y a pas de prairies artificielles. Aussi la plupart des savanes ont-elles besoin d'un sérieux nettoyage. Si l'élevage martiniquais parvient cependant à subsister, cela tient à ce que, malgré tout, les sommets et les pentes très arrosés de la région des Pitons et de la Pelée fournissent de l'herbe en abondance, à ce qu'ailleurs, pendant près de six mois, on nourrit le bétail avec les « amarres » ou feuilles terminales des cannes dont il se montre très friand.

Peu à peu, cependant, l'on a introduit quelques fourrages plus nutritifs, ou résistant mieux à la sécheresse. Il y a un demi-siècle, M. Landes rapportait de la Jamaïque une « herbe de Guinée » dont la hauteur moyenne est de trois mètres. C'est un excellent fourrage et « un paquet d'herbes se fait rapidement, car parfois il suffit, pour le constituer, de deux ou trois touffes bien développées »¹. Un essai fait à la station forestière du Coteau, entre, 1932 et 1937, a prouvé que les cactus inermes, déjà naturalisés à la colonie, se cultivaient aisément sur les sols les plus arides et étaient fort bien acceptés du bétail. Leur emploi eût pu pallier dans une large mesure les effets désastreux du « Carême ». Il ne s'est absolument pas généralisé. M. Kervégant a fait introduire le « Kikuyu Pannisetum clandestinum », graminée originaire de l'Afrique du Sud, organisée pour vivre dans les sols dépourvus d'humidité. Il ne gagne que peu de terrain.

10. — L'INDUSTRIE LAITIÈRE

L'industrie laitière, dans ces conditions, n'en est qu'à ses débuts. La vache créole donne rarement plus de deux à trois litres de lait par jour. On comptait en 1940 5.000 vaches en lactation avec une production totale de 12.500 litres toutes les vingt-quatre heures. La bonne moitié en était consommée à Fort-de-France, où la demande apparaît sans cesse accrue, encore « que la pratique du mouillage contribue à diminuer l'écart entre l'offre et la demande »².

Une bonne partie de ce lait arrive par le vapeur côtier de la région de Saint-Pierre et du Carbet. C'était un spectacle qui ne manquait pas de pittoresque, il y a quelques années, que de voir les marchandes débarquer portant sur la tête leur bidon, la plupart du temps une vieille touque à pétrole vaguement aménagée, où

¹ Landes, *Bulletin Agricole*, oct. 1898, p. 64-65.

² Rose Rosette et Pluchon : Étude sur le lait consommé à la Martinique, *Bulletin Agricole*, mars 1940, p. 3.

trempeait une branche feuillue, destinée en principe à empêcher le lait de tourner. Ces femmes s'installaient sur la Savane toute proche, caquetaient, jacassaient tout en servant les clients et plongeant à l'occasion leur bras noir jusqu'au fond du récipient pour récupérer la mesure qu'elles y avaient laissé choir. Le clou du spectacle était l'arrivée du « gendarme ti-bâton », c'est-à-dire de l'agent de police chargé d'opérer les prélèvements pour analyse. Les rusées commères avaient toujours deux ou trois pots de lait à peu près correct qu'un rapide tour de passe-passe ramenait sans cesse devant le représentant de l'autorité. La fraude, comme cela, demeurait inaperçue, sauf du consommateur, qui trouvait dans ses bouteilles un dépôt d'argile blanche. Des arrêtés de 1938 ont apporté une amélioration certaine. Il reste beaucoup à faire. On achète, par exemple, le lait d'un propriétaire sympathique, sans s'occuper si son garçon a la propreté comme qualité dominante ¹.

11. — LES ÉQUIDÉS

Les chevaux sont assez nombreux. Ils ont presque toujours une écurie, si provisoire qu'on puisse l'imaginer. C'est qu'ils représentent le grand luxe du paysan. Un proverbe souvent répété prétend que, lorsque le mulâtre a acheté un vieux cheval, il ne veut plus reconnaître sa mère, parce que négresse. Le cheval est, en effet, de toutes les cérémonies, baptêmes, noces, enterrements, réceptions de gouverneurs, réunions et cortèges électoraux. « L'animal prend alors volontiers l'allure vive du « train » qui tient le milieu entre le trot et le pas et porte joyeusement son patron endimanché. En semaine, le cavalier a moins d'allure et se dandine sur la selle... le gros orteil engagé seul dans l'étrier » ². Et puis, la plus noble conquête de l'homme est un grand objet de spéculation aux fameuses brocantageries ou foires qui se tiennent dans les bourgs au moment de la fête paroissiale. La tradition martiniquaise abonde en histoires de chevaux fourbus qui, par la grâce de poils de bambou ou par tout autre procédé, du même ordre, reprennent momentanément une extraordinaire vigueur, quitte à crever le long de la route quand leur nouveau propriétaire les emmène... Celui-ci, au demeurant, le premier moment de fureur passé, se console en songeant à la revanche qu'il essaiera de prendre à la prochaine occasion. La victoire, en fin de compte, demeure au plus malhonnête ou au plus rusé, mais ne dit-on pas encore que « se débrouiller n'est pas pécher ».

Quant aux ânes et surtout aux mulets, pourtant nécessaires à la récolte, ils ne reçoivent toujours que des soins fort rudimentaires : l'importation est là pour combler les vides.

¹ *Ibidem*, p. 6

² Delawarde, *Vie Paysanne*, p. 101.

12. — LE PETIT BÉTAIL ET LES VOLAILLES

Ce qui est vrai du gros et moyen bétail l'est à plus forte raison du petit. Il n'y a que quelques bergeries spécialisées. Les cabrits vivent constamment dehors et lorsqu'on veut en prendre, on est obligé de les chasser avec des chiens. Les porcs, également, errent en liberté dans les mornes. Ils sont noirs et assez peu corpulents, ce qui leur vaut le surnom de « cochons planche ». Quand on les élève à la corde, on leur jette des fruits à pain, des ignames et autres racines bouillies. Seuls quelques grands propriétaires s'intéressent à des animaux sélectionnés. Il en est de même encore pour les volailles, si ce n'est qu'il faut mettre à part les coqs « game » ou de combat, sur lesquels on fonde de grands espoirs. Ceux-là sont nourris de viande, d'œufs et frictionnés de lotions qui passent pour réconfortantes.

Si l'on rencontre, par ailleurs, quelques spécimens de races réputées, la description, du P. Bouton demeure exacte dans l'immense majorité des cas. « Il y a des poules en nombre, écrivait-il. La plupart ne leur donnent rien et les laissent aller dans les bois ; aussi en retirent-ils peu de profit pour les œufs. Mais, en récompense, ces poules y ayant couvé vous amènent quelquefois, lorsque vous y pensez le moins, de belles bandes de poulets »¹. Enfin, bien qu'il réussisse, l'élevage des oies, des, lapins, des canards ne se rencontre qu'assez rarement.

Tel donc qu'il se définit, l'élevage martiniquais demeure loin de suffire aux besoins du pays, puisque l'importation annuelle peut atteindre jusqu'à trois mille têtes de gros bétail. Il est susceptible de progrès importants sans qu'on puisse espérer dépasser jamais une densité d'un bœuf à l'hectare, qui semble bien un maximum². Mais ces progrès sont également fonction, pour une large part, de la situation économique générale et de la place laissée disponible par les cultures d'exportation.

¹ Bouton, *Relation*, p. 70. Édit. Rennard, p. 60.

² Rose Rosette, *Bulletin Agricole*, décembre 1931, p. 105.

II. — LES CULTURES D'EXPORTATION

A) LES CULTURES SECONDAIRES

1. — LEUR RÉPARTITION

[Retour à la table des matières](#)

Or, celles-ci sont éminemment spéculatives, puisqu'elles visent à la production de denrées dont la majeure partie est vendue dans la Métropole et dont les cours se fixent sur les marchés du Havre, de Nantes et de Bordeaux, compte tenu des prix mondiaux et des incidences douanières. On distingue, dans ce domaine, à la Martinique comme à la Guadeloupe, les cultures secondaires de celle, principale, de la canne dont la primauté demeure incontestée. Les recensements de 1935 et 1942 énumèrent celles qui sont actuellement pratiquées et qui comprennent :

	1935	1942	
Tabac	0	13	hectares.
Cotonnier	57	73	—
Vanillier	42	9	—
Ananas	132	284	—
Caféier	304	265	—
Cacaoyer	574	320	—
Bananier	2.141	1.280	—

2. — DISPARITION DES CULTURES ANCIENNEMENT PRATIQUÉES

Une première remarque s'impose. Nombre de cultures pratiquées jadis ont disparu. Le roucou, employé comme teinture par les Caraïbes, était encore très répandu au XVIII^e siècle. On n'en plantait déjà plus au temps du P. Düss et l'on se contentait d'entretenir les arbustes existants. Quant au gingembre, qui occupait un peu plus de 100 hectares en 1671, la concurrence du poivre et des autres épices lui a été désastreuse. Il a disparu comme objet de culture régulière et l'on en rencontre seulement quelques pieds épars dans les jardins vivriers, à cause de l'emploi qui en est fait dans la cuisine et la pâtisserie locales.

L'indigo a subi un sort analogue. Introduit dès les débuts de la colonisation, il couvrait une trentaine d'hectares en 1671. Le nombre des indigoteries monta jusqu'à une vingtaine aux alentours de 1690. La plante s'étant maintenue à l'état sauvage dans l'île, il fut à diverses reprises question de reprendre son exploitation.

Des études et des expériences assez poussées furent faites, il y a une cinquantaine d'années, dans la région de Grand-Rivière, par M. Thierry, chef du service de l'Agriculture.

La fortune du tabac fut plus complexe. Il joua un grand rôle aux débuts de la colonisation et celui de Macouba passait pour fleurir la violette. Près de 800 carrés, soit 1.000 hectares, lui étaient consacrés en 1671. À la fin du XIX^e siècle, les plantations existantes fournissaient encore à la consommation locale des produits réputés. Puis, devant l'engouement manifesté pour la canne à sucre, la culture et la préparation du tabac ne subsistèrent plus qu'à l'état embryonnaire. La tentative faite pendant la guerre, et que traduit la statistique de 1942, ne semble pas devoir comporter de suites lointaines, faute de main-d'œuvre appropriée pour la préparation des récoltes.

3. — L'ENCOURAGEMENT OFFICIEL AUX CULTURES SECONDAIRES

La plupart des autres cultures secondaires se sont maintenues. De tout temps l'Administration et, depuis qu'il existe, le Conseil Général, se sont rendu compte de l'intérêt qu'il y avait pour la Martinique à ne pas devenir un pays exclusivement sucrier. Il s'agit également, après 1870, de favoriser par ces cultures, dont la technique est toute différente de celle de la canne, la création et le développement de la petite propriété. D'où l'attribution de primes dont les plus importantes atteignirent jusqu'à 2.000 francs l'hectare. Est-il permis d'indiquer qu'au total elles furent peu opérantes ? Seules eurent quelque effet celles à l'exportation, beaucoup plus conséquentes, et qui, en 1934, atteignaient pour 14.000 tonnes de bananes plus de cinq millions de francs.

4. — VANILLIER, COTONNIER ET ANANAS

Le vanillier est en régression rapide. De 42 hectares en 1935, il est, en effet, tombé à 9 en 1942. Il réussit pourtant fort bien à la Martinique et pourrait offrir aux petits cultivateurs un utile complément de ressources. Mais la préparation des gousses est assez longue et délicate. D'autre part, il arrive trop souvent, pour ce produit d'une certaine valeur, que celui qui a planté ne fasse pas la récolte.

Le cotonnier est bien déchu de son ancienne splendeur. Il semble avoir atteint son apogée à la veille de la Révolution, où le recensement de 1788 lui attribue 1.365 carrés, soit 1.765 hectares environ. Il n'en occupait plus que 57 en 1935 et 73 en 1942. On le rencontre surtout dans le Sud, des deux côtés du Morne-Diamant, à l'anse Tafard et à la Petite-Anse. Une tentative d'acclimatation du Sea Island, en 1922, n'a pas donné de résultats. En fait, une préparation insuffisante handicaperait les balles expédiées à destination de l'Europe ou des États-Unis. Le cotonnier n'est cultivé que pour les besoins strictement locaux. À côté des parcelles recensées, on

en rencontre des pieds disséminés un peu partout pour les usages domestiques, en particulier pour la fabrication des matelas, où la fibre n'est ni filée, ni tissée.

L'ananas est, au contraire, l'objet d'une culture en voie d'extension rapide. Connue et appréciée par les premiers colons, considéré par le P. Dutertre comme le roi des fruits, cultivé longtemps dans les serres d'Europe, parce que les aléas du voyage étaient trop grands, il couvrait 132 hectares en 1935, plus de 250 à la fin de 1937, 300 en 1940, son lieu d'élection étant la région du Gros-Morne et les hautes vallées du Galion et de la Lézarde, entre deux et cinq cents mètres d'altitude, c'est-à-dire au-dessus de la zone réservée à la canne. La plante aime en effet un climat humide et un sol léger comme celui qu'on trouve dans ce canton. Le rendement moyen à l'hectare est de 15 tonnes environ, contre 25 à 30 aux îles Hawaï et 35 à Porto-Rico. L'industrie des conserves d'ananas n'avait donc pu se développer à la Martinique que grâce à la protection douanière de la Métropole et une prime à l'exportation qui se tenait aux environs de 0 fr. 25 par kilo. Les hostilités ont interrompu provisoirement ses progrès. On ne comptait plus que 30 hectares de plantations en 1944. Le mouvement de reprise, d'abord assez lent en 1945, par suite du manque de plants et de boîtes en fer blanc, s'accélère depuis lors et permet d'entrevoir bientôt un trafic égal ou supérieur à celui d'avant-guerre.

Les déchets de fabrication donnent du jus qui peut être soit distillé, soit concentré. L'exportation de ce dernier produit, commencée en 1938, portait alors sur 154 quintaux. Avec les tranches irrégulières, on prépare des compotes. Les marcs provenant de la pression des cœurs peuvent être donnés aux bestiaux. Quant à l'exportation de fruits frais, faute de bateaux spécialisés, elle entraîne de gros déchets et n'a jamais porté que sur des quantités insignifiantes, 17 quintaux en 1938, contre 13.439 aux ananas de conserves.

5. — LE CAFÉ

Le caféier, introduit par Des Clieux, se développa très vite au XVIII^e siècle, au point de supplanter toutes les autres cultures secondaires et de menacer même un instant la suprématie de la canne. « Le prix considérable du café depuis la dernière guerre, écrivait Thibault de Chanvalon, a presque fait renoncer à toute autre production. La plupart des habitants ont abandonné le coton, le cacao. Plusieurs même ont arraché les cannes à sucre pour y planter du café. On a défriché les bois de tous les côtés. On en a fait des plantations dans le cœur de l'île aussi en avant qu'on l'a pu et sur les montagnes mêmes. Toutes les paroisses dont nous n'avons pas désigné les productions cultivent cet arbuste. » D'où la conclusion : « On pourrait donc regarder la Martinique comme une île cultivée seulement en canne à sucre et en café. Le même auteur précise qu'à son époque le produit le plus estimé était recueilli aux Anses d'Arlets : sa graine est plus petite et plus sèche que dans les autres paroisses de l'île. Les terrains de ce quartier sont, en effet, les plus

propres à cette plante qui demande un terrain sec et pierreux. » ¹. Le maximum semble avoir été atteint aux environs de 1773 avec 14.204.420 pieds correspondant à une superficie approximative de 9.300 hectares.

Le recensement de 1935 ne connaissait plus que 304 hectares consacrés à cette culture. Les causes de la décadence sont nombreuses. Le caféier est un arbuste. Pendant plusieurs années, cinq au minimum, il faut exposer des capitaux relativement importants avant d'en tirer bénéfice, tandis que la canne ou les « vivres » sont d'un rapport presque immédiat. D'autre part, à la suite d'une exploitation sans doute abusive, les caféières de la Martinique ont vu leur sol s'épuiser et les arbres devenir la proie, vers 1820, du « pourridié », de l'anguillule des racines et de la chenille mineuse des feuilles. Le désastre apparut si complet que M. Landes pouvait écrire en 1899 que la culture du caféier d'Arabie était devenue presque impossible à la Martinique par suite de la présence de l'*Elachista coffeella* ². Néanmoins, elle n'a pas entièrement disparu. La raison principale en est peut-être que le « café Martinique » continue à faire prime sur les marchés européens et que s'il est bien entendu que la majeure partie de celui qui est vendu sous ce nom vient d'ailleurs, il faut tout de même qu'il apparaisse sur les statistiques d'exportation de son pays putatif, ne fût-ce que pour fournir une justification éventuelle. D'autre part, le marché local absorbe en temps normal 300 tonnes de café venues soit avec passage par la France soit directement de Madagascar et de la Côte d'Ivoire. Enfin, l'attribution de primes importantes à l'exportation (1 franc et plus par kilogramme) s'efforçait avant 1939 d'encourager les planteurs.

Tout cela s'est accompagné également de substitution d'espèce. Le *coffea Arabica*, ou caféier d'Arabie, n'existe plus guère qu'aux environs de Rivière-Pilote et dans la montagne du Vauclin. La place principale est occupée aujourd'hui par des Libérias introduits à partir de 1870 et qui ont montré, au bout de quelques générations, « une tendance très nette à l'affinement. Les graines diminuent de taille, perdent leur âcreté et leur arôme un peu désagréable pour se rapprocher du goût du café créole » ³.

Quelle que soit l'espèce choisie, cependant, le caféier, à la Martinique, doit être obligatoirement protégé contre le soleil et le vent. D'où la multiplication des « lisières » et des arbres d'ombrage. Jusqu'à une époque récente, on a surtout utilisé, le Pois Doux (*Inga Laurentia* Wild), dont le fruit, à la pulpe blanche, un peu sucrée, fait les délices des bambins. À la Montagne du Vauclin, trois ou quatre ans avant d'installer la caféière proprement dite, « on plantait dans deux directions rectangulaires des lignes continues de pois doux distantes d'environ dix mètres », ce qui donnait au tout l'apparence d'un gigantesque damier, d'autant qu'on taillait les haies à 1 m. 50 ou 2 mètres du sol.

¹ Thibault de Chanvalon, *Voyage à la Martinique*, p. 15 et 17-18.

² Landes, *Supplément au Bulletin Agricole*, novembre 1899, p. 131.

³ Stehlé : *Le caféier*, *Bulletin Agricole*, sept.-déc. 1940, p. 266.

Ailleurs, on espace ces « lisières » de 25 à 30 mètres et on ne les plante guère que dans la direction perpendiculaire à l'alizé. Souvent même, on ne les établit qu'à la périphérie, tandis qu'on distribue « régulièrement à l'intérieur de la plantation des arbres d'ombrage » ¹, dont le *gliricidia* est aujourd'hui le plus employé ².

La préparation des grains exige également des soins constants et minutieux : on peut se demander, dans ces conditions, quel peut bien être l'avenir du café Martinique. Cela dépend, pour une large part, de la protection que pourra consentir la Métropole, encore que « la colonie elle-même constitue pour le produit un débouché non négligeable » et correspondant à une mise en valeur de 1.000 hectares au minimum.

6. — LE CACAO

La culture du cacaoyer a connu des vicissitudes analogues. Elle n'a commencé à se développer qu'à la fin du XVII^e siècle. Le terrier de 1671, si minutieux par ailleurs, l'ignore totalement. Au début du XVIII^e siècle, l'extension fut d'autant plus rapide qu'elle était expressément encouragée par le roi. « Rien n'est plus avantageux pour les colonies, était-il dit dans les instructions au gouverneur de Varennes, que d'y établir toutes les différentes sortes de culture que la terre peut y produire... Il paraît nécessaire à Sa Majesté d'ordonner à chaque habitant de planter une certaine quantité de chacun des arbres dont le bois entre dans le commerce, comme cacao, coton et autres. »

On le fit dans l'île entière, mais surtout au quartier du Gros-Morne. Le maximum fut atteint en 1727 avec 14.462.680 pieds, correspondant à 9.477 hectares. Mais l'hivernage de cette année-là, sans qu'il y ait eu cyclone à proprement parler, fut fertile en orages. D'autre part, un violent tremblement de terre secoua l'île. Un grand nombre d'arbres furent endommagés, plus de six millions sur quatorze. Les survivants furent bientôt vraisemblablement atteints d'une maladie d'abord sans remède, un pourridié des racines. On ne put y faire face que par l'introduction d'une espèce robuste venue de Cayenne. En 1775, le nombre des pieds remontait à 1.400.000, ce qui correspondait à 900 hectares environ. Le minimum fut atteint en 1860 avec 21.2 hectares. Le cacaoyer connut un renouveau de faveur à la fin du XIX^e siècle grâce pour une part à l'infatigable propagande de M. Thierry. L'évaluation de 1895 s'élève à 1.785 hectares, ce qui est encore le chiffre donné par M. Landes dans sa notice pour l'exposition de 1900. L'exportation atteignait alors 731.919 kilos, chiffre maximum depuis 1727.

Cependant, l'éruption de 1902 détruisait ou rendait inexploitable les plus belles cacaoyères de la Martinique, dans la région du Prêcheur. Puis vinrent les hauts cours du rhum et du sucre.

¹ D'après un manuscrit de M. Kervégant.

² Le *gliricidia* donne un ombrage modéré. D'autre part, il pousse très vite et peut être utilisé comme engrais vert.

Ceux du cacao baissaient. On arracha jusqu'à la plantation modèle établie par M. Thierry à Schoelcher. Dans les petites exploitations, on se contenta de négliger l'entretien des arbres. C'est ce qui explique la superficie relativement élevée recensée en 1935 et qui atteignait 574 hectares. Elle n'est plus que de 400 à l'heure actuelle, les plantations se trouvant concentrées dans les vallées chaudes à faible altitude, car l'arbre ne fructifie plus normalement au-dessus de 200 mètres dans le Nord et 300 dans le Sud. Comme les caféières, les cacaoyères exigent des arbres d'ombrages et n'entrent en rapport qu'au bout de plusieurs années. La cueillette des cabosses se fait alors à la main ou au couteau. Les gousses sont ouvertes sur place et les fèves seules transportées à l'habitation. On les vend parfois telles quelles, après les avoir simplement lavées. D'ordinaire, on les fait fermenter de un à cinq jours.

L'exportation était minime avant guerre et ne dépassait pas 204 tonnes en 1938. Une partie de la production alimentait les deux chocolateries locales. L'industrie domestique continuait à préparer dans le Sud des « pains » ou « bâtons » d'un kilo, riches en « beurre » et assez appréciés aux Antilles.

La guerre a entraîné une augmentation rapide de la consommation. La production de chocolat s'est alors élevée à près de 3.000 quintaux. De même, les quantités utilisées dans les campagnes ont cru de manière sensible, la pâte de cacao ayant été, employée non seulement pour l'alimentation, mais encore pour la fabrication de « chandelles », lorsque le pétrole fit défaut. Dans ces conditions, toute exportation a cessé et l'on a dû faire appel à des importations de la Guadeloupe qui ont atteint 350 quintaux environ en 1944. Dans la mesure exacte où ces débouchés se maintiendront, la culture du cacaoyer est susceptible de regagner quelques-unes des centaines d'hectares qu'elle a perdues depuis un demi-siècle.

7. — LE BANANIER

La banane, au cours des dernières années d'avant-guerre, avait marqué une courbe ascendante et pris, aux côtés de la canne, une importance non négligeable. Connue et appréciée dès les débuts de la colonisation, elle n'a d'abord été utilisée que pour les besoins locaux. Des ordonnances royales ayant enjoint d'en entretenir 25 pieds par tête de nègre travaillant, le nombre des plants se serait élevé à huit millions en 1753, ce qui correspond à 5.242 hectares. Nous avons déjà souligné qu'aujourd'hui encore on rencontre des bananiers auprès des cases les plus misérables. Le fruit est mangé soit comme dessert, lorsqu'il s'agit de variétés connues localement sous le nom de figues, soit comme légume et alors bouilli à l'eau.

Mais le développement rapide de cette culture fut essentiellement lié aux progrès de l'exportation. Les années postérieures à 1928 virent la création de la Société Fruitière Antillaise, la construction d'un frigorifique à Fort-de-France, dont les chambres ont une capacité de 2.500 mètres cubes, la mise en service d'une flotte spécialisée à marche rapide (14-16 nœuds) et à cales refroidies. Les régimes

étaient emballés sous le hangar même de la plantation et transportés par camions au lieu d'embarquement. Un seul gros planteur se servait de chalands traînés par un petit remorqueur tout le long de la côte occidentale.

L'essor très rapide de cette culture a été dû avant tout aux mesures de protection prises par la Métropole et qui étaient parvenues en quelques années à éliminer complètement du marché français les bananes étrangères pour les remplacer par des fruits venus exclusivement des colonies. En fait, de 1931 à 1937, plusieurs millions furent distribués chaque année aux planteurs martiniquais comme primes à l'exportation.

Les résultats ne se firent pas attendre. La superficie des cultures bananières était estimée, au début de 1931, à 200 hectares en production et 100 en cours de plantation. Au recensement de 1935, elle atteignait 2.141 hectares. Elle s'est stabilisée peu après aux alentours de 3.000 hectares, alimentant une exportation de 39 à 40.000 tonnes (39.362 en 1937, 37.407 en 1938, chiffres du service des douanes). L'intérêt porté à cette culture s'est marqué par la création et l'organisation d'un service spécial de conditionnement, distinct de celui de l'agriculture, et dont l'objet était d'assurer la standardisation convenable des produits exportés.

Il ne semblait plus cependant, dès 1938, que l'on pût escompter encore une grosse augmentation de la production bananière. Il fallait lutter contre la concurrence des autres colonies françaises, celles de l'A. O. F. en particulier, et la part de la Martinique ne paraissait plus susceptible de forte augmentation, si avantageux qu'il fût néanmoins d'échapper pour une certaine part à la monoculture de la canne. La banane présente, en outre, l'avantage de se prêter à la petite et à la moyenne exploitation, comme à la grande. Son cycle de végétation rapide fait aussi qu'un coup de vent ne compromet que la récolte d'une année et n'entraîne pas, en conséquence, les mêmes désastres que dans les plantations arbustives.

Le sol est préparé à la houe et la plantation se fait en trous carrés où l'on place des rejets enlevés au pied mère. Les petits cultivateurs mettent dans les interlignes des choux Caraïbes et des choux de Chine qui couvrent le sol en peu de temps et contrarient la poussée des mauvaises herbes. Sur les grandes propriétés, on emploie des légumineuses de couverture que l'on enterre vers la fin de la saison sèche, avant le retour des pluies. D'autre part, il s'agit d'une culture épuisante et qui exige de grosses quantités d'engrais chimiques et de fumier. Cela a diminué l'engouement des petits propriétaires obligés de consentir des avances de fonds très supérieures à celles qu'ils avaient escomptées. Les exigences des groupements de vente les ont également plus d'une fois rebutés. Les exploitations d'une certaine importance sont alors celles qui réussissent le mieux.

Le bananier nain, avec ses deux variétés, Grande Naine et Petite Naine, produites par mutation récente, est le seul cultivé pour l'exportation à cause de sa rusticité et de son rendement supérieur. Le régime comprend en moyenne « de 125 à 180 fruits disposés en 8-11 pattes et pèse de 15 à 18 kilogrammes. Exceptionnellement, il peut atteindre 15-16 pattes et un poids de 35-40

kilogrammes et même plus » ¹. La floraison se produit de six à huit mois après la plantation et il s'écoule 60 à 80 jours entre la sortie du régime et la « maturité commerciale ». La récolte se fait souvent deux ou trois jours avant le départ des bateaux, « lorsque les bananes ont encore une coloration vert pomme et les côtes bien accusées (bananes trois quarts pleines) » ². La mise en service du frigorifique permet, dans une certaine mesure, d'atténuer la rigueur de ces délais. Cependant, jusqu'en 1939, les usagers de la route connaissaient qu'un bananier chargeait au vrombissement des énormes camions encombrés de régimes qui passaient à toute allure sans s'occuper du reste et quelle que fût l'étroitesse du chemin. Les autres véhicules s'écartaient vivement devant eux, fût-ce au prix d'une culbute dans le fossé.

La guerre, en ralentissant, puis en interrompant les relations avec la Métropole, a entraîné, dans ce domaine une régression particulièrement rapide. En mai 1942, la superficie des bananeraies n'était plus que de 1.180 hectares et de 440 en octobre 1945. On avait essayé, sans grand succès, des expéditions à destination des États-Unis, 1.801 tonnes en 1941, 109 en 1942 et 66 en 1943. On pensa, de même, à préparer des bananes séchées ou « figues de bananes ». Des installations à air chaud furent montées à cette fin. Mais les « figues » produites ne purent être exportées immédiatement et furent attaquées au bout de quelques mois par des parasites qu'on ne put combattre faute de produits appropriés.

Une reprise, cependant, s'amorce, par suite de la consommation accrue de la colonie et de l'espoir surtout de voir reprendre l'ancien trafic avec la Métropole. La rotation des navires spécialisés, bien que beaucoup moins rapide qu'avant-guerre, a déjà recommencé. Les Martiniquais désireraient obtenir un contingent annuel de 60.000 tonnes, qui ne devrait jamais s'abaisser au-dessous de 40.000, et auquel s'ajouteraient les exportations de bananes séchées et de confitures, ce qui ne serait possible d'ailleurs qu'avec le maintien d'un régime de protection totale.

8. — PERSPECTIVES ET ESSAIS

C'est l'absence de débouchés ou de bénéfices suffisants, le hasard à l'occasion qui ont empêché le développement d'autres cultures industrielles ou d'exportation auxquelles le sol et le climat se prêtaient parfaitement. Des tentatives se font de temps à autre en ordre dispersé. Mais, quand on lit les vieux textes, on s'aperçoit que les idées en apparence les plus neuves dans ce domaine ont déjà été agitées il y a un siècle ou plus et que la plupart du temps il n'en est rien sorti. La pénurie des textiles pendant la guerre a redonné un brusque renouveau d'activité à la ramie. Des essais de culture, d'ailleurs réussis, ont été poursuivis au Jardin de Tivoli en 1939-1940 : on a été chercher les plants dans la haute vallée de la Jambette, où ils s'étaient maintenus à l'état spontané après une tentative du même ordre faite il y a

¹ Kervégant : *Le bananier à la Martinique*, pages 6 et 11.

² Kervégant : *Le bananier à la Martinique*, pages 6 et 11.

plus de soixante ans. L'Abaca (Chanvre de Manille ou bananier à cordes) occupe maintenant une dizaine d'hectares dans la région du Morne-Rouge et fournit quelques tonnes de fibres sèches par an. Entre le Diamant et Sainte-Luce peuvent s'admirer de nombreux « sisals » épars dans une savane. On avait fondé sur eux de grands espoirs vers 1920. Mais déjà M. Landes, à la fin de l'autre siècle, soulignait que le commerce des fibres dites d'aloès avait fait la fortune du Yucatan et des îles Bahamas. Il rappelait également que la « langue bœuf » (*Fourcroya gigantea*) est abondante dans certaines localités de l'île et qu'elle demeurait inutilisée, tandis qu'à Maurice elle était cultivée pour ses fibres et traitée à l'aide d'une machine spéciale ¹.

Le même auteur préconisait des plantations d'hévéa et de *castilloa elastica* en vue de la production du caoutchouc. Cela n'a pas eu d'autre suite. Nous avons déjà vu que le citronnier n'alimente plus que la consommation locale. La citronnelle connut également une certaine faveur. On en tirait une huile essentielle et un carton d'excellente qualité. Les prix de revient trop élevés entraînèrent néanmoins la ruine de l'industriel qui s'était lancé dans l'affaire et dont l'établissement abandonné se voyait encore à Fort-de-France, près de la Rivière-Madame, en 1940. Le campêche a, de même, été l'objet d'une exploitation assez importante jusqu'en 1929. Une usine de produits tinctoriaux avait été installée à Saint-Pierre. Elle était alimentée par des goëlettes qui allaient chercher les bois nécessaires dans le sud de l'île et à la Guadeloupe. L'établissement ferma ses portes devant la reprise d'activité du volcan et ne les rouvrit point, pour cause de bénéfices insuffisants.

De temps à autre apparaissent sur les statistiques d'exportation les canéfices, par quantités minimes, et les ambrettes, cultivées encore dans les hauteurs de Case-Pilote. Les chiffres respectifs ont été de 39 et 59 quintaux en 1938.

Le *Bulletin Agricole*, la seule publication d'allure scientifique qui existe dans la colonie, et où écrivent pratiquement tous ceux qui, sur le plan local, s'intéressent aux questions géographiques et économiques, regorge de notes et de projets sur l'introduction possible et supposée désirable de nouvelles plantes. Ailleurs, une culture donne d'excellents résultats. Pourquoi ne pas l'essayer lorsque les conditions de sol et de climat apparaissent favorables ? Tel fut le cas, au début de la colonisation, pour le mûrier et l'élevage concomitant des vers à soie. Les fourmis empêchèrent la réussite de ce beau projet. Devant tant de bonnes volontés et si peu de résultats, on est conduit à se demander quelles sont les véritables causes de tous ces échecs ou demi-échecs répétés, et c'est alors tout le problème de la canne qui se pose...

¹ Landes, Supplément *Bulletin Agricole*, novembre 1899, page 129.

B) — LA CANNE À SUCRE

1. — SON IMPORTANCE ACTUELLE

[Retour à la table des matières](#)

Celle-ci, en effet, après les tâtonnements du début, acquit très vite la première place. En 1671, elle couvrait déjà plus de 3.000 hectares, 16.000 un siècle plus tard. Pendant tout le XIX^e siècle, elle oscilla entre 15 et 23.000, le chiffre le plus bas étant celui de 1850 (15.005) et le plus élevé celui de 1889 (23.000). En 1911, le docteur Fauquet estimait la superficie des terres réservées aux cannes à 24.000 hectares. C'est le chiffre qui a servi de base aux évaluations de M. Bassières, qui, à deux reprises, en 1920 et 1926, parlait de 28.000 hectares.

Mais, comme M. Kervégant l'a souligné fort judicieusement, on peut se demander quel est le degré de confiance attribuable à ces données statistiques. Il ne lui apparaît pas très élevé. Les 24.000 hectares du docteur Fauquet, correspondant à 17.000 récoltés chaque année, ne sont guère vraisemblables. Nous connaissons de manière relativement précise les quantités de cannes alors manipulées. Il en résulterait un rendement de 30 tonnes environ à l'hectare, alors que les agronomes du temps l'estimaient à 40 ou même 50. L'examen des plans photographiques de la C. A. F. pris en 1925 a permis de recenser 21.500 hectares consacrés à cette culture. On ne peut croire que le chiffre ait péché par défaut. Le recensement de 1935, le premier depuis un demi-siècle qui mérite une confiance réelle, accuse un total de 18.370 hectares, dont 4.334 de jachères sans cultures et se répartissant ainsi :

Cannes plantées	6.325 Ha.
Premiers rejets	2.414 —
Deuxièmes rejets	1.587 —
Vieux rejets.	3.710 —
Jachères	4.334 — ¹

soit au total 14.036 hectares effectivement cultivés.

Il est juste de reconnaître qu'en 1935 on se trouvait en pleine crise et l'on peut estimer, avec M. Kervégant, que le mauvais état du marché des rhums et le contingentement des sucres avaient déterminé de nombreux propriétaires à ne pas effectuer de nouvelles plantations et à « relever » par compensation les anciens rejets. Les chiffres cités doivent donc être un peu faibles. Ils n'en dominent pas moins, et de manière écrasante, tous les autres et soulignent combien la culture de la canne est profondément enracinée dans le pays. Aux yeux des planteurs, elle n'est pas seulement la plus rémunératrice, mais la plus noble. C'est déchoir quelque

¹ *Bulletin Agricole*, juin, 1936, page 96.

peu que s'occuper d'autre chose et surtout de « vivres ». C'est s'élever, au contraire, de beaucoup de degrés dans la hiérarchie locale que pouvoir se dire non pas même « usinier », mais « distillateur ».

La main-d'œuvre elle-même a derrière elle près de trois siècles, d'entraînement. Elle se plie sans trop de peine maintenant aux exigences d'un dur métier, mais sous l'expresse condition qu'on n'essaie pas d'en changer les règles traditionnelles. Quand on voit, au Carnaval, la danse lascive et nostalgique des coupeurs de cannes tournant autour du vert roseau, agité par l'un d'eux, en brandissant leurs coutelas, on a la sensation de plonger dans un passé lointain.

Il est juste d'ajouter que d'autres raisons, fort sérieuses, justifient la longue prééminence de la canne. Quelle que soit la violence d'un cyclone, il reste toujours au moins 50% de la récolte qu'on peut utiliser. D'autre part, l'immobilisation de capitaux est de courte durée et le rapport au total excellent. Il y a eu sans doute, au cours de l'histoire économique de la colonie, de nombreuses crises dues aux guerres, à la concurrence des raffineries de la Métropole, puis à celle du sucre de betterave, mais elles furent en général de courte durée. » Et M. Kervégant de noter qu'en 1840, en pleine période de dépression, l'inspecteur des colonies Lavollée estimait à 8% au minimum le revenu des fonds engagés dans l'industrie sucrière. Nous aurons à examiner plus tard si les conjonctures demeurent aussi favorables.

2. — LA PRÉPARATION DU SOL ET LA CULTURE

Lorsqu'une plantation est décidée, les opérations se succèdent dans un ordre à peu près immuable avec les seules variantes qu'imposent la nature et la situation du terrain. Celui-ci est normalement occupé, après la jachère morte, par des herbes et des broussailles. On coupe le tout au coutelas. Lorsqu'on rencontre trop d'arbustes, on arrache les souches, qu'on brûle ensuite. Au coutelassage succède, dans les cas où le sol doit être retourné à la main, le « dégradage », « opération qui consiste à détruire la végétation superficielle au moyen de la houe » ¹.

Ensuite vient normalement le labourage. Sur les propriétés de quelque importance, il se fait avec des charrues que traînent trois paires de bœufs conduites par quatre personnes. Un enfant marche devant l'attelage que deux « toucheurs » s'efforcent d'aiguillonner. Le « laboureur » tient les mancherons. La terre est lourde, la hâte inutile, les bêtes mal nourries. Il faut, suivant les régions, de trois à six jours pour retourner un hectare.

Les grands propriétaires commencent à utiliser des tracteurs. Il en existait avant guerre une douzaine en service dans l'île. Ils peuvent labourer chacun plus d'un hectare par jour. En outre, le sol est ameubli jusqu'à 25 ou 30 centimètres.

¹ Dans cette page et les suivantes, beaucoup de passages entre guillemets sont empruntés à un important rapport, inédit, de M. Kervégant que celui-ci a eu l'amitié de me communiquer.

Lorsqu'il s'agit de terres particulièrement compactes, un second labour en travers est exécuté un mois plus tard. Sur un petit nombre de propriétés, on pratique le hersage, en plein ou en travers. Jusqu'à ces dernières années, on employait uniquement des herses triangulaires en bois fabriquées sur l'habitation même. Des machines plus modernes ont fait maintenant leur apparition.

Le « sillonnage » consiste à creuser des sillons de 30-35 centimètres de profondeur et distants d'un mètre à un mètre vingt. Ils sont destinés à recevoir les boutures de cannes. Tout cela s'opère avec une certaine minutie. « Lorsque le travail de la charrue laisse à désirer, on relève à la houe la terre qui est tombée dans le fond des sillons... S'il reste de grosses mottes de terre à la surface du sol, on casse celles-ci avec le dos de la houe et on égalise le terrain. » C'est le « cabanage. ». Sur les petites propriétés qui ne disposent ni de bœufs, ni de charrue, on pratique le « fourchetage » ou « labour au mayombé ».

En plaine, sur sol imperméable et sujet aux inondations, ou tout au moins à l'accumulation des eaux stagnantes, domine la culture en larges billons ou carreaux de « 5 à 6 mètres de large, bombés en leur centre, d'autant plus que le fond est humide, et sur le dos desquels on plante les boutures de cannes. Afin d'assurer le drainage, les billons sont séparés par des canaux de 40x40 centimètres creusés à l'aide d'une bêche spéciale, le « louchet », et qui aboutissent à des collecteurs ou « maîtresses » de 50-60 centimètres de profondeur.

Le problème, comme l'a bien souligné M. O. Hayot, est assez récent. Jusqu'au début du XIX^e siècle, en effet, on ne pratiquait guère que la culture « au trou carré ». Elle consiste à creuser à la houe « des trous de 40 cm. de côté sur 25-30 de profondeur et distants de 1 m. 10, 1 m. 20 centre à centre. L'ouvrier qui commence à la base du morne nettoie l'espace existant entre le trou qu'il vient de creuser et le suivant, rejette dans le premier les débris provenant de ce travail et achève de combler aux trois quarts avec la terre meuble résultant de la fouille du second trou » ¹.

C'est ce que Thibault de Chanvalon justifiait déjà en ces termes : « Les terres, écrivait-il, ne sont pas propres à être ensemencées par la manière dont on les cultive. On ne les laboure point. Jamais on ne les retourne. Toute leur culture consiste à les sarcler. On prend même la précaution de le faire avec un grattoir pour n'emporter que les herbes légèrement. Les inégalités du terrain ont établi cet usage. Ce ne sont partout que mornes et coteaux. Les pluies abondantes entraîneraient toutes les terres qu'un labour plus profond aurait détachées et rendues meubles. Les terres se trouveraient bientôt par là épuisées... On en a l'expérience. » ².

Il est à souligner que la remarque de Thibault de Chanvalon s'applique aux régions montagneuses de l'île entière. Lui-même, d'ailleurs, n'était pas un ennemi irréductible de la charrue, dont il préconisait l'emploi dans les terres fortes des

¹ Kervégant, Rapport dactylographié, page 27.

² Thibault de Chanvalon, *Voyage à la Martinique*, page 23.

lieux bas comme le Lamentin, ou, disait-il, plusieurs « habitants » avaient commencé à l'utiliser.

Longtemps encore cependant, la pratique du trou carré L'emporta. M. o. Hayot cite l'acte de société de Gervais Colon et de Telliarn Maillet signé en 1826 pour l'exploitation du Céron. L'article premier disait que la charrue ne serait jamais employée sur la propriété. Le même, auteur rapporte un propos de M. de Beuze répondant aux jeunes gens qui prônaient la charrue : « Si je n'avais plus que trois nègres, j'en mettrais deux à tenir la ligne, le troisième à fouiller le trou carré. » ¹.

Lorsqu'il écrivait cependant, la charrue l'avait définitivement emporté et avait à ses yeux consommé la perte du Sud. Mais il ne pensait pas que ce fût irréparable. « C'est un sol à recréer, à reconquérir, affirmait-il... Le rouage de fertilité peut recommencer ses pas... Que de pentes délavées qui, qualifiées d'infertiles, de brûlées par le soleil, ne sont que ruinées par le passage des eaux pluviales. » ².

Pour y remédier, M. O. Hayot proposait de grands canaux espacés de 10 en 10 mètres, larges de 0 m. 50, profonds de 1 mètre, ouverts aux deux hauts, non complètement, « mais de façon à ce qu'ils se déversent dès que l'eau atteindra les trois quarts de leur profondeur ». Au moment des grandes pluies, ces canaux devraient servir de drains et retenir la terre arrachée aux pentes supérieures. En temps de sécheresse, M. Hayot pensait qu'ils constitueraient une provision capable de « franchir le désert des mois d'été » ³.

En fait, cette pratique s'est généralisée dans les terres fortes du Centre et du Sud. Les canaux distants de 8 à 10 mètres ont un pied carré en moyenne. Ils sont légèrement inclinés sur la ligne de niveau et aboutissent à des collecteurs de 40x40 dirigés suivant la ligne de plus grande pente. C'est un spectacle qui ne manque pas de pittoresque que de voir le « canulier » ou un « commandeur » s'affairer autour du gros niveau de bois ou « chèvre » pour déterminer le tracé le plus convenable. En terrain nouvellement préparé et sur une photo prise d'avion, ces canaux ont presque l'allure de courbes de niveau matérialisées. Lorsqu'il s'agit de sols ponceux ou relativement perméables, on se contente de tracer les sillons avec une très légère inclinaison sur l'horizontale.

Quel que soit le mode de culture adopté, les habitations sont parcourues par des chemins ou « traces » de sept à huit mètres de largeur moyenne et destinés à permettre l'accès des « cabrouets » au moment de la récolte. Elles se trouvent ainsi réparties en « pièces » de 1 à 2 hectares de superficie et dont chacune a son nom.

Vient alors la plantation. Elle se fait à l'ordinaire d'août à novembre, mais peut être retardée jusqu'en janvier-février. On utilise à cette fin des tronçons pris sur une canne adulte et ayant de 15 à 20 centimètres de longueur et munis d'un ou

¹ O. Hayot, *op. cit.*, page 133.

² O. Hayot, *op. cit.*, pages 115-116.

³ O. Hayot, *op. cit.*, pages 115-116.

deux bourgeons. En janvier-février, où la « récolte » bat son plein, on se sert du « bout blanc », laissé de côté pour la fabrication du sucre.

La bouture est placée dans un trou foré à la barre de mine pour les terres fortes. Ailleurs, on l'enfonce directement, tantôt droite et tantôt inclinée dans le sol ameubli d'un coup de fourche. L'espacement, suivant les régions, varie de 1 m. 10 à 1 m. 40.

Cette opération se fait par équipes ou « ateliers » de vingt à trente personnes et comprenant « un commandeur, deux teneurs de ligne, douze planteurs, trois ou quatre femmes chargées de la préparation des boutures, trois ou quatre autres pour transporter les plants préparés le long des lignes de plantation ». Dans le Nord, on utilise surtout des adultes payés à la tâche. Le Sud connaît encore les « petites bandes » ou ateliers composés en majeure partie d'enfants et dont, en 1940, on n'était pas encore parvenu à interdire l'emploi.

Ce sont là, évidemment, survivances d'habitudes anciennes. Et comme il y a plus d'un siècle, ce sont des groupes ordonnés, disciplinés, qu'on voit se déployer à l'appel des commandeurs, dans le sens des sillons et derrière le cordeau tenu par les deux ouvriers de tête. Les boutures sont placées à l'intersection de la corde et des sillons. « Quand il s'agit de cultures en carreaux, les lignes de boutures sont indiquées par des marques ou « bébels » disposés le long du cordeau à distance convenable. » Une équipe complète arrive à planter un hectare dans sa journée.

Le « recourage » consiste, quelques semaines plus tard, à remplacer les plants où aucun signe de végétation n'apparaît. Comme, d'autre part, la canne ne se développe que très lentement au début, elle exige de nombreux sarclages, de six à huit, exécutés à la houe. C'est également à la houe, ou au moyen d'une charrue légère traînée par un mulet qu'on effectue le rabattage des sillons sur les jeunes souches.

Vers cette époque aussi commence la fumure des terres, de pratique assez récente. Au temps de Thibault de Chanvalon, il n'était employé aucune espèce d'engrais. La fumure organique consiste surtout en fumier de parc produit par les mulets « dans des parcs permanents, généralement couverts, et par les bœufs placés pendant la récolte dans des parcs temporaires à l'air libre ». On ne fournit aux animaux aucune litière proprement dite, mais il reste toujours en quantité sur le sol des « amarres » de cannes et des herbes vertes données comme fourrage. Le fumier qui en résulte est transporté dans les champs, où il demeure en tas jusqu'au moment de l'utilisation.

La quantité ainsi recueillie est forcément assez faible. Aussi n'emploie-t-on guère le fumier que pour les champs de cannes vierges. Jusqu'à ces dernières années, on importait également du crottin de mouton amené du Venezuela sur de petites goëlettes. Il en est encore rentré 855 tonnes en 1937, mais 48 seulement en 1938. Quelques éleveurs se sont efforcés d'en produire et le Sud conserve pieusement la mémoire de l'astucieux personnage qui parsemait de petites boules d'argile noircies au feu un compost de sa façon qu'il pouvait alors vendre un prix rémunérateur.

Maintenant, les engrais chimiques l'ont emporté de manière décisive. Ce fut d'abord un engouement un peu au hasard. « On semble jusqu'ici avoir marché en aveugle », écrivait M. Landes en 1899 ¹. L'on s'attacha d'abord aux engrais azotés : ils renforcèrent la végétation et le rendement brut à l'hectare, mais sans augmentation proportionnelle de la teneur en sucre. Des expériences menées concurremment par le bureau d'études des Potasses d'Alsace, le Service de l'Agriculture et quelques grands planteurs ont tendu à rationaliser peu à peu leur emploi. Les formules les plus généralement adoptées renferment 10-12% d'azote, 6-8% d'acide phosphorique et 10-12% de potasse ².

Ces engrais chimiques sont épandus alors que les cannes ont déjà de quatre à cinq mois. On les place dans un trou creusé à la houe auprès de chaque touffe, parfois dans une rigole circulaire. C'est encore un travail réservé au « petit atelier », composé de femmes et d'enfants, la dose normale d'application étant d'une tonne à l'hectare.

Il n'y a plus alors qu'à laisser pousser jusqu'à la récolte qui, pour les cannes vierges, se fait de 16 à 18 mois après la plantation. La paille laissée sur le sol est enfouie à la fourche dans les interlignes. On procède une quinzaine après la coupe, lorsque les vieilles souches commencent à rejeter, au remplacement de celles qui sont mortes ou que le passage des « cabrouets » a trop gravement endommagées. On donne par la suite trois ou quatre sarclages, on épaille, on « repasse » les canaux plus ou moins comblés de terre, on épand à nouveau une tonne d'engrais à l'hectare et la récolte se fait un an après la première coupe.

Il y a en apparence, dans les rejets, une culture beaucoup plus économique que celle des cannes vierges. On ne la pratique pourtant pas sur une grande échelle à la Martinique. D'ordinaire, on ne « fait » que deux rejets, après quoi le terrain, mis en jachère morte, est utilisé pendant deux ou trois ans comme pâturage. Dans le Nord même, il arrive souvent qu'on ne conserve qu'un rejet. Au Lamentin, à Petit-Bourg, à Rivière-Salée, dans certains « fonds » argileux du Sud, aux terres lourdes et compactes, la canne tient le sol pendant sept ou huit ans consécutifs. On cite même des « pièces » exceptionnelles, qui ont rapporté d'une façon continue pendant vingt ans.

¹ Landes, Suppl. *Bull. Agricole*, novembre 1899, page 133.

² Rapport Kervégant, dactylographié, page 36.

3. — LA RÉCOLTE

La « récolte » est la grande affaire de l'année. Elle a lieu de janvier à juin, au moment de la sécheresse relative qui augmente la teneur en sucre des cannes arrivées à leur maturité. Les dates extrêmes sont d'ailleurs susceptibles de varier dans d'assez fortes proportions, suivant que le début de l'année est sec ou pluvieux, suivant aussi que l'accord entre patrons et ouvriers a mis plus ou moins de temps à se réaliser.

C'est une sorte de mobilisation générale du monde agricole qui va durer plusieurs mois. Dans les jours qui précèdent l'ouverture de la « campagne », on voit le personnel des usines s'affairer, les petits trains recommencent à fumer et à courir le long de leurs voies au gabarit variable d'un centre à l'autre. Naguère encore, le premier jour de travail s'accompagnait d'une certaine solennité et de réjouissances agrestes. L'usage en est maintenant à peu près disparu.

La coupe se fait uniquement à la main. Aucune des exploitations de la Martinique n'a expérimenté les « moissonneuses » spéciales utilisées avec des succès divers en d'autres pays. La canne doit être coupée aussi près que possible du sol à l'aide du coutelas, puis l'extrémité supérieure, ou « amarre », qui porte le bouquet de fleurs lorsqu'il s'agit de cannes « fléchées », est détachée. On sépare ensuite de la tige le « bout blanc » ou partie couverte de feuilles engainantes longue de 15 à 20 centimètres et très pauvre en sucre. Lorsque le bout blanc ne doit pas servir de bouture, on le donne avec les amarres en guise de fourrage aux animaux de trait. La paille de surplus reste étendue sur le sol, à moins qu'on ne la ramasse pour couvrir ou palissader quelques cases du voisinage. La canne elle-même, suivant sa longueur, est tronçonnée en deux ou trois morceaux d'un mètre environ. « Ces tronçons sont rejetés en tas espacés environ de 6 mètres les uns des autres. Derrière le coupeur vient l'amarreuse qui dispose sur le sol les amarres dont elle, se sert ensuite pour ligaturer les paquets de 10 tronçons qu'elle réunira enfin en piles de 25 paquets. Vingt de ces piles représentent la tâche d'un coupeur aidé de son amarreuse. Elle représente de 2.500 à 3.000 kilos de cannes. » ¹.

Les ouvriers, sous la direction de leurs commandeurs, attaquent la pièce qui doit être récoltée de façon à demeurer à peu près en ligne. Sur la partie du champ déjà coupée s'avancent les « cabrouets », lourds chariots à deux roues et à ridelles, attelés d'une à trois paires de bœufs et le plus souvent conduits par deux hommes. On y dispose les paquets de manière régulière. La charge limite est un peu supérieure à la tonne. Elle a augmenté ces derniers temps, grâce à l'emploi de roues pneumatiques. Mais il arrive souvent que les « pièces » ne soient pas directement accessibles aux voitures, soit dans les mornes escarpés, soit dans les bas-fonds sillonnés de nombreux canaux de drainage. Les cannes sont alors « transportées au chemin le plus voisin par tête de femme ou plus souvent par

¹ Bassières, *La Martinique Agricole* (Exposition de Marseille), *Bulletin Agricole*, avril 1922.

mulets bâtés » ¹. Le premier de ces procédés surtout est onéreux. Il ne se pratique plus guère que sur les très petites exploitations qui ne disposent ni de cabrouets, ni de mulets, ou qui n'ont pu en louer au moment de la récolte.

Cabrouets et parfois camions, lorsque l'état du terrain l'autorise, transportent les cannes à la gare la plus proche, où elles sont chargées sur des wagons d'une capacité de cinq à six tonnes. C'est l'opération qu'on appelle « arrimage » et pour laquelle on enlève les amarres ou liens des paquets de cannes. Les wagons remplis sont attelés le matin suivant à la locomotive qui vient d'en amener une rame de vides. Suivant l'importance du réseau à desservir, on trouve de deux à six locomotives par usine et de 75 à 250 wagons. Dans les quelques distilleries agricoles munies d'une voie ferrée, la traction est assurée par des mulets.

Tout cela se fait avec beaucoup d'affairement. Le travail commence de bonne heure le matin, vers sept ou huit heures. Il se continue tout d'une traite jusque vers 13 ou 14 heures. Les « tâches » sont distribuées par les commandeurs, ce qui ne se fait pas sans contestations ni gesticulations. Quelques travailleurs plus énergiques que leurs camarades arrivent à abattre une tâche et demie, parfois deux tâches dans leur journée : c'est la très rare exception. Dès que le jour se lève, c'est la longue théorie des hommes et des femmes se rendant au travail, puis le va-et-vient incessant des mulets, cabrouets et camions. Le petit train siffle sans arrêt pour prévenir de son approche et passe dans un indescriptible bruit de ferraille. Les gosses, dont beaucoup ont alors abandonné l'école, s'emploient aux « petites bandes » et cela ne leur déplaît pas outre-mesure, car c'est l'occasion de sucer sans risques de nombreux bouts de cannes. Il devient plus difficile de circuler sur les routes qu'encombre auprès des « gares » la paille accumulée et qui, au sortir de la « campagne », vers le début de l'hivernage, sont complètement défoncées.

Vu sous un autre angle, il y a là un système qui atteint presque à la perfection pour l'utilisation du travail humain. La tâche exige un rude effort. Préparer ses vingt piles de 25 paquets représente quelque dix mille coups de coutelas. L'amarreuse n'a pas le temps de chômer davantage. Il en est de même pour ceux qui sont affectés au transport : la récolte s'opère ainsi à un rythme soutenu, plus soutenu que dans toute autre culture.

Il est permis, une fois encore, d'y voir un héritage du passé. Les ouvriers, d'ailleurs, y tiennent beaucoup. « Jamais peut-être aucune espèce d'hommes, écrivait Thibault de Chanvalon, n'a été plus opiniâtrement attachée que les nègres aux usages établis » ². Il n'y a plus aucune utilité par exemple à tronçonner les cannes en bouts d'un mètre. Mais, jusqu'à l'après-guerre, on a toujours admis qu'en calculant autrement la « tâche » on risquerait de déclencher des difficultés sans nombre, voire de graves conflits. C'est la raison pour laquelle telles variétés de cannes, riches en sucre, résistant bien à la sécheresse, mais grêles et à rejets nombreux, ont été délaissées pour des variétés moins robustes et moins

¹ Kervégant, Rapport inédit, page 54.

² Thibault de Chanvalon, *Voyage à la Martinique*, page 136.

productives, mais à grosses tiges et dont la manipulation s'avérait plus facile suivant les procédés traditionnels.

Il est juste de reconnaître que, sous la pression impérieuse des circonstances, un effort est en cours pour modifier ces archaïques méthodes. En ce qui concerne la plantation, les premiers essais de culture en lisières distantes de 1 m. 80 viennent d'être faits en 1945-46. S'ils réussissaient, il deviendrait possible de remplacer le binage à la main par des sarclages mécaniques à l'aide d'instruments entraînés par un tracteur. On tente également sur quelques grandes propriétés de transformer les méthodes de coupe et de transport, à l'aide de grandes remorques montées sur chenilles et placées dans le champ en arrière des coupeurs. Chaque équipe y jette ses cannes sans les tronçonner ni les lier en paquets. En fin de journée, les remorques doivent être pesées et les ouvriers réglés en proportion exacte du travail fait. Cette méthode aurait le double avantage de réduire les dépenses de main-d'œuvre et d'améliorer la qualité des jus ¹.

4. — LES RENDEMENTS

Il est évident que la Martinique, quelle qu'y soit par ailleurs la puissance des habitudes et des traditions, est de plus en plus obligée de tenir compte des possibilités de rendement, devant la concurrence de l'extérieur, même freinée par le régime douanier.

M. Kervégant, la principale autorité locale en la matière, estime qu'aux débuts de la colonisation, dans les terres vierges dont on disposait alors, on devait obtenir et même dépasser souvent 60 tonnes de cannes à l'hectare. Le chiffre correspondant n'était plus, au début du XIX^e siècle, que de 40 à 50 tonnes, dont on tirait quatre à cinq barriques de sucre brut. Puis l'usure des sols, auxquels on n'apportait point les engrais suffisants, amena la dégénérescence de la seule variété jusqu'alors cultivée ou canne jaune d'Otaïti, appelée localement canne créole. On fut donc amené à importer des variétés nouvelles et à s'intéresser aux efforts des stations expérimentales créées dans les colonies anglaises ou hollandaises du voisinage (Barbade, Trinidad, Demerara). Actuellement, la vogue est aux seedlings, c'est-à-dire à des variétés obtenues de graines et dont plusieurs se sont révélées bien adaptées au pays. Ces variétés, néanmoins, dégénèrent assez vite ou sont abandonnées au profit d'autres qui paraissent plus avantageuses.

En même temps, la lutte est engagée contre les nombreux ennemis de la canne. Parfois on met au premier plan les maraudeurs et l'on prend à leur rencontre des mesures d'une sévérité exceptionnelle, tellement exceptionnelle que personne ne les applique. Tous les gamins du cru, et leurs parents, continuent à mâchonner leur bout de tige sucrée qui, au moment de la récolte, leur procure un fort appréciable complément de nourriture. Suivent les rats, puis les crabes de terre qui abondent

¹ Rapport Roseau, 17 j., in. Rapport Sablé.

dans les terres basses, mais peuvent remonter jusqu'à 500 mètres d'altitude. De nombreux insectes et champignons s'attaquent aux feuilles, aux tiges ou aux racines. Dans l'ensemble, il n'y a pas eu jusqu'ici de désastre irréparable. Les mesures prophylactiques prises à l'instigation du Service de l'Agriculture et appliquées avec plus ou moins de bonne grâce par les planteurs, notamment en ce qui concerne l'introduction de variétés étrangères, semblent jusqu'à présent largement suffisantes.

Aussi a-t-on enregistré des rendements nettement ascendants entre 1920 et 1940. Dans le Nord, près de la Capote, à Vivé, on récolte couramment 100 et parfois même 120 tonnes de cannes vierges à l'hectare. Les chiffres correspondants pour les rejets descendent à 60-65, si bien que la moyenne générale s'établit autour de 80. « Les riches fonds du Lamentin, de Ducos et de Rivière-Salée donnent des productions du même ordre de grandeur en cannes plantées, mais plus élevées en rejets. Ainsi l'usine de Lareinty a obtenu un rendement moyen de 92 tonnes en 1935 sur 710 hectares. » ¹.

Dans le Sud à climat plus sec, au Vauclin, au Marin, à Sainte-Anne, les résultats sont moins brillants. Ils oscillèrent pour la même année 1935 entre 41 et 46 tonnes. Le rendement moyen de la colonie s'établissait ainsi aux environs de 60 tonnes. On peut estimer qu'il est encore largement susceptible d'amélioration par une distribution judicieuse des engrais, l'emploi de variétés sélectionnées et l'abandon des terrains médiocres. Il s'agit là d'une nécessité absolue. Dans des conditions, il est vrai, exceptionnelles, on a pu obtenir aux îles Hawaï, à Java et en Australie, sur des parcelles d'expériences, jusqu'à 360 et même 416 tonnes de cannes à l'hectare. Mais la moyenne générale de ces pays dépasse largement la centaine (135 aux îles Hawaï). Ces simples chiffres montrent la menace que la concurrence étrangère, toutes barrières douanières abolies, ferait peser sur l'agriculture martiniquaise, comme d'ailleurs sur celle de presque toutes les Antilles ².

5. — LA RÉPARTITION ACTUELLE DES TERRES À CANNES

Comment cependant se répartissent actuellement les terres à cannes ? Au cours des chapitres précédents, et même de celui-ci, il a été parlé incidemment des conséquences qu'avait entraînées la création des usines centrales. On comprend mieux, après une description de la récolte, comment et pourquoi sont disparues les vieilles habitations sucrières des hauteurs devant l'impossibilité de transporter leurs cannes dans des conditions économiquement acceptables jusqu'au lieu de manipulation le plus proche. N'ont survécu, dans une certaine mesure, ou n'ont

¹ Kervégant, Rapport inédit, page 41.

² Rendements moyens en cannes : Cuba, 40-50 tonnes à l'hectare. Barbade, 60. Trinidad, 55-60. Porto-Rico, 75. Guyane Anglaise, 80.

revécu que celles qui se sont vouées à la distillerie agricole et qui ont fabriqué sur place avec un matériel relativement peu important la « grappe blanche » ou rhum de vesou, le plus apprécié localement. Les chiffres de Lavollée, comparés à ceux d'aujourd'hui, permettent de jeter quelque lumière sur ce point. Il y avait 495 habitations consacrées à la canne en 1840. Il n'existe, de nos jours, que treize usines et moins de deux cents distilleries, dont un certain nombre inactives. Beaucoup, en outre, comme celles du Champ-Flore, sont de création récente et n'ont repris la suite d'aucune vieille sucrerie.

À cet égard encore, la carte établie par le Service de l'Agriculture, d'après les plans et photographies de la C. A. F., ainsi que les résultats du recensement de 1935, apparaissent significatifs. Les communes des Anses d'Arlets et du Diamant sont les plus éloignées des usines à sucre. Il n'y existe plus qu'une distillerie dans chacune. À peine 20 hectares dans la première et 24 dans la seconde sont consacrés à la canne. On peut faire valoir qu'il s'agit d'une des régions les plus sèches de l'île. Mais l'Ajoupa-Bouillon, en zone de terres ponceuses souvent arrosées et de planèzes faiblement inclinées, n'en a que 42 contre 250 au Morne-Rouge, dont le territoire est un des plus élevés de la colonie. À l'extrême Sud, Sainte-Anne en dénombre 193. Et l'on ne peut faire jouer dans ce cas l'argument de la sécheresse, puisque les cannes arrivent jusqu'à la Pointe des Salines, où le total annuel des précipitations ne doit pas dépasser le mètre. Quand on court cette région, on s'aperçoit en outre que toutes les cultures sont sous le vent et proches de la baie du Marin et non sur le versant oriental, probablement un peu mieux arrosé. Elles ne s'éloignent guère de la route coloniale. D'autre part, les chalands de l'usine du Marin circulent en eaux calmes jusqu'à la Pointe des Salines. Par contre, aucun chemin carrossable ne longe la côte Atlantique battue par une mer furieuse. Une seule exception due à une petite route de pénétration dont la viabilité s'arrête d'ailleurs avec le dernier champ de cannes. L'observation pourrait être maintes fois répétée dans le reste de la colonie.

8. — LA QUESTION DU SUD

Dans la mesure où elle est exacte, elle éclaire peut-être la question du Sud d'un jour assez différent de celui où on s'obstine à la voir d'ordinaire. « Nier que le Sud ne peut plus produire les récoltes qu'il produisait il y a 100 ou 150 ans, c'est nier l'évidence même », affirmait M. Hervé en 1933. Voici l'essentiel de son argumentation : « Les ruines des moulins que l'on trouve encore sur plusieurs habitations du Sud prouvent qu'il existait sur ces propriétés d'importances sucreries. On sait que les récoltes de certaines habitations étaient de 300, de 500 et même de 600 barriques de sucre. »

« Les habitations étaient cotées selon leur production. On disait par exemple que le Grand-Géron (Trois-Rivières), O'Mullane (Diamant) étaient des propriétés de 6 à 800 barriques de sucre. » « Les habitations du Sud valaient bien celles du Nord et l'on cite ce fait que le général Bertrand, celui-là même qui, après avoir été

près de Napoléon dans ses victoires, ne l'abandonna pas dans son exil, ayant eu dans un héritage à opter entre Moulin-l'Étang, la meilleure propriété du Nord, et une habitation de Sainte-Anne, les Salines, avait opté pour cette dernière, qui s'appelle d'ailleurs encore les Salines-Bertrand. »

« Aujourd'hui, si, sur ces mêmes habitations dont on connaît la production ancienne, on replante la canne, les récoltes que l'on peut faire n'atteignent pas le dixième des récoltes qu'obtenaient nos pères... Voici donc un premier point acquis : le Sud était anciennement excessivement productif, les récoltes ont considérablement diminué... » ¹.

C'est la reprise, amplifiée, des développements de M. O. Hayot, auquel a été empruntée la théorie de l'écrémage des terres superficielles. Sans doute ce dernier a-t-il écrit que le « balaïement des surfaces » par l'eau ruineuse des grandes pluies d'hivernage a singulièrement appauvri la merveilleuse et spontanée fécondité du Vieux Pays », mais il ajoutait honnêtement : « Les routes, les voies ferrées ont, en facilitant la culture des autres sols, singulièrement pâli la royauté du Sud. Les labours faciles et mortels ont achevé le Vieux Pays. »

« Où, s'écriait-il ensuite, les sucreries de la côte, de Case. Pilote, de Case-Navire ? Où les récoltes de la Pointe-Lavigne, des Frégates, des Caps ? Où Tascher, les Anglais, Caritan ? Où le Grand-Céron balançant le Macouba, préféré dans un partage de famille ? Où de Manoël, O'Mullane, Le Camus, La Pointe la Rose, la Pointe Savane, la Réunion, la Pointe Lynch, la Caravelle, Spoulturne, Méry de Neuville ? Où cette pointe de la Petite-France, où les récoltes des frères Maillet sur le roc enrichi par mille et mille années de végétation thésauriseuse ? Où les Macabou, la Grande Savane ? »

Cependant, M. O. Hayot, à l'encontre de ses successeurs, ne prononçait pas une condamnation sans appel. L'emploi des canaux à niveau lui paraissait suffisant pour arrêter l'érosion des terres arables. C'était, à ses yeux, une opération rentable, le soleil, tout seul, étant déjà une fortune. « Comme si des roches volcaniques, sous 1 m. 50 d'eau minimum par an, devraient souffrir jamais d'un été de trois mois, seront jamais un sol aride ? »

« Le Simon, le Vauclin, le Marin, les Trois-Rivières, la Pointe-Simon, la Rivière-Salée, la Dillon, la Rivière-Blanche démontrent, démontreront demain la richesse agricole de ce Sud délaissé. » ².

Le passage valait la peine d'être cité intégralement. Il montre d'abord que, pour M. O. Hayot, le Sud déserté comprenait la Rivière-Salée, la Dillon, la Rivière-Blanche. Le premier problème qui se pose alors est celui des limites. Administrativement, le Lamentin et Saint-Joseph font partie du Sud. Quand on parle de l'ancienne richesse de celui-ci, on ne les oublie pas. Quand on parle de sa stérilité et de sa pauvreté actuelles, les exemples sont toujours empruntés au

¹ Hervé, *Bull. Agricole*, décembre 1933, pages 54-55.

² O. Hayot, *op. cit.*, page 108.

Diamant, aux Anses d'Arlets et à Sainte-Anne. M. Kervégant lui-même, dont les travaux jouissent d'une juste notoriété en la matière, s'est laissé entraîner par la thèse traditionnelle, parle du décapage des terres et déclare que « les végétaux dans un sol arable de faible épaisseur et sans réserve d'humidité ne croissent plus pendant la saison des pluies ». Il en résulterait que « les habitants ont déserté peu à peu ce Sud déshérité pour monter vers les régions plus favorisées du Nord ou refluer vers les villes » ¹.

Cette argumentation, pour être très généralement admise, n'est pourtant pas sans défauts. Si l'on reprend l'exemple de la presqu'île de Sainte-Anne, comment expliquer que, d'un côté, le plus sec, 200 hectares puissent encore être consacrés à la canne, tandis que sur l'autre versant, le plus arrosé, ils ont disparu ? Or, il a déjà été indiqué que les mornes de cette région ont des sommets burinés de lapiaz qui ne témoignent pas de l'existence en cet endroit d'anciennes couches de terres arables bien importantes. Par ailleurs, il demeure suffisamment de vallons et de fonds au sol profondément décomposé pour justifier l'extension des anciennes cultures. Les ruines de l'habitation des Salines Bertrand se trouvent au débouché vers l'étang d'un vaste « fonds » de terres fortes que rien, sauf l'absence de bons chemins, n'empêche de remettre en valeur. Sur les plateaux descendant des Caps, vers le Cul de Sac Ferré, comme vers le Crève-Cœur, les débris de jaspe et de bois silicifiés qui abondent sont enrobés dans une couche épaisse de tufs argileux et facilement délitables ². Les tours des anciens moulins à vent, nombreuses dans le paysage, ne témoignent pas ainsi de l'appauvrissement du sol, mais d'une révolution économique, hâtée par l'insurrection de 1870 et qui a donné à ces terres difficilement accessibles une autre vocation. Si l'Administration, car c'est d'elle et d'elle seule qu'à l'ordinaire on attend ce genre d'initiatives, se décide à ouvrir un jour la route tant de fois projetée des Salines au Macabou par les Anglais et le Cap Ferré, les cannes, devenues faciles à transporter, réapparaîtraient bien vite dans ces régions qu'elles ont momentanément abandonnées. Au Diamant même, le long de la ravine Saint-Charles, les bonnes terres ne font pas défaut. Au demeurant, en ce qui concerne cette commune, les assertions de M. Hervé demanderaient à être vérifiées de plus près. Combien y avait-il pour le Sud de propriétés capables de produire 6 à 800 boucauts de sucre et où se trouvaient-elles ? L'inspecteur Lavollée estimait que, pour la colonie entière, il n'y avait que soixante habitations susceptibles de fournir entre 300 et 600 boucauts chaque année et non de 6 à 800. On peut d'ailleurs souligner qu'en ce qui concerne les Trois-Rivières (anciennement le Grand Céron) il y a fonctionné après, 1918 une importante usine à sucre, transformée depuis en distillerie. Pour O'Mullane, il serait utile, afin d'en

¹ Kervégant, *Bulletin Agricole*, juin 1936, page 107.

² Il n'est peut-être pas inutile de faire remarquer que le problème se pose ainsi de manière assez différente à la Martinique de ce qu'il est dans les régions sèches des États-Unis, autour du centième méridien par exemple. Les pluies annuelles ne sont presque jamais inférieures à un mètre, la saison sèche ne dure pas plus de trois à quatre mois. Les « fonds » à peine élevés au-dessus du niveau de la mer et les basses pentes des mornes voient sans cesse se renouveler des apports d'éléments meubles. Il n'y a pas commune mesure.

discuter plus à fond, de connaître l'emplacement exact des anciennes pièces de cannes. M. Kervégant admet qu'au début du XIX^e siècle on tirait de chaque hectare récolté 40 à 45.000 kilos de cannes et 4 à 5 boucauts de sucre. 800 boucauts correspondraient donc à la coupe d'environ 200 hectares, ce qui supposerait, avec les jachères mortes, les savanes d'élevage et les bois, un très vaste domaine. Nous savons, d'autre part, qu'en 1807 la commune entière du Diamant ne recensait que 140 carrés de cannes, soit 180 hectares, et ces 180 hectares étaient incontestablement répartis entre plusieurs propriétés. Les six à huit cents boucauts d'O'Mullane paraissent bien ainsi n'avoir d'autre réalité que celle d'un rêve d'ailleurs sympathique.

Mais là n'est pas la vraie question. Si, avec M. O. Hayot, on fait rentrer dans le Sud les territoires du Lamentin et de Rivière-Salée, aucune hésitation n'est permise et cette région, avec les usines du Petit-Bourg, de Lareinty, Soudon et Rivière-Salée, fournit à elle seule le double à peu près de ce que produisait la Martinique il y a un peu plus d'un siècle. Si on veut, au contraire, se limiter à la bande de territoires desséchés où la pluviométrie ne dépasse pas 1 m. 50 par an, les usines actuelles du François et du Marin, les grosses distilleries du Simon et du Vauclin, ainsi que celles des hauteurs, manipulent près de 120.000 tonnes de cannes par an, correspondant à la récolte d'au moins 2.500 hectares. Si l'on y joint les plantations nouvelles et les jachères, l'on obtient ainsi 4.000 hectares environ réservés dans ce secteur à la culture principale de la Martinique. Or le recensement de 1935 ne dénombre pour l'île entière que 18.000 hectares, y compris les jachères, qui lui soient consacrés. La proportion constatée dans le Sud n'a donc rien de catastrophique avec 4.000 hectares pour 7 communes sur les 32 que compte tout le département. Et encore devrait-on dire pour 5 communes, en exceptant les Anses-d'Arlets et le Diamant, où les deux distilleries existantes n'exigent pas cinquante hectares de plantations. L'on arrive alors à une bonne moyenne. On la dépasserait largement en faisant rentrer dans ce Sud calamiteux le territoire du Saint-Esprit.

En réalité donc, le désastre, si désastre il y a eu, ne se serait abattu que sur les Anses-d'Arlets et le Diamant. Mais pourquoi ne s'est-il pas produit au Vauclin, au Marin, à Sainte-Luce et à Sainte-Anne surtout, le Sainte-Anne de la Savane des Pétrifications, presque bordée de cannes ? La sécheresse y sévit tout autant et le déboisement bien davantage. Il faut donc chercher autre chose. C'est l'absence de chemins carrossables, la dispersion des fonds cultivables et l'éloignement par mer de l'usine centrale qui expliquent et justifient la disparition des sucreries jadis établies dans ces communes. Peut-être, en creusant la question, s'apercevrait-on, une fois de plus, que sous le changement supposé des conditions de climat et de végétation, se cache simplement une modification des contingences économiques et sociales. Mais pourquoi cette substitution ? Ce que l'homme a fait, il peut le défaire. Il paraît plus difficile d'agir, tout au moins d'agir rapidement sur la nature. L'explication traditionnelle a un peu la valeur d'une défaite pour excuser la situation présente et la carence des capitaux devant une restauration jugée inutile ou peu rentable.

Si l'on reprend l'énumération de M. Hayot, on s'aperçoit d'ailleurs qu'un certain nombre des centres qu'il signale comme abandonnés ont retrouvé depuis une belle prospérité. À Case-Pilote, à Case-Navire ou Schœlcher, les cannes occupent autant de place qu'elles l'ont jamais fait. D'abondantes récoltes poussent à nouveau de la pointe Lavigne à Caritan, au Grand-Céron, à la Réunion, à la Caravelle, à Spoultourne, aux Macabou.

Quant à l'argument de la dépopulation, il tient encore bien moins. Il n'est aucune commune du Sud où l'on puisse enregistrer une régression quelconque à ce point de vue depuis un siècle. Il y a, au contraire, des augmentations substantielles et qui continuent.

Certes, il existe des problèmes du Sud et ce sont ceux de toutes les régions sèches de l'île. Mais la première condition pour les résoudre n'est-elle pas de les poser correctement et de les dégager des nuées dont, plus ou moins volontairement, on les a jusqu'ici enveloppés ?

7. — PERSPECTIVES

Au demeurant, la colonie entière a connu, suivant les époques, le flux ou le reflux accéléré de la canne. Au moment des plus hauts cours du rhum, vers 1927-1928, on voyait les plantations grimper de toutes parts à l'assaut des hauteurs. Toutes les cannes étaient achetées par les usines et les distilleries au prix fort. On ne reculait pas devant d'invraisemblables transports. Il s'agissait de produire à tout prix. Et le petit propriétaire qui, pour vivre, est obligé de travailler une partie de la semaine au service d'autrui, plantait quand même en cannes son minuscule lopin.

Mais quand la crise revint, après 1930, les usines et les grosses distilleries refusèrent d'accepter les cannes de ceux à qui elles n'étaient pas liées par contrat ou elles ne les prirent qu'à des taux fort bas. Elles en profitèrent aussi pour racheter, au meilleur prix qu'elles purent, quelques-unes des propriétés dont elles étaient obligées d'absorber la production. De même il s'éleva de vives contestations à propos de certaines variétés que, sous des prétextes divers, les « manipulateurs » se refusaient à accepter, alors qu'elles couvraient encore nombre de parcelles.

Cependant, la situation, était de nouveau stabilisée en 1939-1940. Les plantations couvraient 16.000 hectares environ, dont 25% récoltables seulement l'année suivante. La guerre, en se prolongeant, entraîna les perturbations qu'on pouvait prévoir. En 1941, par suite de conditions climatiques favorables, la récolte atteignait le chiffre record de 867.000 tonnes pour une superficie de 16.500 hectares avec un rendement moyen de 65 tonnes par hectare récolté. En 1942, on obtint encore 773.000 tonnes, ce qui était d'une bonne moyenne, mais le manque de main-d'œuvre entrava sérieusement les travaux. En octobre, on ne planta guère et la superficie totale des champs de cannes tombait à 12.000 hectares. Il arriva même que 350 hectares correspondant à 20.000 tonnes de cannes ne purent être récoltés.

Le mouvement de régression s'accroît en 1943. La première culture de l'île n'occupait plus que 7.250 hectares en octobre, avec une proportion élevée de vieux rejets mal entretenus et à rendement très faible, ce qui explique le chiffre anormalement bas de 219.000 tonnes pour la récolte de 1944.

Ce n'était d'ailleurs, aux yeux des planteurs, qu'un incident passager dû à des circonstances exceptionnelles. Dès la libération de la Martinique, en juillet 1943, un sérieux effort de redressement fut entrepris qui s'accroît en 1944. Mais, en raison du cycle végétatif de la canne, il ne pouvait porter ses fruits que dix-huit mois plus tard. La récolte de 1945 fut de 340.000 tonnes, celle de 1946 était estimée, au début de l'année, aux environs de 500.000 tonnes, soit environ les deux tiers d'une année normale.

On peut se demander cependant, et nous aurons à revoir la question sous son aspect le plus général à propos de l'économie martiniquaise, si cette reprise, favorisée par la pénurie mondiale de sucre, sera très durable. Sous le signe du contingentement, avec l'amélioration encore possible des rendements, on pouvait prévoir le moment où il eût suffi de 8 à 10.000 hectares récoltés annuellement, soit de 12 à 13.000 hectares de plantations au total, pour produire tout ce à quoi la colonie avait droit. C'était encore plus qu'avec la concurrence libre de l'extérieur. La canne, dans ce cas, devrait abandonner toutes les terres de mornes, trop accidentées et peu productives. Elle n'arriverait sans doute à se maintenir que dans les terres basses et alluviales du Centre et du Sud, ainsi que dans la région de Basse-Pointe, où, avec des engrais et un traitement appropriés, il ne paraît pas impossible d'obtenir des rendements comparables à ceux des grands pays producteurs. Peut-être même pourrait-elle gagner quelques centaines d'hectares sur la mangrove du Lamentin, mais c'est, en fin de compte, des conditions économiques qui lui seront faites que dépendra le maintien, l'amenuisement ou la disparition de ce qui fut et est demeuré jusqu'à maintenant la culture essentielle de la Martinique.

Deuxième partie

Géographie Humaine

CHAPITRE VI

L'INDUSTRIE

1. — LES ORIGINES DE L'INDUSTRIE DU SUCRE ET DU RHUM

[Retour à la table des matières](#)

MAIS ce que l'on vend c'est le sucre et le rhum, c'est-à-dire des produits transformés qui exigent une longue préparation d'ordre industriel. Elle s'opère dans les usines centrales et aussi, pour le rhum seulement, dans les distilleries agricoles.

C'est le résultat d'une longue évolution. Au début les colons qui plantaient des cannes ne s'intéressaient guère qu'au sucre. Si l'on en croit le P. Dutertre, après l'échec de la tentative faite par Daniel Trézel vers 1640, ce furent des Juifs hollandais, chassés du Brésil et venus s'installer à la Martinique en 1654, qui apportèrent avec eux de nouveaux procédés de fabrication, jusque là tenus secrets. Dix ans plus tard Colbert instituait le premier tarif discriminatoire. Les sucres bruts des Antilles paieraient à l'entrée en France un droit de quatre livres par quintal contre quinze aux raffinés étrangers. En 1664 la protection fut encore accrue. Déjà les colons Français des Antilles avaient développé suffisamment la nouvelle culture et possédaient une technique de fabrication à laquelle, pour quelques perfectionnements apportés trente ans plus tard, le P. Labat devait avoir l'honneur de léguer son nom.

2. — LES SUCRERIES « PÈRE LABAT »

Il vaut la peine de s'y arrêter quelque peu, car cette technique s'est maintenue jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle et il en restait encore des vestiges à la veille de la guerre dans la fabrication du « sirop batterie ».

Les cannes coupées et transportées à la sucrerie étaient passées au moulin qui les écrasait entre ses « rolls » ou « rouleaux ». On ne connaissait alors que les moulins à bêtes, dont il existe encore quelques exemplaires auprès de petites distilleries dans les mornes, ceux mus par l'eau et le vent. En 1730 on dénombrait ainsi 312 moulins à bœufs, 122 à eau et 12 à vent. Le nombre de ces derniers avait doublé en 1788.

Le jus provenant de la pression des cannes était dans tous les cas écoulé par des gouttières jusqu'à la sucrerie proprement dite, les résidus ligneux ou « bagasse » servant à alimenter les chaudières. L'« équipage du P. Labat » en comprenait six en effet de taille décroissante au fur et à mesure que le jus se concentrait. La « Grande » recevait directement du moulin le « vesou » ou jus de cannes écrasées. On le portait à l'ébullition. On l'écumait, on y jetait de la cendre et de la chaux pour le purifier. Ensuite on le passait à travers un drap avant de l'envoyer dans la seconde chaudière appelée pour cette raison la « Propre ». La troisième s'appelait « Lessive » parce qu'on y jetait « une certaine lessive » destinée à purger les jus et à faire monter les « immondices » à la surface d'où on les enlevait avec une écumoire. Dans le « Flambeau » le « vesou » se purifiait.

« Et comme il est réduit en moindre quantité, plus pur et plus clair, et que le feu qui est dessous cette chaudière est plus vif, il se couvre de bouillons clairs et transparents qu'il n'y avait pas dans les autres chaudières »¹. La cinquième ou « Sirop » tire son nom de la consistance qu'y prend le liquide. La cuisson s'achevait dans la « Batterie » où une dernière « défécation » était produite par adjonction d'eau de chaux et d'alun.

À la suite de quoi le sucre était mis dans des rafraîchissoirs de cuivre rouge puis transvasé dans des « formes » de terre poreuse et d'une contenance de 10 à 30 litres. Là il se « purgeait » en abandonnant d'assez grosses quantités de sirop, jusqu'au tiers du poids primitif.

La qualité des produits ainsi obtenus était fort variable et M. Josa auquel j'ai emprunté maints détails de cette analyse rappelle qu'à l'époque du bon Père on ne comptait pas moins de dix sortes de sucre que M. May énumère à son tour :

« sucre brut ou moscouade, sucre passé ou cassonade grise, sucre terré ou cassonade blanche, sucre raffiné, pilé ou en pain, sucre royal, sucre tapé, sucre candi, sucre de sirop fin, sucre de gros sirop, sucre d'écume ». Parmi les terrés on

¹ Labat, Édition de La Haye, tome II, p. 276.

distinguait même des terrés beaux, des moyens terrés eu du sucre « teste de forme » ¹.

3. — LE COMMERCE DES SUCRES SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Le gros commerce portait sur les sucres terrés et sur les sucres bruts vendus dans des barriques contenant de 540 à 600 livres de sucre. Tous les auteurs qui se sont occupés de la question ont signalé les démêlés sans cesse renaissants entre colons et négociants de la métropole, de Bordeaux en particulier. On se rendait barrique pour barrique. Les marchands les « fournissaient mal jointes, mal cerclées », « pour que le sucre se purge facilement de son sirop ». Ils cherchaient aussi du bois léger pour profiter de la tare forfaitaire de 10%. Ce à quoi les colons ripostaient « en couvrant de terre glaise les joints des douves et les fonds », « ce qui empêchait l'écoulement du sirop » et cela continuait malgré les nombreuses ordonnances destinées à mettre fin à ce genre de contestations.

Tel est, rapidement esquissé, le régime sous lequel ont vécu les habitations des Antilles jusqu'à la révolution industrielle qui se produisit au milieu du XIX^e siècle. Les dépenses d'installation et de matériel n'étaient pas exceptionnellement élevées. Les procédés de fabrication tels que nous les avons définis, favorisaient plutôt la moyenne exploitation qu'une très grande. Il y a des limites qu'il semblait impossible de dépasser, pour les dimensions des chaudières par exemples. Il faut ajouter enfin que le sucre était d'un excellent rapport. Le terrier de 1671 estime la production totale à 10.210.000 livres de sucre pour environ 200 exploitations et 3.000 hectares soit environ 3.300 livres à l'hectare et un peu plus de 4.000 au carré. Le P. Labat estimait trente ans plus tard qu'un carré donnait environ 150 formes de sucre blanc d'un poids de 25 livres chacune ou 12 à 16 barriques de sucre brut. Les deux résultats sont du même ordre, et soulignent les bénéfices considérables que procurait cette industrie. D'après encore le P. Labat une habitation de trente carrés ne devait pas rapporter moins de 44.640 livres d'argent. Les frais généraux payés, y compris la nourriture et l'habillement de 120 esclaves, « il restera 38.030 livres » sur lesquelles « le maître prenant l'entretien de sa famille et de sa table, il faut qu'il fasse de grandes dépenses pour n'avoir pas de reste tous les ans 10.000 écus, surtout s'il a un peu d'économie, qu'on ait soin d'élever volailles, moutons, cabrittes, cochons » ². Rappelons encore qu'en 1840, année de crise violente, l'inspecteur Lavollée estimait encore à 8% au minimum le revenu net d'une habitation sucrière malgré les « procédés de culture et de fabrication les plus imparfaits, avec les éléments de travail les plus vicieux ».

¹ May, *Histoire Économique de la Martinique*, p. 133.

² Labat, Édition de La Haye, II, p. 334.

4. — LA FONDATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES USINES CENTRALES

Cet état de choses stabilisé depuis plus d'un siècle et demi se trouva complètement transformé par la création des usines centrales. Depuis la première moitié du XIX^e siècle en effet, l'Europe s'était mise à produire du sucre de betterave qui, raffiné avec tous les perfectionnements alors connus, concurrençait et surclassait le sucre des Antilles. D'autre part les habitations sucrières n'avaient qu'un matériel médiocre : leurs moulins surtout se révélaient incapables d'extraire des cannes tout le vesou qu'elles contenaient. M. O. Hayot a nettement défini ce qui s'est alors passé. L'« Usine », à son apparition, en 1846 se préoccupait, écrit-il, « de transformer au profit commun l'outillage et s'efforçait par de puissants moulins et par la répression (action de repasser une seconde fois la bagasse en partie épuisée par une première opération) d'accroître le rendement par l'extraction, afin de s'imposer par le bien »... « La révolution se faisait en haussant le faible au niveau meilleur dont l'île bénéficiait. Elle se faisait en atténuant les différences de richesse dans l'accroissement immédiat de la richesse produite, en appelant de plain pied, également, chaque citoyen à cette rémunération équitablement large qu'apportait le progrès »¹.

En fait la transformation ne fut pas aussi rapide que ces lignes le laisseraient supposer. L'Usine centrale offrait de prendre les cannes à 5% c'est-à-dire de payer 100 kilos de cannes au prix de 5 kilos de sucre : c'était alors, avec les aléas de la fabrication en moins, le prix net que laissait le moulin à bêtes avec 50 litres de vesou par 100 kilos de cannes. L'avantage n'était pas tel qu'il ne permît aux habitations sucrières des hauteurs, trop éloignées des nouveaux centres de manipulation, de continuer provisoirement leur fabrication. Elles ne devaient céder que peu à peu entre 1850 et 1880.

La première, grande installation date même de la monarchie de Juillet. Elle avait été faite dans la baie de Fort-de-France par la maison Derosne et Cail Pour le compte de l'anglais John Torp. Malgré des résultats satisfaisants, elle disparut peu après la révolution de 1848. J. François Cail reprit la question sous le Second Empire. Il voyait dans la séparation du travail agricole et de la manipulation industrielle un sûr garant de progrès. On pouvait concevoir par ailleurs un système de contrats assurant au cultivateur de cannes une aisance et une indépendance relatives.

Ainsi fut créée par le décret du 24 Octobre 1860 la Société de Crédit colonial qui devint en 1863 le « Crédit foncier colonial ». L'un des buts de la société était d'avancer sous les garanties de droit « les sommes nécessaires à la construction de

¹ O. Hayot, *Matériaux pour l'histoire agricole*, p. 172.

sucreries dans les colonies françaises ou au renouvellement et à l'amélioration des sucreries existantes » ¹.

En 1862 furent fondées les usines de la Pointe-Simon à Fort-de-France et de Lareinty. Les autres suivirent assez rapidement. On en comptait 13 en 1947 dont une société en commandite par actions (Petit-Bourg), six sociétés anonymes par actions (Rivière-Salée, François, Lamentin, Sainte-Marie, Basse-Pointe, Marin), une société à responsabilité limitée (Lareinty) et 5 sociétés civiles (Vivé, Lorrain, Bassignac, Galion et Robert). Ce que l'on avait appelé pendant quelque temps les « usines nouvelles » ne correspondait en réalité qu'à de puissantes distilleries agricoles avec « sucreries miniatures » destinées à justifier, lorsqu'elles furent construites, l'attribution d'un contingent de rhum supplémentaire. Les deux établissements principaux sont ceux de Petit-Bourg et de Lareinty qui peuvent, traiter jusqu'à 1.200 tonnes de cannes en 24 heures, mais la concentration industrielle demeure loin d'être aussi poussée que dans les colonies anglaises ou américaines du voisinage, où elle permet de diminuer les frais généraux et d'obtenir des rendements supérieurs. Dans ces conditions un plan a été soumis au Conseil Général tendant à la suppression des anciennes usines et à leur remplacement par quatre centrales, dont deux dans la plaine du Lamentin, une à Trinité et la quatrième entre Le Lorrain et Basse-Pointe.

Il ne semble pas cependant que la réforme soit imminente. Les centrales exigeraient un matériel en grande partie neuf et qu'on ne trouve présentement qu'aux États-Unis. Il en résulterait une dépense de 5 millions de dollars par établissement. Il apparaît alors plus rationnel et moins onéreux d'entreprendre en premier lieu la réforme des méthodes agricoles, la concentration ne venant qu'ensuite. On songe également à grouper deux à deux les usines existantes, en utilisant au mieux le matériel actuel, suivant le schéma suivant :

Petit Bourg, Rivière Salée, capacité	190.000 tonnes de cannes.	
Lareinty, Lamentin, capacité	160.000	—
François, Robert	110.000	—
Galion, Bassignac	70.000	—
Sainte-Marie et 50% Lorrain	75.000	—
50% Lorrain, Vivé, Basse-Pointe	100.000 ²	—

¹ D'après l'analyse de M. Josa (*Les industries du sucre et du rhum à la Martinique*).

² Rapport Sablé (sixième session Conseil Général, 1946), pp. 58-59, et Rapport Roseau, pp. 19-20 j.

5. — L'OUTILLAGE

Pendant longtemps, en réalité, on ne s'était guère préoccupé à la Martinique d'améliorer l'outillage suivant les progrès constants de la technique moderne. « Deux choses, écrivait déjà le P. Labat, peuvent empêcher la prospérité de nos îles. La première est la nonchalance ordinaire de nos insulaires, vice qui se communique aisément aux européens qui viennent s'établir parmi eux. De ce que le pays produit presque naturellement les colons... croupissent dans une molle oisiveté. Point d'émulation pour perfectionner ce qu'ils ont trouvé établi avant eux ou pour chercher quelque chose de nouveau qui puisse augmenter leurs revenus... La seconde est la négligence de ceux qui sont chargés des affaires publiques. » ¹. Le tableau est poussé au noir. Plus d'un trait cependant en demeure exact. Les procédés de fabrication du XVII^e siècle se sont maintenus jusque dans la seconde moitié du XIX^e. Puis, les usines montées, on n'a renouvelé leur matériel qu'en cas d'absolue nécessité. Vers 1930, on y trouvait encore des machines remontant à l'époque de la fondation. Il est vrai qu'on avait intérêt alors, vu les hauts cours du rhum, à garder le plus de mélasses possible. Il est juste, toutefois, de reconnaître que lorsque la crise est arrivée, en 1933-34, un sérieux effort de modernisation a été entrepris et s'est poursuivi sans défaillance jusqu'en 1940 : quelques établissements ont procédé au remplacement complet du matériel de certains postes. D'autres ont ajouté de nouveaux appareils à ceux qui existaient déjà. La fabrication est partout soumise au contrôle d'un chimiste spécialisé, ce qui était encore la rare exception en 1930.

6. — LA FABRICATION

La première opération consiste dans l'extraction du jus des cannes mûres. Les wagons à leur arrivée sont pesés, puis amenés sur un pont basculeur d'où les tronçons d'un mètre sont précipités sur un transporteur. Certaines usines ont des coupe-cannes, d'autres des défibreurs. Le résultat obtenu dans les deux cas est de déchiqueter la matière première et d'assurer une meilleure utilisation des moulins. Ces derniers, au nombre de trois ou quatre, comprennent trois « rolls » ou rouleaux tournant de manière relativement lente, mais sous des pressions qui peuvent aller jusqu'à trois cents tonnes et qu'assure un dispositif hydraulique. Une chaîne sans fin transporte la « bagasse » ou résidu des cannes, d'un moulin à l'autre. Elle est alors soumise à un copieux arrosage. À la sortie du dernier moulin, on la considère comme épuisée et on l'utilise à chauffer les chaudières. S'il y a surplus, on l'emmagasine dans les environs immédiats.

¹ Labat, II, p. 353, Édition de La Haye, 1724.

Le jus de cannes est, lui, « un liquide trouble de réaction généralement acide, renfermant diverses impuretés en suspension, et en dissolution »¹. On le soumet, pour épuration, à une série de traitements « qui se succèdent à l'ordinaire dans l'ordre suivant :

Sulfitation à froid (par l'anhydride sulfureux),
Chaulage à froid (par le lait de chaux),
Réchauffage,
Défécation (par ébullition et filtration) ».

Les « boues » et troubles recueillis pendant ces opérations sont dirigés sur des filtres presses et servent à la fabrication de tourteaux dont la richesse en sucre est de 5 à 8% et qu'on utilise pour l'alimentation du bétail, 100 kilos de cannes donnant 1 à 2 kilos de tourteaux.

À partir de ce moment, les opérations sont analogues en principe à celles d'une usine à betteraves. La tradition antillaise, cependant, fait une place beaucoup plus large aux procédés empiriques. L'évaporation s'obtient dans des appareils verticaux à quadruple ou quintuple effet. Dans le dernier corps, on travaille sous un vide de 63 à 68 centimètres de mercure. Les sirops sortis des évaporateurs ont une densité de 25 à 30 Baumé. Ils sont alors dirigés vers les appareils à cuire. Ce sont également des chaudières verticales à serpentín et faisceau tubulaire avec une capacité qui va de 80 à 300 Hl. Elles travaillent sous un vide analogue à celui des évaporateurs. En cas d'insuffisance de ce dernier, la cuite est exagérément allongée.

M. Kervégant s'est efforcé de montrer, avec un luxe de détails qui n'ont pas leur place ici, comment la technique de cette opération a été complètement, modifiée à la Martinique depuis moins de dix ans par l'adoption de la méthode dite de Java. En gros, on peut dire que jadis on traitait les différents « égoûts » séparément, pour en obtenir des produits de diverses qualités, tandis que maintenant on les fait rentrer de manière systématique dans une cuite uniforme.

Le « grainage » des « pieds de cuite » « est généralement obtenu par la méthode d'attente qui consiste à concentrer le sirop jusqu'à ce que l'on constate qu'il s'est formé un nombre suffisant de cristaux »². C'est l'opération la plus délicate, à beaucoup près, de la fabrication du sucre. Quelques usines ont essayé, sans succès, d'un contrôle scientifique. Soit que la méthode ne soit pas exactement au point, soit plutôt que l'application ait été défectueuse, elle n'a donné que des résultats médiocres et l'on en est revenu bien vite à des procédés imités du P. Labat. Pour « prendre la preuve du sucre », ce dernier employait un « couteau en bois » qu'on trempait dans la « Batterie ». « Après l'avoir tiré tout couvert de sirop, ajoute notre auteur, on le touche avec le pouce de la main droite et, dans le moment, on appuie un peu le doigt du milieu de la même main sur la partie du pouce où est le sucre qu'on a pris au couteau. On étend le doigt doucement pour le

¹ Kervégant, rapport dactylographié, p. 88.

² Kervégant, Rapport, p. 88.

faire filer ; plus il se rompt haut, c'est-à-dire près du doigt, moins il y a de cuisson et plus il demeure long » ¹.

Bien que le P. Labat prétende qu'en cela réside toute la science du raffineur et que sa description fasse songer aux méthodes en usage dans la confiserie, il n'existe pas de bons cuiseurs martiniquais. On s'adresse donc à des ouvriers spécialisés des îles anglaises, de la Barbade principalement, qu'on va chercher au moment de la « récolte », et qui, naturellement, gardent de manière jalouse leur secret ou prétendu tel. Chacun, en se retirant des affaires, ne le confie, moyennant finances, qu'au successeur qu'il s'est choisi.

Tôt ou tard, néanmoins, ces procédés tomberont dans le domaine public. Tôt ou tard, surtout, le contrôle scientifique finira par l'emporter.

Après la cuite, le mélange de sirop et de cristaux passe dans les malaxeurs, puis dans les turbines. Le sucre subit alors l'opération du « clairçage » à la vapeur vive et parfois même à l'eau, si l'on veut obtenir du sucre blanc destiné à la consommation locale. Enfin, au sortir des turbines, le sucre est tamisé, puis ensaché automatiquement par unités de 100 kilos. On le transporte alors au magasin, où il ne reste que peu de temps. Des cargos venaient jadis presque immédiatement l'enlever et c'est ce qui explique que peu d'usines, en 1939, étaient capables de stocker 10.000 sacs à la fois. Aussi, lorsque les communications se trouvèrent à peu près interrompues avec la Métropole, fallut-il construire en toute hâte de nouveaux magasins, malgré la pénurie de ciment et de tôle.

7. — LA FORCE MOTRICE ET LE CHAUFFAGE

Toutes ces opérations exigent évidemment une dépense considérable de force motrice et de chauffage. Au Lorrain, à Basse-Pointe, l'on utilise en partie des moteurs hydrauliques de 50 à 60 chevaux. Exceptionnellement, à l'usine de Vivé, les différents postes, sauf les moulins, sont mus par des moteurs hydrauliques. Partout ailleurs, on se sert de « générateurs », c'est-à-dire de chaudières tubulaires à foyer extérieur et montées sur maçonnerie. Ces générateurs travaillent sous faible pression et sont chauffés à la bagasse, dont ils consomment des quantités considérables. Cependant, les progrès accomplis dans ce domaine ont permis de supprimer l'emploi régulier d'autres combustibles, de charbon en particulier. Il y a même un excédent dont on songe à se servir pour la fabrication de matériaux de construction genre Celotex ².

À l'origine, les différents postes de l'usine ont été desservis par des moteurs indépendants. On a ensuite utilisé l'électricité produite par une centrale indépendante et capable de développer jusqu'à 500 KW. Depuis 1941, cette

¹ Labat, Édition de La Haye, 1724, T. II, p. 279.

² Kervégant in Rapport Sablé, 1946, p. 130.

électricité est empruntée au réseau de distribution de la C. M. D. E. E. ou Compagnie Martiniquaise de distribution d'énergie électrique.

Il faudrait ajouter à ce tableau la distillerie, dont nous parlerons à propos du rhum, les ateliers annexes (forges, chaudronnerie, etc.), les magasins et le bureau. Tout cela constitue un ensemble fort complexe, essayant dans la mesure du possible de suffire à ses propres besoins, tel administrateur par exemple montrant avec fierté une locomotive conçue et ajustée de toutes pièces dans ses ateliers.

Au total, les sucreries de la Martinique ont occupé en 1936, dernière année pour laquelle je dois à M. Kervégant des chiffres exacts, 3.666 ouvriers et employés dont 44 étrangers, 195 garçons de moins de 18 ans, 357 femmes adultes et 3.114 hommes. Mais, dans l'intervalle des « récoltes », on ne conserve que le personnel nécessaire aux travaux d'entretien et de nettoyage tant de l'usine que des voies ferrées.

8. — LES RÉSULTATS

Malgré la gêne d'ailleurs assez faible apportée par le contingentement des sucres, la production moyenne est allée sans cesse en augmentant de 1930 à la guerre. Elle atteignit en 1939 68.444 tonnes, chiffre record de toute l'histoire martiniquaise.

Ce développement industriel a, comme il fallait s'y attendre, consommé la ruine des anciennes installations type P. Labat. On n'y a plus guère fabriqué de sucre après 1880. Mais quelques « équipages » de peu d'importance ont subsisté jusqu'à nos jours pour la préparation du « sirop batterie », lequel n'exige que quatre ou cinq chaudières au lieu de six. Ce sirop demeure, employé pour les punches et la confiserie locale.

9. — L'INDUSTRIE DU RHUM. LES ORIGINES

L'industrie annexe du rhum a pris au contraire un développement considérable au cours des soixante dernières années. La fabrication date de loin. Le P. Dutertre connaissait déjà « cette liqueur qui égaie ». Le P. Labat précise que « l'eau de vie qu'on fait aux îles avec les écumes et les sirops du sucre n'est pas une des boissons les moins en usage ; on l'appelle guildive ou tafia. Les sauvages, les nègres, les petits habitants et les gens de métier n'en cherchent point d'autre, et leur intempérance sur cet article ne se peut dire. Il leur suffit que cette liqueur soit forte, violente et à bon marché. Il leur importe peu qu'elle soit rude et désagréable »¹. À noter au passage l'apparition du « punch », inventé par les

¹ Labat, Éd. Duchartre, T. I, pp. 129-130.

Anglais, et composé primitivement de deux parties de tafia sur une d'eau avec divers ingrédients aujourd'hui abandonnés.

Les matières premières étaient, comme le bon Père l'indique, les écumes recueillies dans les chaudières et les gros sirops provenant de l'égouttage des sucres dans leurs « formes » ou leurs barriques percées de trous. On les transportait à la « guildiverie » ou vinaigrierie, où se trouvaient de « vastes canots de bois » et des alambics ; ces canots ou bacs étaient d'abord remplis d'eau jusqu'aux trois quarts, puis de gros sirop on d'écume. On brassait le tout et on recouvrait avec des feuilles de balisier. La fermentation qui commençait bientôt, grâce à l'ardeur du climat, durait deux ou trois jours et laissait un liquide jaune qu'on faisait bouillir dans un alambic. La distillation se faisait par repasse comme dans l'ancienne méthode charentaise, la « petite eau » produite pendant les cinq premiers jours de la semaine étant redistillée le samedi.

L'industrie du tafia, sous-produit de la fabrication du sucre, n'en était pas moins d'un profit appréciable. Le P. Labat estimait, toujours pour une habitation de trente carrés, à soixante barriques de cent vingt pots chacune la production annuelle de tafia et à 1.000 écus environ le bénéfice qu'on en pouvait tirer.

10. — DE 1860 AU CONTINGENTEMENT

La production du rhum, par suite en particulier de la prohibition portée contre son entrée en France, demeura longtemps assez faible. Jusqu'en 1850, les quantités exportées n'ont jamais atteint deux millions de litres par an. Les mélasses représentaient souvent un trafic supérieur. La double crise qui frappa le pays avec l'abolition de l'esclavage et la création des usines centrales amena le renversement de la situation. Beaucoup de propriétaires se trouvèrent trop éloignés des centres de manipulation pour y porter leurs cannes avec profit. Ils ne purent bientôt continuer la fabrication du sucre, mais il leur suffisait d'un matériel peu coûteux et dont ils possédaient déjà, avec leurs moulins, un rouage essentiel pour fabriquer du rhum en partant directement du jus de canne ou vesou : c'est le produit connu dans la colonie entière sous le nom de « grappe blanche » et qui est, à beaucoup près, le plus apprécié localement. Mais il ne peut concurrencer à l'exportation le rhum de mélasse produit jadis par des distilleries industrielles dont les principales étaient établies à Saint-Pierre et, depuis 1902, par les usines elles-mêmes.

La guerre de 1914-1918 vit des interventions en apparence contradictoires de l'État. Le service des poudres eut besoin, au début, d'énormes quantités d'alcool. On encouragea donc alors la production coloniale. Mais, lorsque les résultats désirés eurent été atteints, un ordre ministériel en date du 21 janvier 1918 interdit toute exportation des rhums de la Martinique et de la Guadeloupe afin de réserver le fret disponible aux seuls besoins de la défense nationale. Après démarches et palabres, les producteurs antillais obtinrent l'autorisation d'expédier en France, sur des voiliers « neutres ou russes », les rhums non réquisitionnés de la campagne de 1917. Il y eut de singulières aventures, que l'on racontait encore « sous la rose »

dix ans plus tard. Des naufrages se produisirent sur les premières « cayes » rencontrées. Les gens de Sainte-Anne se souvenaient avec émotion de tonneaux échoués sur la côte Est, mais dont ils prétendaient néanmoins qu'un certain nombre avaient vu, par un miracle inverse des noces de Cana, leur précieux liquide transmué en simple eau de rivière. Il y eut aussi quelques procès avec les compagnies d'assurances. Au total, l'opération rapporta de sérieux bénéfices et l'industrie du rhum sortit consolidée de l'aventure avec les caractères généraux qu'elle présente encore aujourd'hui. Nous étudierons plus loin le régime du contingentement et ses incidences sur l'économie martiniquaise.

11. — LA FABRICATION DU RHUM

Que doit-on cependant entendre par rhum ? Dans sa contribution à l'étude des rhums de la Martinique, qui remonte à 1913, M. P. Zizine déclare avec Pairault ¹ que la qualité d'un rhum dépend à la fois des matières premières qui entrent dans sa préparation et de son mode de fabrication. Ces matières premières, précise-t-il, sont la mélasse de canne à sucre, le sirop de batterie, le gros sirop, le jus de cannes ou vesou cru, le vesou chauffé ou cuit, la vinasse de vesou et de mélasse ². Actuellement, le gros sirop a entièrement disparu et l'usage du sirop de batterie apparaît de plus en plus réduit.

Quelle que soit la matière première utilisée, la première opération réside dans la composition du « moût ». Celui-ci est obtenu dans les distilleries d'usine et les rhumeries industrielles par un mélange de mélasse, d'eau et de vinasse, ou liquide résiduel de la distillation. Une proportion généralement admise est la suivante : mélasse 10 à 15%, vinasse 50 à 80%, eau 20 à 40%. L'importance de la vinasse est considérable pour la production de l'arôme. Plus sa proportion est grande, et plus on obtient du tafia « gros », c'est-à-dire dont l'arôme est prononcé. Cela permet, à l'occasion, le coupage avec de l'alcool neutre.

La vinasse est employée dans les mêmes proportions avec le sirop de batterie. On se contente alors de diminuer un peu le pourcentage d'eau. Le vesou, lui, doit entrer dans la « composition » pour 65 à 70%. Il ne comprend plus que 15 à 20% d'eau et 10 à 20% de vinasse. Cette dernière disparaît même complètement lorsqu'on désire un produit qui se recommande surtout par sa finesse.

La « composition » est envoyée dans des cuves de fermentation qui peuvent atteindre jusqu'à 60.000 litres. Dans les petites distilleries, elles apparaissent de dimensions beaucoup plus modestes. Il, est arrivé qu'on ait employé de simples tonneaux.

Les ouvrages spécialisés indiquent qu'à l'origine on abandonnait à elle-même la fermentation. On se servit ensuite d'un « pied de levain » pour ensemençer les moûts. La phase bouillonnante et tumultueuse commençait alors au bout d'un ou

¹ Pairault : *Le rhum et sa fabrication*, Paris, 1903.

² Zizine. *Contribution à l'étude des rhums de la Martinique*, p. 31.

deux jours. Elle durait jusqu'à 10 pour les mélasses et 5 à 6 seulement pour les vesous. Ce laps de temps a été ramené à 72 et même 36 heures grâce à l'emploi généralisé du sulfate d'ammoniaque et de l'acide sulfurique. Mais ce gain est en partie compensé par le fait qu'on obtient avec l'ancien procédé des tafias d'arome plus corsé.

Le moût fermenté est alors distillé. On se sert dans les grands établissements d'appareils « continus » dont les « colonnes » peuvent compter jusqu'à 15 et 20 plateaux. L'alcool coule blanc à 55-60° réels. La production peut monter jusqu'à 10.000 litres en 24 heures. On trouve encore dans les petites distilleries des appareils discontinus ne fonctionnant que pendant la journée. Partout on a abandonné le procédé de la repasse au profit de la distillation fractionnée, où l'on recueille à part les produits du début, du milieu et de la fin. Ce sont les premiers qui, une fois les « alcools de tête » rejetés, constituent les produits les plus appréciés localement sous le nom de « cœur de chauffe ». D'autres produits de qualité sont fabriqués avec du « vesou cuit ». Il serait intéressant de savoir jusqu'à quelle densité a été poussée dans ce cas la concentration des jus. Mais ces « données sont considérées par beaucoup de producteurs comme faisant partie de leur secret de fabrication » ¹.

12. — LA « BONIFICATION » DES RHUMS

Cœur de chauffe et grappe blanche, consommés tels quels à la Martinique, ne sont soumis par suite à aucune « bonification ». Il n'en est pas de même pour les rhums d'usine ou de distillerie réservés à l'exportation. En principe, le vieillissement s'opère par séjour dans des fûts de chêne brûlés à l'intérieur. Mais c'est un procédé extrêmement onéreux. Il faut trop de futailles. L'évaporation cause des pertes importantes. Sans doute obtient-on de la sorte des produits incomparables auxquels le profane n'a que rarement l'occasion de goûter, lorsqu'il est par exemple invité chez un vieux distillateur. Quelques propriétaires seulement commencent à exporter des rhums qui ont déjà passé quelques années en fût et méritent, dans cette exacte mesure, le nom de rhums vieux. Mais la plus grosse partie de la production se trouve expédiée sans délai pour éviter les pertes dues au vieillissement et l'augmentation corrélative des prix de revient. Dans ce cas et à la demande expresse des négociants de la Métropole, les alcools expédiés sont artificiellement colorés avec un demi-litre de caramel par hectolitre de rhum. « Quelquefois même, écrivait M. Zizine en 1913, on ajoute à ces rhums des « sauces » destinées à leur donner le goût de rhum vieux. « Ces sauces » se composent de substances diverses et parfois les plus invraisemblables » ².

¹ Simon, *Recherches sur la classification des rhums martiniquais, d'après leur coefficient d'impuretés*, p. 6.

² P. Zizine, *Contribution à l'étude des rhums de la Martinique*, Bordeaux, 1913.

On admet que ces pratiques sont à peu près tombées en désuétude à la Martinique, tout au moins depuis le contingentement, le renforcement et la répression des fraudes. Il serait peut-être exagéré de s'en porter garant. Il semble surtout que nombre de manipulations faites jadis par les producteurs s'opèrent désormais à l'importation.

M. Zizine a cité quelques-unes des formules les plus employées en 1913, où entrent en quantités variables de l'huile essentielle de cannelle, du baume du Pérou, des pruneaux, des coques d'amandes grillées et pilées. Il y a mieux : d'après MM. de Lanessan et Kervégant l'on obtiendrait d'excellents résultats avec une infusion colorée au caramel où l'on aurait laissé macérer pendant quinze jours deux kilos de cuir neuf et tanné, une livre d'écorce de chêne, des clous de girofle et un peu de goudron de bois. Une autre mixture comporte, pour dix litres d'alcool à 85°, 4 kilos 100 de râpures de cuir, un kilo de truffes noires et quelques zestes d'orange. Il semble que, dans tous les cas, il s'agisse de donner du tanin, mais le brave ouvrier qui proteste véhémentement contre le goût de vieille savate caractéristique du rhum bu chez le « bistro » du coin a beaucoup plus raison qu'il ne l'imagine lui-même.

La guerre a répandu chez nous certaines eaux-de-vie « rhumées » où, et pour cause, le jus distillé de la canne n'intervient guère. Il s'agit là d'une fabrication courante en Allemagne, où, depuis longtemps, on obtient du rhum artificiel avec de l'alcool d'industrie distillé en présence d'acide sulfurique et de bioxyde de manganèse. On ajoute au produit obtenu des « proportions convenables d'éthers unique, butylique et acétique, un peu d'huile de bouleau et enfin du caramel pour colorer. Un procédé plus rapide donne 42 litres de rhum avec 35 litres d'alcool d'industrie, cinq litres d'authentique tafia, deux litres de sirop de fine champagne auxquels on ajoute un peu de caramel et d'essence de rhum ». Tout cela ne manque pas, dans les moments présents, d'une certaine saveur.

13. — LE « COEFFICIENT » D'IMPURETÉS

Un dernier point mérite d'être fortement souligné. Les qualités intrinsèques du rhum ont tendu et tendent à diminuer avec le perfectionnement constant des procédés de fabrication et l'augmentation du rendement. « L'arome du rhum, écrivait M. Simon en 1909, est dû à la présence dans l'alcool neutre résultant de la fermentation des matières sucrées d'un certain nombre de matières appelées improprement impuretés... Elles sont constituées par des alcools supérieurs, par des dérivés d'oxydation directe des alcools (aldéhydes, cétones, furfurols), par des acides, par des éthers... Les « impuretés s'évaluent en grammes par hectolitre d'alcool pur. C'est d'après leur importance relative que, dans la Métropole, les rhums Martinique étaient classés », les meilleurs étant ceux qui contenaient le plus de ces « impuretés ».

Or, depuis que l'on applique localement les méthodes de fermentation pure jadis préconisées par M. Pairault, le rendement en alcool s'est trouvé amélioré, les frais de fabrication ont diminué, mais « la qualité du produit s'est vue fortement dépréciée. Le coefficient non alcool des rhums de mélasse n'atteint plus en moyenne que 250 et il descend dans certains cas au-dessous de 200, ce qui les rapproche des alcools neutres d'industrie »¹. Il était encore supérieur à 450 en moyenne au début du siècle. Dans ces conditions et pour satisfaire aux exigences de leur clientèle, les importateurs métropolitains sont obligés de corser les tafias qu'ils reçoivent avec des « rhums grand arôme » dont les coefficients d'impuretés varient de 400 à 1.000 et qui, eux, sont obtenus avec les anciennes méthodes.

Il est certain que le plus grand épuisement de la matière première diminue dans une assez large mesure la qualité des produits. Les meilleures « grappes blanches », les plus recherchées pour le punch, celles qui conservent un parfum de terroir et que les experts reconnaissent aussi facilement que des crus de vin, viennent de petites distilleries aux moulins peu puissants, parfois encore mus par des bœufs et qui tirent à peine 50 litres de vesou aux cent kilos de cannes. Les

¹ Kervégant, *L'industrie rhumière à la Martinique*, p. 15.

rhums d'usine, les seuls consommés en France, avec ceux de vesou cuit, parce que les seuls imposés par la publicité, rentrent dans la catégorie péjorative du « coco merlo ».

Cette diminution du coefficient d'impuretés jadis constaté dans le rhum a été telle qu'il est impossible désormais d'utiliser l'analyse chimique pour le contrôle et la répression des fraudes. Toutes les tentatives dans ce sens ont abouti depuis vingt ans à autant d'échecs. Il s'agit là pourtant d'une question vitale pour les exportateurs. En échange, en effet, de la limitation imposée à leurs envois par le régime du contingentement, l'article 44 de la loi de finances du 16 août 1930 a interdit « de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre sous un nom quelconque tous spiritueux mélangés, aromatisés, colorés ou non, même contenant un pourcentage de rhum ou de tafia, présentant les caractères organoleptiques du rhum ou du tafia, produit défini par la loi et dont il ne pourra être justifié qu'ils sont composés uniquement de rhums ou tafias d'origine, réduits ou non, sans addition d'autres spiritueux ».

La même loi consacrait l'abandon du contrôle chimique et son remplacement par un contrôle purement comptable, ce qui frise presque l'absurde. L'appellation contrôlée n'a de raisons d'être qu'autant qu'elle sert à défendre contre de vagues et frauduleuses imitations un produit de haute qualité. Mais elle a trop souvent pour résultat de supprimer la concurrence et ses bénéficiaires n'ayant plus rien à craindre sacrifient alors d'assez bon cœur la qualité à la quantité. Mais plus la qualité baisse et plus la barrière est indispensable, plus on la réclame à hauts cris. Recourir cependant à un simple contrôle fiscal, c'est avouer qu'il n'y a plus possibilité de différencier par lui-même un produit de son imitation. S'il en est ainsi, et dans la mesure où les effets sur la santé apparaissent identiques, on peut se demander au nom de quel principe on ira autoriser l'un et interdire l'autre. D'autant que, dans le cas du rhum, il s'avère assez difficile de prétendre qu'il y a prix social à maintenir, ce prix, jusqu'ici tout au moins, n'ayant guère profité qu'à une assez faible minorité de possédants. Aussi est-il loisible de se demander ce qui, dans quelques années, subsistera encore de cette construction échafaudée à grand-peine par les syndicats de producteurs de rhum des Antilles et le syndicat général des producteurs de sucre et de rhum des colonies françaises.

14. — LA PRODUCTION

En attendant, la production reste élevée. Les exportations rapidement croissantes depuis 1870 ont atteint leur maximum en 1919 avec 33.109.158 litres. Depuis le contingentement, elles se sont à peu près stabilisées entre 16 et 20 millions de litres auxquels il faudrait en ajouter six autres, de consommation locale, plus la fraude. Cette dernière est à peu près nulle aux yeux du service des contributions indirectes. D'autres, qui se prétendent bien informés, et qui ont quelques motifs de l'être, l'estiment considérable. J'ai entendu citer des chiffres de deux à trois millions de litres par an. Le seul fait incontestable est qu'elle continue

d'exister. Il est encore arrivé, lors de mon second séjour, que des fûts de tafia entreposés à la C. G. T. (Compagnie Générale Transatlantique) et manipulés sans douceur n'aient laissé échapper que de l'eau en se rompant. Il n'était pas impossible non plus de se faire raconter comment une bonne part de la production échappe aux regards indiscrets de la Régie grâce à un système de veilleurs disposés sur les mornes voisins. S'il y a surprise, on fraude un peu plus pour payer l'amende.

15. — LES INDUSTRIES ANNEXES

À côté de celles du sucre et du rhum, les autres industries martiniquaises paraissent de peu d'envergure, ou leur sont étroitement subordonnées, comme la tonnellerie mécanique. Il existe deux ou trois ateliers indépendants qui travaillent surtout pour les petites et moyennes distilleries, mais, dans la plupart des usines, on assemble sur place les merrains de chêne venus de l'extérieur.

Les forges et fonderies sortent déjà de ce cercle étroit. Sans doute chaque usine a-t-elle la sienne. Il en est de même pour les grosses distilleries, mais les forges indépendantes exécutent aussi d'autres travaux. On en connaissait encore cinq ou six vers 1940, les deux plus grosses installations étant celles du Bassin de Radoub et de la C. G. T., qui occupent l'une et l'autre un nombre déjà important d'ouvriers métallurgistes.

16. — AUTRES INDUSTRIES

Le tour des autres industries est bien vite fait. Il a déjà été parlé des quatre usines de conserves d'ananas, des manioqueries, huileries, chocolateries et sécheries de bananes. Il existe également une savonnerie, une vermicellerie qui utilise comme matière première des blés marocains, une brasserie, une petite manufacture de tabac et trois fabriques de glace. Un peut y joindre une petite usine pour la fabrication d'oxygène à haute pression et à un échelon inférieur les fabriques de limonade et les installations pour la mise en bouteilles des eaux minérales à Didier et à Moutte.

Cette pauvreté s'explique par le caractère avant tout agricole de la production, par le manque de houille et de minerais. Le travail de la canne demeure le travail noble par excellence. C'est lui qui procure les ressources essentielles et le reste n'est que surplus.

17. — LES FACTEURS DE TRANSFORMATION : ÉLECTRIFICATION ET TRANSPORTS

Quelques facteurs, cependant, commencent à intervenir en sens inverse et tendent à favoriser désormais le développement de nouvelles industries.

Le principal, celui dont toutes les conséquences sont encore loin de se faire sentir, vient de l'électrification générale de l'île. Jusqu'en 1932, il n'existait de réseaux de distribution qu'à Fort-de-France, au Lamentin, à Sainte-Marie et au Lorrain. Les seules illuminations qu'on apercevait dans la campagne indiquaient les sucreries disposant d'une centrale indépendante. Sur ces tentatives sporadiques, le plan d'ensemble appliqué depuis quinze ans marque évidemment un progrès immense.

Ce n'est pas que tout soit parfait dans l'œuvre accomplie. On ne peut que souligner d'abord le paradoxe d'une centrale thermique, obligée d'acheter son combustible à l'extérieur, dans ce pays d'eaux ruisselantes et vives. Les études déjà faites prouvent cependant la possibilité d'établir sur de nombreuses rivières de l'île, et la Capote en particulier, d'assez puissantes usines hydrauliques. Un projet très poussé, fut abandonné en 1929-1930 pour diverses raisons d'ordre technique ou capitaliste auxquelles l'éruption de la Pelée servit de paravent. Un nouveau plan en cours d'étude envisage, toujours sur la Capote, l'installation de trois usines donnant chacune à leurs bornes, suivant les saisons, de 700 à 2.000 KW. Les frais prévus montaient à 275 millions de francs 1946. En attendant, les principales installations demeurent celles de la Rivière Monsieur, au nombre de deux, d'une puissance de 100 KW chacune pour un bassin versant utilisé d'une douzaine de kilomètres carrés. Cela seul montre les possibilités en la matière.

La consommation est maintenant en voie d'augmentation rapide, après un départ lent. Plus des deux tiers de la puissance installée de 3.300 KW à l'usine de Fort-de-France demeurèrent longtemps inemployés et, jusqu'à la guerre, la colonie fut obligée de payer à la compagnie concessionnaire une indemnité parce que la consommation n'atteignait pas le minimum prévu par contrat (1.600.000 KWH annuels). En fait, bien des hameaux étaient demeurés en dehors de la distribution, parfois même des agglomérations importantes, comme le haut Balata, et cela se comprend. Le journalier qui touchait moins de 80 francs par semaine n'allait pas faire la dépense d'une installation à laquelle sa paillote se serait mal prêtée. Les progrès sont surtout venus de la consommation accrue des bourgs et du rattachement au réseau des principales usines et distilleries. La consommation réelle est alors passée de 1.406.760 KWH en 1936 à 3.193.939 en 1940 et 4.088.729 en 1945. Il n'y a pas de doute que l'électricité produite à bas prix deviendra un puissant facteur de transformation et d'amélioration des conditions du travail. Il existait il y a quelques années et il existe sans doute encore à la Martinique des presses à imprimer manœuvrées à bras. Le pétrin mécanique est

demeuré longtemps inconnu. La radio et le cinéma n'ont pu se développer dans les bourgs qu'autant que le courant les a atteints.

L'amélioration des moyens de transport a joué dans le même sens. Un établissement commercial de quelque importance a la possibilité maintenant de rayonner, par camions, sur l'île entière. Il s'agit là d'une évolution récente. En 1927, le nombre des voitures en service ne dépassait pas 12 à 1500. Il y en avait plus de 5.000 en 1940. On peut souligner aussi qu'il en est résulté la création d'ateliers de réparations relativement importants. L'usure due au climat, à l'état des chemins, entraîne l'obligation de révisions constantes. Il est fréquent de casser les ressorts de suspension. Un train de pneus doit être remplacé au bout de 10.000 kilomètres. Enfin on peut y ajouter trop souvent les déficiences d'une main-d'œuvre dite spécialisée. Mais cela augmente d'autant le chiffre d'affaires qui en résulte.

Deuxième partie

Géographie Humaine

CHAPITRE VII

L'ARTISANAT

1. — LE BÂTIMENT

[Retour à la table des matières](#)

LES ateliers de réparations d'automobiles ressortent déjà plus de l'artisanat que de l'industrie proprement dite. Il en est de même pour les entreprises de bâtiment dont aucune n'est d'importance exceptionnelle. Les premières constructions avaient été faites obligatoirement avec les matériaux trouvés sur place. « La chaux dont on se sert aux îles du Vent, écrit le P. Labat, est une plante qui croît dans la mer. Elle vient dans une infinité d'endroits, mais on ne la pêche que dans ceux qui n'ont pas plus de trois brasses de profondeur. » Il existe encore, sur la côte orientale quelques petits fours ainsi alimentés avec des madrépores. Ils ne travaillent que par intermittence et pour des besoins strictement locaux. Ils ne peuvent soutenir la concurrence des trois grands fours de Caritan, du Vauclin et des Trois-Îlets. L'emploi de la maçonnerie recule d'ailleurs devant celui du béton armé, dont les éléments essentiels viennent de l'extérieur.

La situation résultant des hostilités a reposé le problème non sans acuité. On s'est alors souvenu que l'île possède une quantité importante de « carbonate de chaux » ou calcaire pulvérulent d'une grande pureté. Déjà, vers 1930, il avait été question d'installer à Sainte-Anne une puissante cimenterie. On y avait renoncé devant les difficultés d'approvisionnement en eau et en combustible. Une nouvelle tentative amorcée en 1940 n'eut pas davantage de succès. On agite de nouveau la question.

2. — LES PRINCIPAUX CORPS DE MÉTIERS

Presque tous les corps de métiers sont représentés à la Martinique. Leur importance relative, croissante ou décroissante, témoigne d'une adaptation progressive aux exigences de la vie moderne. Il n'est pas indifférent de constater que le nombre des boulangers va sans cesse en augmentant, la corporation comptant plus de six cents membres, patrons, ouvriers et apprentis. Le Martiniquais consomme en moyenne 40 kilos de farine dans l'année contre 25 en 1900 et une quinzaine après la catastrophe de Saint-Pierre. Cela souligne au passage les possibilités qui subsistent dans ce domaine. On ne trouve de pâtisseries, au sens européen du terme, qu'à Fort-de-France. Mais dans toute l'île, au coin des rues, se rencontrent de bonnes vieilles qui vendent des gâteaux ou friandises créoles.

Les bouchers sont moitié moins nombreux que les boulangers. La viande fraîche n'est pas de consommation courante dans les mornes. Chaque bourg, cependant, a les siens qui tiennent échoppe sous le marché couvert. C'est un métier où les Chinois et leurs métis excellent. Il n'y a pas de charcutiers ou plutôt à peu près pas. Le porc s'abat à domicile et c'est sur place également que se prépare le boudin créole, au goût pimenté, qui sert de hors-d'œuvre alterné avec les punches, pour mettre les convives en appétit.

Les métiers du bois sont largement représentés. Il s'est créé récemment quelques scieries et menuiseries mécaniques où l'on fabrique des meubles et objets d'usage courant. Elles ne doivent pas occuper cent personnes, tandis que plus de 700 se réclament de l'ébénisterie. Il s'agit alors de petits patrons qu'on voit travailler sous un hangar-atelier proche de leur case et qui, toujours, se hâtent lentement. Ils sont loin de suffire aux besoins de la colonie.

Les charpentiers seraient plus de 3.500. Ce sont les artisans des mornes et des hameaux, capables d'équarrir un arbre, de le débiter en planches, de construire une case, voire une maisonnette, et de fabriquer quelques meubles élémentaires, tables, bancs, bahuts ou cercueils. Les cordonniers ou soi-disant tels apparaissent de même relativement nombreux, 1.200 environ. Ce ne sont plus guère que des réparateurs de chaussures importées. Beaucoup joignent un autre métier à celui du cuir.

3. — LA POTERIE

La poterie et la vannerie forment l'une et l'autre un complexe curieux et qui mériterait une étude approfondie. La première, toute imprégnée encore de traditions précolombiennes, ne se pratique plus guère que dans la région de Sainte-Anne et aux Trois-Îlets, où se rencontre la seule fabrique importante de l'île, bien que l'argile plastique existe à peu près partout, sauf autour de la Pelée. Il en est

résulté d'ailleurs la formation d'un groupe de 150 à 200 personnes nettement différencié de la population agricole voisine avec laquelle il ne fraie guère. Il a son école spéciale et l'on ne peut manquer, lorsqu'on visite l'endroit, d'être frappé par un certain air de famille, de parenté entre les individus qu'on rencontre. C'est un curieux exemple de ségrégation humaine et de cloisonnement social.

Cet isolement réel explique le maintien de techniques fort primitives, les procédés modernes n'intervenant en 1940 que pour les briques pétries mécaniquement et cuites au four continu. Aussi, que de progrès restent à accomplir ! Briques et tuiles de Marseille concurrencent encore celles produites localement. Les hautes poteries vernissées qu'on voit à l'aube ou au crépuscule s'avancer en longues théories vers la mer proche sont achetées à Aubagne. À plus forte raison importe-t-on tout ce qui est faïence ou porcelaine. Et pourtant il serait possible, comme l'ont démontré, des expériences concluantes poursuivies en 1940 à la section céramique de l'Enseignement technique, de tout fabriquer sur place à l'exception de la porcelaine incolore, la présence du titane entraînant à la cuisson un jaunissement marqué des argiles kaoliniques du Champ Flore.

4. — LA VANNERIE

Ce qui est vrai pour la poterie l'est à plus forte raison pour la vannerie et la sparterie. Elles se pratiquent surtout dans les mornes de Sainte-Marie et du Lorrain, déjà habités par les précolombiens, et où l'on fabrique toujours, comme au Carabin et au Morne des Esses, les fameux « paniers caraïbes ».

Or, la dénomination est strictement exacte. Il n'est, pour s'en convaincre, que de s'en rapporter au P. Labat, dont la description reste d'une totale actualité. « Les corbeilles, écrit-il, dont se servent nos sauvages, qu'on appelle paniers caraïbes, ont la longueur double de leur largeur... Ils en font qui ont trois pieds de long sur dix-huit à vingt pouces de large et d'autres qui n'ont que huit à dix pouces de long sur une largeur proportionnée. La hauteur dépend du caprice ou de l'usage auquel on les destine. Pour l'ordinaire, elle n'excède pas neuf à dix pouces pour les plus grands. » Le même auteur explique encore de quelle matière sont faits ces paniers, comment les fibres sont préparées et colorées « pour diversifier l'ouvrage », avec quel soin minutieux elles sont tressées. Et le travail est si bien fait « que l'eau qu'on met dans le panier ne peut pas s'écouler. Quelque pluie qu'il fasse ou quelque quantité d'eau qu'il tombe dessus, on est sûr que ce qui est dedans ne peut être mouillé. Ces paniers sont les coffres et les armoires des Indiens et ils n'en connaissent point d'autres. Les Français et les autres Européens s'en servent aussi bien que les Caraïbes parce qu'ils sont propres, fort légers et fort commodes » ¹.

Pour le reste, on peut citer les « bakouas » ou vastes chapeaux de paille vendus surtout aux pêcheurs et aux ouvriers des champs, des nattes de vétiver, des

¹ Labat, Ed. Duchartre, I, pp. 178-179.

couffins et des paniers à provisions. Il faut remarquer que jusqu'ici le marché local absorbe toute la production. Paniers, nattes, bakouas se trouvent enlevés dans tout le Sud dès qu'ils apparaissent à l'étalage des boutiques. On est obligé souvent de les commander plusieurs mois à l'avance. Bien plus, comme la production demeure insuffisante, la colonie est obligée d'importer chaque année quantité d'objets faciles à fabriquer sur place. Le Bombanaxa, par exemple, avec lequel on tresse en Équateur les chapeaux dits de Panama, vient fort bien à la Martinique...

5. — LA PÊCHE

Ce sont des raisons du même ordre qui ont maintenu à la pêche son caractère archaïque et, dans l'ensemble, peu rémunérateur. Bien qu'elle occupe près de 4.000 personnes, elle ne peut fournir de poisson l'île entière et les gens des mornes ne consomment guère que de la morne séchée. Pour expliquer cette déficience, on a voulu incriminer un appauvrissement sensible de la faune marine. Quoi qu'on ait pu écrire à ce sujet, il n'est guère vraisemblable qu'une consommation de poisson ne dépassant pas quatre à cinq tonnes par jour ait pu avoir les conséquences désastreuses qu'on lui impute. Et prétendre, comme il a été fait, que le déboisement des forêts serait le grand responsable parce qu'entraînant, par voie de conséquence, une diminution du plankton ne relève que de la haute fantaisie.

À l'opposé, M. Adésir affirmait, dans un rapport au Conseil Général daté de 1926, qu'il « y a du poisson à la Martinique, énormément de poissons de toutes sortes », et il en donnait comme preuve patente que les « pêcheurs, avec leurs moyens rudimentaires, en prennent une quantité assez importante ».

Quels sont ces moyens cependant, dont beaucoup n'ont guère changé depuis le XVII^e siècle ? Le P. Labat employait, quand l'autre le voulait bien, un sauvage fort « manigat » ou adroit à la pêche en rivière. Ce sont, ajoute-t-il, les Caraïbes qui ont enseigné à nos nègres à se servir de l'épervier. « On appelle ainsi, aux Isles, un filet rond en forme de cône dont les maillettes sont assez petites et garnies de plombs pour les faire couler rapidement. » On l'utilise surtout la nuit en « marchant fort doucement » dans la rivière choisie. Le pêcheur tient un flambeau de sa main gauche de manière à ce que ce dernier l'éclaire sans l'éblouir. « Dès que le poisson voit la lumière, il s'en approche, il s'élance, il joue sur l'eau »¹, et il est alors facile de le capturer.

On pratique toujours la pêche à la main pour les « écrevisses », sortes de crustacés d'eau douce qui peuvent atteindre la taille d'une petite langouste : tant pis si les règlements n'autorisent que les « balances », on n'a pas pour eux un extraordinaire respect. Il est encore plus interdit de jeter dans le courant quelques bois « à enivrer ». Le procédé est fréquemment utilisé aux alentours de Pâques

¹ Labat, Ed. Duchartre, T. I, p. 190.

pour recueillir « mulets » et « dormeurs » qui flottent alors le ventre en l'air au fil de l'eau.

Ces habitudes antiques se retrouvent dans la petite pêche littorale. Les nègres pratiquent, aussi bien que les Caraïbes, l'art de plonger à quelques mètres pour ramasser langoustes et lambis, ces énormes strombes ¹ dont la chair, dûment et énergiquement battue, devient assez agréable. Plus près de la côte, on ramasse, avec les précautions que méritent leurs piquants, les savoureux « chadrons » ou oursins. Ailleurs ce sont les « soudons » dissimulés dans le sable à la manière des « coques » du Mont Saint-Michel. On tâte le fond pour les découvrir avec le gros orteil... et on les gobe sur place à la façon des huîtres. Celles-ci existent accrochées souvent aux racines des palétuviers et on commence à les recueillir dans la région du Vauclin. Sur les rochers littoraux se ramassent les « burgaux », sortes de gros vignaux appréciés des connaisseurs. Enfin, la Martinique entière pratique la pêche ou plus exactement la chasse aux crabes. Le P. Bouton écrivait déjà que « le manger le plus commun, des sauvages, pour ce qu'ils sont si fainéants qu'ils ne veulent pas prendre la peine de chercher autre chose, sont de grosses crabes de terre ou cancrs blancs qui sont en des trous de terre assez proches de la mer... Vous en voyez la terre toute couverte sur la fin du mois d'avril qu'ils font un tour à la mer pour se baigner et s'en reviennent incontinent » ². En réalité, cet exode continue plus longtemps. Dans la région de Rivière-Salée, la pêche aux crabes est une fête traditionnelle qui a lieu le 12 juin. À ce moment, l'hivernage est déjà commencé et les rivières, en débordant, chassent les crabes des terriers qu'ils se sont creusés dans un sol qui doit être humide, mais non inondé. « Alors dévalent vers Rivière-Salée les habitants de Rivière-Pilote avec leurs sacs et leurs serbis ³, ceux du Saint-Esprit avec leurs chevaux bâtés et leurs flambeaux de résine, ceux du Diamant avec leurs lanternes vénitiennes. À sept heures du soir, partout où plongent les regards, on voit une illumination pareille à celle des cimetières durant la Toussaint. Aucune retraite aux flambeaux ne peut donner une idée approchée de cette féerie. » ⁴. La récolte est d'ordinaire abondante. Les victimes sont alors enfermées dans des tonneaux où on les nourrit plusieurs semaines, parfois plusieurs mois, de déchets de cuisine, mais aussi de pain et de piment pour donner du goût à leur chair et l'assainir.

Les pêcheurs professionnels se servent tous de « gommiers ». Ceux-ci n'ont pas changé depuis l'arrivée des Européens. Ce sont de légères pirogues, à la quille creusée dans un tronc d'arbre. Elles atteignent cinq à six mètres de long à l'ordinaire et leur capacité de transport varie d'une à deux tonnes. Effilés et relevés aux deux bouts, ils portent un mât et une petite voile rectangulaire, tendue par une vergue suivant la diagonale. On ne se sert de cette vergue que si le vent apparaît

¹ Strombus Gigas.

² Bouton, in Ed. Rennard, p. 78.

³ Torches.

⁴ *Monographie de Rivière Salée*, par M. Desportes, directeur d'école, écrite à l'occasion du Tricentenaire, inédite.

favorable. Le navigateur garde alors l'écoute à la main et la laisse plus ou moins filer suivant la brise, en faisant contrepoids de son corps pour empêcher l'esquif de chavirer. Des vitesses de sept à huit nœuds sont facilement atteintes. Autrement, on marche à la rame.

Chaque gommier est, à l'ordinaire, monté par deux ou trois hommes, et cet équipage pêche de diverses manières, toutes assez rudimentaires. Le procédé le plus simple et l'un des plus anciens est celui de la nasse. On en trouve de tailles et de formes diverses, allongées en forme de bouteilles, d'autres en carré ou en Z avec double entrée. Les Caraïbes employaient beaucoup ces « paniers » faits de roseaux refendus unis ensemble avec des lianes. On se sert plutôt aujourd'hui d'écorce de bambou ou de baguettes de « bois ravine », qui peuvent durer jusqu'à deux ans. Mais on préfère de plus en plus les treillages de fil de fer venus du dehors.

Les nasses sont mouillées sur des hauts fonds. Chacune est reliée par un câble, d'ordinaire quelque liane, à un flotteur qui signale son emplacement. Il s'agit presque toujours d'un nœud de bambou. Quelquefois, lorsque la profondeur n'est pas trop grande, il n'y a pas de nœud de bambou. On retrouve la nasse grâce à des repères pris sur la côte et on la relève au moyen d'un croc ou d'un grappin.

Un peut pêcher ainsi des « poissons rouges » fort appréciés du marché local (vieilles, cardinaux, pagres, sardes, carangues), des crabes, des langoustes, des anguilles, des moringues et des congres ¹.

Il s'agit là d'une pêche souvent aléatoire. Parfois, il n'y a pas grand'chose dans les casiers. Des poissons d'espèces différentes peuvent se dévorer entre eux, parfois aussi, malgré toutes les marques du monde, les casiers ont été relevés avant l'arrivée du propriétaire.

Sur les plages de sable, on utilise la senne. Mais elle exige une mise de fonds importante. Certains filets valaient en 1938 plus de trente mille francs et le « maître de senne » est déjà un personnage. Les sennes ordinaires ont de 120 à 200 mètres de long avec une hauteur de 4 à 7 mètres. Pour celles à bonites, on arrive jusqu'à vingt. La partie haute est soutenue par des bouées, tandis qu'à l'opposé sont attachées des grenailles de plomb qui maintiennent le filet à peu près vertical dans l'eau, chaque extrémité se prolongeant par une corde de halage qui peut atteindre jusqu'à 250 ou 300 mètres de long.

La senne ne peut donc être jetée qu'à cette distance maxima du rivage, d'où on la tire à bras d'hommes. L'équipe du maître senneur se renforce de compagnons bénévoles. Pendant ce temps, un ou plusieurs canots surveillent la nappe. Leurs équipages s'efforcent d'empêcher qu'elle ne se prenne aux rochers et battent l'eau pour effrayer le poisson et l'amener à se jeter dans les mailles et à s'y accrocher par

¹ Vieille : *Epinephelus mystacynus* Poey. Cardinal : *Neomaenis Vivanus*. Pagre : *Hypoplectrus comprurus*. Sarde : *Lutjanus chrysurus*. Carangue : *Caranx ruber*.

les ouïes. Cependant, le filet ne pêche réellement que lorsqu'il « touche le fond et forme une poche où vient se réfugier le poisson ».

En fait, sur cent coups de senne, il y en a rarement plus de deux ou trois rémunérateurs. Un équipage peut en essayer quatre ou cinq dans sa matinée. La moitié du poisson va au maître senneur, l'autre à ses hommes. Lorsque la pêche a été, bonne, on offre toujours un lot aux aides occasionnels qui ont tiré sur la corde. Là où les équipages sont particulièrement nombreux, une entente se fait entre eux et un roulement permet à chacun de pêcher à son tour. Mais si un jour les guetteurs, qui ne cessent de surveiller la mer, signalent l'approche d'un banc de poissons, c'est alors le grand branlebas. Tous se précipitent dans les canots, les filets déployés hâtivement emprisonnent leurs proies par milliers. On les ramène alors en eau peu profonde, près du rivage, et, avec l'aide de quelques pieux, on établit une sorte de vivier qui dure jusqu'à écoulement des prises.

La pêche au Balaou (*Hemiramphus Brasiliensis* Lin), poisson de consommation courante, se fait avec des filets de 120 à 150 mètres de long sur 5 à 6 de haut. Elle exige deux canots dont l'un sert de bouée tandis que l'autre jette le filet. Puis tous deux se rejoignent, ferment le cercle et les balaous qui cherchent à s'enfuir se prennent dans les mailles.

On donne le nom de « folles » à de solides filets qu'on tend le soir en travers d'une crique et qu'on relève le lendemain matin. On y capture à l'occasion des requins, des tortues de mer et même des lamantins : ces espèces, à certains moments de l'année, tendent à se rapprocher des côtes. Elles peuvent même s'y échouer accidentellement, comme 53 cachalots l'ont fait en 1892, « sur la plage du four à chaux, à quelques mètres de l'usine du Robert. En 1929, une quinzaine d'autres se jetaient également à la côte près de la pointe Jean-Claude » ¹.

Près de l'embouchure de certaines rivières, à l'inverse, on utilise des filets à très petites mailles (4 à 5 mm.) pour la capture de « pisquettes » et « titiris », alevins sans arêtes qui apparaissent au moment de l'hivernage et entrent dans la confection d'« acras » ou beignets à l'huile fort appréciés.

Dès deux heures du matin partent les équipages qui s'en vont aux bancs du large, partout désignés, que ce soit au Carbet ou à Sainte-Marie, sous le vocable de Miquelon. L'un d'entre eux est marqué sur la carte marine un peu à l'est du canal de la Dominique. Ailleurs on parle du « Grand Cercle ». Les pêcheurs qui ont le courage de se risquer jusqu'à ces distances (15 ou 20 milles parfois) sont à peu près certains de faire une bonne journée. Ils y pratiquent sur des fonds de 40 à 120 mètres et même davantage la pêche aux poissons rouges, très recherchés. S'ils ne peuvent mouiller leur embarcation, ils la laissent dériver dans le courant. L'emploi de la « palanque », qui se fait surtout de nuit, donne à l'ordinaire d'excellents résultats, sauf lorsque l'appât jeté attire trop de requins.

¹ Auzé, Irénée, directeur d'école, *Monographie inédite du Robert*, 1935.

Dorades, tazars ¹ et thons se prennent à la traîne. Il s'agit alors d'un véritable sport. La mer est souvent grosse. Si le poisson qui vient de mordre est de belle taille, il entraîne le canot avec la ligne. Les grosses dorades sautent dans tous les sens et il faut les tuer à coups de boutou ² ou de harpon. C'est encore pis avec les thons et surtout les requins, contre lesquels il faut lutter de longs quarts d'heure avant de les amener, aux trois quarts morts, dans la frêle embarcation.

La pêche aux « volants » ³, les moins chers des poissons vendus à la Martinique, est pratiquée de manière originale à l'aide du calut, vaste poche en fil montée sur un cercle de bois et assez proche de notre carrelet. On attire les poissons en jetant du frai, de la paille ou même en tapant sur le bord du canot : lorsqu'ils sont en nombre suffisant, il n'y a plus qu'à plonger et relever rapidement le calut.

Au total la pêche, malgré le nombre de ceux qui s'y adonnent, n'apparaît encore que de très médiocre rendement. Les engins dont on se sert restent primitifs. Il peut se passer de longs jours sans qu'on trouve rien dans les nasses, tout au moins rien qui vaille. Lorsque son crédit commence à s'épuiser dans les « boutiques » et « privés, débits de la régie », le pêcheur n'hésite pas à tenter quelque coup de contrebande, à moins que, sur les conseils du « quimboiseur » ou sorcier local, il ne se décide à utiliser d'étranges appâts. Cela ne lui arrive d'ailleurs que rarement et pressé par une grande détresse. À l'ordinaire, il vit de peu, dans une indépendance quasi-totale qui n'est pas l'un des traits les moins sympathiques de la corporation. Beaucoup, dans le Nord, possèdent, en dehors de leur canot, un petit lopin de terre sur les pentes de la Pelée. La « ménagère » et les enfants qui le cultivent en tirent les légumes pour la maisonnée. La mer fournit presque quotidiennement le plat de résistance. Les dépenses vestimentaires sont réduites au minimum. Un bakoua sur la tête, un pantalon autour des reins, torse et pieds nus. C'est ainsi qu'il advint à la « mission volcanique » de rencontrer en 1930 le premier magistrat du Prêcheur. Il s'agit là d'une économie primitive, à peu près fermée. On pêche avant tout pour soi-même. Une ou deux fois par semaine, on porte le poisson à la ville, où les prix sont plus rémunérateurs et les boutiques mieux achalandées. Ainsi s'écoule une existence heureuse, parce qu'exempte de soucis lointains et coupée de longues siestes sur le sable tiède de la côte. Au demeurant les pêcheurs sont, de par leurs occupations mêmes, les mieux nourris des travailleurs et c'est parmi eux qu'on rencontre les plus beaux types humains, les plus harmonieusement et les plus solidement charpentés.

L'on comprend aussi que le progrès technique ne les intéresse guère. Barques à moteur, sennes tournantes, emploi systématique de la glace, tout cela exigerait non seulement une mise de fonds dont la plupart sont incapables, mais surtout un assujettissement dont ils ne veulent pas. Ils rejoignent ainsi les importateurs de

¹ Grans scombéridé des antilles (*Scomberomorus Cavalla* C. V.)

² Massue

³ *Exocaetus rufipennis* C. V.

morue dont le chiffre d'affaires dépasse plusieurs millions chaque année et qui ne tiennent pas à voir tarir leurs bénéfices.

On s'explique alors que la « Mission des pêches » ait été supprimée en 1929, au moment où elle allait apporter, à ce qu'il semble, quelques réalisations utiles. C'est pour les mêmes raisons qu'ont échoué jusqu'à présent toutes les tentatives faites pour installer un frigorifique à poisson, bien que, sous ce climat, il se corrompe en quelques heures et qu'il faille parfois en jeter des quantités importantes. D'ailleurs, lorsque, pour écouler le surplus de pêches occasionnelles, deux petites usines de conserves, l'une au naturel et l'autre à l'huile, essayèrent de se créer à Fort-de-France, la municipalité s'empessa d'interdire toute vente en gros sur les marchés qui dépendaient d'elle et les deux établissements durent fermer leurs portes. La question est demeurée entière jusqu'à maintenant. Un nouveau projet élaboré dans le cadre du plan d'équipement de la Martinique prévoit l'achat de cinq dundees de huit à neuf tonneaux, d'une trentaine de canots à moteur et de quelques sennes tournantes, le tout en rapport avec la construction d'un frigorifique. Puissent seulement ses promoteurs triompher de la trop grande routine des uns, des résistances occultes des autres !

La chasse, dont le rôle fut grand aux débuts de la colonisation, n'est plus qu'un passe-temps de privilégiés. Le braconnage même n'existe que sur une petite échelle.

6. — CONCLUSION

L'impression qui résulte de ce tableau est donc celle d'un pays dont toutes les activités, jusqu'à nos jours, se sont ordonnées suivant deux grandes directions. Il s'est agi de produire d'abord le plus de sucre et de rhum possible pour l'exportation, en y adjoignant quelques bananes et conserves d'ananas. La colonie cherchait, par ailleurs, à tirer de son sol une partie des produits alimentaires indispensables. Il est enfin des fabrications artisanales et des travaux d'entretien qui ne peuvent être exécutés que sur place. En dehors de cela, il n'était pas de salut et, jusqu'ici tout au moins, la plupart des entreprises aberrantes ont vite périclité.

Deuxième partie

Géographie Humaine

CHAPITRE VIII LE COMMERCE

1. — GÉNÉRALITÉS

[Retour à la table des matières](#)

IL en est de même pour le commerce, où l'on distinguera sans peine celui qui se fait avec l'extérieur et dont le volume peut être exactement connu, en principe tout au moins, par les statistiques douanières et le commerce intérieur, celui qui se fait du chef-lieu avec les bourgs et inversement, voire de hameau en hameau. Aux grandes firmes s'opposeront encore les innombrables et misérables boutiques dispersées dans les mornes. Tous, dans ce pays, dès qu'ils ont un peu d'argent à leur disposition, s'efforcent d'échanger, acheter ou vendre avec l'espoir d'y gagner un « ti quèque chose ».

Si l'on met à part le troc élémentaire de voisin à voisin, il est bien évident que le volume total du commerce dépend des moyens de transport et de débarquement, ainsi que des voies de communication. En principe sont ouverts au trafic extérieur les cinq ports de Fort-de-France, Trinité, François et Saint-Pierre. Le seul qui ait un équipement de quelque valeur est Fort-de-France. Il se compose en réalité de deux parties bien distinctes que sépare la presqu'île du Fort-Saint-Louis. À l'Ouest-Nord-Ouest, la rade proprement dite s'étend entre ledit fort et la Pointe des Nègres, avec un développement de trois kilomètres environ. À l'Est et jusqu'à la Pointe des Carrières s'allongent les baies du Carénage et Détourelle, ou des Tourelles. Cette dernière partie est à beaucoup près la mieux abritée et la seule aménagée. On y trouve d'abord un bassin de radoub, dont la longueur a été portée durant la guerre à 200 mètres, au moyen d'ailleurs de terrassements provisoires qui auront besoin d'être consolidés. Il peut recevoir des navires de même développement et de huit

mètres de tirant d'eau. Des ateliers de réparations lui sont annexés, ainsi qu'un parc à charbon pour les vapeurs du service local. La forme peut être louée en temps normal aux armateurs, capitaines et constructeurs qui désirent en faire usage pour la remise en état de leurs navires. Elle demeure rarement inutilisée.

Les gros navires ne peuvent accoster qu'à la darse et aux quais de la C. G. T. (Compagnie Générale Transatlantique), où ils trouvent de vastes terre-pleins, des magasins spécialisés, des ateliers, une aiguade, un parc à charbon et un parc à mazout. Mais ce port était strictement réservé aux navires de la compagnie concessionnaire et à ceux des Messageries Maritimes, à la suite d'une entente survenue entre ces deux puissantes sociétés. Il suffisait d'ailleurs à peine à leur trafic.

Les autres navires devaient fréquenter la baie du Carénage, derrière le Fort-Saint-Louis, et la rade des Flamands. La première, fortement envasée, a été en partie draguée depuis 1930, ce qui a rendu possible l'installation d'un quai spécial pour les bananiers, navires rapides et à faible tirant d'eau (4 m. 50), à proximité de l'entrepôt frigorifique. La seconde est une rade foraine où il est dangereux de séjourner par gros temps. Quelques appontements de bois offrent des possibilités d'accostage aux vapeurs du service côtier et aux petits voiliers caboteurs, mais les navires ayant un tirant d'eau supérieur à deux mètres sont condamnés à rester au large. Les quais, près desquels la municipalité, a fait construire trois grands magasins, s'ensavent de plus en plus et ne peuvent être accostés qu'au moyen d'allèges ou gabarres à fond plat.

Celles qu'on utilise peuvent prendre au maximum quinze tonnes de marchandises. L'absence d'appareils de levage sur les quais oblige à tout faire à main d'homme. Aussi une gabarre ne peut-elle effectuer dans sa journée que quatre voyages aller et retour. Un navire travaillant à quatre panneaux simultanés, ce qui est un maximum, ne débarquera donc pas plus de 240 à 250 tonnes. À quai, il irait beaucoup plus vite.

Cependant le commerce local n'en souffre guère. Les principaux magasins se trouvent près du rivage et forment cette espèce d'être collectif plus ou moins mythique que la Martinique entière appelle « le Bord de Mer ». Les dockers, une fois la gabarre amarrée, n'ont qu'à traverser le boulevard pour se trouver à l'entrepôt de leur employeur. Les marchandises débarquées à la C. G. T., qui se trouve à l'autre extrémité de la ville, doivent, au contraire, être rechargées et apportées par camions. Il en résulte des frais totaux à peu près identiques dans les deux cas, voire même inférieurs pour la rade.

De grands travaux, cependant, sont projetés et en partie commencés pour un aménagement plus rationnel du port. Il s'agit de la réfection des quais actuels de la C. G. T. et de la construction de quais nouveaux, à l'Est de la baie des Tourelles, sur une longueur de près de 600 mètres, et accessibles aux navires de plus de 10 mètres de tirant d'eau.

En attendant, et malgré toutes ses imperfections, Fort-de-France demeure à la fois un lieu d'escale et un port fréquenté par de nombreuses lignes françaises et

étrangères, dont les principales sont anglaises, canadiennes et américaines. 548 navires au total s'y sont arrêtés en 1937, dont 137 voiliers avec une jauge de 1.096.700 tonneaux, d'après les statistiques des douanes. Ils ont débarqué près de 130.000 tonnes de marchandises et en ont embarqué 91.000. Une part importante de ce trafic s'est faite au débarquement dans la baie des Flamands.

Fort-de-France mis à part, il n'existe dans aucune des autres rades ouvertes au commerce extérieur d'installations dignes de ce nom. Au lendemain de la catastrophe de 1902, il fut question d'aménager le port de Trinité. Un plan d'ensemble, alors établi, ne fut jamais appliqué. Une nouvelle tentative eut lieu en 1939-1940. On commença la construction d'une jetée formée de gros cailloux entassés et qui devait permettre l'installation d'un quai d'accostage avec des profondeurs allant de six à huit mètres. Le travail fut interrompu au bout de quelques mois. Puis on établit, au bout de la digue déjà construite, un appontement de bois, dès maintenant inutilisable. Il suffirait pourtant de travaux relativement modestes pour obtenir des résultats d'un intérêt certain. En attendant, on doit se contenter de l'entrepôt flottant établi par la C. G. T. à quelque distance du rivage et d'où les marchandises qui s'y accumulent sont facilement transbordées sur les navires qui visitent la rade de temps en temps.

Les autres ports ne connaissent de mouvement qu'à la fin de la « récolte », lorsque les cargos viennent s'emboîser près des canaux conduisant aux usines et chargent les sucres apportés par allèges. Une seule exception : le chiffre relativement considérable accusé par Saint-Pierre (plus de 100.000 tonneaux par an aux entrées et aux sorties) est dû au passage des bateaux de touristes qui, de janvier à mars, sillonnent la mer des Antilles et qu'attirent le voisinage de la Pelée et le souvenir de la catastrophe.

Il faut d'ailleurs constater que partout, comme à Fort-de-France, on s'accommode curieusement du manque de moyens et qu'on ne cherche guère à y remédier. L'embarquement des rhums était encore, il y a une quinzaine d'années, un exploit de haut sport sur toute la côte Nord-Est de l'île du Marigot à Basse-Pointe et au Macouba. Les barriques mises à l'eau étaient poussées au travers des lames par des nageurs spécialisés jusqu'aux goëlettes qui les attendaient, mouillées au large. Cette pratique pittoresque a disparu devant les progrès des transports automobiles.

Par contre, la signalisation des abords et des passes, qui engage la responsabilité internationale de l'Administration, a toujours été faite avec soin. Quatre phares à éclipses existent à la Pointe des Nègres (Fort-de-France), à la Caravelle, à la Pointe du Prêcheur et à l'îlet Cabrit (extrême-Sud), avec des portées moyennes de 19 à 33 milles. Toutes les entrées de rades ont été balisées, celle de Fort-de-France avec des bouées lumineuses. Les manœuvres y sont en général assez délicates à cause des « cayes » ou récifs et de bancs de vase assez mobiles.

2. — LE PETIT CABOTAGE

Le petit cabotage se satisfait de peu. Tous les bourgs côtiers de quelque importance ont un appontement aux pieux de ciment ou de bois contre lequel viennent accoster les vapeurs du service local, les « yachts » à moteur et les voiliers du commerce. Nombre d'usines et d'établissements industriels ont aussi les leurs, plus ou moins solides, plus ou moins bien entretenus. Un « raz-de-marée », un heurt trop brusque causent souvent des dégâts qu'on n'est pas trop pressé de réparer.

Ce cabotage est pourtant demeuré longtemps le principal moyen de transport utilisé à la Martinique. Le voyage par mer, étant donné le relief tourmenté du pays, apparaissait à l'origine moins onéreux et plus rapide, surtout sur le versant Caraïbe. Aujourd'hui encore, le « canot », le gommier de grandes dimensions, est couramment employé à des fins commerciales sur toute la côte occidentale et dans la baie de Fort-de-France. Il est plus difficile de le faire à l'Est, où la mer est presque toujours grosse. La description laissée par le P. Labat de certain voyage du Prêcheur à l'habitation Potiche et de l'atterrissement tumultueux qui y mit fin serait toujours d'actualité ¹.

Les gros transports s'opèrent à l'ordinaire par des voiliers de plus grandes dimensions. Les goëlettes pontées à un ou deux mâts vont aussi bien d'un port à l'autre de la Martinique que d'île en île. Elles poussent parfois jusqu'à la « côte ferme », d'où elles rapportent animaux et engrais. On les emploie de moins en moins dans les rades et un bon nombre de celles qu'on rencontre actuellement sont étrangères.

Par contre, il y a toujours des « gros bois » et l'on en construit encore. Ce sont de grosses barques non pontées, à deux mâts, aux voiles triangulaires proches des voiles latines. Par vent arrière, elles s'ouvrent de part et d'autre du bateau et lui donnent comme l'allure gracieuse et aérienne, d'un grand oiseau éployé que sa lourdeur pourtant ne mérite guère. L'équipage se compose de quelques hommes. La vitesse est très réduite, la tenue de mer fort médiocre. Il est rare qu'on atteigne des moyennes de 6 à 7 kilomètres à l'heure. Certains caps sont particulièrement difficiles à doubler, telle la pointe du Prêcheur. Quand le vent et les courants sont contraires, il faut jeter l'ancre ou louvoyer des heures entières. Par gros temps, les avaries sont fréquentes. Plus d'un mobilier s'est ainsi perdu entre Fort-de-France et Sainte-Anne ; il est arrivé aussi que des équipages peu scrupuleux aient mis au compte de la fureur océane les pertes causées par leur trafic clandestin.

Il n'y a rien d'étonnant alors à ce qu'on ait essayé d'obtenir une plus grande régularité dans les transports maritimes. Le cabotage à vapeur connut sa plus grande prospérité au début du siècle et jusque vers 1930. Un double service quotidien reliait alors Fort-de-France à Saint-Pierre. D'autres navires desservaient

¹ Labat, Ed. Duchartre, T. I, p. 339

régulièrement les ports du Sud et ceux de la côte orientale. De nombreux « yachts » à moteur allaient du chef-lieu au Lamentin, au Petit-Bourg, à Rivière-Salée et aux Trois-Îlets. Comme c'était alors le principal moyen de transport et d'échange, la collectivité était intéressée à maintenir au plus bas possible les prix du fret et des passages. L'on en vint tout naturellement à l'exploitation en régie directe des principales lignes. Les déficits constants et considérables qui en résultèrent eurent leur écho régulier au Conseil Général. Quelques entreprises particulières essayèrent aussi de subsister à l'aide de subventions et y réussirent assez bien dans les débuts.

Peu à peu cependant, avec la concurrence accrue des transports automobiles, le trafic côtier se mit à décliner. On supprima d'abord les escales de la côte Est, on espaça de plus en plus les voyages sur les autres lignes et les communes qui, comme celle des Anses d'Arlets, ont un intérêt capital à conserver leur liaison par mer avec le chef-lieu (15 kilomètres contre 50 par terre), possèdent maintenant leur « yacht » particulier.

3. — LE PROBLÈME DES CHEMINS DE FER ET LES ROUTES

Il est probable que cette évolution régressive se serait produite beaucoup plus tôt si l'on avait mis à exécution l'un des projets de chemin de fer ou de tramways tant de fois agités depuis 1880. Le, premier en date de ces plans, celui de M. Jourjon, en 1882, était également le plus complet. Il prévoyait cinq lignes principales, de Saint-Pierre à Fort-de-France par le littoral, de Saint-Pierre à Grand-Rivière par le Carbet, Fond-Saint-Denis, Champ-Flore, Basse-Pointe et Macouba, de Fort-de-France à Trinité par le Lamentin et le Gros-Morne de Trinité à Basse-Pointe par Sainte-Marie et le Lorrain. Le conseil général vota la concession demandée. Mais tout fut arrêté au dernier moment par les difficultés qui s'élevèrent entre l'ingénieur qui devait conduire les travaux et le groupe financier qui avait sollicité la concession.

Depuis 1902, l'on a surtout envisagé une ligne Fort-de-France-Trinité-Basse-Pointe. L'on pensait utiliser à l'occasion les voies déjà construites par les usines, mais avec des écartements différents d'un centre à l'autre, à la fois par souci particulariste et pour échapper à une expropriation éventuelle. L'unification de ce réseau est en cours, par voie d'autorité, afin de permettre éventuellement l'installation des grandes usines centrales projetées. Mais il n'est plus question de le faire servir au transport des voyageurs et des marchandises ordinaires. Déjà, en 1923, lors de la mission Laurent chargée d'étudier l'électrification de l'île, on ne parlait plus que de tramways.

Ce sont ces longues hésitations, d'ailleurs, qui ont permis au petit cabotage de se maintenir prospère jusqu'à une époque récente : la décadence n'a commencé qu'après l'accroissement massif, qui n'a pas vingt ans, du trafic automobile et malgré l'état encore très déficient du réseau routier.

Lorsque les Européens arrivèrent dans l'île, ils trouvèrent un certain nombre, de « traces » ou sentiers utilisés par les Caraïbes, le nom même s'étant conservé à deux endroits près de Grand-Rivière et dans les hauteurs de Sainte-Luce. Ils n'utilisèrent qu'assez peu les rivières, dont quatre seulement sont navigables pour de petites embarcations sur leur cours inférieur : la plupart des « fonds » étaient couverts de bois d'autant plus impénétrables qu'ils poussaient en terrain marécageux. Le P. Bouton parle de « chemins fort difficiles par les mornes ou montagnes »¹. Il est bien connu que les piétons et les cavaliers ont tendance à suivre les crêtes plus que les rivières et qu'ils craignent davantage les fondrières que les pentes rapides. Les ravines se traversent le plus vite possible, par une descente vertigineuse parfois, que suit une remontée non moins abrupte, et c'est par là que s'expliquent telles caractéristiques de l'actuel réseau routier. La « Trace » entre Fort-de-France et Saint-Pierre, dont le nom seul indique l'origine, monte aux hauteurs de Balata non par la vallée de la Rivière-Madame, mais par la crête souvent étroite et ébouleuse qui la domine du côté de l'Ouest. Celle du Calvaire, entre le Gros-Morne et les Deux-Choux, surplombe de très haut les deux vallées de la Lézarde et du Lorrain. L'ancien chemin de Saint-Pierre à Basse-Pointe passait au-dessus de la Calebasse, par 800 mètres d'altitude, et le chemin actuel monte encore à près de 600, alors que, par les cols du Champ-Flore et la vallée de la Capote, on n'atteindrait nulle part la cote 400.

Par ailleurs, bien des descriptions du P. Labat restent d'une actualité fâcheuse. Invité chez un de ses principaux paroissiens, M. Michel, qui avait son « habitation » entre le Macouba et Grand-Rivière, on lui choisit un « cheval qui était fait aux passages difficiles des ravins », afin qu'il ne « courût aucun risque ». Et le récit continue ainsi : « Après que nous eûmes passé l'habitation de M. Dauville, nous trouvâmes une rivière ou ravine une fois plus profonde et plus difficile que celle du Macouba. Le chemin taillé en zigzag dans la falaise et dans le rocher présentait d'un côté un mur à plomb et de l'autre un précipice épouvantable. Ce chemin n'avait que sept à huit pieds de large et en beaucoup d'endroits il n'en avait que cinq »². Tous ceux qui ont fréquenté la route du Macouba à Grand-Rivière connaissent le coin. On a un peu élargi la voie, pas tellement, puisqu'il est toujours impossible à deux voitures de se croiser sur des pentes dont la raideur n'a point été atténuée. L'opération n'est réussie que sur le plateau, ou au fond même des ravines. On fait toujours attention, avant de s'engager à la descente, qu'il n'y ait point de véhicule montant. D'après l'usage reçu, il aurait droit de priorité, car il serait trop dangereux pour lui de se risquer en marche arrière sur des pentes de 15 à 20%.

Des nécessités de défense plus que de commerce poussèrent cependant les premiers gouverneurs à organiser un réseau cohérent. En 1680 s'ouvrait la route de Fort-Royal à Trinité, longue de sept lieues. Le comte de Blénac fit établir un nouveau chemin de Fort-de-France à Saint-Pierre. D'autres unirent le Lamentin au

¹ Bouton. p. 93, in Édition Rennard, p. 67.

² Labat, Ed. Duchartre, I, p. 68.

François, le Diamant à Sainte-Luce. La route atteignit le Marin. « Des communications étaient encore établies entre ces quartiers, les culs-de-sac Simon et Robert et la Trinité. » « L'on fera le tour de l'île à cheval et à pied. L'on ne sera plus obligé de s'embarquer et de courir le risque de se noyer... » Surtout, en cas de nécessité, on pourrait « rassembler la totalité de la population autour du principal réduit de toutes les îles » ¹.

Les grandes lignes du réseau étaient nettement dessinées à la fin du XVIII^e siècle. Les Archives du Ministère de la France d'Outre-Mer possèdent un très remarquable Atlas des routes de la Martinique à la veille de la Révolution. Le XIX^e siècle n'a apporté que peu d'innovations, dont la plus remarquable fut l'ouverture de la route de la « Trace » en quinze jours par un régiment du génie. L'éruption de 1929 a entraîné l'élaboration d'un vaste plan pour l'évacuation de la zone volcanique. Les seules réalisations effectuées ont été le percement de la nouvelle voie qui conduit des Deux-Choux au Morne-Rouge et la rectification, ainsi que l'élargissement de la route littorale entre Saint-Pierre et le Carbet. Les toutes dernières années ont vu également le revêtement au bitume de 160 kilomètres et l'amélioration du parcours Fort-de-France-Trinité.

4. — L'ÉTAT ACTUEL DU RÉSEAU ROUTIER ET SES AMÉNAGEMENTS POSSIBLES

Tel qu'il se présente aujourd'hui, ce réseau, dont l'entretien est à la charge de la Martinique, comporte environ 575 kilomètres de routes carrossables. Il faudrait y ajouter les chemins vicinaux, insuffisamment empierrés quand ils le sont, et accessibles aux seuls « cabrouets » ou chariots à bœufs. Les automobiles ne peuvent s'y risquer que par temps sec, au grand dam des ressorts. La densité, réelle se trouve ainsi deux fois moindre que dans la France métropolitaine.

D'autre part, l'histoire même de son établissement montre que ce réseau n'a pas été conçu pour répondre aux nécessités du trafic moderne. Les routes qui ont succédé à d'anciennes « traces » demeurent trop souvent étroites et présentent des rampes supérieures à 15%. Ce sont de véritables montagnes russes. D'autre part, le nombre des tournants est exagéré et leur rayon trop faible. La légende prétend qu'on en compterait 332 de Fort-de-France à Saint-Pierre pour un trajet de 36 kilomètres.

Il est facile de concevoir dans l'abstrait une refonte de ce réseau et les donneurs de conseils n'ont pas manqué. La Martinique, certes, est accidentée. Quelques vallées, cependant, la rendent assez pénétrable. Par celle de la Lézarde, on peut atteindre la Capote et la rivière du Lorrain, clefs de la Capesterre. Le Lamentin, qui commande déjà le Sud, deviendrait une sorte de plaque tournante pour la colonie entière. Or, il est établi depuis longtemps qu'il est facile de le relier au

¹ D'après May, *Histoire économique*, pp. 200-201.

chef-lieu par une voie moderne, unie et plate, longeant les mangles, et qui n'aurait que huit kilomètres de long contre les douze qu'il faut faire actuellement en franchissant deux mornes de 100 à 120 mètres de haut. Les mêmes mangles conduiraient rapidement à Petit-Bourg et à Rivière-Salée.

Aucun de ces projets, néanmoins, n'a pu aboutir jusqu'à maintenant. C'est que la route a sans doute une valeur colonisatrice. Elle attire les défrichements et la population. Le Champ-Flore vient de se peupler brusquement, grâce à la nouvelle voie des Deux-Choux au Morne-Rouge. Mais, en revanche, cet afflux même de population tend à fixer définitivement le tracé et à le protéger contre toute correction ultérieure. S'il a été impossible, dans les dernières années, de faire accepter au Conseil Général la nouvelle route du Lamentin, cela vient essentiellement de ce qu'elle traverserait des quartiers encore déserts, tandis que ceux desservis par l'ancienne sont fort peuplés et que leurs représentants savent se faire entendre.

Il est beaucoup parlé des « chemins de pénétration » et les communes sollicitent à l'ordinaire de fortes subventions pour ceux qu'elles veulent créer et entretenir. Il s'agit presque toujours de relier un écart au centre communal. Il en résulte qu'il n'y a ni vues ni plan d'ensemble et cela ne va pas sans inconvénient. Ce sont rarement les solutions les plus rationnelles qui l'emportent et celles actuellement préconisées ne sortent pas de la routine ordinaire. Il en est quelques-unes cependant que semblerait devoir imposer l'étude un peu poussée de la carte et du terrain.

Il a déjà été parlé du passage entre la vallée de la Lézarde et celles de la Capote et de la Rivière du Lorrain. Une voie allant du Lamentin au Gros-Morne et rejoignant la vallée du Lorrain par le Trou-Matelot raccourcirait singulièrement le trajet de Fort-de-France à la Haute-Capesterre, en même temps qu'elle permettrait dans ce pays surpeuplé la colonisation de deux à trois mille hectares d'excellentes terres.

C'est, de même, l'absence de tout chemin carrossable, qui a fait abandonner à peu près complètement les vallées et plateaux s'étendant du Céron jusqu'à Grand-Rivière et dont la fertilité était proverbiale aux débuts de la colonisation. Il ne peut guère être question de remettre en état le chemin marqué sur les anciennes cartes et dont le profil est par trop heurté. Mais il a été reconnu un autre itinéraire qui passe à l'intérieur plus haut et en dehors de la zone des ravines, sur un vaste plateau aussi frais et verdoyant que celui du Morne-Rouge. Il permettrait d'aller du Prêcheur au Macouba au prix d'un seul ouvrage important, sur la Grande-Rivière.

On parle beaucoup, localement, de la petite paysannerie. Si l'on veut arriver à maintenir les cultivateurs dans leurs mornes, il faut leur assurer, avec un minimum de confort, des moyens de communication faciles. Or il suffirait d'élargir et d'empierrier les chemins de terre existants pour débloquer les hauteurs du Sud depuis le Morne-Caraïbe jusqu'à la Régale et au Morne-Baldara, dans une zone où la population est particulièrement dense. Des services analogues seraient à attendre d'une « corniche » de la Capesterre entre la Dumaine du Gros-Morne, la

Dominante et le Carabin, avec un prolongement sur la Démare et les hauteurs Bourdon, au-dessus de Basse-Pointe. La population du Morne-Vert doublerait avec l'ouverture d'une route directe vers les Deux-Choux.

De tels exemples illustrent la façon dont se pose le problème des routes à la Martinique. Ce sont des incidences politico-économiques qui décident en dernier ressort. Et comme il a déjà été souligné à propos de l'habitat, la principale de ces incidences réside apparemment dans l'intérêt plus ou moins grand qu'on accorde au maintien et au développement de la petite propriété noire.

5. — L'ENTRETIEN

Mais, surtout en pays tropical, il ne suffit pas d'ouvrir un chemin, il faut aussi l'entretenir. Or les pluies de l'hivernage détrempent le sol, détruisent l'assiette de la chaussée ou la font disparaître sous les éboulements. C'est par milliers de mètres cubes chaque année que se chiffrent les déblais ainsi nécessités, et certains « foirages » de dacite grise peuvent couper la « Trace » sur plus de 150 mètres de long. La saison sèche se passe alors à remettre en état ce que l'hivernage a détérioré.

Il faut d'ailleurs reconnaître qu'en plus d'un endroit l'entretien demeure déficient. Sauf sur les routes asphaltées, il consiste, la plupart du temps, à combler de terre les trous et ravinements de la chaussée. Quant aux « chemins de pénétration », ils dépendent des agents voyers communaux et ceux-ci ne disposent que de moyens insuffisants. Nommés d'ailleurs par les maires, ils ne relèvent d'aucune autre autorité et leur activité ne devient débordante qu'aux veilles d'élections.

Il serait injuste de prétendre néanmoins que rien n'a été fait au cours des dernières années. En 1932, le bitume s'arrêtait net à deux ou trois kilomètres de Fort-de-France, près de l'endroit où habitait quelque haut personnage. Plus de 150 kilomètres sont maintenant pourvus de ce revêtement et l'on peut aller sans cahots exagérés du chef-lieu au Morne-Rouge et à Saint-Pierre vers le Nord, au Petit-Bourg vers le Sud.

6. — LA CIRCULATION AUTOMOBILE

Tel qu'il se présente d'ailleurs, le réseau routier de la Martinique connaît une animation croissante. Il n'est pas rare de croiser vingt à trente autobus le matin sur la route de Fort-de-France au Lamentin ou sur celle du Gros-Morne. Ce sont de robustes camions munis de banquettes et surmontés d'un toit de tôle. Cela grince, cahote, secoue, mais avance aussi vite que les tournants le permettent.

On choisit également des machines hautes sur roues pour éviter l'ennoïement du moteur au passage des cassis ou des portions de routes fréquemment inondées

au cours de l'hivernage. Entre le Lamentin et Ducos, au passage de la Lézarde, la nappe d'eau pouvait atteindre jusqu'à 600 mètres de largeur, avec une profondeur allant jusqu'à un mètre. C'est pour obvier à cette situation qu'on a surélevé en 1939 la chaussée sur plus d'un kilomètre de long et endigué la rivière que franchit maintenant un pont de 75 mètres. Cependant, malgré des avertissements répétés, le service responsable du plan exécuté a cherché des économies ruineuses : l'écartement et la hauteur des digues demeuraient insuffisants. Le lit mineur n'a pas été délimité et protégé par des épis latéraux. Les dragages nécessaires pour maintenir libre le canal d'écoulement jusqu'à la mer n'ont pas été exécutés. Or on se trouvait en pleine zone où la Lézarde, après sa dérivation, tend à construire un nouveau cône de déjections. Le résultat, prévu et annoncé le jour même de l'inauguration de la « Levée Gaigneron », en 1940, ne s'est guère laissé attendre. « Le débouché central du pont de la Levée Gaigneron (Km. 13 de la route n° 3, qui était initialement de plus de deux mètres sous les « clefs » de ses cinq voûtes) n'est plus que de 50 cm. en moyenne, situation qui met en péril le pont et, en tout état de cause, interrompt la circulation, à la moindre pluie, les eaux débordant du lit et couvrant la chaussée sur 50 cm. à un mètre de hauteur. » ¹.

D'après M. Roseau, « la chaussée qui dominait la plaine de 1 m. 60 en 1940 s'est tassée de 0 m. 30 pendant que la plaine s'élevait de 1 m. 20 » ². Il faut tout reprendre évidemment sur de nouvelles bases.

Quoi qu'il en soit, plus de 5.000 voitures et camions fréquentent, ou plutôt fréquentaient, les routes de la Martinique en 1939, soit dix environ par kilomètre. C'était une proportion presque double de celle observée dans la Métropole. Il n'y avait donc pas trop à s'étonner si, à certaines heures, les voies menant à Fort-de-France étaient encombrées et si l'on éprouvait quelques difficultés à y garer les « taxis pays », ce sont les autobus définis plus haut, accourus des quatre coins de la colonie. Aucune statistique sérieuse n'a été établie à ma connaissance, mais on pouvait estimer à deux ou trois mille au moins le nombre des personnes qui se déplaçaient ainsi chaque jour, non compris naturellement celles qui habitent la banlieue immédiate et pour lesquelles existent des services spéciaux.

Le trafic marchandises s'était accru dans les mêmes proportions, ce qui entraînait la disparition progressive des anciens modes de transport, y compris celui à « tête d'hommes » ou plutôt de femmes, auquel les difficultés issues de la guerre ont redonné un semblant d'importance. Nous avons souligné plus haut la décadence du petit cabotage : c'est que, dans un pays comme la Martinique, rien ne peut lutter contre le camion automobile qui charge et décharge à domicile. Les amateurs de couleur locale peuvent le regretter, encore que la clientèle des « taxis » ne manque ni de pittoresque ni de familiarité odorante. Mais cela diminue d'autant la peine des hommes.

¹ Rapport Raffanau, 25 b, in rapport Sablé.

² *Ibidem*, Rapport Roseau, 8 i.

7. — LE COMMERCE INTÉRIEUR, SES ÉLÉMENTS

Ainsi se développe le commerce à l'intérieur de la Martinique. Ce qu'on trouve à la base, c'est la vente des produits alimentaires. Mais ceux-ci passent souvent par un grand nombre de mains avant d'arriver au marché de la ville. J'ai cité ailleurs ¹ l'odyssée de ce panier d'oranges que je m'étais amusé à suivre des hauteurs de Fonds-Saint-Denis à Fort-de-France, vers l'an de grâce 1930. Le propriétaire avait reçu un sou pour deux fruits. La femme qui les avait cueillis les revendit un sou pièce sur la route coloniale. Ils en valaient deux à Saint-Pierre, trois sur le bateau, quatre à Fort-de-France et de cinq à huit « à la tête du client ». J'ai vu à la saison donner, en certains quartiers éloignés, les fruits à pain à ceux qui voulaient les cueillir. Ils étaient alors vendus un ou deux sous dans les bourgs voisins. Ils en valaient cinq à dix au chef-lieu. Et cela reste vrai, toutes proportions gardées, pour les bananes, les ignames, les choux caraïbes, tous les légumes en un mot descendus des hauteurs vers la ville et pour lesquels la guerre a entraîné une singulière hausse de prix.

La vente du poisson se fait sous les halles par l'intermédiaire de « dames » qui ne déparent pas la tradition. Elles prélèvent 10% sur le prix des ventes qu'elles remettent aux pêcheurs. Mais ceux-ci, dans la plupart des bourgs côtiers, n'ont pas besoin de cet intermédiaire. Ils sont assaillis par les chalands sur la grève elle-même et il faut des prises exceptionnelles pour qu'ils aillent au marché couvert ou qu'ils frêtent un camion vers les bourgs et hameaux de l'intérieur, peu habitués à cette aubaine.

Le commerce des boissons suppose un local approprié. Partout, cependant, apparaissent d'innombrables « débits de la régie, privés », où l'on trouve, à côté du punch traditionnel, quelques limonades ou de la bière, que l'absence de glace rend imbuvable. Beaucoup de petites épiceries, merceries, bazars, qu'on désigne sous le nom générique de « boutiques ». Tous ceux qui le peuvent trafiquent du haut en bas de l'échelle sociale, les uns en toute innocence, les autres avec beaucoup moins. Bien des fonctionnaires tiennent boutique par personnes interposées. Celui qui n'a rien, ou presque rien cherche encore à faire du négoce. J'ai connu une malheureuse qui, ayant perdu sa place, acheta, avec le dernier argent qu'elle avait touché, un sac de charbon de bois qu'elle revendit par « bombes » (mesure faite avec une vieille touque à pétrole) aux ménagères de son entourage. Elle parvint à subsister ainsi plusieurs mois.

Il est vrai que le bénéfice prélevé est toujours assez fort. Cela se comprend pour les marchandises périssables. Le climat et les insectes entraînent l'altération rapide des stocks quand ceux-ci sont mal entreposés. Les blattes ou « ravets » ont un goût bien connu pour les étoffes de laine ou de rayonne. Objets de bois, livres et

¹ *Annuaire de la vie martiniquaise*, 1936, p. XXVII.

papiers peuvent tomber en poussière au bout de quelques semaines. Les denrées alimentaires se corrompent ou deviennent rances. Des tonneaux entiers de morue ont été vendus comme engrais et... déterrés quelquefois par de pauvres hères.

Or, à la Martinique comme ailleurs, il n'est guère de commerçants qui se livrent à leurs occupations par simple philanthropie. Des bénéfices de 100% sont considérés par eux comme normaux. La limite est alors donnée par la faculté contributive des clients. Il en résulte des conséquences au premier abord paradoxales.

Il paraîtrait normal que les bénéfices les plus élevés fussent pris sur les produits de luxe réservés à une clientèle restreinte et disposant de grosses sommes d'argent. Mais cette clientèle sait discuter, elle a les moyens d'attendre et surtout de passer directement commande au dehors. C'est à elle souvent que sont consenties les conditions les plus avantageuses. On prélèvera davantage sur les objets de demi-luxe ou de bonne consommation courante, étoffes ou bas de soie par exemple, gants ou parfums qu'utilisent des couches plus étendues de la population. Autre trait non moins typique. Fort-de-France, avec ses organismes industriels, administratifs et commerciaux, concentre une large part des revenus du pays. Le client paie dans bien des cas la bonne opinion qu'on se fait de sa « surface » monétaire, ainsi que des frais généraux plus élevés. Il est, par contre, des prix limites qu'on ne saurait dépasser à la campagne, à moins d'excéder une capacité d'achat que le bas niveau des salaires rend obligatoirement très faible.

Il existe aussi, dans tous les domaines, une différence sensible entre le prix de la vie à Fort-de-France et dans les bourgs. Le prix des légumes et du poisson y est souvent le double de celui demandé au Prêcheur ou à Sainte-Anne. Cela prouve, au demeurant, deux choses : la première c'est que, malgré la circulation automobile, ni le volume, ni la rapidité des échanges ne sont capables d'égaliser les prix d'un bout à l'autre de l'île ; la seconde, c'est que le commerce des « vivres », malgré quelques timides essais, demeure totalement inorganique. Un « taxi pays » amène au marché de Fort-de-France une trentaine de marchandes, dont chacune entend prélever sur ce qu'elle vend le prix de son « passage », ainsi qu'un légitime bénéfice...

Les seuls essais de concentration qui aient été tentés avant guerre venaient de magasins à succursales multiples appartenant à un individu ou à une société. Mais, contrairement à la règle Métropolitaine, ces succursales ne vendaient pas obligatoirement au même prix dans un bourg du Nord et dans un autre du Sud.

8. — HÔTELS ET TOURISME

Un commerce spécial est celui des hôtels et du tourisme. Malgré l'impressionnante beauté du décor, il demeure assez peu développé à la Martinique. Le P. Bouton écrivait en 1640 : « Nos Français vivent assez franchement ensemble. Il n'y a ni hôtellerie ni cabaret. Mais quand on va d'un lieu

à un autre, on dîne où on se rencontre, personne ne refusant aux survenants ce qu'il peut leur donner. » ¹. Le P. Dutertre portait le même témoignage quinze ans plus tard et racontait que, « quand les habitants veulent faire un voyage, chacun prend son lit de coton sur son épaule et se met en chemin plus qu'en demi-apôtre. Car, si ce n'est *sine virga*, c'est toujours *sine pera* et bien souvent *sine calceamentis*. En quelque lieu que midi les prenne, ils entrent dans la première case, dans laquelle on leur donne fort libéralement de quoi se sustenter et, après qu'ils ont bien bu et bien mangé, ils paient leurs hôtes d'un grand merci » ². Le P. Labat a souvent profité de telles dispositions. Il en reste beaucoup aujourd'hui et l'hospitalité créole continue de mériter sa réputation. Il en résulte que nombre de bourgs n'ont pas d'hôtel. Il serait même difficile à un étranger de s'y faire préparer un repas, à moins de connaître l'adresse de telle « bonne dame » qui consent, moyennant finance, à rendre service aux fonctionnaires en tournée. Les voyageurs agréés peuvent coucher, suivant le cas, soit à la mairie, soit à la gendarmerie, où une chambre est toujours réservée pour les passants.

Ces mœurs patriarcales, et qui ont leur charme, commencent à évoluer avec les progrès de la circulation. C'est à Fort-de-France, naturellement, à cause du port et de son rôle de chef-lieu, que se trouvent la plupart des hôtels. Saint-Pierre, proche du volcan, en possède également plusieurs. D'autres se sont créés peu à peu, surtout dans les communes maritimes et d'accès facile. Ils sont encore modestes et ce n'est contrister personne que de rappeler combien, dans ce domaine, il reste à faire.

Cela explique et justifie, dans une large mesure, le caractère très particulier du tourisme tel qu'il était pratiqué à la Martinique avant 1940. On y faisait escale, on ne s'y arrêtait pas. Souvent les passagers débarqués à Fort-de-France étaient conduits à Saint-Pierre par la Trace dans des voitures louées à l'avance par des correspondants attitrés. Mais cela n'allait pas plus loin. Les Américains, en particulier, se plaignaient qu'il n'y eût pas d'hôtels confortables, ils trouvaient les rues sales, les routes scabreuses, les chauffeurs trop fantaisistes. Quant aux commerçants, beaucoup ne songeaient qu'à les « estamper ».

Un effort sérieux pour remédier à ces déficiences venait cependant, d'être entrepris en 1939. Le boulevard du Bord-de-Mer venait d'être débarrassé par un gouverneur énergique de quelques baraques lépreuses qui le déshonoraient. On avait créé un Office administratif du Tourisme installé dans un coquet pavillon orné de grandes et suggestives fresques, œuvre, une fois n'étant pas coutume, d'artistes de grand talent. Les étrangers y devaient trouver, aussitôt franchi le débarcadère, tous les renseignements dont ils pouvaient avoir besoin, des bureaux de poste et de tabac, des échoppes de changeurs et des stands bourrés de « souvenirs ».

¹ Bouton, p. 98. Édition Rennard, p. 68.

² Dutertre, Édition de 1654, p. 470.

L'on avait, en outre, décidé et même commencé, les travaux destinés à transformer une propriété privée, située dans les hauteurs de Didier, au milieu d'un parc de quelques hectares, en un hôtel de classe internationale. Les événements de 1940 ont tout arrêté.

Mais, depuis la libération, on songe à repartir sur de nouvelles bases. L'Office du Tourisme, un instant supprimé, a repris toute son activité. Un chargé de mission du ministère a présenté, dans les premiers mois de 1946, un plan d'équipement grandiose qui coûterait la bagatelle de 500 millions de l'époque au minimum et comporterait la création d'une cité touristique au Sud de la baie de Fort-de-France, ainsi que de diverses stations d'altitude également munies d'hôtels et de restaurants. La Martinique est un admirable pays. Ses punchs et son soleil généreux portent à voir grand.

9. — VUE D'ENSEMBLE SUR LE COMMERCE INTÉRIEUR

Tels sont les différents aspects du commerce intérieur de la Martinique. Il n'existe aucun moyen d'en évaluer le volume avec quelque précision, si ce n'est en ce qui concerne la revente des denrées importées. La plupart des transactions portent sur de faibles sommes et échappent au contrôle bancaire. Une estimation grossière, fondée en partie sur le volume très approximatif des revenus et salaires non capitalisés, me porterait à ne pas en croire cependant le total inférieur à sept ou huit cent millions de francs 1939.

10. — LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Il semble beaucoup plus simple, *a priori*, d'étudier le développement du commerce extérieur et son volume. La Martinique est une île. Elle a toujours été soumise à une réglementation stricte des échanges jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. L'ensemble des règlements connus sous le nom de Pacte Colonial faisait qu'en principe les marchandises françaises avaient seules accès au marché antillais, tandis que les produits coloniaux ne devaient s'exporter que vers la Métropole, le transport s'effectuant obligatoirement dans les deux cas sous pavillon national.

Il en est résulté des traditions, des courants d'échanges auxquels les lois protectrices, élaborées sous divers régimes, ont permis de subsister jusqu'à nos jours. Présentement, le régime douanier est celui de la France continentale, mais, en vertu de la loi du 13 avril 1928, des exceptions portant soit des diminutions, soit même des exemptions totales, peuvent être accordées au département après des délibérations motivées du Conseil Général approuvées par le pouvoir central. En outre, il existe des taxes spéciales à l'importation établies par le Conseil Général et plus connues sous le nom d'Octroi-de-Mer. Elles servent entre autres à alimenter les budgets communaux. Tel est du moins le régime qui a fonctionné jusqu'au 1^{er}

janvier 1948 et dont on ne sait pas encore dans quelle mesure il sera maintenu ou modifié avec l'assimilation intégrale, en cours de réalisation.

Quant aux statistiques, par lesquelles se traduisent ces faits, elles ne sont pas toujours faciles à consulter, ni comparables d'année en année. Le nombre des rubriques douanières va toujours en augmentant. D'autre part, jusqu'en 1930, les chiffres publiés ont été ceux du commerce général, tandis que depuis lors, sur des instructions envoyées du ministère, on ne s'est plus occupé que du commerce spécial, lequel comporte exclusivement les importations réservées à la consommation locale et l'exportation des produits récoltés, préparés ou fabriqués dans la colonie. Pour retrouver le commerce général, il faut maintenant utiliser les chiffres donnés par les tableaux de navigation.

Or il s'agit là de mouvements importants et correspondant à un chiffre d'affaires parfois supérieur à 50 millions par an.

Ces réserves opérées, il n'en est pas moins un certain nombre de faits qui émergent de prime abord. Il y a contraste entre la multiplicité des objets achetés, la variété des fournisseurs et le petit nombre des produits exportés, presque uniquement à destination de la Métropole. Il ne paraît pas que dans l'ensemble le volume total des marchandises débarquées ait beaucoup augmenté depuis 1900. Les variations de prix s'expliquent sans peine par les dévaluations successives et peut-être aussi par un accroissement des bénéfices.

11. — LES PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS, LEUR RÉPARTITION

Aux importations on peut souligner la part considérable, en augmentation lente, mais à peu près continue en poids comme en valeur, des produits alimentaires. Ils représentaient en 1938, 26.680 tonnes sur un total de 109.842 avec une valeur de 69.671.000 francs, ce qui donne des pourcentages en poids de 24,28% et en valeur de 29,70. Si l'on admet que la Martinique compte environ 200.000 habitants chacun d'eux consommait donc pour sa nourriture environ 120 kilos de denrées importées d'une valeur approximative de 300 francs.

Une place à part doit être faite à la farine de froment. L'importation en atteignait 70.000 quintaux vers 1901 ; avant la destruction de Saint-Pierre. Elle baissa rapidement après la catastrophe et ne remonta à 60.000 quintaux qu'en 1913. Le chiffre le plus élevé avant guerre a été celui de 1935 avec 100.406 quintaux. Il est retombé à 82.546 en 1938. La consommation moyenne reste donc inférieure à 50 kilos par habitant et, par an. En fait le pain n'est utilisé de manière courante que par les gens de la ville et des bourgs. Il suffit que les « vivres » soient particulièrement abondants une année pour que l'on en enregistre une diminution sensible. Une hausse des prix entraîne également des résultats du même ordre.

Les farines importées sont achetées principalement aux États-Unis. La métropole occupe le second rang en temps normal et le Canada le troisième. Les

chiffres respectifs ont été en 1938 de 59.134, 19.402, et 3.957 quintaux valant 11.742.000, 3.417.000 et 625.000 francs.

Dans une certaine mesure le riz supplée au froment. Ses importations sont passées de 21.300 quintaux en 1901 à 49.750 en 1929 pour retomber il est vrai à 23.529 en 1938, les principaux fournisseurs étant la Guyane Anglaise et subsidiairement la Guyane Hollandaise. Le maïs vient ensuite avec une dizaine de milliers de quintaux (10.224 en 1938) en provenance pour les 9/10^e de la République Dominicaine.

Les légumes secs représentaient alors 4.839 quintaux de haricots et 2.431 de lentilles, valant, 1.245.000 et 613.000 francs. Les premiers, à tout le moins, pourraient facilement être récoltés sur place. La consommation des pommes de terre qui a oscillé de 7 à 13.000 quintaux entre 1930 et 1939 avec des valeurs de 638.000 à 870.000 francs, témoigne de l'influence européenne qui les fait préférer dans certains milieux aux patates douces.

L'insuffisance de l'élevage local est cruellement soulignée par l'ampleur des achats de bétail et de viande salées ou boucanées. Le chiffre maximum a été atteint pour les bœufs en 1935 avec 8.396 têtes et 28.905 quintaux valant 3.227.000 francs. Les fluctuations enregistrées ont pour première cause les variations du Conseil Général, suivant qu'il écoute les récriminations des éleveurs ou celles des consommateurs. Les principaux fournisseurs sont actuellement la République Dominicaine qui a pris le premier rang, et l'Amérique du Sud.

Ce qui est vrai de l'élevage l'est des pêches. La colonie qui compte plusieurs milliers de marins importait encore en 1938 32.438 quintaux de morue, 1.068 de poissons salés, 776 de harengs saurs et 725 de poissons conserves pour des valeurs de 7.088.000, 202.000, 88.000 et 422.000 francs. Les morues viennent surtout de France et les essais d'importation directe en provenance de Saint-Pierre et Miquelon sont demeurés jusqu'ici sporadiques et discontinus. Cela tient pour une part à la manière dont est organisé le marché. En cas de pêche abondante à Terre-Neuve, les exportateurs métropolitains n'hésitent pas à expédier en consignation aux négociants antillais d'importantes quantités de morues qui peuvent alors être cédées à des prix assez bas. Les mêmes exportateurs, lorsque la campagne a été déficitaire préfèrent vendre ferme en Europe, et les consignataires martiniquais ne touchent alors que des lots faibles ou de rebut.

Bien qu'arachides et cocotiers y prospèrent la Martinique achète à l'extérieur la quasi-totalité des matières grasses qui lui sont nécessaires. Au premier plan viennent les huiles avec une importation annuelle de 22 à 25.000 quintaux, ce qui représente à peu près un litre par mois et par habitant. La première place revient, en temps normal à l'huile d'arachides. Celle de soja, vendue moins cher, n'apparaît guère qu'en temps de crise. Il en est de même pour celle de coton. Viennent ensuite l'huile de coprah (2.299 quintaux en 1937, 757 en 1938), l'huile de lin, l'huile de maïs apparue pour la première fois en 1936 avec 2.477 quintaux pour disparaître en 1938. L'huile d'olive, produit de luxe, est mentionnée sur toutes les statistiques pour des quantités variant de 96 à 423 quintaux. Il est aussi suggestif de constater

que les importations de beurre n'ont jamais dépassé quatre à cinq cents quintaux par an tandis que celles de margarines s'élevaient à 6 ou 7.000 quintaux (7.884 en 1936, 5822 en 1937, 6.092 en 1938).

La décadence et la quasi disparition du café martiniquais se trahissent aux importations considérables qu'on fait maintenant de ce produit (6.603 quintaux en 1934, 2.875 en 1938). La préférence impériale jouant, la presque totalité était achetée avant guerre soit en France, soit dans les colonies productrices, Madagascar et Côte-d'Ivoire.

La même remarque vaut pour le tabac. Là aussi l'importation a remplacé l'ancienne culture. Elle portait en 1938 sur 1.476 quintaux, dont 460 de tabac en feuilles, 879 de cigarettes et 137 de tabac « à fumer, priser et mâcher ».

On peut saluer au passage les oignons et les aulx (6.100 et 730 quintaux en 1938). On comprend plus facilement l'importation des vins. Elle atteignait en 1938 pour ceux de consommation courante 1.760.905 litres contre 2.551.262 en 1901 et 935.653 en 1913. De tels chiffres soulignent au passage la place que tenait Saint-Pierre dans l'économie martiniquaise et le niveau de vie relativement élevé de sa population.

On peut s'étonner de voir figurer aux importations, et pour des quantités non toujours négligeables, les sucres à la production desquels le pays tout entier se voue. Plusieurs raisons militent en ce sens. Il n'existe pas de raffineries à la Martinique et tout le sucre en morceaux doit venir de l'extérieur. C'est également de la Métropole qu'on importe les sucres candis employés après caramélisation pour colorer les rhums exportés. Enfin, à deux reprises au moins, dans les vingt dernières années, ce fut à des fins spéculatives que des achats furent opérés ou plus, exactement pour répondre à une spéculation déjà amorcée. Entre deux campagnes sucrières la Martinique doit vivre sur ses réserves. Il est arrivé que des commerçants se soient livrés à des tentatives d'accaparement en vue de hausses concertées. Au cours du second semestre de 1928 les prix se gonflèrent jusqu'à quatre francs le kilo, c'est-à-dire au double de ceux pratiqués dans la Métropole. C'est pour répondre à cette manœuvre que d'autres commerçants firent venir très rapidement des raffinés de France qu'ils écoulerent à un taux sensiblement inférieur, tout en réalisant encore un joli bénéfice.

Comme on ne touche guère, officiellement du moins, à la forêt martiniquaise, l'importation des bois est considérable. Elle atteignait 92.667 quintaux en 1938 contre 124.001 en 1901 et 77.512 en 1913 avec des valeurs respectives de 12.572.000, 1.325.000 et 658.000 francs. Il faut ajouter les merrains (31.914 quintaux en 1938) employés pour la construction des futailles. Ils sont en chêne et viennent exclusivement des États-Unis.

Si l'agriculture martiniquaise s'est strictement spécialisée, elle ne peut obtenir cependant les rendements indispensables que par un apport massif d'engrais de toutes sortes. Leur importation n'était que de 16.051 quintaux en 1901, de 90.163 en 1913 pour atteindre en 1938 le maximum de 216.429. Le Pérou et le Chili qui avaient occupé longtemps une place de choix se sont vu supplanter par la

Belgique, la Métropole et les États-Unis. Le crottin de mouton acheté naguère en grosses quantités au Venezuela achevait de disparaître en 1937.

La Martinique n'a pas de gîtes minéraux ou en tout cas ne les exploite point. Elle importe, principalement des États-Unis, toute la houille qui lui est nécessaire, mais dont le volume diminue chaque jour devant la concurrence victorieuse du mazout (8.633 tonnes en 1938).

Les huiles de pétrole (13.187 quintaux en 1938 contre 17.504 en 1931) reculent peu à peu devant les progrès de l'éclairage électrique, Trinidad et les États-Unis étant les fournisseurs presque exclusifs.

L'importation croissante des essences de pétrole a correspondu au développement rapide de la circulation automobile. Presque nulle avant 1914, elle était de 1.707.000 litres en 1927 et de 6.009.521 en 1938 ; en provenance surtout de Trinidad (5.061.701 litres pour 3.135.000 francs).

Tout ce qui est métal vient de l'extérieur. On en a introduit 28.048 quintaux en 1938 pour une valeur de 5.503.000 francs, achetés en France, en Belgique et aux États-Unis. Il faut y ajouter les objets fabriqués, dont l'importance varie beaucoup d'année en année, suivant les sommes que les usines peuvent affecter à l'entretien et au renouvellement de leur matériel. C'est ainsi qu'en 1937 il ne fut enregistré que pour 100.000 francs d'appareils de sucrerie et de raffinerie, tandis qu'en 1938 le chiffre correspondant a été de 3.466.000. Au total et pour le chapitre entier, les importations ont passé de 21.094.000 francs en 1937 à 27.710.000 en 1938.

En ce qui concerne les automobiles, il en a été acheté 204 en 1937 et 112 en 1938, dont respectivement 69 et 80 de France contre 133 et 32 des États-Unis.

Beaucoup de bâtiments se sont élevés dans le pays depuis quarante ans. Le vieux débat entre la pierre et le bois s'est trouvé tranché par l'emploi du béton et du ciment armé. L'île possède bien les matières premières nécessaires, mais ne les utilise pas. Aussi les importations de ciment se tiennent-elles aux alentours de 10 à 12.000 tonnes dont les deux tiers, avant guerre, venaient de France, le reste de Belgique et du Danemark.

Il ne semble pas que la consommation des tissus ait marqué de grands progrès depuis 1900. Les 2.294.000 francs de 1901 valaient bien les 20.015.000 de 1938. Ce dernier chiffre correspondait en particulier à 3.690.000 mètres de tissus divers en coton, 33.727 de laine et 165.729 de soie. En y ajoutant les articles annexes de bonneterie et lingerie, mais en laissant de côté les 8.000 quintaux de jute utilisés pour l'exportation des sucres, la consommation moyenne par tête d'habitant ressortait avant guerre à vingt mètres et 2 kilos 500 de tissus chaque année. Malgré les vêtements plus que sommaires portés à l'occasion et l'habitude de laisser les jeunes enfants se promener à peu près nus, cela s'explique aisément. Le climat entraîne une usure rapide. Nulle aïeule ne conserve dans une armoire parfumée de lavande les draps de son jeune temps. Il faut les remplacer à chaque lustre. Mainte robe a été détériorée aussitôt mise. Il est permis d'ajouter que le linge lavé à la

rivière, battu pour l'essorer à grands coups sur les roches du voisinage et mis à sécher en plein soleil tropical, a du mérite à montrer quelque résistance.

La grosse majorité des chaussures utilisées dans le pays vient de l'extérieur. Il en a été importé 118.048 paires en cuir et 89.273 à semelles de caoutchouc en 1938. Les chiffres correspondants étaient de 63.359 et 41.966 en 1932. Le progrès, de ce côté, apparaît donc sensible, mais il reste des quartiers entiers où l'on conserve l'habitude de circuler pieds nus. La tradition veut qu'aux jours de fête un enfant soit considéré comme déceimment habillé s'il a au moins un soulier... Aussi, dans les familles nombreuses, achète-t-on parfois une paire de chaussures au gabarit du pied le plus grand : ne faut-il pas qu'elle puisse faire usage à toute la maisonnée ?

Le papier, surtout d'emballage, a vu son importance augmenter depuis qu'il sert à emballer les régimes de bananes. Il en était introduit plus de 10.000 quintaux en 1938 pour une valeur supérieure à 3.500.000 francs. Des chiffres analogues étaient atteints pour les « savons autres que de parfumerie », avec 9.550 quintaux et 2.988.000 francs. Il apparaîtrait fastidieux cependant de suivre article par article le tarif douanier pour les importations secondaires. Elles témoignent de tout ce qui est nécessaire maintenant à la vie d'un pays civilisé.

12. — LES FOURNISSEURS

À cette complexité des importations correspond le nombre impressionnant des fournisseurs. Les achats ont été faits en 1938 dans 57 pays différents, contre 42 en 1931. 19 pays européens, en dehors de la France, se trouvent sur cette liste, 8 républiques américaines, 16 îles des Antilles, le reste étant constitué par les colonies françaises (8) et les États indépendants ou dominions d'Afrique et d'Asie (5). Mais dans cette diversité, quelques constantes apparaissent. La France demeure le principal fournisseur dans la proportion d'environ les deux tiers (59,08% en 1931, 69,37% en 1935, 65,87% en 1938). La Métropole est représentée à presque toutes les rubriques et sauf la farine, le riz et les merrains, en tête de liste.

Les États-Unis viennent ensuite. Ils vendent de tout à la Martinique eux aussi, mais principalement de la farine de froment, des bois, des merrains, des machines et des voitures automobiles. Cela représentait 27,704% des importations globales de la colonie en 1929 contre 9,368 en 1934 et 17,315 en 1938. Ces fluctuations s'expliquent par la réduction des achats, en temps de crise, dans les pays à change élevé.

Ont augmenté, par contre, ceux faits dans les pays à change plus favorable. La Belgique, s'est adjugée de manière fort nette le troisième rang avec ses engrais, ses ciments et ses allumettes. Elle vendait à la Martinique pour 15.850.000 francs de marchandises en 1938, soit 6,759% des importations globales de l'île.

Trinidad garde avec constance le quatrième rang depuis qu'elle est devenue le principal fournisseur d'huiles et d'essences minérales. Elle vendait, bon an mal an, de trois à cinq millions à sa voisine, ce qui représentait un pourcentage d'environ 2% (1,986 en 1938).

Le Canada venait immédiatement après les États-Unis, en 1929, avec 5.773.000 francs de marchandises représentant 2,169% des importations. Il s'agissait de farine de froment, de viande salée, de poissons en conserves, de bois, de vêtements caoutchoutés, d'automobiles et de pneumatiques. En 1938, les chiffres correspondants n'étaient plus que de 1.387.000 francs et de 0,591%. La farine de froment comptait encore pour 625.000 francs et les poissons pour 181.000. Parmi les objets fabriqués, seuls les pneumatiques se maintenaient à 338.000 francs. On ne trouvait plus trace de voitures automobiles.

Le Venezuela, jadis fournisseur de bœufs, d'engrais et de maïs, a connu une décadence plus marquée encore, et de 2.996.000 francs en 1930, soit 1,265%, les achats qui lui ont été faits sont tombés à 374.000 en 1938. Mais la place laissée vacante a été occupée par la République Dominicaine, dont les ventes à la Martinique atteignaient 2.307.000 francs en 1938, soit 0,983% de ce qu'achetait alors la colonie. Elles comportaient essentiellement des bœufs (1.102.000 francs), des volailles, du maïs en grains (849.000) et du riz. Trait remarquable : le commerce avec Haïti, la république sœur de Saint-Domingue, et où le Français est demeuré la langue officielle, demeurait à peu près nul avec 4.000 francs d'achats seulement en 1938.

Les Guyanes Anglaise et Hollandaise sont depuis longtemps les principaux fournisseurs de riz et la part de l'une augmente quand celle de l'autre diminue. En 1937 il fut importé 19.482 quintaux de la première et 10.794 de la seconde.

Le Chili et le Pérou furent jadis les principaux vendeurs de nitrates auxquels venaient s'ajouter divers produits comme les légumes secs. Les achats de la Martinique ont atteint 4.999.000 francs, soit 1,878% en 1929 pour le premier et 2.152.000 francs, ou 0,976% en 1931, pour le second. Le Pérou avait disparu des statistiques en 1938. Le Chili s'y maintenait encore pour 872.000 francs ou 0,371%.

Venaient ensuite un certain nombre de pays européens, Hollande, Angleterre, Danemark et Allemagne qui envoyaient des ciments, des engrais, des cigarettes et des machines de toutes sortes. Suivant l'état de la trésorerie martiniquaise, les variations des tarifs de douane ou d'octroi de mer, voire l'engouement d'une mode passagère, les achats pouvaient varier du simple au décuple et même davantage en fort peu de temps,

Un trait qui ne peut manquer de frapper l'observateur, c'est que la proximité géographique ne joue guère. Les îles les plus proches de la Martinique ne lui vendent que fort peu de choses, 206.000 francs en 1938 pour Sainte-Lucie, 107 pour la Dominique, 101 pour la Guadeloupe, 99 pour la Barbade et rien pour Saint-Vincent. Il s'agit essentiellement de charbon de bois, de canots montés, de bois

équarris. Le peu d'importance du trafic s'explique sans doute par la similitude des produits et de la situation économique.

La part des colonies françaises n'est pas très considérable. Elle s'élevait en 1938 à 3.454.000 francs, soit 1,472% contre 1.053.000 francs en 1931 ou 0,477%. Les progrès accomplis avaient été surtout dus à l'importation, facilitée par la préférence impériale, de quantités croissantes de cigarettes et tabacs d'Algérie, ainsi que de cafés de Madagascar et de la Côte d'Ivoire. Il faut souligner cependant que les statistiques ne traduisent pas l'exacte réalité, puisqu'elles attribuent à la Métropole, réexportatrice, de nombreux produits qui, comme le riz ou le café, sont en provenance évidente de nos colonies tropicales.

Beaucoup de relations se sont trouvées nouées ou dénouées suivant les facilités de communication ou s'expliquent par la présence à la Martinique de tel ou tel groupe de commerçants étrangers. Si Tahiti et la Nouvelle-Calédonie sont assez fréquemment mentionnés, cela vient de ce qu'une ligne des Messageries Maritimes les reliait à Marseille par le canal de Panama avec escale à la Martinique. L'arrivée de 25.000 Hindous à la fin du XIX^e siècle explique le développement du commerce entre leur pays et les Antilles. Il s'élevait encore à 1.807.000 francs aux importations en 1935, dont 799.000 d'engrais potassiques et 967.000 de riz. Mais le chiffre correspondant n'était plus que de 14.000 francs en 1938. À l'inverse, ni les États du Levant, ni l'Égypte n'étaient représentés dans les achats de la Martinique en 1931. Ils figuraient respectivement en 1938 pour 374.000 et 621.000 francs, dont 372.000 et 568.000 d'oignons. Cette brusque montée n'a pas été sans rapport évident avec l'arrivée et la réussite de commerçants levantins.

La présence d'une colonie italienne peu nombreuse, mais assez active, eut des effets analogues, et les achats à la péninsule passèrent de 19.000 francs en 1931 à 336.000 en 1934 (aulx, fromages, haricots, chapeaux, chaussures et tissus).

Des relations plus importantes, mais interrompues par les événements dès la fin de 1938, s'étaient établies avec la Tchecoslovaquie, d'où la Martinique importait en 1938 pour 652.000 francs de faïences, glaces, articles de ménage, chaussures et meubles en bois dit de Vienne. Le Danemark apparaissait surtout comme un fournisseur de ciment (457.000 francs sur une vente totale de 612.000 en 1938). Le Japon était en ascension rapide et sa part croissait de 5.000 francs en 1931 à 386.000 en 1938, répartis entre 17 articles différents (tissus, machines à coudre, allumettes, bimbéloterie, etc.). Les articles japonais, venus par le Pacifique, se recommandaient surtout par leur bon marché. Leur arrivée aux Antilles n'était qu'un très mince épisode dans cet effort immense pour la conquête de débouchés auquel était vouée la jeune industrie du Soleil Levant. Il ne semble d'ailleurs pas, dans les circonstances actuelles, que le courant ainsi amorcé ait la moindre chance de subsister.

Le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay apportaient un contingent assez régulier de produits alimentaires et de viandes en conserves. La Suisse expédiait un peu de lait condensé. D'autres relations se nouaient davantage au hasard. Au cours d'un voyage en Europe, tel ou tel négociant concluait une affaire à titre d'essai. Quand

elle réussissait, on récidivait. La Bulgarie, la Yougoslavie, la Roumanie et même les « îles turques » apparaissent ainsi sur les statistiques, pour des sommes d'ailleurs minimes.

Il vaut la peine enfin de noter la place occupée par les colis postaux. Au nombre de 71.159 en 1931, représentant une valeur de 11.886.000 francs, on n'en comptait plus en 1938 que 28.438, mais pour une valeur de 15.872.000 francs. Autant de marchandises qui échappaient non pas totalement au contrôle, mais aux classifications douanières. Il faut y voir, pour les commerçants d'une part, un moyen commode de se procurer rapidement des marchandises capables de supporter des frais relativement élevés, de l'ordre de 25 francs en 1938 pour cinq kilos, de 70 pour vingt, et de l'autre une réaction spontanée de défense des consommateurs contre certains bénéfices jugés exagérés. Pour nombre d'articles, l'avantage de ce mode de procéder apparaissait considérable. Le mouvement, parti des milieux de fonctionnaires métropolitains qui avaient la possibilité de se ravitailler dans leur pays d'origine, s'était étendu de manière rapide à toute la partie aisée de la population.

13. — LES EXPORTATIONS, LEUR NATURE ET LEUR RÉPARTITION

On a autrement vite fait le bilan des exportations. Malgré le nombre des postes qui s'y trouvent à titre épisodique, leurs statistiques n'occupaient que six pages au journal Officiel de la Martinique en 1939 contre trente-cinq aux importations. Deux produits dominent tous les autres : le sucre et le rhum. À eux seuls ils fournissaient plus de 95% du total avant 1932. Ils n'en représentaient plus que 81,74% en 1938 parce que la banane était arrivée à se tailler à côté d'eux une place honorable (15,15%). Il restait donc en moyenne de 3 à 3 1/2 pour cent représentant, suivant les années, une valeur de 5 à 10 millions pour les autres exportations. En 1938, 6.235.000 correspondaient aux seules conserves d'ananas. Venaient ensuite le cacao en fèves (513.000 francs), auquel on pouvait ajouter le chocolat fabriqué localement (114.000 francs), les peaux brutes (312.000), le café (173.000), les noix de coco (52.000), l'huile de citron (49.000), les ambrettes (21.000), les oranges (17.000), la cannelle (15.000), la vanille (8.000), les « racines du pays » (8.000), les ananas frais (2.000) et les canéfices (1.000 francs). Rien n'illustre mieux que ces chiffres misérables la spécialisation extrême de l'agriculture martiniquaise.

Autre contraste non moins brutal. À l'extrême variété des fournisseurs s'opposait le client presque unique. La seule métropole a absorbé, de 1930 à 1938 inclus, entre 97,36 et 99,33% des exportations martiniquaises. Venait ensuite le groupe des colonies françaises dont les achats s'élevaient à 1.225.000 francs en 1938, avec, en tête, la Guadeloupe et la Guyane, pour des sommes respectives de 612.000 et 555.000 francs (sucre 422.000 et 427.000 francs, chocolat 72.000 et 41.000 francs). Les Antilles Anglaises importaient peu de choses de la Martinique,

qui vendait pour 54.000 francs de marchandises en 1938 à la Barbade, 48.000 à Sainte-Lucie et 8.000 seulement à la Dominique.

Les gros fournisseurs autres que la Métropole n'étaient alors que de très minces clients, quand encore ils apparaissaient sur les statistiques d'exportation. Toujours en 1938, les États-Unis n'ont déboursé que 51.000 francs, dont 49.000 d'huile de citron contre une vente de 40.621.000 francs.

Les chiffres correspondants étaient pour la Belgique de 190.000 et 15.858.000, pour Trinidad de 48.000 et 4.662.000, pour la République Dominicaine de 7.000 et 2.803.000 francs. La Guyane Anglaise, la Hollande, le Venezuela, le Canada, l'Angleterre, l'Allemagne, gros fournisseurs, n'apparaissent même pas sur la liste des acheteurs. La Martinique n'a, au fond, qu'un client en temps normal, un seul client qui la fait vivre : la Métropole.

14. — LE VOLUME TOTAL DES ÉCHANGES

Qui la fait bien vivre, d'ailleurs : le total des échanges pour 1938 s'est élevé à 567.316.000 francs au commerce général, chiffre nettement supérieur par tête d'habitant à celui de la Métropole. Cette valeur avait plus que décuplé en un demi-siècle. Il est vrai qu'il y avait eu dans l'intervalle la première guerre mondiale et les dévaluations qui en ont été la conséquence. Les véritables progrès se discernent déjà mieux aux tonnages globaux. Mais le meilleur indice de prospérité demeure encore l'exportation des produits clés, sucre, rhum, banane et subsidiairement ananas. Lorsque leurs ventes vont croissant, les importations augmentent également. Lorsqu'elles diminuent, les crédits resserrés font qu'on achète beaucoup moins à l'extérieur.

Si l'on étudie l'évolution du commerce général de la colonie en poids et en valeur depuis un demi-siècle, tant pour les importations que pour les exportations, il apparaît d'abord que le tonnage global a connu son maximum en 1928 avec 416.655 tonnes pour retomber à 241.918 en 1935 et 244.889 en 1938. Les chiffres correspondants de 1912 et 1913 s'élevaient à 243.342 et 309.329 tonnes. Il serait injuste d'en conclure néanmoins qu'il n'y a pas eu de progrès réel accompli depuis quarante ans. Jusqu'en 1930, en effet, les chiffres du tonnage ont été gonflés de toute la houille entreposée à la Compagnie Générale Transatlantique : l'emploi du mazout a entraîné depuis lors une diminution considérable dans les importations de combustibles. En revanche, l'exportation des bananes dépassait trente mille tonnes dans les dernières années d'avant-guerre. Une marchandise pondéreuse et de valeur médiocre avait donc cédé la place à un produit recherché.

15. — L'ORGANISATION DU COMMERCE D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION

Importation, exportation, du seul fait que la Martinique est une île et une île perdue dans l'Atlantique, supposent une organisation complexe et des rapports constants entre négociants de l'île et commissionnaires de France et de l'étranger. Le régime de l'entrepôt réel a été organisé il y a plus d'un siècle par l'ordonnance du 31 août 1838. L'entrepôt fictif a été autorisé par le décret du 19 août 1926 pour les produits de toute origine soumis à des droits de douane et à des taxes intérieures. Il a pris tout de suite un assez gros développement. Les principales marchandises soumises à ce régime sont la houille, utilisée pour le ravitaillement des navires, les huiles de pétrole et les essences qui ne sont extraites des dépôts qu'au fur et à mesure des besoins, la farine de froment, les vins et les pneumatiques.

Le commerce d'importation est presque tout entier entre les mains du « Bord de mer », c'est-à-dire des négociants de Fort-de-France dont les magasins se trouvent installés le long de la baie des Flamands ou de la Rivière Levassor. Les bénéfices qu'il permet de réaliser sont importants, mais soumis à de rudes à-coups, par suite d'un abus constant du crédit. En temps de crise, beaucoup de débiteurs locaux, de petits détaillants surtout, oublient de payer. Mais les marchandises livrées sont déjà écoulées ou avariées. De brusques découverts apparaissent et peuvent ébranler les maisons les mieux assises en apparence. Aussi, en cas de conjonctures défavorables, les négociants soucieux de leurs intérêts prennent-ils des hypothèques sur les biens fonciers de leurs clients, afin d'empêcher le renouvellement quasi-automatique des billets échus. Il est de tradition, d'ailleurs, que tout se termine au maximum par une liquidation judiciaire. On ne pousse que fort rarement jusqu'à la faillite et lorsqu'il s'agit de nouveaux venus, d'intrus presque, tels que les Syriens ou les Italiens.

Il est certain encore que les commerçants en gros sont trop nombreux sur la place. Cela correspond à l'extraordinaire prolifération du détail. De nouveaux magasins s'ouvrent tous les jours. La concurrence est ardente sans que, pour cela, le consommateur soit appelé à bénéficier des baisses éventuelles qui se produisent au dehors.

Le commerce d'exportation apparaissait d'allure absolument différente. « L'Usine » et les grosses distilleries avaient assez de puissance pour se passer de l'aide des commerçants locaux. La production était vendue directement aux importateurs de la Métropole. Seuls les petits et moyens distillateurs s'adressaient aux marchands de Fort-de-France. La situation n'était d'ailleurs pas la même en ce qui concerne le sucre et le rhum. La production martiniquaise n'apportait pour le premier qu'un complément assez minime à ce que fournit la France continentale. Les cours de l'extérieur devaient être acceptés tels quels et il n'y avait localement

aucun moyen efficace d'agir sur eux. Les contrats passés par les différents « centres » portaient à l'ordinaire que leurs sucres devaient être expédiés avant le 15 juillet et réglés au cours officiel de la quinzaine d'arrivée.

La situation était plus complexe pour le rhum. L'existence de deux prix différents, l'un pour les « contingentés » et l'autre pour les « surtaxés », laissait une marge assez grande à la spéculation. Cette surtaxe, égale, lorsqu'elle a été créée, à la différence entre le prix payé par l'État pour l'alcool d'industrie et celui auquel il vend ce dernier pour la conservation des fruits, avait pour but de limiter la quantité des rhums introduits en France. Mais « il n'en a pas toujours été, ainsi. Il arrive, en effet, que le prix de revient, majoré de la surtaxe, soit inférieur ou peu supérieur à celui du rhum contingenté. Alors, l'exportation des surtaxés s'accroît. Si la spéculation n'intervient pas, cette importation croissante devrait amener un affaiblissement des cours ».

Mais, en 1929, « une grosse maison de commission et d'importation, qui visait à obtenir l'hégémonie du marché, acheta à des prix élevés la majeure partie de la récolte de l'année. La constitution de stocks « d'invisibles », anormalement élevés et d'écoulement rendu difficile par l'hiver extrêmement doux de 1930, les manœuvres des négociants et producteurs qui ne faisaient pas partie de la Société Centrale, le commencement des krachs bancaires... » déclenchèrent la crise de 1931, reproduction atténuée de celle de la décade antérieure, illustrée par les avatars de Jean Galmot.

Tout cela n'était d'ailleurs possible que parce que le marché local demeurait encore inorganique. La plupart des producteurs vendaient leurs rhums « à la sortie de l'alambic ou F. O. B. Fort-de-France, soit à des négociants importateurs qui, eux, traitent avec le commerce de Bordeaux ou du Havre, soit directement aux négociants métropolitains ». Il en résultait que la plupart des distillateurs se désintéressaient de la façon dont les rhums étaient réalisés. Et M. Kervégant de citer un article de M. Monroux, vice-président du syndicat des producteurs de rhum des Antilles, lequel expliquait en 1931 que « depuis de nombreuses années le marché des rhums est fait par quelques négociants en gros après discussion et entente avec quelques gros producteurs »¹.

Ce n'était pas tout à fait exact, comme la suite des événements devait le montrer. Devant l'aggravation de la crise, et les véhémentes protestations des Antillais, diverses mesures législatives et réglementaires conduisirent à une situation analogue à celle du marché des vins. Des « ponctions » furent opérées sur les « disponibles exportables ». Le contingent annuel fut divisé en six tranches, dont chacune ne pouvait être négociée qu'autant qu'un arrêté ministériel l'autorisait. Ainsi pouvait-on maintenir les cours à des taux suffisamment rémunérateurs.

¹ Kervégant, *L'industrie rhumière à la Martinique*, pp. 70-71.

Le marché des bananes ne semblait pas avoir acquis son organisation définitive. Le service du conditionnement, créé presque à la veille de la guerre, avait pour prérogative essentielle de veiller à ce que la marchandise expédiée fût conforme aux arrêtés et décrets en la matière et convenablement emballée. L'expédition se faisait par l'intermédiaire des sociétés ou syndicats de planteurs à des commissionnaires métropolitains, de Dieppe surtout, du Havre et de Rouen, qui réalisaient suivant le cours et l'état des régimes. Après défalcation des frais divers, le bénéfice, plus les primes éventuelles, était réparti entre les ayant-droit.

16. — BALANCE COMMERCIALE ET BALANCE DES COMPTES

Le seul examen des chiffres d'importation, et d'exportation prouve que ce trafic était fructueux. Peu après la crise sucrière de 1900, aggravée par l'éruption de la Pelée, la balance commerciale est redevenue favorable aux Martiniquais, dès 1905, et n'a guère cessé de l'être depuis lors. D'après la seule différence entre les exportations et les importations, ils auraient réalisé un bénéfice de 454.629.000 francs entre 1905 et 1938, ce qui correspondrait à une annuité moyenne de 13.655.000 francs.

Mais, avant d'entériner ce chiffre et d'en tirer les conclusions utiles, il est nécessaire, une fois de plus, de rechercher l'exact degré de créance qu'il mérite. Or on peut bien rappeler que les statistiques douanières n'ont pas toujours été établies avec un soin particulièrement jaloux. Il faut y faire une large part, comme dans tout ce qui concerne la Martinique, à ce que l'on pourrait appeler le coefficient personnel. La valeur des données recueillies s'estime, dans plus d'un cas, à la confiance inspirée par celui qui s'en est occupé. Il est alors telles périodes où quelques sondages permettent de vérifier l'exactitude matérielle des opérations, telles autres où il est préférable de refaire les additions. J'ai pu relever ainsi des erreurs de l'ordre du dixième et portant sur des sommes largement supérieures au million. Un voit parfois figurer côte à côte, comme s'il s'agissait de pays différents, Nièves et Nevis, la Hollande et les Pays-Bas. D'autre part, suivant une loi très générale, l'erreur une fois commise tend à être répétée indéfiniment.

Dans l'ensemble, cependant, et compte tenu de ces malfaçons, on peut admettre que les statistiques d'importation sont exactes à 2% près. Une vérification opérée en 1937 permettait d'évaluer les importations globales de l'année 1936 (commerce spécial) à 157.903.000 francs, contre 155.632.000 accusés par le Service des Douanes.

Le problème est beaucoup plus complexe en ce qui regarde les exportations. Tous les calculs de la douane jusqu'en 1937 s'appliquent aux cours du rhum à 54-55°, alors que le produit exporté en titre à l'ordinaire 61 ou 62. On comprend alors que les chiffres ainsi obtenus ne concordent pas avec ceux des Contributions Indirectes, dont le contrôle, en vue de la perception de l'impôt, apparaît autrement sérieux. En 1931, les expéditions de rhum contingenté se seraient élevées à

151.608 Hl, d'après les Douanes, et à 177.809 d'après les Indirectes. En 1932, les chiffres correspondants ont été de 159.003 et 171.943 Hl pour les contingentés, de 2.339 et 3.017 Hl pour les surtaxés. La différence, comme on le voit, est d'importance.

Il n'y a pas davantage accord entre les services compétents, ni pour le sucre, ni pour le rhum, sur les prix moyens de réalisation. C'est ainsi qu'en 1931, d'après les Douanes, les rhums auraient été vendus au prix moyen de 643 francs l'hectolitre. En ajoutant le fût et le logement (27 + 52 francs) on obtient le cours de 722 francs qui fut en effet celui de fin d'année, mais la plupart des contrats avaient été passés dès 1930 et furent exécutés à des taux bien supérieurs. Les prix moyens de vente semblent s'être maintenus au-dessus de 800 francs. Compte tenu de ces rectifications, l'exportation des rhums aurait alors atteint la somme de 148.120.000 francs au lieu de 99.698.000.

Le résultat est capital. La balance de 1931 s'avérait mauvaise tant au commerce général qu'au commerce spécial, où elle accusait un déficit de 40.387.000 francs. Toutes rectifications opérées, elle devient favorable de 8.035.000 francs. Les chiffres d'exportation de 1932 donneraient de même un bénéfice de 21.333.000 francs au commerce spécial contre 10.279.000 d'après les statistiques douanières.

Il est vrai que, d'après un tableau beaucoup plus sommaire établi pour 1936, les exportations, après rectifications, s'établiraient à 165.451.000 francs contre 191.143.000, chiffre des Douanes, une des différences essentielles portant sur les bananes, dont, suivant le Service de l'Agriculture, les réalisations n'auraient atteint que 20.127.000 francs au lieu de 38.296.000.

On voit les difficultés du problème et avec quelle méfiance renforcée il convient de scruter en ce pays les données numériques, toutes les données numériques. Malgré l'exemple de 1936, il paraît fort probable, étant donné le mode de calcul longtemps pratiqué en douane pour les rhums, et réformé seulement en 1937, que la balance commerciale de la Martinique a été beaucoup plus largement créditrice encore que les chiffres publiés ne le laissent supposer.

Cette balance commerciale est un élément essentiel, mais non le seul, de celle des comptes. Il est alors des éléments qu'on peut chiffrer avec certitude, d'autres pour lesquels les données demeurent plus approximatives. C'est ainsi que les dépenses ordinaires de la colonie dans la Métropole au cours de la dernière décade d'avant-guerre ont été de l'ordre de 10 à 12 millions par an, celles de la Métropole dans la colonie de six à sept millions, auxquels il faut ajouter huit millions de pensions et surtout les dépenses extraordinaires (contribution nationale au lendemain de l'éruption de la Pelée en 1929, construction d'ouvrages d'intérêt général ou militaire comme le parc à mazout, primes à l'exportation de certains produits tels que le café et les bananes). Ces dépenses extraordinaires ont atteint jusqu'à 20 ou 25 millions en 1931-1932.

On connaît, par le contrôle des banques, le montant des coupons de rente sur l'extérieur payé localement, et qu'on pouvait évaluer, bon an mal an, à 1.500.000 ou 2.000.000 de francs, celui des titres locaux à payer au dehors, 1.200.000 francs

en 1932, chiffre qui devait augmenter progressivement avec la réalisation des diverses tranches du grand emprunt de 150 millions de francs autorisé par le Parlement. De même, le montant des assurances contractées auprès de diverses compagnies extra-martiniquaises était de l'ordre de sept à huit millions de francs, celui des sommes rapatriées par les fonctionnaires d'origine métropolitaine de 2 à 3 millions. Les dépenses des touristes étrangers lors de leurs escales pouvaient être évaluées à un chiffre analogue. Celles des Martiniquais au dehors variaient certainement du simple au quadruple. Une moyenne de 10 millions paraît vraisemblable. On connaissait les avoirs sur l'étranger payés dans la colonie. Ils ne dépassaient pas un à deux millions. On ignorait à peu près tout, par contre, de ceux capitalisés dans les pays mêmes où les fonds avaient été placés et l'on avait tout lieu de supposer qu'ils étaient fort importants. Il fut annoncé, certain jour de 1936, sans qu'à ma connaissance aucun démenti fût publié par la suite, qu'un des groupes locaux, le plus puissant il est vrai, avait rapatrié 600 millions de la banque de Bâle à la Banque de France. Ce qui en résulte, à tout le moins, c'est que la balance des comptes, ainsi définie, s'avérait encore plus favorable que la balance commerciale. La Martinique a donc été, de 1905 à 1938, un pays en pleine ascension et en voie d'enrichissement rapide.

17. — La guerre et ses premières conséquences

La guerre, évidemment, a tout bouleversé, du seul fait que les relations avec la Métropole et l'Afrique du Nord s'espacèrent rapidement après juin 1940, pour s'interrompre complètement deux ans plus tard. Devant cette situation, le pouvoir central avait été amené à déléguer au gouverneur des prérogatives nouvelles en matière douanière. Ce dernier recevait en effet l'autorisation d'accorder de lui-même « le bénéfice du tarif minimum à des produits en provenance des pays étrangers jusque-là passibles du tarif général », ainsi que des dérogations à la règle du « transport direct ». Il en résulta une augmentation du trafic avec les îles voisines, le Brésil et les États-Unis, jusqu'au moment où « l'évolution de la situation internationale entraîna, à la fin de 1942, un arrêt complet de ces relations. La Martinique dut vivre alors sur ses propres ressources jusqu'au 14 juillet 1943, date de son ralliement au Comité Français de la Libération Nationale »¹. Les relations reprirent alors peu à peu, avec les États-Unis d'abord, l'Afrique du Nord ensuite et enfin la France, sans jamais atteindre, et de loin, le volume normal des échanges d'avant-guerre.

Il est de même évident que les circonstances très spéciales de cette période ont entraîné un renversement total dans l'importance relative des fournisseurs et clients de la Martinique. L'hémisphère occidental a pris, au moins pour un temps, la place laissée provisoirement vacante par la Métropole. Les premières importations, comme il était encore naturel après le blocus de fait auquel l'île avait été soumise,

¹ *La Martinique en 1946*. Brochure de l'Agence Économique des Colonies, ronéotypée, p. 16.

portèrent surtout sur des produits alimentaires (farines : 11.000 tonnes pour 51 millions de francs en 1944 ; morue : 2.250 tonnes pour 37 millions ; huiles comestibles : 743 tonnes pour 15 millions ; riz : 1.200 tonnes pour 8.500.000 francs). Venaient ensuite l'essence (3.000.000 de litres, 54 millions de francs), les tissus de coton (265 tonnes, 32 millions de francs) et les engrais chimiques (8.500 tonnes et 28 millions de francs).

Une autre conséquence de ces événements avait été l'arrêt total des exportations à destination de la Métropole, et l'amenuisement considérable en volume et en valeur des marchandises vendues au dehors. Certains produits disparaissent même complètement des statistiques, comme les bananes et les conserves d'ananas. Lorsque les sorties commencèrent à reprendre, fin 1943, on accorda la priorité au sucre et au rhum dont l'Europe et l'Afrique du Nord avaient un besoin urgent. Non qu'on leur adressât directement, ces produits : les États-Unis étaient le principal et presque l'unique acheteur, mais, à la suite d'un accord conclu entre eux et le gouvernement français, ils expédiaient à la France et à ses autres colonies la contrepartie en raffiné du sucre brut qu'ils recevaient des Antilles.

Il est encore évident qu'il ne s'agissait là que d'une situation exceptionnelle et qui devait cesser avec le retour progressif à la normale. Peu à peu, en fait, la Métropole regagne chaque jour le terrain perdu pendant les hostilités. Il est loisible de croire cependant qu'on n'en reviendra jamais à la situation exacte d'avant-guerre. Des liens nouveaux se sont noués ; dont quelques-uns, comme avec le Brésil, ont chance d'apparaître durables. Le problème se pose d'autre part de savoir si la Métropole pourra s'obstiner encore dans cette politique de préférence impériale et de contingentement qui conditionnait toute l'économie martiniquaise en 1939 et en assurait seule la prospérité.

Deuxième partie

Géographie Humaine

CHAPITRE IX

L'ÉCONOMIE MARTINICAISE

1. — RAPPEL DE L'ÉVOLUTION HISTORIQUE SYSTÈME D'ÉCONOMIE DIRIGÉE

[Retour à la table des matières](#)

DANS ce cas particulier, d'ailleurs, une telle politique ne laissait pas d'être onéreuse, car si, avant 1940, la balance générale des comptes apparaissait favorable à la Martinique, il n'en était pas de même pour celle de la Métropole dans ses rapports avec la colonie. Il y avait déficit et déficit important, puisque celui qui ressort des seules statistiques douanières s'élevait à 153 millions de francs pour l'année 1938. Or il n'était compensé par rien. Les bénéfices de l'armement auxquels on pourrait songer ne dépassaient pas le montant des droits à l'exportation sur le sucre et sur le rhum, récupérés en fait sur le consommateur métropolitain.

Ce n'est là d'ailleurs qu'un des aspects du problème. Il est plus grave peut-être de constater que le sucre et le rhum des Antilles entrent en concurrence avec le sucre et les alcools produits dans la France continentale en quantités déjà suffisantes, ou qu'elle pourrait fournir sans effort excessif. D'où ce résultat qui ne laisse pas de surprendre au premier abord : la suppression totale, en temps de paix, des relations entre la « Perle des Antilles » et la Mère Patrie eût entraîné pour cette dernière une amélioration certaine de sa balance commerciale et une contribution non sans intérêt à la revalorisation de quelques-uns de ses grands produits agricoles. On s'aperçoit alors que si la Martinique avait été soumise pendant

l'Ancien Régime au « Pacte Colonial », elle s'était toujours efforcée, et non sans succès, de lui apporter de nombreuses et avantageuses amodiations. En fait les colons ont toujours su utiliser au mieux de leur intérêt le système de véritable économie dirigée sous lequel ils ont vécu jusqu'à l'époque contemporaine.

2. — LES COLONS ET LES POUVOIRS PUBLICS. LA STRUCTURE DU BUDGET LOCAL

Aussi vaut-il mieux ne pas prendre pour argent comptant leurs multiples récriminations contre les « sacrifices » exigés d'eux. Par un réflexe de défense, d'ailleurs facile à comprendre, ils n'ont guère tendance à minimiser leur contribution à la prospérité nationale, et leurs protestations s'élèvent bien souvent avant qu'on ne les ait réellement touchés.

« Nous savons bien, déclarait en 1905 le rapporteur de la commission financière au Conseil Général, qu'il (le gouverneur) représente une administration froidement hostile à notre petit pays... Nous sommes depuis longtemps victimes de la calomnie et de rancunes sournoises » et il ajoutait : « Si ceux qui ont charge de nous diriger des bureaux du ministère doutent de notre courage et de notre désir de bien faire, oublions-les. »¹.

En 1908, lors de la révision générale du tarif douanier, les différentes colonies furent consultées sur les incidences qu'un relèvement des droits aurait sur leur économie. Le rapporteur d'alors, M. A. Sainte-Luce, porte-parole autorisé de « l'Usine », s'exprimait en ces termes : « La question qui nous est posée n'est pas nouvelle. Depuis l'ancien pacte colonial applicable aux colonies jusqu'en 1861, et grâce auquel la Métropole avait le triste pouvoir de nous imposer tous ses produits et denrées de première nécessité à des prix excessifs, elle n'a cessé de mettre en opposition ceux qui n'ont pas perdu l'espoir de faire considérer les colonies comme destinées seulement à servir de débouchés pour la Métropole et ceux qui reconnaissant des Français au même titre sur toutes les terres françaises, demandent à la Mère Patrie de ne point faire deux catégories d'enfants, de ne point reconnaître au profit de l'une le principe suranné du droit d'aînesse. »².

On voit le genre des doléances. Il faut ajouter que les Martiniquais ont toujours su les faire parvenir au pouvoir central. La représentation coloniale n'est-elle pas là pour faire entendre à qui de droit les plaintes de ses ouailles ? Elle n'est pas la seule, d'ailleurs. Les usiniers de la Martinique avaient su gagner, dans la période d'entre-deux-guerres, l'appui d'un certain nombre de parlementaires métropolitains qui s'intéressaient aux questions coloniales. Ils demeuraient en liaison constante avec de puissants groupes financiers des ports d'importation, de la capitale et même de la région de l'Est. Ils avaient leurs journaux, sinon complètement

¹ Conseil Général, 7 septembre 1905 soir, p. 57.

² Rapport Sainte Luce, Conseil Général, 26 mars 1908, p. 14.

entretenus, du moins fortement subventionnés. On peut être certain que, pour eux, la discussion demeurerait toujours possible et, la plupart du temps, fructueuse.

Par ailleurs, le gouverneur et son administration étaient presque toujours fort bien disposés à leur égard. Il est normal que, dans les colonies, les pouvoirs constitués se fassent les défenseurs de ceux qu'ils dirigent. Une raison plus directe intervenait à la Martinique, où les deux ressources essentielles venaient des droits de douane à l'importation et des droits *ad valorem* sur le sucre et le rhum. Cette structure même du budget, où les impôts directs n'avaient qu'une importance médiocre, le rendait immédiatement dépendant des conjonctures économiques. Les hauts cours du sucre et du rhum donnaient des plus-values importantes et correspondaient à des périodes de facilité où l'on créait des emplois nouveaux, où bourses et subventions abondaient. En temps de crise c'était l'inverse : le déficit apparaissait et on ne pouvait le combler, comme ce fut le cas en 1934, 35 et 36, qu'au prix de dures compressions.

3. — LE « PRIVILÈGE » MARTINQUAIS, LES CRISES SUCRIÈRES ET L'ÉVOLUTION DES FORTUNES

Telles sont les circonstances de fait qui ont presque toujours valu à la Martinique un traitement favorable de la Métropole, comme quelques exemples suffisent à le démontrer.

Le développement de l'industrie betteravière dans le Nord de la France eût dû logiquement conduire, d'après les principes mêmes du pacte colonial toujours en vigueur, à la suppression de toute protection en faveur du sucre de canne. Or, c'est depuis cette époque précisément que la Martinique a tendu à devenir un pays de monoculture, et elle n'a subi de crises graves que lorsque, pour des raisons diverses, la protection accordée à ses principales productions s'est trouvée momentanément éclipsée.

C'est l'intervention par exemple des sucres allemands et autrichiens alors fournis à bon compte, accélérée par une manœuvre des raffineurs métropolitains jetant leurs « disponibles » sur le marché, qui fit baisser en 1883 les prix de 67 fr. 91 les 100 kilos à 36 seulement.

La crise de 1900 fut plus grave encore et plus longue. Un certain nombre de pays européens avaient continué à développer leur culture de betteraves au delà de leurs besoins propres. En ce qui concerne la France, par exemple, la production de sucre atteignait 1.051.931 tonnes en 1900 contre une consommation alors estimée à 460.000. Le surplus devait obligatoirement se vendre sur les marchés extérieurs dont le principal était alors l'Angleterre. D'où tout un système de primes. L'Allemagne, l'Autriche en faisaient autant. On dépassa rapidement la mesure et, devant l'impossibilité de continuer, les grands pays producteurs et consommateurs furent amenés à conclure le protocole de 1900 complété par l'accord de Bruxelles

de 1902, en vertu duquel toutes les primes étaient supprimées et les cartels dissous. Malgré le maintien des tarifs douaniers de 1892, les cours continuèrent à fléchir et tombèrent de 34 fr. 22 les cent kilos en 1900 à 16 fr. 09 en 1902. On put croire alors, quelques années durant, à la ruine définitive de la Martinique que venaient d'éprouver, par surcroît, l'éruption de 1902 et le cyclone de 1903.

Il m'a encore été possible d'interroger un certain nombre de témoins qualifiés de cette époque. Toutes les fortunes semblaient s'effriter. Comme vingt ans plus tôt, de nombreux « habitants » s'endettaient. Si la solidarité du groupe blanc, déjà soulignée, parvint à empêcher le morcellement des propriétés, ce ne fut qu'en faisant avancer par les usines jusqu'à deux et trois fois la valeur du bien-fonds menacé. L'opération, véritable hypothèque sur l'avenir, réussit grâce à une remontée constante des cours après 1905. Il n'en reste pas moins qu'à cette époque il n'existait plus de grosses fortunes à la Martinique et des revenus de 10 à 15.000 francs par an étaient fort exceptionnels. Quant aux actions d'usine, elles avaient perdu toute valeur. « Elles n'étaient cotées ni cinq francs, ni trois francs, ni même un franc. Pour un peu, on les aurait vendues au prix du vieux papier. Ces mêmes vieux papiers, vous savez ce qu'ils ont valu en 1928, ce qu'ils valent encore aujourd'hui. » ¹.

La hausse du sucre permit des bénéfices substantiels dès 1910. La plupart des débiteurs s'étaient à peu près libérés en 1914 et quelques grosses fortunes apparaissaient même en voie de reconstitution. La guerre, avec ses réquisitions, accéléra le mouvement, qui s'est continué jusqu'à nos jours. Ainsi la richesse martiniquaise dépend-elle, pour sa plus large part, de produits sur lesquels peut jouer la spéculation mondiale.

4. — LE RÉGIME DU CONTINGENTEMENT ET SES ORIGINES

Depuis plus de vingt ans cependant, une stabilisation de fait est intervenue, grâce à la politique dite du contingentement appliquée d'abord au rhum, puis au sucre. On désigne sous ce nom un ensemble de mesures d'ordre réglementaire ou législatif destinées à réduire l'importation en France des produits qui leur sont soumis. Prises à la demande des vigneron et betteraviers de la Métropole, distillateurs et usiniers martiniquais se sont d'abord violemment élevés contre elles, avant de reconnaître tout le parti qu'ils devaient en tirer.

Au lendemain de la guerre de 1914 à 1918, en effet, la France manquait de sucre par suite des destructions opérées dans le Nord, tandis que les alcools n'étaient plus réclamés en aussi forte quantité pour les besoins de la défense nationale. En vue d'inciter les Antillais à fournir le maximum de sucre possible, le

¹ Déclaration du Docteur Cognet, rapporteur de la Commission financière du Conseil Général, 2^e session, 1936.

décret du 19 octobre 1919 soumit une partie de leurs rhums à la surtaxe qui frappait déjà les alcools étrangers importés en France. Bien que prévenus par les bureaux du ministère, les intéressés n'avaient pu empêcher la sortie du décret. Ils crurent avoir pris leur revanche avec la loi du 25 juin 1920, complétée par le décret du 5 septembre de la même année, qui admettait à nouveau les rhums des colonies françaises en exemption de la surtaxe.

Aussi tous ceux qui le pouvaient se mirent-ils alors à fabriquer du rhum. De nouvelles distilleries se construisaient. D'aucuns même employèrent à cette fin des sucres détournés de la réquisition, malgré les besoins pressants de la Mère Patrie ¹. La surproduction entraîna la crise de 1920, bien vite résorbée d'ailleurs, puisque les exportations atteignaient de nouveau un chiffre particulièrement élevé en 1922.

Cette surabondance d'alcools d'origine coloniale sur le marché métropolitain y provoquait de l'instabilité et de la nervosité. La puissante confédération des vignerons s'en émut et fit demander au Parlement d'exclure des alcools de bouche sinon tous les rhums, tout au moins ceux qui provenaient de la distillation des mélasses industrielles et qui devaient être ainsi ravalés au rang des alcools de betteraves. Les Antillais et leurs amis métropolitains réagirent violemment et l'on aboutit à la loi du 31 décembre 1922 qui limitait à 160.000 Hl d'alcool pur les quantités de rhum pouvant être introduites annuellement en France avec exemption de la surtaxe des alcools étrangers. En outre, la richesse alcoolique ne devait pas excéder 65°, ce qui eut pour conséquence « de classer tous les rhums marquant un degré supérieur comme alcools de cannes, dont l'importation en France est interdite, à moins qu'ils ne soient destinés à l'État » ².

Par voie de conséquence, toutes quantités de rhum hors contingent pouvaient être expédiées à condition de payer la surtaxe et de ne pas accuser plus de 65°.

Sur les 160.000 Hl d'alcool pur accordés à la production coloniale par la loi du 31 décembre 1922, 80.000 furent attribués à la Martinique. Bientôt, cependant, le chiffre global fut porté à 200.000, sur lesquels la part finale de la Martinique s'éleva à 88.915 Hl, augmentés du « creux de route » évalué forfaitairement à 5% par le décret du 12 juillet 1927.

¹ Rapport de l'inspecteur Haranger, en date du 26-11-1926.

² Saint Olympe, *Le régime du contingentement des rhums coloniaux*, p. 33.

5. — LES PREMIÈRES CONSÉQUENCES DU CONTINGENTEMENT. SON EXTENSION AUX RHUMS DESTINÉS À LA CONSOMMATION LOCALE ET AU SUCRE

Le contingentement des rhums avait été établi dans l'intérêt des producteurs métropolitains d'alcool. Ses effets, néanmoins, furent également heureux pour les colons antillais et quelques-uns de ceux qui avaient le plus véhémentement protesté au début eurent assez de sincérité pour le reconnaître. La production s'était « restreinte dans l'intérêt de tous les fabricants et chacun a pu bénéficier des effets bienfaisants de la limitation » ¹.

En effet, les cours ont suivi une progression constante plusieurs années durant pour atteindre en 1928 le prix de 1.109 francs. Une nouvelle crise, cependant, était proche. Une propagande intensive en faveur des eaux-de-vie métropolitaines, jointe à la fraude sur les rhums, fit baisser graduellement la consommation officielle de ceux-ci jusqu'à laisser inemployés près de 50.000 Hl sur les 200.000 importés annuellement. Les cours tombèrent à 483 francs en 1934.

À la suite d'un arbitrage de M. Barthe, président de la Commission des boissons de la Chambre, venu à Fort-de-France en 1933, la loi du 28 décembre de la même année organisa un nouveau contingentement pour le marché local dont les besoins annuels furent évalués à 3.800.000 litres d'alcool pur. C'est alors aussi qu'on imagina l'échelonnement, ou expédition fractionnée, mois par mois, de la production et enfin la « ponction », mesure de détresse instituée par les décrets des 21 et 23 septembre 1935. En ce qui concerne la Martinique, son contingent global était ramené à 74.755 Hl d'alcool pur pour les années 1935 et 1936. Malgré cela, les cours tombaient à 320 francs l'Hl en mai 1936.

La ponction ne fut pas renouvelée, mais toute une série de décrets et d'arrêtés ministériels tendirent à assainir le marché par blocage aux distilleries ou en entrepôt de douane d'une part importante de la production, avec réalisation par tranches successives. Les cours remontèrent progressivement à 637 fr. 60 l'Hl à 55° en 1938, à 686 en 1939, pour s'établir aux environs de 740 francs à la fin de cette dernière année.

Le contingentement des sucres n'intervint que de manière plus tardive et n'eut jamais un caractère aussi restrictif que celui des rhums. Il tira ses origines d'une récolte exceptionnelle de betteraves en 1931 qui laissa sur le marché métropolitain un excédent de 200.000 tonnes environ. Une baisse sensible des cours en fut la conséquence et amena betteraviers et planteurs de cannes à rechercher pour la sauvegarde commune les mesures les plus propres à l'assainissement du marché.

¹ Gerbinis, *Note sur la production du sucre et du rhum à la Martinique pendant les années 1919 à 1929.*

Il y fallut, au demeurant, de longues et laborieuses négociations. L'accord n'intervint que le 16 mai 1934 et fut rendu obligatoire par le décret-loi du 30 octobre 1935, en vertu duquel la Martinique était taxée à un contingent exportable de 383.600 quintaux, soit, en brut, à 405.257 quintaux. Les intéressés, suivant leur tradition séculaire, protestèrent véhémentement et ces plaintes énergiquement répétées, on y gagne toujours quelque chose, aboutirent à de nouvelles tractations et à différents protocoles dont le dernier, avant-guerre, fut celui du 7 mars 1938, qui fixait la part des colonies dans l'approvisionnement du marché métropolitain pour 1938 à 14% de la consommation de la France continentale et de l'Algérie, estimée globalement à 1.053.000 tonnes. Sur ces 14%, il était alloué 50.375 tonnes à la Martinique, soit, en brut, 53.219 tonnes, quantité supérieure à celles exportées jusqu'alors. Il était entendu que la part de la production coloniale monterait à 14,75% en 1939 et à 15% à partir de la troisième année. Les résultats de ces diverses mesures furent excellents et le nouveau rapporteur du budget devant le Conseil Général, M. P. Symphor, pouvait conclure : « L'accord du 16 mai 1934, reconduit par celui du 7 mars 1938, en limitant la production pléthorique de l'industrie betteravière, en imposant aux producteurs coloniaux certaines restrictions, a pleinement atteint le but cherché : la revalorisation. »

« Les accords de 1934 et de 1938 ont apporté à la production la stabilité et ont pleinement donné les résultats qu'on pouvait attendre. » ¹.

6. — LA RÉPARTITION DES CONTINGENTS ACCORDÉS À LA COLONIE

Comment, cependant, furent répartis entre les producteurs locaux les différents contingents accordés à la Martinique et quelles ont été les conséquences de cette répartition ?

Si l'on s'en réfère à une théorie assez généralement admise aux Antilles, le contingent, une fois accordé, appartiendrait à la colonie qui pourrait ainsi le répartir comme elle l'entend entre les intéressés. D'où l'idée soutenue avec quelque vigueur par M. Saint-Olympe, alors directeur des Contributions Indirectes, que ce régime étant un régime de privilège, la collectivité aurait le droit d'imposer à ses bénéficiaires un certain nombre d'obligations en contrepartie. M. Saint-Olympe songeait d'ailleurs moins à des œuvres d'assurance sociale ou d'assistance qu'au développement des cultures secondaires, tout fabricant de rhum étant astreint à planter en caféiers ou cacaoyers, par exemple, une superficie déterminée. Il est juste d'ajouter que M. Saint-Olympe, tout en voyant dans des mesures de cet ordre le seul moyen de résoudre la question sociale à la Martinique, ne se faisait aucune illusion sur l'avenir réservé à ses projets.

¹ P. Symphor, Rapport de la Commission financière 2^e session du Conseil Général de 1938, p. 21.

Plus importante dans ses conséquences pratiques est la question de savoir si le contingent est un droit personnel ou réel, c'est-à-dire s'il est attribué à la personne de l'exploitant, au matériel de l'établissement contingenté ou au fonds sur lequel repose ce matériel. C'est à cette dernière solution qu'on s'est arrêté à la Martinique et « depuis le premier arbitrage de M. Barthe »... le contingent doit être considéré « comme appartenant dans une certaine mesure au centre où est installé l'établissement doté et aux ouvriers agricoles de ce centre, ceux-ci devant indirectement en bénéficier par les salaires qu'ils tirent de la plantation, de l'entretien et de la coupe des cannes pour la production du rhum correspondant » ¹.

Il en résulte qu'en droit le contingent ne peut être transporté d'un lieu à un autre, à l'intérieur même de la colonie, sauf en cas de circonstances tout à fait particulières, telles que l'éruption de 1929. L'ingéniosité des planteurs martiniquais en a fait naître plus d'une fois pour les besoins de la cause. Tout le monde a connu de ces « rentiers privilégiés » qui n'ont jamais produit un litre de rhum, mais qui, après autorisation de « transfert », vendaient leur « contingent » à une usine ou distillerie voisine et n'avaient qu'à empocher, sans aucun risque, les bénéfices de l'opération.

Quant aux modalités mêmes de la répartition du contingentement, elles furent arrêtées à l'origine par le décret du 20 février 1923. Il serait quelque peu fastidieux d'entrer dans le détail de cette réglementation compliquée et surtout des nombreuses mesures d'amodiation qui lui furent ajoutées. Mais on garda toujours le principe que le contingent exportable devait être réparti entre les seules usines et distilleries existantes au prorata théorique de leur production pendant une période déterminée. À l'origine, aucune distillerie créée postérieurement à 1922 ne devait être contingentée. Les propriétaires de tels établissements obtinrent en 1925 qu'on leur réservât une part de l'augmentation prévue dans la dotation globale. Le décret du 25 janvier 1927, pris après la mission de M. Haranger, avait pour but d'assurer la nouvelle répartition, mais il déclencha de violentes protestations qui aboutirent à la venue de M. Barthe à la Martinique et au rapport du 17 mai 1927. « Il est expressément entendu, y écrivait le président de la Commission des boissons de la Chambre, que tous les intérêts légitimes sont satisfaits et qu'aucune distillerie ne peut plus être créée sans que le propriétaire signe sa propre déchéance à l'égard de tout contingent. »

Mais il n'est rien de définitif sous le ciel tropical. Malgré tout de nouveaux établissements se créèrent. Leurs propriétaires gémirent, pleurèrent, tempêtèrent. Ils obtinrent un début de satisfaction en 1933, lors d'un nouvel arbitrage de M. Barthe, organisant le contingentement à la production locale. Il était alors accordé par priorité :

a) Une première attribution de 10.000 litres d'alcool pur « aux distillateurs qui ont été autorisés ou qui ont demandé à être autorisés à ouvrir une distillerie avant le 1^{er} août 1933 » ;

¹ M. Saint-Olympe, *Le régime du contingentement des rhums coloniaux*, p. 151.

b) Une attribution de même importance aux distilleries ayant déjà fonctionné à cette date « sans être dotées d'un contingent à l'exportation, à l'exclusion des distilleries appartenant aux producteurs bénéficiant déjà de deux contingents » ;

c) Une dotation uniforme de 5.000 litres à toutes les distilleries agricoles ayant effectivement produit avant le 1^{er} août 1933 ;

d) Enfin, les distilleries n'ayant reçu qu'un contingent pour le marché local devaient jouir d'un contingent supplémentaire pour ce marché, s'élevant à 65% de leur production moyenne.

7. — LES CONSÉQUENCES « CORPORATIVES » DU CONTINGENTEMENT

On peut se rendre un compte exact des résultats obtenus, puisqu'en temps normal les contingents annuels à l'exportation et à la consommation locale étaient, jusqu'au 1^{er} janvier 1948 et après consultation des organismes compétents, répartis par le gouverneur suivant un tableau publié au Journal Officiel de la colonie. La comparaison, d'année en année, ne laisse pas d'être instructive. Disons seulement, avec M. Haranger, qu'on y pourrait trouver d'assez curieuses anomalies, d'origine évidemment politique. Tels établissements voisins, par exemple, possédant des installations comparables et des cultures de même étendue, avaient reçu à l'origine des attributions variant du simple au quintuple.

Mais l'important c'est que, malgré tous les aménagements intervenus, l'on a ainsi recréé une véritable corporation patronale, une corporation fermée, aux privilèges exorbitants. « Les avantages obtenus par cette catégorie, écrit encore M. Saint-Olympe, sont immenses et ne peuvent être comparés aux revenus tirés d'aucune autre profession. »

« Il suffit, pour s'en convaincre, de constater qu'un contingent de 120.000 litres d'alcool représente 218.000 litres de rhum à 55°. Vendu au cours de 800 francs l'hectolitre, il procure un bénéfice de 4 francs par litre, ce qui donne un revenu net se chiffrant à la cadence annuelle de 872.000 francs, abstraction faite de tout ce que le propriétaire peut obtenir de son exploitation. »

« Par contraste avec cet important revenu, un fournisseur livrant 400 boucauts de cannes à l'usine, ayant par conséquent une exploitation équivalente comme superficie et comme cultures à celle du distillateur contingenté dont il est parlé ci-dessus, obtiendra un revenu net de 120 à 140.000 francs s'il arrive à obtenir le prix moyen de 1.350 francs pour le boucaut de sucre. Le prix de revient de cette quantité variant entre 950 et 1.000 francs, son bénéfice par unité ne sera que de 350 à 400 francs. » ¹.

¹ Rapport inédit de M. Saint-Olympe, 1931.

Ces lignes datent de 1931. On pourrait discuter apparemment tel ou tel des chiffres qui y sont présentés. Mais ce que personne n'a jamais contesté ni ne peut contester, c'est la différence énorme de revenus entre des exploitations similaires dont l'une est contingentée et l'autre obligée de vendre ses cannes à l'usine ou à une grosse distillerie.

8. — L'ÉCONOMIE DE LA CANNE À SUCRE

Tout cela ne donne encore qu'une vue fragmentaire de la question. Les distilleries agricoles ne fournissent qu'une part, et la moins importante, de la production rhumière à la Martinique. Les très grosses fortunes sont celles des actionnaires ou possesseurs d'usines dont le sucre est la principale fabrication. Quel a donc été le mécanisme de leur formation et de leur accroissement ?

Les cannes manipulées dans les usines proviennent des plantations que celles-ci possèdent en propre ou sont achetées à des planteurs, grands ou petits, dont les cultures se trouvent dans le voisinage. La proportion est très variable suivant les établissements. Les usines privées traitent généralement leur propre récolte et cumulent ainsi bénéfices agricoles et industriels sans avoir à publier de bilan. Les sociétés anonymes, à l'exception de celle du Marin, achètent au dehors la quasi-totalité des cannes qui leur sont nécessaires ¹.

Mais les plus importants des planteurs sont en même temps les principaux actionnaires de l'usine à laquelle ils livrent. Ils dirigent l'exploitation de celle-ci de manière à s'assurer les bénéfices globaux les plus importants. Les fournisseurs non actionnaires, désignés parfois sous le vocable impropre de « colons », n'interviennent que pour une part relativement faible. Ils étaient en 1935 au nombre de 2.000 environ, produisant de 110 à 115.000 tonnes de cannes, soit moins du cinquième des quantités manipulées. Leurs fournitures peuvent varier de quelques tonnes à plus d'un millier.

Jusqu'en 1931, les usines étaient liées à leurs fournisseurs par des contrats remontant à l'époque où elles avaient été créées et tacitement reconduits depuis lors. Un premier paiement était effectué au prorata des livraisons pendant la récolte, le 15 et le 30 de chaque mois, suivant une formule dont la variable était représentée par le cours du sucre n° 3 à la Bourse de Paris. C'est pourquoi il était connu sous le nom de « mercuriale ». Puis, en décembre, après réalisation de la récolte, était payée la « majoration » destinée en principe à couvrir le prix de revient de la canne et qui n'était attribuée qu'autant que les bénéfices réalisés le permettaient. Enfin, les comptes de la campagne arrêtés, vers mai ou juin de l'année suivante, intervenait le « partage », où le reliquat des bénéfices allait pour un tiers aux actionnaires et deux tiers aux planteurs.

¹ D'après, en grande partie, le rapport inédit de M. Kervégant, sur l'industrie de la canne à la Martinique, déjà cité à plusieurs reprises.

Chaque usine accorde en outre à ses planteurs un certain nombre d'avantages en nature. Elle assure gratuitement, pendant toute la durée de la campagne sucrière, le transport sur ses voies ferrées des engrais et matériaux se rapportant à l'agriculture. Elle consent aussi des prêts au taux de 6% à valoir sur la campagne suivante. Tous les fournisseurs peuvent en profiter. Mais il n'y a là qu'une égalité apparente et trompeuse. Les grandes habitations se trouvent dans les parties les moins accidentées et ce sont elles qui profitent au maximum du réseau ferré de l'usine. Le petit planteur des mornes se trouve au contraire éloigné de toute voie d'accès facile. Il a peine à boucler son budget, est obligé d'emprunter dans l'interrécolte et c'est lui surtout que gênaient les longs délais de paiement et l'incertitude quant aux prix définitifs. C'était sur lui que retombaient, en fin de compte, une bonne part des risques, les usines, sauf cas tout à fait exceptionnel, réalisant des bénéfices ou tout au moins n'accusant pas de pertes.

La loi du 31 décembre 1927 et le décret d'application du 11 janvier 1929 ayant institué dans les vieilles colonies des commissions consultatives du travail et de l'agriculture, les délégués des petits planteurs demandèrent et obtinrent un nouveau contrat en vertu duquel le règlement définitif des fournitures de cannes devait se faire au mois de novembre, suivant une formule où entraient les cours moyens du sucre et du rhum, ainsi que des coefficients de « réfaction », destinés à couvrir les frais de réalisation et qui étaient variables suivant les usines. Des arrêtés du gouverneur sanctionnèrent en 1931 et 1932 les accords intervenus entre certaines usines et leurs planteurs non actionnaires, les autres s'en tenant aux termes de leurs anciens contrats.

En 1933, 34 et 35, aucun accord ne fut signé. L'administration n'intervint pas parce qu'elle n'avait le droit de le faire que sur la demande expresse de syndicats agricoles représentant au moins la moitié des surfaces cultivées en cannes. La situation était en apparence inextricable. C'est pour la résoudre que la loi du 19 février 1935 donna au gouverneur le droit de fixer d'autorité le prix des cannes en cas de désaccord persistant entre les parties. C'est la procédure qui fut suivie jusqu'à la guerre, après consultation des intéressés et calculs minutieux du Service de l'Agriculture.

Les cannes « contingentées » de la récolte 1938 furent ainsi payées en vertu d'un arrêté en date du 31 mars 1939 :

Petit-Bourg, 180 francs la tonne ; Lareinty, 182 ; Sainte-Marie, 160 ; Rivière-Salée, 160 ; Soudon (Lamentin), 163 ; François, 147 ; Robert, 144 ; Marin, 144 ; Bassignac, 130 ; Vauclin, 125.

On ne peut manquer d'être frappé des inégalités, les fournisseurs étant d'autant moins payés que l'usine à laquelle ils livraient se trouvait dans une situation plus précaire. Restait à régler enfin la question des cannes « non contingentées », c'est-à-dire venant en excédent de celles nécessaires à la fabrication des contingents de sucre et de rhum. La plupart des usines et distilleries les acceptaient, mais en les payant à un prix fort inférieur, et à condition qu'elles appartenissent à des variétés productives. Toutes ces causes conjuguées ne pouvaient qu'entraîner une

diminution constante du nombre des petits planteurs qui n'a jamais cessé de décroître depuis 1930.

9. — L'ACTUELLE CONCENTRATION DES FORTUNES

Cette organisation de l'industrie du sucre et du rhum, à laquelle nulle autre ne peut faire contrepoids, explique et souligne l'extraordinaire concentration des fortunes à laquelle on assiste depuis trente ans et dont les paragraphes qui vont suivre se proposent de définir et de mesurer l'étendue.

Il est relativement aisé, en premier lieu, d'estimer, à assez peu de choses près, les bénéfices des usines à sucre dont les bilans sont régulièrement publiés. Ils étaient, avant guerre, de l'ordre souvent de plusieurs millions et l'on peut être assuré que si les recettes étaient calculées au plus juste, il n'en était pas obligatoirement de même pour les débours. Afin de montrer d'ailleurs qu'on ne gagnait absolument rien sur le sucre, il fut de bon ton, quelques années durant, de faire peser sur la fabrication de ce produit un certain nombre de frais afférents au rhum.

Mais il est infiniment moins facile d'estimer, fût-ce de très loin, les bénéfices agricoles, lesquels varient évidemment dans d'énormes proportions, suivant la situation, le terroir, les difficultés de transport et aussi les qualités personnelles du maître et sa « surface » financière. Les principaux exploitants ne tiennent d'ailleurs pas du tout à ce qu'on évalue de trop près leurs ressources. J'ai personnellement été témoin du fait suivant : un des plus gros propriétaires de l'île, afin d'empêcher ses gérants d'en prendre trop à leur aise, les avait astreints à tenir la comptabilité détaillée des « habitations » qui leur étaient confiées. Mais quand il fut question d'un contrôle possible pour l'impôt sur le revenu, il donna l'ordre inverse et fit détruire les livres déjà existants.

M. Kervégant s'est livré à l'étude la plus complète que je connaisse sur les prix de revient de la canne. Il estimait que ces derniers pouvaient varier en 1936 de 55 à 120 francs la tonne suivant les centres, c'est-à-dire du simple au double et même plus. Le coutelassage, par exemple, grâce auquel on débarrasse le terrain des mauvaises herbes qui l'encombrent, coûtait alors de 60 à 100 francs l'hectare. Mais ce prix pouvait monter à 2 et même 300 lorsque la plantation était envahie par des herbes à piquants (*mimosa asperata*). Exécuté à la fourche, le labour valait 5 à 600 francs l'hectare contre 100 au tracteur à huile lourde. En général, les meilleurs prix étaient obtenus dans les terres grasses et fortes du Lamentin, Petit-Bourg, les plus élevés, dans les mornes du Sud aux terres plus sèches, refuge également de la petite propriété.

Pendant la crise de 1931-1935, le prix de la tonne de cannes contingentées a varié suivant les usines et les années de 75 à 146 francs, la moyenne s'établissant aux alentours de 110. Si l'on prend alors le cas d'une habitation de la plaine du

Lamentin appartenant à un gros actionnaire, et produisant, à 55 francs chaque, environ 3.000 tonnes de cannes bon an mal an, le bénéfice visible, tous frais de gérance et d'amortissement payés, ressort à plus de 150.000 francs, auxquels il faudrait ajouter les revenus des autres faisances valoir, de l'élevage surtout, pratiqué sur les terres en friche. Et le calcul a été fait sur des prix de crise. Avant 1930, avec des taux de 160 à 180 francs la tonne de cannes, les revenus atteignaient sans peine trois à quatre cent mille francs. Pendant ce temps, le petit planteur des mornes qui, pour toutes les raisons déjà indiquées, ne pouvait produire à moins de 110 ou 120 francs la tonne, courait à sa ruine, surtout dans le Sud, où il était obligé de vendre aux usines qui payaient le moins.

Tout concourait ainsi à renforcer les grosses fortunes et à leur permettre d'absorber peu à peu les autres. Il est difficile d'évaluer les plus puissantes, d'autant que pour les commodités de l'exploitation elles restent fréquemment indivises entre les membres d'une même famille. C'est un groupe de cet ordre qui passe pour avoir rapatrié 600 millions liquides de l'étranger en 1936, et sa puissance totale était alors évaluée à plus d'un milliard. Tel autre leader de l'économie locale était estimé à beaucoup plus de 100 millions. Les fortunes supérieures à 10 ou 15 millions devaient atteindre la bonne douzaine. D'assez nombreux millionnaires se rencontraient non seulement parmi les seigneurs du sucre et du rhum, mais aussi chez les commerçants et dans les professions libérales. Il y en avait peut-être une centaine.

Ce remarquable enrichissement, puisqu'en entier postérieur à 1910, souligne le caractère particulier de l'économie martiniquaise. Elle est à base foncière. La seule possession du sol, en effet, a permis à ses détenteurs de recréer en moins de quarante ans une puissance financière de premier ordre pour un si petit pays. Le crédit dont les plus riches disposaient en 1940 était de plusieurs fois supérieur, semble-t-il, à la valeur de leurs biens-fonds et des installations qui s'y trouvaient. S'il leur avait fallu choisir cependant entre ce crédit et leur domaine terrien, c'est ce dernier, incontestablement, qu'ils eussent conservé. Et il est juste de reconnaître que toute l'histoire martiniquaise semble leur donner raison. Aucune crise n'a duré plus de vingt-cinq ans. Aucune n'a touché suffisamment le pays pour l'empêcher de se relever avec une incroyable rapidité, plus prospère que jamais.

En même temps, d'ailleurs, la fortune martiniquaise apparaît essentiellement spéculative. Elle a dépendu longtemps des cours du sucre sur les marchés mondiaux. Elle a été assurée ensuite par le contingentement, qui, vu sous cet angle, n'est qu'une mesure de protection renforcée. Leur entregent, leur habileté à exalter les sacrifices consentis ont, une fois de plus, admirablement servi usiniers et planteurs de la Martinique.

On comprend, dans ces conditions, la part qu'ils prennent à la vie publique, les appuis qu'ils cherchent toujours à se concilier dans la Métropole et même ailleurs, puisque telle ou telle modification de droits ou de tarifs peut entraîner leur prospérité ou leur ruine.

Mais il est impossible aussi de ne pas être frappé, du caractère actuellement artificiel et instable de tout cet échafaudage. Ce qu'une loi a fait, une autre peut le défaire. La fortune actuelle s'est accumulée en vase clos, comme un lac étale derrière une digue puissante. Mais si le barrage vient un jour à céder, il n'en restera plus grand'chose. C'est parce qu'ils ont su profiter des avantages accordés aux sucres et aux alcools de la Métropole que les Antillais se sont enrichis. Le simple retour à une économie libérale « permettant le jeu, fût-ce atténué, de la concurrence étrangère, entraînerait l'écroulement de tout le système.

10. — LA PRÉPONDÉRANCE DES BLANCS CRÉOLES. LES LEADERS DE L'ÉCONOMIE

Or, comme la grande propriété est l'apanage du groupe blanc, celui-ci concentre dans ses mains la plus grande part, sinon la presque totalité de la fortune locale. Les usines à sucre, quelques rares actions exceptées, lui appartiennent en entier. En ce qui concerne le rhum, le contingent à répartir en 1939 s'élevait à 8.891.500 litres d'alcool pur. 4.786.793 sont allés aux « usines anciennes », 110.846 aux « usines nouvelles », dont une seule « Maniba », avec un contingent de 10.566 l. d'une part et 65.329 de l'autre, était administrée par des gens de couleur. Il restait donc 3.928.632 litres à répartir entre les distilleries agricoles. Si l'on consulte le tableau annexé à l'arrêté du gouverneur, la prédominance des « békés » ou blancs créoles, sans tenir compte des cas douteux, apparaît encore supérieure aux deux tiers. Une évaluation personnelle et fondée sur la connaissance que je croyais avoir des individus me faisait leur attribuer 2.700.000 litres au minimum. On peut donc dire qu'ils monopolisent la totalité des bénéfices réalisés par l'industrie sucrière et les 85% de ceux fournis par le rhum contingenté. À la consommation locale, où l'on a cherché dans une certaine mesure à favoriser les petits distillateurs, la proportion est encore supérieure à 61% (1.876.000 litres au minimum en 1939 sur 3.040.000).

L'industrie des conserves d'ananas est entre les mains exclusives du même groupe. Il est plus difficile de se rendre compte de la situation en ce qui concerne la banane, plus favorable dans l'ensemble à la petite et à la moyenne exploitation. Néanmoins, les plus importantes des plantations sont possédées par de purs créoles. J'admettrais assez volontiers, sans pouvoir appuyer cette opinion d'aucun chiffre précis, un partage à égalité. On peut négliger ou presque le reste, encore que, par exemple, un seul « béké » monopolise les envois de café. Au total, sur les 309.648.000 francs du commerce spécial d'exportation en 1938, la part des blancs s'élevait au minimum à 85%. Ils ont également, bien que moins apparente et beaucoup plus difficilement chiffrable, la maîtrise du marché aux importations. On voit alors de quel poids peut peser leur domination sur l'économie entière de la Martinique.

Il faut même aller plus loin. Cette domination s'est concentrée au cours du dernier siècle entre les mains d'un très petit nombre de familles et d'individus. C'est

un trait qui n'est peut-être pas sans rapports avec la nature insulaire et le peu d'étendue du pays, car On le retrouve assez facilement dans les autres petites Antilles. Au lendemain de la guerre de 1914-1918, on parla beaucoup des « trois familles ». Tout le monde connaissait, dans les dernières années, les véritables « chefs d'orchestre » du pays, qu'ils considéraient d'ailleurs comme une sorte de chasse gardée. Aucune affaire de quelque envergure ne pouvait subsister sans leur assentiment. Celles qui essayaient d'échapper à leur contrôle, au moins indirect, pouvaient être assurées de périlcliter et de disparaître. Il eût fallu, pour leur tenir tête, de puissants appuis financiers et la faculté de jeter à l'occasion de très fortes sommes dans la balance.

On peut se demander encore ce qui a rendu possible cette domination qui a lourdement pesé à plus d'une reprise sur les destinées de la Martinique et comment elle s'exerce.

En premier lieu la structure élargie de la famille — on pourrait presque, en certains cas, parler de clan — et l'indivision des biens donnent au chef une autorité accrue. Tous ont connu tels vieux patriarches plus qu'octogénaires dont les ordres étaient rigoureusement exécutés. Il était préférable, au demeurant, de ne pas chercher à se soustraire à leur autorité. Un conseil judiciaire ramenait promptement l'intéressé à une plus saine conception de ses devoirs vis-à-vis du groupe. Les dirigeants de l'économie locale sont donc les plus grands propriétaires fonciers ou leurs représentants.

Ils sont aussi les maîtres des usines. Sur les treize anciennes qui fonctionnent encore, les unes appartiennent à des particuliers, tous blancs, comme nous l'avons dit, et plus ou moins apparentés, les autres sont organisées en sociétés anonymes. Mais leurs capitaux, dès l'origine, ont été presque exclusivement martiniquais. Cependant, outre celles achetées par quelques négociants de la Métropole, les actions étaient réparties à l'origine dans des couches beaucoup plus larges de la population qu'aujourd'hui et nul groupe ne pouvait *a priori* imposer sa volonté aux autres. Tout au moins y fallait-il l'assentiment de la majorité des possédants, parmi lesquels, autant que mon enquête a été exacte, les gens de couleur apparaissaient assez nombreux.

La concentration s'est opérée à la faveur des deux crises sucrières de 1884-85 et surtout de 1900-1905. Les actions tombées à vil prix ont été rachetées par les blancs qui avaient un intérêt capital à ce que l'Usine leur continuât ses avances et leur permît ainsi de sauver leurs propriétés. Un assez petit nombre seulement sont demeurées entre les mains de noirs et de mulâtres et dans des proportions telles que leurs détenteurs ne peuvent exercer ni contrôle ni influence sur la marche et la direction des établissements. La concentration a été poussée si loin qu'un certain nombre d'usines en sociétés anonymes ont été rachetées par un seul propriétaire. Ce fut le cas, en particulier, pour le Lareinty, le Lorrain et le Robert. Pour d'autres, il est de notoriété publique que la totalité des actions est entre les mains d'un groupe, fort restreint, une douzaine au plus, de personnes toutes apparentées. Les initiés prétendent qu'ailleurs, et pour les besoins de la cause, les actions tantôt se

rassemblent dans une seule main, tantôt se dispersent entre les membres et alliés d'un même groupe. Si l'on voulait tracer le tableau exact de la situation, il faudrait disposer de la liste complète des actionnaires et connaître les liens de parenté ou les obligations d'affaires qui les unissent entre eux. Rien, alors, n'y manquerait, pas même la sèche traduction dans les chiffres de tel conflit d'allure cornélienne où l'inclination sentimentale fut sacrifiée au devoir vis-à-vis du clan. On peut vraiment avancer, sans témérité excessive, que, sous la diversité apparente des marionnettes et du décor, ce sont toujours les mêmes qui, jusqu'ici, ont tiré les ficelles.

11. — LE SYSTÈME BANCAIRE

Cette emprise s'est évidemment étendue au système bancaire. Le caractère même de la principale culture oblige les colons, à faire un usage constant du crédit. Les banques, cependant, ne sont que des banques de trésorerie et il semble difficile qu'il en soit autrement, puisqu'avant de jouer le rôle d'initiatrices qui leur est dévolu en d'autres contrées et de lancer des affaires nouvelles, il faudrait engager la lutte contre les « grands blancs » et « l'Usine ».

Seuls les emprunts de l'Administration échappent à cette règle. La colonie contracta le premier en 1911. Consenté par une banque de la Métropole, il s'élevait à trois millions et devait être employé à des travaux d'assainissement et d'adduction d'eau. Au lendemain de l'éruption de 1929, la Martinique bénéficia d'une contribution nationale de 50 millions qui permit l'établissement de routes, d'appontements, d'un observatoire de géophysique. On y comprit la construction d'un hôpital et, ce qui n'était peut-être pas dans l'intention exacte du législateur, celle de mairies, de presbytères, de conduites d'eau et autres ouvrages d'utilité publique dans la zone la plus menacée et qu'il conviendrait d'évacuer au plus vite en cas de danger renouvelé.

Cependant, après un renversement des alliances dans la politique locale, « l'Usine » se trouva, « pour un bout de chemin », associée au parti socialiste. Elle consentit alors, sans pour cela vouloir les financer, à une réalisation assez large de grands travaux : électrification, mise en état des routes, ports et rades, construction de bâtiments scolaires. L'argent fut demandé à un emprunt de 150 millions autorisé par le Parlement.

En fait, 70 millions environ avaient été dépensés en 1940. 22 avaient assuré l'électrification. On avait construit le lycée de garçons et quelques autres bâtiments, le reste ayant été employé aux routes et aux ports. Les différentes tranches de souscription autorisées par le Ministère avaient uniquement été placées dans la Métropole, sans qu'une fois de plus les capitalistes locaux, malgré leurs larges disponibilités, eussent consenti à s'en occuper.

Toute leur sollicitude va, par contre, aux établissements de crédit installés sur la place. Le premier en date fut la banque de la Martinique, instituée par décret du

11 juillet 1851, et dont le capital initial de trois millions avait été fourni par une retenue de un huitième sur l'indemnité versée aux colons en contrepartie des pertes que leur avait occasionnées l'abolition de l'esclavage. Elle conserva jusqu'en 1944 le privilège de battre monnaie et d'émettre des billets ayant cours localement, en échange de quoi elle pratiquait des opérations de prêts sur récoltes pendantes. Elle n'est plus désormais qu'un établissement privé et, comme tel, escompte des billets à ordre ou effets de commerce à deux ou plusieurs signatures de « personnes notoirement solvables ». Elle négocie, achète ou escompte des traites sur les colonies, la Métropole et l'étranger. Dans aucun de ces cas, l'échéance ne peut dépasser 120 jours. Les avances en compte courant, également admises, ne doivent pas excéder six mois.

Dans l'ensemble, il est permis d'affirmer que, depuis sa création, la banque a honnêtement rempli le rôle qui lui était assigné. Elle a permis, dès le début, aux colons de surmonter les difficultés consécutives à l'abolition de l'esclavage. Elle a favorisé le développement des premières usines centrales. Son concours a été non moins effectif pendant les crises sucrières de 1881-1885 et 1900-1905, au moment aussi du krach de 1921-1922.

Cela n'a pas été sans lui occasionner des pertes dépassant parfois son capital social et elle a été à plusieurs reprises tout près de sa perte. On se souvient à la colonie d'époques où le change sur la Métropole était particulièrement onéreux. En 1922, le bilan de la banque accusait 7.546.342 francs d'effets en souffrance et de traites à régulariser.

Aussi avait-elle été amenée à resserrer quelque peu ses opérations. Elle ne faisait plus d'avances aux usines et se refusait à négocier les traites tirées par ces établissements sur leurs commissionnaires de France contre des expéditions de denrées à réaliser. Dans ces conditions, les prêts sur récoltes se faisant ordinairement sur les rhums, elle était devenue plutôt la banque des distillateurs agricoles et des négociants, grâce à ses avances sur marchandises et sur effets à deux signatures. La limitation, par contre, de ses opérations dans le temps lui interdisait de manière stricte les crédits à long terme nécessaires aux cultures secondaires de type arbustif. D'autre part, la surveillance qu'exerçait sur elle l'Administration gênait l'emprise d'un groupe aux dépens des autres. Ce sont ces considérations qui ont entraîné en 1921 l'établissement d'une succursale de la Royal Bank of Canada et, en 1922, la fondation du Crédit Martiniquais.

La première, dont l'activité s'est trouvée interrompue par les événements de 1940, est une banque exclusivement d'affaires et d'origine étrangère. Elle ne s'est donc jamais livrée qu'aux opérations de crédit pouvant lui assurer le plus de profits avec le moins de risques possible. Il faut reconnaître cependant qu'elle a toujours donné « un concours réel au commerce local par ses avances sur marchandises » ¹.

¹ D'après un rapport inédit de M. Saint-Olympe.

Le Crédit Martiniquais est une société anonyme fondée en 1922, au capital de trois millions de francs, porté depuis à 10.000.000. Il a eu comme soutien, dès son origine, la quasi-totalité du potentiel financier de la colonie. Institué pour faciliter les opérations des usiniers, il centralisa très vite un grand nombre de traites documentaires. En outre, afin de se livrer à d'importantes opérations que son capital social, trop faible, ne lui permettait pas, il tendit à le compléter par les dépôts de ses clients. Tandis que la banque officielle ne consentait aucun intérêt pour les fonds qui lui étaient ainsi confiés, le Crédit Martiniquais paya un intérêt de 3% pour les dépôts à court terme, de 5% pour ceux d'une année et plus.

Cela faillit d'ailleurs causer sa perte. En 1930, « le Crédit Martiniquais, dont le but était précisément d'effectuer les opérations à réaliser, était pour ainsi dire contraint de recevoir les traites du Syndicat des producteurs martiniquais qui le soutenait. Aussi, lorsque la crise s'est déclenchée, il avait pour garantie de ses créances presque tout le stock détenu par la Centrale des Rhums en France, stock dont la valeur vénale ne cessait de décroître ¹ ».

Comptant sur la fidélité de ses déposants, le Crédit Martiniquais avait engagé dans ses opérations la presque totalité de ses rentrées. Dans des conditions qui ne furent bien connues que de quelques initiés, le bruit se répandit brusquement à travers la colonie que la mévente des rhums allait faire subir à la banque privée des pertes dont elle ne pourrait plus se relever. Un matin, à l'ouverture des guichets, de nombreux déposants faisaient queue pour retirer leurs fonds. La liste des vingt ou trente premiers, que j'ai eue entre les mains, ne manquait pas de saveur. Elle comprenait surtout des fonctionnaires, quelques-uns haut placés, et des gendarmes. Cela semblait indiquer d'où partait le coup, que ne rendaient pas invraisemblable tels incidents récents de la politique locale.

Il fit long feu cependant. La garantie de plusieurs gros propriétaires, du plus puissant d'entre eux surtout, permit d'éviter la faillite et le Crédit Martiniquais redevint plus puissant que jamais. Dès le lendemain de la panique, on remboursait à guichets ouverts, tandis que de nouveaux déposants, quelques-uns symboliques, faisaient queue dans la salle voisine. Si peu explicites que soient ses bilans, il semble bien en ressortir que le Crédit est devenu la principale banque d'affaires de la Colonie, que ne met guère en péril l'installation récente d'une succursale de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie, encore que cette dernière ait pu s'assurer le concours de quelques hommes connaissant bien le pays.

On voit alors comment s'exerce l'emprise du petit groupe de propriétaires et de capitalistes qui sont les véritables maîtres du pays. Le Crédit Martiniquais leur appartient, la Banque du Canada n'a jamais eu la moindre velléité d'entrer en conflit avec eux. Il en a été de même jusqu'à présent de la B. N. C. I. Malgré quelques désaccords passagers, leur voix s'est toujours fait entendre à la Banque de la Martinique. Le reste ne compte guère ou ne les gêne pas, qu'il s'agisse du Crédit Agricole ou de quelques banques populaires.

¹ D'après un rapport inédit de M. Saint-Olympe.

Le premier, organisé par un décret du 31 décembre 1920, consent à de petits exploitants, et pour des intérêts minimes, des prêts à court, moyen et long terme, dont le total au 30 janvier 1939 dépassait un peu dix millions. Une autre société de crédit populaire, fondée en juillet 1932, consentait des prêts à bon marché à de « petits producteurs », ainsi qu'à des fonctionnaires. Le total de l'argent ainsi avancé montait à 9 millions au 30 juin 1939. On peut encore citer la Caisse d'épargne de Fort-de-France et divers autres organismes de moindre importance.

12. — LA STRATIGRAPHIE SOCIALE

Tout cela aboutit à une stratigraphie sociale évidemment très différente de celle qu'on peut observer dans la Métropole. Il existe une petite minorité de gens riches, quelques-uns très riches, gros propriétaires, industriels et commerçants, presque tous blancs créoles. Les revenus du chef de famille y étaient toujours supérieurs à 200.000 francs par an et parfois au million en 1939. Des chiffres supérieurs à dix millions pour deux ou trois au moins ne paraissaient pas absurdes à des observateurs qualifiés ¹. Au total, cette aristocratie, familles comprises, ne dépasse guère le millier de personnes. Elle mène sur place une vie simple et qui ne correspond qu'assez peu à sa puissance financière. Elle habite surtout à la campagne, vit dans un cercle fermé renforcé par des mariages consanguins, et réserve son faste pour les voyages dans la Métropole ou à l'étranger.

Les classes moyennes peuvent se répartir en deux groupes. Le premier, inférieur à deux mille personnes, comprend surtout des hauts fonctionnaires, avocats, médecins, notaires et huissiers, ainsi qu'un certain nombre de moyens planteurs, de géreurs d'habitations et d'employés supérieurs d'usine ². Les revenus familiaux s'y échelonnaient avant guerre de 50 à 200.000 francs par an. Les blancs,

¹ Il s'agit là dévaluations dont je prends la responsabilité, les statistiques de l'Administration ne pouvant faire foi en l'espèce. Le Docteur Cognet, rapporteur du budget, écrivait en 1936 : « L'impôt sur le revenu à la Martinique ? Hâtons-nous d'en rire de peur d'être obligés d'en pleurer... Unissons-nous et demandons à M. le Représentant de l'Administration si le moment n'est pas venu de répondre enfin à ce défi infligé à la pauvreté et à la misère de la masse laborieuse, de mettre fin à la comédie cynique à laquelle donne lieu la perception, ou plutôt la non perception de l'impôt sur le revenu à la Martinique. En 1938, cependant, un sérieux progrès avait été accompli, puisque les revenus imposables étaient passés de 58 à 93 millions. Il restait beaucoup à faire et l'on eût pu opérer de curieux rapprochements entre les plus importantes déclarations et les allocations, non dissimulables, puisque publiées dans les bilans, consenties par telle ou telle usine à ses administrateurs.

² Pour ces derniers, comme pour les géreurs, une assez large part du salaire est représentée par des avantages en nature. Beaucoup sont, en même temps, propriétaires d'un petit bien qu'ils exploitent d'accord avec l'usine ou le « grand blanc » qui les emploie. Par contre, on a vu disparaître, après 1935, la pratique déjà ancienne des gratifications de fin d'année, gratifications fort importantes, puisqu'elles pouvaient atteindre jusqu'à 30 et 40% de la rémunération totale. Elles ont alors été incorporées dans la paie mensuelle.

créoles ou européens, apparaissent encore nombreux, mais ne détiennent plus la prépondérance absolue qu'ils exercent dans le premier groupe.

Tous ces gens, suivant leurs goûts et leurs capacités, vivent plus ou moins à l'européenne ; ils boivent du vin, sinon à chaque repas, du moins de manière fréquente, consomment régulièrement de la viande de boucherie et du poisson frais, achètent des légumes ou des fruits venus de l'extérieur, entretiennent à la dernière mode ou soi-disant telle une abondante garde-robe, lisent quelques journaux et revues, possèdent un poste de T. S. F., utilisent une voiture automobile, presque toujours achetée à tempérament, la conduisent parfois eux-mêmes, disposent le plus souvent d'un chauffeur-jardinier-maître d'hôtel et s'offrent de temps en temps ou se font offrir par l'Administration un voyage dans la Métropole.

Les fonctionnaires débutants et moyens, les petits commerçants, un certain nombre d'employés de banque ou de commerce et d'artisans établis à leur compte, au nombre de 15 à 20.000, familles comprises, disposaient encore de revenus allant de 10 à 50.000 francs. Cette petite bourgeoisie envoie presque toujours ses enfants au lycée, elle cherche à s'élever au-dessus de sa fortune présente et s'est toujours montrée, depuis l'émancipation, un des éléments les plus actifs et les plus intéressants du pays.

Les petits planteurs ou fournisseurs de cannes forment un échelon assez mal défini, intermédiaire entre les usiniers et les « travailleurs ». Ils servent de « tampon », on n'oserait dire de régulateur entre les forces adverses. Leur situation économique et morale a été assez joliment définie par M. P. Symphor dans son rapport sur le budget de 1939 : « Leur raisonnement, écrit-il, est simple et se passe de commentaires. Je suis avec le salarié qui ne gagne pas, par son labeur de forçat, de quoi manger à sa faim et vivre décemment... Je le soutiens volontiers dans ses réclamations, dont on ne saurait dire qu'elles sont exagérées. Au cours actuel des denrées qu'il fabrique, au taux quotidien du coût de la vie, le minimum vital qu'il revendique témoigne de son esprit de conciliation et même de sa résignation foncière. »

« Mais je n'y peux faire droit moi-même, étant donné que l'usine m'octroie un prix qui est au-dessous de mon revient actuel. Je me ruine à enrichir le gros manipulateur. Je n'exerce aucun contrôle sur les cannes que je livre et sur les produits qu'on en tire. Je subis le fait du prince, autoritaire et capricieux. Il ne me reste plus qu'à déposer mon bilan, abandonner mes cultures et attendre que l'huissier vienne saisir mes biens au nom de l'usine dont j'ai assuré la fortune par ma propre déchéance financière. »

« Qu'elle me paie équitablement, qu'elle règle mes fournitures de cannes sur un taux vraiment rémunérateur et je n'hésiterai pas une seconde à vous donner satisfaction à vous, ouvriers ; je donnerai l'exemple, car je connais vos souffrances et vos misères, nous sommes solidaires dans le pénible travail de chaque jour, mon âme ressent les vibrations de la vôtre, mais je ne peux que gémir et me lamenter avec vous. »

« D'autres voix, plus astucieuses, celles-là, s'élèvent pour plaindre à leur tour le sort malheureux, le tragique destin de la classe moyenne à laquelle on ne prodigue cependant que de vaines et stériles consolations. »

« Ces âmes charitables, si sensibles à l'égard des planteurs, tiennent à peu près ce langage : les ouvriers ont raison, ils ne gagnent pas assez. Évidemment, l'usine pourrait payer davantage. Elle voudrait même le faire. Mais il y a les planteurs qui ne pourraient pas suivre le même rythme. C'est la ruine pour eux. Il faut les protéger, les soutenir, les défendre, empêcher qu'on les anéantisse. Et ce « on » représente non point le loup toujours prêt à dévorer force moutons, mais le pauvre hère qui, de l'immense pré, n'arrive pas à « tondre la largeur de sa langue »¹.

On peut laisser de côté certaines affirmations un peu poussées et qu'explique le caractère politique du texte. Tous les petits et moyens planteurs ne se ruinent pas. Il est vrai cependant que la situation de beaucoup d'entre eux demeure précaire. Leurs frais élevés, alliés à des méthodes de culture encore rudimentaires, les empêchent de tirer un bénéfice convenable de leurs efforts. Il est exact aussi que, solidaires des travailleurs contre l'usine, à ce point de vue, ils le sont au contraire de cette dernière en ce qui concerne les salaires et que ce sont eux qui consentent en fait les moins élevés.

Il est encore vrai qu'il s'agit d'une classe qui remonte aux débuts ou presque de la colonisation, puisqu'elle existait déjà en 1671. Malgré toutes les affirmations éloquentes néanmoins sur le rôle qui devrait être le sien dans l'économie martiniquaise, son avenir ne paraît guère assuré. En fait, elle tend singulièrement à s'amenuiser puisqu'en une décade elle a diminué de moitié.

Le reste de la Martinique, 150 à 170.000 personnes, vivait en 1936 avec des revenus familiaux inférieurs à 10.000 et même la plupart du temps à 5.000 francs par an. Peu d'ouvriers agricoles atteignaient des salaires journaliers de 12 à 15 francs, la plupart n'en touchaient pas dix et dans l'interrécolte le chômage était fréquent. Dans les usines même, seuls les ouvriers les plus qualifiés pouvaient atteindre 30 francs, les simples manœuvres n'en touchaient que de 6,50 à 11,50, suivant les centres, et les femmes de 4,50 à 10. Sans doute, des majorations importantes furent-elles accordées en décembre 1936 et février 1938. Elles eurent pour résultat une hausse générale des salaires d'environ 45%, le prix de la « tâche » de coupe de cannes (20 piles) étant porté à 30 francs pour le coupeur et l'amarreuse. Mais une sentence arbitrale de février 1939 admettait que, durant la même période, le coût de la vie avait subi une hausse moyenne de 42%.

Le niveau de vie qui en résulte ne peut être élevé. « Il importe de toute manière, écrivait le docteur Cognet en 1937, au nom de la Commission Financière du Conseil Général, de modifier le genre, le mode et les conditions révoltantes de vie des 70% d'une population pourtant fière, mais condamnée à une perpétuelle indigence, ce qui, par voie de conséquence, fait de l'administration coloniale et des

¹ P. Symphor, Rapport sur le budget de la deuxième session ordinaire de 1938, p. 14.

municipalités d'immenses bureaux de bienfaisance sans cesse assiégés et inéluctablement défailants. »

« Eternels nécessiteux ? Comment en serait-il autrement ? Vous êtes-vous jamais demandé ce que gagne, bon an mal an, un ouvrier agricole ?

» Il n'est pas mauvais de parler encore chiffres. Prenons comme illustration le cas d'un adulte d'une trentaine d'années, valide et diligent. »

« Il y a d'abord la période de janvier à juin, soit vingt semaines à raison de 60 francs de salaire hebdomadaire (5 journées à 12 francs, protocole Aberti) ¹. Pendant cette période, la plus fructueuse, celle où l'embauche est facile, l'ouvrier perçoit donc une moyenne de 1.200 francs. Pendant l'interrécolte de juin à décembre, au total trente semaines, période aux travaux moins rigoureux, plus élastiques, où joue dans toute sa férocité la loi de l'offre et de la demande, l'ouvrier gagne deux ou trois fois moins. Bénis, trois fois bénis ceux qui regagnent leur case le samedi avec 25 ou 30 francs, sans compter les semaines blanches. Mais ne dramatisons pas. Arrêtons-nous au chiffre de trente francs. Trente semaines à trente francs, cela fait 900 francs pour l'interrécolte, ajoutés aux 1.200 francs de la récolte, soit un peu plus de 2.000 francs de salaire annuel avec lesquels l'homme devra se loger, se vêtir, se nourrir et subvenir aux besoins de sa famille... Et les 70% de la population en sont là ! »

« Minimum vital, minimum social, répétons-le encore, les trois cinquièmes du peuple martiniquais ne peuvent en approcher au taux actuel des salaires » ².

J'ai cité ce texte, comme celui de M. Symphor, parce que, malgré quelques exagérations, le fond de l'argumentation n'en peut être contesté. Les revenus d'un ménage en 1937 étaient, à l'ordinaire, plus élevés que ceux indiqués par le docteur Cognet parce que la femme, normalement, travaille et que les plus grands des enfants vont à la « petite bande » ou « petit atelier ». Il faut tenir compte aussi de quelques avantages en nature, d'ailleurs très variables. En 1939, cependant, après l'augmentation de 45% sur les salaires de 1936, il ne semble pas que le gain total d'une famille de travailleurs ait excédé 5 à 6.000 francs l'an.

Les moins déshérités sont ceux qu'on appelle les « petits propriétaires » parce qu'ils possèdent un lopin de terre, presque toujours inférieur à un hectare et même un demi-hectare sur lequel ils ont élevé leur case. Ils sont au nombre d'une dizaine de mille, se louent comme journaliers à l'usine ou à la distillerie voisine et utilisent les périodes de chômage sur leur petit bien.

Les conséquences sociales d'un tel état de choses sont graves. Sans doute y a-t-il le climat et les facilités qu'offre le pays, M. Haranger parlait dans son rapport de « misère relative, il est certain, dans un pays où les besoins artificiels sont limités et la nature généreuse au point que l'on peut dire qu'il n'y existe pas de malheureux ». Mais il ajoutait que cette misère n'était pas négligeable et qu'en

¹ Ce protocole avait accordé une première augmentation de 21% pour 1937.

² Rapport Cognet, Deuxième session ordinaire de 1937, pp. III-IV.

« astreignant, l'homme à un retour vers la vie primitive » elle incitait l'ouvrier agricole « qui ne possède pas d'autre bien que sa propre personne au maraudage et au vol ».

Le problème n'est ni simple ni particulier aux Antilles. On le retrouve en Extrême-Orient et dans tous les pays tropicaux. Il est exact, de manière générale, « qu'un niveau de vie, si bas soit-il, n'est pas la misère tant que les besoins correspondants sont satisfaits »¹. On trouve ainsi à la Martinique, aux Caps par exemple, des hommes qui ne s'emploient que pendant la « récolte » et qui vivent le reste de l'année des maigres bénéfices alors accumulés et de quelques travaux annexes. Il existe même des ménages, de plus en plus rares heureusement, où l'on subsiste avec l'argent que rapportent les enfants employés à la « petite bande ».

Il est certain encore que la misère est moins dure aux Antilles, moins dégradante que dans les pays du Nord. On n'y meurt pas de faim, au sens immédiat et littéral du terme : il y a toujours quelques fruits, quelques racines, un bout de canne pour apaiser un appétit trop pressant. L'habitat n'exige qu'une défense contre le soleil et la pluie. Le vêtement peut-être réduit à sa plus simple expression et n'a qu'une valeur d'ordre social et moral.

Mais si tout cela n'est guère contestable il n'est pas moins évident que le niveau de vie des travailleurs demeure singulièrement bas. Ils sont, dans leur immense majorité, sous alimentés et surtout mal alimentés. Leur ration, à base de légumes « pays », ne contient pas assez d'éléments azotés. La quantité même fait maintes fois défaut. Des mensurations opérées dans les écoles avant guerre ont donné dans l'ensemble des résultats très inférieurs à ceux des quartiers les plus pauvres de Paris. Il en est de même aux conseils de révision. Mais au régiment, dans les internats, partout où est distribuée une nourriture abondante et rationnelle, on assiste fréquemment au bout de quelques semaines à un extraordinaire développement physique.

Il faudrait également un effort presque surhumain à ces malheureux pour s'élever au-dessus de leur niveau de vie élémentaire, dont ils ressentent pourtant le contraste avec l'opulence qui les avoisine. Rappelons qu'à peu près tous les objets fabriqués viennent de France ou de l'étranger et sont revendus à des taux prohibitifs pour les petites bourses. L'usage courant de produits importés exige des dépenses immédiatement quadruplées ou quintuplées. Un détour économique vient ainsi freiner au maximum tout effort d'émancipation des basses classes.

Cet état d'indigence quasi universelle se traduit jusque dans les actes officiels. J'ai en ma possession la liste des habitants d'une commune, auxquels le médecin de secteur avait le droit de réclamer des honoraires pour les soins qu'il leur donnait. Il n'y en avait pas 200, femmes et enfants compris, sur une population de 10.000 âmes. Tous les autres étaient considérés comme assistés. Témoin encore cette

¹ Allix, Civilisations d'Extrême-Orient et paysans d'Occident. Études Rhodaniennes, 1944, p. 78.

réponse — authentique — d'un maire au Gouverneur en tournée « Oh, vous savez, M. le Gouverneur, ici nous sommes tous plus ou moins indigents ».

Sans doute pourrait-on opposer à ces tristes constatations la longue liste des mesures prises depuis un siècle en faveur des « classes laborieuses ». Les vingt dernières années surtout ont connu la mise en vigueur officielle de nombreux textes, y compris maintenant la législation du travail et les assurances sociales. Un système libéral de bourses permet à tous ceux qui le méritent d'accéder à l'enseignement secondaire et supérieur. Plus de 32.000 enfants en 1939 sur 42.000 fréquentaient les écoles du premier degré.

Et pourtant si l'on essaie d'aller au fond des choses les résultats obtenus demeurent sur bien des points décevants. Le niveau de vie réel ne semble pas s'être élevé pour la majorité des travailleurs depuis 1880, peut être même depuis l'esclavage. La chose est en tout cas certaine depuis 1920. « Nonobstant cette ère déjà longue de profits abondants pour une partie de la population, écrivait M. Saint-Olympe en 1931, on remarquera, en pénétrant au fond des choses, que le reste des habitants vit dans un état de souffrance depuis l'application de ce régime (du contingentement) et que cet état empire graduellement » ¹.

On pourrait trouver confirmation de ces vues en comparant les quantités de denrées alimentaires importées avant 1902 et de nos jours, compte tenu de l'augmentation de la population dans l'intervalle, les quelques progrès enregistrés pour la farine de froment ou le riz étant compensés par la diminution considérable des cultures de manioc et plus généralement des cultures vivrières au XX^e siècle. On admettra enfin sans grande peine qu'un salaire de 1 fr. 50 en 1880 valait largement les 12 à 15 de 1940.

Faudrait-il alors condamner tout ce qui a été fait de 1848 à nos jours ? Ce serait déplacer le problème. Dès avant la Révolution on trouvait chez certains maîtres des idées libérales. Schœlcher qui fut le grand apôtre de l'abolitionnisme en France reconnaissait volontiers avoir visité des « habitations » avec crèche pour les négrillons, hôpital pour les malades et hospice pour les vieillards. L'esclave y était garanti contre tous les risques de l'existence. Pour une population insoucieuse c'eût été l'idéal, avec la liberté...

Car il faut se rendre compte que ces avantages n'existaient pas partout et que là même où ils existaient les intéressés pensaient que la liberté valait encore mieux. La meilleure preuve en est leur exode général dans les hauteurs ou vers les bourgs au lendemain de la libération. Mais il fallut du temps, beaucoup de temps avant que les œuvres d'assistance officielles pussent se substituer efficacement aux anciens maîtres.

C'est un peu à une évolution du même ordre que l'on a assisté après 1900. Sur nombre de grandes habitations continuait à se pratiquer un certain paternalisme, sans parler de celui s'appliquant aux bâtards. Le « travailleur » y vivait au jour le

¹ M. Saint-Olympe, Rapport inédit, 1931.

jour, assuré de pouvoir emprunter au maître, à fonds perdus, à l'occasion de n'importe quelle cérémonie familiale : mariage, enterrement, communion. J'ai connu quelques vieux patrons qui s'honoraient encore de traiter ainsi leurs ouvriers. Ils en étaient récompensés par un admirable attachement aux heures de détresse, tel ce vieux lutteur rappelant avec orgueil que pendant la crise de 1900 ses hommes étaient venus lui proposer de travailler pour 1 franc, même pour 0 fr. 50 par jour afin de lui permettre de continuer son exploitation.

Les générations de possédants qui ont suivi n'ont pas connu de crise prolongée. Ils se sont crus et continuent de se croire presque de droit divin. Leur attitude a donc été dans l'ensemble beaucoup plus distante et moins humaine. Aussi peut-on dire que la plupart des lois sociales ont eu surtout pour effet d'empêcher un recul qui eût pu être désastreux. Elles ont imposé à l'ensemble des « habitants » les concessions jadis consenties par les meilleurs entre eux et fait passer sur le plan du droit ce qui était auparavant sur celui de la charité. Mais le niveau de vie effectif n'en a guère été relevé. Il y a même eu recul pour certains, lorsqu'au bon maître, au « pater familias » dans toute la force du terme antique, s'est substituée la tutelle beaucoup plus impersonnelle et lointaine de l'Administration.

Il faut souligner aussi qu'en pays Antillais il ne suffit pas de légiférer et de publier des textes si beaux et si étudiés soient-ils : il reste à les faire passer dans la pratique, ce qui exige une persévérance des plus méritoires. Rien n'est plus décevant à cet égard que de parcourir les codes de la Martinique. Il n'est guère de matière sur laquelle au cours de trois siècles il n'ait été pris des arrêtés judicieux et pertinents. La colonie n'a manqué ni de Lycurgues ni de Solons. Mais leurs décrets eurent tôt fait de se diluer dans le nirvâna tropical. Lorsque la même question se repose au bout d'un certain temps, on a oublié l'ancien texte, on en prend un nouveau et il en résulte à l'occasion de jolis imbroglios.

Dans ces conditions également et sur les plans économique et social les progrès, pour autant qu'ils existent, ne s'accomplissent qu'avec une extrême lenteur. C'est pourquoi le niveau de vie de l'immense majorité des Martiniquais demeure si bas et si proche de l'existence primitive, ce qui entraîne quelques conséquences sur lesquelles, localement, on n'a pas jusqu'ici beaucoup attiré l'attention.

Il est de règle d'abord, dans tous les discours officiels ou autres, de souligner que le sort des « travailleurs », puisque travailleurs il y a, dépend étroitement de la prospérité générale. Dès qu'une baisse intervient sur les sucres et les rhums on sait agiter le spectre du chômage et c'est sous ce signe que se fit un jour la conjonction entre éléments patronaux et socialistes de la colonie.

Il est certainement exact qu'en période de crise l'embauche devient plus rare et que les salaires tendent à baisser. Mais puisqu'ils ne permettent déjà que de satisfaire des besoins à peu près incompressibles, les intéressés y suppléent obligatoirement par des emprunts plus ou moins licites, assez bien acceptés dans les mornes, tant qu'ils ne dépassent pas certaines limites, regardés au contraire comme un maraudage inadmissible par les grands propriétaires qui réclament

contre lui des sanctions toujours accrues. De telles pratiques ne méritent évidemment aucune admiration en elles-mêmes, mais demeurent fort humaines et au fond très excusables. Il en résulte surtout que la solidarité quasi absolue qu'on prétend exister entre le coupeur de cannes et le « féodal » qui l'emploie n'est guère qu'un mythe pieux, défendu pour les besoins de la cause. En poussant le raisonnement à l'extrême, il ne serait pas tellement absurde de soutenir que le niveau de vie trop bas des « gens de travail », pour reprendre la vieille expression révolutionnaire, les met en dessous et partant en dehors des crises économiques qui se déroulent sur un plan supérieur à celui où ils sont maintenus. Et quelque faiseur de systèmes en pourrait inférer avoir trouvé le pays idéal pour essayer les réformes les plus osées, puisqu'il serait assuré en tout cas de ne pas trop aggraver la situation de ses cobayes.

13. — ÉCONOMIE DE GUERRE ET PERSPECTIVES

Les années de guerre en ont dans une large mesure administré la preuve. En 1944, par suite de la réduction des cultures, usines et grandes habitations n'employèrent que la moitié au plus du personnel nécessaire en 1939. D'autre part les importations avaient également diminué dans de fortes proportions et rendaient la situation alimentaire difficile. Cependant s'il y eut gêne réelle dans les bourgs et à la ville, on ne connut jamais la famine à proprement parler. D'autre part les travailleurs, « libérés de la culture de la canne »¹, trouvèrent à s'occuper chaque fois qu'ils le voulurent réellement comme pêcheurs, manœuvres ou charpentiers de campagne quand ils ne se contentèrent pas tout simplement de cultiver un « jardin » vivrier : la crise ne les touchait guère.

On peut souligner aussi que l'équilibre traditionnel du pays arrivait tant bien que mal à se maintenir malgré toutes les secousses venues du dehors. La production baissait, le commerce extérieur était stoppé, prix et salaires montaient. Tout le monde était d'accord cependant pour admettre qu'une fois la tourmente passée on en reviendrait à l'ancienne économie fondée sur la canne. Au fond la Martinique entière n'a considéré et voulu considérer que comme des perturbations absolument transitoires les changements provoqués par les hostilités et, parce que désireuse de retrouver son statut antérieur, elle ne s'est guère efforcée jusqu'à ces derniers mois de s'adapter à des conditions nouvelles. On peut se demander alors quels lendemains lui sont réservés dans un monde qui s'annonce de moins en moins favorable aux autarcies et où des accords solennels viennent de proclamer la nécessité d'en revenir dès que possible aux pratiques de la libre concurrence.

Or, sur ce point, les années qui viennent de s'écouler n'ont fait qu'accentuer le caractère paradoxal de l'économie martiniquaise. On ne peut s'empêcher de souligner une fois de plus que l'île vit presque exclusivement, des produits de son

¹ Rapport Roseau in rapport Sablé. 17 j.

sol et que cependant la superficie des terres labourées ou travaillées à la houe a presque diminué de moitié en soixante ans, cependant que la population augmentait et qu'il se formait à Fort-de-France une agglomération importante. La base sur laquelle repose ainsi tout l'édifice s'est dangereusement rétrécie : le paysan ne se nourrissant plus entièrement lui-même, il est indispensable que les bénéfices réalisés sur les produits d'exportation rhum, sucre, bananes et ananas suffisent à l'achat de ce qui manque. S'il n'en est pas ainsi la disette menace et cela seul suffit à expliquer le niveau de vie incroyablement bas où se maintient la majeure partie de la population. Car tous les « jobs » plus ou moins pittoresques auxquels ont recours pour subsister bien des pauvres hères, et même beaucoup d'autres qui ne sont pas pauvres, n'augmentent absolument pas la masse des produits à répartir, qui seule importe en fin de compte.

Il est non moins certain qu'il y a présentement déséquilibre entre les prix de revient locaux et ceux du marché mondial. La « tâche » du coupeur et de l'amarreuse passait de trente francs en 1938 à 220 en 1947. Elle vient encore d'être augmentée de 40%. Les autres salaires ont été relevés dans des proportions analogues, cependant que les charges sociales croissaient rapidement. Naturellement le prix des cannes contingentées a suivi le mouvement et dépassait 700 francs la tonne pour la campagne 1946, cependant qu'un nouveau mode de règlement intervenait, fondé sur « la valeur des produits (sucre, rhum et éventuellement mélasse) effectivement obtenus dans chaque usine au cours de la campagne sucrière envisagée »¹. Le résultat c'est que d'après les propres déclarations du Ministre de la France d'Outre-Mer, les cours du sucre martiniquais, dont la Métropole se porte acheteur pour la totalité, demeurent nettement supérieurs aux prix mondiaux².

De là tous les projets de concentration des usines, dont il a déjà été parlé. De là aussi la recherche de procédés nouveaux de culture comme de fabrication, et surtout un vaste plan d'équipement public et de développement économique et social patronné par le Service du Plan du Ministère de la France d'Outre-Mer, discuté et voté par le Conseil général avec des prévisions de dépenses supérieures à 10 milliards de francs 1946. C'est la reprise sous une forme élargie de tous les projets de grands travaux élaborés depuis un demi-siècle et où l'on a la surprise de retrouver maints revenants que l'on eût pu croire définitivement enterrés.

Ces traites sur l'avenir qu'on serait heureux de voir honorées, en partie tout au moins, par la Métropole, n'empêchent pas la situation d'être assez difficile. Les dévaluations sont encore venues l'aggraver en augmentant dans des proportions considérables la valeur des importations en provenance d'Amérique, le principal fournisseur depuis 1940. Pour y parer dans la mesure du possible et empêcher des répercussions jugées désastreuses sur le coût de la vie, le taux des salaires et les prix de revient, le ministère a fait décider en 1946 la création d'une caisse de péréquation destinée à maintenir les prix des marchandises d'importation de

¹ Arrêté du 27 avril 1945.

² Câblogramme du 9-2-1946.

première nécessité au niveau des prix antérieurs au 26 Décembre 1945. Elle devait être alimentée par une nouvelle taxe de sortie sur les rhums et tafias, susceptible d'être étendue le cas échéant à d'autres marchandises. Mais il ne semble pas que cette caisse ait les ressources suffisantes pour pallier les effets de la dernière dévaluation et l'on s'attend au début de 1948 à une hausse généralisée à la Martinique d'environ 45 à 50%. Il faudra trouver d'autres expédients pour permettre au pays de subsister jusqu'au jour où la Métropole pourra redevenir le principal fournisseur en même temps que le client presque exclusif.

Dans ces conditions si, depuis trois ans, il y a eu des améliorations légales en faveur des déshérités, il ne s'est toujours point produit de bouleversements profonds dans la société martiniquaise et dans la situation respective des éléments qui la composent. Quelles qu'aient été les apparences, sans parler des étiquettes politiques, c'est en fin de compte un conservatisme assez vieillot qui l'a emporté tant au point de vue économique que social. Car il en est encore beaucoup qui songent à reconstruire tout l'édifice sur la base du contingentement, avec ce que cela suppose de protectionnisme outrancier et de subventions déguisées et qui se cantonnent obstinément dans cette défense de la canne et de l'industrie sucrière qui a tant de fois réussi dans le passé. Il ne semble pas que tous à la colonie se soient rendus un compte exact de l'ampleur des mutations survenues depuis 1939 et qui continuent. Sans doute pendant quelques années encore la pénurie mondiale de sucre et de rhum assurera-t-elle des débouchés aux produits du cru. Mais sera-t-il possible de toujours soustraire usines et distilleries de la Martinique aux effets de cette libre concurrence qu'on s'engage à faciliter par ailleurs et d'empêcher ainsi la fermeture d'un grand nombre d'entre elles ? Et si elles cessent leur fabrication que restera-t-il des avantages concédés aux travailleurs ?

C'est donc sur un jour en grisaille que semble monter pour ce petit pays l'aube des temps nouveaux. Il n'apparaît guère possible qu'il évite la crise menaçante. Il lui faudra réapprendre, bon gré, mal gré, à se suffire en grande partie à lui-même. Il lui faudra trouver de nouveaux débouchés et se contenter enfin de bénéfices médiocres que la seule Métropole ne pourra plus financer. Puisse-t-il résulter seulement de cette révolution qui s'annonce, qu'amorce déjà la transformation des Antilles en départements de plein exercice, l'ascension définitive d'une classe indépendante et forte de moyens et petits cultivateurs et une atténuation rapide aux inégalités par trop choquantes qui se maintiennent encore dans les fortunes et les conditions sociales !

Deuxième partie

Géographie Humaine

CHAPITRE X

LA DÉMOGRAPHIE

1. — LES DIFFICULTÉS DU PROBLÈME : INSUFFISANCES ET ERREURS DES RECENSEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

À quel nombre cependant peuvent s'élever les Martiniquais ? Comment se répartissent-ils par groupes d'âge et de professions ? Dans quelles conditions préfèrent-ils l'éparpillement à la vie agglomérée ? Quelle est enfin l'actuelle évolution dans ce domaine ? C'est tout le problème de la démographie locale, pour ne pas dire antillaise, qui se trouve évoqué.

Il n'est ni simple, ni facile à résoudre. Toutes choses égales par ailleurs, les recensements se heurtent à des difficultés que la Métropole ignore. Des restes de tabous interviennent. Il arrive qu'un homme change de nom pour ne pas donner prise aux armes magiques d'un « quimboiseur », ou quand il craint des difficultés avec la maréchaussée. Les surnoms, en dehors même de ces cas sont d'un usage généralisé. Une croyance tenace veut que l'âge se compte au seul millésime de l'année. On attendra donc le mois de Janvier pour déclarer et faire baptiser des enfants nés en Décembre et même auparavant.

« À cette survivance, écrivais-je déjà en 1937,¹ s'ajoutent de vieilles habitudes de fraude. Les élections antillaises jouissent d'une réputation qui n'a pas toujours été surfaite. Le « propriétaire d'une mairie » tient à la garder par tous les moyens. Il y est aidé par le personnel municipal qui défend en l'occurrence ses moyens d'existence. D'où la constitution d'un corps de réserve pour l'armée électorale, qui se recrute au cimetière et vote toujours pour la bonne cause. Un souci de vraisemblance oblige par suite à majorer les recensements, ne fût-ce que pour empêcher une annulation d'office en Conseil d'État. ».

« En outre les principales ressources des communes ne viennent pas de l'impôt direct à peu près impossible à prélever sur la masse des travailleurs qui ne possèdent rien, mais de l'octroi de mer, perçu sur les marchandises importées de l'extérieur, et qui est réparti entre les municipalités au prorata de leur population théorique. Il y a là pour l'Administration un moyen qu'elle n'a pas toujours dédaigné de récompenser les « bons » et de punir les « méchants ». J'ai connu tel chef d'édilité, bien en cour, qui m'a déclaré avoir plus que doublé en son temps le chiffre de ses ouailles. »

Il y a bien, assez rarement d'ailleurs, des essais de vérification. Le recensement de 1926 fut annulé. Celui de 1936 ne fut ratifié que par un arrêté du 22 Juillet 1937 après une révision d'ailleurs plus théorique que réelle. Mais la plupart du temps les protestations se trouvent étouffées, parce qu'elles n'intéressent personne.

Il n'y a pas à s'étonner dans ces conditions si les registres d'État-civil ne sont pas toujours tenus avec une rigueur méticuleuse, bien que soumis à l'examen de magistrats reviseurs et les enquêtes auxquelles j'ai pu me livrer m'ont conduit à admettre qu'au moins jusqu'en 1932 beaucoup d'enfants morts-nés, ou morts en très bas âge n'étaient pas déclarés, le père les enterrant lui-même. Un effort sérieux a été amorcé pour obtenir dans tous les cas une déclaration à la mairie. Il serait présomptueux d'admettre qu'il ait entièrement réussi.

Pour les adultes il en est souvent de même. Beaucoup de Martiniquais croient devoir changer de nom et ne s'embarrassent pas outre mesure en pareil cas de leurs papiers d'identité. C'est alors un inconnu dont, le décès est transcrit sur les registres de l'État civil, tandis que sous son nom véritable le défunt continue une survie théorique dans sa propre commune, ce qui permet de le faire voter jusqu'à 110 ou 120 ans, comme il est déjà arrivé. Et le secrétaire de mairie continue à l'inscrire d'office sur les états de recensement.

Plus fréquemment, et cela est surtout vrai pour les chefs-lieux de canton qui possèdent un hôpital, on ne tient pas compte, pour la statistique locale, des décès d'étrangers. Mais les transcriptions prescrites par la loi ne se font pas avec une régularité exemplaire sur les registres des communes où les défunts avaient leur domicile et d'où ils étaient originaires.

¹ Note sur la population de la Martinique. Congrès international de la population 1937, tome VI, pp. 27-28.

Quant aux recensements, malgré de louables efforts, quelque peu intermittents d'ailleurs, ils demeurent fortement sujets à caution. Beaucoup des agents recrutés à cette occasion, parfois parmi les élèves du Lycée, comme en 1931, utilisent ce qu'on pourrait appeler un procédé dichotomique, parce que payés aux pièces. Isidore-Cornélius-Cicéron Caldébarré donnait successivement sur les fiches Cornélius-Cicéron, Isidore-Cicéron et Isidore-Cornélius Caldébarré. Il y a aussi les régions limitrophes disputées entre deux ou plusieurs communes, comme Fonds-Zombi, entre Fort-de-France et Saint-Joseph, ou le Vert-Pré, que recensent à l'occasion le Robert, le Gros-Morne, voire Trinité et le Lamentin. Cela continuait en 1946, où l'on a dû instituer des commissions chargées de départager Fort-de-France et Schœlcher, le François et le Robert.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les documents officiels n'offrent que des garanties toutes relatives. Au demeurant, ne sont-ils pas sans variantes ? M. le médecin général inspecteur Gravelle, en tournée à la colonie, demanda, à la fin de 1939, un état commune par commune des naissances et des décès survenus pendant la dernière décade avec, comme renseignements annexes, le nombre des « présentations » et des morts d'enfants entre 0 et 10 ans.

M. le gouverneur Spitz, dont j'étais alors le collaborateur direct, et qui s'intéressait à mes recherches, me fit remettre une copie signée de ce travail. Peu après et d'accord avec le chef de son cabinet militaire, je me permettais de lui soumettre quelques observations sur l'in vraisemblance de certains chiffres. Le bureau intéressé du gouvernement fut prié d'opérer les vérifications et rectifications nécessaires. Il en résulta un nouveau document dont je possède également une copie authentifiée. J'eus la curiosité, à titre personnel, de demander quelque temps après les mêmes renseignements : il en sortit une troisième série de chiffres, aussi contestables que les précédents.

2. — EXPOSÉ DE LA MÉTHODE SUIVIE DANS CE CHAPITRE

En de telles conditions, une précision rigoureuse est impossible. Trop de causes d'erreur, et souvent convergentes, interviennent. Il est donc inévitable que le présent chapitre repose, pour une large part, et comme beaucoup d'autres, sur des enquêtes et des impressions personnelles.

La méthode suivie pour essayer de serrer le problème d'un peu plus près s'apparente à celle dite des variations concomitantes. La fraude s'est toujours exercée, depuis un demi-siècle et plus, sur les recensements proprement dits comme sur les listes électorales. Mais on n'a pas modifié en conséquence les registres d'État Civil qui, si mal tenus qu'ils soient, fournissent des éléments plus stables et plus constants.

J'ai eu, d'autre part, l'occasion de faire opérer pendant trois ans le recensement des enfants dans toutes les écoles de la Martinique. J'avais même demandé aux

instituteurs d'évaluer le nombre de ceux qui ne fréquentaient aucune classe. La conscience et le dévouement avec lesquels ce travail a été effectué, les vérifications constantes que j'ai opérées, m'ont permis de recueillir un ensemble de données auxquelles j'attache quelque prix.

Pour la commodité de, l'exposition, j'adopterai, en ce qui concerne la période de 1922 à 1931, les chiffres que j'ai recueillis moi-même sur les registres de l'État Civil. De 1932 à 1938 inclus, j'utiliserai les chiffres du second document Gravellat.

3. — LA POPULATION DE LA MARTINIQUE ET L'INVRAISEMBLANCE DES CHIFFRES AINSI OBTENUS

Le premier problème qui se pose est celui de la population effective de la Martinique. D'après les recensements antérieurs, elle s'élevait à 129.681 personnes en 1853 et 161.995 en 1877. Mais, à cette dernière date, 18.724 personnes, enfants compris, avaient été dénombrées au titre de l'immigration. « L'accroissement naturel se trouvait ainsi ramené à 13.591 unités en vingt-quatre ans. Puis, sans raison apparente, et malgré la suppression de l'immigration, on monte en 1894 à 187.592 et en 1902 à 203.781 individus considérés comme existants. Il n'y a là sans doute qu'une coïncidence, mais c'est aussi le moment où les luttes politiques commencent à se faire plus vives et où des procédés nouveaux s'introduisent dans les mœurs électorales. » ¹.

L'éruption de la Montagne Pelée en 1902 amena la destruction de Saint-Pierre et du Morne-Rouge. Les recensements suivants ont donné 182.024 personnes en 1905, 184.004 en 1910, 244.369 en 1921, 227.698 en 1927, 234.595 en 1931, 246.712 en 1936 et 261.595 en 1946.

La simple comparaison de ces chiffres les uns avec les autres souligne la créance toute relative qu'on peut leur accorder. C'est ainsi que la population totale de l'île se serait effondrée de 244.369 en 1921 à 227.798 en 1927. Or on ne trouve nulle part trace de départs en masse ou d'épidémie meurtrière. Mais on avait procédé entre temps au recensement de 1926 gonflé au-dessus de 250.000 personnes et qu'un gouverneur plus scrupuleux que d'autres avait fait annuler.

À examiner de plus près les résultats commune par commune, il semblerait qu'il y ait eu dans l'île de singulières migrations giratoires. Le François comptait 12.067 habitants en 1905, 13.233 en 1910, 13.966 en 1921, 14.033 en 1927, 11.781 en 1931, 12.186 en 1936 et 11.923 en 1946. Or, de 1921 à 1936, l'excédent des naissances sur les décès s'est élevé officiellement à 2.371. Il faudrait donc admettre qu'en quinze ans, 4.151 personnes, soit à peu près deux tous les trois jours ont quitté la commune pour s'installer ailleurs. Sainte-Marie passait, aux

¹ Revert. Note sur la population de la Martinique. Congrès international de la population. (1937), VI, p. 32.

mêmes époques, de 12.355 à 10.505, 13.692, 11.030, 11.438, 12.033 et 13.276 individus, l'excédent des naissances s'étant élevé à 3.438 de 1921 à 1936 et le chiffre théorique des émigrants à 5.097 pour la même période.

Si l'on compare entre eux les résultats des différentes communes, de nouvelles anomalies apparaissent. Le Lamentin a dépassé les 16.000 au moins putatifs en 1921. Il dénombrait en 1936 17.085 individus (15.114 en 1946). Or, de 1922 à 1936, le nombre des naissances s'y est élevé à 5.003 et celui des décès à 3.727. La commune avait, en 1937, 1.519 enfants, cours complémentaires compris, inscrits dans les écoles publiques. Sainte-Marie, avec une population municipale de 12.033 personnes en 1936 (13.276 en 1946), avait compté dans la même période 6.139 naissances et 2.807 décès. 2.019 enfants y poursuivaient leurs études...

J'avais déjà souligné en 1937 combien il était curieux de voir se maintenir, au milieu de toutes ces variations, un certain nombre de constantes. C'est ainsi, par exemple, que les fluctuations enregistrées pour le François et Sainte-Marie ne paraissent pas avoir influé le moins du monde sur les naissances et les décès annuels dont les chiffres ont toujours gardé, depuis vingt-cinq ans, des ordres de grandeur absolument comparables.

L'étude de la répartition par âges conduirait à des constatations du même ordre. Seul le recensement de 1910 est assez détaillé, dans les résultats publiés, pour permettre de construire la classique pyramide. Celui de 1946 témoigne d'études assez poussées sur certains points, tandis que sur d'autres ses lacunes demeurent évidentes. On peut en déduire cependant une répartition par sexes relativement équilibrée jusqu'à vingt ans avec prédominance de plus en plus marquée ensuite de l'élément féminin, ce qui n'a rien que de normal. Mais si l'on entre dans le détail, on se heurte très vite à des contradictions insolubles si l'on n'admet pas la fraude, et la fraude volontaire.

Je reconnais volontiers qu'un gros effort a été fait en 1946 pour assurer la sincérité des opérations de la commission centrale chargée du dépouillement général des bulletins recueillis. On peut admettre que le nombre des individus putatifs est exactement conforme à celui de ces bulletins. Mais ce n'est pas à ce stade que se produisent les « manipulations » suivant le procédé dichotomique déjà signalé, quand on ne se contente pas de remplir des fiches au nom des individus supposés existants d'après les registres de naissances. Comment expliquer en effet que le nombre des personnes recensées entre 0 et 20 ans, alors qu'il n'y a pas eu immigration massive, loin de là, apparaisse très nettement supérieur à celui des naissances enregistrées depuis 1925 ? Comme, d'autre part, la mortalité du, premier âge demeure fort élevée, malgré les progrès enregistrés depuis quinze ans, c'est à un minimum de 25% qu'il semble falloir, à première vue, estimer l'exagération des chiffres publiés.

Et c'est ce qui rend assez vain d'établir par des calculs plus ou moins compliqués des taux de natalité ou de mortalité qui arrivent, pour la même commune, à varier presque du simple au double d'un recensement à l'autre, tandis qu'en certains coins de l'île coïncident curieusement des chiffres particulièrement

bas de naissances et de décès qui laissent prévoir d'heureuses générations de futurs centenaires, les meilleurs au demeurant et les plus fidèles de tous les électeurs.

4. — ÉVALUATION DE LA POPULATION RÉELLE DE LA MARTINIQUE

Nous en revenons donc au problème essentiel, celui de la population réellement existante. Il y a peu de chances qu'elle dépasse de beaucoup 200.000 personnes à l'heure actuelle.

De 1922 à 1946, il est vrai que l'excédent apparent des naissances sur les décès s'élève à près de 50.000, soit 2.000 environ chaque année. Mais il faut en défalquer certainement plusieurs centaines de décès non déclarés, plus fréquemment non transcrits et surtout omis, volontairement ou non, dans les statistiques récapitulatives dont personne ou presque n'a l'idée de vérifier les éléments. Ainsi prépare-t-on le prochain recensement et une cohorte d'électeurs sûrs.

On peut admettre cependant qu'il y a eu quelques progrès le nombre des décès d'enfants en bas âge et des morts-nés a subi une sérieuse régression entre 1929 et 1938 : Par rapport au chiffre total des naissances, leur proportion est passée de 30,15 à 18,68% en ce qui concerne les moins de 10 ans et de 15,82 à 10,46% pour les morts-nés. C'est la traduction éloquentes des résultats obtenus dans la lutte engagée contre la syphilis, la lèpre, le pian et autres fléaux sociaux par l'Institut Pasteur de la Martinique, et son actuel directeur, le docteur Montestruc. Il faut y voir, pour une très large part, l'œuvre d'un homme et de ses collaborateurs immédiats, qui ont ainsi montré ce que peut l'initiative individuelle dans un tel pays, mais quelle est aussi l'immensité de la tâche qui demeure à y accomplir.

Quelles que soient les réserves que j'aie à faire sur les chiffres des derniers recensements, je ne crois pas qu'on puisse nier le sens général de l'évolution qu'ils dénotent et qui a chance d'aller en s'accroissant. Mais il s'agit également de savoir où l'on en est à l'heure présente.

Or il n'existe pas, à ma connaissance, de tables de la mortalité martiniquaise pour chaque âge. J'ai toujours été persuadé qu'elle est fort élevée, de même que j'ai toujours été frappé du nombre considérable de décès survenus entre trente et quarante-cinq ou cinquante ans. Un document récent vient de m'en apporter la confirmation éclatante. Les actes de décès relevés un à un au greffe du tribunal de Fort-de-France, pour la période de 1931 à 1946, ont donné une moyenne de 36 ans 1/2 d'âge pour les hommes et de 41 ans et 9 mois pour les femmes, soit 39 ans et trois mois pour l'ensemble des défunts. Rappelons que ces chiffres sont très inférieurs à ceux de la France continentale, où l'espérance de vie à la naissance était, à la veille de la guerre, de 56 ans environ pour les hommes et de 59 ans 1/2 pour les femmes.

Il est une conséquence de ce document qu'il est nécessaire de mettre en lumière. Cet « âge moyen » de trente-neuf ans et trois mois correspond à un taux

de mortalité réel supérieur à 25 0/00, alors qu'officiellement et durant la même période il eût été à Fort-de-France, à en croire les statistiques officielles, presque constamment inférieur à 16 0/00. D'où la conclusion que de mauvais esprits ne sauraient manquer d'en tirer : là où, à Fort-de-France, on recense 25 individus, il n'en existe que 16 en chair et en os...

Il faudrait tenir compte également d'une émigration qui n'est pas négligeable et qu'on pourrait chiffrer à plusieurs centaines d'individus par an : on admet généralement qu'il y a au moins 10.000 Martiniquais installés hors de chez eux. En outre, la catastrophe de Saint-Pierre, d'après les évaluations de M. Lacroix, les plus rigoureuses et d'ailleurs les moins élevées, a entraîné la mort de 30.000 personnes et de nombreux départs à destination de Panama, de la Guyane et des autres Antilles. 1.750 Martiniquais, enfin, ont été tués ou portés disparus au cours de la guerre de 1914 à 1918.

Or, entre 1853 et 1877, une fois les immigrants défalqués, l'accroissement naturel s'était maintenu aux alentours de 600 par an. Par ailleurs, il semble normal d'admettre l'exactitude approchée du recensement de 1877, parce qu'antérieur au développement systématique de la fraude en la matière. Dans ces conditions, en tablant sur un accroissement moyen, émigrants défalqués, de 1.000 individus par an, on pourrait essayer de rétablir ainsi l'évolution démographique de l'île depuis 70 ans :

1877 :	161.995 habitants.
1902 :	190.000 —
1902 :	60.000 (après la catastrophe).
1940 :	190.000
1948 :	200.000

5. — AUTRES MÉTHODES CONDUISANT AU MÊME RÉSULTAT :

Il ne s'agit évidemment là que de chiffres probables. Sans doute même pèchent-ils par excès. De toute manière, ils sont beaucoup plus admissibles que ceux tirés des derniers recensements, quels que soient les satisfécits qu'à leur égard l'Administration se décerne à elle-même. J'ajouterai seulement que mes conclusions concordent avec les évaluations d'observateurs connaissant bien le pays. J'arrive d'ailleurs à des résultats analogues par réduction systématique d'« augmentations » indues que j'ai pu connaître personnellement et dont les plus belles m'ont parfois été signalées, non sans fierté, par leurs auteurs responsables.

D'autres méthodes, enfin, m'y ont conduit. Je me suis laissé dire par qui de droit qu'en appliquant les formules traditionnelles à cet égard le nombre des conscrits révisés chaque année correspondait en gros à une population de 180 à 190.000 âmes. En outre, la Direction du Corps de Santé et l'Inspection du Travail ont mené, entre 1930 et 1932, des enquêtes parallèles encore qu'indépendantes et

dont les résultats m'ont été obligeamment communiqués. J'ai eu enfin à ma disposition les statistiques établies dans les écoles sous ma surveillance directe.

Je savais en particulier qu'il y avait, à la fin de 1937, 31.000 enfants inscrits dans les écoles primaires de la colonie, dont 29.000 entre six et quatorze ans, c'est-à-dire nés entre 1923 et 1931. Or, d'après mes chiffres, il y aurait eu dans la même période environ 44.000 naissances d'où il fallait défalquer au taux moyen d'environ 20% 7 à 8.000 décès, ce qui me permettait d'ailleurs de conclure, dans un rapport adressé au Conseil Général, qu'il y avait à cette époque environ 7.000 enfants d'âge scolaire ne fréquentant aucune école à la Martinique.

On pouvait donc, en 1938, rétablir ainsi le nombre des enfants vivants de moins de 15 ans :

De 0 à 6 ans : enfants nés de 1932 à 1937 inclus : 35.290, moins 6.000 (nombre approximatif des décès pour cette catégorie dans le même laps de temps) : 29.000.

De 6 à 14 ans inclus : 36.000.

Une simple règle de trois, pour ceux de 15 à 20 ans, donne un maximum de 27.000, ce qui conduit à un total de 92.000 Martiniquais entre 0 et 20 ans accomplis, au lieu des 106.237 du recensement d'octobre 1936. Et ce chiffre ne pêche évidemment pas par défaut, puisqu'il ne tient pas compte des décès survenus entre 14 et 20 ans. 90.000 serait incontestablement plus proche de la vérité. Or, en 1910, sur 184.000 personnes supposées existantes à la colonie, on en dénombrait environ 82.000 au-dessous de 20 ans, le chiffre de 102.000 pour les autres étant probablement supérieur à la réalité. Cependant, si l'on admet que la proportion alors indiquée s'est maintenue depuis, la même règle de trois conduit à nouveau aux alentours de 200.000 personnes pour la population globale de la Martinique.

L'évaluation faite par l'Inspection du Travail en 1932 (alors que l'obligation scolaire, d'ailleurs mal appliquée, ne dépassait pas treize ans révolus) avait permis de déceler dans toutes les professions 11.184 jeunes gens de 13 à 21 ans, 22.976 hommes de 21 à 35 ans, 26.653 de 36 à 55 ans. En faisant coïncider, à quelque chose près, ces chiffres avec ceux des statistiques scolaires, on obtiendrait 30.000 enfants du sexe masculin âgés de moins de treize ans, soit 90.000 individus de 0 à 55 ans. Or, d'après le recensement de 1910, il n'y avait alors à la Martinique que 9.310 vieillards, réels ou putatifs, au-dessus de cet âge. On n'arrive donc pas à 100.000 mâles pour la colonie entière. Les probabilités et les registres de l'État Civil montrent que les femmes doivent être un peu plus nombreuses, mais dans la proportion maxima d'un à deux pour cent.

Comme aucun des chiffres cités ne pêche par défaut et que tous les calculs faits sur eux aboutissent à des résultats du même ordre, on est donc fondé à admettre que la population de la Martinique s'élevait en 1940 à un maximum de 190 à 200.000 personnes.

Il est possible qu'elle ait augmenté de quelques milliers depuis lors, près de 11 s'il fallait en croire les chiffres du dernier recensement. En 1945, le nombre total des naissances eût été de 6.979 contre 3.401 décès seulement, ce qui donnerait,

toujours d'après les chiffres officiels, un taux de 25 /00 en ce qui concerne les premières et de 13 0/00 seulement à l'égard des seconds. La Martinique serait-elle devenue brusquement un pays d'extraordinaire longévité et de vieillards prolifiques ? La ville de Fort-de-France, où les conditions de vie ne sont pas extraordinairement favorables, n'eût connu que 916 décès pour une population officielle de 66.000 personnes, le Lorrain 116 pour 9.371 habitants, Rivière-Salée 83 pour 8.100 habitants, Fonds-Saint-Denis 18 pour 2.366 habitants et Sainte-Anne 28 pour 3.855 habitants ! Heureuses communes, où l'espérance de vie dépasserait ainsi plus de 130 ans...

6. — TAUX CORRIGÉS DE NATALITÉ, MORTALITÉ ET NUPTIALITÉ

On comprend une fois de plus qu'il est impossible, dans de telles conditions, de songer à établir, pour l'ensemble de la population martiniquaise, des tables de survie et plus encore ces taux de reproduction et d'accroissement naturel chers aux démographes contemporains. Du moins peut-on essayer maintenant de dégager quelques traits d'ensemble.

Calculé sur 200.000 habitants, le taux brut de natalité apparaît comme particulièrement élevé. Il s'est presque maintenu à 29 0/00 dans la décade de 1929 à 1938 inclus et à plus de 30 0/00 depuis cette date. En ce qui concerne la mortalité, elle n'eût été que de 17 à 18 0/00 durant toute cette période. C'est trop beau pour être vrai. L'exemple de Fort-de-France montre ce qu'il faut en penser ; le taux réel dépasse très certainement 25 0/00 pour l'ensemble de l'île, d'après la moyenne de la vie humaine tirée des actes de décès...

À signaler le très petit nombre des mariages, leur proportion ne dépasse pas 5 0/00. Malgré peut-être une lente, très lente évolution des mœurs, l'union libre demeure la règle assez générale dans le peuple et dure à l'ordinaire autant que la case édifiée pour abriter le grand amour. Les enfants « naturels » forment la majorité en bien des endroits, ce qui permettait à tel conseiller général de présenter à chaque session une éloquente motion en leur faveur, que repoussait l'Administration avec la même et régulière constance. Il y a dans chaque paroisse, ou il y avait naguère encore, un ou deux jours spéciaux pour leur baptême. L'homme, en général, ne convole en justes noces qu'après avoir donné ailleurs d'indubitables preuves de sa capacité. Il lui arrive ensuite, à sa table même, de comparer ses enfants hors mariage à ceux qu'il a eus depuis, sans que personne, pas même ou surtout l'épouse, trouve rien à redire.

L'Église seule essaie parfois de combattre ce qu'elle considère comme un relâchement inadmissible. La situation à cet égard demeure, depuis vingt ans, identique à elle-même et je n'ai rien connu à mon dernier séjour qui vînt infirmer ce que j'avais observé au premier. « À la suite d'une mission retentissante, écrivais-je en 1937, où les prédicateurs ont agité toutes les foudres de l'enfer, les vieilles unions se régularisent devant maire et curé, d'autant que, pour cette cérémonie, des

âmes charitables se chargent d'habiller de neuf père, mère et progéniture. La seule année 1925 a vu décupler dans maintes communes le nombre des mariages officiels. Ce ne fut pas, au reste, particulièrement heureux dans tous les cas, étant donné les conditions très spéciales du milieu et, si je n'osais dire la majorité, un grand nombre au moins de ces replâtrages se sont disloqués d'eux-mêmes sans recours, bien entendu, aux formalités trop longues du divorce. » ¹.

La raison en est curieuse. L'un des traits les plus marqués et les plus sympathiques des Martiniquais est leur amour des enfants. Dans un faux ménage, la femme tient l'homme par la « manmaille » qu'elle emmènerait avec elle en cas de rupture. Et l'homme, pour cela, consent à peiner, fait même attention à ne pas gaspiller, le samedi soir, sa maigre paie. Le jour du mariage, il entend le maire et le curé, les plus hautes autorités qu'il connaisse, lui souligner qu'il est désormais le maître, qu'il doit sans doute aide et protection à sa moitié, mais que celle-ci, en revanche, est tenue de lui obéir. La querelle souvent éclate le soir même des noces, renforcée par les « punches » bus à cette occasion. Devenu « maître et seigneur », l'homme prétend faire travailler désormais femmes et enfants légitimés pour prendre le repos auquel il estime avoir droit. Les voisins, attirés par le bruit, s'en mêlent. Il est arrivé ainsi que la fête se soit terminée par un pugilat général et une séparation en règle. L'enfer reste pavé des meilleures intentions.

7. — CLASSEMENT PROFESSIONNEL DE LA POPULATION

Les mêmes difficultés se rencontrent pour le classement par professions. J'ai pu réunir, en ce qui concerne la dernière décade d'avant-guerre, un certain nombre de documents importants et de première main, grâce à MM. les inspecteurs du travail Debretagne et Gosse. J'ai eu également à ma disposition les résultats à cet égard du recensement de 1936. Il y a naturellement contradiction sur de nombreux points entre ces divers documents.

M. Gosse s'en est expliqué avec beaucoup de franchise et de liberté au Conseil Général, à propos de la création demandée d'une caisse de secours aux chômeurs. Il semblait simple et logique, écrivait-il, « de dénombrer d'un côté les travailleurs relevés lors du dernier recensement quinquennal et, d'un autre côté, les travailleurs effectivement occupés, la différence devant donner par profession et par commune le chiffre sinon exact, du moins très approché des chômeurs » ².

Mais ce travail n'en demeurerait pas moins très éloigné de la vérité, car, « dans un recensement quinquennal, les professions indiquées sont très souvent des professions non exercées actuellement, mais remplies autrefois par des personnes qui n'ont plus besoin de ces emplois (cas des femmes mariées et des vieillards, par

¹ Revert, *Note sur la population de la Martinique*, p. 38.

² Gosse, Rapport au Conseil Général, 10-11-1939, dactylographié, p. 2.

exemple). Les intéressés les déclarent cependant, pour ne pas être portés « sans profession ». En outre, le recensement quinquennal ne distingue pas entre les ouvriers et les artisans ou les agriculteurs travaillant seuls, ce qui tend encore à majorer le total des professionnels ».

« Puis, malgré les multiples recommandations adressées aux municipalités chargées, comme dans la Métropole, de l'établissement des fiches des travailleurs occupés, cette opération très délicate n'a pas toujours pu être menée avec la précision indispensable. »

En fait, les qualifications n'ont pas toujours été les mêmes d'un document à l'autre. Par exemple, « de nombreux ouvriers d'usine à sucre ou de distilleries (professions appartenant aux industries alimentaires) ont été comptés comme ouvriers agricoles dans le recensement quinquennal ». Enfin, M. Gosse signalait, non sans apparence de raison, le peu d'aide effective apportée par certaines municipalités à l'Administration. Il n'y a pas à s'étonner si, dans ces conditions, les chiffres fournis par les divers documents sont aussi divergents que possible.

Le gros bataillon demeure évidemment celui des agriculteurs qui représente entre le tiers et la moitié des « travailleurs », plus de 46.000 sur 104.000 d'après le recensement de 1936, 32.000 d'après M. Debretagne, tandis que M. Gosse n'en dénombrait que 15.137 effectivement occupés en 1939.

Les industries alimentaires viennent ensuite avec environ 8.000 personnes, puis les métiers du bois (6.500 environ), la pêche (3.760 d'après le recensement de 1936, 4.829 selon l'estimation de M. Debretagne), les différentes branches du commerce et de l'artisanat.

8. — LA RÉPARTITION TERRITORIALE

Cette population vit surtout à la campagne. En travaillant sur les résultats détaillés du recensement de 1936, j'étais arrivé à cette conclusion que, sur 244.467 personnes supposées vivantes, 96.461 avaient leur domicile dans des agglomérations de plus de 300 habitants, alors que 148.006 habitaient des écarts ou des maisons isolées ¹.

¹ Dans les pages qui suivent, je ne fais pratiquement état que du recensement de 1936, dont j'ai eu à ma disposition les relevés détaillés quartier par quartier, avec les moyens, à l'occasion, d'en vérifier moi-même l'exactitude sur place. J'ai calculé la population agglomérée en comptant comme telle toute celle réunie dans des bourgs ou hameaux de trois cents habitants et plus (Bellefontaine, la Grande Anse d'Arlets, le morne des Esses, par exemple), sans m'occuper s'il s'agissait d'un chef-lieu de commune ou non, distinction capitale pour le recensement officiel. J'obtiens ainsi un chiffre nettement supérieur pour la population agglomérée, mais plus proche de la réalité géographique. Quant au recensement de 1946, je ne me sens ni le courage, ni les moyens d'en fournir un commentaire détaillé avant une nouvelle et minutieuse campagne de vérifications sur le terrain, dont je ne sais encore quand elle pourra avoir lieu.

Sans doute ai-je essayé de démontrer, dans la première partie de ce chapitre, que la population globale de la Martinique ne peut guère dépasser 200.000 habitants. Mais l'augmentation factice a porté, dans l'ensemble et quelques cas particuliers mis à part, aussi bien sur les campagnes que sur les bourgs. On peut donc admettre que les proportions tirées des documents officiels quelque peu revus et corrigés à l'occasion ne sont pas trop inexacts. Dans ces conditions, la population urbaine de Fort-de-France, banlieue immédiate comprise, se serait élevée en 1936 à 48.000 personnes. Six autres bourgs dépassaient, d'après le recensement d'il y a dix ans, 2.000 habitants chacun avec un total de 17.685, treize en comptaient de 1.000 à 2.000, soit, pour l'ensemble, 19.679, neuf autres entre 500 et 1.000, soit 7.640. Quatre enfin se tenaient au-dessous de 500 avec un total de 1.680.

La répartition par zones souligne de manière frappante l'importance à cet égard de l'économie et des ressources actuelles. La côte occidentale de Fort-de-France, à l'extrême-Nord, se partage entre les six communes de Schœlcher, Case-Pilote, Carbet, Saint-Pierre, Prêcheur et Grand-Rivière. Le climat y est sec. La canne ne réussit que dans les fonds en forme d'entonnoir qu'on rencontre au débouché des torrents vers la mer et dans la plaine ou sur les plateaux aux abords de Saint-Pierre. Les cultures vivrières occupent une étroite bande collée au massif des Pitons. La grande ressource est le poisson. On compte plus de 1.500 marins pêcheurs dont les cases se pressent en rangs serrés à Schœlcher, Fonds-Lahaye, Case-Pilote, Bellefontaine, Carbet, Saint-Pierre, Prêcheur, Abymes et Grand-Rivière. Sur un total officiel de 25.912 personnes, 15.408, soit près de 60% se trouvaient en 1936 dans ces dix centres. Il ne s'en rencontrait à la campagne que 10.504 ou 40%.

Nous savons que la grande région agricole de l'île se trouve au Sud Sud-Est, avec les plaines du Lamentin, Robert et François. Les hauteurs du Saint-Esprit, Vauclin et Rivière-Pilote abritent de petits cultivateurs. Dix communes se répartissaient il y a dix ans 95.696 personnes, dont 17.285 seulement vivant dans des agglomérations de plus de 300 habitants. 78.411, soit environ 82% appartenaient à la population éparse.

Le pourtour des Pitons ne connaît presque exclusivement que des cultures secondaires et vivrières au-dessus de 150 mètres d'altitude. Il ne s'y rencontre plus d'usines, mais seulement quelques distilleries de moyenne importance. Sur 29.356 individus recensés, 3.505, soit un peu moins de 12%, l'avaient été dans les bourgs et 25.851 ou 88% en dehors.

La côte Est de Grand-Rivière à la Caravelle comporte sept agglomérations en y comprenant celle du Morne des Esses à Sainte-Marie. Cette dernière mise à part, il s'agit de bourgs à fonction commerciale, mais d'où les pêcheurs ne sont pas absents. Les premières pentes sont occupées par les cannes, les arrière-plans par les grands bois et les petites propriétés. Sur un total de 38.650 personnes, 9.057, soit 23,47%, se trouvaient en 1936 aux chefs-lieux ou hameaux principaux et 29.583 ou 76,53% dans les écarts.

La région du Diamant se répartit entre les communes des Trois-Îlets, Diamant et Anses-d'Arlets, auxquelles on peut joindre celle de Sainte-Luce. La pêche y reprend de l'importance. Aux Anses-d'Arlets, la population agglomérée en trois centres (Grande-Anse, Petite-Anse et Petite-Anse du Diamant) s'élevait à 1.945 personnes toujours à la même date, alors que la population éparsée n'était que de 1.803. Dans les quatre communes, le total atteignait par contre 4.004 personnes seulement pour le premier groupe ou 32,60% et 8.279 ou 67,40 pour le second.

9. — LA « PRESSION DÉMOGRAPHIQUE »

Il resterait à chercher et à définir la tendance actuelle soit à la concentration, soit à la dispersion de cette masse humaine. Jusqu'ici, on n'enregistre, loin de là, aucune diminution dans le nombre et la proportion des naissances. Il n'y a que quelques milieux très aisés, instruits, et fort rares au demeurant, où l'on pourrait envisager une restriction volontaire. Les infanticides sont pratiquement inconnus. Nous avons vu, d'autre part, comment les efforts de l'Institut Pasteur avaient entraîné un abaissement marqué de la mortalité et de la mortalité infantile. Il est en train de se passer à la Martinique ce qui est arrivé dans beaucoup de pays neufs quand on y a introduit les règles d'hygiène moderne. Le vieil équilibre de la population s'en trouve rompu et la pression démographique augmente d'autant. Elle est d'autant plus forte dans notre vieille colonie Antillaise que celle-ci est moins étendue.

Il semblerait logique qu'une telle situation menât au morcellement, à la colonisation des terres vacantes. Mais nous sommes obligés de nous rappeler que le sol productif appartient à un petit groupe de blancs, héritiers plus ou moins directs des anciens « habitants », et que le régime du contingentement, tel qu'il a été appliqué jusqu'en 1948, a nettement favorisé la concentration des biens fonds. Il est certain, de même, que l'amélioration des façons culturales et la perfection accrue du matériel permettent d'obtenir autant de sucre et de rhum avec moins d'hectares cultivés et moins de personnel employé. Il en résulte des périodes de chômage prolongé encore que non recensé, et des souffrances accrues pour une population qui, dans presque tous les mornes, apparaît mal et sous-alimentée.

Il n'est pas trop étonnant alors que s'exerce sur ces malheureux l'attraction de la ville et à un moindre degré des principaux bourgs côtiers. Fort-de-France est théoriquement passé de 27.019 habitants en 1910 à 53.590 en 1936 et 66.006 en 1946. Le nombre annuel des naissances approche maintenant de 2.000 contre moins de 1.000 il y a seulement vingt ans. Les campagnards affluent avec l'espoir de salaires élevés comme ceux des dockers, beaucoup de déclassés aussi ou de demi-déclassés qui, après avoir suivi pendant quelque temps les classes d'un cours complémentaire, se croiraient déshonorés de cultiver le lopin familial.

Le phénomène a été particulièrement net depuis 1930. Les nouveaux arrivants s'installent dans les banlieues lépreuses et se groupent fréquemment par région d'origine, d'autant qu'ils viennent en général des communes les plus éloignées.

Pour la première fois, en effet, depuis longtemps, alors que la population globale est en croissance, un certain nombre de municipalités voient le nombre officiel de leurs ouailles diminuer de manière plus ou moins sensible. Sans doute y pourrait-on reconnaître, dans certains cas, les inévitables incidences de la politique locale. La disparition de tel maire, jadis bien en cour, et grand expert en matière électorale, explique à mes yeux la chute brutale enregistrée dans la commune qu'il administrait. À Sainte-Anne, le recensement est intervenu au moment de la « récolte », alors qu'un grand nombre de travailleurs étaient absents : ils ont été recensés ailleurs. Il n'en reste pas moins probable que les difficultés accrues de la vie, la transformation de deux usines en distilleries ayant réduit fortement la demande locale de main-d'œuvre, conditionnent l'afflux constant des gens du Sud à Fort-de-France, où ils s'installent de préférence dans le quartier Sainte-Thérèse. On pourrait même noter au passage, si d'autres facteurs n'intervenaient pas, que les deux communes qui ont le plus de cultures vivrières et de petits propriétaires, Sainte-Luce et Rivière-Pilote maintiennent leur courbe ascendante. Le même phénomène s'est produit, et dans des conditions analogues, pour l'extrême-Nord de la Capesterre. Grand-Rivière, le Macouba, Basse-Pointe même sont en recul, d'ailleurs modéré.

Cet afflux vers la capitale et les gros bourgs n'est d'ailleurs pas sans présenter de sérieux inconvénients, voire de dangers, compensés en partie, mais en partie seulement, par la résignation et la passivité de ces pauvres gens. On ne pourra reculer indéfiniment devant les solutions énergiques que la situation aura tôt fait d'exiger : distribution de terres, acclimatation rationnelle au climat des hauteurs, émigration dirigée.

10. — CONDITIONS DANS LESQUELLES À ÉTÉ ÉTABLIE LA CARTE JOINTE

Il ne demeure plus qu'à préciser comment et dans quelles conditions la carte jointe au 1/500.000^e a été établie. Les plans de la Compagnie Aérienne Française ont permis de situer plus exactement d'importants groupements de cases. Sur ce fonds et d'après les résultats quartier par quartier ou rue par rue du recensement de 1936, la population a été portée à raison d'un point par cent habitants. En cas de densité trop forte pour procéder ainsi, le chiffre mis à côté du quadrillé indique l'importance, en centaines, de l'agglomération correspondante.

Je tiens à souligner que, dans la mesure où le recensement de 1936 a donné des chiffres trop élevés, il a pu m'arriver de placer plus de points qu'il n'eût fallu. Il est des communes où je n'ai pas eu à ma disposition les totaux rectifiés en détail de 1937, tout simplement parce qu'une correction globale était intervenue. Chaque fois, cependant, que j'ai eu des raisons sérieuses d'admettre que le même « fonds » avait été recensé deux ou trois fois, j'ai, en conséquence, rabattu sur le total brut. J'ai de même admis, après enquête sur place, un certain coefficient de « réfaction » pour chaque zone. Cela sort évidemment du cadre ordinaire de ce genre de travaux

et montre mieux que toute autre chose la part d'interprétation et les chances d'erreur que renferme cette carte de la population. Je crois cependant qu'elle offre encore, tout compte fait, et dans les circonstances présentes, la figuration la moins mauvaise à laquelle on pouvait arriver de l'éparpillement des Martiniquais à travers leur île.

[Retour à la table des illustrations](#)

Répartition de la population de la Martinique

1 point par 100 habitants. Les chiffres ordinaires indiquent en centaines, le nombre des habitants non représentés par des points et correspondent au quadrillé. Les chiffres romains désignent les communes suivantes :

- I. — Ajoupa-Bouillon.
- II. — Morne-Rouge.
- III. — Fonds Saint-Denis. IV. — Gros-Morne.
- V. — Saint-Joseph. VI. — Lamentin.
- VII. — Ducos. VIII. — Saint-Esprit. IX. — Petit Bourg.
- X. — Rivière-Salée.

Courbes de niveau de 200, 500 et 1.000 m.

Échelle 1/500.000^e.

Deuxième partie

Géographie Humaine

CHAPITRE XI

LA VIE MARTINICAISE

1. — JUSTIFICATION DE CE CHAPITRE

[Retour à la table des matières](#)

LE chapitre sur la démographie marque le terme quasi-traditionnel d'une étude de ce genre et seules les conclusions devraient suivre. Il paraît cependant utile, dans le cas présent d'y ajouter un court essai sur la vie martinicaise. Il en a été jusqu'ici analysé de nombreuses composantes, qu'il s'agisse du décor, du peuplement ou des conditions humaines. Les insuffisances, les contradictions même en ont été relevées et soulignées à l'occasion. Mais il n'en ressort que des impressions fragmentaires et il reste peut-être place, au-dessus des essais particuliers que constituent les divers chapitres, pour une vue d'ensemble et, dans une certaine mesure, un correctif. L'analyse présente toujours en effet les idées et les faits par leurs angles offensifs. Elle laisse également de côté tout ce qui ne peut être réduit à des schèmes intellectuels. Elle isole de leur ambiance les objets auxquels elle s'attaque. Pour reprendre l'image d'un vieux dicton, elle montre les arbres et non la forêt. Celle-ci existe pourtant comme une réalité extérieure et transcendante aux éléments qui la composent. De même, tous ceux qui l'ont goûtée, jeunes ou vieux, riches ou pauvres, puissants ou misérables, savent qu'il est une vie martinicaise, une tonalité particulière de l'existence qu'on ne rencontre nulle part ailleurs et où se mêlent en proportions variables soleil, cocotiers, mer bleue, rhum et gentillesse humaine.

Dans la mesure donc où il me sera permis de réaliser mon dessein, les pages qui vont suivre se tiendront aux frontières indécises de la géographie humaine et de la sociologie : elles essaieront de distinguer, dans l'actuel déroulement de la vie

martiniquaise, les éléments stables de ceux qui le sont moins et des conjonctures mouvantes qui font que l'instant présent est inimitable et ne se reproduira jamais.

2. — LA PERMANENCE DE LA NATURE

Il y a d'abord et avant tout la permanence du décor, du monde extérieur. L'homme en ressent l'immédiate domination. Il est bien peu en face de la nature, qui lui apparaît comme une force hostile ou bienveillante, mais toute proche, personnalisée. Les nettes limites que nous sommes habitués à tracer entre ce qui est et les phantasmes de notre imagination s'évanouissent. La lumière trop verticale qui écrase tout, affadit les couleurs et les noie dans une brume bleutée, fait aussi tourner les têtes. C'est l'heure où, sur les pistes enflammées, le voyageur égaré voit se profiler la noire et aguichante silhouette de la « guiablesse » qui l'entraîne vers les précipices. La puissance des météores, l'extraordinaire illumination des orages, la violence des vents qui « blanchissent la mer » et déracinent les arbres renforcent encore de telles impressions. Sans doute a-t-il été établi des routes, édifié des maisons, des usines. Cela fait illusion dans la journée et l'homme, en plein travail, peut croire à sa puissance. Mais peut-être parce que la transformation n'est pas achevée, il n'en reste plus rien dès le crépuscule. Des halliers et des savanes monte l'assourdissant concert des « cabris bois »¹ auquel se mêle parfois celui des « chachas », ponctuant une danse lointaine². C'est un monde primitif qui se redécouvre ainsi à chaque soir. Et tout s'harmonise ou paraît s'harmoniser avec cette jeunesse retrouvée. Les phares, dans la nuit, ne sont plus que des lucioles aussi éphémères que les autres et leur rai de lumière, dore moins la lame occidentale qu'une seule caresse de la lune naissante. Rien ne vaut peut-être alors une course nocturne en bateau. Le ciel, souvent, crève de nuages sur les Pitons et la Pelée, mais avec de belles éclaircies. Les lumières des hameaux s'éteignent les unes après les autres : on peut avoir couru le pays dans tous les sens. C'est une image entièrement neuve cependant, comme délavée et pleine de mystère, qu'il offre alors dans une sorte de pénombre laiteuse.

3. — L'IRRATIONNEL À LA MARTINIQUE LES « QUIMBOISIEURS » ET LEUR RÔLE

Qu'on ne voie pas là un simple thème littéraire. Pour peu qu'on y prête attention, l'irrationnel, le merveilleux sont par tout à la Martinique et éclairent choses et gens d'une lumière assez particulière. Rares, bien rares en vérité, sont les maisons où ils ne pénètrent pas et où, d'une manière ou d'une autre, on se refuse à sacrifier à leurs rites. Le pays est catholique, profondément catholique. Mais ce

¹ Cabri-bois : sorte de criquet.

² Chacha : instrument de musique très rudimentaire, formé souvent d'une caisse ou d'une vieille touque à pétrole remplie de clous, de cailloux et qu'on agite en cadence.

n'est pas faire injure à la religion que de souligner comment elle coexiste avec une multitude de pratiques étonnantes.

Le passant admire volontiers les minuscules chapelles soigneusement entretenues qu'on rencontre auprès des plus humbles cases. Une lumière y brille devant l'image de la Vierge et il n'est pas rare de trouver tout auprès une vieille femme abîmée en prières. Rien n'est plus délicatement touchant. Il y a néanmoins une raison « utilitaire » à la multiplication de ces oratoires. On leur prête une « aura » de douze à quinze mètres de rayon à l'intérieur de laquelle le feu du ciel ne saurait tomber.

Il n'existe pas non plus, aux yeux des Martiniquais, de limite bien nette entre le monde des vivants et celui des morts ou des esprits invisibles. On croit aux « zombis », aux revenants dans la colonie entière. Les fêtes de la Toussaint, avec leurs illuminations, leurs réceptions dans les cimetières ne sont pas sans analogie avec les Anthestéries Athéniennes. Les défunts sont censés être là, aux côtés de la famille visible, pour assister au défilé des amis et connaissances. On leur accorde deux jours de liesse pour qu'ils demeurent en paix jusqu'à l'année suivante.

On croit plus encore aux « engagés », à ceux qui ont lié partie avec « Beljébut », « Artarot » ou quelque autre grand diable. À leur décès, les « engagés » appartiennent corps et âme au démon qui n'oublie jamais d'emporter sa proie. Aussi ne se passe-t-il pas d'année sans qu'on prétende que tel gros « béké » a disparu de son lit de mort et qu'on a été obligé d'inhumer à sa place un tronc de bananier. Mais en attendant cette liquidation finale, l'engagé jouit de précieux avantages. Tout lui réussit en affaires comme en amour. Une fois la nuit tombée, il peut dépouiller sa figure humaine et se promener sous une forme animale jusqu'à l'angélus du matin. Même alors, on peut reconnaître à qui on a réellement affaire en se plaçant la tête entre les jambes pour regarder. Le procédé passe pour infaillible quand c'est une femme qui l'emploie. L'engagé, sous son déguisement, n'est vulnérable qu'à une arme préalablement trempée dans l'eau bénite. Touché par exemple, au train arrière, il doit reprendre sa forme humaine et, suivant la gravité de la blessure, se coucher ou traîner la jambe. S'il résiste, il est habile entre tous, ce qu'on appelle là-bas, on ne sait trop pourquoi, un « Mentor ».

À cela correspond naturellement l'immense succès de tous les diseurs de bonne aventure. Les sommes d'argent recueillies par des graphologues plus ou moins marrons, promettant monts et merveilles à leurs clients, des princes charmants par exemple aux jeunes filles désireuses de ne pas épouser un nègre « gros sirop », ont souvent été considérables. L'astrologie dite scientifique a ses adeptes dans la bonne société et tel praticien ne donnait jamais de diagnostic important sans avoir pris l'accord au préalable de son mage attitré. Telle dame allant à la messe et communiant tous les matins passait, au sortir de l'office, chez son devin pour savoir comment elle devait se comporter dans la journée.

Il faut donc admettre l'importance du sorcier dans la vie locale, ou plus exactement du « quimboiseur », qui est en même temps une sorte de guérisseur. Il devient un « magnétiseur » quand il opère presque uniquement au moyen de

« passes ». Il en est qui sont célèbres et qu'on vient consulter de l'île entière, parfois même des îles voisines. Il y a dix ou quinze ans, une longue file de voitures stationnait tous les vendredis devant une maison proche du Morne des Esses, où vaticinait une Pythie renommée. Quelques-uns des plus hauts personnages de la colonie étaient parmi ses clients attirés.

Les « quimboiseurs » délivrent des ordonnances compliquées et burlesques, où l'alcali voisine avec la poudre de « méné-vini ». On raconte, sous la rose, qu'en des temps évidemment très anciens, de « feu potards », pour reprendre une expression du Gros-Morne, ont édifié leur fortune en vendant de tels ingrédients ou soi-disant tels.

Tant qu'il ne s'agit que de cela, le danger n'est pas très grand. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a toute une pharmacopée locale, « l'apothiqué créole », dont les « remèdes pays » reposent sur la connaissance des simples, parmi lesquels les poisons abondent.

Les esprits forts peuvent dédaigner les incantations, les envoûtements. Il n'en est plus tout à fait de même lorsqu'il s'agit de « doses » introduites dans la nourriture. C'est un des points les plus délicats à aborder. Depuis de nombreuses années, on n'a pas vu beaucoup d'affaires d'empoisonnement traduites en justice. Mais j'ai connu d'honnêtes gens qui, à l'occasion, se trompaient pour ne pas prendre le punch qu'on leur offrait.

J'ai fréquenté et aimé un vieux curé qui, pour rien au monde, n'aurait laissé pénétrer dans sa cuisine l'une quelconque de ses ouailles. Lorsqu'on lui envoyait un plat préparé d'avance, il acceptait, remerciait et ne consommait pas. L'emploi des « philtres d'amour » ne peut être contesté. Ce sont les femmes qui en usent le plus souvent lorsqu'elles craignent d'être quittées ou qu'elles veulent se faire épouser. L'inverse est d'ailleurs fréquent. Tel cahier de quimboiseur contient de belles formules pour forcer celle que vous voulez à venir chez vous. Ces pratiques ne sont d'ailleurs pas sans inconvénients et peuvent conduire à des affaiblissements de la volonté, voire à des débuts de paralysie ou à des accidents pittoresques, mais plus fâcheux encore.

À distance, on domine, on analyse. Sur place, cette vie étrange s'avère d'un charme prenant. Il faut une assez forte individualité, une énergie sans trop de fissures, pour ne pas céder à son emprise dissolvante. Sinon, c'est une longue et lente descente vers le Nirvâna tropical, dans le soleil, la sensualité et le rhum. Combien s'y laissent prendre parmi les nouveaux venus ! Au bout de quelques années, ils ne sont plus que des ombres falotes sans force et sans vie, comme aux Champs-Cimmériens, et dont on peut se demander si elles ont jamais existé.

4. — L'AMBIANCE IRRATIONNELLE

Ceux qui sont nés dans l'île résistent mieux à cette ambiance qu'ils ont toujours connue, ou du moins y évoluent avec une aisance supérieure. Ils la ressentent cependant et l'on s'en aperçoit lorsqu'ils rentrent au pays après un séjour en France ou aux États-Unis. Ils arrivent avec une énergie renouvelée et de grands projets de réformes. Cela ne dure guère à l'ordinaire.

Le milieu et les traditions ont vite fait de les reprendre et de les remettre à la toise. Beaucoup ont épousé des européennes et se sont montrés, en France ou ailleurs, d'excellents maris. Rares néanmoins, fort rares sont les ménages de cette sorte qui résistent longtemps aux habitudes locales.

Il y a ainsi une vie martiniquaise, transcendante et supérieure aux individus et qui continue à évoluer suivant ses lois propres. Si on essaie de l'analyser, on se rend vite compte que, malgré sa superstructure chrétienne, elle demeure tout imprégnée d'irrationnel et de paganisme latent. Nous avons souligné à bien des reprises les obstacles que rencontre à la colonie toute enquête précise et d'allure scientifique. On comprendra maintenant qu'il ne s'agit pas seulement de résistances dues à l'intérêt individuel, mais d'une inaptitude généralisée à envisager cet aspect de notre monde. Il faut ajouter aussitôt que cette conception presque enfantine de notre univers coïncide sans aucune gêne avec une astuce en affaires et en politique souvent poussée à l'extrême.

5. — LA POLITIQUE

La politique ! On en a beaucoup parlé à propos des Antilles et on en parlera sans doute plus d'une fois encore. Elle offre, il est vrai, des réussites inégalées, telle cette élection de 1919 où la commune de Schœlcher donna plus de voix à un candidat qu'elle ne comptait d'habitants recensés, tels aussi les trois tours de scrutin qui furent nécessaires aux élections municipales du Gros-Morne. Il vaut peut-être la peine d'y regarder de plus près. L'on s'aperçoit alors qu'il y a à la base une question d'institutions. La Martinique, comme les autres vieilles colonies, a vécu jusqu'au 1^{er} janvier 1948, sous le régime institué par le Second Empire, et qui accordait au Conseil Général les prérogatives d'un petit parlement, pour les impôts en particulier. Il était plus important, et peut-être l'est-il encore avec la nouvelle constitution d'y détenir la majorité que de disposer des mandats à la Chambre et au Sénat, on dirait aujourd'hui à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République. D'autre part, le pays est assez exigu pour que tous les intéressés sachent que telle mesure fiscale proposée frappera ou avantagera, si elle passe, tel groupe de possédants nommément désignés. Les oppositions de principe dégénèrent obligatoirement en luttes de personnes. Il n'y a que trente-deux communes. Les maires détenteurs des urnes jouent un rôle essentiel dans toute élection. Ils peuvent compter sur le dévouement du personnel municipal, gardien

vigilant du « cimetière », et qui sait qu'en cas de défaite, il sera, en vertu du système des dépouilles, théoriquement interdit, mais toujours en vigueur, renvoyé par les successeurs sous le premier prétexte venu.

Les parlementaires servent de commissionnaires auprès des ministres. Ils interviennent dans les nominations de gouverneurs, ou préfets. Mais ceux-ci, à leur tour, ont les moyens d'exercer une pression déterminante sur les électeurs et ne s'en font pas toujours faute. Par ailleurs, ils craignent les journalistes métropolitains, surtout ceux qu'ils soupçonnent d'avoir été envoyés en mission officieuse par le ministre. De là des imbroglios extraordinaires, de là une sorte d'escrime pittoresque et imprévue. On arrive même à justifier la fraude en prétendant qu'après tout elle n'est, comme l'hypocrisie à la vertu, qu'un hommage rendu aux institutions qui nous régissent. Il serait en tout cas facile de composer uniquement avec des histoires authentiques une sorte de manuel du parfait candidat.

À cet égard, une technique éprouvée ramenait toutes les situations possibles à quatre principales, qui en disent long sur les habitudes du cru : on est assaillant ou défendeur d'une urne. On a l'Administration avec ou contre soi. Suivant celle des combinaisons réalisées, la tactique est différente. Il est compréhensible, par exemple, que le maire en titre d'une commune a tout avantage à ce que le dépouillement se fasse sur place et que son urne ne soit pas emportée au chef-lieu. On ne sait jamais ce qui peut se passer dans le trajet. Aussi a-t-on vu tel bureau de vote faire sceller l'urne à la table par d'énormes écrous. En 1925, au Carbet, les électeurs avaient été invités à déposer leurs bulletins dans une caisse de dimensions telles que neuf gendarmes y purent tenir sans trop de peine.

À l'inverse, l'Administration, voulant un jour favoriser la manœuvre assaillante contre une municipalité qu'elle n'aimait point, prétextait des troubles possibles et isolait par un cordon de troupes et de gendarmerie non pas la commune seule, mais le canton tout entier. Les localités voisines comprenaient en effet une majorité de « bons électeurs » dont l'intervention pouvait être précieuse, tandis que c'était l'inverse au delà.

On peut trouver là un thème inépuisable et une utilisation qui confine au génie de toutes les ressources offertes par la loi électorale. Un homme politique de la Métropole, connu tant pour son esprit que pour son talent, se présenta un jour au Conseil Général de la Martinique. Son adversaire, dans une intention courtoise et afin, disait-il, d'éviter toute contestation et bagarre, lui proposa de s'entendre, sous l'autorité du gouverneur, pour désigner par avance les scrutateurs du vote. Ce qui fut fait. Lorsque le grand jour fut venu, tout se passa dans l'ordre et la légalité. Au dépouillement, notre homme, qui se savait populaire dans la région, eut la désagréable surprise de n'entendre presque jamais son nom. Il s'aperçut trop tard que ses scrutateurs avaient été achetés pour proclamer le nom de son adversaire, quel que fût celui inscrit sur le bulletin.

Sans doute se produit-il de temps à autre des épisodes plus dramatiques, tels que les fusillades de Ducos, du Diamant ou du François. Sans les minimiser, ce ne sont pourtant là que des événements malheureux et qui restent en dehors de la

norme du jeu, lorsque d'autres antagonismes plus profonds ne s'y mêlent pas. Les chefs savent trop bien que l'ennemi d'hier peut être l'allié de demain. La politique martiniquaise a connu de sensationnels renversements d'alliance, sanctionnés par les pactes de 1913 et de 1929. Malgré les attaques directes ou sournoises contre l'honorabilité des leaders, il reste toujours une part de sourire dans ce genre d'activité et l'on se congratule entre anciens adversaires des bons tours qu'on s'était jadis mutuellement joués...

Et malgré l'importance des intérêts en cause, cette part de jeu subtil et matois tend à prendre une place de plus en plus grande. Les premiers hommes politiques de couleur, vers 1880, furent presque tous remarquables et fidèles à leurs principes. Trop de leurs épigones ont manifesté un sens aigu de leurs intérêts personnels. D'autre part, l'élément blanc créole, rentré dans la lice depuis 1896, s'est arrangé pour subventionner successivement les divers partis. Qu'on imagine tout ce que cela représente d'intrigues, de coups de Jarnac, mais aussi de complicité entre tous les participants du jeu.

D'autant que l'on a affaire à un peuple ami de la parole et du panache. Même si le public ne comprend pas, il applaudit de confiance l'orateur à la voix tonnante et dont les périodes se dévident harmonieusement. Ce sont de joyeuses cérémonies que les réunions électorales. Elles se déroulent toujours à la nuit. Les coryphées arrivent escortés de leurs principaux amis. On les hisse sur une table, voire sur un tas de charbon qui leur sert d'estrade. Leur visage rougeoie à la lueur des torches fumeuses. Et ils parlent, ils parlent longtemps, interrompus seulement par d'interminables applaudissements. Les femmes sont les plus ardentes. Après quoi, tout le monde se retrouve au « punch » offert par le candidat, quand on n'organise pas une retraite aux flambeaux, un « vidé ».

« Que diable, oui ou non, écrivait un des plus spirituels chroniqueurs du pays, depuis vingt jours au moins, du lever au coucher du soleil et du soir au matin, est-il exact que pas une parole n'est dite si ce n'est une parole électorale ?... »

...Et après deux ou trois heures de discours enflammés dans un faubourg hurleur, de discours interrompus par des adversaires audacieux et hachés de bravos par des partisans qui n'écoutent même point, un cortège s'organise...

... Dans des voitures prennent place les orateurs... Et la foule se munit de flambeaux... L'orchestre entonne la chanson à la mode et voilà deux cents, mille, dix-huit cents fous charriés vers la ville... Huant les adversaires dont ils connaissent les maisons, acclamant les bien portés dont ils savent les penchants politiques.

...Il faut voir le spectacle. Il est émouvant... Voici la tête de la retraite. Trop éloignée de l'orchestre, elle ne perçoit point le son des instruments. Alors elle houspille un ennemi ou elle acclame un ami avec une chaleur et une passion infernales. Cela vous donne le frisson. Et cependant, ce sont des voix d'enfants et de femmes. Puis les flambeaux commencent. On essaie de les compter. Ils deviennent vite innombrables. Dans le noir, ils empêchent de distinguer les manifestants. Mais les manifestants les agitent énergiquement. Une fumée épaisse,

une odeur âcre, montent de toute cette foule qui, les yeux chavirés, le front ruisselant de sueur, femmes et hommes se tenant les bras par rangées, chante une même chanson politique où la malice et la sottise s'allient commodément...

... La retraite passée, voici la suite de la retraite. Ni hostile, ni favorable, la suite de la retraite discute, se chamaille. C'est le commentaire en paroles après le commentaire en chansons. C'est aussi le commentaire en actes. Les femmes se prennent corps à corps. Les hommes se parlent dans le trou du nez. Il y a de vagues gifles dans l'air. » ¹.

6. — LA MUSIQUE, LA DANSE, LE CARNAVAL

Le même chroniqueur, après avoir rappelé que « l'individu créole » est incapable de résister à l'éloquence humaine, au prestige de la parole, ajoute qu'il « ne sait point non plus, comme le Marseillais légendaire, dominer ses sens quand il est remué par la musique, par l'orchestre forain, par le trombone qui déhanche le corps avec sa subite cadence, par la clarinette qui alanguit le déhanchement et donne la pâmoison à l'âme... Or, ce sont les deux passions du peuple, la musique qu'il préfère à tout... » et la politique. Il faudrait ajouter la danse. On s'en aperçoit pendant le Carnaval qui commence le dimanche suivant le jour des Rois pour ne prendre fin que le mercredi des Cendres. C'est la période des bals, officiels ou populaires. À tous on boit, on mange et surtout l'on danse avec une sorte de fureur sacrée, qui va en croissant jusqu'à l'aube. Le plus protocolaire, naguère encore, était celui de la Grande Loge, toujours ouvert par le gouverneur en personne. Le smoking ou l'habit de laine noire pour les hommes, la toilette de soirée pour les femmes étaient de rigueur et les gardiens du temple auraient impitoyablement écarté les resquilleurs sans égards pour le nom et le rang. *La Marseillaise* ponctuait l'arrivée des officiels. On s'essayait d'une allure compassée aux premières valse et tangos. Mais, après la médianoche, l'absorption de quelques coupes sous l'œil encadré du triangle qui planait au plafond, le rythme se faisait plus rapide, plus allègre et l'aube se levait sur des couples harassés et heureux.

Il faut avoir vu surtout le « bal Dondon », le bal des dancings de Fort-de-France, pour comprendre jusqu'où l'on peut aller dans ce domaine. Des centaines de couples se pressent sur la piste, les femmes portant un masque sur la figure, ou plus simplement un bas de soie. Beaucoup de travestis, le plus simple étant une sorte de long pyjama ample et frais, tout cela virant et bondissant aux accents d'un orchestre frénétique. Une brume légère paraît flotter sur cette mer humaine. Spectacle étrange et fascinant où les replis sans cesse noués et dénoués de la foule suggèrent une sorte de monstre à la croupe mouvante, symbole démesurément agrandi de plaisir et de volupté.

¹ Pey Henne, pseudonyme de Joseph Monnerot, chronique reproduite dans les Galeries Martiniquaises, pp. 276-278.

La rue n'est pas moins animée : les gosses aussi s'amuse. On entend dans le lointain :

« Guiable là ka passé la rivière »

« C'est le diable en personne qui vient de faire son apparition. Il a un costume rouge, des gants rouges, une grande queue rouge, si longue, si longue qu'il la tient enroulée sur ses bras, à moins qu'il ne la confie précieusement à deux ou trois gamins qui la portent avec respect. D'une main il tient une longue fourche de bois, avec l'autre il secoue une bourse également rouge dont le cliquetis fait supposer qu'elle est pleine d'or et de cailloux. Sa tête surtout est hideuse. C'est une énorme caboche faite avec une peau de chèvre et ornée de dix cornes de bœuf. Une longue crinière blanche la prolonge en arrière. Sur les côtés scintillent de petites glaces destinées à aveugler ceux qui, trop longtemps, voudraient fixer le diable. »

« Zenfans oti guiable là ? » (Enfants, où est le diable ?)

« Guiable là derhô » (Le diable est dehors) répondent les petites voix. Jusqu'à la tombée de la nuit, le diable, tantôt marchant, tantôt bondissant, circulera ainsi à travers la ville. » ¹.

Saint-Pierre, jadis, était célèbre pour ses cavalcades. On essayait, non sans succès, d'en relancer la tradition à Fort-de-France lorsque la guerre est venue interrompre cet effort.

Ce qui existe toujours, par contre, c'est le cortège des « guiables » et des « guiablesses » du mercredi des Cendres. Nombre d'hommes se déguisent alors en femmes. Ils revêtent une robe noire sur laquelle ils mettent une serviette blanche en guise de col. Une autre, nouée derrière la tête, fait office de turban. Ils portent des bas soigneusement tirés, l'un noir et l'autre blanc, et des souliers décolletés. Ils ont le visage poudré de farine. À l'occasion, ils en jettent des poignées sur les passants. D'aucuns agitent un parapluie ombrelle. Ils courent les rues avec des femmes et des jeunes filles vêtues de la même façon. Jusqu'en 1930, leur cortège accompagnait à sa dernière demeure le « Bois Bois », ou mannequin porté au bout d'un bâton et représentant un personnage facile à reconnaître et victime de la malignité publique. Depuis lors, le Bois Bois a disparu, sur l'ordre d'un gouverneur à l'humeur chagrine. Mais les chansons demeurent, et le cortège aussi. Ce dernier se masse sur la « Levée » et dans les avenues des Terres Sainville. Beaucoup de ceux qui y prennent part « ne manquent pas d'attacher à leur suite un vieux bidon en fer blanc ou quelque vieille casserole. On s'imagine le bruit étourdissant que peut faire toute cette ferraille lorsque passe le cortège des « guiablesses ». C'est un supplice qui, prolongé, donnerait un avant-goût de l'enfer » ².

Fort-de-France, sans doute, est la capitale, mais dans tous les bourgs et jusqu'aux plus lointains des mornes, des réjouissances analogues se poursuivent. Saint-Pierre avait essayé de renouer sa tradition glorieuse en 1938 et 1939 par des

¹ Dufougeré, *Madinina*, pp. 146-147.

² Dufougeré *Madinina*, p. 149.

bals où toutes les dames devaient apparaître en costume créole et qui avaient eu le plus grand et le plus mérité des succès. Ailleurs l'orchestre disparaît ou se réduit à sa plus simple expression. Mais la danse nocturne, devant les cases, n'est pas moins ardente que sous la lumière crue des globes électriques.

Le Carnaval ne dure que deux mois. Il marque le triomphe renouvelé chaque année d'une frénésie collective à laquelle nul ou presque n'échappe. Il vaudrait la peine de faire lever les masques au « Select Tango », par exemple, avant que personne n'ait pu s'échapper. Peut-être y trouverait-on, sous des habits d'emprunt, plus d'un de ceux ou de celles qui ne parlent qu'avec un dédain affecté de ces réjouissances populaires.

7. — FÊTES ET CÉRÉMONIES PUBLIQUES OU PRIVÉES, ENTERREMENTS, MARIAGES, ETC.

Le reste du temps, travaux et réjouissances témoignent encore de la prédominance continue de la vie collective. « L'assaut » campagnard, cet appel aux voisins et connaissances pour construire une case, défricher un bout de champ, « grager » la farine de manioc le souligne éloquentement. Les gros propriétaires emploient toujours des équipes dirigées par des commandeurs. L'homme qui vient de recevoir sa paie est rarement pressé de regagner sa case. Il y a un nombre extraordinaire de « débits de la régie, privés », où l'on se réunit pour prendre le punch. Des jeux d'argent s'organisent à la lueur des flambeaux. Les fêtes des villages, analogues à nos « assemblées », durent plusieurs dimanches de suite. Des « ajoupas » provisoires sont installées sur la place devant l'Église, où l'on vend rhum, liqueurs et le reste. C'est à ces occasions qu'ont lieu les fameuses « brocantageries » de chevaux.

Jamais non plus on ne manque la grand'messe. Les « vivriers » à leur aise font au bourg une entrée cavalcadante sur leurs montures. Les autres descendent des mornes pieds nus, en habits de travail, un paquet sous le bras. Un peu avant le bourg, ils s'arrêtent dans une case amie, ou disparaissent dans un champ de cannes, et c'est un gentleman impeccable qui en sort avec smoking, chemise blanche, souliers vernis, feutre et cravate noire.

Les processions, longues, nombreuses et suivies, sont pour les femmes l'occasion d'étaler leurs somptueuses robes créoles, aux soies chatoyantes, aux jupons froufrouants.

Les enterrements rassemblent amis et connaissances de la colonie entière, bien que le climat oblige à des inhumations rapides. De là des habitudes qui ne manquent pas de surprendre au premier abord. Pour ne pas être pris au dépourvu, on retient à l'avance, avant la mort de l'intéressé, les voitures nécessaires au transport. On commande de même, s'il s'agit d'une femme, la robe de soie neuve dans laquelle on compte l'ensevelir. Tant mieux d'ailleurs si le patient ou la patiente en réchappe. Puis, quand le décès s'est produit, on avertit le plus

rapidement possible tout le voisinage. Amis et parents accourent pour la veillée funèbre. Les prières et les cantiques alternent dans la pièce où gît le défunt. Mais, à l'extérieur, on boit, on fume et l'on écoute les récits entremêlés de chants des plus célèbres conteurs de la région. Il en sera ainsi jusqu'à l'aube. L'enterrement se fera le soir. Le cortège s'organise lentement. Chaque couronne est portée à bras d'homme. Souvent, à la ville, il y a un orphéon. Les femmes ne suivent pas le corps, mais demeurent à la maison mortuaire. Les hommes, toujours nombreux, vont jusqu'à l'Église. Un petit nombre seulement y entrent avec la famille. Les autres demeurent sur la place, s'agitent et pérorent. Comme il se trouve, d'ordinaire, des représentants d'à peu près tous les bourgs de la colonie, c'est une excellente occasion pour les chefs de parti de parler élections et de répandre leurs mots d'ordre. On reprend le cortège à la sortie de l'église et on l'accompagne au cimetière pour les dernières prières et les discours. Les effets d'éloquence se perdent dans la nuit tombante. À la suite de quoi chacun va prendre un punch pour faire passer l'émotion.

Les mariages, à l'inverse, sont une occasion de déployer le plus de faste et de toilette possibles. On se rencontre aussi pendant plusieurs mois dans les « pitts », petites enceintes rondes, entourées de gradins, où se déroulent les combats de coqs. Il faut voir avec quel amour les propriétaires soignent leurs bêtes ! Le public suit la lutte avec un intérêt passionné. Il en souligne les péripéties de ses clameurs et n'hésite pas à engager de fortes sommes sur la tête et l'ergot de ses champions préférés. De véritables fortunes se font et défont en quelques séances. Les plus gros « békés » de l'île ne dédaignent pas de prendre part à ce jeu.

Il reste après cela les nombreuses sociétés de secours mutuels, les confréries, les associations sportives. Aux rêveries du promeneur solitaire, on préfère toujours les excursions nombreuses, les bandes joyeuses qui vont passer une journée à tel ou tel îlet, au Pont de l'Alma, à Tartane, à la Pelée. La vie martiniquaise est avant tout collective.

8. — LES DUELS, LA RECHERCHE DES HONNEURS

Non d'ailleurs que l'individu ne réagisse parfois, mais moins peut-être pour s'opposer à cette vie de société que pour s'y assurer une place éminente. Il tient par exemple à rendre son hospitalité la plus fastueuse possible. Il ne lésinera jamais à ce propos. On peut assister alors à des repas de vingt-deux plats, assaisonnés de nombreux vins et de liqueurs appropriées. Les femmes sacrifient beaucoup à la toilette. Dans certains milieux de moyenne et de petite bourgeoisie, on hésitera à mettre deux ou trois fois la même robe de soirée.

Les décorations sont naturellement fort recherchées. Les charges officielles sont honorées. Les fonctionnaires eux-mêmes ont le sentiment de détenir, chacun pour son propre compte, une parcelle importante de l'autorité publique. Si l'on ne peut arriver à une telle situation, c'est déjà quelque chose que d'être « chef de quartier » pour un parti politique.

Il est de bon ton encore de manifester un sens intransigeant de l'honneur personnel. Cela se traduisait encore au lendemain de la guerre 1914-1918, par des duels nombreux qui se déroulaient suivant un protocole minutieusement réglé. L'offensé avait le choix des armes. S'il décidait, ce qui était fréquent, un échange de balles au pistolet suivi de reprises à l'épée, son adversaire fixait la distance du tir. Les morts d'homme n'étaient pas rares. Mais il n'y aurait pas eu assez de railleries pour une défaillance sur le terrain, même devant un bretteur professionnel. Qui se refusait à y aller était justiciable du mépris universel ou, comme il est arrivé, d'une volée de coups de canne ou de parapluie administrée en public. Cela rentrait, pour les hommes politiques, dans les risques connus et acceptés du métier.

Depuis, cependant, les mœurs se sont quelque peu adoucies. Les vieux « lions » continuent à être entourés du respect unanime, mais on ne les imite plus guère et lorsque l'un d'eux envoie ses témoins, la plupart du temps on recule et on charge des intermédiaires astucieux d'arranger l'affaire à la satisfaction des deux parties.

9. — LA VIE DANS LE PRÉSENT, LE SENTIMENT DE LA MORT, LES PASSIONS

On s'est peut-être aperçu également que la violence des sentiments ou tout au moins de leur expression n'empêche pas leur instabilité. On ne s'attache guère à la Martinique qu'à l'immédiat présent. On jouit du moment qui passe, on n'y pense plus ensuite. Il faut entrer dans la légende, comme le P. Labat ou tel gros « béké », pour laisser un souvenir durable. L'oubli, sans cela, ensevelit tout. On adopte la dernière mode de Paris. On la rejette aussi vite. Tous fredonnent la chanson du Carnaval. Personne ne se la rappellera l'année suivante. Les bruits les plus incontrôlables, les plus extravagants, se répandent avec une rapidité fulgurante d'un bout à l'autre de la colonie. Cela ne tire pas à conséquence. Les pires rumeurs s'éteignent d'elles-mêmes si on prend garde de ne pas les alimenter. La vie, rapide, insoucieuse, emporte tout. Plus qu'ailleurs, elle domine l'individu et l'on a le sentiment parfois que celui-ci ne prend conscience de son être qu'en fonction du milieu et de son ambiance toujours mouvante.

Ceci expliquerait également des attitudes très généralisées en face de certains problèmes essentiels qu'on ne se pose d'ailleurs pas sur le plan intellectuel. La mort, presque toujours, n'est pas regardée comme effrayante en elle-même, ce qui la rappelle non plus. Le climat ne permet pas de laisser sur les tombes couronnes et ornements sépulcraux. On ne les sort qu'aux grandes fêtes. Le reste du temps, d'aucuns les conservent dans leur propre chambre à coucher, sans arrière-pensée. Peut-être parce que, comme nous avons essayé de le montrer, on ne s'imagine pas de barrière infranchissable entre notre monde et l'au-delà. Peut-être aussi parce que beaucoup n'ont ni le sentiment net, ni le regret lancinant de ce qu'ils vont perdre.

Que de vieillards attendent leur dernière heure avec un calme paisible, tout en réchauffant leur corps affaibli aux feux conjugués du soleil et du punch !

L'amour, ou tout au moins ses manifestations extérieures, occupe dans la vie martiniquaise une place qu'on ne saurait exagérer. Il y a été fait allusion à propos du Carnaval. Il n'y a pas à revenir non plus sur ce qui a été écrit à propos de l'union libre et des mœurs patriarcales qui l'accompagnent. Sera-t-il permis de souligner cependant ce qu'il y a de profondément spontané dans cette attitude et d'étranger à toute idée de lucre ? La prostitution n'existe à peu près pas dans l'île et la première « maison » qu'elle ait connue fut inaugurée à l'usage quasi exclusif des hôtes de passage. La « doudou » reste entièrement désintéressée et témoigne ainsi de survivances, d'habitudes qu'aucun enseignement religieux ou autre n'est encore parvenu à extirper. Le désir peut entraîner à bien des sottises, à bien des violences, mais immédiates, et directes. Il est tout au plus des liaisons que pimente un arrière-fond de « quimbois ». Mais cela même exclut les formes cérébrales de la passion. Le remords ne s'y rencontre pas. On se représenterait mal une tragédie racinienne à la Martinique. On n'y imagine pas de Phèdre ou d'Hermione, pas plus d'ailleurs que les héros marqués de la fatalité romantique à la manière de Ruy Blas ou d'Hernani. Aux yeux de la quasi totalité des braves gens qui habitent l'île, ça n'en vaudrait vraiment pas la peine. Quant aux femmes, malgré la loi, malgré les efforts de beaucoup d'entre elles, leur émancipation totale n'est pas achevée et le mariage, surtout dans la bourgeoisie ou la demi-bourgeoisie, les relègue trop souvent dans une position effacée, sinon inférieure.

10. — LA QUESTION DE COULEUR

Cela vaut pour les blancs, comme pour les noirs. La question de couleur ne repose évidemment sur aucune base valable. Ne revenons pas sur la « pureté » souvent contestable de certaines familles créoles. La Martinique entière porte témoignage contre ces distinctions absurdes. Elle est, à l'inverse, un frappant exemple de l'influence du milieu tant physique que social. Il n'est rien de plus proche d'un noir ou d'un homme de couleur Antillais qu'un blanc de la même cuvée et inversement : mêmes habitudes, mêmes préjugés, mêmes défauts et mêmes vertus.

Malgré son absurdité foncière, l'opposition entre les deux groupes subsiste et s'est compliquée d'une opposition de classes, puisque les blancs créoles sont les gros possédants. Elle a connu des crises violentes dont la plus redoutable au XX^e siècle a été celle de 1906 à 1910, marquée par l'assassinat dans son hôtel de ville du maire de Fort-de-France, Siger, pendant une manifestation électorale, le 29 avril 1908.

À son enterrement, il se produisit un incident étrange qui montre à quel point les esprits étaient surexcités. Les bruits les plus extraordinaires couraient. Les « békés », ou blancs créoles, d'accord avec le gouverneur, n'attendaient qu'une occasion pour faire tirer sur la foule. À l'inverse, les hommes de couleur

préparaient des vêpres sanglantes dont les discours sur la tombe de Siger devaient donner le signal. On imagine l'atmosphère. Tous se croyaient menacés, mais tous aussi se croyaient obligés de paraître aux obsèques du magistrat défunt. Tous suivaient le cortège, les nerfs tendus à l'extrême, osant à peine se regarder. À un moment donné, rideau de fer baissé trop vite, prolonge d'artillerie cahotant sur une rue pavée, on s'imagina entendre le crépitement d'une fusillade. Le cortège explosa. Le clergé fila d'un côté, la foule de l'autre. Le cercueil, porté à bras d'hommes, fut abandonné sur place. On retrouva des gens à écharpe prêts à sauter d'une terrasse dans la cour voisine. Au bout de quelque temps, comme rien d'autre ne se produisait, chacun reprit sa place rasséréné et l'on repartit vers le cimetière ¹.

Rien de pareil n'a eu lieu depuis lors. Malgré les paroles et écrits lénifiants qui abondent en la matière, il serait vain de croire le préjugé disparu. Il peut avoir et il a eu des retours offensifs qu'on aurait tort de minimiser. Il était nettement plus marqué à mon second séjour qu'au premier. Cela peut s'expliquer aisément. La concentration des fortunes augmente les distances sociales. D'autre part, les gros propriétaires, jusque vers 1930, étaient, pour la plupart, des hommes qui avaient connu la grande crise sucrière de 1900-1905. Ils avaient lutté contre elle grâce au dévouement de leurs « travailleurs ». Ils se sentaient en partie solidaires de ceux qui avaient contribué à sauver leur fortune et les traitaient en conséquence. Leurs fils, les maîtres d'aujourd'hui, ont grandi dans l'opulence. Ils ne regardent que de loin et avec une condescendante pitié les nègres et mulâtres qui peinent dans leurs champs ou leurs usines. Cela ne contribue pas à arrondir les angles.

La situation, au moment de la guerre, était à peu près la suivante : on s'entendait en affaires, on fréquentait à l'occasion le même cercle et le plus huppé, celui des commerçants de la ville, eut pendant quelque temps à sa tête un président de couleur, qui, de par sa situation, pouvait rendre de grands services à ses confrères. On allait jusqu'à déjeuner ensemble, à l'hôtel ou à la campagne, mais toujours entre hommes, hors des cérémonies familiales. Je n'en citerai qu'un exemple entre mille autres, parce qu'il est caractéristique et qu'il s'est produit à la veille même de mon départ. Un des martiniquais les plus distingués que j'aie fréquentés, mais qui ne cherchait certes point à « passer la ligne », m'avait fait connaître un jeune créole avec lequel il entretenait des relations d'amitié et chez lequel nous eûmes l'occasion de profiter à plusieurs reprises d'une très large et cordiale hospitalité. Lorsque le blanc, cependant, se maria, l'homme de couleur ne fut pas invité.

Au fond, le préjugé durera autant que la structure actuelle de la famille martiniquaise. C'est par la femme blanche qu'il se perpétue et doit fatalement se perpétuer. Elle défend ainsi sa position et celle de ses enfants légitimes contre les concubines et les bâtards. De l'autre côté, il reste chez le peuple une sourde hostilité contre les « békés » et l'espoir que leur domination finira bientôt. Sous les cendres encore tièdes d'un passé récent couvent toujours les brandons qui

¹ D'après une lettre écrite le soir même de l'enterrement et communiquée par M. Legros.

allumèrent jadis les révoltes d'esclaves et, il y a trois quarts de siècle, l'insurrection de 1870.

11. — L'UNITÉ MARTINICAISE

Si violentes néanmoins que soient ces oppositions, elles gardent un caractère assez curieux de querelles locales, et presque de famille. L'étranger qui s'en mêle est regardé comme un maladroit ou un intrus. On reformera le bloc, curieusement, contre le gêneur, le « horsin » à la mode normande, dont les affaires périliteront alors avec une régularité absolue.

Tout cela, d'ailleurs, n'apparaît qu'à ceux qui connaissent le pays depuis longtemps déjà, qui ont voulu le connaître et y ont mis le prix. Tout cela aussi n'a peut-être pas l'importance qu'on serait tenté de croire. Les heurts violents qui peuvent se produire sont presque aussitôt oubliés. Et ce sont alors les impressions heureuses qui l'emportent, et de beaucoup. La douceur de vivre est grande dans cette île féconde. Il est impossible de ne pas y être frappé par la grâce naturelle des femmes, des mulâtresses surtout, par la gentillesse et la sensibilité de la population. On y adore les enfants. Bien peu sont abandonnés à l'assistance publique. Une entr'aide presque universelle est de rigueur. Nul, quelques gros possédants mis à part, n'en veut à celui qui « chaparde » quelque peu pour subsister. On n'est pas tellement loin du demi-collectivisme d'un peuple resté proche de la nature.

Le patois créole, parlé par tous, sauf par les européens, renforce encore cette impression. Il a emprunté ses mots, pour les déformer, à bien des langues. Sa syntaxe conserve une simplicité africaine. C'est affaire aux spécialistes d'en démêler les éléments. Mais il est concret, imagé, direct et charmant.

Aussi flotte-t-il sur ce petit pays comme un parfum de naïveté première, de jeunesse retrouvée du monde. L'impression est encore renforcée par la beauté du ciel, la sève généreuse de la végétation. Et c'est ce qui explique peut-être l'attachement passionné qu'ont voué à la Martinique tant de ceux qui l'ont connue. C'est le P. Dutertre, écrivant que la façon d'être y est si agréable, la température si bonne et qu'on y vit dans une « liberté si honnête que je n'ai pas vu un seul homme ni une seule femme qui en soit revenu, en qui je n'ai remarqué une grande passion d'y retourner ». C'est le P. Labat, qui ne s'est jamais consolé de s'en être vu interdire l'accès, ainsi que de la Guadeloupe, pour avoir montré trop d'indépendance vis-à-vis des puissants du jour. C'est Thibault de Chanvalon, c'est Moreau de Jonnés et, plus près de nous, pour ne parler que des morts, Lafcadio Hearn, avec son évocation à l'ambiguïté si prenante du « doux pays des revenants ».

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

CETTE attirance si profonde que ce petit pays a exercée et continue d'exercer sur tous ceux qui l'approchent justifierait à elle seule quelque confiance dans son avenir. L'histoire montre d'ailleurs que la Martinique a toujours su se relever des pires crises qu'elle ait eu à supporter.

Certes, tout est loin d'y être parfait, comme dans le meilleur des mondes possibles. Il est de nombreux points où il ne serait pas difficile de dresser un réquisitoire en règle contre l'incurie des hommes et de l'Administration. Tout a été sacrifié longtemps à la seule culture de la canne. L'outillage économique se révèle incomplet et déficient. On ne tire qu'un parti encore médiocre des ressources du sol et du climat. La situation financière ne se maintient que par des subventions plus ou moins déguisées de la Métropole.

De même, l'état sanitaire est mauvais. La lutte contre la syphilis, la lèpre, le pian, n'en est qu'à ses débuts. L'alcoolisme, la tuberculose, les maladies parasitaires font de redoutables ravages. La durée moyenne de la vie humaine s'en trouve fortement raccourcie. Infirmes ou estropiés abondent, tout au moins dans certains cantons.

On ne voit pas très bien non plus comment résoudre l'antinomie des deux formes sociales qui coexistent sans se fondre : ce que l'on peut appeler, d'une part, le « faciès haïtien », cette vie libre et spontanée du paysan noir, et, de l'autre, une des multiples formes du capitalisme moderne, « l'Usine » symbolique et tentaculaire, à la domination si pesante. Et l'on peut même se demander si ce que l'on est convenu d'appeler progrès autorise à détruire une forme d'organisation qui assure à la majorité de ses membres une existence heureuse et sans tracas.

Sur le plan administratif, que de règlements désuets et inapplicables ! La Martinique, surtout depuis la constitution de notre empire africain et asiatique, n'a plus l'importance relative du temps passé et on a voulu parfois lui appliquer, par analogie, des méthodes qui ne lui étaient guère adaptées.

Mais si tout cela est vrai, tristement vrai, le bilan positif l'emporte quand même et de beaucoup. Il reste le ciel, le climat, la terre féconde, la douceur de vivre, il reste le travail des hommes. Si imparfait que soit l'outillage, il existe cependant. Ports, routes et usines, tout a été édifié en moins de trois siècles. L'électrification n'a pas quinze ans. De grands projets sont prêts à être exécutés avec la main-

d'œuvre locale, sous la conduite de contremaîtres ou d'ingénieurs du pays. Si l'on songe qu'il s'agit d'arrière-petits-fils d'esclaves, le chemin parcouru apparaît immense. Il est arrivé à tous les administrateurs d'avoir à constater des maladresses et des malfaçons. Ces maladresses, ces malfaçons mêmes prouvent déjà qu'on n'a pas reculé devant les plus audacieuses entreprises et que, pour leur majeure partie, on les a menées à bien.

Le désir d'instruction, partant de progrès, est universel. La loi scolaire métropolitaine s'appliquait en 1940 aux trois quarts des enfants. Le nombre de ceux qui fréquentaient l'école avait plus que quadruplé en cinquante ans. Le corps des instituteurs se recrute uniquement sur place. Il n'est pas inférieur à celui d'un département de la France continentale. Beaucoup de ses maîtres se dévouent passionnément à leur tâche. L'enseignement agricole, l'enseignement technique connaissent un essor rapide. Près de 400 élèves fréquentent l'école pratique de commerce et d'industrie. C'est une petite révolution qui s'amorce dans ce domaine et dont les répercussions sur le plan social peuvent être assez lointaines.

On a beaucoup discuté, dans certains milieux, sur la valeur des « sangs mêlés » et la stabilité des sociétés qu'ils forment. Il paraît difficile de trouver creuset supérieur à la Martinique. Il y a trois siècles que cela dure. Les types humains qui en résultent ne sont pas moins harmonieux qu'ailleurs. Nulle population surtout n'apparaît plus susceptible de progrès.

Et c'est cette réussite qui emporte tout le reste et témoigne éloquemment aux Antilles de la grandeur et de la pérennité de l'œuvre française. Au demeurant, les Martiniquais ne s'y trompent pas et c'est le sens profond de la réflexion souvent faite aux nouveaux débarqués et qui les étonne tant : « Vous êtes Européens et nous sommes Français. »

Ainsi, des hommes venus presque du monde entier, des descendants d'esclaves, d'engagés et d'immigrants ont pu se pénétrer, en moins d'un siècle souvent, de notre civilisation et de nos mœurs, à tel point qu'ils ne conçoivent pas d'autre patrie que la nôtre. N'est-ce pas alors le triomphe et l'éclatante justification d'une politique d'assimilation intelligente, chaque fois qu'on ne se trouve pas en face de nationalités préexistantes et capables d'évoluer dans leur cadre propre ¹. La Martinique apparaît donc, en fin de compte, comme un département d'outre-mer dans toute la force du terme, ou plutôt, suivant l'image magnifique de Jaurès, comme un lambeau de l'histoire de France palpitant sous d'autres cieux.

¹ On peut noter à cet égard l'évolution récente, encore que significative, de l'Angleterre, qui vient d'instaurer le suffrage universel dans les Antilles qui lui appartiennent (octobre 1946).

DOCUMENTS ANNEXES

[Retour à la table des matières](#)MOYENNE DES PRÉCIPITATIONS
DANS QUATORZE STATIONS DE LA MARTINIQUE

STATIONS	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Basse Pointe	77,6	45,97	55,48	97,67	96,10	153,35	179,9
Fourniols	201	154,15	<i>134,44</i>	205,37	210,32	267,9	320,49
Deux Choux	432,58	<i>289,30</i>	289,43	359,03	339,07	490,77	537,88
Prêcheur	81,65	49,41	51,92	<i>24,13</i>	46,61	108,99	166,916
Carbet (Lajus)	73,08	<i>30,21</i>	39,52	35,53	42,23	131,86	175,19
Morne des Cadets moy- enne 18 ans	218,99	128,93	133,5	128,85	<i>127,31</i>	243,86	338,188
Grand Fonds	205,57	122,63	<i>102,07</i>	142,83	160,05	290,094	307,03
Desclieux	104,11	53,85	66,6	65,66	142,72	166,015	242,57
Petit Bourg	100,83	74,84	<i>63,85</i>	105,59	79,56	153,85	174,56
Rivière Pilote	166,60	<i>100</i>	103,24	145,61	140,27	228,87	234,51
Galion	78,75	<i>53,80</i>	59,75	74,14	115,72	138,65	172,51
François	75,95	62,68	<i>59,27</i>	140,31	118,16	117,63	135,80
(Usine)							
Vauclin	66,39	47,45	<i>45,56</i>	86,98	77,97	117,55	152,44
Marin	89,01	<i>47,66</i>	63,37	90,32	85,31	149,17	130,68

STATIONS	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total annuel
Basse Pointe	<u>220,735</u>	181,72	224,27	334,56	110,26	1777,61
Fourniols	<u>391,68</u>	328,14	395,58	554,71	268,19	3432,08
Deux Choux	<u>644,02</u>	470,08	508,68	673,59	472,41	5516,845
Prêcheur	224,287	187,07	151,20	<u>199,41</u>	79,29	1370,88
Carbet (Lajus)	222,66	174,5	140,26	<u>179,67</u>	86,35	1331,063
Morne des Cadets	355,35	280,427	272,24	<u>296,07</u>	233,81	2757,34
Grand Fonds	351,52	280,56	275,82	<u>349,53</u>	202,34	2790,05
Desclieux	248,50	214,97	213,50	<u>248,225</u>	134,97	1901,691
Petit Bourg	<u>223,85</u>	215,18	1228,28	242,49	131,46	1694,34
Rivière Pilote	<u>287,45</u>	1265,37	1117,03	406,05	171,279	2566,288
Galion	191,73	220,378	245,06	274,61	130,28	1755,37
François	162,92	193,76	204,80	194,90	102,25	1573,43
Vauclin	171,80	186,8	237,82	251,70	119,25	1539,95
Marin	194,09	303,02	199,015	290,08	114,48	1678,691

NOTE. — Les minima sont en italique, les maxima en gras, les maxima relatifs soulignés d'un trait. D'autre part, les totaux additionnés des douze mois, où j'ai tenu compte pour chacun des données tirées d'années incomplètes, ne peuvent coïncider de manière absolue avec les moyennes obtenues à l'aide des seules années complètes. Mais, et c'est une vérification qui a sa valeur, les différences demeurent très faibles et n'altèrent en aucun cas les résultats auxquels je pense être parvenu.

**TABLEAU DE LA VARIATION MENSUELLE
DES PRÉCIPITATIONS SUIVANT DES ANNÉES CHOISIES**

STATIONS	Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Basse Pointe	1927	125 mm	40,5	243	582	164	226	123
	1931	129 —	39	28	71	50	195	251
Galion	1915	62 —	121	29	552	192	295	285
	1912	89 —	26	17	113	61	49	75
	1920	24 —	84	28	1,9	61	70	128
Petit Bourg	1927	116 —	78	191	502	163	295	134
	1921	72 —	72	57	37	38	96	260
Robert	1927	107 —	37	242	388	182	215	135
	1922	35 —	77	78	47	52	89	53
François	1927	62 —	21	88	474	120	256	133
	1922	44 —	62	54	25	43	39	15
Deux Choux	1927	538 —	185	528	1.046	363	747	504
	1940	98 —	133	371	190	195	362	578

STATIONS	Années	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Basse Pointe	1927	134	132	154	436	65	2.428
	1931	401	170	181	457	139	2.110
Galion	1915	232	216	310	120	107	2.526
	1912	54	104	153	261	100	1.110
	1920	143	216	216	184	89	1.245
Petit Bourg	1927	98	223	246	446	75	2.570
	1921	174	187	256	144	277	1.672
Robert	1927	103	122	208	288	119	2.148
	1922	111	262	45	157	39	1.059
François	1927	104	272	298	455	86	2.373
	1922	58	245	50	22	24	888
Deux Choux	1927	451	471	457	961	380	6.637
	1940	346	295	276	726	509	4.083

NOTE. — Je n'ai pas cru nécessaire de reproduire les décimales dans ce tableau. C'est ce qui explique que le total annuel est un peu plus élevé dans la presque totalité des cas que ce que donnerait l'addition des douze chiffres mensuels ici reproduits.

PRÉSAGES DES PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES

Les présages des phénomènes météorologiques se forment aux Antilles d'une multitude de circonstances d'ordres différents, dont les rapports avec l'état ou le changement de l'atmosphère ne peuvent être établis rationnellement, mais dont cependant la liaison est presque toujours prouvée par une large expérience et par l'observation populaire. Dans le nombre de ceux dont la tradition se retrouve maintenant parmi les nègres, il en est beaucoup qui appartiennent originellement aux races indigènes de l'Archipel et qui sont des vestiges d'antiquités américaines. Nous apprenons par le vocabulaire des Caraïbes que ces sauvages, malgré leur vie errante et leurs perpétuelles hostilités contre leurs voisins, n'avaient laissé, échapper aucune des particularités des phénomènes physiques des lieux qu'ils habitaient. Ils avaient des expressions pour peindre une foule de détails qui exigent dans notre langue le secours de plusieurs mots, et dont la création n'a pu appartenir qu'à des gens d'un génie observateur. Telles sont, sans doute, celles qui expriment l'influence orageuse de la canicule, les planètes, les comètes, les constellations, le cours de la lune, les étoiles tombantes, les nuages blancs, la pâleur du soleil, l'azur du ciel, les nuages rayonnants, les vagues de la mer crevant sur le sable, leur retour périodique, le tremblement de terre, le bondissement des flots, la blancheur de leur écume, la rencontre de leurs courants opposés, et une foule d'autres, dont on s'étonne de voir l'usage parmi ces hommes livrés sans cesse à une guerre d'extermination et à l'anxiété des périls et des besoins.

Dans les Indes Occidentales en général, et particulièrement dans les Antilles Françaises, on considère les circonstances suivantes comme des présages de grands phénomènes météorologiques :

Nuages rayonnés, signe de tourbillons, disaient les Caraïbes : ils font fleurir la mer, obscurcir l'air et périr les canots.

Nuages pommelés : ciel à tremblements de terre.

Nuages isolés, errants : pluie par grains.

Nuages de la mer s'avançant sur une ligne droite : signe d'avalasse, de grande pluie.

Abaissement des nuages sur les montagnes secondaires : présage de pluies prolongées.

Écartement des nuées dans le mauvais temps : signe de tempête, disaient les indigènes.

Nuages au coucher du soleil : vent.

Disparition des nuages des montagnes et rapprochement apparent du massif des Pylons de l'Archipel : vent du Sud ou de l'Occident, raz-de-marée, tempête, ouragan.

Persistance du brouillard des palétuviers ou Drap mortuaire des Savanes : présage de pluie.

Brume blanche à midi : beau temps.

Coucher et lever des astres : changement de temps.

Âge de la lune : il sert à régler les opérations de l'agriculture coloniale.

Pleine lune et nouvelle lune : raz-de-marée, tempête, ouragan, surtout la pleine lune d'août, célèbre dans tout l'Archipel par les désastres dont elle a été l'époque.

Étoiles tombantes : sécheresse, vent.

Etoiles scintillantes : signe de beau temps.

Halo autour de la lune : vent et pluie.

Spectre lunaire ou solaire, apparition des comètes : événements désastreux, tempêtes.

Bruissement des forêts des montagnes : mauvais temps.

Bruit que font les roseaux des marais frappés par le soleil : présage de sécheresse, d'après l'observation des Caraïbes.

Odeur de varech, apportée par les vagues du rivage : tempête du Sud.

Mugissement et épouvante des bestiaux : ouragan et tremblement de terre.

Bourdonnement des maringouins : pluie. Ce présage appartient aux Caraïbes.

Chant du Coulivicou (*Cuculus seniculus Latham*) : beau temps.

Serpents (*Trigonocephalus lanceolatus M. de J.*) qui se chauffent au soleil : fin de pluie.

Coassement des grenouilles (*Hyla Caribaea M. de J.*) : beau temps.

Chant du Cohé (*Caprimulgus americanus L.*) : présage de tempête et de mort.

Toiles d'araignées flottantes et Grigris volant haut (*Falco Antillarum L.*) : beau temps.

Buissons éclairés par les vers luisants (*Lampyrus marginata L.*) : présage de la continuation du beau temps.

Feuilles des sensibles, *Mimosa sensitiva*, M. Pudica, des Cassiers (*Cassia fistula*, C. Alata L.), du Tamarinier (*Tamarindus Indica*) et généralement des légumineuses se fermant avant l'approche de la nuit : présage de mauvais temps.

Abondance des fruits du raisinier — *Cocculoba uvifera L.* signe qu'il y aura un ouragan, disent les Caraïbes.

Si les oiseaux de passage sont en grand nombre : signe que l'hivernage sera rude.

Si les baleines — *Physeter macrocephalus* — ou les marsouins — *Delphinus phocoena* — courent en troupe dans une direction opposée au vent, il doit changer bientôt.

Temps rouge le matin : annonce la pluie, selon les Caraïbes.

Quand les pintades (*Numida meleagris*) se roulent dans le sable, c'est signe de pluie.

Il en est ainsi quand les coqs chantent le soir ou pendant la nuit. Il y aura beau temps si les chauves-souris (*Vespenilla molossus*) volent en grand nombre et si l'on voit dans les villes d'autres espèces *V. hastatus*, *V. spectrum*, que celles qui y demeurent.

Si les guêpes cartonnières — *Polistes annulata* — bourdonnent autour de leur nid sans vouloir s'en éloigner, c'est signe de pluie.

Quand l'hirondelle des Antilles — *Hirundo acuta* — frise la surface de la terre ou des eaux, c'est que l'approche d'un temps pluvieux fait sortir de leur gîte les insectes qu'elle attrape en volant.

Quand le cheval du voyageur est tourmenté extraordinairement par les mouches, c'est que le temps doit devenir mauvais.

Quand les oiseaux marins viennent chercher un asile dans les palétuviers, c'est signe de tempête ou d'ouragan.

Si, pendant la sécheresse, les basaltes qui forment les murs deviennent humides, il fera bientôt de la pluie.

Si les vaches hument l'air, si les scorpions courent rapidement sur les murs, si les scolopendres se traînent sur les planches, si les insectes bruissent dans les bois plus tôt que de coutume, c'est signe de pluie.

On en trouve encore le pronostic dans l'odeur plus forte des fleurs de jardins ou de la vase des marais, dans le bruit plus grand de la détonation des pièces d'artillerie et dans le son plus fort des cloches des églises.

La pluie salée est un signe d'ouragan. Le tremblement de terre pendant l'hivernage en est pareillement le pronostic (Pelleprat, T. 2, p. 21).

La chaleur de la mer, plus grande que celle de l'air, donne le même présage.

D'après Moreau de Jonnés : *Histoire Physique des Antilles Françaises, Recherches sur l'ouragan*.

LISTE CHRONOLOGIQUE DES CYCLONES À LA MARTINIQUE DE 1633 À NOS JOURS

1642. — À Saint-Christophe, à la Martinique et à la Guadeloupe, trois ouragans (Dutertre).
1651. — À la Martinique (Pelleprat).
1652. — À la Martinique et à la Guadeloupe (Pelleprat).
1655. — À la Martinique, à la Guadeloupe et à Saint-Vincent, le 3 juillet et le 1^{er} octobre.
1656. — À la Martinique et à la Guadeloupe (Dutertre), deux ouragans destructeurs.
1666. — Le soir du 15 août. Ouragan qui dévasta la Guadeloupe et se fit sentir faiblement à la Martinique. Dès qu'il avait commencé à se manifester, le gouverneur avait transmis ses ordres aux navires en rade de Saint-Pierre pour qu'ils vinssent aussitôt au Carénage de Fort-Royal. Un seul bateau, resté à Saint-Pierre, fut jeté à la côte. (L'escadre anglaise commandée par l'amiral Willoughby disparut au large des Saintes)
1693. — Le mois d'octobre fut désastreux pour la Martinique. Un violent coup de vent ravagea la campagne, abattit les récoltes sur pied, détruisit les chemins. Une marée de tempête qui l'accompagnait maltraita les côtes, renversa le quartier de la Galère (deux cents maisons) et une partie du Fort, ainsi que la batterie de huit canons élevée près de la Roxelane (Labat, t. II, p. 224).
1713. — Ouragan qui causa de grands ravages dans les campagnes et qui faillit jeter la colonie dans la famine. Les colons s'en plaignaient encore en 1715. « Ajoutez, disaient-ils au général et à l'intendant, les dégâts occasionnés par le coup de vent d'il y a quinze mois. »
1723. — Bourrasque. Un navire de La Rochelle vient à la côte à Saint-Pierre et s'y brise, tout son chargement est perdu.
- 1753, 1^{er} octobre. — Outre les tremblements de terre, qui s'étaient renouvelés jusqu'à trente-trois fois dans l'espace de trois mois et qui avaient tenu la population dans de cruelles anxiétés, un coup de vent vint encore désoler la colonie.

« Le 1^{er} octobre, à trois heures du matin, le vent souffla du Nord. Il passa au Nord-Est, en augmentant de force jusqu'à dix heures.

» À ce moment, il parut diminuer. À 11 heures, on le croyait apaisé. Mais à midi, il sauta tout à coup au Sud et reprit avec violence jusqu'à cinq heures. Dans cet intervalle, la mer jeta cinq bateaux à la côte. Plusieurs canots, portant des passagers de Saint-Pierre à Fort-Royal, partirent à la dérive. Quelques maisons de Saint-Pierre furent endommagées. Mais c'est la campagne qui supporta le poids de

l'ouragan. Des bâtiments y furent renversés, des arbres déracinés, les cannes, les maniocs, les cafés couchés ou arrachés. »

- 1756, 12 septembre. — Raz-de-marée à la Martinique. « C'était le quatrième jour de la lune. Le vent commença à souffler, vers cinq heures du matin, du Nord-Est, par tourbillons et en croissant jusqu'à une heure de l'après-midi. À ce moment, il sauta au Sud-Ouest. La mer, soulevée par ces forces contraires, emporta plusieurs maisons de la Galère, qui ne furent jamais rebâties. Les parties Est et Sud de l'île, depuis la Trinité jusqu'aux Anses d'Arlets, souffrirent beaucoup. Quantité de maisons furent renversées et découvertes, vingt-cinq bateaux ou goëlettes naufragèrent. Plantations ravagées.
- 1758, 12 septembre. — Bourrasque : Martinique et Sainte-Lucie très éprouvées.
- 1760, 7 novembre. — Un coup de vent jette à la côte, à Saint-Pierre, une douzaine de bâtiments.
- 1765, septembre. — Ouragan sur la Martinique, la Guadeloupe et Saint-Christophe.
1766. — Nuit du 13 au 14 août. Fort cyclone, plantations ravagées sur toute l'île. On releva 440 cadavres. Il y avait 580 blessés. 80 navires s'étaient perdus.
1775. — 30 juillet et 25 août. Cyclones passés sur l'île.
- 1776, 5 septembre. — Ouragan accompagné de marées de tempête, 22 navires à la côte.
- 1779, 3 octobre. — Coup de vent. « Le commerce n'y perdit pas beaucoup, parce que la plupart des navires étaient au carénage de Fort-Royal, mais la campagne fut maltraitée et les vivres arrachés. »
- 1780, 12 octobre. — Ouragan qui s'étendit sur toutes les Antilles : Barbade, Saint-Vincent, Sainte-Lucie, Guadeloupe, Saint-Eustache, Saint-Christophe, Porto-Rico, Jamaïque. À la Martinique, le commerce et la campagne souffrirent beaucoup. Les plantations furent dévastées depuis le Prêcheur jusqu'à Fort-Royal. Un raz-de-marée furieux jeta à la côte un grand nombre de navires et renversa 155 maisons à Saint-Pierre. À Fort-Royal, la cathédrale, 7 églises et 140 maisons furent renversées. Plus de 1.500 malades et blessés furent ensevelis sous les ruines de l'hôpital. Au total, 7.000 victimes. Dans l'île Saint-Vincent, Kingstown fut entièrement détruite. Cet ouragan est le plus violent qu'on ait subi à la Martinique.
- 1788, 14 août. — Cyclone. Dans l'ensemble, terrible hivernage. Presque tous les navires furent détruits.
- 1804, 3 septembre. — Dix-sept navires perdus, ce cyclone traversa ensuite Dominique, la Guadeloupe, Saint-Christophe, Saint-Thomas.
- 1813, 23 juillet. — Ouragan à la Martinique et à la Guadeloupe.
- 1816, 6 septembre. — Bourrasque.

- 1817, 21 octobre (Date extrême de cyclone signalé sur les Petites Antilles). — Cyclone à la Martinique et à la Guadeloupe.
- 1818, 21 septembre, 14 octobre. — Bourrasques.
- 1825, 26 juillet. — Bourrasque : Martinique et Guadeloupe.
- 1846, 6 octobre. — Cyclone.
- 1855, 25 août. — Bourrasque à Saint-Pierre.
- 1872, 9 septembre. — Bourrasque. Tous les navires à la côte.
1879. — Détestable hivernage, signalé par maints débordements nuisibles à Saint-Pierre et dans d'autres localités.
1883. — Cyclone du 4 au 5 septembre, ressenti également à la Guadeloupe. 20 navires jetés à la côte en rade de Saint-Pierre.
- 1889, 4 septembre. — Forte bourrasque, ressentie également à la Dominique.
1891. — Cyclone du 18 août, nombreuses victimes, 50 millions de dégâts.
1903. — Cyclone dans la nuit du 8 au 9 août, 31 morts, nombreux dégâts matériels. La pression est tombée à 726 mm. 8.

Liste, extraite du Bulletin annuel du Service Météorologique et de l'Observatoire géophysique, année 1933. (Cette liste a été compilée d'après divers auteurs, et en particulier Moreau de Jonnés, pour la partie antérieure au XIX^e siècle, et d'après le Moniteur de la Martinique pour la période la plus récente.)

1671

ESTAT DU PROCEZ-VERBAL DES TERRES DE L'ISLE DE LA MARTINIQUE

Extrait du procez-verbal de l'Estat général des terres de l'Isle de la Martinique concédées, tant par la première Compagnie que par les Seigneurs propriétaires de la d^{te} Ile et du depuis par la présente Compagnie des Indes Occidentales, ou par ceux ayant pouvoir d'elles, avec les bastiments qui sont sur les dites terres, distinguées par la Compagnie de chaque quartier, en conséquence de l'Arrest du Conseil d'Estat du Roy, donné à Chambord le 12^e octobre 1670 et Commission sur iceluy, adressante à Messieurs de Baas, lieutenant général de Sa Majesté, et Pellissier, directeur général de la dite Compagnie et gens tenant le Conseil Souverain de cette dite Isle. Le dit procez-verbal fait le plus exactement qu'il a esté possible, par les ordres de Mon dit Sr Pellissier, directeur général de la Compagnie des Indes Occidentales, estant au dit lieu commis et député à cet effet, ainsi qu'il ensuit.

Il faut observer que l'Isle de la Martinique (qui peut avoir dans tout son circuit, y compris les Culs de Sac, 45 à 50 lieuës de tour, et dans sa plus grande largeur six lieuës environ, et laquelle est presque habituée tout autour, à la réserve du depuis la Pointe des Sallines, jusqu'à la Tartane, qui est un pays inhabitable, tant par sa grande stérilité que parce que la mer y est toujours rude à cause des brisants, n'est

habituée en certains endroits que d'environ une lieue et demye depuis le bord de la mer à aller aux Montagnes, et en d'autres quartiers beaucoup moins. Ainsi tout le cœur de l'Isle est encore bois debout, la plus grande partie montagnes et païs inaccessible, y ayant neantmoins beaucoup de terrain où, s'il estait défriché (ce qui ne peut estre que de longues années, et avec grand peine et depence), l'on pourrait y faire du Gingembre, Indigo, Cotton.

I	II	III	IV	V	VI	VII
Propriétaires des terres	Quantité des terres, largeur et hauteur par pas à 3 pieds 1/2 chacun	Tenans des places des deux costez	Aboutissans des places par les deux bouts	Quels bastiments sont sur les dites places	Quantité de terre plantée en cannes	En petun
Yves Venaut	400 pas de large et 800 de haut	Le cul de sac de la Trinité et le cul de sac Galion	Bord de la mer Bois debout			
Anthoine des Rochers	180 pas de large et 800 de haut	À une place de l'Église à Pierre Boisset	Cul de sac Louis Cul de sac Galion	Méchante caze à demeurer		100 pas
Pierre de Launey	200 de large 1.000 de haut	Jean Lucas Héritiers de Boucachard	Le bord de la mer Cul de sac Galion	Caze à demeurer		80 pas
Estienne Gedouin	100 de large 1.000 de haut	François Berthelot Pierre Enjebaut	Bord de la mer Cul de sac du Galion	Méchante caze		
Mathurin Suédois	100 de large 1.000 de haut	Pierre Enjebaut Charles Ozeray	La mer et Cul de la Trinité	Méchante caze	50 pas	
Charles Ozeray	300 de large 1.000 de haut	Jean Perey Veuve Garet	Cul de sac Louis Cul de sac Galion			
Jean Perey	150 de large 1.000 de haut	Jean du Hornay Manuel Sermingue	Cul de sac Louis Cul de sac du Galion			
Place de feu S ^r Gaillard, à présent à Dubuc	240 de large 12 à 1500 de haut	Héritiers de Sermingue	Le bord de la mer et bois debout en pointe	Une petite sucrerie	400 pas	
Magdeleine Garet, veuve de Manuel Sermingue	500 de large 2.000 de haut	Gaillard Jacques Brochet	Le bord de la mer et bois debout	Travaille à faire une sucrerie	200 pas	

(Suite)

	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV
Propriétaires des terres	Vivres	Indigo	Gingembre	Savanes	Restant de la place à défricher	Produit que peuvent rendre les dites terres cultivées chaque année par estimation	Terres voisines non concédées et ce qu'il y en peut avoir auprès la dite habitation	À quoy les dites terres à concéder sont propres
Yves Venaut					Abandonnée		Il n'y aucune terre : c'est une pointe	
Anthoine des Rochers	250 pas				650 pas bois debout	1.500 livres		
Pierre de Launey	150 pas			70 pas	700 pas bois debout	1.200 livres		
Estienne Gedouin	120 pas				Reste en friche			
Mathurin Suédois	150 pas				Reste bois debout			
Charles Ozeray	100 pas				Reste bois debout			
Jean Perey					Tout bois debout			
Place de feu S ^r Gaillard, à présent à Dubuc	200 pas			200 pas	Le reste de bois debout	40.000 livres		
Magdeleine Garet, veuve de Manuel Sermingue	200 pas			300 pas	Le reste de bois debout	30.000 livres	Les estages à Pierre Deshayes	Gingembre

COMMERCE DE LA MARTINIQUE EN 1938

Importations globales en milliers de francs : 234.600 venant de :

France.	154.554	ou	65,878 %
États-Unis	40.621		17,315
Belgique	15.858		6,759
Trinidad	4.662		1,986
Guyane Anglaise	3.106		1,324
République Dominicaine	2.307		0,983
Canada	1.387		0,591
Angleterre	1.117		0,476
Hollande	949		0,404
Algérie	918		0,391
Chili	872		0,371
Madagascar	683		0,291
Tchécoslovaquie	652		0,277
Egypte	621		0,264
Danemark	612		0,260
Côte d'Ivoire	480		0,204
Brésil	396		0,168
Japon	386		0,164
Guyane Hollandaise	377		0,160
Syrie	374		0,159
Italie	336		0,143
Argentine	328		0,139
Guyane Française	284		0,121
Maroc	266		0,113
Indochine	210		0,089
Sainte-Lucie	206		0,0878
Norvège	192		0,0818
Bulgarie	163		0,0694
Yougoslavie	162		0,0690
Uruguay	158		0,0673
Saint-Martin, Partie Hollandaise	148		0,0630
Pologne	141		0,0601
Allemagne	130		0,0554
Dominique	107		0,0472
Guadeloupe	101		0,0429
Barbade	99		0,0421
Saint-Martin, Partie Française	96		0,0409
Roumanie	76		0,0323
Suisse	37		0,0157
Mexique	35		0,0149

Finlande	30	0,0127 %
U. R. S. S.	25	0,0106
Chine	23	0,00980
Iran	23	0,00980
Nouvelle-Calédonie	17	0,00724
Espagne	16	0,00682
Indes Anglaises	14	0,00596
Suède	12	0,00511
Portugal	9	0,00383
Porto-Rico	6	0,00255
Cuba	5	0,00213
Demerara	5	0,00213
Haïti	4	0,00174
Grenade	2	0,000849
Divers non dénommés	177	0,0754

Exportations globales en milliers de francs : 309.648

Principaux clients :

France	307.584	ou	99,33 %
Guadeloupe	612		0,198
Guyane	555		0,181
Belgique	190		0,0617
Barbade	54		0,0175
Colonies Françaises non dénommées	51		0,0165
États-Unis	51		0,0165
Sainte-Lucie	48		0,0156
Trinidad	48		0,0156
Saint-Barthélémy	29		0,00942
Guyane Hollandaise	24		0,00780
Nouvelle-Calédonie	13		0,00472
Tahiti	13		0,00472
Dominique	8		0,00258
Saint-Domingue	7		0,00226
Curaçao	6		0,00195
Saint-Martin, Partie Hollandaise	4		0,00130
Nouvelles-Hébrides	3		0,000975
Antigue	1		0,000325

**Principales denrées alimentaires importées pendant la décade
de 1929 à 1938 (inclus)
Poids en quintaux, ou quantités en hectolitres**

DENRÉES	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Bœufs		10.592	11.657	13.959	19.994	19.047	28.705	21.574	5.543	4.885
Viandes salées	3.800	6.051	9.500	11.679	11.129	10.874	7.639	7.072	349	5.295
Charcuterie		433	430	481	496	449	365	464	10.036	414
Jambons		511	409	336	277	330	548	566	400	345
Margarine	460	2.125	1.575	2.807	6.719	6.490	6.242	7.884	5.822	6.092
Lait concentré	529	580	563	776	735	1.107	766	623	575	575
Fromages		714	50	832	939	925	798	703	669	685
Beurre		481	585	414	466	515	401	551	422	319
Morues	26.000	26.990	28.107	19.763	29.456	38.667	34.031	36.935	32.318	32.438
Poissons salés		631	421	675	432	896	788	1.038	667	1.068
Harengs saurs		880	1.725	580	927	702	455	496	469	376
Poissons conservés		559	671	455	575	597	501	823	660	725
Avoine		1.405	1.726	1.403	1.492	1.647	1.406	529	1.119	1.3099
Maïs		7.786	10.997	13.461	14.530	15.475	15.733	28.956	10.200	10.224
Farine blé	89.440	86.541	96.027	81.631	97.403	95.831	100.406	92.352	88.291	82.546
Pâtes		531	1.109	957	1.016	1.124	1.108	1.154	673	978
Riz	49.750	26.107	37.263	34.877	33.039	32.900	34.306	40.186	31.962	32.259
Haricots	4.870	5.055	5.979	7.075	6.891	10.004	6.091	5.853	4.827	4.839
Lentilles		579	394	345	310	1.232	2.040	2.026	2.192	2.431
Pommes de terre		7.666	7.773	8.332	8.783	8.895	8.670	7.649	13.673	7.198
Confiserie		621	630	963	1.022	999	601	627	511	749
Biscuits			611	639	690	1.231	350	223	297	370
Café	2.020	2.505	2.219	2.542	2.648	6.603	3.682	2.629	2.821	2.875
Cigarettes		918	910	1.034	1.021	1.222	1.332	884	941	879
Tabac			530	638	507	1.118	530	552	425	460
Huile olive		128	152	184	423	173	234	181	96	168
Huile coprah			23				352	1.741	2.299	757
Huile ricin		726	748	996	1.046	623	504	731	534	993
Huile lin		924	1.007	880	1.237	1.083	941	934	1.056	894
Huile coton					149	177	1.235	265	208	179
Huile arachides	11.250	17.484	19.619	11.851	22.899	24.105	8.038	13.157	15.714	19.083
Huile soja		5.012	49	8.494	916	595	13.764	3.097	4.533	

DENRÉES	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Oignons		791	5.663	5.036	6.381	5.590	6.724	4.862	5.108	6.100
Aulx			825	766	1.049	1.045	695	913	1.167	730
Vins en fût				13.624	15.799	24.681	20.404	22.169	14.162	16.554
Bouteilles				588	1.534	1.197	461	631	796	1,054
Mousseux				629	646	566	650	493	485	298
Eaux-de-vie				442	298	276	389	301	231	628
Liqueurs				287	210	230	163	240	210	671
Huile de mais					599			2.477		

**QUANTITÉS (EN KGRS) DE SUCRE BRUT (98-99°)
FABRIQUÉES PAR LES USINES DE LA COLONIE**

ÉTABLISSEMENTS	1930	1931	1932	1933	1934
USINES ANCIENNES					
Basse-Pointe	2.019.400	2.127.200	2.177.200	2.163.700	1.802.400
Bassignac	1.652.900	1.737.450	1.828.400	1.955.600	1.805.500
François	2.735.500	3.090.000	3.927.000	3.706.000	3.218.000
Galion	2.397.400	2.016.900	2.896.900	3.493.400	3.241.100
Lareinty	3.909.200	5.086.100	6.288.600	6.692.700	6.127.800
Lorrain	1.612.700	1.713.900	1.564.100	1.711.400	2.017.300
Marin	1.143.700	1.454.500	2.317.500	2.000.000	2.060.400
Petit Bourg	6.252.900	7.158.300	8.331.800	7.971.000	8.093.500
Rivière Salée	2.343.200	2.766.900	3.341.700	3.682.600	3.028.600
Robert	2.765.100	2.842.700	3.507.800	3.525.700	3.098.500
Sainte-Marie	3.733.900	4.588.600	4.813.300	4.561.400	4.577.300
Soudon	3.493.900	4.276.300	4.572.600	4.037.800	3.945.700
Vauclin	1.300.500	1.099.700	1.570.600	1.596.500	1.525.200
Vivé	1.971.200	1.812.400	1.996.600	1.954.700	1.942.900
Total	37.330.600	41.770.950	49.133.500	48.982.700	45.544.300
USINES NOUVELLES					
Dillon	44.700	175.600	328.400	307.100	304.000
La Favorite	140.700	362.000	528.000	348.200	294.900
Maniba	140.700	24.400	116.600	40.200	27.900
Meynard	149.900	44.700	151.700	7.500	51.600
Simon	647.500	850.100	866.400	1.014.700	805.000
Total	982.800	1.476.800	1.981.300	1.717.700	1.553.400
Total général	38.313.400	43.247.750	51.124.800	50.700.400	47.097.700

**QUANTITÉS (EN KGRS) DE SUCRE BRUT (98-99°)
FABRIQUÉES PAR LES USINES DE LA COLONIE**

ÉTABLISSEMENTS	1935	1936	1937	1938	1939
USINES ANCIENNES					
Basse-Pointe	2.348.800	2.382.800	2.019.800	2.120.600	2.611.800
Bassignac	1.806.400	1.745.300	1.970.100	2.217.000	2.079.100
François	3.836.900	3.939.700	3.218.300	3.444.500	5.865.200
Galion	3.289.800	3.199.500	2.620.600	2.709.800	4.051.700
Lareinty	6.624.600	6.527.600	6.035.300	6.810.700	8.752.600
Lorrain	1.766.800	1.820.500	1.913.700	1.999.600	2.059.580
Marin	2.140.000	2.135.200	1.898.600	2.389.600	3.395.300
Petit Bourg	9.630.000	10.096.000	9.072.100	9.935.000	12.930.000
Rivière Salée	4.022.900	4.974.300	4.236.400	4.404.100	6.345.000
Robert	3.761.900	3.991.500	3.774.600	3.630.500	4.366.000
Sainte-Marie	4.712.400	4.675.000	4.755.200	5.263.200	5.612.300
Soudon	4.677.100	4.293.600	4.030.600	4.625.100	5.392.800
Vauclin	1.457.100	1.808.000	1.845.800	1.428.200	2.254.800
Vivé	2.254.000	2.033.400	1.938.800	2.415.600	2.250.800
Total	52.330.200	53.622.800	49.329.900	53.393.500	67.968.080
USINES NOUVELLES					
Dillon	246.200	279.600	288.100	262.000	467.800
La Favorite	229.100	107.400	63.900	190.000	—
Maniba	—	—	—	—	—
Meynard	—	—	—	—	—
Simon	897.700	1.112.700	864.800	720.000	—
Total	1.373.000	1.551.600	1.226.900	1.152.000	467.800
		(1)	(2)		
Total général	53.703.200	55.174.400	50.616.800	64.565.500	68.444.800

1. – Acajou 50.100.

2. – Acajou 51.500.

**PRODUCTION DU RHUM (55°) PAR LES USINES ANCIENNES
ET LES DISTILLERIES INDUSTRIELLES DE 1930 À 1939**

ANNÉE	MÉLASSE BRULÉE (litres)	RHUM PRODUIT (litres)	RENDEMENT
1930	17.739.195	14.882.072	83,95 %
1931	15.198.170	11.613.952	76 41 %
1932	16.605.570	12.116.400	72,96 %
1933	18.190.950	13.433.527	73,84 %
1934	12.739.580	9.351.350	73,40 %
1935	11.992.950	9.045.050	75,92 %
1936	14.657.660	10.632.572	72,53 %
1937	20.491.278	12.735.421	62,14 %
1938	18.394.500	11.085.049	60,26 %
1939	17.809.220	12.267.160	68,88 %

Nota. — Le rendement indiqué est en fait un peu supérieur à la réalité, quelques usines utilisent directement une certaine quantité de cannes pour la fabrication du rhum.

**VARIATIONS EN PRIX DE LA TONNE DE CANNES
CONTINGENTÉES POUR QUELQUES USINES DE LA MARTINIQUE**

ÉTABLISSEMENTS	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Basse Pointe	128,25	106,50	91,68	102,96	95,76	78,44	63,80	120	116,76
Bassignac		128,59	109,39	103,80	100	78,51	81	126	130
François	160,20	135,36	116,40	112,92	109,20	84	93	142	147
Marin	123	91,20	93,24	87	87	75	75	126	144
Petit Bourg	180	146,04	125,54	137,40	149,88	107,88	114	180	180
Rivière Salée	156	116,16	100,34	116,88	114,48	81	99,03	152,79	160

**PRIX DE LA TONNE DE CANNES CONTINGENTÉES
DEPUIS 1940**

ÉTABLISSEMENTS	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946
						prix provisoires	
Petit Bourg	180	175,20	194,16	312	460	674,42	711,74
Rivière Salée	151,10	144,95	183,88	258	480	620,33	750
Sainte Marie	159	159	185	258	420	636	757,50
Lareinty	168,06	168,06	186	296	480	636	676,15
Lamentin	150,06	150,06	179,34	265	430	610	632,67
François	173,50	156,08	162	254	486,42	641,09	645,34
Robert	144,05	150,06	162	254	480	641,09	724,55
Bassignac	140,45	147,65	160	235	410	526,23	645,94
Marin	132,05	156,06	163	250	470	560	700
Vauclin	124,32	134,45	144	230	450		
Basse Pointe	132	156	162	222,50	400	590,30	679,50

TABLEAU DE LA NAVIGATION EN 1938 ET DE 1940 À 1944

ENTRÉES

		NOMBRE	JAUGE (tonneaux)	QUANTITÉS DÉCHARGÉS (quintaux)	VALEUR EN MILLIERS DE FRANCS
1938					
Vapeurs	Français	251	757.761	812.891	193.811
	Américains		4.367	43.682	1.905
	Autres		591.980	366.610	53.746
			1.354.108	1.223.183	249.962
1940					
Vapeurs	Français	180	353.204	613.244	184.266
	Américains	51	118.895	142.605	38.420
	Autres	166	185.659	556.014	59.296
		397	657.758	1.311.863	281.982
1941					
Vapeurs	Français	154	200.885	137.273	113.201
	Américains	94	245.275	432.532	124.809
	Autres	36	32.766	107.530	19.229
		284	478.926	678.235	257.239
1942					
Vapeurs	Français	120	123.034	327.158	182.553
	Américains	14	45.761	99.913	38.820
	Autres	19	12.194	46.796	18.351
		153	180.989	473.867	239.724
1943					
Vapeurs	Français	140	87.522	448.614	157.219
	Américains			7	125
	Autres	14	7.080	18.668	7.269
		154	94.602	467.289	164.503
1944					
Vapeurs	Français	196	108.319	530.058	384.641
	Américains	15	17.558	145.177	70.679
	Autres	97	19.268	168.139	87.023
		308	145.145	843.374	542.343

MOUVEMENT DE LA NAVIGATION EN 1938 ET DE 1940 à 1944

SORTIES

		NOMBRE	JAUGE (tonneaux)	QUANTITÉS DÉCHARGÉS (quintaux)	VALEUR EN MILLIERS DE FRANCS
1938					
Vapeurs	Français	255	781.315	1.191.992	313.413
	Américains	11	5.575	48	10
	Autres	291	525.110	33.678	4.451
		557	1.312.000	1.225.718	317.854
1940					
Vapeurs	Français	172	314.480	1.432.334	349.527
	Américains	51	118.895	453	194
	Autres	155	171.080	7.310	3.864
		378	604.455	1.440.097	353.585
1941					
Vapeurs	Français	158	204.360	593.845	187.455
	Américains	94	245.946	1.786	759
	Autres	39	42.450	1.502	1.880
		291	492.756	597.133	190.094
1942					
Vapeurs	Français	119	116.493	265.406	106.714
	Américains	15	46.870	204	70
	Autres	19	12.194	1.659	739
		153	175.557	267.269	107.523
1943					
Vapeurs	Français	146	111.693	288.445	106.925
	Américains				
	Autres	15	6.650	829	
		161	118.343	289.274	107.356
1944					
Vapeurs	Français	205	120.045	372.524	208.911
	Américains	13	15.571	119.375	48.242
	Autres	98	20.531	52.547	24.880
		316	156.147	544.446	282.033

BIBLIOGRAPHIE

Liste des périodiques consultés ou cités

[Retour à la table des matières](#)

L'Agronomie tropicale.

Annales de Géographie.

Annales de l'Institut de médecine tropicale.

Annales d'histoire économique et sociale (maintenant Annales économies, sociétés, civilisations).

Annales de l'Office national des combustibles liquides, maintenant Revue de l'Institut Français des Pétroles et Annales des combustibles liquides.

Annales de Physique du Globe de la France d'Outre-Mer.

Bulletin de l'Agence Générale des Colonies.

Bulletin agricole de la Guadeloupe.

Bulletin agricole de la Martinique (B. A.).

Bulletin d'information du Ministère de la France d'Outre-Mer.

Bulletin mensuel des statistiques d'Outre-Mer.

Bulletin de la Société botanique de France.

Bulletin de la Société d'études guadeloupéennes.

Bulletin de la Société géologique de France.

Bulletin de la Société française de minéralogie.

Bulletin volcanologique.

Chronique des mines coloniales.

Comptes rendus sommaires des séances de la Société géologique de France.

Comptes rendus hebdomadaires des séances de l'Académie des Sciences de Paris.

Les Études Rhodaniennes.

Geographical Journal London.

Geographical Review New-York.

L'Information géographique.

L'Information historique.

L'Information d'Outre-Mer.

Journal de la Société des Américanistes.

Mémoires du Museum national d'histoire naturelle.

La Nature.

Revue de Botanique appliquée et d'Agriculture tropicale.

Revue coloniale.

Revue de Géographie alpine.
 Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest.
 Revue d'histoire des colonies.
 Revue historique.
 Revue Scientifique.
 The National Géographie Magazine U. S. A.

BIBLIOGRAPHIE

On peut estimer à plus de quatre mille le nombre des ouvrages et articles importants parus sur la Martinique, non compris les biographies. Il faudrait, pour les énumérer, un ouvrage spécial qui existe déjà pour la période antérieure à 1926¹. J'ai eu d'autant moins de scrupules à réduire la liste qui va suivre que les répétitions abondent, sans grand profit pour le lecteur, dans nombre des ouvrages déjà parus, et que, d'autre part, quelques livres ou mémoires fondamentaux exceptés, je citerai d'abord les travaux de MM. Arsandaux, Barrabé, Kervégant, Lacroix, Reichlen, Stehlé et des PP. Delavarde et Düss, l'essentiel du présent travail vient d'enquêtes personnelles et des états et rapports administratifs, surtout, que l'on a bien voulu me communiquer.

Je n'ai donné de références aux documents anciens qu'autant qu'ils pouvaient servir à l'intelligence du texte. Il ne m'a pas semblé nécessaire de fournir ici une bibliographie de la découverte des Indes Occidentales. Je n'ai pas cru devoir citer les très nombreuses cartes et gravures antérieures aux levers de Monnier (1824-1825). Je n'ai pas accordé une beaucoup plus grande audience à de nombreuses impressions de voyage ou même de séjour, trop souvent hâtives ou arbitraires. J'ai laissé de côté, sans plus de regrets, une abondante production littéraire, dont je n'ai voulu retenir que quelques rares titres. Malgré le grand nom de Schœlcher, j'ai éliminé de même, pour n'en garder que quelques chiffres, la quasi-totalité des controverses sur l'esclavage et la question de couleur. Ce fut également le sort réservé aux exposés trop spécialisés sur la distillation du rhum et la fabrication du sucre.

I. — Cartographie.

Il existe, à la Bibliothèque du Ministère de la France d'Outre-Mer, deux documents anciens qui valent la peine d'être consultés, tant pour leur intérêt documentaire que pour leur beauté artistique. Ce sont :

¹ J. Gazin : *Eléments de bibliographie générale, méthodique et historique de la Martinique*. Fort-de-France. Imp. Antillaise, 1928, in-8°, V-348 pages.

A. — L'itinéraire des chemins royaux de la Martinique (1 vol. in f°, Bibliothèque Moreau de Saint-Méry), dressé par Phelippeau (102 petits plans en couleur, une carte de 1785, une grande carte pliée de 1776, un plan de l'attaque des Anglais en 1794, un plan du Cul de sac Royal).

B. — L'Atlas de Moreau de Jonnés (in f°), dit Atlas de la Martinique, et contenant 30 cartes et vues à l'aquarelle.

Les documents essentiels n'en restent pas moins les cartes et plans établis par le Service hydrographique de la Marine après la campagne de Monnier (1824-1825) et révisés à plusieurs reprises, depuis lors, en ce qui concerne les baies et les ports.

Ces cartes comprennent : Une carte générale de la Martinique (0 m. 60 x 0 m. 893), les plans du Cul de sac Marin, du hâvre de la Trinité, des hâvres du Robert et du François, de la baie de Fort-Royal, de la rade et de la ville de Saint-Pierre. Les commentaires appropriés sont donnés dans les Instructions Nautiques (Océan Atlantique, Mer des Antilles, 2 vol. Imp. Nationale, 1908).

Il faut y joindre :

La carte de Meunier, deux feuilles en cinq couleurs, au 1/50.000^e, exécutée d'après les plans et levers de la Compagnie Aérienne Française et publiée en 1936 (Union Graphique, Paris).

La carte en noir (deux feuilles au 1/50.000^e), dressée en 1941-1942, sur l'ordre de l'Amiral. Robert, sans indication d'éditeur, et qui n'a de valeur que pour les côtes.

J'ai eu également à ma disposition les photographies originales, les montages et les plans au 1/5.0000^e établis par la C. A. F., en vue d'un cadastre de l'île.

On peut tenir, par contre, pour négligeables, du point de vue de ce travail, les cartes et notices qu'on trouve dans l'Atlas des colonies françaises (Grandidier, Paris, 1934, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales), l'Atlas Universel Quillet (Paris, Quillet, 1925), l'Atlas colonial de *l'Illustration* (3^e édition, Paris, 1938).

II. — Sources manuscrites.

Il n'existe pas, jusqu'à maintenant, d'archives véritablement classées ni au gouvernement (désormais préfecture), ni dans les communes de la Martinique. Celles des notaires et du Service Judiciaire sont mieux tenues. Un certain nombre de registres anciens, relégués dans les combles de la Bibliothèque Schœlcher, ont été sauvés d'une destruction certaine par une initiative intelligente du Service de l'Agriculture qui en assume depuis la conservation.

Le Ministère de la France d'Outre-Mer possède tous les recensements anciens, des états de commerce, le terrier de 1671, des pièces d'arpentage, des pièces de procédure, des plans et mémoires sur l'île et les fortifications, etc. Le reste doit être

cherché aux Archives Nationales dans les séries A, B, C8, D et F, qu'il vaudrait d'ailleurs la peine d'explorer en détail.

J'ai utilisé pour la période récente :

1. — Le journal inédit de M. Legros, instituteur d'origine métropolitaine, qui a passé plus de quarante ans à la Martinique, où il est décédé en 1931. Il m'avait autorisé à copier tous les passages qui m'intéresseraient et à en faire l'usage que je voudrais. L'œuvre est, à bien des égards, remarquable et témoigne d'une connaissance approfondie de la Martinique et de ses habitants.

2. — Les monographies également inédites, œuvres des directeurs d'école de toutes les communes et hameaux de la Martinique, à l'occasion du tricentenaire du rattachement des Antilles à la France, et dont les originaux sont conservés à l'Inspection Académique de Fort-de-France. Elles m'ont beaucoup servi et je tiens à citer plus particulièrement celles de MM. Branglidor pour le Carbet, Dillon pour le quartier Sainte-Thérèse, Desportes pour Rivière-Salée, Plavonil pour le Marigot, Saldès pour Sainte-Marie, Savon pour Ducos et surtout Symphor pour Rivière-Pilote.

3. — Un grand nombre de rapports et documents administratifs qu'ont bien voulu me faire communiquer les gouverneurs successifs qui se sont intéressés à mes travaux et venus des différents services de la colonie.

III. — Recueils périodiques et journaux locaux.

Les plus importants sont, à beaucoup près :

1. — Le *Journal Officiel de la Martinique*, où paraissent toutes les décisions intéressant le pays, qu'elles émanent du pouvoir central ou des autorités locales, les tarifs de douane ou d'octroi de mer, les recensements, les tableaux récapitulatifs du budget, ceux de répartition du contingent, les bilans sommaires des principales banques et sociétés anonymes.

2. — Les comptes rendus des délibérations du Conseil Général, publiées à peu près *in extenso* dans des volumes in-8°, par l'Imprimerie du Gouvernement, avec un retard variable, suivant les circonstances. On peut se contenter parfois des rapports présentés au cours des diverses sessions et imprimés sans délai. Toutes les questions intéressant la colonie s'y trouvent débattues, parfois avec une compétence remarquable, le Conseil Général ayant conservé jusqu'au 1^{er} janvier 1948, date de l'entrée en vigueur de la loi dite d'assimilation, les prérogatives réelles d'un petit parlement (cf. Sylvestre et Lotaut : Le Conseil Général et la commission coloniale, organisation et prérogatives, Fort-de-France, Imprimerie du Gouvernement, 1937, in-8° IV, 190 pages).

Je citerai plus particulièrement les rapports sur le Budget de la Martinique du docteur Cognet (2^e session ordinaire de 1937, Imp. du Gouvernement, in-8°, 127, plus deux pages, et première session ordinaire de 1938, *ibid.* in-8°, 137 p.), de M.

P. Symphor. — 2° session 1938, *ibid.*, in-8°, 132 p. — 1939, in-8°, 136 p., de M. A. Elana. Sur le budget de 1947, *ibid.*, in-8°, 86 pages.

— De M. Ch. Théodore Labat, sur les éruptions du Mont-Pelé et la politique du volcan (2° session ordinaire de 1929, *ibid.*, in-8°, 37 pages).

— De M. J. Lagrosillière, sur des projets de grands travaux, *ibid.*, 1930, in-8°, 190 p., plus table des matières.

— De M. Victor Sablé :

« Sur le projet d'un plan d'équipement public et de développement économique et social de la Martinique, présenté par le Service du Plan du Ministère de la France d'Outre-Mer, *ibid.* 1946, in-8°, 77 p., plus 18 annexes, numérotées A, B, C, etc., et dont les plus importantes sont :

B. — 48 pages. Rapport justificatif et estimatif de M. Raffanau, directeur de T. P.

F. — 60 p. Extraits du plan d'équipement touristique de la Martinique, par M. G. Delanoë.

I. — 9 pages, plan d'assainissement et de valorisation des terres, par E. Roseau.

J. — 22 p. Rapport sur la concentration de l'industrie sucrière à la Martinique, par J. Roseau.

N. — 8 p. Projet d'un plan de développement économique et social de la Martinique relatif à la pêche, par M. Charvet, administrateur principal de l'Inscription Maritime.

O. — 29 pages. Plan sur l'économie de la Martinique, par D. Kervégant, chef du service de l'Agriculture.

Il y a lieu de citer, en outre, les Annuaires de la Martinique, dont on trouvera la liste complète, jusqu'en 1926, dans la bibliographie Gazin. Les derniers en date sont l'Annuaire de la Martinique, 1931, Officiel ; Fort-de-France, 1931, Imp. Gouvernement, in-8°, 360 p.

— L'Annuaire de la Vie Martiniquaise, par Sylvestre et Lotaut, Imp. Gouvernement, 1937, in-8°, XXXV, 509 p., 2° édition, en deux volumes, in-8°, T. I, 6 pages, non numérotées, et 466 p. Tome II, XVI, plus 373 p., 1946.

Les caractères assez spéciaux de la vie politique locale m'ont amené à dépouiller systématiquement un certain nombre de journaux locaux, à savoir :

— Pour la période antérieure à 1902, « Les Antilles » et « Les Colonies », publiées à Saint-Pierre.

— Pour la période contemporaine : « Le Courrier des Antilles », « Notre Voix », « La Résistance », tous trois aujourd'hui disparus ; « L'Aurore », « Le Clairon », « Justice », « La Paix », « La Petite Patrie », qui paraissent toujours.

Une place à part doit être faite :

1. — À la Revue de la Martinique, « recueil non périodique », dont le directeur et le principal rédacteur fut, jusqu'à sa mort, M. J. Monnerot, qui y a publié des études et des documents du plus haut intérêt sur l'immigration en particulier et les conditions du travail.

2. — Au « Bulletin Agricole », où ont écrit pratiquement tous ceux qui s'intéressaient à l'agronomie, la géologie, la botanique et la géographie de la Martinique.

IV. — Ouvrages d'ensemble sur la colonisation, les Antilles et la Martinique en général.

Agence des Colonies. — Martinique 1946, Brochure ronéotypée, 28 pages.

ALLAIN (M.). — Encyclopédie pratique illustrée des colonies françaises, Quillet, Paris, 1931, 2 vol., in-4°.

AUBE (Contre-amiral). — La Martinique, son présent et son avenir, Paris, gr. in-8°, 116 p. (Extrait de la Revue Maritime et Coloniale), 1881.

BALLET (J.). — La Guadeloupe, renseignements sur l'histoire, la faune, la géologie, la minéralogie, l'agriculture, le commerce, l'industrie, la législation, l'administration. Basse-Terre, Imp. du Gouvernement, 1894, in-8°, 2 tomes, 4 vol.

BASSET (N.). — Les Antilles Françaises. Observations sur la Martinique. Paris, Challamel, 1886, in-8°, 185 p.

BESSON (M.). — Les colonies françaises d'Amérique, Paris, éditions de l'Encyclopédie, coloniale, 1936, in-f°, IV, 40 pages.

Bulletin de la Société d'Histoire et de Géographie de la Martinique, n° 1, 60 p., et n° 2 (les seuls parus), 40 p., in-8°. Fort-de-France, 1908.

CHEMIN-DUPONTES. — Les Petites Antilles, Paris Guilmoto, 1909, in-8°, VIII, 363 p.

DAVIS (W.-M.). — The Lesser Antilles. New-York, 1926, in-8°, X, 210 p.

DENIS (Serge). — Nos Antilles, Orléans, G. Luzeray, 379 p., in-8° (s. d.) (1935).

DUFOUGÈRE William. — Madinina, reine des Antilles. Étude de mœurs martiniquaises, Berger-Levrault, 1929, gr. in-8°, VIII, 252 p.

GOTTMANN (J.). — The Isles of Guadeloupe. Geographical Review, Vol. XXXV, n° 2, 1945, pp. 182-203.

HANOTAUX et MARTINEAU. — Histoire des Colonies et de l'expansion de la France dans le monde. Tome I. L'Amérique, Paris, 1929.

GIRAULT (A.). — Principes de colonisation et de législation coloniale. Paris, Larose, 4^e édition, 1921, 4 volumes in-8°.

V. — Histoire de la Martinique et de sa découverte.

- PARDON (Noël). — La Martinique depuis sa découverte jusqu'à nos jours. Paris, Challamel, 1878, in-8°, XX, 367 pages.
- PHILÉMON (Césaire). — Galeries Martiniquaises. Paris, 1931. Printory, in-8°, 430 p
- RAYNAL (Abbé). — Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les Indes. 1770, Amsterdam, 6 vol. in-8°.
- REJON (A.). — Géographie départementale de la Martinique. Paris, Imp. Debauve, 1930, in-8°, 200 p.
- SORRE (M.). — Mexique et Amérique Centrale. Géographie Universelle. Tome XIV. Paris, Colin, 1928, in-4°, 234 p.
- ANTHIAUME (Abbé). — Cartes marines, constructions navales, voyages de découvertes chez les Normands, de 1500 à 1650, Paris, Dumont, 1916, 2 vol. in-8°.
- ARCHENHOLTZ (D'). — Histoire des flibustiers (traduit de l'Allemand, par G. J. Bourgoing), Paris, 1804, in-8°, XVI, 355 p.
- AUBERT ARMAND. — Code de la Martinique. Fort-de-France. Imp. du gouvernement, 1872-1888, 8 vol., in-8° (Va jusqu'en 1827).
- BAMBUCK (Noël). — Histoire politique, économique et sociale de la Martinique sous l'Ancien Régime, 1635-1789, Paris, Rivière, 1935, in-8°, 378 pages.
- BARREY (Philippe). — Les origines de la colonisation française aux Antilles. La Compagnie des Indes Occidentales. Soc. Havraise d'études diverses. Le Havre, 1919, in-8°, 224 p.
- BAUDE (Th.). — Fragments d'histoire ou hier et aujourd'hui à la faveur d'une promenade dans les rues et aux environs de Fort-de-France. Fort-de-France, Imp. Gouvernement 1940, in-8° 104 p.
- BOUTON (Jacques). — Relation de l'établissement des Français depuis l'an 1635 en l'isle de la Martinique, l'une des Antilles de l'Amérique. Paris, S. Cramoisy 1640, in-8°, 141 p. Réédition in Rennard Tricentenaire, pp. 36-82.
- CHANVALON (Thibault de). — Voyage à la Martinique, Paris, J. Bauche, 1763, in-4°, VII — 192 p. et appendice.
- DANEY (Sidney). — Histoire de la Martinique depuis la colonisation jusqu'en 1815. Fort-Royal, Imp. du Gouv., 6 vol., in-8° 1846.
- DANEY (Sidney). — Documents pour servir à l'histoire de la Martinique. Saint-Pierre, 1857, in-8°, 391 p.
- DELAWARDE (J.-B., le P.) — Le Prêcheur. Histoire d'un établissement humain sur les pentes de la Pelée. Paris, Buffault, 1936, in-8° 102 p.
- DEPROGE (E.). — Les femmes à l'origine de la colonisation. Inédit, dactylographié, 21 p. (Communiqué par M.-J. Monnerot).

- DESSALLES (Adrien). — Histoire Générale des Antilles, Paris, 1847-1848, 5 vol., in-8°.
- DUTERTRE (le P.). — Histoire générale des Isles de Saint-Christophe, de la Guadeloupe, de la Martinique et autres dans l'Amérique. Paris, 1654, in-4°, pièces liminaires et 481 pages.
- DUTERTRE (le P.). — Histoire générale de l'établissement des colonies françaises dans les Antilles de l'Amérique par le P. Dutertre, de l'ordre des frères Prêcheurs, Paris, 1667-1671, 3 vol., in-4° (4 tomes).
- Les Français en Amérique pendant la première moitié du XVI^e siècle. Presses Universitaires de France, Paris, 1946, in-8°, 224 p.
- JANIN (J., R.-P.). — La ville et la paroisse de Fort-de-France. Avignon, Aubanel, 1924, in-8°, VII, 219 p.
- LABAT (R. P.) Nouveau voyage aux isles de l'Amérique, l'édition en 1722, Paris, Guillaume Cavelier, 6 vol., in-12, LVI et 3.268 p., 2^e édition en 8 tomes, chez Guil. Cavelier en 1742. 1^{re} édition hollandaise, 2 vol., in-4°. La Haye, 1724. Réédition abrégée avec introduction de A. Serstevens, Paris, Duchartre, 1931, 2 vol., in-8°, XVI, 366 et 478 pages.
- LA BORDE. — Relation de l'origine, mœurs, coutumes, etc..., des Caraïbes par le S^r de la Borde, employé à leur conversion, estant avec le R. P. Simon, jésuite, tirée du cabinet de M. Blondel. Publié à Paris en 1674 dans « Recueil de divers voyages », etc., in-4°.
- LÉMERY (Henry). — La Révolution Française à la Martinique, Paris, Larose, 1936, in-8°, 336 p.
- MARGRY (P.). — La Martinique en 1696. Mémoire de Fr. Robert, intendant des îles Françaises de l'Amérique sur l'établissement de la Martinique, p. 228, des Relations pour servir à l'histoire de la France d'Outre-mer, Paris, Challamel, 1897.
- MARGRY (P.). — Origines Françaises des Pays d'Outre-Mer. Les Seigneurs de la Martinique (Extrait de la Rev. Marit. et Colon. Paris, Berger-Levrault, 1878, in-8°, 61 p.).
- MARTINEAU (A.) et MAY (Ph.). — Trois siècles d'histoire antillaise, Paris, Leroux, 1935, in-16, 282 p.
- MAY (L.-Ph.). — Histoire économique de la Martinique, 1635-1763. Paris, Rivière, 1930, in-8°, 335 p.
- MOREAU DE SAINT-MÉRY. — Lois et constitutions des Isles Françaises de l'Amérique sous le vent de 1550 à 1785. Paris, 1784-1790, 6 vol., in-4°.
- OEXMELIN. — Histoire des aventuriers flibustiers. 1^{re} édition Lefèvre, 1687. Réimpression à Trévoux, 1744, 2 tomes in-12, XII, 396 et 428 pages.
- PACIFIQUE DE PROVINS (Le P.). — Relation de l'isle de la Guadeloupe faite par les missionnaires Dominicains à leur général en 1642 (Mss Français, Bibliothèque Nationale 24.974, 4 p., in-4°).

PELLEPRAT (Pierre, le P.). — Relation des missions des PP. de la Compagnie de Jésus dans les Isles et dans la terre ferme de l'Amérique méridionale, divisée en deux parties, avec introduction à la langue des Galibis sauvages de la terre ferme de l'Amérique. Paris, Cramoisy, pt in-8°, 2 vol., 93 et 121 pages.

PEYTHAUD. — L'esclavage aux Antilles Françaises avant 1789. Paris, Hachette, 1897, in-8°, XXII, 472 p.

RENNARD (J., L'abbé) :

— D'Esnambuc, Thonon-les-Bains, 1937, in-8°, 20 p.

— Précis d'histoire de la Martinique, Annecy 1929, in-8°, 116.p.

— Origines des paroisses et quartiers de la Martinique, Fort-de-France, Imp. Antillaise, 1927, in-8°, 80 p.

— Les Caraïbes de la Guadeloupe, 1635-1656, d'après les relations du P. Breton. Paris, Ficker, 1929, in-8°, 182 p.

— Baas, Blénac ou les Antilles Françaises au XVII^e siècle. Thonon-les-Bains, 1935, in-8°, 245 p. + Table des matières.

— Tricentenaire des Antilles, Guadeloupe, Martinique. 1635-1935, Thonon-les-Bains, 1935, in-8°, 304 p.

DE ROCHEFORT (Charles). — Histoire naturelle et morale des Isles Antilles de l'Amérique, enrichie de plusieurs belles figures en taille douce, des places et des raretés les plus considérables qui y sont décrites avec un vocabulaire Caraïbe. Rotterdam, 1658, in-4° pièces liminaires, 526 p. et la table.

DE SAINT-MICJ-IEL MAURILE. — Voyage aux Îles camercanes en Amérique. Le Mans, 1651, in-8°, 310 pages.

VI. — Littérature et impressions de voyageurs récents.

BÉNARD (Pierre). — À la Martinique, c'est ça qu'est chic. Paris, les Éditions de France, 1933, 222 p., in-16.

BERTÉ (Marie). — Sous les filaos, avec les conteurs martiniquais. Fort-de-France, Imp. Gouv. 1941, in-12, 141 pages.

BERTÉ (Marie). — Nouveaux ombrages, contes populaires martiniquais. Fort-de-France, Imp. du Gouvernement, 1944, in-12, 111-165 pages.

GARAUD (Louis). — Trois ans à la Martinique, Paris, Picard, 1892, Gr. in-8°, 344 p.

HEARN (Lafeadio) :

— Contes des Tropiques. Paris, « Mercure de France », in-16, 250 pages, 1927.

— Esquisses Martiniquaises, Paris, « Mercure de France », 1924, in-16, 251 p.

— Youma, Paris, « Mercure de France », 1923, in-16, 235 p.

MARBOT (Fr.-Achille). — Les Bambous, fables de La Fontaine travesties en patois créole par un vieux commandeur. Fort-Royal, Ruelle, 1846, in-8°, 140 p.

THALY (Daniel).

Les Caraïbes, plaquette. Ollendorf, Paris, in-8°, 1899.

— Chansons lointaines, Paris, « Le Divan », juillet-août, 1920, n° 66.

— Chansons de mer et d'outre-mer, Paris, Ed. de la Phalange, 1911, in-8°, 106 p.

— Les clartés du Sud, Toulouse 1905, in-8°, 108 p.

VII. — Géologie, Volcanologie, Morphologie.

ARSANDAUX (H.) :

Sur l'éruption actuelle de la Montagne Pelée. C. R. Ac. Sc., 24 mars 1930, t. 190, p. 761.

Sur l'éruption actuelle de la Montagne Pelée. C. R. Ac. Sc., 13 oct. 1930, t. 191, p. 623.

Sur l'évolution morphologique du dôme de la Montagne Pelée. C. R. Ac. Sc., 18 mai 1931, t. 192, p. 1253.

Sur l'évolution morphologique du dôme de la Montagne Pelée. C. R. Ac. Sc., 18 janvier 1932, t. 194, p. 294.

Sur l'origine du dôme secondaire de la Montagne Pelée. C. R. Ac. Sc., 3 janvier 1933, t. 196, p. 57.

L'éruption actuelle de la Montagne Pelée. « Bulletin Volcanologique », VI^e année, n^{os} 19 à 22, 1929, Naples, pp. 25 à 32.

L'éruption de la Montagne Pelée en 1929. « Revue Scientifique », 28 avril 1934, pp. 248-251.

ARSANDAUX (H.). — Les nuées ardentes. La Nature, 1^{er} juin 1936, pp. 492-497.

BARRABÉ (L.) :

— Sur la direction des plissements à la Martinique et sur son interprétation.

2) Sur un nouveau centre éruptif à la Martinique. Comptes rendus sommaires, Soc. Géolog. de France, 21-5-1928, pp. 154-155.

— Le pétrole à la Martinique, Ann. Off. Nat. comb. liqu., 1928, pp. 7 à 42.

— Rapport sur les résultats d'une mission pour la recherche du pétrole à la Guadeloupe. Ann. Off. Nat. comb. liqu., 1934, pp. 625-661.

— La constitution géologique des Antilles, Chron. des Mines Coloniales, 1936, pp. 214-227.

— La signification structurale de l'Arc des Petites-Antilles, Bull. Soc. Géol. de France, Paris, 1942, 5^e série, t. 12, pp. 147-159.

BOULE (Marcellin). — La Montagne Pelée et les volcans d'Auvergne, La Géographie, 15-1-1905, pp. 7-26.

COSSMANN. — Étude comparative des fossiles miocènes recueillis à la Martinique et à l'isthme de Panama. Paris, Fischer, 1913, in-8°, 64 p. Extr. du Journal de conchyologie.

- DUBLANCQ-LABORDE. — Sur l'existence de blocs calcaires métamorphisés dans les tufs ponceux anciens de la Pelée. C. R. Ac. Sc., 25-3-1912, p. 824.
- DUMORET (Marcel). — La ville détruite, Saint-Pierre. Paris, Martin, 1902, in-8°, 224 p.
- GIRAUD (J.). — Esquisse géologique de la Martinique (avec carte). Hanoi-Haiphong, Imp. d'Extrême-Orient, 1918, in-4°, 63 p.
- GLANGEAUD (L.). — Évolution des magmas du massif volcanique du Mont-Dore, essai d'interprétation géophysique. Bull. soc. géol. Fr., t. XIII, 5^e série, 1943, pp. 419-440.
- HEILPRIN (A.) :
- Mont Pelé and the tragedy of Martinique. Philadelphia and London, 1903, in-8°, XIII, 535 p.
- The tower of Pelée. Philadelphia and London, 1904, 62 p., in-8°.
- The shattered obelisk of Mont Pelé. The National Geographic Magazine, août 1904, pp. 465-474.
- HESS (Jean). — La catastrophe de la Martinique, notes d'un reporter. Paris, Fasquelle, 1902, in-8°, XII, 300 pages.
- HILL (H.-T.). — Volcanic disturbances in the West Indies (National Geographic Magazine), vol. XII, n° 7, juillet 1902, pp. 223-267.
- Pelé and the evolution of the Windward archipelago. « Bull. Geol. Soc. amér. », 16, 1905, pp. 243-288.
- HOVEY (E.-O.). — The 1902-1903, éruptions of Mont Pelé Martinique and the Soufrière Saint-Vincent. Congrès intern. géologie, Vienne, 1903, pp. 707-738.
- LACROIX (A.) :
- La Montagne Pelée et ses éruptions. Paris, Masson. 1904, in-4°, 662 p., 238 fig., 31 planches.
- La Montagne Pelée après ses éruptions. Paris, Masson, 1908, in-4°, 136 pages.
- Contribution à l'étude des brèches et des conglomérats volcaniques (Antilles 1902-1903, Vésuve 1906), Bull. Soc. géol. France, VI, 1906, pp. 635-685.
- Sur le gisement de calcédoine et de bois silicifiés de la Martinique, Bull. Soc. Française de Minéralogie, XXVI, 1909, pp. 150-152.
- Dacites et dacitoïdes, à propos des laves de la Martinique. C. R. Ac. Sc., 1919, p. 297.
- Remarques sur les matériaux de projection des volcans et sur la genèse des roches pyroclastiques qu'ils constituent. Livre jubilaire de la Société géologique de France (1930), pp. 431-472.
- LAMBOLEZ (Charles) (Cœur Créole). — 1635-1902, Saint-Pierre, Martinique. Berger-Levrault, 1905, in-8°.
- LEPRRIEUR, PEYRAUD et RUFZ :
- Mission d'exploration des cratères de la Montagne Pelée, 1851-1852 (Archives de la Martinique).

- Éruption, du volcan de la Montagne Pelée, *Revue Coloniale*, 2^e série, VII, 1852, pp. 72-96 et 314-320.
- Rapport sur les bouches de la Montagne Pelée à la Martinique, *Revue Coloniale*, 2^e série, XII, 1854, pp. 66-77.
- DE MARTONNE (E.). — Problèmes morphologiques du Brésil tropical Atlantique, *Ann. Géographie*, avril-septembre 1940.
- MONNIER (P.). — Description nautique des côtes de la Martinique, précédée d'un mémoire sur les opérations hydrographiques et géodésiques exécutées dans cette île en 1824 et 1825. Paris, Imp. Royale, 1828, in-8°, 182 pages.
- MOREAU DE JONNÈS. — Histoire Physique des Antilles Françaises, savoir La Martinique et les îles de la Guadeloupe. Paris, Migneret, 1822, 560 p., t. I, seul paru.
- PERRET (F.-A.). — Interview publiée dans le journal « La Paix », 22-2-1930.
- Le nouveau dôme de la Montagne Pelée, *C. R. Ac. Sc.*, 193, p. 1342, 21-12-1931.
- Le dôme récent de la Montagne Pelée, *C. R. Ac. Sc.*, t. 193, p. 1349, 28-12-1931.
- The Eruption of Mont Pelée, 1929-1932. Carnegie Institution of Washington, 1935, in-4°, 126 p.
- PHILÉMON (Césaire). — La Montagne Pelée et l'effroyable destruction de Saint-Pierre (Martinique), le 8 mai 1902. Le brusque réveil du volcan en 1929. Paris, Impressions Printory, 1930, 211 p., in-8°.
- REVERT (E.) :
- La Montagne Pelée et ses dernières éruptions, *Ann. Géog.* 15-5-1931, pp. 275-91.
- Considérations sur le Mont-Pelé. *Rev. de la Martinique*, juillet 1933, pp. 1-7.
- Paysages Martiniquais. *Information d'Outre-Mer*, Paris, mars-avril 1940, pp. 23-30.
- La Martinique, Sol et relief. *Bulletin Agricole*, juin 1940, pp. 29-63.
- ROMER. — L'état actuel de la Montagne Pelée. *C. R. Ac. Sc.* t. 195, p. 393, 1-8-1932.
- La dernière éruption de la Montagne Pelée. « *Bull. Volcanologique* », août 1933.
- RUTTEN (L.). — Uber den Antillenbogen. *Koninklijke Akad. Wetenschappen Amsterdam proceedings*, vol. XXXVIII, n° 10, 1935, pp. 1046-1058.
- SAINTE-CLAIRE-DEVILLE (Ch.). — Voyage géologique aux Antilles et aux îles de Ténérife et de Togo (Fayal), Paris 1848-1849, in-4°, t. I, 504 p., t. II, 40 p.
- SAGUI. — Manuscrit sur les nuées ardentes et leur mécanisme, communiqué par M. Arsandaux.
- SAPPER (K.). — In den Vulkangebieten Mittelamerikas und Westindiens. Stuttgart, 1905, in-8°, VI, 334 p.
- SENN (A.). — Paleogene of Barbados and its bearing on history and structure of Antillean and Caribbean region. Communiqué par l'auteur. *Bull. Americ. Association. Petr. Geolog.* Tulsa, 1940, n° 9, pp. 1548-1610.

SIMON. — Article de vulgarisation sur la Montagne Pelée. Arch. Observ. Martin. Note sur la Montagne Pelée depuis 1904 (25-12-1924). Arch. Observat. Martinique.

VIII. — Climat, eaux et végétation.

BASSIÈRES (E.) :

Nos forêts. Bulletin Agricole, juillet 1922, pp. 1-7.

Pluies et forêts, B. A., octobre 1922, pp. 1.2.

Eau et lumière, B. A., janvier 1923, pp. 1-3.

Reboisement, B. A., janvier-avril 1924, pp. 1.4.

BÉRENGER-FERAUD (L.). — Traité clinique des maladies des Européens aux Antilles, Paris, Doin, 1881, 2 vol. in-8°, 617 et 547 p.

CHATELAIN (G.). — La forêt et le régime des eaux. Rev. Agr. Guadeloupe, mai-juin 1937, pp. 67-71.

CHEVALLIER (A.). — Liaisons floristiques entre l'Afrique tropicale et l'Amérique, équinoxiale. Revue de Botanique appliquée et d'Agriculture tropicale, 1938, n° 208, pp. 855-862.

CLIMATOLOGICAL DATA-U. S. — Department of Agriculture-West Indies and Caribbean Service. San-Juan de Porto Rico, mensuel.

DESCOURTILZ. — Flore pittoresque et médicale des Antilles. Paris, 1821-1830, 8 vol., in-8°.

DÜSS (R. P.) :

— Flore phanérogamique des Antilles Françaises (Martinique et Guadeloupe), Mâcon, Protat. 1897, in-8°, XXVIII, 650 pages.

— Flore cryptogamique des Antilles Françaises. Lons-le-Saulnier, 1904, in.8°, 360 p.

FROLOW (S.). — La frontologie aux Antilles, Ann. Phys. Gl. Fr. Outremer, août 1938, pp. 119-124.

Le cyclone antillais du 23 septembre 1935. Ann. Phys. Gl. Fr. Outremer, déc. 1938, pp. 183-191.

GOGUEL (J.). — Sur une influence possible du reboisement sur les glissements de terrain. C. R. Ac. Sc., Paris, 1943, t. 216, p. 124.

HERVÉ (J.). — Étude sur la sécheresse dans le Sud de la Martinique aux fins d'y remédier. B. A., décembre. 1933, pp. 154-165.

LASAUCE. — Rapport... sur l'étude et l'organisation des bases d'un régime forestier à la Martinique. Imp. Gouv., Fort-de-France, 1901, in-8°, 30 p.

LAURENT (Commandant). — La houille blanche à la Martinique. Bull. Ag., avril 1923, pp. 7-10.

La question de l'électricité à Fort-de-France, l'Aurore (Fort-de-France), 11 et 14 avril 1926.

MOREAU DE JONNES. — Tableau du climat des Antilles et des phénomènes de son influence sur les plantes, les animaux et l'espèce humaine. Paris, Migneret, 1817, in-8°, 84 p.

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES recueillies au Morne des Cadets, résumé mensuel jusqu'en 1932.

PARDÉ. — La formidable crue d'octobre 1940 dans les Pyrénées Orientales. Rev. Géog. Pyrénées et S. O. 1941, pp. 237-278.

RAPPORT présenté par le directeur de l'Intérieur sur le projet de règlement du régime des eaux et forêts applicable à la Martinique. Fort-de-France, Imp. du Gouv., 1873, in-8°, 13 p.

REVERT (E.) :

Essai sur le régime et la répartition des pluies à la Martinique. B. A., juin 1932, pp. 124-149.

Note sur la pluie à la Martinique pendant l'année 1931. Revue de la Martinique, août 1933, pp. 3-7.

Les problèmes de l'eau dans le Sud. Imp. gouv. 1938 in-8°. 15 p., et B. A. mars 1938, pp. 1-13.

ROMER (A.) :

Bulletin annuel du Service météorologique et de l'Observatoire géophysique, Paris, Imp. militaire universelle :

Année 1932. in-8°, 95 p.

1933, in-8°, 103 P.

1934, 35, 36, in-8°, 71 p.

1937, in-8°, 93 p.

Les cyclones à la Martinique. Fort-de-France, Imp. Gouv., 1932. in-8°, 19 p.

Étude sur la climatologie de la colonie. Fort-de-France, Imp. Gouv., s. D. (1933), in-4°, 47 p.

SAINTE-CLAIRE-DEVILLE (Ch.). — Recherches sur les principaux phénomènes de météorologie et de physique terrestre aux Antilles. Paris, Gide, 1861, in-4°, 323 p.

SAMBUC (D^r). — Étude sur les eaux thermales de la Martinique, Fort-de-France, Imp. Gouvernement, 1869, in-8°, 26 p. (Extrait des Archives de Médecine navale, 1869, tome XI).

STEHLÉ (H.) :

Flore de la Guadeloupe et dépendances : T. I. Essai d'écologie et de Géographie botanique Basse-Terre, Imp. catholique, 1936, in-8°, XIII, 284 p. T. II Catalogue des phanérogames et fougères, *ibidem* 1938, in-8°, XII, 236 p.

— Les associations végétales de la Guadeloupe et leur intérêt dans la valorisation rationnelle. Rev. Bot. appl. et Agricult. Trop. 1937, n° 186, pp. 98-109, et n° 187, pp. 188-195.

- Origine et évolution de la végétation de la Guadeloupe. Bull. Soc. Études Guadeloupéennes. Pointe-à-Pitre, octobre 1937, pp. 19-31.
- Esquisse des associations végétales de la Martinique. B. A., décembre 1937, pp. 193-264.
- Notes sur la répartition et l'écologie de Monocotylédones nouvelles ou rares des Antilles Françaises. Bull. Soc. Bot. France, Tome LXXXV, pp. 505-515, 1938.
- Les Orchidales des Antilles Françaises, étude descriptive et écologique des orchidiacées et burmanniacées. B. A., juil. et oct. 1939, pp. 91-387.
- La végétation des Antilles Françaises, B. A. mars 1940, pp. 19-28.
- Les Pipérales des Antilles Françaises, étude descriptive et écologique des Pipéracées et Chlorantacées, B. A. juin-décembre 1940, pp. 77-221.

IX — Les Précolombiens.

- BEUCHAT (H.). — Manuel d'archéologie : Amérique préhistorique, Paris, Picard, in-8°, XLI, 773 p.
- BRETON (le P. Raymond). — Dictionnaire Caraïbe Français, Auxerre. G. Bouquet, 1665, in-8°, XVI, 480 p.
- Dictionnaire Français-Caraïbe, Auxerre. G. Bouquet, 1668, in-8°, 415 p.
- CHABANAUD (P.). — Faune du gisement précolombien de l'Anse Belleville (Martinique). Poissons et oiseaux. Mém. Mus. Nat. Hist. Natur., 1946, t. 22, pp. 19-126, 73 fig.
- DELAWARDE (J.-B., le R.-P.). — Préhistoire Martiniquaise. Les gisements du Prêcheur et du Marigot. Fort-de-France, Imp. Gouvernement, 1937, in-8°.
- Les derniers Caraïbes, leur vie dans une réserve de la Dominique. Journ. Soc. Amér. Nouvelle série, t. XXX, 1938, pp. 167-204.
- FRIANT (M.), HOFFSTETTER (R.) et CHABANAUD (F.). — Appendice sur la faune précolombienne de l'Anse Belleville. Journ. Soc. Amér., t. XXXII, 1940, pp. 259-274.
- GOEJE (C.-H. de). — Nouvel examen des langues des Antilles avec notes sur les langues arawak, waipure et caraïbe et vocabulaire shebayo et guayana (Guyane). Journ. Soc. Améric., Paris, nouvelle série, t. XXXI, 1939, 1-120.
- HOFFSTETTER (R.). — Faune du gisement précolombien de l'Anse Belleville (Martinique). Reptiles. Mém. Mus. Nat. Hist. Natur., 1946, tome 22, pp. 1-18.
- KRIEGER (Herbert-W.) — Aboriginal Indian Pottery of the Dominical Republik. Smithsonian Institution, Washington, 1931, in-8°, 165 p.
- LOVEN (Sven). — Origins of the Tainan Culture West Indies. Göteborg, Elander, 1935, in-8°, IX, 697 p.
- OSGOOD (Cornélius). — The Ciboney Culture of Cayo Redondo Cuba. Yale University publications in anthropology, n° 25. Yale University press et Londres Humphrey Milford, 1942, in-8°, 61 p.

- OSGOOD (C.) et HOWARD (George-D.). — An archaeological survey of Venezuela. — Excavations at Ronquin, Venezuela, Excavations at Tocoron Venezuela, trois mémoires en un volume factice, in-8°, Yale University et Londres Humphrey Milford, n^{os} 26, 27 et 28, in-8°, 1943.
- RADIN (Paul). — Histoire de la civilisation indienne, traduit par Eva Métraux. Paris, Payot, 1935, in-8°, 301 p.
- REICHLIN (Henry) et BARRET (Paule). — Contribution à l'archéologie de la Martinique. Le gisement de l'Anse Belleville. Journ. Soc. Amér. Tome XXXII, 1940, pp. 227-259.
- REICHLIN (H.) et BARRET (Paule). — Contribution à l'archéologie de la Martinique. Le gisement du Paquemar. Journal de la Soc. Amér. Tome XXXIII, nouvelle série 1941 (paru en 1947), pp. 91-117.
- RIVET (P.). — Orfèvrerie précolombienne aux Antilles, à la Guyane et au Venezuela. Journ. soc. améric. Vol. XV, pp. 183-213.
- ROUSE (Irving). — Prehistory in Haïti. A Study in Method. Yale University publications in anthropology, n° 21, Yale University press et Londres Humphrey Milford 1939, in-8°, 202 p.
- TOSTIVINT (D., le Chanoine). — Essai d'interprétation des Grandes Énigmes de l'antique Madinina, ou l'extraordinaire science mystique, calendérique et cultuelle, des anciens astrologues de la Martinique, révélée par des documents gravés dans le roc des Mornes et des rivages de la Martinique. Rennes, sans date (1935), gd in-8°, 146 p.
- WISSLER (Clark). — The American Indian, New-York Oxford University Press, 1922, in-8°, XXI, 474 p.

X. — Occupation du sol, habitat et peuplement

- BAUDE (Th.). — Étude sur les cinquante pas géométriques. Fort-de-France, Imp. Gouv., 1902, in-16, 52 p.
- BUSSY-RABUTIN. — Histoire amoureuse des Gaules. Réimpression, Delahaye, Paris, 1857, 2 vol. in-12.
- DELAWARDE (J.-B., le R. P.). — L'habitat rural à la Martinique. B. A., avril 1935, pp. 1-18.
- Essai sur l'installation humaine dans les mornes de la Martinique. Fort-de-France, Imp. Gouv., 1935, in-8°, 45 p.
- La maison rurale. B. A., juin 1935, pp. 41-61.
- Les défricheurs et les petits colons à la Martinique au XVII^e siècle. Paris, Buffault, 1936, in-8°, 181 p.
- La vie paysanne à la Martinique. Essai de géographie humaine. Fort-de-France, Imprimerie du Gouvernement, 1937, in-8°, 11, 226 p.

- MAURICE. — La répartition de la population et les formes de l'habitat à la Martinique. Diplôme d'études supérieures, Toulouse, 1931, dactylographié, 99 p.
- REVERT (E.). — Examen d'une étude de M. E. Maurice, sur la répartition de la population et les formes de l'habitat à la Martinique. *Revue de la Martinique*, octobre 1932, pp. 1-13.
- SOBESKY (A.). — La location des terres domaniales pour cultures vivrières à la Martinique. *B. A.*, sept.-déc. 1940, pp. 246-259.
- VIGNOLS. — Une question mal posée. Le travail manuel des blancs et des esclaves aux Antilles. *Revue Historique*, mars-avril 1935, pp. 308-316.

XI. — Agriculture.

- AGAFONOFF (V.). — Sols types de Tunisie. *Ann. Serv. Bot. et Agr. Tunisie* 1936, in-8°, pp. 41-410.
- BASSIÈRES (E.). :
- L'avenir de la canne à la Martinique. *B. A.*, n° 6, 1919, pp. 1-6.
- Les irrigations à la Martinique. *B. A.*, n° 10, 1920, pp. 19-22 et n° 11, janvier 1921, pp. 10-14.
- BLACHE (J.). — Les sols végétaux. *Rev. Géog. Alpine*, 1941, fasc. 2, pp. 153-223.
- BLANCHE (D.). — Introduction à l'étude pédologique des sols de la Martinique. *B. A.*, juillet 1937, pp. 143-157.
- BOUTAN. — Rapport d'inspection (1847). Réimpression *Revue de la Martinique*, numéro de mars 1931.
- HAYOT (Octave). — Matériaux pour l'histoire de la Martinique Agricole, réimpression Fort-de-France, Imp. Gouvernement 1938, in-8°, 185 p.
- KERVÉGANT (D.). — Le bananier à la Martinique, Paris, 1932, in-8°, 19 p. Brochure extraite des numéros 168, 169 et 170 de l'*Agronomie Coloniale* (déc. 1931, janvier et février 1932).
- Introduction à l'étude des variétés de bananiers à fruits comestibles de la Martinique, in-8°, 30 p. Extrait de la *Rev. bot. appl. et Agric. Tropicale*. N^{os} 140, 141 et 142, 1933.
- Le caféier à la Martinique. *Bulletin de l'Agence Générale des Colonies*. N^{os} 284, 1932, in-8°, 39 P.
- Le bananier et son exploitation. Paris, Soc. Ed. Géog. marit. et colon., 1935, in-8°, VIII, 378 p.
- Les plantes utiles et ornementales de la Martinique. *B. A.*, mars 1936, 1-94, et mars 1937. 154 p.
- Valeur nutritive des aliments en usage à la Martinique. Fort-de-France, Imp. Gouv., 1943, in-8°, 16 p.

- LAFFOND (P.). — La question du tabac à la Martinique. B. A., juillet-octobre, 1925, pp. 19-27.
- LANDES (Gaston). — Rapport sur l'état de l'agriculture dans quelques colonies voisines présenté à M. le Gouverneur de la Martinique. Supplément au B. A. de la Martinique, 1899, in-8°, 158 p.
- Note Sur le « *Panicum Maximum Swatz* », B. A. octobre 1899, pp. 64-65.
- Notice sur la Martinique publiée à l'occasion de l'exposition universelle de 1900. Alcan Lévy, Paris, in-8°, 1900, 149 p.
- LAPARRA (A.). — Aperçu agrologique sur la Martinique et contribution à l'étude de la fumure de la canne à sucre. Ed. Jos. Vermant, Courtrai, 1935, in-8°, 15 p.
- IAVOLLÉE. — Notes sur les cultures et les productions de la Martinique et de la Guadeloupe. Paris, Imp. Royale, 1841, in-4°, VIII, 152 p.
- REVERT (E.). — Le problème des marais à la Martinique et leur assainissement. B. A., avril 1935, pp. 19-28.
- ROSE ROSETTE. — Les animaux domestiques dans l'agriculture martiniquaise. B. A., décembre 1931, pp. 103-108.
- La question de l'élevage à la Martinique. B. A. mars 1938, pp. 14-25.
- Étude sur le lait consommé à la Martinique. B. A. mars 1940, pp. 1-15 (en collaboration avec le pharmacien commandant Pluchon).
- RUFZ DE LAVISON. — Enquête sur le serpent à la Martinique, 2^e édition, Paris, 1859. Germer Baillière, in-8°, XIX, 402 p.
- STEHLÉ (H.). — La culture du manioc à la Martinique et ses possibilités industrielles. B. A., sept.-déc. 1940, pp. 229-245.
- Culture et intérêt du soja à la Martinique. B. A. juin 1940, pp. 64-68.
- THIERRY (A. J.). — Notes sur la culture et la fabrication de l'indigo à la Martinique. Fort-de-France, Imp. Gouv., 1895, in-8°, 56 p.
- Rapport sur la situation des plantations de cacaoyers à la Monlagne du Vauclin. Fort-de-France, Imp. Gouv., 1906, in-8°, 16 p.

XII. — Industrie, artisanat, économie.

- Il y a d'abord lieu de citer, en groupe, les rapports annuels présentés par les administrateurs des sociétés anonymes et en particulier des usines à sucre. Ce sont, à l'ordinaire, des brochures in-8° d'une dizaine de pages au maximum.
- BARTHE. — Arbitrage rendu par M. Barthe, président de la Commission des boissons de la Chambre des Députés à Fort-de-France, le 22 août 1933. Imp. Gouv., 1933, in-8°, 7 p.
- BASSIÈRES (E.). — Fabrication du rhum. B. A., n° 22, 1922, pp. 27-30.
- COSTE. — Rapport sur l'établissement d'un tramway à voie de 0 m. 75 de Buse-Pointe et Trinité à Fort-de-France. Imp. Gouv., in-8°, 16 p.

- DEBIEN (G.). — Pour connaître un type de fortune. Les archives de quelques familles de planteurs antillais. Ann. hist. écon. Sept. 1939, pp. 427 sqq.
- DEBRETAGNE. — Étude sur les conditions du travail à la Martinique. Rapport sur l'évacuation des vinasses. Note sur la fabrication des conserves d'ananas. Fort-de-France, Imp. Gouv. 1935, in-8°, 40 p.
- DELANOË. — Plan d'équipement touristique de la Martinique. Fort-de-France, Imprimerie Officielle, 1946, in-4°, 271 p.
- DÉSIR (A.). — La pêche à la Martinique. Rapport présenté au Conseil Général le 30 octobre 1926.
- FAÏK (M^{me}). — La Martinique sous le régime du contingentement. Diplôme d'études supérieures. Montpellier, 1934, 88 p. dactylographiées.
- GERBINIS (L.). — Note sur la production du sucre et du rhum à la Martinique pendant les années 1919 à 1928. Fort-de-France, Imp. Gouv., 1929, in-4°.
- GRIMAUD (J.) et NARDAL. — Étude de l'avant-projet d'un réseau de voies ferrées pour transport public dans le Nord et le Sud de l'île. Fort-de-France, Imp. Deslandes, 1916, in-8°, 32 p.
- GUILLAUME (Jean). — La canne à sucre aux Antilles Françaises, culture et fabrication Gembloux, Duculot éditeur, 1933, in-8°, XV, et 212 p.
- HARANGER. — Rapport de l'inspecteur des colonies, 26 novembre 1926, 38 p. dactylographiées.
- JOSA (Guy). — Les industries du rhum et du sucre à la Martinique. Paris, les Presses modernes, 1931, in-8°, 185 p.
- KERVÉGANT. — L'industrie rhummière à la Martinique. B. A., mars 1933, pp. 23-110.
- Rhums et eaux de vie de cannes. Vannes, Ed. du Golfe, 1947, gr in-8°, 512 p.
- PAIRAULT (E.-A.). — Le rhum et sa fabrication. Paris, Naud, 1903, in-8°, VI, 292 p.
- PROSZINSKI (B.). — Le chemin de fer de la Martinique. Fort-de-France, Imp. Gouv. 1880, in-8°, 90 p.
- REVERT (E.). — L'économie martiniquaise pendant la guerre. Études rhodaniennes 1946, n^{os} 3 et 4, pp. 187-193.
- SAINT-OLYMPE. — Le régime du contingentement des rhums coloniaux à l'importation en France. Fort-de-France, Imp. Gouv., 1935, in-8°, 283 p.
- SANARENS (M.-J.). — Composition de quelques rhums authentiques. Extrait des Annales des falsifications et des fraudes, VI, 1913, pp. 488-495.
- La composition des rhums tels qu'ils sont au moment de leur débarquement en France. Ann. Fals. et Fraudes, XVIII, 1925, pp. 69-80.
- SAUSSINE (G.). — La chimie du rhum. B. A., mars 1899, pp. 101-109.
- SÉVÈRE (V.). — Fort-de-France, 1639-1931. L'urbanisme aux colonies, édité par la revue l'Architecture, Paris, 1931, in-4°, 14 p.

- SIMON. — Recherches sur la classification des rhums Martinique, d'après leurs coefficients d'impureté. Fort-de-France, Imp. Gouv., 1909, in-12, 10 p.
- VICTOR (Paul-Émile). — La poterie de Sainte-Anne-Martinique. Fort-de-France, Imp. Gouv. 1941, in-8°, 60 p.
- ZIZINE (P.). — Contribution à l'étude des rhums de la Martinique. Thèse Bordeaux, 1913.

XIII. — Démographie et Vie Martiniquaise.

Pour la partie démographique, j'ai utilisé constamment les différents rapports publiés sous forme de brochures annuelles in-8° par l'Imprimerie du gouvernement sur le fonctionnement de l'Institut d'hygiène et de microbiologie, maintenant Institut Pasteur. Ceux du docteur Montestruc, en particulier, sont remarquables. En dehors de ces rapports, je citerai :

- ENCYCLOPÉDIE FRANÇAISE, tome VII, Paris 1936.
- MONTESTRUC (D^r). — Le paludisme à la Martinique. Extrait du Bulletin de la Société de pathologie exotique. Séance du 12-2-1936, t. XXIX, pp. 193-202.
- MOUVEMENT DÉMOGRAPHIQUE de la Martinique pendant l'année 1931. Bull. Soc. des Sciences Médicales, premier semestre 1932. Fort-de-France, 1932, pp. 28-34.
- PHILÉMON (Césaire). — Parures de Madinina. Paris, Imp. Renaissance, 1935, in-8°, 95 pages.
- PROCÈS-VERBAUX de la Commission centrale de vérification du dénombrement général de la population de la Martinique. Imp. Gouv. Conseil Général, 19 novembre 1910, p. 589 sqq.
- REVERT (E.). — Note sur la population de la Martinique. Congrès international de la population, 1937, t. VI, in-8°, pp. 27-41. Paris, Hermann.
- RUFZ DE LAVISON. — Études historiques et statistiques sur la population de la Martinique. Saint-Pierre, 1850, 2 vol. in-8°. Tableaux.

NOTE ADDITIONNELLE

[Retour à la table des matières](#)

Depuis que ce livre a été écrit, un certain nombre de faits se sont produits qui méritent une courte mise au point. À ne s'en tenir qu'aux statistiques du commerce extérieur, la Martinique aurait déjà retrouvé sa prospérité d'avant-guerre, les importations s'étant élevées pour 1947 à 3.667 millions de francs et les exportations à 4.117. Il n'y a pas à revenir sur les importations, dont la composition ne varie guère. Aux exportations, la première place est prise, et de beaucoup, par le rhum avec 228.454 hectolitres d'alcool pur contre 99.650 en 1938 pour une valeur de 2.738.200.000 francs. Ceci n'a été possible, malgré le maintien théorique du contingentement, que parce qu'en fait on a laissé les Antilles diriger sur la Métropole tout l'alcool qu'elles ont voulu. En revanche, la Martinique n'a expédié la même année que 13.917 tonnes de sucre contre 51.395 en 1938. Les récoltes, certes, ne valent pas celles d'avant-guerre, mais, surtout, comme il y a vingt ans, on a de nouveau avantage à garder les mélasses et à ne pas les épuiser avant de les envoyer à la distillerie.

En outre, pour le sucre, une part relativement importante est utilisée sur place à la fabrication de confitures qui, devant la pénurie métropolitaine, connaissent provisoirement un énorme succès. On n'en exportait pratiquement pas en 1938. Il en a été expédié pour 209 millions en 1947 et il y a toutes chances pour que ce chiffre soit largement dépassé en 1948.

En même temps se poursuit une remontée, extrêmement rapide de la banane (près de 11.000 tonnes en 1947, 13.000 pour le premier semestre de 1948 contre 35 à 40.000 dans une année d'avant-guerre), à laquelle est venue s'adjoindre la fabrication des bananes séchées ou de la pâte de bananes. Les exportations ont atteint pour les deux produits une valeur de près de 500 millions de francs en 1947 (274 millions pour les régimes, 212 pour la pâte de bananes), chiffre qui sera plus que doublé en 1948. Localement, les fruits sont payés de trente à quarante francs le kilo au producteur. Il en résulte des incidences sociales de quelque importance. On a toujours rencontré près des cases antillaises quelques bananiers faciles à entretenir et à fumer grassement avec les déchets de cuisine et autres. Ils servaient uniquement à la consommation familiale. On en trouve maintenant quarante, cinquante et même davantage, dont les régimes sont vendus à des ramasseurs spécialisés qui parcourent les mornes à cette intention. Le petit agriculteur se fait ainsi plus d'argent qu'il n'en a jamais eu. Tous se jettent sur la banane, et concurrencent victorieusement les grandes exploitations qui doivent payer à haut prix main-d'oeuvre et engrais. Les bénéfices ainsi réalisés sont considérables, parfois scandaleux. Ils peuvent atteindre, dans certains cas, plusieurs centaines de milliers de francs à l'hectare. Cela explique les invraisemblables files de camions qui s'alignent dans les rues de Fort-de-France lorsqu'un navire spécialisé est en

chargement. Par contre, les ménagères se plaignent amèrement de ne plus trouver assez de « figues » sur le marché.

Enfin, les Antillais, car les Guadeloupéens sont solidaires en l'occurrence, ce qui est rare, ont su obtenir d'importantes amodiations à la loi d'assimilation. Les divers, décrets parus en 1948, ceux en particulier des 29, 30 et 31 mars, témoignent d'une volonté nette de ménager les transitions. Sans doute beaucoup de textes métropolitains deviennent-ils automatiquement applicables, mais le principe du contingentement est maintenu, avec possibilité d'exporter vers la métropole des rhums en surplus moyennant « une soulte égale au double de la différence entre le prix de cession pour la fabrication des apéritifs et le prix d'achat par le service des alcools, des alcools de mélasse hors contingent ».

Si la législation et la réglementation des Contributions directes sont introduites, ce n'est qu'avec une exception capitale. Les droits de consommation sont réduits localement à 5.400 francs par hectolitre d'alcool pur pour les rhums et tafias de moins de trois ans d'âge et à 12.000 pour les plus vieux, taux de plusieurs fois inférieurs à ceux de la France continentale, afin de ne pas trop ouvertement toucher au « vin du pauvre ».

En même temps, les salaires ont augmenté de manière très considérable. La coupe de cannes (coupeur et amarreuse) s'est tenue aux alentours de 600 francs, soit 30 fois le prix de 1935 et 20 fois celui de 1939-1940. Un manoeuvre touche plus de 250 francs contre pratiquement 12 en 1939. Par contre, la diminution constante des cultures vivrières et les difficultés d'importation entraînent une relative pénurie dans tous les domaines. Il y a autant d'argent que jamais à la Martinique. Sa répartition est même un peu moins inéquitable que naguère, mais on ne sait trop comment l'utiliser. Aussi la situation sociale demeure-t-elle fort tendue. Les ouvriers agricoles acceptent difficilement les prélèvements de la Sécurité Sociale. Des grèves ont éclaté, quelques-unes marquées par des incidents sanglants. La récolte de 1948 n'était pas terminée fin août, ce qui ne s'était jamais vu. Au demeurant, la cueillette des fruits sauvages, des goyaves en particulier, pour la fabrication de confitures, rapporte souvent davantage qu'une journée sur la plantation. Tel grand propriétaire, par personne interposée, était arrivé au début de cette année à une sorte de « gentleman agreement » avec ses « travailleurs » : trois jours dans les champs de cannes, deux de cueillette sur les terres vacantes de l'« Usine », et deux de repos...

Telle est donc la situation en cette fin de 1948. L'argent abonde. Rhum et bananes en sont les sources essentielles. Grâce à cette dernière, nombre de petits propriétaires accèdent à une aisance au moins relative. Je ne crois pourtant pas qu'il y ait là de quoi infirmer en quoi que ce soit les conclusions générales de ce livre. La prospérité actuelle est certaine, malgré les troubles sociaux, mais elle est factice et transitoire. Le point de saturation approche pour la banane et sera vite atteint quand l'A. O. F., avec l'amélioration des transports maritimes, aura récupéré toute sa capacité d'exportation. Il est vraisemblable, de même, qu'après de bonnes récoltes dans la Métropole, la puissante Confédération des Vignerons réclamera de

nouveau la stricte application du contingentement aux alcools coloniaux afin de réduire au maximum une concurrence dangereuse pour les eaux de vie de cidre et de vin. Il y a le problème du libre échange, sur lequel il n'y a pas à revenir. On parle beaucoup enfin, à l'heure présente, de l'organisation et de la mise en valeur du monde Caraïbe sous l'égide des quatre puissances intéressées : France, Angleterre, Hollande et États-Unis. Les Martiniquais ont immédiatement songé à se tailler la plus belle place possible dans cette organisation et réclament pour leur île un contingent exportable de 100.000 tonnes de sucre, qu'ils n'ont jamais produit, qu'ils seraient incapables de produire dans les circonstances présentes, mais qui leur apparaît comme une sorte de garantie pour un avenir que, sous la prospérité factice et d'ailleurs troublée du moment, ils sentent lourd de menaces et d'inquiétudes. Puisse, cette fois encore, le sort ne pas leur être trop défavorable !